

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ET

UNIVERSITE PARIS VIII VINCENNES SAINT DENIS

DU REGIME MIXTE A LA « VRAIE DEMOCRATIE » : UNE HISTOIRE
CONCEPTUELLE DU MOT *DEMOCRACY* EN GRANDE-BRETAGNE, 1770-
1920

THÈSE

PRÉSENTÉE EN COTUTELLE

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DU DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

HUGO BONIN

FÉVRIER 2021

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je souhaite tout d'abord remercier chaleureusement mes deux directeurs de thèse : Francis Dupuis-Déri et Yves Sintomer. Sans eux, rien n'aurait été possible. Je remercie également Laurent Colantonio, Yves Couture, Joanna Innes et Robert Saunders pour leurs commentaires sur mon projet de thèse, ils se sont révélés essentiels.

Cette thèse a été réalisée grâce au soutien financier du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, du Fonds de recherche du Québec — Société et culture, de l'Université du Québec à Montréal et de l'Université Paris VIII.

Merci à ma famille, Esther, Isabelle, Philippe et Claire pour leur soutien inconditionnel. Je remercie également toutes les personnes qui ont pris le temps de lire, relire et corriger différentes parties de cette thèse, notamment Annabelle Berthiaume, Caroline Hugny-Martialis et Amandine Fournié-Lacombe. Un grand merci à toutes celles qui ont été là tout au long de cette aventure, ou à ceux que j'ai eu la chance de rencontrer en chemin : Francis, Mathilde, Margot et Agathe ; Julie et Ève-Laurence ; Quentin et Étienne ; Laurie et Antony ; Kevin et Marion ; Naomie et tant d'autres. Merci à ces lieux où j'ai eu le plaisir d'habiter : la Coop La Vie en Ville, la Cafétéria et surtout la Casa Libre.

Finalement, un merci du fond du cœur à Léa Sallenave. Tant pour son aide sans égale au niveau de la recherche, sa relecture affûtée de plusieurs parties, que son soutien moral et émotionnel indéfectible. Sans toi, si peu aurait été possible.

DÉDICACE

Au demos.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	ix
LISTE DES TABLEAUX.....	xi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES.....	xii
RÉSUMÉ.....	xiv
ABSTRACT.....	xvii
INTRODUCTION.....	1
1.1 Le bleu est une couleur chaude.....	1
1.2 <i>What's in a name?</i> — Questionnements et méthode	6
1.3 Esquisse des principaux résultats	12
1.4 Conclusion : <i>Democracy in our time</i>	20
1 CHAPITRE I POUR UNE HISTOIRE CONCEPTUELLE DU MOT <i>DEMOCRACY</i> EN GRANDE-BRETAGNE.....	23
1.1 Introduction : de la démocratie britannique.....	24
1.2 Délimitations spatiales et temporelles : Grande-Bretagne, 1770-1920.....	26
1.3 Une littérature foisonnante, mais éparse.....	30
1.4 Questions de recherche.....	43
1.5 Cadre théorique.....	47
1.5.1 Mot global, histoire nationale.....	48
1.5.2 Histoire conceptuelle et bricolage.....	51
1.5.3 Les mots et les concepts.....	56
1.6 Méthodologie.....	59

1.6.1 Définition du corpus.....	62
1.6.2 Une approche méthodologique double.....	66
1.7 Conclusion : une histoire nécessaire.....	72
2 CHAPITRE II <i>CROWN, LORDS AND COMMONS: DEMOCRACY</i> ET RÉGIME MIXTE AVANT 1770.....	74
2.1 Introduction : contextes et référents.....	75
2.2 Contexte : ruptures et continuités britanniques.....	75
2.2.1 <i>Commons</i> : grandeurs et misères de Westminster.....	76
2.2.2 <i>Crowds</i> : souveraineté populaire, participation éphémère.....	90
2.2.3 <i>Conquest</i> : colonisation et industrialisation.....	100
2.3 <i>Democracy</i> avant 1770 : topographie.....	109
2.3.1 Des références antiques et floues.....	110
2.3.2 Entre tyrannie et monarchie : champ conceptuel.....	114
2.3.3 Trois traditions : constitutionnalistes, républicains et communalistes.....	119
2.3.4 Entre représentation et législation directe.....	128
2.4 Conclusion : connotations en opposition.....	135
3 CHAPITRE III « <i>TO RIP UP MONARCHY BY THE ROOTS, AND PLACE DEMOCRACY IN ITS STEAD</i> » : DE LA PÉRIPHÉRIE AU CENTRE, 1775-1801.....	139
3.1 Introduction : du lexique savant au vocabulaire commun.....	140
3.2 Crises de la représentation.....	148
3.2.1 Empire et <i>democracy</i>	148
3.2.2 Métropole et <i>reform</i>	157
3.3 Consolidations monarchiques.....	170
3.3.1 <i>Reform</i> et révolution.....	172
3.3.2 <i>Democrat</i> : très attribué, peu revendiqué.....	183
3.3.3 Mobilisations et répressions.....	192
3.4 Conclusion : <i>Democracy versus Monarchy</i>	205
4 CHAPITRE IV « <i>THE WORLD RESISTS THE DESPOTISM OF A DEMOCRACY EQUALLY WITH THE DESPOTISM OF AN ARISTOCRACY</i> » : ENTRE ÉPOUVANTAIL ET BADGE RÉVOLUTIONNAIRE, 1827-1852.....	209
4.1 Introduction: de <i>reform</i> à <i>revolution</i>	210

4.2 « <i>A Bugbear Word</i> » : <i>democracy</i> et le <i>Reform Act</i> de 1832.....	218
4.2.1 Un monopole conservateur (parfois contesté).....	222
4.2.2 Utilitaristes et radicaux : de timides appropriations positives.....	233
4.3 Échanges et polarisations.....	243
4.3.1 De la démocratie en Amérique.....	243
4.3.2 Ambiguïtés libérales : l’ <i>Anti-Corn Law League</i>	253
4.3.3 Les chartistes : <i>democrats</i> jusqu’au bout.....	264
4.4 Conclusion : <i>Democracy versus Aristocracy</i>	274
5 CHAPITRE V « <i>A PLUTOCRACY WORKING UPON A DEMOCRACY</i> » : D’UNE CONSTITUTION POPULAIRE À UNE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE, 1865-1890	280
5.1 Introduction : de la <i>revolution</i> à <i>representation</i>	281
5.2 Le <i>Reform Act</i> de 1867 et la disparition du gouvernement mixte.....	288
5.2.1 <i>Democracy</i> et peur de la « <i>class tyranny</i> ».....	291
5.2.2 Westminster : « <i>Popular rights, not democratic privileges</i> ».....	302
5.3 Socialistes et conservateurs : ennemis, mais <i>democrats</i>	314
5.3.1 <i>Social-Democracy</i> : une démocratie politique et sociale.....	315
5.3.2 <i>Tory Democracy</i> : une démocratie conservatrice ?.....	333
5.4 Conclusion : <i>Democracy versus Plutocracy</i>	347
6 CHAPITRE VI « <i>TRUE DEMOCRACY AND EQUALITY</i> » : UN MOT INCONTOURNABLE, 1904-1914.....	351
6.1 Introduction: un mot désormais revendiqué et révééré.....	352
6.2 « <i>Democracy in the name of the King</i> » : vers un royaume démocratique.....	355
6.2.1 Nouveaux libéraux et le <i>democratic budget</i>	363
6.2.2 Les <i>Lords</i> , défenseurs de la démocratie ?.....	374
6.3 <i>Votes for Women</i> : suffrage féminin et rhétorique démocratique.....	387
6.3.1 Du <i>constitutionnal idiom</i> à la <i>democracy</i>	388
6.3.2 Des antisuffragistes démocrates ?.....	401
6.4 Conclusion : <i>Democracy versus Democracy</i>	416
CONCLUSION.....	420
1. Bricolage réussi : portée méthodologique.....	425

2. Offrir de nouvelles perspectives : résultats historiques.....	429
3. Démocratie et régime mixte : bilan philosophique.....	433
4. Épilogue : du régime mixte à la démocratie libérale.....	437
ANNEXE A CORPUS — DÉBATS PARLEMENTAIRES.....	440
ANNEXE B CORPUS — PRESSE PÉRIODIQUE.....	441
ANNEXE D POPULATION ET ÉLECTORAT.....	451
ANNEXE E EMPIRE BRITANNIQUE.....	453
ANNEXE F COMPOSITION SOCIALE DES CHAMBRES BASSES.....	456
RÉFÉRENCES.....	461

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
0.1 « <i>democracy</i> », débats parlementaires et presse périodique, 1775-1890....	14
1.1 « <i>Democracy</i> », « <i>Republic</i> » et « <i>Aristocracy</i> », occurrences dans EEBO, 17 ^e siècle.....	28
1.1 « <i>Commonwealth</i> » et « <i>Monarchy</i> », occurrences dans EEBO, 17 ^e siècle.	28
3.1 « <i>democra*</i> », périodiques, 1775, 100-100, IM 10, F6.....	146
3.2 « <i>democra*</i> », parlement, 1775-1784, 100-100, IM 8,5, F10.....	147
3.3 « <i>democra*</i> », périodiques, 1785, 100-100, IM 10,5, F5.....	148
3.4 « <i>democracy</i> », périodiques 1790, 100-100, IM 10, F10.....	148
3.5 « <i>democra*</i> », parlement, 1789-1791, 100-100, IM 10, F5.....	149
3.6 « <i>democra*</i> », périodiques 1800, 50-50, IM 9,5, F6.....	150
3.7 « <i>democra*</i> » dans la presse périodique britannique, 1795-1800.....	202
4.1 « <i>democra*</i> », Communes, 1828, 100-100, IM 10, F3.....	219
4.2 « <i>democra*</i> », Communes, 1831, 100-100, IM 9,5, F9.....	220
4.3 « <i>democra*</i> », périodiques, 1828, 100-100, IM 10, F10.....	221

4.4	« <i>democra*</i> », périodiques, 1831, 100-100, IM 10,6, F30.....	222
4.5	« <i>democra*</i> », périodiques, 1840, 100-100, IM 11, F20.....	223
4.6	« <i>democra*</i> », périodiques, 1852, 100-100, IM 10, F30.....	223
4.7	« <i>democra*</i> », Communes, 1852, 100-100, IM 10, F12.....	224
4.8	« <i>democra*</i> » dans la presse périodique britannique, 1829-1833.....	232
5.1	« <i>democra*</i> », Communes, 1867, 100-100, IM 10, F20.....	293
5.2	« <i>democra*</i> », périodiques, 1868, 100-100, IM 10, F30.....	294
5.3	« <i>democra*</i> », périodiques, 1875, 100-100, IM 10,2, F14.....	295
5.4	« <i>democra*</i> », Communes, 1884, 100-100, IM 10, F14.....	296
5.5	« <i>democra*</i> », périodiques, 1885, 100-100, IM 10, F20.....	297
5.6	« <i>democra*</i> » dans la presse périodique britannique, 1865-1872.....	315
5.7	« <i>Tory democracy</i> », BNA, 1884-1886.....	348
6.1	« <i>democra*</i> » dans les journaux et à Westminster, 1890-1914.....	366
6.2	« <i>For Real Democracy</i> », P.J. Wright, 1918.....	435
C.1	Évolution de la population et l'électorat britannique, 1790-1918.....	469

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1 Canevas d'analyse.....	73-74
2.1 Occurrences de « <i>Democracy</i> » dans ECCO et BNA.....	114
2.2 Modèles de traditions politiques britanniques.....	125
F.1 Grande-Bretagne, intérêts économiques des MPs selon leur parti, élections de 1868 et 1892.....	474
F.2 États-Unis, antécédents professionnels des représentants étatsuniens par décennie d'entrée à la Chambre des Représentants, 1860-1900.....	475
F.3 France, origine sociale des députés, élections de 1871 et 1893.....	476

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ACLL : *Anti-Corn Law League*

BPU : *Birmingham Political Union*

BNA: *British Newspaper Archive*

DF: *Democratic Federation*

EEBO: *Early English Books Online*

ECCO : *Eighteenth Century Collection Online*

EHD: *English Historical Documents*

EIC : *East India Company*

FS: *Fabian Society*

HC : *House of Commons*

HL: *House of Lords*

ILP : *Independent Labour Party*

IM : *information mutuelle (test d')*

LCS : *London Corresponding Society*

LRC : *Labour Representation Committee*

MP: *Member of Parliament*

NCCO : *Nineteenth Century Collection Online*

NLF : *National Liberal Fondation*

NSTC: *Nineteenth Century Short Title Catalogue*

NUCCA : *National Union of Conservative and Constitutional Associations*

NUWSS : *National Union of Women's Suffrage Societies*

OCR : *Optical Character Recognition* (Reconnaissance optique de caractères)

SCI : *Society for Constitutional Information*

SDF : *Social-Democratic Federation*

SL : *Socialist League*

WSPU : *Women's Social and Political Union*

RÉSUMÉ

Vilipendé à travers l'Occident, associé au désordre et à la foule, le mot *democracy* devient, au cours du 19^e siècle, un synonyme de bon gouvernement. Combinant histoire conceptuelle, humanités numériques et théorie politique, cette thèse retrace les usages britanniques de ce terme. Pour ce faire, différentes sources (débats parlementaires, traités politiques, ouvrages de référence, presse périodique) et outils méthodologiques (questionnement analytique, textonométrie) sont mobilisés. L'analyse se concentre sur quatre moments clefs, correspondant à des crises politiques internes et externes de la Grande-Bretagne, marqués par un emploi intensif du vocabulaire démocratique. En examinant les principaux sens dénotatifs et connotatifs de *democracy* en Grande-Bretagne entre 1770 et 1920, cette thèse met en relief une transition : celle d'un imaginaire politique britannique structuré par la théorie du gouvernement mixte à un régime parlementaire considéré comme démocratique.

Au début du premier intervalle, qui s'étend de 1775 à 1801, *democracy* est un terme peu commun dans la sphère politique britannique. Trois sens essentiels sont dégagés : le mot désigne un régime politique populaire, une société aux tendances égalitaires et le peuple identifié aux classes populaires. Dans son sens politique, un topique particulier de *democracy* émerge, propre à la Grande-Bretagne. Dans le cadre de l'influente théorie du gouvernement mixte, les Communes sont conçues comme l'élément démocratique du régime britannique, aux côtés des Lords aristocratiques et de la Couronne monarchique. Toutefois, suite à l'indépendance étatsunienne, la naissance du mouvement réformiste britannique et surtout la Révolution française, *democracy* voit sa connotation négative renforcée. Le vocabulaire démocratique est majoritairement l'apanage des forces conservatrices, qui l'utilisent pour discréditer les réformistes. Ce faisant, l'opposition entre *democracy* et *monarchy* se maintient.

Dans le second épisode, qui va de 1827 à 1852, le mot *democracy* est surtout employé par contraste avec *aristocracy*. Dans le cadre des débats sur le *Reform Act* de 1832, qui vise à élargir l'électorat, les conservateurs accusent encore leurs adversaires de vouloir renverser le régime mixte par un influx démocratique démesuré. *A contrario*, whigs et radicaux défendent cette réforme précisément au nom d'un équilibre constitutionnel à préserver. Si certaines forces politiques s'approprient le terme *democracy* de manière positive (radicaux, utilitaristes et surtout chartistes), le qualificatif reste peu appliqué pour caractériser la Grande-Bretagne. L'exemple de la démocratie étatsunienne tend toutefois à généraliser l'usage de *democracy* comme un type de société égalitaire — même si les sens de régime politique et groupe social perdurent.

Entre 1865 et 1890, le passage du *Second Reform Act* (1867) permet de voir que si la théorie du régime mixte n'est plus prégnante, l'élite britannique n'embrasse pas pour autant la *democracy*. Libéraux comme conservateurs l'associent au règne de la populace et de la *class legislation*. Ils valorisent plutôt un régime parlementaire visant à l'équilibre entre toutes les classes sociales. Un changement s'amorce dans les années 1880, quand conservateurs et socialistes en viennent à se dire *democrats*. Face à la montée de la *plutocracy*, le terme est de plus en plus utilisé de manière positive en référence à la société britannique, considérée comme égalitaire.

Finalement, une analyse des usages de *democracy* de 1904 à 1914 révèle le chemin parcouru. Si les trois sens du mot (régime, société, groupe) sont toujours présents, la connotation en est à présent méliorative. Pour preuve, tant dans les débats sur le pouvoir des Lords que sur le suffrage féminin, des adversaires aux perspectives diamétralement opposées se réclament de la démocratie. Suite à la Première Guerre mondiale, il est incontestable que *democracy* est devenue une bannière derrière laquelle toutes les forces politiques se rallient — chacun-e en prétendant posséder la vraie définition.

Cette thèse permet donc de souligner l'appropriation tardive de *democracy* par les forces politiques britanniques, à contraster avec les cas français et étatsuniens, qui adoptent l'étiquette démocratique beaucoup plus tôt. Elle démontre également la persistance d'une opposition conceptuelle forte entre régime mixte et *democracy*, puis entre cette dernière et le gouvernement parlementaire. Elle atteste du quasi-monopole conservateur sur le vocabulaire démocratique durant la période étudiée, tout en signalant la dichotomie oubliée entre *people* et *democracy* au même moment. Ces résultats permettent de remettre en cause la lecture téléologique de la démocratisation britannique opportunément amenée par plusieurs approches tant historiques que théoriques de cette question.

Mots clés : démocratie ; Grande-Bretagne ; parlementarisme ; histoire conceptuelle ;
textonométrie.

ABSTRACT

Vilified throughout the West, associated with disorder and crowds, the word democracy became, during the 19th century, synonymous with good government. Combining conceptual history, digital humanities and political theory, this thesis traces the British uses of the term. To do so, different sources (parliamentary debates, political treatises, reference works, periodical press) and methodological tools (analytical questioning, textometry) are mobilized. The analysis focuses on four key moments, corresponding to internal and external political crises in Great Britain, marked by an intensive use of democratic vocabulary. By examining the main denotative and connotative meanings of “democracy” in Great Britain between 1770 and 1920, this thesis highlights a transition from a British political imaginary structured by the theory of mixed government to a parliamentary regime now considered democratic.

At the beginning of the first interval, from 1775 to 1801, “democracy” was an unusual term in the British political sphere. Three essential meanings were apparent: the word denoted a popular political system, a society with egalitarian tendencies, and “the people” understood as the working classes. In its political sense, a particular topic of democracy emerged, specific to Britain. Under the influential theory of mixed government, the Commons were conceived as the democratic element the British *régime*, alongside the aristocratic Lords and the monarchical Crown. However, following the American independence, the birth of the British reform movement and especially the French Revolution, “democracy” saw its negative connotation reinforced. The democratic vocabulary was mostly the prerogative of conservative forces, who used it to discredit the reformists. In doing so, a strong opposition between democracy and monarchy was maintained.

In the second episode, from 1827 to 1852, the word democracy was mainly used in contrast to aristocracy. During the debates on the Reform Act of 1832, which was intended to broaden the electorate, the Conservatives again accused their opponents of trying to overthrow the mixed regime by an excessively large democratic influx. On the other hand, Whigs and radicals defended the reform precisely in the name of a constitutional balance to be preserved. Although certain

political forces (Radicals, Utilitarians and above all Chartists) reclaimed the term “democracy” in a positive way, the term was still little used to characterise Great Britain. The example of American democracy, however, tended to generalize the use of “democracy” as a type of egalitarian society - even if the sense of political regime and social group remained.

Between 1865 and 1890, the passage of the Second Reform Act (1867) showed that although the theory of mixed government was no longer relevant, the British elite did not embrace “democracy”. Both Liberals and Conservatives associated it with the reign of the rabble and “class legislation”. Instead, they valued a parliamentary system of government that seeks to achieve a balance between all social classes. A change began in the 1880s, when conservatives and socialists came to call themselves democrats. Contrasted with the rise of the plutocracy, the word “democracy” was increasingly used in a positive way in reference to British society, which was considered egalitarian.

Finally, an analysis of the uses of democracy from 1904 to 1914 reveals how far we have come. If the three meanings of the word (regime, society, group) were still present, the connotation was now positive. As proof, both in the debates on the power of the Lords and on women's suffrage, opponents with diametrically opposed perspectives claimed to act in favour of democracy. Following the First World War, it is indisputable that “democracy” had become a banner behind which all political forces were rallying - each claiming to possess the true definition.

This thesis thus makes it possible to underline the late appropriation of “democracy” by British political forces, in contrast to the French and American cases, which adopted the democratic label much earlier. It also demonstrates the persistence of a strong conceptual opposition between “mixed government” and “democracy”, and then between the latter and parliamentary government. It attests to the Conservative quasi-monopoly on democratic vocabulary during the period under study, while pointing to the forgotten dichotomy between “people” and “democracy” at the same time. These results make it possible to question the teleological reading of British democratization that has been opportunely brought about by several historical and theoretical approaches to this question.

Keywords: democracy; Great Britain; parliamentarism; conceptual history; textonometry.

INTRODUCTION

*Those antient, whose resistless eloquence
Wielded at will that fierce Democratie,
Shook the Arsenal and fulmin'd over Greece,
To Macedon, and Artaxerxes Throne¹*

1.1 Le bleu est une couleur chaude

En 1858, un classiciste britannique publie un ouvrage désormais incontournable pour tout helléniste : *Studies on Homer and the Homeric Age*. Dans celui-ci, l'auteur remarque qu'Homère semble avoir une vision particulière des couleurs. Ce dernier utilise des adjectifs et noms de coloris quelque peu étranges. Par exemple, Homère emploie le qualificatif de οἴνοψ (*oinops*), que l'historien traduit par « *wine-red* », pour désigner la mer. Cette idée d'une étendue d'eau de teinte rouge vin suscite des interrogations chez bien des lecteurs et lectrices, certain-e-s allant jusqu'à penser qu'Homère, voire que toute la population hellénique, était en fait daltonienne.

Dans les décennies postérieures, plusieurs linguistes, anthropologues et biologistes se penchent sur cette question des couleurs et de leur expression lexicale. Le philologue

¹ John Milton, *Paradis Regained*, Londres, 1671, liv. 4 par. 260. Puisque cette thèse porte sur les mots et leur pouvoir, le choix a été fait de ne pas traduire les citations et les termes en anglais, afin de ne pas perdre la signification originelle. Nos excuses aux lectrices et lecteurs francophones.

² *Studies on Homer and the Homeric Age: Prolegomena. Achaeis or, The Ethnology of the Greek races*, Oxford, Oxford University Press, 1858, p. 490.

Lazarus Geiger³ découvre, à travers une analyse des textes anciens en islandais, hindou, chinois, arabe et hébreux, que ces langues ne possédaient alors pas de mot pour désigner le bleu. Geiger avance que le développement du vocabulaire relatif aux couleurs suit un ordre universel. Les premiers termes à apparaître sont ceux servant à nommer le noir et le blanc, puis le rouge, le jaune, le vert et enfin le bleu⁴. Étudiant notamment différentes populations autochtones en Amérique du Nord et en Afrique, plusieurs anthropologues en viennent à la conclusion que leurs langues « primitives » ne comportent pas non plus de mot de pour désigner le bleu. Le linguiste Guy Deutscher souligne que « *the inhabitants of the island of Nias in Sumatra, for example, were reported to use only four basic color words: black, white, red, and yellow. Green, blue, and violet were all called 'black'* ».

À l'heure où les théories évolutionnistes de Charles Darwin⁶ commencent à prendre racine, certains auteurs développent rapidement une hypothèse différentialiste : les peuples antiques et primitifs ont tout simplement une vision différente de la nôtre. La capacité humaine à discerner les couleurs les unes des autres, et spécialement le bleu, résulte d'une lente évolution de la rétine. Cette idée est toutefois écartée au début du 20^e siècle. Des expériences avec des peuples autochtones ne disposant pas de mot pour désigner le bleu démontrent cependant leurs facultés à reconnaître comme semblables deux morceaux de tissu de cette couleur. L'option naturaliste rejetée, aucune réponse claire ne semble néanmoins s'imposer au sein de la communauté scientifique.

³ Au cours de cette thèse, afin de situer les personnes mentionnées, nous offrons une brève notice biographique des personnes nées avant 1900. Lazarus Geiger (1829-1870) est un philosophe et philologue juif allemand.

⁴ Lazarus Geiger, *Contributions to the History of the Development of the Human Race*, Londres, Trübner & Company, 1880, 240 p.

⁵ Guy Deutscher, *Through the Language Glass: Why the World Looks Different in Other Languages.*, New York, Henry Holt and Company, 2010, p. 47.

⁶ 1809-1882. Naturaliste et paléontologue britannique, connu pour ses travaux sur l'évolution.

Plus d'un siècle après l'impression des *Studies on Homer*, deux linguistes de l'Université de Californie, Brent Berlin et Paul Kay, publient *Basic Color Terms* (1969). L'ouvrage fait alors sensation en « redécouvrant » la question des couleurs. Ils y avancent entre autres que chaque langage humain suit une séquence de développement similaire en ce qui concerne les couleurs : noir et blanc, puis rouge, puis jaune ou vert, et enfin bleu⁷. Depuis, le débat fait rage pour expliquer cette séquence quasi universelle, qui semble transcender les cultures. Pour Deutscher, une piste de solution se trouve peut-être dans l'étude de 1858. Dans celui-ci, l'auteur suggère que développement d'un lexique relatif aux couleurs dépend en grande partie de la capacité d'une société à produire artificiellement celles-ci. Comme le résume Deutscher, le vocabulaire des couleurs « *is likely to develop hand in hand with the artificial manipulation of colors, when color comes to be seen as detachable from a particular object*⁸. » Or, le bleu est généralement une couleur peu présente dans la faune et la flore à l'état naturel. C'est surtout une teinture difficile à fabriquer, notamment en comparaison avec le rouge, le jaune et le vert. Le développement d'un lexique particulier pour chaque couleur serait donc limité par la capacité d'une société à la confectionner, ce qui souligne l'importance des facteurs matériels dans l'évolution linguistique. Mais il faut mentionner que l'inverse est vrai : la création d'un vocabulaire riche en couleurs a des effets sur la manière dont est appréhendé le monde. En d'autres mots, une fois que l'on peut distinguer le bleu du vert, il est impossible de considérer la mer comme « rouge vin ».

Un raisonnement similaire peut être appliqué à un tout autre objet, mais qui joue un rôle aussi, si ce n'est plus important que les couleurs dans nos vies. Celui de la démocratie. La plupart des langues occidentales possèdent aujourd'hui un large vocabulaire relatif à la question démocratique. Il nous semble souvent évident de

⁷ Brent Berlin et Paul Kay, *Basic Color Terms: Their Universality and Evolution*, Berkeley, University of California Press, 1969, p. 2-3.

⁸ G. Deutscher, *Through the Language Glass*, *op. cit.*, p. 68. Voir *Studies on Homer and the Homeric Age*, *op. cit.*, p. 488.

distinguer démocratie directe et démocratie représentative, de considérer qu'une société démocratique se doit d'être égalitaire et libre ou encore que des élections au suffrage universel sont l'une des caractéristiques fondamentales d'un régime démocratique moderne. Mais ces différences et caractéristiques n'auraient pas été manifestes pour une personne vivant en Europe au 18^e siècle, en Grande-Bretagne au 19^e siècle ou en Chine au début du 20^e siècle. De la même manière que la capacité d'un peuple à produire du bleu nourrit son lexique, le développement des institutions et des pratiques politiques au cours des deux derniers siècles est venu élargir notre conception de la démocratie et surtout notre vocabulaire démocratique. À l'inverse, l'essor de notre faculté à distinguer entre une démocratie assembléiste et un régime plébiscitaire oriente notre lecture du monde et nous permet de ne plus confondre les deux.

Dans une telle perspective, si l'on souhaite s'interroger sur la démocratie — et la fameuse crise qu'elle traverse — la question n'est pas seulement philosophique ou historique, mais également d'une certaine façon linguistique. Pour appréhender les régimes qualifiés de démocratiques, il faut chercher tout d'abord à comprendre comment le mot démocratie en est venu à être appliqué de manière aussi diverse et vaste. Un tel travail est d'autant plus nécessaire que les mots eux-mêmes sont des champs de bataille incessants. Et s'il existe bien un terme qui fasse à la fois consensus et dissensus, c'est bien *democracy*. Ceci n'implique pas de prétendre retrouver la définition originale du terme — tâche au demeurant impossible — mais plutôt de retracer ses différents usages au cours de l'époque moderne. Autrement dit, comprendre comment un mot comme démocratie est parvenu à occuper une place si centrale dans notre vocabulaire politique ne relève pas simplement d'un désir historique — même cette investigation permet de redécouvrir plusieurs éléments historiques quelque peu effacés. Retrouver les trajectoires de *democracy* à une période où les nuances actuelles sont loin d'être évidentes, c'est tenter de saisir le développement de la démocratie à la fois dans ses aspects théoriques, mais aussi dans

ses pratiques. C'est enfin mesurer à quel point des différences qui nous semblent aujourd'hui évidentes étaient loin de l'être pour une personne pour qui la démocratie n'était pas un maître mot. Et ceci nous permet de remettre en question nos aprioris sur ce qui est démocratique ou ne l'est pas.

Cette thèse porte en conséquence sur l'histoire du mot *democracy* en Grande-Bretagne, entre 1770 et 1920. Elle vise à comprendre les sens variés attribués au terme au cours de cette période, à examiner les acteurs et actrices qui l'utilisaient et à analyser comment le mot en est venu à être appliqué aux institutions politiques britanniques. À l'égal de l'auteur du livre mentionné, *Studies on Homer*, nous nous interrogeons sur la manière dont une société, temporellement et spatialement éloignée de nous, voyait le monde. Tout comme celui-ci était intrigué par cette notion d'une mer rouge vin de la Grèce antique, nous nous sommes occasionnellement retrouvés perplexes face aux usages de *democracy* dans la Grande-Bretagne du long 19^e siècle. Des pratiques, des institutions, des idées qui nous apparaîtraient comme démocratiques aujourd'hui n'étaient pas vues comme telles. À l'inverse, le terme était parfois appliqué à des situations ou des personnes qui nous semblent maintenant avoir peu de choses à voir avec la *democracy*. Mais, loin de supposer que les Britanniques étaient politiquement daltonien-ne-s, nous avons plutôt cherché à voir les choses à travers leurs yeux. D'ailleurs, c'est notamment par le biais de l'auteur de ce fameux *Studies on Homer*, qui n'est nul autre que William Gladstone⁹, que nous observons une partie de cette histoire du mot *democracy*¹⁰. Tout comme Gladstone fut quelque peu stupéfié par la vision des couleurs chez Homère, l'emploi de *democracy* des Britanniques entre 1770 et 1920 a parfois de quoi surprendre. L'important est de savoir que faire avec cet étonnement.

⁹ 1809-1898. Élu député conservateur en 1832, il se rallie à Robert Peel en 1846, puis au Parti libéral en 1859. Premier ministre à plusieurs reprises (1868-1874, 1880-1885, 1886, 1892-1894), il promeut le libre-échange, mais aussi une certaine participation politique des classes populaires.

¹⁰ W.E. Gladstone, *Studies on Homer and the Homeric Age*, *op. cit.*

1.2 *What's in a name?* — Questionnements et méthode

Si *dēmokratía* fait probablement débat depuis son apparition il y a plus de 2 500 ans, quelque part sur une colline athénienne, les études portant sur le mot lui-même sont plus récentes. Depuis un peu plus de cinquante ans, historien-ne-s, philosophes et politologues se sont penché-e-s sur la trajectoire particulière des traductions vernaculaires de *dēmokratía* dans le vocabulaire politique occidental au 18^e et 19^e siècle. Suite à des premiers travaux effectués dans les années 1950 et 1960¹¹, plusieurs études centrées sur la France et les États-Unis émergent dans les années 1990¹². Au tournant du millénaire, le champ d'étude s'élargit, tant en termes d'aires géographiques (Europe, Amériques) qu'au niveau temporel, allant du 17^e au 20^e siècle¹³. Dans ces travaux, plusieurs prennent comme objet, en partie ou totalement, le cas britannique¹⁴. En souhaitant appréhender les différents sens pris par

¹¹ Jens A. Christophersen, *The Meaning of «Democracy» as Used in European Ideologies from the French to the Russian Revolution*, Oslo, Universitetsforlaget Trykningsentral, 1968 ; R. R. Palmer, « Notes on the Use of the Word “Democracy” 1789-1799 », *Political Science Quarterly*, janvier 1953, vol. 68, n° 2, p. 203–226.

¹² Iain Hampsher-Monk, « The historical study of “democracy” » dans Graeme Duncan (dir.), *Democratic Theory and Practice*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 25-36 ; Bertlinde Laniel, *Le mot « démocratie » aux États-Unis de 1780 à 1856*, Saint Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 1995 ; Pierre Rosanvallon, « L'histoire du mot démocratie à l'époque moderne » dans Marcel Gauchet, Pierre Manent et Pierre Rosanvallon (dir.), *Situations de la démocratie*, Paris, Seuil-Gallimard, 1993, p. 11-19.

¹³ Eduardo Posada Carbó, « Representación y democracia en las independencias hispanoamericanas, 1808-1830 », Valladolid, Universidad de Valladolid, 2011 ; Joanna Innes et Mark Philp (dir.), *Re-Imagining Democracy in the Mediterranean, 1780-1860*, Oxford, Oxford University Press, 2018, 368 p ; Gonzalo Capellán De Miguel, « The concept of democracy: moments, meanings and images in the “long term” (a proposed rethinking of conceptual history in the Ibero-American world) », *Journal of Iberian and Latin American Studies*, 2 septembre 2018, vol. 24, n° 3, p. 415-441.

¹⁴ Cesare Cuttica et Markku Peltonen (dir.), *Democracy and Anti-Democracy in Early Modern England 1603-1689*, Leiden ; Boston, Brill, 2019 ; Pasi Ihalainen, *Agents of the People: Democracy and Popular Sovereignty in British and Swedish Parliamentary and Public Debates 1734-1800*, Leiden, Brill, 2010 ; Pasi Ihalainen, *The Springs of Democracy: National and Transnational Debates on Constitutional Reform in the British, German, Swedish and Finnish Parliaments, 1917-1919*, Helsinki, Finnish Literature Society, 2017, 592 p ; Joanna Innes et Mark Philp (dir.), *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

democracy en Grande-Bretagne dans le long 19^e siècle, cette thèse s'inscrit en grande partie dans la lignée de ces recherches.

Notre point de départ se trouve dans le paradoxe suivant. Au 18^e siècle, le terme *democracy* fait partie du lexique savant, il est connoté négativement, car associé aux turbulences de l'Antiquité, et donc généralement mal vu. Au début du 20^e siècle, *democracy* est devenu un maître mot du vocabulaire politique occidental et surtout, il désigne désormais la forme politique moderne par excellence. D'un sens restreint et péjoratif, on passe à une utilisation étendue et positive. Dans la plupart des corpus écrits du 19^e siècle, le terme connaît une croissance exponentielle au niveau de ses occurrences, tandis que son champ sémantique s'élargi lui aussi. Le mot *democracy* en vient à être appliqué à une multiplicité de référents, de situations, d'idées. La plupart des forces politiques s'en revendiquent nominalement. L'association contemporaine entre *democracy* et libéralisme d'un côté, et entre *democracy* et régime représentatif de l'autre, est donc le fait d'une reconceptualisation majeure de la démocratie qui s'effectue au 19^e siècle. Celle-ci résulte à la fois de stratégies rhétoriques intentionnelles d'acteur-trice-s politiques, mais aussi des conséquences accidentelles de transformations sociopolitiques.

Afin d'apporter une contribution à la compréhension de ces enjeux, nous avons choisi d'examiner les aléas britanniques du mot *democracy*. Plusieurs raisons viennent appuyer cette décision. Premièrement, parce que le cas britannique met en exergue le paradoxe mentionné précédemment. Au contraire des cas étatsuniens et français, la Grande-Bretagne offre l'exemple d'un pays mettant en place un gouvernement représentatif sans transformation révolutionnaire. Comment un État explicitement conçu comme une *limited monarchy* en vient-il à être considéré comme *democratic* ? Les extensions du suffrage qui ont lieu au 19^e siècle suffissent-elles à expliquer cette

transition ? Deuxièmement, l'influence britannique dans le développement du parlementarisme moderne — tant à travers son Empire que son émulation par d'autres nations. Comprendre comment le régime parlementaire en est venu à être associé à la *democracy* implique nécessairement de se pencher sur la trajectoire britannique. Troisièmement, puisque les histoires eurocentrées de la démocratie campent constamment la Grande-Bretagne au sein de la trinité démocratique originelle (avec les États-Unis et la France), il nous semblait important de vérifier les aléas du mot dans ce contexte.

Fondamentalement, cette thèse pose donc la question des différents sens pris par *democracy* sur le sol britannique entre 1770 et 1920. Elle examine les dénnotations et connotations du terme, s'interroge sur la périodicité de ces changements, ainsi que sur les forces politiques qui manient le vocabulaire démocratique. De manière plus générale, elle tente de saisir les oppositions à travers lesquelles la démocratie est comprise par ceux et celles qui la mobilisent. Ce faisant, elle offre de nouvelles perspectives sur la question démocratique à l'aune du cas britannique. Elle permet de repenser certains aspects fondamentaux de l'histoire du mot *democracy* tel qu'elle a été écrite jusqu'à présent. Et finalement, une telle étude contribue à une meilleure compréhension historique et philosophique, à la fois de la démocratie, mais aussi du régime mixte et par extension du gouvernement représentatif.

Pour mener à bien cette enquête, nous élaborons un bricolage théorique nourri par l'histoire conceptuelle allemande (*Begriffsgeschichte*), l'approche contextualiste de l'École de Cambridge, ainsi que le champ grandissant des études textonométriques des idées politiques¹⁵. Ce cadre théorique nous permet de poser un certain nombre de

¹⁵ Jacques Guilhaumou, *Discours et événement. L'histoire langagière des concepts*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2006, 241 p ; Reinhart Koselleck, *The Practice of Conceptual History: Timing History, Spacing Concepts*, Stanford, Stanford University Press, 2002 ; Reinhart Koselleck, *Futures Past: On the Semantics of Historical Time*, New York, Columbia University Press, 2004 ; J.G.A. Pocock, *Political Thought and History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009 ; Melvin Richter, *The History of Political and Social Concepts: A Critical Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 1995 ; Quentin Skinner, *Visions of Politics*, Cambridge, Cambridge University Press,

jalons concernant ce projet. Tout d'abord, sans présumer du caractère déterminant du contexte national, nous soulignons que cette thèse se concentre principalement sur la métropole britannique. Si les enjeux impériaux sont souvent pris en compte, et que l'environnement et les transferts internationaux jouent un rôle dans le récit, il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'un portrait partiel, limité à la Grande-Bretagne. À l'heure des histoires croisées et globales, un tel choix peut paraître quelque peu surprenant. Il s'explique par une série de facteurs, le plus important étant que pour la plupart des forces politiques britanniques à cette époque, c'est le cadre national qui définissait les contours de l'action politique.

Par ailleurs, en nous inspirant particulièrement ici de la *Begriffsgeschichte*, nous considérons que les transformations dans l'usage du mot *democracy* doivent être comprises en relation avec leur contexte social. Plus spécifiquement, nous rejetons tant une perspective idéaliste (où les termes évoluent indépendamment des conditions matérielles) qu'une lecture matérialiste (où le vocabulaire ne fait que refléter les changements socioéconomiques). Comme l'exemple de la couleur bleue évoqué précédemment, nous posons que le langage est à la fois « *an indicator and a factor of political reality*¹⁶ ». Les acteur-trice-s politiques utilisent des mots pour décrire, analyser et surtout transformer leur réalité. En parallèle, certains développements socioéconomiques peuvent avoir un impact sur les mutations du langage. Comme mentionné, la capacité d'une société à fabriquer des teintes bleues encourage l'essor d'un vocabulaire particulier. Mais de l'autre, l'amplification de ce lexique a des impacts substantiels : la maîtrise de la nomenclature relative au bleu rend possible des distinctions auparavant inconcevables. Pour illustrer cette dynamique d'une manière plus politique, on peut considérer que le déploiement de structures juridico-politiques centralisées en Europe au sortir du Moyen-Âge participe à l'accroissement d'un vocabulaire technique relatif à l'État. En même temps, ces développements

2002, vol. 3/1.

¹⁶ Willibald Steinmetz, « A Code of its Own: Rhetoric and Logic of Parliamentary Debate in Modern Britain », *Redescriptions: Yearbook of Political Thought and Conceptual History*, 2002, n° 6, p. 88.

linguistiques contribuent à cette même dynamique. Cette position nous pousse donc à situer les évolutions de *democracy* examinées ici dans un contexte sociopolitique plus large — bien que, de par la nature du terme étudié, nous concentrons notre attention sur la sphère politique.

Dernier élément de référence théorique : la relation entre concept et mot. Nous admettons que l'idée de démocratie puisse s'exprimer par plusieurs mots ou expressions (comme république, gouvernement représentatif ou des termes plus vagues, tels que liberté et égalité). Toutefois, nous adoptons dans le cadre de cette thèse une approche nominaliste : ce qui nous intéresse ici c'est le mot, le signifiant *democracy* en lui-même. Notre but est de comprendre comment ce vocable spécifique était utilisé par les acteur-trice-s ; ce qu'ils et elles faisaient en mobilisant un vocabulaire démocratique. Autrement dit, bien qu'une distinction entre concept et mot soit difficile, nous considérons qu'une investigation centrée sur le terme est possible et souhaitable. Cependant, afin d'éviter une compartimentation trop stricte, la signification de certains termes du champ lexical démocratique, tels que *monarchy*, *aristocracy*, *republic*, *people*, *representative* et *parliamentary government*, sont aussi examinés.

Cette attention particulière au mot guide en grande partie la construction de notre corpus. Celui-ci comprend cinq sous-ensembles distincts : les débats parlementaires, la presse périodique, les textes de mouvements politiques, les ouvrages de référence et les traités politiques. Conformément avec ce qui a été avancé précédemment, ce sont exclusivement les textes incluant au moins une mention du terme *democracy* qui ont été retenus. Deux méthodes d'analyse complémentaires ont été utilisées : pour les textes comportant un grand nombre d'occurrences, nous avons fait usage d'outils informatiques issus de la linguistique de corpus. Ceci nous a permis de dégager le champ sémantique de *democracy* au sein d'un vaste ensemble de textes. Pour les traités politiques ainsi que les ouvrages de référence, et certains débats cruciaux, nous

avons procédé par questionnement analytique afin d'identifier les différents sens pris *democracy*.

Toutefois, auparavant, considérant l'ampleur de la période à l'étude, nous avons tout d'abord effectué un découpage temporel. Partant du constat que c'est durant les moments de crise que le sens des mots est le plus susceptible d'évoluer¹⁷, nous avons choisi de concentrer l'analyse sur certains épisodes clefs de l'histoire politique britannique. Ainsi, même si notre investigation s'étend de 1770 à 1920, nous avons canalisé notre attention sur les quatre épisodes suivants :

1) La fin du 18^e siècle, soit de 1775 à 1801, une période qui englobe notamment la guerre d'indépendance étatsunienne (1775-1783) et la Révolution française (1789-1799) au niveau international. Mais qui est aussi marquée à l'échelle interne par les *Gordon Riots* (1780), la *Regency Crisis* (1789), les *English Jacobins* (1790-1800), ainsi que l'insurrection irlandaise de 1798 et l'Acte d'Union qui unit la Grande-Bretagne et l'Irlande (1801).

2) Le second quart du 19^e siècle, de 1827 à 1852. Débutant avec la fin du gouvernement de Lord Liverpool¹⁸, cette période est marquée par le *First Reform Act* (1832) qui introduit des modifications au système parlementaire. Les mobilisations chartistes (1838-1852), ainsi que la lutte libre-échangiste contre les *Corns Laws* (1838-1846) dominent la scène politique. Au niveau international, la montée en puissance des États-Unis ainsi que le mouvement révolutionnaire européen de 1848 sont aussi des éléments influents.

¹⁷ Richard Bourke, « Enlightenment, Revolution and Democracy », *Constellations*, janvier 2008, vol. 15, n° 1, p. 13 ; Douglas C. Dow, « Working with Concepts: Challenging the Language-Reality Dichotomy » dans Dvora Yanow et Peregrine Schwartz-Shea (dir.), *Interpretation and Method: Empirical Research Methods and the Interpretive Turn*, 2^e éd., Londres, Routledge, 2013, p. 72 ; James Farr, « Understanding Conceptual Change Politically » dans Terence Ball, James Farr et Russell L. Hanson (dir.), *Political Innovation and Conceptual Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, p. 30.

¹⁸ 1770-1828. Homme politique britannique, premier ministre tory de 1812 à 1828.

3) La fin du 19^e siècle, plus précisément entre 1865 et 1890. Avec le *Second Reform Act* (1867) et le *Third Reform Act* (1884), cet intervalle se révèle décisif pour le parcours du mot *democracy*. C'est à cette époque qu'émerge le mouvement socialiste, tandis que l'entreprise impériale connaît un regain d'énergie (le fameux *Scramble for Africa* à partir de 1880). Cette période voit aussi la position d'hégémon international de la Grande-Bretagne être mise en difficulté par des puissances telles que les États-Unis et l'Allemagne.

4) Le début du 20^e siècle, soit de 1904 à 1914. Devenue une société industrielle mature, la Grande-Bretagne doit alors faire face aux défis d'une expansion impériale importante, ainsi qu'à l'adoption de mesures sociales. En 1911, le *Parliament Act* vient asseoir la domination des Communes et établir le régime parlementaire britannique contemporain. Au niveau interne, ces années sont marquées par les mouvements suffragistes, socialistes et indépendantistes irlandais.

1.3 Esquisse des principaux résultats

Entre 1770 et 1920, en Grande-Bretagne, le terme *democracy* connaît plusieurs transformations majeures. Comme mentionné, au 18^e siècle, *democracy* est un mot peu utilisé, faisant partie du lexique savant. Au début du 20^e siècle, il a intégré le langage courant, tout en étant mobilisé par une variété de forces politiques. Si cet usage grandissant a été souligné par la littérature secondaire, cette thèse démontre que cette progression n'est pas constante, mais plutôt épisodique. En effet, dans le contexte britannique, *democracy* est un terme particulièrement associé aux périodes de débats constitutionnels et de crises politiques.

Tel que le démontre la Figure I.1, on constate, tant dans les débats parlementaires, que dans la presse périodique, que c'est à des instants spécifiques que le mot est fortement employé. Ainsi les moments entourant la Révolution française (1789-1799), le *First Reform Act* (1831-1833), les répercussions des révolutions européennes de 1848 (1849-1852), le *Second Reform Act* (1865-1867), et finalement les débats autour du *Third Reform Act* et du *Home Rule* irlandais (1885-1888) sont ceux où le terme est le plus utilisé. On constate aussi que dans les débats et la presse périodique, les tendances sont similaires. Ceci reflète d'un côté l'importance donnée dans la presse aux discours faits dans l'arène parlementaire, mais également de l'autre l'adéquation entre le Parlement et la société civile durant la période étudiée.

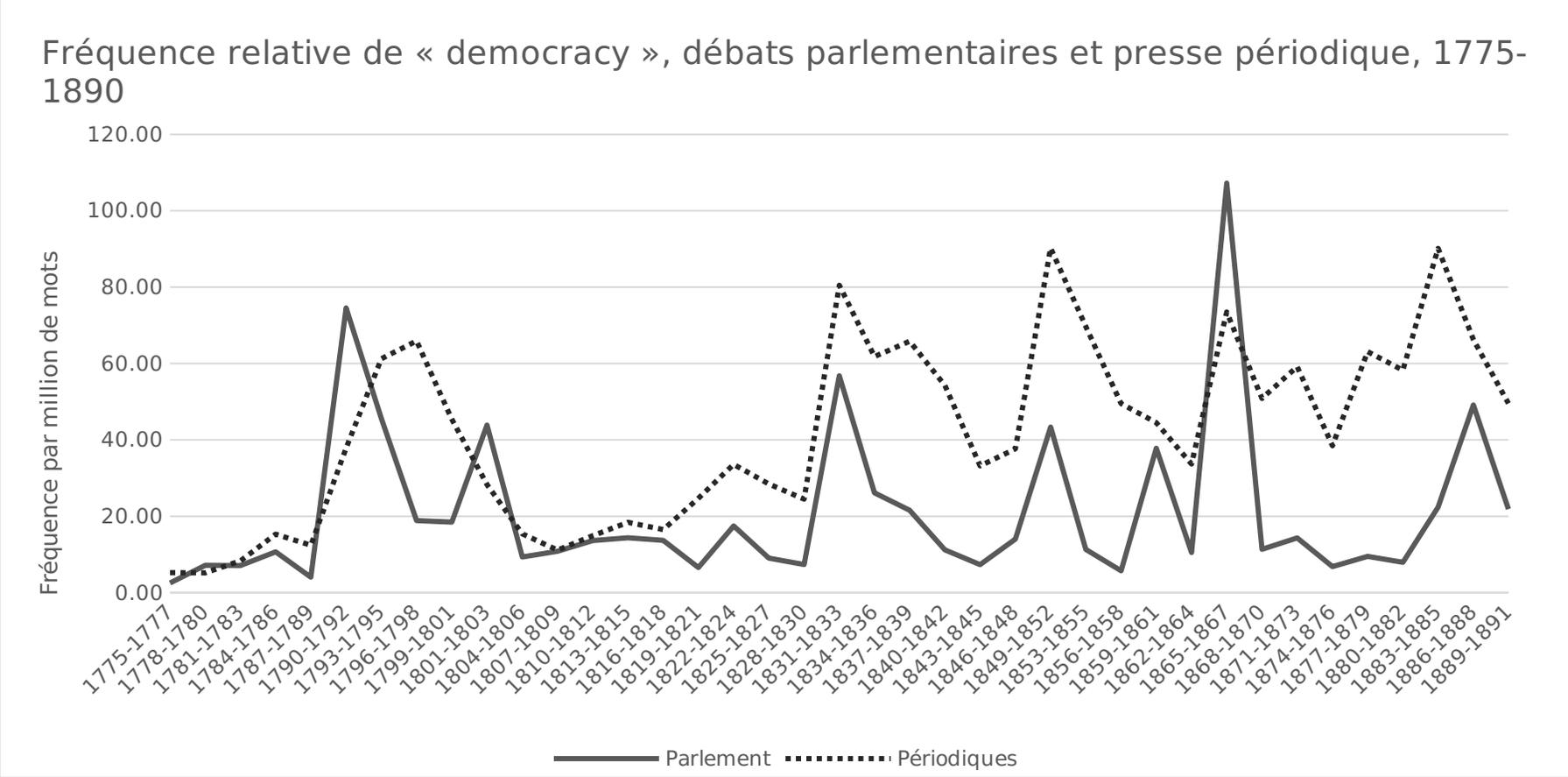


Figure 0.1 « *democracy* », débats parlementaires et presse périodique, 1775-1890

À la lecture de la figure I.1, on constate que l'utilisation du vocabulaire démocratique suit plutôt une ligne en dents de scie, avec des périodes d'intense activité et des moments de calme. Comme postulé initialement, les pics se révèlent être propices au développement de nouveaux usages et de nouvelles connotations. À l'inverse, les creux permettent de juger de l'emploi plus conventionnel de *democracy* et ses dérivés, et d'évaluer l'impact des redéfinitions ayant émergé lors des crises. Chacun des chapitres suivants offre une image plus précise de ces occurrences d'un point de vue quantitatif et qualitatif. Ceci met en perspective à la fois la lecture rétrospective de l'émergence de la démocratie, et aussi l'idée que l'usage du mot *democracy* en tant que tel connaît une progression linéaire entre 1770 et 1920.

Second élément, qui concernent les sens dénotatifs de *democracy* durant la période étudiée. Cette thèse concorde — entre autres — avec les travaux de Joanna Innes, Mark Philp et Robert Saunders, sur la présence de trois usages différents. Schématiquement, au cours de la période étudiée, le mot *democracy* peut être utilisé pour désigner un régime politique populaire, une société égalitaire ou un groupe social. Si le premier sens est dominant dès la fin du 18^e siècle, les deux autres connaissent une croissance soutenue à partir des années 1840. Ce qu'implique chaque de ces catégories est toutefois variable selon la période et les forces politiques en présence.

Ainsi, la *democracy* comme régime politique est, au début de notre investigation, marquée par des usages dissonants. Ceci est notamment dû au sens que l'on donne à l'idée de régime politique, élément sur lequel nous reviendrons. On observe néanmoins deux grandes tendances. Premièrement, *democracy* peut désigner des entités de petite taille, caractérisées par une participation politique directe — ici les références les plus fréquentes sont l'Athènes antique et la Suisse. Deuxièmement, le mot sert aussi à qualifier l'élément populaire et représentatif dans la constitution

mixte britannique (les Communes). Comme nous le verrons, dans la théorie du gouvernement mixte, qui structure l’imaginaire politique britannique jusque dans les années 1860, les *Commons* peuvent être comprises comme incorporant des éléments démocratiques. Au cours du 19^e siècle, si la première tendance se maintient, il est clair que se développe une association de plus en plus forte entre *democracy* et un régime représentatif électif caractérisé par le suffrage universel masculin. Progressivement, *democracy* dans son sens politique en vient à désigner les républiques étatsuniennes et françaises, ainsi que certaines colonies de peuplement britanniques (généralement le Canada et l’Australie, puis la Nouvelle-Zélande).

L’adéquation entre démocratie et égalité est aussi présente dès le début de la période étudiée, particulièrement suite à la Révolution française et l’influence d’Edmund Burke¹⁹, qui lie principe démocratique et égalitarisme. C’est cependant surtout à partir des années 1840 et à la suite des travaux d’Alexis de Tocqueville²⁰, que *democracy* comme type de société caractérisée par une « *general equality of condition*²¹ » gagne en importance. Dans cet usage de *democracy* au sens de type de société, la forme du gouvernement, qu’il soit républicain ou parlementaire, importe peu. Ce qui compte c’est la dynamique égalitaire qui le sous-tend. Ici, les États-Unis mais encore une fois certaines colonies britanniques de peuplement (Australie, Canada et Nouvelle-Zélande) s’imposent comme des références. Celles-ci illustrent le fait que la forme de gouvernement est moins décisive que les conditions sociales. C’est dans ce sens de société égalitaire que *democracy* va être en premier appliqué de manière positive à la Grande-Bretagne, particulièrement à partir des années 1880. C’est aussi cette

¹⁹ 1729-1797. Philosophe et homme politique irlandais, MP de 1765 à 1794. D’abord de tendance whig, il s’oppose fermement à la Révolution française dans les années 1790.

²⁰ 1805-1859. Philosophe et homme politique français, député de 1839 à 1851, il est brièvement ministre des affaires étrangères. Son *De la démocratie en Amérique* (1835, 1840) sera célébré dès sa publication.

²¹ Alexis de Tocqueville, *Democracy in America*, traduit par Henry Reeve, Londres, Saunders and Otley, 1835, vol. 2/1, p. xiii.

utilisation qui servira de dénominateur commun à différents pays au cours de la Première Guerre mondiale.

Finalement, le mot *democracy*, notamment lorsqu'il est précédé de l'article *the*, signifie un groupe social, généralement les couches populaires ou le petit peuple. Il qualifie ainsi « le peuple social », soit l'ensemble des classes subalternes opposées à l'élite²². Par exemple, quand le *Member of Parliament* (MP) Patrick Duigenan²³ déclare en 1805 que les Communes sont « *the representatives of the great mass of the people, or the democracy*²⁴ », il désigne par là le peuple britannique. Dans cet usage, le terme s'oppose souvent à *aristocracy*, là aussi pris dans son sens de groupe social. Comme nous le verrons, cet emploi, sous-estimé par l'historiographie, est particulièrement fascinant quand on s'intéresse aux acteurs et actrices politiques censés être au cœur d'un régime démocratique. Pour plusieurs Britanniques, qui contesteront la position de Duigenan sur ce point, il y a une distinction forte entre *the democracy* et *the people*. Ce dernier est un acteur politique légitime, tandis que la première est au contraire synonyme de foule irrationnelle. De plus, la *democracy*, comme régime politique, est souvent plus associée à des groupes désignés de manière péjorative, comme la *populace* ou la *mob*. Un des enjeux récurrents des débats britanniques au cours du 19^e porte précisément sur la ligne entre électeurs légitimes et masse abruti, entre le *people* et le *residuum*²⁵, pour reprendre une catégorie de l'époque. *Democracy* dans le sens de groupe social, comme synonyme du peuple en opposition à l'élite, semble diminuer fortement en importance à la suite de 1920, puisque l'expression est aujourd'hui pratiquement éteinte.

²² Francis Dupuis-Déri, *La peur du peuple: Agroraphobie et agoraphilie politique*, Montréal, Lux, 2017, chap.1 ; Gérard Bras, *Les voies du peuple. Éléments d'une histoire conceptuelle*, Paris, Amsterdam, 2018, 354 p.

²³ 1735-1816. Avocat irlandais, élu au Parlement irlandais en 1790, puis à Westminster de 1801 à 1816.

²⁴ HC Deb, 13 mai 1805, vol. 4 col 882.

²⁵ Sarah C. Alexander, « The Residuum, Victorian Naturalism, and the Entropic Narrative », *Nineteenth-Century Contexts*, 1 mai 2013, vol. 35, n° 2, p. 99-120.

Troisième élément, qui a trait au sens connotatif de *democracy*. Cette thèse confirme la transition d'un usage majoritairement négatif à la fin du 18^e siècle — même si on trouve quelques occurrences positives — à une vision neutre à la fin du 19^e et en fin de compte à un emploi généralement mélioratif à l'aube de la Première Guerre mondiale. Toutefois, comme pour les occurrences du vocable, cette progression n'est pas aussi linéaire qu'on peut le croire. La connotation du mot *democracy* est particulièrement dépendante de son sens dénotatif et de la personne locutrice. Ainsi, si dès le début de la période étudiée, la *democracy* en référence aux Communes peut être vue positivement par certain-e-s acteur-trice-s, très peu valorisent sa dimension égalitaire. Quant à l'emploi du mot pour désigner un groupe social, la connotation tend à s'améliorer de manière graduelle, dans une proportion inverse à celle de l'étiquette *aristocracy*. Il faut noter que si à des époques spécifiques, des forces politiques utilisent *democracy* de façon méliorative et revendiquée (tels les chartistes dans les années 1840 ou les socialistes à partir de 1880), elles sont souvent marginalisées. En partie justement à cause de leur rhétorique démocratique, considérée comme subversive.

Si les sens dénotatifs sont plutôt constants, nous avançons que la connotation de *democracy* bascule à un certain moment. Ce n'est qu'à partir des années 1880 qu'une connotation positive du vocabulaire démocratique commence à se généraliser en Grande-Bretagne. De manière quelque peu surprenante, c'est *democracy* dans son sens de société égalitaire qui est appliqué en premier au cas britannique. À cette époque, plusieurs auteur-e-s affirment que si politiquement l'État britannique n'est pas encore démocratique, la perte de pouvoir de l'aristocratie terrienne marque le début d'une ère égalitaire et démocratique. Ceci n'implique pas que ce ralliement soit généralisé et enthousiasme : plusieurs acteur-trice-s politiques continuent d'avoir un rapport timoré avec le terme. Comme nous le verrons au chapitre 6, il faut attendre les années 1910 et particulièrement la Première Guerre mondiale pour que le vocable soit

finalement adopté par l'ensemble des forces politiques. Cependant, une tendance forte nous semble s'engager à partir de ces années.

Quatrièmement, un élément peu souligné par la littérature existante consiste dans la transition de *democracy* de terme apposé à une étiquette revendiquée. Ce que nous entendons par là, c'est qu'au moins jusque dans les années 1870, le mot est surtout utilisé par des acteurs politiques conservateurs, se considérant comme antidémocratiques et qui l'appliquent à leurs adversaires. À l'inverse, plusieurs forces politiques rétrospectivement qualifiées de démocratiques par l'historiographie (réformistes, radicaux, libéraux) n'emploient pas le vocabulaire démocratique et se tiennent à l'écart du mot. Mis à part quelques exceptions notables, au cours de la période étudiée, *democracy* est donc un terme manié avant tout par ceux et celles qui s'y opposent. L'exploitation de méthodes d'analyse issues de la linguistique de corpus nous permet de montrer que cette dynamique est particulièrement visible dans l'arène parlementaire et la presse périodique.

Tout comme les termes féministe ou *queer*, l'étiquette démocratique — et notamment la désignation de *democrat* — offre un exemple de réappropriation positive par des acteur-trice-s politiques initialement exclu-e-s de la sphère publique²⁶. Corolairement à la question de la connotation, nous identifions les années 1880 comme point de basculement. À partir de ce moment, plusieurs forces politiques (notamment socialistes et radicales) s'approprient le terme, tandis que les conservateurs s'en éloignent quelque peu. Par contre, il faut noter que le décalage temporel avec les États-Unis et la France, où *democracy* est clairement revendiqué par plusieurs forces politiques dès les années 1830, est significatif. Ceci souligne la frilosité de la classe politique britannique en ce qui a trait au vocabulaire démocratique, et

²⁶ David Sosa (dir.), *Bad Words: Philosophical Perspectives on Slurs*, Oxford, Oxford University Press, 2018, 244 p.

particulièrement sa volonté de distinguer régime mixte, parlementarisme et démocratie.

À ces principaux résultats concernant l'évolution du terme *democracy* en Grande-Bretagne entre 1770 et 1920 s'ajoutent plusieurs observations plus spécifiques sur les plans historiques, philosophiques et méthodologiques. Elles se révéleront d'intérêt, nous l'espérons, pour ceux et celles qui s'intéressent à la question démocratique, mais aussi au développement du parlementarisme britannique, aux forces politiques de cette période, à certains auteurs considérés comme canoniques (tels que E. Burke, T. Paine, A. Tocqueville, J. S. Mill) ou aux rapports entre libéralisme et démocratie. Par ailleurs, cette thèse participe à démontrer les possibilités — et les limites — offertes par l'analyse lexicométrique en histoire de la pensée politique. Ces différentes contributions seront détaillées au fur et à mesure de l'analyse, et résumées en conclusion.

1.4 Conclusion : *Democracy in our time*

Depuis la fin du 20^e siècle, les discours sur la « crise de la démocratie » se multiplient²⁷. Dans un contexte marqué par l'émergence de mouvements « populistes » et de dirigeants « illibéraux », la fin semble proche à en croire certain-e-

²⁷ Impossible ici de couvrir l'ensemble de la littérature sur cette question. Les premiers à avoir ouvert le bal semblent être Michel Crozier, Samuel P. Huntington et Joji Watanuki, *The Crisis of Democracy*, New York, New York University Press, 1975. Depuis la crise économique de 2009 et la montée de mouvements « populistes », le thème est plus que récurrent : Alain Bergounioux, « La crise populiste de la démocratie libérale », *Après-demain*, 10 juillet 2017, vol. 43, n° 3, p. 10-11 ; Richard A. Posner, *The Crisis of Capitalist Democracy*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2010, 409 p ; Bernd Reiter, *The Crisis of Liberal Democracy and the Path Ahead: Alternatives to Political Representation and Capitalism*, Londres, Rowman & Littlefield International, 2017, 264 p. Pour une critique récente de l'idée de crise démocratie, voir Andreas Kalyvas, « Whose crisis? Which democracy? Notes on the current political conjuncture », *Constellations*, 2019, vol. 26, n° 3, p. 384-390.

s²⁸. Prise entre des foules furieuses et des formes constitutionnelles rigides, la *democracy*, entendue comme gouvernement représentatif et libéral, vivrait ses dernières heures.

En se penchant sur les transformations — connotatives et dénotatives — du terme *democracy* en Grande-Bretagne, cette thèse fournit des outils conceptuels et historiques pour penser le temps présent. Plus précisément, elle vise à contester les lectures téléologiques de l'émergence de la démocratie européenne en générale et britannique en particulier. Trop souvent l'historiographie considère que certaines institutions, réformes ou pratiques semblent porter en elles les germes de la démocratie moderne. Or, en adoptant une vue longitudinale de la démocratisation des institutions parlementaires, en problématisant les rapports entre démocratie et libéralisme, et surtout en invitant à démentir la manière dont *democracy* en vint à être apposé à la Grande-Bretagne, le caractère artificiel d'une telle perspective apparaît.

En effet, cette thèse souligne que le mot *democracy* en est venu à s'appliquer à des institutions et des pratiques souvent explicitement pensées auparavant comme antidémocratiques. Ainsi, parler de démocratisation de l'État britannique masque l'autre transformation concomitante : s'il y a mutation des structures sociopolitiques, il y a aussi évolution du vocabulaire en lui-même. Le terme *democracy*, utilisé pour signifier une multiplicité de formes et principes politiques s'est progressivement vu réduit à son seul sens de régime électif libéral. Ce faisant, il devient possible de comprendre à quel point le régime parlementaire — et l'on pourrait englober l'ensemble du gouvernement représentatif — n'implique pas le triomphe de la *democracy*, mais plutôt sa domestication. L'adaptation du principe démocratique aux monuments parlementaires représente une transformation autant, si ce n'est plus,

²⁸ À titre d'exemple, voir pour 2018 seulement : Manuel Castells, *Rupture: The Crisis of Liberal Democracy*, Cambridge, Polity Press, 2018 ; William A. Galston, *Anti-Pluralism: The Populist Threat to Liberal Democracy*, New Haven, Yale University Press, 2018 ; Steven Levitsky et Daniel Ziblatt, *How Democracies Die*, New York, Crown, 2018, 320 p ; David Runciman, *How Democracy Ends*, New York, Basic Books, 2018, 256 p.

importante que l'entrée des masses dans l'arène électorale — trop souvent considérée comme l'avènement de l'expérience démocratique.

Toutefois cette domestication de la dynamique démocratique par des formes parlementaires ne doit pas nécessairement être vue comme une fourberie. Comme nous le verrons, plusieurs des acteurs et actrices politiques britanniques à se réclamer de la *democracy*, tels les chartistes, les socialistes ou les suffragettes, le feront dans une perspective transformatrice et préfigurative. Loin de réduire le terme à un régime politique particulier, ces forces politiques l'emploient à la fois pour critiquer les inégalités politiques et sociales qui les entourent, mais aussi comme principe porteur d'émancipation. Pour paraphraser une formule chartiste, la *democracy* est comprise comme « *the vote and something more*²⁹ ». Ce qu'implique ce petit plus reste souvent flou, mais il peut aller de réformes politiques et sociales à une remise en cause de la structure socioéconomique de la société britannique. Loin d'une simple stratégie rhétorique, cette adoption du vocabulaire démocratique souligne à quel point le mot a un potentiel mobilisateur pour plusieurs acteurs et actrices politiques britanniques.

C'est cette tension, entre domestication et mobilisation, qui oriente les différentes trajectoires prises par *democracy* en Grande-Bretagne entre 1770 et 1920. Ce qui nous rappelle que la question démocratique, au contraire du nœud gordien, ne saurait être tranchée brutalement : elle doit être dénouée dans toute sa splendeur.

²⁹ Peter J Gurney, « The Democratic Idiom: Languages of Democracy in the Chartist Movement », *Journal of Modern History*, septembre 2014, vol. 86, n° 3, p. 599.

1 CHAPITRE I

POUR UNE HISTOIRE CONCEPTUELLE DU MOT *DEMOCRACY* EN GRANDE-BRETAGNE

Ce chapitre présente les grandes lignes conceptuelles, théoriques et méthodologiques de cette recherche. Il vise tout d'abord à démontrer la pertinence de la trame géographique et temporelle choisie. Après une revue de la littérature sur les sens du terme *democracy* en Grande-Bretagne au 19^e siècle, la problématique qui guide cette investigation est posée. Celle-ci peut être résumée ainsi : quels sont les principaux usages de *democracy* entre 1770 et 1920 dans la métropole britannique ? Pour répondre à cette question, nous proposons un cadre théorique largement inspiré par l'histoire conceptuelle (surtout la *Begriffsgeschichte*, mais aussi sa variante contextualiste, dite École de Cambridge). Nous offrons aussi quelques considérations sur la distinction entre concept et mot, cruciale pour notre objet. Finalement, au niveau méthodologique, nous délimitons le corpus utilisé, de même que les techniques d'analyse mobilisées pour mener à bien cette recherche.

1.1 Introduction : de la démocratie britannique

Il existe peu de mots aussi remarquables que celui de *democracy* dans le vocabulaire politique occidental. À partir du 19^e siècle, dans la plupart des langues européennes, les dérivés vernaculaires du terme grec *dēmokratía* connaissent un usage croissant, tant au niveau absolu que relatif. Mais au-delà des simples chiffres, c'est l'importance conceptuelle et rhétorique du vocable qui est à souligner. Marqueur fort d'identité pour l'Occident, il est devenu au fil du temps une référence mobilisée dans un nombre exponentiel de révolutions, de guerres et d'invasions. Un parcours surprenant si l'on considère qu'à la fin du 18^e siècle, le mot *democracy* était conspué et marginalisé par la grande majorité des forces politiques occidentales.

Si cette trajectoire à première vue paradoxale de l'emploi du terme a déjà été remarquée et étudiée en France, en Allemagne et aux États-Unis, quel est l'intérêt de se pencher sur son cas en Grande-Bretagne ? Au-delà des références à Athènes comme berceau de la « démocratie » — qui datent essentiellement du 20^e siècle —, l'histoire occidentale affirme souvent que c'est en Grande-Bretagne et particulièrement en Angleterre que la démocratie réapparaît sous sa forme moderne. La *Magna Carta* ou le Parlement de Westminster sont vus comme des institutions qui comportent en elles les germes de nos régimes politiques actuels. En conséquence, tenter de saisir comment les Britanniques utilisaient le terme *democracy*, c'est tenter de comprendre comme la démocratie serait revenue sur le devant de la scène politique après une longue éclipse.

D'une part, la Grande-Bretagne du 19^e siècle est souvent présentée comme l'idéal-type du parlementarisme³⁰. En plus de cet ascendant intellectuel, on peut aussi penser à l'impact culturel et constitutionnel de l'Empire britannique sur le monde. En imposant leur régime parlementaire sur les cinq continents, les Britanniques ont

³⁰ Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, 4^e éd., Paris, Flammarion, 2012, 352 p.

directement contribué au façonnement institutionnel de plus d'une trentaine d'états³¹. Considérant cette influence coloniale, ne devient-il pas important de comprendre comment les agents impériaux de l'époque employaient le mot *democracy* durant le 19^e siècle ?

L'intérêt d'une histoire de *democracy* dans les îles Britanniques provient également du potentiel historique et théorique que possède une telle recherche empirique. En prenant en compte la vaste « culture de l'imprimé » qui marque le 18^e et 19^e siècle en Grande-Bretagne³², ainsi que l'énorme ouvrage archivistique de numérisation effectué par différentes bibliothèques, le cas britannique offre la possibilité d'une étude du terme *democracy* qui dépasse le cadre habituel de l'histoire des idées politiques. À la différence des travaux portant sur la France ou les États-Unis, cette thèse s'attachera à saisir à la fois comment les élites, mais aussi une partie considérable des classes moyennes et populaires utilisaient ce vocabulaire.

Ce chapitre méthodologique délimite tout d'abord spatialement et temporellement l'objet de cette thèse, pour par la suite proposer une revue de la littérature couvrant les études du mot *democracy* en Grande-Bretagne. Cet exercice nous permet de clarifier notre propre positionnement dans ce champ et d'explicitier les tenants et aboutissants de la problématique évoquée, pour mieux situer les thèses défendues. Cela nous amène à exposer nos bases épistémologiques et théoriques, soit une approche principalement qualitative, inductive et herméneutique, influencée par l'histoire conceptuelle (dans sa version allemande de *Begriffsgeschichte*, mais aussi contextualiste). Une fois cette étape franchie, nous présentons nos considérations

³¹ Harshan Kumarasingham (dir.), *Constitution-making in Asia: Decolonisation and State-Building in the Aftermath of the British Empire*, Londres, Routledge, 2016.

³² Elizabeth L Eisenstein, *The Printing Revolution in Early Modern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009 ; Elizabeth L. Eisenstein, *Divine Art, Infernal Machine: The Reception of Printing in the West from First Impressions to the Sense of an Ending*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2012, 384 p.

méthodologiques, notamment concernant les sources retenues ainsi que l'opérationnalisation de notre analyse.

1.2 Délimitations spatiales et temporelles : Grande-Bretagne, 1770-1920

À ce stade, il apparaît essentiel de délimiter plus précisément notre objet de recherche et notamment notre cadre spatiotemporel. Il nous faut tout de suite souligner que l'emploi de la catégorie « Grande-Bretagne » peut sembler problématique. Historiquement, le « *Kingdom of Great-Britain* » fait référence à l'entité politique résultant de l'union de l'Angleterre (et du Pays de Galles) avec l'Écosse en 1707, moment où les trois entités politiques sont régies par un même souverain et Parlement. Cette dénomination disparaît en 1801, avec l'Acte d'union qui donne naissance au « *United Kingdom of Great Britain and Ireland* », terminologie en vigueur jusqu'à l'indépendance irlandaise en 1922. Bien que la Grande-Bretagne et l'Irlande soient formellement liées durant la majeure partie de notre période d'étude, il nous semble plus heuristique de les traiter comme deux cas séparés³³. En effet, malgré cette union officielle, les forces politiques à l'œuvre pendant le 19^e sont rarement sur la même ligne de pensée, par exemple en termes de religion ou d'objectifs politiques³⁴. Cette histoire du mot *democracy* en Grande-Bretagne repose donc sur les utilisations britanniques du terme, et sur les facteurs de mutations propres à ce contexte particulier. Ceci dit, cette séparation est parfois difficile à maintenir et nous acceptons en conséquence une part de chevauchement entre les deux îles. Par exemple, si nous excluons de notre analyse des journaux et ouvrages irlandais, certaines forces politiques irlandaises (les *United Irishmen* en 1798 ou Daniel O'Connell entre 1830 et 1840), ou encore des enjeux comme celui du *Home Rule* irlandais à partir des années 1880 seront pris en compte.

³³ Joanna Innes et Mark Philp, « Introduction » dans Joanna Innes et Mark Philp (dir.), *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 1-12.

³⁴ Kevin Kenny, *Ireland and the British Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2006.

Cependant pourquoi commencer une telle étude qu'en 1770 ? Après tout, le 17^e siècle britannique est marqué par une série des crises et de revirements politiques (Guerre civile [1642-1651], *Glorious revolution* [1688], etc.), propices aux transformations conceptuelles sur cette question. Outre les ressources et les limites de temps dont nous disposons, c'est aussi notre objet de recherche qui détermine la période choisie. Comme mentionné, le terme *democracy* possède à travers l'Occident un sens dénotatif et connotatif relativement stable jusqu'à la fin du 18^e siècle. Son utilisation reste marginale, notamment dans le contexte britannique. Par exemple, une enquête dans *Early English Books Online* (EEBO) renvoie à quelques centaines d'occurrences pour *democracy* durant le 17^e siècle et des milliers pour *monarchy*, ou *commonwealth* (Fig. 1 & 2). Si l'on constate un usage accru du terme à partir des années 1640, ainsi que dans les années 1650 et 1680, le mot fait toujours partie du vocabulaire savant — il n'est pas revendiqué par les forces politiques. Certes, comme le montre le récent ouvrage *Democracy and Anti-Democracy in Early Modern England*³⁵ ou les travaux sur la notion de *commonwealth*³⁶, les débats du 17^e siècle auront une incidence importante sur le vocabulaire politique moderne. Cependant, ce qui nous intéresse ici, c'est précisément de voir comment cette monarchie mixte, qui émerge et se stabilise au début du 18^e siècle, a pu en venir à être considérée comme une *democracy* modèle au 19^e siècle.

³⁵ C. Cuttica et M. Peltonen (dir.), *Democracy and Anti-Democracy in Early Modern England 1603-1689*, *op. cit.*

³⁶ Early Modern Research Group, « Commonwealth: The Social, Cultural, and Conceptual Contexts of an Early Modern Keyword », *The Historical Journal*, 2011, vol. 54, n° 3, p. 659-687 ; Whitney Jones, *The Tree of Commonwealth, 1450-1793*, Madison, NJ, Fairleigh Dickinson University Press, 2000.

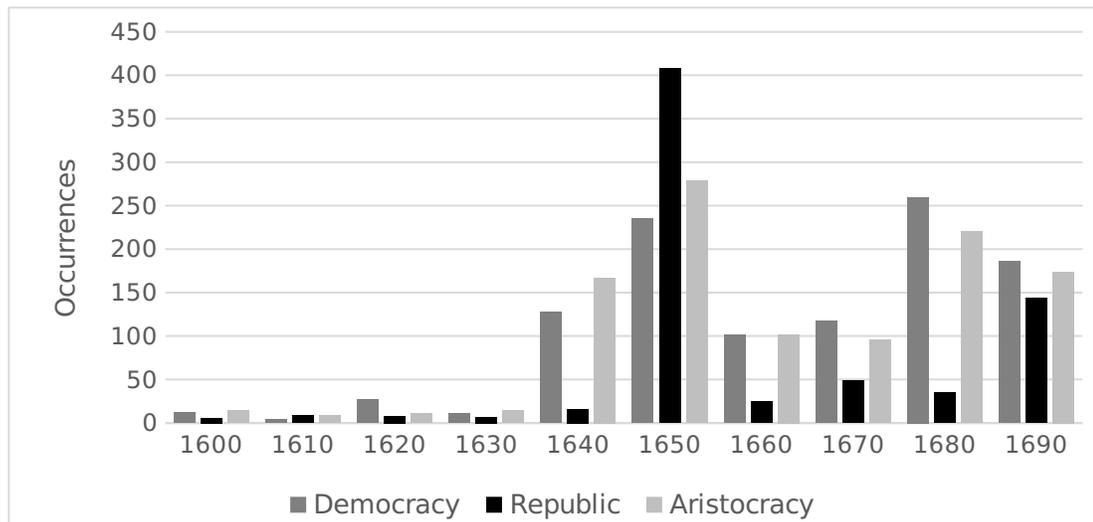


Figure 1.1 — « *Democracy* », « *Republic* » et « *Aristocracy* », occurrences dans EEBO, 17e siècle

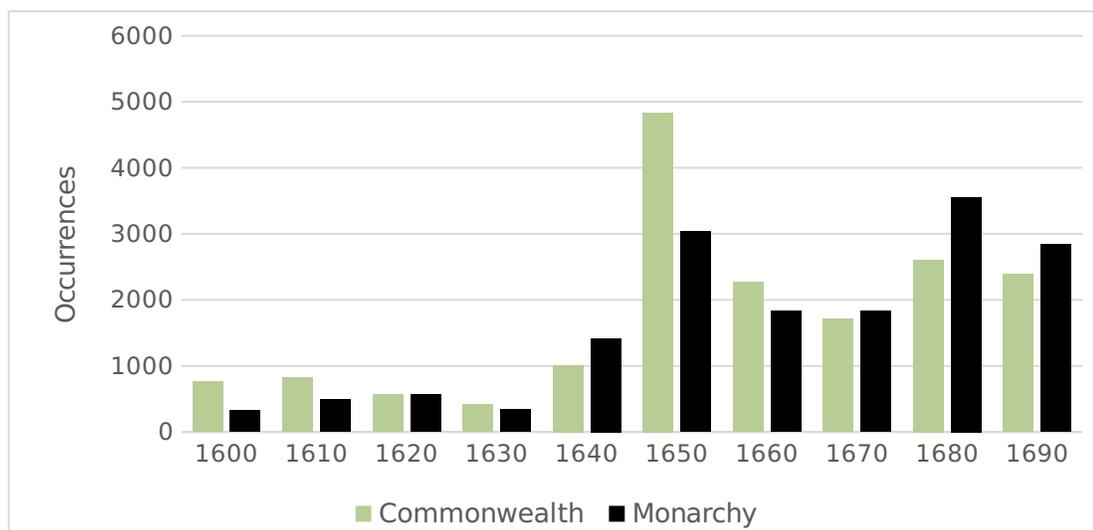


Figure 1.2 — « *Commonwealth* » et « *Monarchy* », occurrences dans EEBO, 17e siècle

Au-delà du point de départ de notre recherche, c'est la question même de la périodisation historique qui est soulevée ici, enjeu crucial pour tout travail d'histoire

intellectuelle³⁷. Reprenant la notion de long 19^e siècle d'Eric Hobsbawm³⁸, nous adoptons une périodisation qui met l'accent sur la longue durée de l'évolution du mot *democracy*, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, au lieu de nous concentrer sur les grandes figures historiques, ce sont les processus de transformations politiques de la Grande-Bretagne qui guident notre sélection. La période couverte est marquée par une mutation du cadre politique, principalement à travers la lutte pour l'extension du droit de vote. En effet, c'est autour de 1770 que l'agitation en faveur d'un suffrage universel réapparaît, après une absence de plus d'un siècle³⁹. Il est difficile de tracer une ligne claire entre ces réformistes de la seconde moitié du 18^e à la *Women's Social and Political Union* (WSPU) qui milite pour le vote des femmes à partir de 1904. Il n'en reste pas moins qu'une entreprise de « réimagination » de la démocratie est à l'œuvre dans chacun de ces mouvements, même si c'est selon différentes modalités⁴⁰. À ces considérations sur le suffrage, on peut également mentionner les transformations de l'État britannique lui-même. Il passe d'un État fiscal-militariste décentralisé durant le 18^e⁴¹ à un pouvoir central prenant en charge les questions sociales à la fin de la Grande Guerre⁴². D'autre part, la durée même de notre étude résulte d'un compromis. En effet, cent-cinquante ans, soit près de cinq générations, restent une période intermédiaire, entre les fresques de la longue durée de l'histoire sociale et la microhistoire contemporaine⁴³. Il s'agit aussi d'un temps suffisant, selon le sociologue des idées Randall Collins, pour discerner l'impact des propositions

³⁷ Ludmilla Jordanova, *History in Practice*, 2^e éd., Londres, Hodder Arnold, 2006, p. 105 ; Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Points, 1996, p. 114.

³⁸ Eric J. Hobsbawm, *The Age of Revolution: Europe 1789–1848*, New York, Vintage Books, 1962 ; Eric J. Hobsbawm, *The Age of Capital: 1848–1875*, New York, Vintage Books, 1975 ; Eric J. Hobsbawm, *The Age of Empire: 1875–1914*, New York, Vintage Books, 1989.

³⁹ J.C.D. Clark, *The Dynamics of Change: The Crisis of the 1750s and English Party Systems*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982, p. 257 ; Charles Tilly, *Popular Contention in Great Britain, 1758–1834*, 2^e éd., Boulder, Paradigm Publishers, 2005, p. 21.

⁴⁰ J. Innes et M. Philp, « Introduction », art cit, p. 3.

⁴¹ John Brewer, *The Sinews of Power: War, Money and the English State, 1688–1783*, Londres, Routledge, 1989, 320 p.

⁴² Eric Evans, *The Shaping of Modern Britain: Identity, Industry and Empire 1780 - 1914*, 2^e éd., Londres, Routledge, 2013, 568 p.

⁴³ L. Jordanova, *History in Practice*, op. cit., p. 123.

intellectuelles importantes⁴⁴. Une telle durée nous permettra donc de ne pas surestimer certaines contributions théoriques, qui bien qu'influents à cette époque, seront rapidement ignorées par la suite.

Enfin, ce découpage temporel est fortement orienté par l'entreprise impériale britannique. En effet, la guerre de Sept Ans (1754-1763), considérée comme le premier conflit militaire se déployant sur une échelle globale⁴⁵, constitue un tournant décisif dans la création de l'Empire britannique, avec des acquisitions territoriales sans précédent. De la même manière, l'année 1920 marque l'apogée de cet Empire s'étendant sur plus d'un quart du globe⁴⁶. Ainsi, cette étude commence au lendemain de 1763 et se finit avec la Première Guerre mondiale, entre deux affrontements d'envergure et une expansion impériale fulgurante. Ce faisant, nous couvrons une période où *democracy* devient véritablement l'un des maîtres-mots du langage politique moderne, tant en Grande-Bretagne qu'à travers le monde.

1.3 Une littérature foisonnante, mais éparse

Les travaux portant sur la question démocratique en Grande-Bretagne sont nombreux, allant des monographies généralistes⁴⁷ à des études plus spécialisées⁴⁸. Plusieurs des histoires de la démocratie incluent un paragraphe, voire un chapitre, sur la Grande-

⁴⁴ Randall Collins, *The Sociology of Philosophies*, Harvard, Mass., Harvard University Press, 2009, p. 60.

⁴⁵ Mark H. Danley et Patrick J. Speelman (dir.), *The Seven Years' War: Global Views*, Leiden, Brill, 2012, 644 p.

⁴⁶ James Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, 588 p.

⁴⁷ Matt Cole, *Democracy in Britain*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2006 ; David Judge, *Democratic Incongruities: Representative Democracy in Britain*, Londres, Palgrave MacMillan, 2014 ; Colin Pilkington, *Representative Democracy in Britain Today*, Manchester, Manchester University Press, 1997, 308 p.

⁴⁸ Sandra Stanley Holton, *Feminism and Democracy: Women's Suffrage and Reform Politics in Britain, 1900-1918*, 2002^e éd., Cambridge, Cambridge University Press, 1986, 224 p ; Ralph Miliband, *Capitalist Democracy in Britain*, Oxford, Oxford University Press, 1982, 184 p ; E Spencer Wellhofer, *Democracy, Capitalism and Empire in Late Victorian Britain, 1885-1910*, Londres, Palgrave Macmillan, 1996.

Bretagne, la *Magna Carta* et le Parlement comme institutions annonciatrices du régime représentatif moderne⁴⁹. Toutefois, ce type d'ouvrage ne nous concerne pas, car il utilise habituellement le terme « démocratie » de manière anachronique, c'est-à-dire selon des définitions contemporaines, et ne cherche pas à appréhender les représentations des acteurs et actrices politiques de l'époque.

Ainsi, si l'on s'intéresse plus spécifiquement au mot *democracy* lui-même, le champ à examiner se réduit drastiquement. Certes, les études portant sur un auteur ou un courant philosophique particulier en Grande-Bretagne et leurs rapports à la démocratie sont, elles aussi, abondantes⁵⁰. Cependant, même si certaines de ces analyses seront mobilisées dans le cadre de notre investigation, elles restent périphériques. Principalement parce que notre approche théorique tente de se distancer d'une histoire de la pensée politique se contentant d'étudier les auteurs respectivement considérés comme incontournables. Cette revue de la littérature s'attardera donc spécifiquement aux travaux qui traitent des usages du terme *democracy* en Grande-Bretagne.

Auparavant, il nous faut bien sûr préciser que si nous concentrons notre attention ici sur le cas britannique, les recherches sur le mot *democracy* lui-même constituent un champ croissant de l'histoire des idées politiques. Dès 1953, Robert R. Palmer soulignait déjà le paradoxe mentionné en introduction, à savoir que si tous les courants politiques se réclament de la démocratie aujourd'hui, peu utilisaient le

⁴⁹ Bernard Crick, *Democracy: A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2010 ; Temma Kaplan, *Democracy: A World History*, Oxford, Oxford University Press, 2015 ; Brian S. Roper, *The History of Democracy: A Marxist Interpretation*, Londres, Pluto Press, 2013, 310 p.

⁵⁰ Nadia Urbinati, *Mill on Democracy: From the Athenian Polis to Representative Government*, Chicago, University of Chicago Press, 2002 ; Nadia Urbinati et Alex Zakaras (dir.), *J. S. Mill's Political Thought: A Bicentennial Reassessment*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006 ; Philip Schofield, *Utility and democracy: the political thought of Jeremy Bentham*, New York ; Oxford, Oxford University Press, 2006 ; Glenn Burgess et Matthew Festenstein (dir.), *English Radicalism, 1550-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007 ; Daniel I O'Neill, *The Burke-Wollstonecraft Debate: Savagery, Civilization, and Democracy*, University Park, Penn State Press, 2010, 292 p.

vocable de manière favorable à l'époque des révolutions américaines et françaises⁵¹. Dans les années qui suivent, plusieurs historien-ne-s suivent ses traces⁵². Les années 1990 sont marquées par les travaux de Pierre Rosanvallon et de Bertiline Laniel qui se penchent respectivement sur la France et les États-Unis. Bien que divergents dans leurs méthodes, les deux signalent l'importance des années 1830 dans le passage de démocratie/*democracy* d'un sens péjoratif à mélioratif⁵³. Ceci a été confirmé par les recherches de Francis Dupuis-Déri, qui avance que jusqu'au 19^e siècle démocratie/*democracy* est à la fois un terme marginal et repoussoir, tant en France que dans les colonies britanniques, et aux États-Unis suite à l'indépendance. C'est seulement au tournant des années 1830 que le mot commence à devenir populaire et à acquérir une connotation positive. Selon Dupuis-Déri, c'est pour des raisons électoralistes que l'élite politique de chacun des pays va s'appropriier le mot. En effet, voyant la popularité de l'étiquette démocrate/*democrat* auprès des électeurs, particulièrement ceux des classes populaires nouvellement pourvues du droit de vote, les tendances républicaines vont associer plus fortement démocratie et représentation pour finalement se revendiquer de la démocratie :

Bref, comme aux États-Unis, les politiciens en France en étaient venus à présenter la démocratie à la fois comme un régime électoral qui règne sur le peuple en son nom et pour son bien, mais aussi comme une société, voire une culture, où le citoyen peut jouir de son individualité dans la sphère privée⁵⁴.

⁵¹ R.R. Palmer, « Notes on the Use of the Word “Democracy” 1789-1799 », art cit.

⁵² J.A. Christophersen, *The Meaning of «Democracy» as Used in European Ideologies*, op. cit. ; I. Hampsher-Monk, « The historical study of “democracy” », art cit ; Christian Meier, « Demokratie » dans Otto Brunner, Werner Conze et Reinhart Koselleck (dir.), *Geschichtliche Grundbegriffe: Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, Stuttgart, Klett-Cotta Verlag, 1972, vol. 8/1, p. 821-861.

⁵³ P. Rosanvallon, « L'histoire du mot démocratie à l'époque moderne », art cit ; Bertiline Laniel, *Le mot « democracy » et son histoire aux États-Unis de 1780 à 1856*, Saint-Etienne, Université de Saint-Etienne, 1995.

⁵⁴ Francis Dupuis-Déri, *Démocratie, histoire politique d'un mot aux États-Unis et en France*, Montréal, Lux, 2013, p. 353.

Depuis, suite aux travaux de Joanna Innes et Mark Philp que nous évoquerons dans un instant, les études de cas se sont multipliées⁵⁵.

Si nous revenons toutefois à la Grande-Bretagne, le premier ouvrage sur le vocabulaire politique britannique et de ses rapports avec la démocratie est probablement *English Constitutional Theories and the House of Lords, 1556–1832* (1965) de Corinne Comstock Weston. L’auteure s’intéresse à la place des Lords dans la pensée politique anglaise, et principalement à son articulation avec la question d’une réforme démocratique. Elle défend l’existence d’un « *classical theory of mixed government* », c’est-à-dire l’idée que l’Angleterre — et par la suite la Grande-Bretagne — est un régime mixte datant de la Guerre civile anglaise (1642-1651). Dans celui-ci *Kings, Lords & Commons* participent à l’élaboration de la loi, via leurs rôles respectifs, soit le gouvernement, la justice et la supervision⁵⁶. Cette vision s’impose avec force à la fin du 17^e siècle, la révolution de 1688 venant cimenter une interprétation de la constitution qui semble de fait équilibré entre trois éléments égaux.

Pour Weston, les troubles politiques des années 1760 facilitent l’émergence d’une lecture concurrente de la constitution britannique mettant en avant la préséance des Communes sur les autres branches. Ainsi, selon cette perspective, les membres de la Chambre basse représentent de fait les trois états : monarchiques, aristocratiques et démocratiques. Toutefois, ce mouvement réformiste naissant reste pris dans le cadre d’une théorie du régime mixte. Leurs propositions visent soit à réduire l’influence de la Couronne, soit à améliorer la représentation, cependant ne remettent pas en cause la division entre *Crown, Lords* et *Commons*. Ainsi, pour Weston, la plupart des

⁵⁵ E.P. Carbó, « Representación y democracia en las independencias hispanoamericanas, 1808-1830 », art cit ; J. Innes et M. Philp (dir.), *Re-Imagining Democracy in the Mediterranean*, op. cit. ; Jussi Kurunmäki, Jeppe Nevers et Henk te Velde (dir.), *Democracy in Modern Europe: A Conceptual History*, New York, Berghahn Books, 2018, 318 p ; G.C.D. Miguel, « The concept of democracy », art cit.

⁵⁶ Corinne Comstock Weston, *English Constitutional Theory and the House of Lords, 1556-1832*, Londres, Routledge, 1965, p. 25.

réformistes de la fin du 18^e demeurent des « *mixed democrats*⁵⁷ », car même s'ils réclament une réforme parlementaire d'un côté, ils louent la constitution pour sa stabilité de l'autre.

Ce n'est qu'avec la Révolution française qu'apparaissent en Grande-Bretagne des « *pure democrats* » — principalement Thomas Paine⁵⁸, John Priestley⁵⁹ et William Godwin⁶⁰ — qui vont demander une République démocratique et critiquer le pouvoir de la Chambre haute⁶¹. Ceux-ci auront aussi une influence importante sur les mouvements réformistes qui prennent de l'ampleur dans les années 1790, notamment la *London Corresponding Society*. Toutefois, la répression politique et le conflit avec la France auront à court terme raison de ce courant. En 1799, selon Weston le mouvement réformiste s'inscrit de nouveau à l'unanimité dans la théorie du gouvernement mixte. Il faut attendre les années 1820 — et particulièrement les travaux de Jeremy Bentham⁶² et du Major Cartwright⁶³ — pour que s'impose l'idée d'une chambre législative unique élue au suffrage universel (masculin) comme objectif des réformistes britanniques. À la suite du *Reform Act* de 1832, une nouvelle vision des Lords et du rôle du gouvernement émerge chez les Britanniques. Selon Weston, c'est alors le concept de « *cabinet government* » qui viendra dominer l'horizon politique britannique, notamment sous l'effet de la montée des classes moyennes⁶⁴. Ce n'est donc qu'à partir des années 1830 que certains acteurs politiques

⁵⁷ À noter que le terme est de Weston, pas une étiquette que s'approprient ces auteurs.

⁵⁸ 1737-1809. Percepteur d'impôts, il émigre aux États-Unis en 1774. Son *Common Sense* (1776) influence grandement l'indépendance états-unienne, tandis que son *Right of Man* (1791-1792) deviendra une référence pour les réformistes britanniques.

⁵⁹ 1733-1804. Scientifique et philosophe britannique, partisan d'une plus grande tolérance religieuse.

⁶⁰ 1756-1836. Auteur et philosophe britannique. Il est surtout connu pour son *Enquiry Concerning Political Justice* (1793) et l'un des précurseur tant de l'utilitarisme que de l'anarchisme.

⁶¹ C.C. Weston, *English Constitutional Theory and the House of Lords*, *op. cit.*, p. 179.

⁶² 1748-1832. Juriste, philosophe et auteur prolifique, il est connu pour sa doctrine utilitariste, qui veut que toute loi soit justifiée pour autant qu'elle vise « le plus grand bonheur du plus grand nombre ».

⁶³ 1740-1824. Officier de la marine britannique, il se déclare en faveur d'une réforme parlementaire dans les années 1770, ce qui lui vaut le surnom de *Father of Reform*.

⁶⁴ C.C. Weston, *English Constitutional Theory and the House of Lords*, *op. cit.*, p. 170.

britanniques revendiquent clairement une *democracy*, et seulement durant la seconde moitié du 19^e siècle que le terme s'imposera comme référent.

Mis à part cet ouvrage précurseur, le mot *democracy* en Grande-Bretagne n'a que récemment attiré l'attention des spécialistes. Dans *Agents of the People* (2010), Pasi Ihalainen se penche sur le vocabulaire des parlementaires britanniques et suédois au cours du 18^e siècle et particulièrement sur leur emploi des mots *democracy*, mais aussi *people* et *sovereignty*. Commençant son étude en 1734 avec l'opposition du premier ministre Robert Walpole⁶⁵ à la « *pure democracy* », Ihalainen démontre que le terme *democracy* connaît une série de changements de sens suivant le contexte politique. Cependant, il reste généralement associé soit à un élément populaire de la Constitution britannique (théorie du gouvernement mixte), soit à un régime licencieux et chaotique, une « hydre aux têtes innombrables » pour reprendre les mots de Platon. Ainsi, Ihalainen affirme que suite aux victoires de la guerre de Sept Ans (1756-1763), dans une poussée de ferveur conquérante, le peuple est évoqué dans le Parlement comme une figure indépendante et souveraine. Toutefois, les troubles politiques qui éclatent peu après dans les colonies et dans la métropole vont provoquer un retour de balancier : durant les années 1770, le Parlement est considéré comme le seul « peuple », il n'en existe pas d'autres à l'extérieur de Westminster⁶⁶.

Un processus analogue a lieu dans les années suivant l'indépendance américaine (1783). La défaite britannique encourage les critiques de la Couronne et les réformes visant à renforcer l'élément populaire, les Communes. Même si les usages négatifs de la démocratie restent dominants, on voit des figures politiques importantes, comme William Pitt the Younger⁶⁷, avancer que la démocratie est un élément positif à

⁶⁵ 1676-1745. Aristocrate britannique, de tendance whig, il est généralement considéré comme le premier homme à occuper le poste de premier ministre. Il est au pouvoir de 1721 à 1742.

⁶⁶ P. Ihalainen, *Agents of the People*, *op. cit.*, p. 154.

⁶⁷ 1759-1806. Politicien d'envergure de la fin du 18^e, il est nommé ainsi pour le différencier de son père, William Pitt, Earl de Chatham (1708-1778). Il devient Premier ministre en 1783, et sera au pouvoir de manière ininterrompue jusqu'en 1801. Il est considéré comme un Tory.

défendre⁶⁸. Bien que limitée, cette position démontre l'émergence d'une conception du Parlement comme représentant de la nation, qui inclut un rôle politique pour le peuple via la représentation⁶⁹. Si à ses débuts la Révolution française est acclamée par les élites britanniques, c'est notamment parce qu'à l'origine ses idéaux représentatifs pouvaient s'inscrire dans leur imaginaire politique⁷⁰. Toutefois, devant les développements révolutionnaires, le contrecoup ne se fera pas attendre : les parlementaires britanniques vont rigidifier la séparation entre la mauvaise démocratie française (considérée comme pure, radicale, tyrannique) et la bonne démocratie britannique (qui est *limited, moderate, mixed*).

Malgré la connotation majoritairement négative du terme *democracy* entre 1791 et 1800, Ihalainen avance que ces années ouvrent une porte qu'il devient rapidement impossible de refermer. En effet, les différents partisans du mouvement réformiste britannique (Paine, Charles J. Fox⁷¹, et autres), tout en se distançant des événements français, vont préciser qu'ils défendent une démocratie représentative, bien loin des horreurs de la Terreur. Progressivement, « le peuple », médiatisé par ses représentants, s'impose comme la source de la légitimité politique. Ainsi, en 1799, le premier ministre Pitt pouvait concevoir qu'ultimement, le pouvoir politique dérivait du peuple, même s'il affirmait l'impossibilité « *of 'the people collectively' interfering in politics in other than extreme cases*⁷² ». Ce faisant, on assiste à un changement conceptuel important : « *despite continuous criticisms of the notion, by 1799 it had thus become possible to define the sovereignty of the people in terms acceptable within the tradition of the mixed constitution*⁷³ ».

⁶⁸ P. Ihalainen, *Agents of the People*, op. cit., p. 285.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 335.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 350.

⁷¹ 1749-1806. Figure politique importante de la fin 18^{ème} siècle, leader des whigs, ministre des affaires étrangères à plusieurs reprises, et député de la circonscription de Westminster entre 1780 et 1806.

⁷² P. Ihalainen, *Agents of the People*, op. cit., p. 459.

⁷³ *Ibid.*, p. 460.

Selon Ihalainen, à partir de 1800, le potentiel de redéfinition de *democracy* dans le cadre britannique est clairement établi. Toutefois, la réalisation de cette potentialité n'est pas explorée. En effet, ce que démontre Ihalainen, c'est que dans le contexte britannique, l'association entre gouvernement représentatif et pouvoir du peuple n'a rien d'évident de prime abord. Il est donc nécessaire d'expliquer comment celui-ci s'impose comme le seul régime politique légitime au cours du 19^e siècle. En fait, comme nous le verrons au chapitre 3, l'adhésion au principe de souveraineté populaire est loin de se traduire dans une acceptation de la *democracy* — tant comme mot que comme concept. Par ailleurs, d'autres conceptions émergentes de la démocratie, essentiellement comme celle d'une dynamique égalisatrice, restent encore à examiner. C'est ici que les travaux de Joanna Innes, Mark Philp et Robert Saunders entrent en ligne de compte.

Dans *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions* (2013), Innes et Philp réunissent des contributions portant sur la question du vocabulaire démocratique aux États-Unis, en France, en Grande-Bretagne et en Irlande entre 1750 et 1850. Cet ouvrage démontre que, durant cette période, l'Occident « réimagine » la démocratie. Ceci permet le passage d'une conception antique du terme, marquée par certaines pratiques politiques (pression populaire, instabilité, démagogues) à une vision moderne, où démocratie et représentation sont fortement liées⁷⁴. Malgré cette trajectoire commune du terme, Innes et Philp insistent sur le fait qu'il n'y a pas une seule histoire du mot *democracy* à écrire, mais une série d'histoires parallèles, d'où leur découpage géographique stricte et leur attention aux circonstances locales.

Les trois chapitres de ce livre portant sur le cas britannique sont donc d'un intérêt particulier pour nous. Nous mettons volontairement de côté la question de l'Irlande, car comme nous le verrons, celle-ci doit être traitée séparément de la Grande-Bretagne. Dans le premier, Philp s'intéresse plus spécifiquement à l'étiquette

⁷⁴ J. Innes et M. Philp, « Introduction », art cit, p. 6.

democrat et la façon dont elle fut employée dans les années entourant la Révolution française. Selon lui, cette épithète (et son contraire *aristocrat*) fut utilisée couramment en politique avant le terme *democracy*. Comme bien des catégories politiques, *democrat* fut d'abord une insulte lancée aux réformistes et révolutionnaires britanniques, qui se réapproprièrent le mot de manière positive. Toutefois, il est important de souligner que durant la Révolution française, les réformistes britanniques, bien que se voyant comme démocrates (en opposition aux aristocrates), ne se revendiquaient pas de la démocratie, mais bien du gouvernement représentatif⁷⁵. Certes, quelques réformistes défendent un système sans *Kings* et *Lords* par la valorisation de l'élément populaire de la Constitution anglaise. Toutefois s'extraire du cadre de la théorie du gouvernement mixte reste difficile — ce qui renvoie ici à l'analyse de Weston. En ce sens, pour Philp durant les années 1790, *democracy* demeure un mot savant, peu connu, tandis qu'au contraire *democrat* devient peu à peu une étiquette politique, « *a fighting word* » contre les aristocrates⁷⁶.

Dans le second chapitre, Innes, Philp et Saunders constatent que la question démocratique, après une accalmie entre 1800 et 1820, réapparaît à la faveur du *Reform Act* (1832). En effet, dès 1830, les propositions de réforme parlementaire — c'est à dire de refonte du système électoral — sont qualifiées de *democratic* par les acteurs politiques conservateurs. On assiste alors durant les années 1830 à l'émergence d'une adéquation — particulièrement chez certains réformistes — entre démocratie et gouvernement populaire, même si l'accent est surtout mis sur le second terme. Certains réformistes, tels Bentham, vont adopter *democracy* de manière univoque, mais ils demeurent minoritaires. De 1832 à 1848, le mot connaîtra deux usages divergents importants. Un premier déplacement est effectué avec Benjamin

⁷⁵ Mark Philp, « Talking about Democracy: Britain in the 1790s » dans *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 108.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 113.

Disraeli⁷⁷ — partisan des institutions « populaires » (c'est-à-dire aimées par le peuple) telles la Couronne et l'Église (*Church and King*) — qui pose les conservateurs comme le parti démocratique. Si la grande majorité des tories continueront d'associer *democracy* et instabilité, cette première adoption de la part d'un conservateur reste significative. La seconde transformation résulte du mouvement chartiste qui définit la démocratie comme le pouvoir du peuple, c'est-à-dire le fait d'avoir une voix au sein du gouvernement, liant ainsi explicitement suffrage et démocratie. Toutefois, ce déplacement réfrène les élites politiques britanniques, qui tendent à associer *democracy* et incertitudes politiques. En fait, le mouvement chartiste semble marquer un tournant, car le terme, tel que revendiqué par les réformistes, devient associé au suffrage universel. En même temps, l'épisode chartiste renforce aussi l'attachement des élites politiques au « *mixed government*⁷⁸ ».

Enfin, dans son chapitre « *People and Power in British Politics to 1850* », Innes s'intéresse à la participation politique britannique à travers le vote, les pétitions et les clubs politiques. À partir de la seconde moitié du 18^e siècle, le peuple est, peu à peu, conçu comme acteur politique indépendant, capable — et légitime — d'exercer une pression sur le Parlement. Couplée à l'importance accrue de Westminster dans la politique britannique, cette nouvelle souveraineté populaire explique en partie la place cruciale du vote dans la lutte réformatrice du 19^e siècle. Elle permet aussi de comprendre l'augmentation du nombre de pétitions reçues par le Parlement dans la période. Ce mode d'action favorise la création d'un mouvement d'opposition indépendant se manifestant notamment par le foisonnement de clubs et d'organisations politiques, dédiées à la question de la réforme parlementaire.

⁷⁷ 1804-1884. Écrivain britannique, élu MP Conservateur en 1837, il s'oppose à Peel en 1846. Partisan d'une modernisation du Parti Conservateur, il le repositionne comme parti impérial et populaire. Rival de Gladstone, il sera Premier Ministre à plusieurs reprises (1868, 1874-1880).

⁷⁸ Joanna Innes, Mark Philp et Robert Saunders, « The Rise of Democratic Discourse in the Reform Era: Britain in the 1830s and 1840s » dans Joanna Innes et Mark Philp (dir.), *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 128.

Pris ensemble, ces chapitres complètent le travail d'Ihalainen et précisent le portrait du mot *democracy* en Grande-Bretagne entre 1730 et 1850. On peut toutefois noter certaines limites à ces recherches. De par son format, cette histoire partielle laisse de côté des éléments importants, tel l'usage du terme par d'autres forces politiques (comme les libéraux). En adoptant un découpage historique court, elle perd aussi en perspective longitudinale. Par ailleurs, l'important travail de numérisation de sources primaires des dernières années ouvre la voie à un traitement plus large et systématique des discours politiques britanniques.

En parallèle à cette entreprise, Peter J. Gurney a retracé l'utilisation du terme *democracy* par les chartistes au cours des décennies 1830 à 1850. À travers une étude des principaux journaux chartistes, Gurney démontre que même si le mouvement n'élabore pas une théorie de la démocratie, celle-ci est un facteur important de l'identité chartiste — tant au niveau du discours que de la pratique. Plus spécifiquement, en s'inspirant à la fois d'expériences historiques mythologisées (Athènes), mais également d'impératifs éthiques, les chartistes développent une vision de la démocratie comme force irrésistible, comme société de l'avenir⁷⁹. Si les considérations politiques sont cruciales — le suffrage universel masculin étant le point d'achoppement majeur entre chartistes et réformistes libéraux —, il faut aussi souligner l'importance prise par la question sociale dans le débat sur la démocratie. Particulièrement à la faveur des grèves de 1842, le chartisme se définit comme un mouvement des classes populaires, où la démocratie était conçue comme la cause du peuple, compris de manière quasi exclusive comme les travailleurs⁸⁰. Même si l'étiquette de *democrat* permet certains rapprochements entre chartistes et les réformistes libéraux, il est essentiel de constater que son ambiguïté est aussi la source de tensions significatives, poussant une fraction conséquente de l'élite intellectuelle britannique à se distancer de *democracy*⁸¹.

⁷⁹ P.J. Gurney, « The Democratic Idiom », art cit, p. 578.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 585.

⁸¹ *Ibid.*, p. 595.

Réinterprétant *democracy* comme un projet à la fois politique et social, les chartistes semblent contribuer à la fois à la popularisation du terme, mais aussi à sa marginalisation au sein des élites politiques et intellectuelles. La suite de cette histoire est partiellement contée par Saunders, dans un chapitre de *Languages of Politics in Nineteenth-century Britain* (2013), où il explore le parcours du mot entre 1832 et 1914. D'après lui, il faut remettre en question l'idée commune selon laquelle la Grande-Bretagne serait « devenue » une démocratie au cours du 19^e siècle, principalement car le terme n'a pas de sens stable⁸². En effet, dans les années 1830, il signifie la législation directe du peuple, mais finalement, sous l'influence américaine, il en vient à désigner la localisation de la souveraineté, non pas la forme du gouvernement. C'est-à-dire que l'organisation institutionnelle du pouvoir politique (législation directe, régime républicain) est moins importante que la source ultime de la souveraineté, qui doit émaner du peuple⁸³. *Democracy* évolue progressivement en une dynamique sociale, qui s'installe dans tous les recoins de la société. Il s'agit là d'une analyse similaire à celle qu'avance Pierre Rosanvallon pour la France des années 1830, où démocratie évoque un état social et non plus seulement l'organisation du pouvoir politique⁸⁴.

Pour sa part, le mouvement réformiste des années 1860 s'inscrit dans la continuité de celui de 1832, car il présente la réforme parlementaire comme moyen d'éviter la démocratie et de préserver le modèle de gouvernement mixte. Pour Saunders, le *Second Reform Act* (1867) est le « *watershed of democracy* », mais l'élite politique reste critique de la *democracy* — tout en reconnaissant son importance grandissante,

⁸² Robert Saunders, « Democracy » dans David Craig et James Thompson (dir.), *Languages of Politics in Nineteenth Century Britain*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013, p. 143.

⁸³ Nous reprenons tout au long de cette thèse cette distinction entre localisation de la souveraineté politique et répartition institutionnelle du pouvoir. Pour désigner ce premier élément, nous utiliserons les termes « souveraineté » ou plus rarement « État ». Pour le second, suivant ici la littérature secondaire, nous utiliserons les termes « régime politique » ou « forme de gouvernement » (dans son sens anglo-saxon). Voir la section 2.3.3 pour plus de précisions.

⁸⁴ P. Rosanvallon, « L'histoire du mot démocratie à l'époque moderne », art cit.

aussi bien au niveau politique et comme logique sociale⁸⁵. Au cours des années 1880, le terme (re) devient un champ de bataille entre socialistes et conservateurs, les deux camps se réclamant tout autant de la démocratie. On assiste alors à une problématisation de la relation entre démocratie et Parlement puisque le gouvernement représentatif enlève le pouvoir direct aux citoyens. D'un côté, les socialistes Fabiens vont défendre le gouvernement pour et non par le peuple, tandis que les conservateurs mettront l'accent sur l'importance de mandats électoraux fréquents pour asseoir le pouvoir de Westminster⁸⁶. Malgré ces différentes perspectives, il est clair que le vocabulaire démocratique n'était pas infiniment malléable, car les hommes politiques devaient gagner l'appui populaire pour que leur interprétation s'impose. Au final, selon Saunders, la Grande-Bretagne n'est pas devenue une démocratie : cette dénomination est issue d'un processus de négociation prolongé entre le langage démocratique et les principes établis de la Constitution⁸⁷.

Ce chapitre de Saunders vient donc compléter certains éléments laissés de côté dans le cadre de l'ouvrage de Innes et Philp, notamment en ce qui concerne la trajectoire du terme *democracy* après 1850. Son analyse démontre l'importance du *Second Reform Act* comme moment tournant pour la conception britannique de la démocratie, surtout par l'appropriation (partielle) du mot par les élites. Toutefois, cet examen mérite à notre sens d'être approfondi pour mettre en lumière les tensions existant au sein de cette élite, ainsi que les dynamiques de redéfinition à l'œuvre après 1867. On peut aussi souligner que Saunders laisse de côté la question féministe, n'évoquant pas l'utilisation de *democracy* de la part du mouvement pour le vote des femmes.

Finalement, en ce qui concerne la Première Guerre mondiale et son impact sur le mot *democracy*, nous retrouvons Ihalainen. Dans *The Springs of Democracy* (2017), il analyse — entre autres — la place de *democracy* dans les débats britanniques,

⁸⁵ R. Saunders, « Democracy », art cit, p. 151.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 159.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 162.

allemands, suédois et finlandais entre 1917 et 1919, alors qu'un processus de réforme constitutionnelle se déroule dans ces quatre pays de manière concomitante. En effet, au printemps 1917, suite au sacrifice continu de millions d'hommes et de femmes, la légitimité politique, tant des puissances alliées que centrales, se voit remise en question. En Grande-Bretagne, la réforme va aboutir au *Representation of the People Act* en 1918 et donner le droit de vote à tous les hommes de plus de 21 ans, ainsi qu'à un nombre important des femmes. Tout comme les réformes précédentes, elle n'est pas explicitement qualifiée de démocratique. Pour Ihalainen, ce n'est qu'à la suite de l'intervention américaine, qui recadre la guerre comme une lutte entre la *democracy* face à l'*autocracy*, que les membres du Cabinet adoptent une rhétorique démocratique⁸⁸. Bien qu'influencée par les événements internationaux, cette affaire confirme le caractère insulaire des débats constitutionnels britanniques : la Grande-Bretagne est son propre modèle de gouvernement stable.

1.4 Questions de recherche

Cette revue de la littérature dresse donc un portrait ambivalent de l'histoire du mot *democracy* en Grande-Bretagne dans le long 19^e siècle. Plusieurs éléments clefs semblent déjà avoir été posés : cadre temporel, forces politiques importantes, imaginaires politiques prédominants, moments de crise. De fait, on peut retenir quatre points de convergence entre les travaux portant sur le cas britannique, ainsi que l'expérience française et étatsunienne. Premièrement, la littérature secondaire s'accorde sur le cadre temporel à l'intérieur duquel se déroulent les changements de sens connotatifs et dénotatifs du terme. Globalement, c'est entre la guerre d'indépendance américaine (à partir de 1776) et la fin du 19^e siècle que s'opère la transformation⁸⁹. Il existe certes des variations importantes entre les pays, avec une

⁸⁸ P. Ihalainen, *The Springs of Democracy*, *op. cit.*, p. 88.

⁸⁹ F. Dupuis-Déri, *Démocratie, histoire politique d'un mot*, *op. cit.* ; Joanna Innes et Mark Philip, *Re-imagining democracy in the age of revolutions : America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

adoption plus précoce dans les cas français et étatsuniens et tardive pour la Grande-Bretagne. Par ailleurs, au sein même des frontières nationales, il existe un processus d'appropriation positive de *democracy* qui varie selon les forces politiques, comme le démontre l'exemple des chartistes. Il n'en reste parce moins que c'est au cours du long 19^e que s'effectuent plusieurs transformations importantes pour le terme.

Deuxièmement, un consensus se dégage sur la signification de *democracy* jusqu'au 18^e siècle : il s'agit principalement d'un type de régime politique. Fortement influencé par la culture classique gréco-romaine, *democracy* est utilisé par les Britanniques dans le sens d'un régime politique caractérisé par « un pouvoir populaire ». Ce qu'implique un tel qualificatif est difficile à saisir : dans certains cas, c'est un régime démocratique compris comme étant contrôlé par « le peuple assemblé », ce que nous nommerions aujourd'hui une démocratie directe⁹⁰. Dans ce cas-ci, les références à Athènes ainsi qu'aux pratiques assembléistes helvétiques sont nombreuses. Mais *democracy*, particulièrement dans le 18^e siècle britannique, est aussi couplé avec *monarchy* et *aristocracy* pour désigner un régime mixte. En conséquence, la Couronne, les Lords et les *Commons* sont décrits comme les éléments monarchiques, aristocratiques et démocratiques du *mixed government* britannique⁹¹. Il s'agit d'une utilisation positive, ou plutôt neutre, du terme, spécifique aux Britanniques à l'époque.

Troisièmement, bien que ces emplois classiques du mot demeurent courants durant le 19^e siècle, des usages nouveaux, plus flous, émergent. Une des trajectoires empruntées est celle d'une association de plus en plus forte entre démocratie et représentation, qui amène plusieurs à fusionner « pouvoir populaire » et « élection ». C'est en quelque sorte le sens contemporain de la démocratie comme régime

⁹⁰ F. Dupuis-Déri, *Démocratie, histoire politique d'un mot*, op. cit. ; B. Laniel, *Le mot « democracy » et son histoire aux États-Unis de 1780 à 1856*, op. cit. ; Pierre Rosanvallon, « The History of the Word "Democracy" in France », *Journal of Democracy*, août 1995, vol. 6, n° 4, p. 140–154.

⁹¹ J. Innes et M. Philip, *Re-imagining democracy in the age of revolutions*, op. cit. ; C.C. Weston, *English Constitutional Theory and the House of Lords*, op. cit.

politique, caractérisé par des élections libres. Il y a un cheminement parallèle qui définit *democracy* comme une forme sociétale, définie par l'égalité — en opposition aux formes hiérarchiques des sociétés aristocratiques. Bien que cette formulation de la démocratie comme type de société soit souvent liée à Alexis de Tocqueville, elle joue aussi un rôle important dans le contexte britannique, comme souligné par Saunders⁹². Un usage analogue, celui de *democracy* comme désignant un groupe social, généralement le bas-peuple, est particulièrement présent tout au long du 19^e siècle, mais tend à disparaître après la Première Guerre mondiale.

Ces différents constats nous amènent à voir que dans le cadre de notre projet, deux axes de recherche complémentaires émergent : l'un interprétatif, l'autre explicatif. D'un côté, l'évolution des emplois du mot *democracy* dans le 19^e siècle britannique et de l'autre celui des facteurs de ces transformations. Bien qu'au départ ayant l'ambition de répondre à la fois à la question du *comment* et du *pourquoi* le terme *democracy* a-t-il changé de sens, cette thèse se concentre essentiellement sur l'axe interprétatif. Outre l'enjeu des limites temporelles et matérielles, ce choix se justifie en partie par la difficulté d'identifier les facteurs précis d'une transformation conceptuelle. Ainsi, nous avons préféré laisser cette question ouverte, toute en indiquant parfois certaines hypothèses qu'il serait nécessaire de corroborer.

Formulée de manière succincte, l'interrogation générale qui a guidé cette recherche est donc la suivante : *quels sont les principaux usages du mot democracy en Grande-Bretagne entre 1770 et 1920 ?* Plus spécifiquement, quatre sous-questions ont été identifiées : comment les sens dénotatifs et connotatifs de *democracy* ont-ils évolué ? Quelles périodes ont été propices à l'émergence de nouveaux usages ? Comment les différents acteurs et actrices politiques mobilisent-ils le terme ? À travers quelles oppositions la *democracy* est-elle pensée ? Les trois premières recourent trois thématiques liées : les utilisations, la temporalité, les forces politiques. Ce choix

⁹² Robert Saunders, « Democracy » dans David Craig et James Thompson (dir.), *Languages of Politics in Nineteenth Century Britain*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

repose sur le fait que les emplois novateurs et conservateurs de *democracy* doivent être compris comme résultat d'un travail de la part d'acteurs et actrices politiques précises, mais s'inscrivant dans une temporalité et un environnement particulier et visant notamment à transformer ce contexte sociopolitique.

Au niveau de la temporalité, cette étude cherche à déterminer quelles sont les époques dans l'histoire britannique où de nouveaux usages de *democracy* émergent ainsi que les moments où ceux-ci sont normalisés et les anciens marginalisés. Trois éléments dignes d'intérêt découlent de cette thématique. Premièrement, elle offre la possibilité d'examiner les contextes favorables à une redéfinition d'un concept, à savoir par exemple si les périodes de crise sont propices à des reconceptualisations, comme l'avancent plusieurs auteur-e-s⁹³. Deuxièmement, cet axe de questionnement permettra un meilleur recoupement des différentes temporalités de changement, notamment dans une optique comparative. Troisièmement, en nous interrogeant sur la temporalité même du concept, on en vient à voir comment de terme daté, voire antique, *democracy*, à travers un processus de temporisation, devient un « *future-oriented* » concept, c'est-à-dire non seulement un vocable analytique, mais un concept qui contient des attentes envers le futur⁹⁴.

En ce qui concerne les acteurs, il s'agit ici de nous pencher sur les forces politiques britanniques, nouvelles et anciennes, qui manient *democracy*. Plus précisément, l'enjeu est de tenter de cerner les individus et groupes selon leurs usages du mot et d'examiner les lignes de fracture entre différentes tendances. Le but est notamment de contester le récit conventionnel qui fait de la démocratie une arme conceptuelle employée par les forces politiques progressistes (radicalisme, libéralisme, socialisme)

⁹³ Terence Ball, James Farr et Russell L Hanson (dir.), *Political Innovation and Conceptual Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, 366 p ; Melvin Richter et Michaela Richter, « Introduction: Translation of Reinhart Koselleck's "Krise" », *Journal of the History of Ideas*, 2006, vol. 67, n° 2, p. 343–356 ; F Matonti, « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2012, p.95-99.

⁹⁴ Kari Palonen, *Politics and Conceptual Histories: Rhetorical and Temporal Perspectives*, Londres, Bloomsbury Publishing, 2016, p. 87.

face à celles plus conservatrices. Comme nous le verrons, cette recherche dément une telle interprétation en démontrant que durant la majeure partie de la période étudiée, *democracy* est un terme qui est apposé et non revendiqué. En d'autres termes, il est surtout utilisé par les conservateurs pour discréditer leurs adversaires politiques.

Par ailleurs, dans une perspective relationnelle de l'usage des concepts, la dernière question pose celle des antagonismes déterminants dans l'évolution de *democracy*. Alors qu'aujourd'hui le mot est généralement compris en opposition aux régimes autoritaires, où à l'absence de libertés civiles et politiques, cette interrogation vise à reconstruire le champ conceptuel de l'imaginaire démocratique. Dans une optique où obtenir une définition positive de la démocratie se révèle de plus en plus complexe au fil du temps, une analyse des concepts opposés permet de mieux saisir les transformations du terme.

Finalement, on peut ajouter que de ces questionnements spécifiques à l'histoire britannique de *democracy*, découle une interrogation plus large. En effet, une telle étude nous permet de remettre en question ce que nous savons sur la trajectoire du terme dans d'autres pays. Plus spécifiquement, jusqu'à quel point nous pousse-t-elle à modifier notre regard général sur le mot démocratie — son histoire, mais aussi ses significations actuelles ? Comme nous le verrons, notre propos n'est pas de présenter une comparaison systématique. Mais il n'en reste pas moins qu'une telle étude de cas nous permettra, notamment en conclusion, d'explorer certaines tensions conceptuelles entre démocratie, libéralisme ou encore la question du régime mixte. Toutefois, auparavant, il nous faut préciser notre cadre théorique.

1.5 Cadre théorique

Plusieurs éléments théoriques ont été mentionnés jusqu'à présent (étude des périodes de crise, question des sources, etc.), mais de façon éparse. Nous allons dans les

prochaines pages présenter de manière plus systématique notre approche théorique. Pour ce faire, nous commençons par préciser et justifier l'échelle d'analyse choisie : à l'heure de l'histoire globale, est-il encore possible d'examiner les trajectoires nationales d'un terme ? Par la suite, nous explicitons le cadre théorique retenu, soit un « bricolage » personnel entre différentes formes d'histoire conceptuelles. Ceci nous amène à expliciter notre vision de la relation entre mot et concept.

1.5.1 Mot global, histoire nationale

Alors que plusieurs des travaux mentionnés qui portent sur le terme démocratie s'inscrivent dans une perspective comparatiste, voire transnationale, nous avons choisi de concentrer notre analyse spécifiquement sur la Grande-Bretagne. Comme indiqué, cette position résulte en partie du postulat de l'importance des traditions politiques nationales dans les transformations conceptuelles. Toutefois, si nous nous considérons comme plus proches d'une démarche inductive et herméneutique, il s'agit d'un truisme d'affirmer que la trajectoire britannique est particulière. Ainsi, nous envisageons plutôt ce projet comme une comparaison individualisante, c'est-à-dire comme l'étude d'un cas unique visant à « *contrast specific instances of a given phenomenon as a mean of grasping the peculiarities of each case*⁹⁵ ». Notre but est donc de montrer comment, malgré les similarités sociales, culturelles et politiques entre la Grande-Bretagne, les États-Unis et la France, l'évolution du terme démocratie a connu un parcours différent sur le sol britannique.

À ces raisons méthodologiques, on peut en ajouter une historique : les 18^e et 19^e siècles sont ceux de l'édification de la nation britannique moderne⁹⁶. C'est dans cette période qu'une grande partie de la population des îles britanniques en vient à se

⁹⁵ Charles Tilly, *Big Structures, Large Processes, Huge Comparisons*, New York, Russell Sage Foundation, 1984, p. 82.

⁹⁶ Linda Colley, *Britons: Forging the Nation, 1707-1837*, 3^e éd., Londres, Pimlico, 2003 ; Peter Mandler, *The English National Character: The History of an Idea from Edmund Burke to Tony Blair*, New Haven, Yale University Press, 2006, 320 p.

considérer comme *Britons*. Certes, on peut avancer que la construction d'une identité nationale anglaise débute dès le 16^e siècle, notamment à travers la question religieuse⁹⁷. Mais il n'en demeure pas moins que c'est une communauté imaginée britannique (et non plus anglaise) qui s'impose comme cadre conceptuel au cours du 19^e. À cette époque, le régime parlementaire britannique devient un facteur de différenciation de la Grande-Bretagne face au reste du monde, au même titre que le protestantisme ou l'esprit commercial. En ce sens, lorsqu'elles emploient *democracy*, la plupart des forces politiques britanniques le font souvent comme s'il s'agissait d'une étiquette nationale, à adopter ou rejeter selon leur perspective partisane. Autrement dit, si le terme *democracy* a une histoire connectée, voire globale, à élucider, notre recherche propose de débiter avec une étude de ses utilisations dans le contexte britannique, tout en comprenant que les trajectoires du mot s'inscrivent dans un cadre plus large.

Cette perspective n'implique pas cependant de considérer que la pensée politique britannique évolue en vase clos au cours des 18^e et 19^e siècles. Nous pouvons ainsi reconnaître que, comme l'écrit Dupuis-Déri pour les élites politiques françaises et américaines⁹⁸, la classe dirigeante britannique partageait une culture classique commune, nourrie principalement à partir d'auteurs antiques romains et grecs. De la même façon, les échanges intellectuels entre la Grande-Bretagne et le reste du monde furent nombreux durant la période analysée, spécifiquement au niveau politique⁹⁹. Pourquoi dès lors nous enfermer dans un cadre national défini de manière géographique par la contingence historique¹⁰⁰ ?

⁹⁷ Liah Greenfeld, *Nationalism: Five Roads to Modernity*, Cambridge, Harvard University Press, 1992.

⁹⁸ Francis Dupuis-Déri, *The Political Power of Words: 'Democracy' and Political Strategies in the United States and France (1776-1871)*, PhD thesis, University of British Columbia, 2003, p. 28.

⁹⁹ Joanna Innes et Mark Philp, « Synergies » dans Joanna Innes et Mark Philp (dir.), *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 191-212.

¹⁰⁰ Eric Chevaucherie, « Réflexions sur la pertinence d'une histoire politique comparée » dans Philippe Blanchard et Thomas Ribémont (dir.), *Méthodes et outils des sciences: innovation et renouvellement*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 149.

Dans un premier temps, un élément de réponse se retrouve dans la question de la traduction de concepts, particulièrement en pensée politique. Sans vouloir entrer ici dans les débats concernant la traductologie, il nous semble important de souligner le fait que « *through translation, every society acquires and adapts some of the new concepts it borrows to meet needs, real or imagined*¹⁰¹ ». Que le terme provienne d'une langue antique (comme le terme grec *dēmokratía*) ou contemporaine (comme le terme français « libéral »¹⁰²), la réception d'un concept implique aussi sa traduction en des référents spécifiques. Sans affirmer que *democracy* perd son référent universel au cours du 19^e, il nous apparaît que le sens du terme est plus similaire à travers l'Occident en 1750 (notamment à cause d'une culture classique commune) qu'en 1850, où les différentes traditions politiques nationales auront adapté celui-ci à leurs expériences historiques singulières¹⁰³. Si nous souhaitons donc analyser la progression des usages *democracy* dans la pensée britannique, il devient nécessaire de concentrer notre attention sur ce cadre national.

Deuxièmement, un autre élément de réponse repose sur la place des enjeux locaux et nationaux dans le développement de la pensée politique occidentale et britannique particulièrement. En effet, il nous semble bien que Innes et Philp mettent le doigt sur un point essentiel en affirmant que « *what in the end mattered in practice was what people did with what they knew (or thought they knew). In the end, local concerns and local circumstances carried most weight*¹⁰⁴ ». Premièrement, parce que la fin du 18^e peut être vue comme une période de recomposition de l'élite politique britannique. Celle-ci, face à la crise provoquée par la perte des colonies américaines, va développer une identité « britannique » spécifique — notamment construite en

¹⁰¹ Melvin Richter, « Introduction: Translation, the History of Concepts and the History of Political Thought » dans Martin Burke et Melvin Richter (dir.), *Why Concepts Matter: Translating Social Political Thought*, Leiden, Brill, 2012, p. 10.

¹⁰² Jorn Leonhard, « Translation as cultural transfer and semantic interaction: European variations of liberal between 1800 and 1830 » dans Martin Burke et Melvin Richter (dir.), *Why Concepts Matter: Translating Social and Political Thought*, Leiden, Brill, 2012, p. 93-108.

¹⁰³ J. Innes et M. Philp, « Synergies », art cit.

¹⁰⁴ J. Innes et M. Philp, « Introduction », art cit, p. 6.

opposition à l'Europe et la France particulièrement¹⁰⁵. Deuxièmement, car comme le souligne Richard Price, « *the structures of the British state were shaped by the primacy of local power and responsibility*¹⁰⁶ » et ce malgré la puissance et l'efficacité du « *fiscal military state* » britannique au 18^e et 19^e siècle¹⁰⁷. En ce sens, il nous paraît plus fructueux de nous concentrer sur le cas unique de la Grande-Bretagne. Surtout parce que, nonobstant l'importance des interactions internationales dans l'évolution des concepts politiques, il semble bien que les considérations politiques locales aient eu préséance sur les influences étrangères. Somme toute, comme l'écrivent Dario Castiglione et Ian Hampsher-Monk, le fait que « *political society has coincided with communities acting within the boundaries of nation-states gives a particular significance to the way in which the national context may determine both the role and the understanding of political thought and of its history*¹⁰⁸ ».

1.5.2 Histoire conceptuelle et bricolage

Cette thèse souhaite s'inscrire dans le cadre d'une « histoire conceptuelle des idées politiques ». Toutefois, cette expression recoupe un ensemble de significations diverses, associées à des auteurs aussi variés que Reinhart Koselleck, Quentin Skinner, John Greville Agard Pocock, ou encore Pierre Rosanvallon¹⁰⁹. Plutôt que de tenter d'opposer certaines de ces approches, ou d'arriver à une synthèse cohérente, nous allons plutôt chercher à « bricoler » à partir de celles-ci¹¹⁰. Plus précisément, nous tenterons de nous inspirer principalement de la version allemande de l'histoire

¹⁰⁵ L. Colley, *Britons: Forging the Nation, 1707-1837*, *op. cit.*, p. 210.

¹⁰⁶ Richard Price, *British Society 1680-1880: Dynamism, Containment and Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 158.

¹⁰⁷ J. Brewer, *The Sinews of Power: War, Money and the English State, 1688-1783*, *op. cit.*

¹⁰⁸ Dario Castiglione et Ian Hampsher-Monk, « Introduction: The history of political thought and the national discourses of politics » dans Dario Castiglione et Ian Hampsher-Monk (dir.), *The History of Political Thought in National Context*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 17.

¹⁰⁹ Annabel Brett, « What is Intellectual History Now? » dans David Cannadine (dir.), *What is History Now?*, Londres, Palgrave, 2002, p. 113-131.

¹¹⁰ J L Kincheloe, « Describing the Bricolage: Conceptualizing a New Rigor in Qualitative Research », *Qualitative Inquiry*, décembre 2001, vol. 7, n° 6, p. 679-692.

conceptuelle, la *Begriffsgeschichte*, tout en intégrant notamment des éléments d'une approche « contextualiste », dite de l'École de Cambridge.

La désignation *Begriffsgeschichte* renvoie aux travaux d'un groupe d'historien-ne-s allemand-e-s, dont Koselleck en est le représentant le plus connu. Ces différents auteur-e-s se caractérisent essentiellement par le choix du concept comme unité d'analyse de l'histoire de la pensée politique et sociale¹¹¹. Une telle préférence s'explique par le postulat que dans les discussions politiques, les concepts servent souvent d'armes, d'où leur importance pour éclairer luttes politiques et mutations institutionnelles. Plus précisément, dans la *Begriffsgeschichte*, le langage est traité « *as an indicator and a factor of political reality*¹¹² » : l'évolution d'un concept peut être vue à la fois comme limitant les possibilités de transformations politiques et comme reflet d'altérations structurelles qui touchent une société à un moment donné.

Selon Melvin Richter, spécialiste américain de l'histoire conceptuelle, ces concepts ne peuvent toutefois être examinés en vase clos, d'où l'importance d'une analyse contextualisée de ceux-ci. Un élément crucial de la *Begriffsgeschichte* est donc le refus d'une hiérarchie entre l'histoire sociale, comprise comme l'étude des structures sociopolitiques, et l'histoire conceptuelle, soit l'observation de la temporalité spécifique des concepts¹¹³. Ce qui produit de fait une perspective où histoire sociale et conceptuelle « *stand in an historically conditioned tension, both refer to one another without being able to supersede each other*¹¹⁴ ».

Une telle position permet selon nous d'éviter certains des écueils associés à l'approche contextualiste de Skinner et Pocock. S'inspirant des travaux

¹¹¹ M. Richter, *The History of Political and Social Concepts*, op. cit., p. 4.

¹¹² W. Steinmetz, « A Code of its Own: Rhetoric and Logic of Parliamentary Debate in Modern Britain », art cit, p. 88.

¹¹³ Arnault Skornicki et Jérôme Tournadre, *La nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2015, p. 35.

¹¹⁴ Reinhart Koselleck, « Social History and Conceptual History », *International Journal of Politics, Culture and Society*, avril 1989, vol. 2, n° 3, p. 311.

philosophiques de John Austin¹¹⁵ et John Searle¹¹⁶ pour souligner l'importance d'une étude contextualisée des idées politiques, tant Skinner que Pocock insistent sur la nécessité de replacer les débats politiques dans leurs conditions d'énonciations. Notamment afin de saisir les controverses dans lesquelles les textes s'inscrivent et les intentions derrière l'œuvre. L'une des critiques récurrentes envers cette approche est son manque d'attention au contexte, compris comme structure sociale et politique et non simplement comme situation intellectuelle¹¹⁷. Si les recherches de l'École de Cambridge nous apparaissent fructueuses, il nous semble que ce reproche est en grande partie justifié. D'où notre recours en premier chef à la *Begriffsgeschichte* et à sa position mitoyenne pour combler certaines lacunes d'une méthode néanmoins féconde.

Toutefois, il nous faut tout de suite nuancer cette dernière affirmation. En effet, notre adhésion à l'approche de Koselleck se base sur une lecture de ses propositions méthodologiques et non sur une analyse des travaux de la *Begriffsgeschichte* en tant que telle, notamment du *Geschichtliche Grundbegriffe*, l'ouvrage collectif réalisé sous sa direction et celle de Conze et Brunner (1972-1997). Cette entreprise, bien qu'admiration pour son ambition et son érudition, a été critiquée pour sa tendance à retomber dans une histoire des idées trop philosophique et se consacrant majoritairement aux grands auteurs, laissant de côté les apports de l'histoire sociale¹¹⁸. Même si ce décalage entre le « discours de la méthode » et la pratique de l'histoire conceptuelle est problématique, il ne constitue pas à nos yeux une raison

¹¹⁵ John L. Austin, *How to Do Things with Words*, Oxford, Clarendon Press, 1962, 190 p.

¹¹⁶ John R. Searle, *Speech Acts: An Essay in the Philosophy of Language*, Cambridge, Cambridge University Press, 1969, 216 p.

¹¹⁷ J. Innes et M. Philp, « Introduction », art cit, p. 5 ; Early Modern Research Group, « Commonwealth », art cit, p. 660 ; F. Matonti, « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », art cit, p. 93 ; Ellen Meiksins-Wood, *Citizens to Lords*, New York, Verso, 2008, p. 8.

¹¹⁸ Jan-Werner Müller, « On Conceptual History » dans Darrin M McMahon et Samuel Moyn (dir.), *Rethinking Modern European Intellectual History*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 88 ; Martin van Gelderen, « Between Cambridge and Heidelberg. Concepts, Languages and Images in Intellectual History » dans Iain Hampsher-Monk, Karin Tilmans et Frank van Vree (dir.), *History of Concepts: Comparative Perspectives*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 1998, p. 232.

valable pour abandonner les objectifs initiaux de la *Begriffsgeschichte*. En fait, cette thèse, bien qu'elle se focalise sur la sphère politique, avance notamment que les transformations du mot *democracy* doivent être comprises à l'aune des l'évolution des structures socioéconomiques.

Soulignons cependant que nous n'allons pas jusqu'à prétendre présenter ici un exercice d'histoire sociale des idées politiques. Ayant récemment gagné en traction, cette approche vise à ancrer l'histoire des idées politiques dans les sciences sociales¹¹⁹. Plus précisément, prenant en compte le fait que toute création intellectuelle engage un certain nombre d'acteur-trice-s, « une histoire sociale [des idées] se donne pour objectif de retrouver tous ceux qui contribuent à la production d'une idée politique¹²⁰. » Selon Frédérique Matonti, ceci implique de s'intéresser non pas seulement à l'auteur-trice, mais aux intellectuel-le-s, aux journalistes, aux revues, bref à l'appareil de diffusion — mais aussi de réception — des idées¹²¹. Si nous examinons parfois les canaux de transmission de certains usages de *democracy*, notre propre perspective se veut beaucoup plus modeste. En fait, ce travail peut être vu comme préliminaire à un tel projet, puisque pour saisir l'histoire sociale d'une notion, il est d'abord nécessaire d'en appréhender les différents emplois.

Ce débat sur la relation entre histoire sociale et histoire conceptuelle doit être aussi compris à l'aune d'une autre question, à savoir celle de la nature du rapport entre changement linguistique et changement structurel. Faut-il voir l'évolution du langage comme le simple reflet des transformations d'une société ? Une analyse matérialiste peut ici être considérée comme emblématique : c'est parce que la réalité change que de nouveaux termes et des néologismes apparaissent. Où, au contraire, est-ce que ce sont les mutations linguistiques qui nous permettent d'expliquer les évènements

¹¹⁹ Chloé Gaboriaux et Arnault Skornicki (dir.), *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2017, 322 p.

¹²⁰ F. Matonti, « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », art cit, p. 102.

¹²¹ *Ibid.*, p. 100.

historiques ? On se trouve alors dans une perspective linguistique, où se sont les discours qui modèlent le réel : puisque tout est médié par le langage, il n'y a pas de sens extradiscursif.

Sans nécessairement nous attarder sur les débats qui traversent la discipline, on peut considérer que le positionnement de Koselleck et ses disciples se situe à mi-chemin entre ces pôles. Pour la *Begriffsgeschichte*, il existe un extérieur au langage, comme une certaine réalité sociale appréhendable. Toutefois, ceci n'implique pas une primauté du matériel sur l'idéal, ou du social sur le langage pour reprendre les termes qui nous intéressent. Une telle perspective a l'avantage de nous éloigner de l'idéalisme qui marque une bonne partie de l'histoire intellectuelle contemporaine, ceci en évitant d'amalgamer pratiques et représentations¹²².

Revenons à la question du rapport langage/social : l'objectif de l'histoire conceptuelle est de cartographier l'évolution de certains concepts à travers le temps. Pour ce faire, la *Begriffsgeschichte* postule l'existence d'une relation réciproque entre les « *continuities, changes, and innovations in the meaning and applications of political and social concepts on the one side, and large scale structural transformations in government, society and the economy in the other*¹²³ ». On constate donc que loin d'un modèle où le langage est conçu comme un simple reflet des structures et des transmutations sociales, il est appréhendé comme vecteur de transformations. Une telle approche voit le langage à la fois comme une ressource et une limite de l'action politique. Selon Terence Ball, on peut dire que :

Conceptual changes are brought about by political agents occupying specific sites and working under the identifiable linguistic constraints of a particular tradition as it exists at a particular time. The vocabularies within and upon which these agents

¹²² Samuel Moyn, « Imaginary Intellectual History » dans Darrin M McMahon et Samuel Moyn (dir.), *Rethinking Modern European Intellectual History*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 126.

¹²³ Melvin Richter, « Conceptual History (Begriffsgeschichte) and Political Theory », *Political Theory*, janvier 1986, vol. 14, n° 4, p. 610.

*work are to some degree flexible, although not infinitely malleable*¹²⁴.

Le langage peut être une ressource dans le sens où les acteurs et actrices politiques peuvent le mobiliser afin d'avoir un impact sur leur réalité politique. Ils l'utilisent précisément pour avoir certains effets (mobiliser, inciter, encourager, calmer, défendre, attaquer, etc.)¹²⁵. Si cet aspect du langage est souvent tenu pour acquis, il est important de voir qu'il est possible pour des individus et des groupes de modifier la signification de certains mots ou concepts pour venir justifier leurs actions. Ou du moins peuvent-ils et elles tenter de le faire¹²⁶.

Cependant, comme toute ressource, le langage est restreint : il impose certains éléments, un cadre de référence dans lequel les locuteur-trice-s doivent évoluer et naviguer. La question de savoir si ce cadre est exclusivement linguistique ou s'il est déterminé par certaines conditions matérielles nous apparaît ici secondaire. L'essentiel est que l'utilisation de différents mots est importante : « *any prospective agent is limited not only in what he or she can conceive, but also in what he or she can legitimate or justify, by the shared horizons of expectation implicit in a particular language*¹²⁷ ». Savoir si cet horizon est discursif ou social est une question qui doit être tranchée par l'investigation historique.

1.5.3 Les mots et les concepts

Tout ceci nous amène à un autre débat particulièrement important de l'histoire conceptuelle : la relation entre un concept et le mot utilisé pour l'exprimer. Cet aspect est de fait peu théorisé par Koselleck, dont on peut dire qu'il comprend les concepts

¹²⁴ Terence Ball, « Conceptual History and the History of Political Thought » dans Iain Hampsher-Monk, Karin Tilmans et Frank van Vree (dir.), *History of Concepts: Comparative Perspectives*, 1^{re} éd., Amsterdam, Amsterdam University Press, 1998, p. 86.

¹²⁵ Francis Dupuis-Déri, *The Political Power of Words: « Democracy » and Political Strategies in the United-States and France [1776-1871]*, Ph.D. Polical Science, University of British Columbia, Vancouver, 2001, p. 11.

¹²⁶ David Craig et James Thompson, « Introduction » dans David Craig et James Thompson (dir.), *Languages of Politics in Nineteenth Century Britain*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013, p. 11.

¹²⁷ A. Brett, « What is Intellectual History Now? », art cit, p. 119.

« *as nothing more than words with a special historical meaning*¹²⁸ ». En d'autres termes, dans le cadre de la *Begriffsgeschichte*, l'enjeu n'est pas la distinction abstraite entre concept et mot, mais bien l'évolution du concept dans une période donnée. Ainsi, pour Richter, « *the difference between word and concept [...] must be worked out pragmatically through the analysis of texts*¹²⁹ ».

Dans une perspective similaire, il nous semble plus pertinent de nous concentrer principalement sur le terme *democracy*, plutôt que d'essayer d'élaborer une distinction préalable entre mot et concept. Innes, bien que ne se réclamant pas de l'histoire conceptuelle, résume l'intérêt d'examiner particulièrement certains mots dans l'étude des idées politiques lors de son analyse de l'évolution du terme *reform* :

*I should stress that it is not my intention, in focusing attention on words here, to conflate words and ideas. It is not suggested that the idea that institutions or practices or people can be recast or made better need be expressed in the terminology of "reform": of course that idea could be, had been, and continued to be expressed in many other ways. But neither were these terms merely functional descriptors. They had associations, which changed in consequence of changes in use and changes in the broader context of use. [...] If we want to understand what contemporaries were doing in using these words, we need among other things to be sensitive to their history as words: to the baggage they carried with them, and how that baggage changed. In so far as the words' changing freight was itself a consequence of wider changes in the way people thought and acted, studying the forces that shaped change in use should also provide insight into the thought and life of the time*¹³⁰.

Ou encore, pour dire les choses de manière plus succincte, comme le fait Annabel Brett, nous devons voir « *language usage as constitutive of thought: to use words in a particular way within a particular linguistic horizon just is to 'think'. There is no*

¹²⁸ Hans Erich Bödeker, « Concept, Meaning, Discourse: Begriffsgeschichte reconsidered » dans Iain Hampsher-Monk, Karin Tilmans et Frank van Vree (dir.), *History of Concepts: Comparative Perspectives*, 1^{re} éd., Amsterdam, Amsterdam University Press, 1998, p. 53.

¹²⁹ M. Richter, *The History of Political and Social Concepts*, op. cit., p. 47.

¹³⁰ Joanna Innes, « "Reform" in English public life: the fortunes of a word » dans Arthur Burns et Joanna Innes (dir.), *Rethinking the Age of Reform, Britain 1780-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 72. Nous soulignons.

*thought behind the words*¹³¹ ». C'est pourquoi, sans pour autant fétichiser le terme *democracy*, celui-ci sert de base à notre investigation — même si des concepts et des mots voisins seront aussi abordés.

Somme toute, la question du rapport entre concept et mot nous semble pouvoir être reformulée de la façon suivante : faut-il se concentrer seulement sur le signe *democracy*, ou faut-il considérer le langage démocratique dans son ensemble ? Ici, notre position se rapproche plus de la *Begriffsgeschichte* que celle de l'école de Cambridge. En effet, contrairement à la perspective contextualiste qui soutient qu'il est essentiel d'étudier les « langages politiques » (Pocock) ou les « stratégies rhétoriques » (Skinner), l'histoire conceptuelle à la Koselleck permet d'analyser un mot comme incarnation d'un concept. Soit de s'orienter sur un signifiant spécifique : c'est ce que nous avons fait avec le mot *democracy*.

Outre une série de raisons pragmatiques — taille des corpus disponibles, ressources temporelles et matérielles limitées —, c'est la particularité du terme qui guide cette décision. En effet, peu d'autres mots du vocabulaire politique anglophone semblent connaître une transformation aussi radicale que *democracy*, tant en termes de significations que d'occurrences. À titre d'exemple, mentionnons que dans les débats parlementaires britanniques, le mot passe de 1500 occurrences durant le 19^e, à plus de 47 000 pendant le 20^e siècle, soit 31 fois plus¹³². Similairement, dans les journaux, on retrouve le terme dans près de 1500 articles entre 1763 et 1812, dans plus de 75 000 entre 1812 et 1862, et finalement dans près de 198 000 articles entre 1863 et 1912. Une telle augmentation exponentielle justifie à notre sens l'attention particulière que nous portons au terme démocratie lui-même. Il nous faut cependant nuancer cette affirmation, puisqu'il nous apparaît aussi nécessaire de prendre en compte dans notre analyse certains concepts voisins : *monarchy*, *aristocracy*, *republic*, etc. Ainsi, ce

¹³¹ A. Brett, « What is Intellectual History Now? », art cit, p. 117.

¹³² Marc Alexander et Mark Davies, *Hansard Corpus 1803-2005*, <http://www.hansard-corpus.org>, 2015.

n'est pas le langage démocratique qui est notre objet d'étude, entreprise trop ambitieuse, mais bien la constellation *democracy*. Au centre de laquelle brille le mot lui-même et autour duquel gravitent un ensemble de termes à la fois en harmonie et en dissonance avec celui-ci.

En conclusion, nous avons dans cette section présenté plusieurs positionnements épistémologiques et théoriques, que nous allons tenter de synthétiser. Cette thèse cherche à comprendre l'évolution du vocabulaire démocratique dans le 19^e siècle britannique. Pour ce faire, nous adoptons une optique mésosociologique se concentrant sur le cas de la Grande-Bretagne, tout en tenant compte du contexte global l'entourant. Librement inspirés à la fois par la *Begriffsgeschichte* ainsi que par l'École de Cambridge, il nous apparaît crucial de travailler surtout sur le plan intellectuel tout en intégrant la dimension sociale. Ceci se traduit par une conception fluide du changement conceptuel, qui voit le langage comme ressource et limite à l'action politique. Plus précisément, notre attention se portera sur le signifiant *democracy* spécifiquement, car hégémonique, tout en examinant également une série de termes voisins, afin de pouvoir dresser une cartographie conceptuelle de la pléiade démocratique britannique.

1.6 Méthodologie

À présent que les soubassements théoriques de cette recherche sont posés, il est nécessaire de poser une autre question d'égale importance: comment réaliser l'histoire conceptuelle du mot *democracy*? À ce stade, la *Begriffsgeschichte* se révèle être peu informative. Au-delà des considérations théoriques et épistémologiques mentionnées précédemment, il est difficile de dégager une ligne méthodologique commune aux membres de cette école. Les quelques exemples appliqués restent flous quant à la manière dont leurs auteur-e-s arrivent à leurs résultats, notamment en ce qui concerne l'analyse de concept en tant que telle. Nous allons donc tenter

d'expliciter certains éléments de méthode issus des travaux de Koselleck et consorts, tout en proposant aussi certains positionnements personnels.

Nous l'avons précédemment mentionné, dans l'optique de la *Begriffsgeschichte*, il faut analyser les différents sens pris par un concept en un lieu et période donnée. Pour ce faire, on doit-à la fois (I) premièrement, examiner l'histoire politique et sociale (II) deuxièmement, étudier de manière diachronique (évolutive) et synchronique (instantanée) un concept particulier. Cette seconde partie doit se faire selon une approche à la fois sémasiologique (l'étude de tous les sens d'un mot) et onomasiologique (l'étude de toutes les désignations d'une idée)¹³³. Ces deux étapes relèvent toutes deux de l'analyse de textes, mais leur but est différent. La première vise à dégager un contexte sociopolitique via des sources secondaires, la seconde porte sur les représentations conceptuelles à partir de sources primaires.

Dans le cadre de cette thèse, la première partie de ce travail a été effectuée en nous basant sur un certain nombre de sources secondaires, relatives à l'histoire politique, sociale et économique de la Grande-Bretagne dans le long 19^e siècle. L'objet ici n'était pas de réaliser une synthèse de la littérature secondaire, mais plutôt, en mobilisant les recherches d'historien-ne-s aux perspectives variées, de dresser un portrait des différentes tendances à l'œuvre. Concrètement, trois ouvrages ont été centraux : *The Shaping of Modern Britain* (2013) d'Eric Evans, *Understanding the Victorians* (2012) de Susie L. Steinbach et *Modern Britain* (2017) de James Vernon. Le premier offre une vaste fresque sociopolitique de la Grande-Bretagne de 1780 à 1914, en s'intéressant notamment aux « *rich and powerful [as] principal actors*¹³⁴ ». Le second propose un survol thématique des enjeux importants de l'ère victorienne, en insistant particulièrement sur ses aspects sociaux et culturels. Le troisième, ancré dans une perspective poststructuraliste, explique le développement de la Grande-

¹³³ R. Koselleck, *The Practice of Conceptual History: Timing History, Spacing Concepts*, op. cit., p. 88.

¹³⁴ E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, op. cit., p. xix.

Bretagne à partir de 1750 à travers « *the rise, fall and reinvention of liberal political economy*¹³⁵ ». À ces trois piliers généralistes, s'ajoutent les travaux de spécialistes comme ceux de Richard Price sur le 18^e et 19^e siècle, ceux de Linda Colley sur la création de l'identité britannique, ceux de John Brewer sur l'État militaro-fiscal, ou de Peter Cain et Anthony Hopkins sur l'Empire britannique¹³⁶.

La seconde partie de notre étude, la plus étendue, se base sur une analyse de concept (*concept analysis*) du mot *democracy* ainsi que des termes dérivés tels que *democrat* et *democratic*. Concrètement, un certain nombre de sources textuelles — détaillées ci-dessous (section 1.5.1) — ont été identifiées. Par la suite, les extraits pertinents ont été sélectionnés, selon les termes employés, puisque comme mentionné en 1.4.3, nous considérons que les mots utilisés par les protagonistes politiques ont un rôle particulier. Ainsi, notre attention s'est tout d'abord portée sur *democracy*, comme terme central du vocabulaire politique britannique. Toutefois, les vocables synonymes et antonymes ont aussi été pris en compte, ceci afin de pouvoir tracer les contours de la constellation au cœur de laquelle le mot démocratie s'inscrit.

Nous avons donc suivi ici une démarche similaire à celle de Bertlinde Laniel qui propose de combiner analyse sémasiologique (étude du mot) et onomasiologique (étude du concept) à travers l'exploration tant du terme *democracy* que de mots renvoyant au concept à travers d'autres signes¹³⁷. En ce qui concerne les utilisations du mot *democracy*, la cueillette de données est limitée par l'apparition du terme *democracy* et ses dérivés (*democrat*, *democratic*, *democratical*, etc.). Pour ce qui est de l'expression du concept par d'autres signes, Laniel avance une série de propositions, qu'elle reconnaît comme choisie arbitrairement, mais dont la sélection est justifiée par une multiplicité des sources. En adoptant une démarche analogue et

¹³⁵ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. xxvii.

¹³⁶ J. Brewer, *The Sinews of Power: War, Money and the English State, 1688–1783*, *op. cit.* ; Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism*, Londres, Routledge, 2016 ; L. Colley, *Britons: Forging the Nation, 1707–1837*, *op. cit.* ; R. Price, *British Society 1680–1880*, *op. cit.*

¹³⁷ B. Laniel, *Le mot « démocratie » aux États-Unis de 1780 à 1856*, *op. cit.*

en nous basant sur notre revue de la littérature, nous avons retenu les termes suivants : *monarchy*, *aristocracy* et *mixed government* (composantes essentielles de la théorie du gouvernement mixte identifiée par Weston); *republic* (qui prend une importance particulière à partir de 1789); *popular*, *parliamentary* et *representative government* (termes clefs à partir de 1832 selon Saunders) et *plutocracy* (terme en opposition vers la fin du 19^e siècle). Pourvu de cette double perspective, l'analyse à la fois des trajectoires de *democracy*, mais aussi de ses oppositions et associations a été possible.

1.6.1 Définition du corpus

Dans le cadre de cette recherche, cinq types de sources ont été retenues : 1 — les débats parlementaires ; 2— la littérature issue de mobilisations politiques ; 3— la presse périodique ; 4— les monographies abordant la politique par un angle théorique et philosophique ; 5— les dictionnaires, encyclopédies, lexiques et ouvrages de référence. D'autres types de sources, telles les archives judiciaires d'*Old Bailey* ou des autobiographies ouvrières ont été consultées, mais écartées par manque d'utilisation du vocabulaire démocratique. Ces cinq catégories de sources peuvent être vues comme de deux natures différentes : d'un côté celles qui relèvent de ce que nous appellerons les « langages politiques », de l'autre celles qui proposent des conceptualisations plus formelles de *democracy*. Ainsi, les débats parlementaires, les discours issus des mouvements politiques (réformistes, radicaux, chartistes, socialistes, féministes, etc.) et la presse périodique partagent quelques caractéristiques tant internes qu'externes : volonté d'effet politique affichée, emploi courant des termes, taille importante du corpus, etc. À l'opposé, les sources philosophiques et encyclopédiques peuvent être vues comme tendant à une certaine systématisation, un désir d'objectivité, un détachement des considérations politiques pratiques et également une quantité limitée de données. Certes, cette distinction que nous opérons entre sources « pratiques » et « théoriques » relève plus de la construction

méthodologique. Nous pensons que même les écrits philosophiques les plus abstraits tentent généralement de répondre à un problème politique concret et que les ouvriers sont tout aussi capables de se réappropriier les termes d'une discussion métaphysique¹³⁸. Sans fétichiser une distinction entre pratique et théorie, il nous semble toutefois pertinent d'appliquer des méthodes d'analyses différentes à des types de sources qui varient fortement en style, dimension, intention ou origine.

Dans la première catégorie, ce sont les retranscriptions de débats parlementaires britanniques qui ont été étudiés. Ce type de source fait l'objet d'un intérêt particulier en histoire des idées politiques depuis plus d'une dizaine d'années¹³⁹. Offrant un aperçu systématique et accessible sur la culture et le vocabulaire des élites politiques de plusieurs pays européens, ces débats ont aussi très souvent contribué à la redéfinition de concepts politiques cruciaux¹⁴⁰. Compte tenu de l'importance accrue de Westminster dans la vie politique britannique des 18^e et 19^e siècles¹⁴¹, il nous apparaît essentiel de prendre en compte les discours prononcés dans l'enceinte parlementaire. Ces retranscriptions ne constituent pas des *verbatim* des discussions ayant lieu en chambre, mais un compte-rendu corrigé des différentes interventions¹⁴². En ce sens, elles restent partielles, même si au fur et à mesure du 19^e siècle, elles deviennent plus systématiques et tendent à la retranscription mot pour mot¹⁴³.

¹³⁸ Jacques Rancière, *La nuit des prolétaires: Archives du rêve ouvrier*, Paris, Fayard, 2012, 480 p.

¹³⁹ Pasi Ihalainen et Kari Palonen, « Parliamentary sources in the comparative study of conceptual history: methodological aspects and illustrations of a research proposal », *Parliaments, Estates and Representation*, janvier 2009, vol. 29, n° 1, p. 17–34 ; Kari Palonen, « Towards a history of parliamentary concepts », *Parliaments, Estates and Representation*, novembre 2012, vol. 32, n° 2, p. 123–138.

¹⁴⁰ Paul Bayley, « Introduction: The whys and wherefores of analysing parliamentary discourse » dans Paul Bayley (dir.), *Cross-cultural Perspectives on Parliamentary Discourse*, Amsterdam, John Benjamins Publishing, 2004, p. 1-44.

¹⁴¹ C. Tilly, *Popular Contention in Great Britain, 1758-1834*, *op. cit.*

¹⁴² House of Commons, *Report from the Select Committee on Parliamentary Debate; Together with the Proceedings of the Committee, Minutes of Evidence, Appendix and Index.*, Londres, House of Commons, 1893, 113 p.

¹⁴³ Liste complète des débats parlementaires utilisés en Annexe A.

Les débats parlementaires n'offrent toutefois qu'une fenêtre limitée sur l'imaginaire politique de l'époque. Pour pouvoir prendre en compte les langages politiques « populaires », nous avons tenté de saisir comment le terme *democracy* a été utilisé par différents acteurs et actrices, tels que le mouvement réformiste, les chartistes, les groupes féministes ou socialistes. C'est à travers les tracts, pamphlets et journaux produits par ces groupes qu'il nous devient possible de comprendre comment s'articulait *democracy* en dehors des murs de Westminster. Pour ce type de source, il a été tiré parti de plusieurs anthologies déjà disponibles¹⁴⁴. Des recherches à la *British Library*, ainsi que sur différentes bases de données numériques ont été aussi mobilisées — notamment différentes sections de la *Nineteenth Century Collections Online* (NCCO). De plus, la *British Newspaper Archive* (BNA) a été particulièrement utilisée pour analyser les usages de *democracy* dans la presse partisane, spécialement radicale, socialiste et féministe. Le recours à la littérature secondaire spécialisée a également permis de mieux saisir les discours de ces forces politiques.

Notre troisième type de sources est la presse périodique, les fameuses *Reviews* britanniques, si influentes au 19^e siècle. Ces publications ont pendant longtemps été un lieu de débat et de fabrication de l'opinion publique, commentant les ouvrages de l'époque et l'actualité politique. Généralement affiliées à une tendance politique particulière — la *Edinburgh Review* pour les whigs, la *Quarterly Review* pour les tories et la *Westminster Review* chez les radicaux pour prendre les trois plus connues —, elles permettent de dégager les éléments rhétoriques spécifiques à chacun de ces groupes. Suite à un travail important de numérisation, ces textes sont en grande partie accessibles sous forme digitale¹⁴⁵.

¹⁴⁴ Gregory Claeys (dir.), *Utopias of the British Enlightenment*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 ; Gregory Claeys (dir.), *The Chartist Movement in Britain, 1838-1850*, Londres, Pickering & Chatto, 2001, vol. 6/ ; Elizabeth Crawford, *The Women's Suffrage Movement: A Reference Guide 1866-1928*, Londres, Routledge, 2003, 800 p ; Iain Hampsher-Monk (dir.), *The Impact of the French Revolution: Texts from the 1790's*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

¹⁴⁵ Liste complète des périodiques utilisés en Annexe B.

Pour ce qui est du quatrième type de sources, nous avons retenu les œuvres de philosophes et politistes parues durant et aux alentours des périodes sélectionnées. Une telle catégorie est évidemment très large et implique un travail de construction de corpus important. Un premier critère de sélection a été la publication en Grande-Bretagne de l'ouvrage, ou à tout le moins sa disponibilité auprès du grand public. Ainsi, des auteurs étrangers, comme que Alexis de Tocqueville ou François Guizot¹⁴⁶, ont été analysés dans la mesure où une traduction de leurs textes était achevée au 19^e siècle. Conformément aux propositions avancées en 1.4.4 sur l'importance spécifique du mot *democracy*, le second critère de sélection, particulièrement décisif, a été la présence du terme dans le titre. La mention récurrente de certaines publications, tant dans la presse périodique ou dans la littérature secondaire, constituait le troisième critère. Finalement, les œuvres les plus vendues au cours de l'intervalle étudié, les auteurs invoqués dans l'enceinte parlementaire, ou encore ceux indiqués dans les ouvrages de référence, ont été systématiquement incluses dans ce corpus. Avec ces critères retenus, et à travers différents outils de recherche (tels que le *Nineteenth Century Short Title Catalogue* [NSTC]) et archives numériques (notamment la *Eighteenth Century Collections Online* [ECCO], la NCCO et la *English Historical Documents* [EHD]), plus d'une centaine de titres ont été retenus pour chaque période.

Finalement, notre cinquième catégorie regroupe les dictionnaires, encyclopédies et autres lexiques parus au cours du 19^e siècle en Grande-Bretagne. Ces ouvrages ont l'avantage de présenter une synthèse de la compréhension conventionnelle et acceptée d'un mot à un moment donné. Ils sont toutefois caractérisés par un « effet retardataire », dans le sens où ce type d'ouvrage met un certain temps à s'adapter aux nouveaux usages d'un terme¹⁴⁷. Cependant, selon nous un tel effet est bénéfique

¹⁴⁶ 1787-1874. Historien et homme politique français. Libéral modéré, élu député en 1830, il devient ministre la même année et sera premier ministre de 1847 à 1848.

¹⁴⁷ P. Ihalainen et K. Palonen, « Parliamentary sources in the comparative study of conceptual history: methodological aspects and illustrations of a research proposal », art cit, p. 18.

puisqu'il permet de contraster les emplois conservateurs et novateurs de *democracy* au sein d'une même période. Les encyclopédies ont aussi été particulièrement mobilisées : leurs définitions synthétiques fournissent un point d'entrée sur les différentes utilisations d'un terme à un moment donné. Mieux encore, leur mise à jour au fil du temps rend possible une comparaison diachronique très riche. Ainsi, les définitions et usages de *democracy* à travers les multiples éditions de l'*Encyclopædia Britannica* offrent une vue d'ensemble des changements sémantiques à l'œuvre. Par ailleurs, à la fin du 19^e siècle, les manuels scolaires, une source éminemment intéressante sur plan de la (re) construction historique nationale, ont aussi été examinés¹⁴⁸.

1.6.2 Une approche méthodologique double

Il devrait maintenant être évident que la nature et l'ampleur des données à traiter ne sont pas les mêmes dans le cas des « langages politiques » (débats parlementaires, discours des mouvements politiques et presse périodique) et des « conceptions formelles » (ouvrages philosophiques et de référence). D'un côté nous avons des textes qui emploient le terme de manière courante et dont le nombre d'occurrences de *democracy* se compte par milliers. De l'autre, même si les auteur-e-s cherchent aussi à accomplir des actions politiques de par leurs œuvres, l'usage est souvent plus systématique et abstrait — et la fréquence du vocabulaire démocratique y est moindre.

Ces divergences nous ont poussés à adopter deux méthodes d'analyse distinctes. La première, inspirée par la linguistique de corpus (*corpus linguistics*), vise à analyser de larges ensembles de texte à l'aide d'outils informatiques. Elle possède une variété de fonctions, qui aident à dégager les termes les plus associés avec un mot spécifique, ou encore de repérer les expressions récurrentes. La seconde, le questionnement analytique, vise à rechercher directement dans un corpus les réponses à une série de

¹⁴⁸ Liste complète des ouvrages de référence utilisés en Annexe C.

questions prédéfinies. Ce faisant, l'analyste est amené-e à modifier ses interrogations au fur et à mesure de l'investigation, ce qui offre un degré d'attention plus important aux nuances présentes dans les textes. Cette approche permet de ne pas traiter seulement de *democracy*, mais aussi de plusieurs autres termes qui lui sont associés.

1.6.2.1 Analyse à l'aide de la linguistique de corpus

Depuis une dizaine d'années, les références à un « tournant digital » (*digital turn*) dans les sciences humaines et sociales se multiplient¹⁴⁹. Cette idée aux contours flous renvoie d'un côté à la place de plus en plus grande prise par le numérique dans notre quotidien et de l'autre à l'émergence du numérique comme objet d'étude. Alors que plusieurs disciplines (histoire, littérature, linguistique) se sont emparées des nouveaux outils et sources qui se sont développés suite à ce tournant, ce n'est pas le cas de la science politique et surtout de l'histoire des idées politiques. Certes, il existe quelques exceptions, comme Jacques Guilhaumou qui a contribué à l'essor d'une histoire langagière des concepts en couplant « l'analyse du discours du côté de l'histoire » à différents programmes informatiques¹⁵⁰. Il faut noter que Guilhaumou a aussi été l'un des architectes du développement d'une approche se concentrant sur les concepts, l'histoire linguistique des usages conceptuels¹⁵¹. Considérant qu'il s'agit là d'un exemple notable de combinaison entre outils numériques et histoire des idées politiques, cet accent sur les concepts n'est selon nous pas anodin¹⁵².

¹⁴⁹ James Ash, Rob Kitchin et Agnieszka Leszczynski, « Digital turn, digital geographies? », *Progress in Human Geography*, 42/1, 2018 p. 25-43 ; Dana Diminescu et Michel Wiewiorka, « Le défi numérique pour les sciences sociales », *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*, 4, 2015 p. 9-17 ; Widad Mustafa El Hadi et Laurence Favier, « Bibliothèques numériques et humanités digitales », *Les Cahiers du numérique*, 11/1, 2015 p. 83-102 ; François Heinderyckx, « Le tournant numérique », *Hermès, La Revue*, vol. 71/1, 2015 p. 87-91 ; Kathy Ann Mills, « A Review of the "Digital Turn" in the New Literacy Studies », *Review of Educational Research*, 80/2, 2010 p. 246-271.

¹⁵⁰ Jacques Guilhaumou, D. Maldidier et Régine Robin, *Discours et archive : expérimentations en analyse du discours*, Liège, Mardaga, 1994.

¹⁵¹ Jacques Guilhaumou, « De l'histoire des concepts à l'histoire linguistique des usages conceptuels », *Genèses*, 38, 2000 p. 105-118 ; Jacques Guilhaumou, *Discours et événement. L'histoire langagière des concepts*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2006.

¹⁵² Jan Ifversen, « Jacques Guilhaumou and the French School », *Redescriptions: Political Thought, Conceptual History and Feminist Theory*, 12/1, 2008, p. 244-261.

Nous inscrivant également dans le champ de l’histoire conceptuelle, il devient possible de lier *Begriffsgeschichte* et tournant digital. Pour ce faire, nous intégrons à la fois plusieurs sources numérisées dans notre corpus (tel que défini en 1.5.1). Mais aussi, nous utilisons des méthodes d’analyse issues de la linguistique de corpus pour investiguer ces mêmes textes à l’aide de logiciels. La linguistique de corpus est une branche de la linguistique qui s’intéresse au langage et à son évolution, via l’examen de larges quantités de textes appelés corpus¹⁵³. Dans les dernières années, cette approche a été mobilisée par des linguistes et des historien-ne-s pour étudier les transformations historiques du vocabulaire politique¹⁵⁴.

Il faut préciser que ce genre d’analyse a plusieurs limites, notamment à cause des fichiers sources utilisés, qui peuvent contenir plusieurs erreurs en vertu du processus d’*Optical Character Recognition*¹⁵⁵ (OCR), de la surreprésentation de certains termes (comme des vocables en langue étrangère, des noms propres, etc.) ou encore d’anomalies dues à la disposition typographique du texte. Cependant, nous considérons qu’une telle méthode a aussi des avantages. Elle permet, particulièrement en parallèle à l’examen attentif d’autres types de sources, de saisir rapidement et à un niveau d’abstraction plus élevé l’évolution d’un mot dans un corpus humainement impossible à étudier par une lecture rapprochée.

Pour disséquer les débats parlementaires ainsi que la presse périodique britannique, deux outils ont été privilégiés : *AntConc* et *#LansBox*. Ce choix est dû à plusieurs facteurs techniques (compatibilité, accessibilité, facilité, rapidité). D’autres logiciels

¹⁵³ Douglas Biber et Randi Reppen, « Introduction » dans Douglas Biber et Randi Reppen (dir.), *The Cambridge Handbook of English Corpus Linguistics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 1-8.

¹⁵⁴ Vaclav Brezina, Tony McEnery et Helen Baker, « Ireland in British parliamentary debates 1803–2005: Plotting changes in discourse in a large volume of time-series corpus data » dans Tanja Säily et al. (dir.), *Exploring Future Paths for Historical Sociolinguistics*, Amsterdam, John Benjamins Publishing Company, 2017, p. 83-107 ; Anthony McEnery et Helen Baker, *Corpus Linguistics and 17th-Century Prostitution: Computational Linguistics and History*, Londres, Bloomsbury Publishing, 2016, 243 p.

¹⁵⁵ Conversion électronique de texte imprimé en texte numérisé.

auraient pu être utilisés (tels IRaMuTeQ, Hyperbase, ou TXM), avec des résultats probablement similaires. *AntConc*, développé par le linguiste Lawrence Anthony, est un logiciel d'analyse de texte issu de la linguistique de corpus. Il propose une vue mot clef en contexte (*Keyword in Context*) qui permet d'examiner un terme spécifique et les mots qui l'entourent. Mais surtout, il possède une fonction « *Collocates* » qui offre la possibilité d'obtenir une liste des cooccurrences privilégiées d'un terme, calculée ici selon un test d'information mutuelle (IM)¹⁵⁶. Une cooccurrence est une association privilégiée entre deux termes. Elle est calculée de cette façon. Le score d'un mot est d'autant plus élevé qu'il est fréquent dans les environs de *democracy* et qu'il l'est moins ailleurs dans le corpus. Ainsi, des locutions telles que *the* et *of*, souvent à proximité de *democracy*, mais aussi extrêmement présentes à travers les textes, auront un score moins haut que *aristocracy* qui jouxte habituellement *democracy* et qu'on retrouve peu dans le corpus. En parallèle de l'analyse des cooccurrences, une autre fonctionnalité d'*AntConc*, la « *Concordance Plot* », permet de visualiser où dans un fichier texte un certain terme apparaît. Dans certains cas, ceci fournit des indices sur quelle source a un usage massif du vocabulaire démocratique. Comme nous le verrons, cette fonction a été particulièrement utile pour l'étude de la presse périodique, notamment en ce qui concerne l'emploi différencié de *democracy* selon les titres examinés.

En complément d'*AntConc*, le logiciel *#LancsBox* a aussi été utilisé. Développée par des linguistes de l'université de Lancaster, sa fonction « *GraphColl* » permet de visualiser les rapports entre un terme et ses cooccurrences. Le logiciel dispose les cooccurrences à droite ou à gauche du mot selon leur emplacement le plus fréquent, les rapprochant ou les éloignant d'après leur score. Tout au long de cette thèse, les

¹⁵⁶ « Le *Mutual Information score* (score d'information mutuelle) exprime la mesure selon laquelle la fréquence de co-occurrence observée est différente de celle à laquelle on pourrait s'attendre (statistiquement parlant). Il ne fonctionne pas très bien avec les fréquences très basses. » Wolfgang Teubert, « La linguistique de corpus : une alternative », *Semen. Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, 1 juin 2009, n° 27, n.8. Dans notre analyse, cette faiblesse du test d'IM est compensée en plaçant un seuil de fréquence minimal de 5 ou plus.

graphiques issus de #LancsBox sont basés sur l'analyse des 100 caractères à gauche et à droite du mot examiné. Dans certains cas celui-ci est *democracy*, mais nous avons aussi utilisé le terme *democra**¹⁵⁷ pour être plus englobants. Nous avons privilégié à chaque fois un test d'information mutuelle (IM) avec un score minimal variant entre 5 et 20, ainsi qu'un seuil de fréquence de collocation entre 5 et 15. Ces éléments sont précisés en légende des figures présentées. Sur le graphique, les lettres L et R à côté des collocations marquent leur position dans la phrase, soit à gauche (*L-left*) ou à droite (*R-right*) du terme choisi. Pour sa part, l'éloignement spatial indique le score final : plus un mot est proche du centre, plus il a des chances d'être retrouvé près de *democracy*, et pas ailleurs dans le texte. En d'autres mots, plus il est central, plus il est spécifique au vocabulaire démocratique.

Il nous faut rappeler que l'utilisation de *AntConc* et #LancBox n'a pas vocation de remplacer la lecture et l'analyse de texte plus classique. L'objet ici est plutôt, à travers une lecture distante (*distant reading*) d'identifier des schémas, expressions ou évolutions peu visibles à l'œil nu. Dans certains cas, tels certains débats parlementaires mobilisant fréquemment le terme *democracy* (tels que ceux entourant les *Reform Acts* de 1832 et 1867) ou encore des articles de périodiques particulièrement influents, une lecture rapprochée a été effectuée. Comme le résumant Anthony McEnery et Helen Baker : le but est d'arriver à des résultats qui sont « *machine-aided, rather than purely computational, analysis [...]*. » Ainsi, les outils de la linguistique de corpus ont permis à la fois de dégager les grandes lignes de l'évolution des usages de *democracy*, et de restreindre le champ d'investigation dans certaines périodes de transformations conceptuelles.

¹⁵⁷ En informatique, le caractère * peut être utilisé comme joker : le terme *democra** englobe donc *democracy, democrat, democrats, democratic, democratical, etc.*

1.6.2.2 Examen par questionnement analytique

Pour la seconde catégorie de notre corpus — les œuvres philosophiques, ainsi que les ouvrages de référence —, les textes ont été soumis à un examen par questionnement analytique. Une telle méthode consiste à développer un canevas de questions à partir de notre problématique pour les appliquer par la suite de façon systématique aux titres retenus. Il est cependant important de souligner que ce canevas a été conçu de manière dynamique et a fortement évolué au cours de notre recherche. Voici donc la version finale des questions d'analyse :

Canevas d'analyse — Version 4	
I) Analyse de la source	Auteur-e (nationalité si non britannique) :
	Détails de publication : (année, lieu, maison d'édition, version)
II) Sens de <i>democracy</i> et dérivés	Sens dénotatif
	Sens connotatif
	Caractéristiques
	Références (auteur, lieu)
	Opposé
	Acteur politique
	Innovations
	Autres remarques
III) Citations importantes	
IV) Champ lexical (pour les ouvrages de référence)	<i>Aristocracy</i>
	<i>Commonwealth</i>
	<i>Despotism</i>
	<i>Liberty</i>
	<i>Monarchy</i>
	<i>Mixed government</i>
	<i>Popular government</i>
	<i>Republic</i>
<i>Tyranny</i>	

Tableau 1.1 — Canevas d'analyse

Une fois les questions précisées et ajustées, l'analyse consiste à examiner les données recueillies et répondre le plus complètement aux questions de recherche à partir de celles-ci. Une telle manière de procéder est particulièrement adaptée aux recherches portant sur les représentations de différents sujets¹⁵⁸. Considérant l'importance des usages de *democracy* chez les acteurs et actrices politiques britanniques dans notre questionnement, cette méthode était tout indiquée.

En avançant de cette façon, nous avons pu investiguer plus de 75 ouvrages de référence pour l'ensemble de la durée étudiée. En ce qui concerne les traités politiques ou philosophiques, près de 100 documents ont été analysés dans la période 1775-1800 ; environ 80 entre 1825-1855 ; plus de 130 pour chacun des intervalles 1860-1890 et 1900-1920.

Puisque l'immense majorité des ouvrages ne comportaient qu'un nombre limité d'occurrences de *democracy* et ses dérivés, il a été facile de repérer l'usage qui en est fait. Par contre, plusieurs travaux mettant au cœur de leur propos la démocratie ont nécessité une observation plus serrée. Dans ces cas, une lecture attentive du texte, ainsi que de certains commentaires secondaires a permis de dégager les utilisations principales du vocabulaire démocratique. C'est cette volonté d'équilibre, entre lecture rapprochée et distante, entre auteur-e-s canoniques et langages politiques qui a guidé notre approche. À notre sens, les chapitres subséquents démontrent qu'une telle perspective s'est révélée fructueuse.

1.7 Conclusion : une histoire nécessaire

Au vu de l'importance, notamment historique et conceptuelle, de la Grande-Bretagne dans la genèse du parlementarisme et plus amplement du régime représentatif

¹⁵⁸ Pierre Paillé et Alex Mucchielli, *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Collin, 2008, p. 150.

moderne, une étude de l'évolution du terme *democracy* se révèle fondamentale. Pour ce faire ce chapitre a posé les bases conceptuelles et méthodologiques de notre recherche. Il a démontré que si plusieurs travaux portant sur cette question ont déjà été produits, ceux-ci ont plusieurs limites. En prenant un cadre temporel plus large, en utilisant des méthodes d'analyse complémentaires, en mobilisant certaines sources peu exploitées, cette thèse vise à la fois à confirmer, à parachever et à dépasser certains de ces travaux. À cette fin, nous nous inspirons principalement de l'histoire conceptuelle, notamment dans sa version allemande (*Begriffsgeschichte*). Une telle perspective nous permet de nous concentrer sur le vocable *democracy* lui-même, sans entrer dans les débats sur la différence entre concept et mot. Même si nous examinons certains termes généralement associés ou opposés à l'idée démocratique. Avant de passer à l'analyse en elle-même, le chapitre subséquent offre des éléments de contexte sur l'histoire britannique entre 1770 et 1920, en plus de s'intéresser aux usages de *democracy* avant le début de notre période d'étude.

2 CHAPITRE II

CROWN, LORDS AND COMMONS: DEMOCRACY ET RÉGIME MIXTE AVANT 1770

Ce chapitre pose les bases historiques et conceptuelles nécessaires à notre investigation. Il présente tout d'abord un survol de l'histoire politique de la Grande-Bretagne entre 1770 et 1920. Trois aspects en particulier sont examinés : l'évolution du Parlement et surtout des Communes ; les différentes formes de participation politique populaires ; les dynamiques impériales et industrielles de l'économie britannique. Par la suite, nous examinons les différents sens du mot *democracy* avant 1770. Tout d'abord, les références antiques (Athènes, Rome) du terme sont analysées. Ceci nous permet ensuite d'inscrire *democracy* dans un champ conceptuel plus large, qui souligne la prépondérance de la dimension politique dans ses usages, ainsi que l'importance de la théorie du régime mixte dans le contexte britannique. Afin de mieux distinguer les différentes utilisations du mot démocratie, nous proposons une classification des traditions politiques britanniques selon trois étiquettes (constitutionnalistes, républicains et communalistes). Finalement, nous abordons brièvement la relation entre représentation et *democracy*, pour conclure à l'impossibilité trancher le débat à ce stade de notre enquête.

2.1 Introduction : contextes et référents

Pour saisir les trajectoires prises par *democracy* entre 1770 et 1920 en Grande-Bretagne, deux éléments doivent être clarifiés. D'un côté il est nécessaire d'avoir une vue d'ensemble de l'évolution sociopolitique des îles britanniques durant cette période. La première partie de ce chapitre vise donc à résumer sous trois grands axes, celui des institutions politiques (*Commons*), des pratiques politiques (*Crowds*) et des relations internationales (*Conquest*), près de 150 ans d'histoire britannique. Exercice périlleux, mais nécessaire. Il y est notamment avancé, suivant James Vernon, que cette période doit être comprise à l'aune de l'émergence ainsi que d'une progressive remise en cause d'une économie politique libérale. D'un autre côté, il faut comprendre les usages de *democracy* avant le début de notre période d'analyse. La seconde partie de ce chapitre examine la filiation antique de *democracy*, ainsi que son champ conceptuel, marqué par la *theory of mixed government*. Par la suite, nous proposons une typologie des traditions politiques britanniques et de leur rapport à la démocratie, selon trois idéaux types : constitutionnaliste, républicaine et communaliste. Cela nous permettra notamment d'avancer que, contrairement aux cas français et étatsunien, la question de la représentation politique n'est pas cruciale dans le contexte britannique. L'enjeu n'est pas de savoir si la *democracy* doit être représentative ou non, mais plutôt si elle doit être tempérée par la *monarchy* et l'*aristocracy*. Ces éléments de contexte et les référents examinés seront cruciaux pour la compréhension des trajectoires du mot *democracy* que nous étudierons dans les chapitres subséquents.

2.2 Contexte : ruptures et continuités britanniques

Tenter de faire l'histoire politique et sociale de la Grande-Bretagne de la fin du 18^e siècle au début du 20^e en quelques pages est évidemment impossible. Il s'agit plus

ici de présenter un cadre contextuel général, qui sera parfois précisé au fil des chapitres suivants. Cette synthèse s’articule autour de trois éléments principaux : premièrement, les institutions politiques britanniques, et particulièrement la place de plus en plus importante des Communes dans la vie politique. Deuxièmement, la question des formes de participation politique populaire et l’intégration de nouvelles forces politiques. Troisièmement, la dynamique colonisatrice et impérialiste, notamment dans ses liens avec l’industrialisation. Suivant les travaux de Vernon, nous avançons que ces éléments sont liés par la question de l’économie politique libérale. Celle-ci implique de faire du « *‘market’ [...] an organising principle for governing the economic domain as well as its relationship to social, cultural and political life*¹⁵⁹ ». Cette notion émerge au 18^e siècle, se consolide au 19^e et se voit remise en question au début du 20^e siècle¹⁶⁰.

2.2.1 *Commons*: grandeurs et misères de Westminster

Durant le 18^e siècle, la Grande-Bretagne est un État aristocratique où le pouvoir repose entre les mains de propriétaires terriens. La concentration de la propriété foncière est stupéfiante : en 1790, les trois quarts de la terre appartiennent à un groupe de 4000 à 5000 personnes issues de la *gentry*¹⁶¹ et l’aristocratie¹⁶². Celles-ci représentent donc à la fois l’élite économique et sociale du pays, mais aussi sa classe politique, qui s’incarne dans le Parlement de Westminster. Cette situation politique résulte des luttes de pouvoir du 17^e siècle entre l’aristocratie et la royauté. Après la *Glorious Revolution* (1688) où le Parlement dépose un monarque (James II) et offre le trône à un autre (William III) émerge un compromis politique durable. La souveraineté politique repose alors dans « *the King-in-Parliament* ». La Couronne ne peut gouverner sans l’assentiment du Parlement.

¹⁵⁹ James Vernon, « The history of Britain is dead; long live a global history of Britain », *History Australia*, 2 janvier 2016, vol. 13, n° 1, p. 26.

¹⁶⁰ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. xxvii.

¹⁶¹ Les deux groupes vivent de la rente de leurs terres ; la différence entre aristocrates et *gentry* est que les premiers possèdent des titres de noblesse, tandis que les seconds sont *gentleman* ou *esquire*.

¹⁶² P.J. Cain et A.G. Hopkins, *British Imperialism*, *op. cit.*, p. 77.

Cette transition est fondamentale, car d'un évènement ponctuel, convoqué par le roi, le Parlement devient une institution stable¹⁶³. Certes, au cours du 18^e siècle, le roi conserve une influence politique importante. Même s'il doit choisir un gouvernement ayant la confiance du Parlement, il bénéficie d'une certaine marge de manœuvre dans le choix du Cabinet et surtout du premier ministre. Il possède aussi le droit d'adouber des membres à la Chambre des *Lords*, en plus de pouvoir nommer, à travers offices et sinécures, une centaine de membres à la Chambre des Communes, les *placemen* et *pensioners*¹⁶⁴. Toutefois, on peut considérer que globalement, l'influence du monarque décline au cours du 18^e siècle, compensée par l'émergence d'un pouvoir exécutif parlementaire formel¹⁶⁵. Selon Price, cette défaite progressive de l'absolutisme royal ouvre la porte à de nouvelles contradictions : en situant la souveraineté politique dans le peuple et non dans la figure du monarque, la question de l'inclusion politique devient fondamentale. Ainsi, d'où le fait qu'aux 18^e et 19^e siècles, « *the dilemma of how to include the 'people' in the political sphere without being swamped by all the people comprised a central dynamic to the political history*¹⁶⁶ ». Les différents acteurs politiques britanniques posent parfois souveraineté populaire et parlementaire en opposition, ou au contraire fusionnent les deux.

Au 18^e siècle, c'est dans l'enceinte parlementaire qu'un équilibre complexe entre la *Crown*, *Lords & Commons* se développe. L'*House of Lords*, composée des nobles temporels et spirituels (pairs et évêques) du royaume, soit entre 220 et 300 personnes¹⁶⁷, fournit souvent l'essentiel des ministres d'un gouvernement, en plus de donner son assentiment à la plupart des projets de loi¹⁶⁸. L'*House of Commons*,

¹⁶³ R. Price, *British Society 1680-1880*, op. cit., p. 235.

¹⁶⁴ R. G. Thorne, *The House of Commons*, Londres, Boydell & Brewer, 1986, p. 297-298.

¹⁶⁵ Peter Jupp, *The Governing of Britain, 1688-1848: The executive, Parliament and the people*, Londres, Routledge, 2006, p. 110-122.

¹⁶⁶ R. Price, *British Society 1680-1880*, op. cit., p. 239.

¹⁶⁷ Clyve Jones et J.V. Beckett, « The Peerage and the House of Lords in the Seventeenth and Eighteenth Centuries » dans Clyve Jones (dir.), *Pillar of the Constitution: The House of Lords in British Politics, 1640-1784*, Londres, Hambledon, 1989, p. 3.

¹⁶⁸ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, op. cit., p. 15.

composée de 558 membres élus à travers l'Angleterre (489 MPs), l'Écosse (45 MPs) et le Pays de Galles (24 MPs)¹⁶⁹, est loin d'être représentative sur le plan social. En 1784, près d'un tiers des députés sont fils ou parents de pairs¹⁷⁰. Ceux qui ne sont pas nobles de naissance n'en font pas moins partie de l'élite socioéconomique du pays et concentrent entre leurs mains des ressources foncières et financières considérables. Cette composition sociale n'est pas anodine puisque les Communes doivent donner leur accord à toute question financière : dépenses, mais surtout revenus (impôts et taxes), sont donc de leur ressort. Ainsi, le pouvoir législatif repose bien entre les mains des *Commons* et des *Lords*. L'exécutif gouvernemental et surtout sa figure de proue le premier ministre, bien que nommé par le monarque, doivent s'assurer de l'appui des différentes factions parlementaires.

La principale division idéologique de l'époque se situe entre torys et whigs. Schématiquement, à partir des années 1760, on peut caractériser les premiers comme favorables à l'Église Anglicane, partisans d'un pouvoir monarchique fort, d'inspiration divine, ainsi que d'une stratégie militaire orientée vers l'Europe. Les seconds, plus près des *Dissenters* religieux, défendent une souveraineté parlementaire robuste ainsi qu'une politique orientée vers l'expansion commerciale impériale. Selon Vernon, « *these positions were increasingly tied to competing political economies, as Whigs emphasized the importance of trade and commerce, whereas for Tories land and its acquisition overseas was the source of wealth*¹⁷¹ ». Les grands propriétaires ruraux tendent à favoriser le parti tory, tandis que les électeurs dont les intérêts financiers et commerciaux sont établis en milieu urbain préfèrent les whigs. Si cette division entre whigs et torys ne recoupe pas l'ensemble des traditions politiques britanniques, au sein de l'enceinte parlementaire, la plupart des *Members of Parliament* (MPs) se rattachent à l'un ou l'autre des deux camps. Malgré leurs

¹⁶⁹ En 1801, 100 MPs irlandais sont ajoutés, portant le nombre total à 658. En 1885, un redécoupage de la carte électorale fait grimper le total à 670 députés.

¹⁷⁰ E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, op. cit., p. 26.

¹⁷¹ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, op. cit., p. 15.

différences, les whigs et torys convergent, surtout à partir de la seconde moitié du 18^e siècle, dans leur défense du compromis politique post-1688. Pour eux, la Grande-Bretagne est une *limited monarchy* qui doit être préservée, d'un côté, des ravages de l'absolutisme continental, et de l'autre, de possibles débordements populaires. En ce sens, le Parlement est conçu comme incarnant les multiples intérêts du pays, mais sans pour autant être responsable devant l'électorat ou au peuple.

Durant la première moitié du 19^e siècle, bien que la *theory of mixed government* structure toujours l'imaginaire politique britannique, l'élément aristocratique est maintenant considéré comme dominant. Certes, les monarques George IV, William IV et Victoria¹⁷² pourront encore opposer leurs résistances personnelles sur certaines questions, mais la monarchie perd de son pouvoir : elle peut tenter d'influencer le Cabinet, mais ne peut s'y opposer directement¹⁷³. Globalement, la période entre 1830 et 1870 peut donc être considérée comme celle du gouvernement parlementaire, entre le déclin de l'influence du monarque et de sa cour, et avant la naissance des partis politiques de masse¹⁷⁴. Ceci est notamment dû au passage du *Reform Act* en 1832, qui va restructurer le système électoral britannique et intégrer politiquement les classes moyennes (nous y reviendrons longuement). Cette période est aussi marquée par l'émergence de partis parlementaires, selon le modèle du parti de notables¹⁷⁵, plus structurés : le Parti conservateur (1834) et le Parti libéral (1859) deviennent les forces politiques majeures. Eux-mêmes sont souvent divisés en différentes tendances (protectionnistes, libre-échangistes, radicaux, whigs, etc.). Ces partis sont plus près des groupes parlementaires et ne possèdent que peu d'implantation locale ou de coordination nationale. Ils sont majoritairement sous le contrôle de notables locaux qui usent de leur charisme et influencent pour moduler la politique nationale. Ceci reflète le fait que ce sont les Communes et non l'électorat

¹⁷² Respectivement souverains de 1820 à 1830, 1830 à 1837 et de 1837 à 1901.

¹⁷³ P. Jupp, *The Governing of Britain, 1688–1848, op. cit.*, p. 123.

¹⁷⁴ *Ibid.*, p. 124 ; Angus Hawkins, *Victorian Political Culture: « Habits of Heart and Mind »*, Oxford, Oxford University Press, 2015, chap. 3.

¹⁷⁵ Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Union générale d'éditions, 1963, 185 p.

qui nomment les gouvernements : l'époque voit plusieurs gouvernements minoritaires et de coalition se former.

L'importance prise par les *Commons* au cours de cette période mérite que l'on s'attarde à sa composition¹⁷⁶. Selon David R. Fisher, sur les 1367 personnes ayant occupé un siège aux Communes entre 1820 et 1832, l'énorme majorité descend de familles nobles. Selon lui, « *the House remained a stronghold of the aristocracy in this period; [only] 140 Members [10%] were bankers, financiers, merchants and industrialists*¹⁷⁷ ». Quelques années plus tard, entre 1841 et 1847, sur les 815 hommes ayant siégé aux Communes, plus de 70 % proviennent de l'aristocratie ou de la noblesse terrienne¹⁷⁸. Il faudra attendre la seconde moitié du 19^e siècle pour voir cette composition sociale des *Commons* se transformer réellement en intégrant un plus grand nombre de représentants de l'industrie et des services¹⁷⁹.

Ceci dit, même si les Communes demeurent une institution aristocratique, « *it continued to represent a broad cross-section of the established interests in the state: the Church, rural and urban property and therefore agriculture; the armed forces, the legal profession; and commerce in general*¹⁸⁰ ». En ce sens, même si les *Commons* sont aux mains de l'élite, elles se veulent représentatives d'une ample partie des intérêts de la nation. L'attitude réformiste des différents gouvernements britanniques entre 1830 et 1850 peut être vue comme caractéristique de ce fait. En effet, l'adoption de réformes telles que l'attribution de droits civiques aux protestants dissidents (1828) et aux catholiques (1829) ou l'abrogation des *Corn Laws*¹⁸¹ (1846) par des

¹⁷⁶ Charles Tilly parle de parlementarisation de la vie politique britannique pour signifier le fait que de plus en plus l'activité politique se situe à l'échelle nationale et a pour objet le Parlement. Voir C. Tilly, *Popular Contention in Great Britain, 1758-1834*, *op. cit.*

¹⁷⁷ David R. Fisher, *Survey - 1820-1832 - The Members*, , 2009, (consulté le 26 juillet 2018).

¹⁷⁸ W. O. Aydelotte, « The House of Commons in the 1840s », *History*, 1954, vol. 39, n° 137, p. 254.

¹⁷⁹ P.J. Cain et A.G. Hopkins, *British Imperialism*, *op. cit.*, p. 138.

¹⁸⁰ P. Jupp, *The Governing of Britain, 1688-1848*, *op. cit.*, p. 190. Souligné dans l'original.

¹⁸¹ Lois visant à protéger l'agriculture local en taxant le blé importé. Elles sont dénoncées comme favorisant l'aristocratie et leur abrogation sera l'objectif majeur des libéraux. Voir le chapitre 4.

gouvernements conservateurs, ainsi que l'abolition de l'esclavagisme dans l'Empire (1833) et l'instauration des *New Poor Laws*¹⁸² (1834) par les whigs, démontrent un changement de la conception du rôle de l'État. Malgré ses attributs aristocratiques, l'élite politique britannique adopte peu à peu des principes que nous dirions aujourd'hui libéraux. Au niveau économique, ceci se manifeste par une politique de *laissez-faire* et la levée de barrières protectionnistes. Sur le plan social, c'est plutôt une intervention marquée de l'État, visant à compter, classer et discipliner des pans entiers de la population (pauvres, criminels, enfants, etc.) qui caractérise la période. En ce sens, ce tournant « libéral » implique une croissance de l'appareil étatique — tant sur le plan répressif, avec la création des premières forces de police (1829 pour Londres, 1839 pour l'ensemble de la Grande-Bretagne), qu'au niveau administratif. En effet, la période 1830-1850 voit augmenter la taille de l'État, celui-ci passant de plus de 22 000 employés en 1829 à 29 000 en 1849¹⁸³. En parallèle, l'administration adopte un principe de sélection méritocratique plutôt que de patronage¹⁸⁴.

Durant la seconde moitié du 19^e siècle, le système politique britannique adopte de nouvelles pratiques électorales, assiste à l'émergence d'organisations partisans stables et à l'évolution de sa classe politique. Tout ceci confirme le processus de parlementarisation de la vie politique britannique enclenché au 18^e siècle, tout en nourrissant de nouvelles critiques envers les *Commons*, accusées notamment de reposer entre les mains des nouveaux ploutocrates. Alors qu'en 1840, les députés étaient à 70 % issus de l'aristocratie foncière, les années 1860 voient l'élite industrielle, commerciale et financière devenir une part de plus en plus importante du Parlement. Cette tendance s'accélère par la suite : bien que les conservateurs restent le parti privilégié de l'aristocratie terrienne et des militaires, ils intègrent dans leurs

¹⁸² Modification de l'assistance aux pauvres, largement par des principes libéraux et utilitaristes : la loi supprime l'assistance à domicile, et prévoit l'emprisonnement des vagabonds dans des *workhouses*.

¹⁸³ P. Jupp, *The Governing of Britain, 1688–1848*, *op. cit.*, p. 136.

¹⁸⁴ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. 124.

rangs un nombre croissant de banquiers¹⁸⁵. Les libéraux obtiennent la faveur des classes professionnelles, ainsi que des industriels manufacturiers. Ainsi, en 1892, les propriétaires terriens ne représentent plus que 33 % des MPs : ils sont toujours surreprésentés, mais leur déclin est indéniable¹⁸⁶.

Cette perte de pouvoir, lente, mais constante, de l'aristocratie foncière n'implique pas nécessairement que Westminster devienne une assemblée plus représentative d'un point de vue sociologique. La classe politique britannique continue d'être issue de l'élite économique, tant au niveau national que local. Bien que le cens d'éligibilité soit abrogé en 1858¹⁸⁷, devenir un député est loin d'être à la portée de tous. L'absence de rémunération et l'explosion du coût des élections, assumé par les candidats, limitent fortement les possibilités d'élection des citoyens modestes. À titre d'exemple, entre 1867 et 1883, un MP d'une ville devait payer en moyenne 420 £¹⁸⁸ par année en divers frais administratifs et coûts de campagne, sans compter les coûts de transports et d'hébergement¹⁸⁹. Certes, après l'adoption du *Corrupt Practices Act* en 1883, le coût des élections diminuera quelque peu puisqu'en 1895, les candidats déclareront 750 000 £ en dépenses électorales, comparativement au 1,8 million de 1880¹⁹⁰. Par ailleurs, les premiers ouvriers, portés par leurs *trade-unions* et le Parti libéral, entrent au Parlement en 1874.

Le début du 20^e siècle voit les tendances à la structuration partisane de la vie politique se confirmer. L'émergence de partis de masse (dont le *Labour*, créé en 1901, est probablement le plus emblématique) vient restreindre le pouvoir des Communes.

¹⁸⁵ E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, *op. cit.*, p. 383-384.

¹⁸⁶ P.J. Cain et A.G. Hopkins, *British Imperialism*, *op. cit.*, p. 138. L'Annexe F propose une comparaison de la composition sociale des chambres basses britanniques, étatsuniennes et françaises dans la seconde moitié du 19^e siècle.

¹⁸⁷ W. L. Burn, « Property Qualifications in the House of Commons », *Parliamentary Affairs*, 1 juillet 1949, II, n° 3, p. 274-283.

¹⁸⁸ Environ 45 000 £ en 2018 en tenant compte de l'inflation.

¹⁸⁹ Michael Rush, *The Role of the Member of Parliament Since 1868: From Gentlemen to Players*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 87.

¹⁹⁰ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. 212.

D'origine extraparlamentaire, les partis de masse sont fortement hiérarchisés et regroupent un nombre important d'adhérents, organisés en sections locales. Les *Commons* sont désormais prises entre un Cabinet qui concentre de plus en plus de pouvoirs entre ses mains, et un électorat mobilisé demandant des comptes. En parallèle, la Chambre des Lords voit ses pouvoirs limités par le *Parliament Act* (1911), qui diminue aussi la durée maximale d'une législature de sept à cinq ans. Ces réformes sont notamment dues à deux enjeux différents : le nationalisme irlandais et la question sociale.

Après quelques premières manifestations dans les années 1840, le mouvement nationalisme irlandais se structure en parti politique à partir des années 1870 et met de l'avant des revendications d'autonomie législative (le *Home Rule*¹⁹¹). Cette question dominera l'arène parlementaire entre les années 1880 et 1910. En parallèle, alors que l'économie politique libérale voyait la pauvreté comme un choix individuel, et prônait une intervention minimale de l'État dans l'économie, la fin du 19^e siècle voit en remise en cause de ces préceptes libéraux. Une impression de déclin économique de la Grande-Bretagne, couplée au rattrapage économique de nations comme les États-Unis et l'Allemagne, va nourrir un fort sentiment d'anxiété¹⁹². À partir de 1906, un programme de réformes sociales va venir mettre en place les bases de l'État social britannique¹⁹³. La montée des mouvements socialistes en Europe a aussi son pendant britannique : à partir de 1906, le *Labour Party* devient une force politique non négligeable, particulièrement dans les régions industrielles¹⁹⁴.

¹⁹¹ Projet d'autonomie législative pour Irlande, tout en demeurant sous tutelle britannique. À partir des années 1870, c'est principalement sous cette forme que se manifesterait le nationalisme irlandais.

¹⁹² David Powell, *The Edwardian Crisis: Britain 1901-14*, Londres, Macmillan, 1996, 223 p.

¹⁹³ Pat Thane, *Divided Kingdom: An History of Britain, 1900 to the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018, chap. 1.

¹⁹⁴ Paul Adelman, *The Rise of the Labour Party 1880-1945*, Londres, Routledge, 1996, 156 p ; Gordon Ashton Phillips, *The Rise of the Labour Party, 1893-1931*, Londres, Routledge, 1992.

De manière plus générale, on considère que tant en Europe qu'en Grande-Bretagne, la période est marquée par la transition du parti de notables au parti de masse¹⁹⁵. Cependant, alors qu'en Europe continentale ceci va renforcer la démocratie de partis¹⁹⁶, en Grande-Bretagne, c'est le gouvernement de Cabinet qui domine à partir de 1910. Celui-ci est caractérisé par la prépondérance croissante de l'exécutif face au législatif. Schématiquement, le Parlement perd de son importance et devient une chambre d'entérinement des décisions gouvernementales, le pouvoir se concentre entre les mains du premier ministre alors que le bipartisme règne¹⁹⁷. À la différence d'un pays comme l'Allemagne, les partis politiques ne créent pas de structures délibératives et décisionnelles parallèles au Parlement : c'est le chef de parti, en tant que « dictateur plébiscitaire¹⁹⁸ », qui guide l'orientation politique.

S'achève ainsi ce survol du rôle de Westminster en 1770 et 1920 : la période voit les Communes prendre une place croissante dans la vie politique britannique, de par leur autonomisation vis-à-vis du pouvoir royal et de l'aristocratie terrienne. Finalement, l'élargissement de l'électorat et la montée des partis politiques viendront déplacer le centre du pouvoir vers le Cabinet, considéré comme le dépositaire de la souveraineté populaire.

Avant de quitter Westminster pour examiner l'activité politique extraparlamentaire, il est nécessaire de se pencher brièvement sur la structure du système électoral britannique. Celui-ci résulte d'une évolution peu contrôlée à partir du 15^e siècle. Avant 1688, peu d'élections sont contestées : il n'y a en général qu'un seul candidat, sélectionné de manière informelle par les aristocrates locaux. Entre 1712 et 1802, les deux tiers des circonscriptions voient leurs candidats élus par acclamation¹⁹⁹. Avec la montée en puissance du Parlement, il y a progressivement formalisation des élections,

¹⁹⁵ M. Weber, *Le savant et le politique*, *op. cit.*, p. 99-184.

¹⁹⁶ B. Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, *op. cit.*, p. 264-278.

¹⁹⁷ Daniel-Louis Seiler, *La politique comparée*, Paris, Armand Colin, 1982, p. 74-75.

¹⁹⁸ M. Weber, *Le savant et le politique*, *op. cit.*, p. 148.

¹⁹⁹ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. 16.

qui deviennent un moment de passation de pouvoir. L'arène électorale s'impose comme lieu politique important, notamment pour les différents usages de *democracy*.

Au 18^e siècle, le système électoral britannique est d'abord divisé entre *county* (campagne) et *boroughs* (villes, villages). Au niveau rural, tout homme possédant une propriété lui rapportant un loyer de 40 shillings par an²⁰⁰ a le droit de vote. Considérant la concentration de la propriété foncière en Grande-Bretagne, le nombre d'électeurs est très limité. En ville, on retrouve une seconde division entre 1) le *corporation borough*, où le vote est attaché à une corporation spécifique dont seuls les membres sont électeurs ; 2) le *burgage borough*, où le droit de vote est attaché à une propriété en particulier et non à son occupant ; 3) le *scot and lot borough* où tout individu payant des taxes locales peut voter ; 4) le *freemen borough* où tout citoyen libre obtient le droit de vote (à travers héritage ou occupation). Toutes ces différences mènent à des variations importantes dans la taille de l'électorat, avec des villes où le nombre de votants dépasse le millier, et d'autres où il est inférieur à une centaine — voire des *pocket and rotten boroughs*²⁰¹ où il n'y a que quelques électeurs. Il faut noter que les femmes sont dans l'immense majorité exclues de la sphère électorale, même si quelques-unes exercent leur droit de vote, notamment dans les *burgage* et *freemen boroughs*²⁰². C'est en 1832 que le terme *male* apparaît officiellement dans le *Reform Act* de 1832 et retire formellement le droit de vote aux femmes.

Au regard de ces restrictions, les élections restent un domaine d'action politique réservé aux privilégiés. En chiffres absolus, le lien étroit entre propriété et vote

²⁰⁰ La somme de 40 shillings représente 480 pence. Au 18^e siècle, un travailleur agricole pouvait espérer gagner 10 pence par jour (Gregory Clark, « Farm Wages and Living Standards in the Industrial Revolution: England, 1670-1869 », *The Economic History Review*, 2001, vol. 54, n° 3, p. 477-505.) Les possibilités pour celui-ci d'acquérir une propriété rapportant 40 shillings de loyer par année sont donc à peu près nulles.

²⁰¹ L'expression *rotten borough* désigne un village où, suite aux changements démographiques, le nombre d'électeurs est minime. Un *pocket borough* désigne un village sous l'influence d'un grand propriétaire terrien local. Les deux seront des cibles privilégiées des campagnes réformistes.

²⁰² Hannah Barker et Elaine Chalus (dir.), *Women's History: Britain, 1700-1850, An Introduction*, Londres, Routledge, 2005, p. 220.

permet un accroissement stable de l'électorat au cours du 17^e siècle suite à l'inflation économique. Toutefois, en proportion de la population, qui augmente à un rythme beaucoup plus grand, le pourcentage d'électeurs passe, pour l'Angleterre et le Pays de Galles, de 4,6 % à 3,2 % de la population²⁰³. À partir de la fin du 18^e siècle, les différentes demandes d'élargissement de l'électorat, mais aussi de redécoupage de la carte électorale, ou de changement du mode de scrutin convergent sous l'étiquette de *parliamentary reform*. La demande de réforme parlementaire marquera plusieurs épisodes importants de la vie politique britannique et se concrétisera dans une série de mesures phares : le *First Reform Act* (1832), le *Second Reform Act* (1867), le *Representation of the People Act* (1884), ainsi que le *Representation of the People Act* (1918). Examinons brièvement chacun d'entre eux. Précisons que ces mesures ne concernent que la métropole britannique : la question des transformations politiques de l'Empire sera abordée par la suite.

Il existe un débat historiographique sur les conséquences du *Reform Act* de 1832 : souvent présentée comme un moment décisif de la démocratie britannique, la rupture qu'elle représenterait a été relativisée dans les dernières années²⁰⁴. Adopté par le gouvernement whig de l'Earl Grey²⁰⁵, le *Reform Act* vise surtout à une redistribution des sièges parlementaires afin de suivre les évolutions démographiques dues aux changements économiques du pays. En Angleterre et au Pays de Galles, 143 sièges sont abolis, et 130 nouveaux sont créés, la moitié dans les villes et l'autre dans les campagnes. Par un processus similaire, l'Écosse et l'Irlande verront aussi la représentation de leurs villes augmenter. La seconde mesure importante va

²⁰³ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, op. cit., p. 16-17. L'Annexe D présente une vue longitudinale de l'évolution de l'électorat britannique entre 1790 et 1918.

²⁰⁴ J. Innes, M. Philp et R. Saunders, « The Rise of Democratic Discourse in the Reform Era », art cit ; Jo Eric Khushal Murkens, « Unintended Democracy: Parliamentary Reform in the UK » dans Kelly L. Grotke et Markus J. Prutsch (dir.), *Constitutionalism, Legitimacy, and Power: Nineteenth-Century Experiences*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 351-370 ; John A. Phillips et Charles Wetherell, « The Great Reform Act of 1832 and the Political Modernization of England », *The American Historical Review*, avril 1995, vol. 100, n° 2, p. 411-436.

²⁰⁵ 1764-1845. MP à partir de 1786. Réformiste notoire et premier ministre de 1830 à 1834.

uniformiser la franchise électorale : le *Reform Act* crée deux types d'électeurs, ceux des villes et ceux des campagnes. En ville, tout homme (et pour la première fois, la législation spécifie bien le terme *male*) habitant dans une propriété de 10 £ de valeur obtient le droit de vote. En campagne, une certaine diversité subsiste, mais dans l'ensemble les propriétaires et locataires à long terme obtiennent le droit de vote. Ceci a pour effet de faire passer l'électorat britannique de 516 000 à 813 000 personnes, donnant ainsi le vote à 20 % des hommes adultes²⁰⁶. En d'autres termes, il intègre politiquement les hommes adultes des « *middle classes* » — et c'est dans cette optique qu'il est conçu²⁰⁷.

Trente-cinq ans plus tard, en 1867, le gouvernement conservateur de Lord Derby²⁰⁸ fait passer un autre *Reform Act*. Celui-ci donne droit de vote aux hommes habitant en ville et payant leurs taxes locales (*ratepayers*). Autorisant près d'un demi-million d'électeurs supplémentaires d'un seul coup, la loi contient aussi une légère extension du droit de vote pour les habitants des campagnes, le vote plural pour les universitaires²⁰⁹ et les classes professionnelles et une modeste redistribution des sièges au profit des villes²¹⁰. Avec l'adoption de mesures semblables en Écosse et Irlande, l'électorat britannique va doubler pour passer à près de 16 % de la population²¹¹. Même si les différences nationales, ainsi que celles entre ville et campagne sont marquées²¹². Comme toujours, les colonies ne sont pas concernées. La loi contribue également à la diminution du nombre d'élections par acclamation : après 1867, 30 % des circonscriptions voient un seul candidat se présenter, proportion qui

²⁰⁶ E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, *op. cit.*, p. 217.

²⁰⁷ Susie L. Steinbach, *Understanding the Victorians: Politics, Culture and Society in Nineteenth-Century Britain*, 2^e éd., Londres, Routledge, 2017, p. 44.

²⁰⁸ 1799-1869. Homme politique britannique, élu MP whig en 1822, il rejoint les conservateurs à partir de 1834 avant d'être premier ministre à plusieurs reprises (1852 ; 1858-1859 ; 1868).

²⁰⁹ C'est à dire le fait que les diplômés universitaires peuvent voter à la fois dans leur circonscription de résidence, en plus de désigner un MP pour leur circonscription universitaire.

²¹⁰ E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, *op. cit.*, p. 324.

²¹¹ Neil Johnston, *The History of the Parliamentary Franchise*, Londres, House of Commons Library, 2013, p. 32.

²¹² En proportion des hommes adultes (21 ans), l'électorat est à 36 % en Angleterre et Galles, 25 % en Écosse et 20 % en Irlande (E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, *op. cit.*, p. 325.).

chute à 20 % après 1884²¹³. Ceci illustre le développement d'une nouvelle culture électorale, encouragée notamment par la mise en place du vote par bulletin secret (*Ballot Act*, 1872) et l'encadrement plus serré des élections (*Corrupt Practices Acts*, 1854 et 1883). Peu à peu, pour Vernon, « *the reform of the electoral process at the parish, municipal and parliamentary levels prioritized opinion over influence, and the representation of individuals over interests*²¹⁴. »

Une telle évolution des pratiques électorales entraîne une mutation des partis politiques : la nécessité d'identifier et d'enregistrer les nouveaux électeurs après 1867 va contribuer à l'émergence de nouvelles organisations politiques professionnelles. Les conservateurs établissent la *National Union of Conservative and Constitutional Associations* (NUCCA) dès 1867. La NUCCA crée des comités locaux et facilite la sélection des candidats. Les libéraux répliqueront avec la création la *Liberal Central Association* (1874), et surtout de la *National Liberal Foundation* (NLF) en 1877. Bien que tentant d'imposer une certaine professionnalisation de la politique, notamment à travers l'idée du caucus, importé des États-Unis, l'impact de ces organisations ne doit pas être surestimé. Manquant de moyens, faisant face à une hostilité des notables locaux, le parti émerge comme intermédiaire entre un député et ses électeurs, mais n'est pas omnipotent²¹⁵. Les MPs perdent en indépendance dans l'arène parlementaire, mais conservent une partie de leur autonomie en dehors. Selon Vernon, durant la seconde moitié du 19^e siècle, « *although parties had not taken control of the political process, either in Parliament or 'out of doors' [...], by 1885 they were on their way to doing so*²¹⁶. »

Ceci est d'autant plus vrai que 1884 voit l'adoption d'une nouvelle réforme parlementaire, pilotée par le second gouvernement libéral de William Gladstone. Le

²¹³ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. 211.

²¹⁴ *Ibid.*, p. 212.

²¹⁵ M. Rush, *The Role of the Member of Parliament Since 1868*, *op. cit.*

²¹⁶ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. 216.

Third Reform Act abolit la distinction entre villes et campagnes, tant en donnant le droit de vote à tous ceux s'acquittant de leurs taxes locales ainsi qu'aux locataires payant un loyer annuel d'une valeur de 10 £²¹⁷. Cette réforme va porter l'électorat à 60 % des hommes adultes, tout en continuant d'exclure les femmes, les mineurs, une partie des classes populaires et les peuples colonisés. Un peu moins de 30 % de la population britannique a donc le droit de vote²¹⁸. Bien que certains conservateurs décrient cette extension, le débat est beaucoup moins acerbe qu'en 1832 et même qu'en 1867, puisque le leader tory, Lord Salisbury²¹⁹, en accepte le principe en échange d'une promesse d'un redécoupage de la carte électorale. Adopté en 1885, le *Redistribution Act* crée des circonscriptions électorales égales, d'approximativement 50 000 électeurs, et uniformise la répartition géographique des sièges²²⁰.

À l'aube du 20^e siècle, le système électoral britannique est donc caractérisé par un scrutin majoritaire uninominal à un tour, le vote par bulletin secret et des circonscriptions de tailles relativement égales. Toutefois, les propriétaires d'entreprises possèdent deux votes, de même que les universitaires. En 1914, l'électorat avoisine les 7,5 millions, soit 30 % de la population adulte. Les femmes et une bonne partie des classes populaires sont toujours exclues politiquement. Si les femmes propriétaires obtiennent le droit de vote au niveau local en 1869, il faut attendre 1918 pour voir celles de plus de 30 ans ainsi que tous les hommes adultes gagner finalement le droit vote. Suite à la Première Guerre mondiale, l'électorat britannique approche les 20 millions, soit près de 75 % de la population adulte. Mais si, comme nous le verrons, cet élargissement progressif de la sphère électorale a un

²¹⁷ *Ibid.*

²¹⁸ N. Johnston, *The History of the Parliamentary Franchise*, *op. cit.*, p. 37.

²¹⁹ 1830-1903. Fils d'un aristocrate terrien, élu en 1853, secrétaire d'État pour l'Inde (1866-1867, 1874-1878), il devient Leader des conservateurs en 1881. Dernier Premier ministre (1885-1886, 1886-1892, 1895-1902) à siéger dans les Lords, il intègre les unionistes en 1886 et assoit ainsi la domination tory.

²²⁰ E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, *op. cit.*, p. 384.

impact important sur les usages de *democracy* en Grande-Bretagne, il ne faut pas pour autant négliger d'autres formes de participation politique.

2.2.2 *Crowds*: souveraineté populaire, participation éphémère

Le caractère restrictif et élitiste de l'arène politique britannique durant l'intervalle étudié ne signifie toutefois pas que la foule, les *crowds*, ne joue pas un rôle politique important. En effet, au cours du 18^e siècle, malgré une franchise électorale très restrictive et l'absence fréquente de compétition électorale, il ne faut surtout pas conclure à une inactivité politique de ceux et celles exclus de la sphère politique formelle. La participation des classes artisanes, paysannes et moyennes à la vie politique britannique est attestée non seulement pendant les périodes électorales, mais aussi de manière quotidienne²²¹. Cette *praxis* populaire soulève la question des rapports entre Parlement et *crowd*, souveraineté et activité politique, puisqu'il faut se souvenir que « *participation and representation coexisted, and that both as an ideal and as practice the people claimed a representative voice outside elections*²²² ». Commençons par passer en revue les formes prises par la politique populaire.

L'arène politique britannique au 18^e siècle est formellement assez restreinte : un électorat anémique, des élections arrangées et un Parlement aristocratique, autant d'éléments rarement propices à une vie politique ouverte et dynamique. Toutefois, cette image est quelque peu trompeuse : lorsqu'elles ont lieu, les élections sont un évènement qui engage toute la communauté, et pas seulement les électeurs. C'est en partie ce caractère ouvert de la sphère publique britannique qui permet aux *Commons* d'acquérir une certaine légitimité populaire. Pour Price, les rituels entourant l'élection

²²¹ Nicolas Rogers, « Crowds and Political Festival in Georgian England » dans Tim Harris (dir.), *The Politics of the Excluded, c.1500–1850*, Londres, Palgrave, 2001, p. ; Mark Goldie, « The Unacknowledged Republic: Officeholding in Early Modern England » dans Tim Harris (dir.), *The Politics of the Excluded, c.1500–1850*, Londres, Palgrave, 2001, p. 153-194 ; Mark Knights, « Participation and Representation Before Democracy: Petitions and Addresses in Premodern Britain » dans Ian Shapiro et al. (dir.), *Political Representation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 35-58.

²²² M. Knights, « Participation and Representation Before Democracy », art cit, p. 37.

« *were designed to emphasize the limits to oligarchic power. They entered the element of consent into the process of securing and affirming political loyalty and social authority*²²³ ».

En effet, lors des élections on attend des candidats qu'ils dispensent plusieurs faveurs à leur circonscription, notamment sous la forme de banquets, de pots-de-vin ou autres donations, où votants et non-votants (y compris femmes et enfants) sont conviés. Le jour de l'élection, tous les votes sont déclarés publiquement sur les *hustings* (plateforme érigée dans le village pour l'occasion), dans une confusion importante où la liste des électeurs est rarement claire²²⁴. Loin d'une opération pacifiée, les élections sont souvent la scène de confrontations violentes, allant de l'intimidation physique pour empêcher certains électeurs de se rendre aux *hustings*, jusqu'à l'émeute à l'annonce des résultats²²⁵. Bien que pouvant sembler plus festifs que politiques, ces épisodes permettent aux personnes exclues de l'électorat de faire entendre leurs voix. Les élections sont donc un rituel britannique important, et non une simple affaire d'aristocrates, qui incluent potentiellement la population dans son ensemble, donnant parfois lieu à des débordements populaires²²⁶. C'est entre autres cette particularité populaire, voire débonnaire des périodes électorales qui font en sorte que les *Commons* peuvent se présenter comme « *a popular assembly* », malgré leur caractère foncièrement aristocratique sur le plan social.

Par ailleurs, il ne faut pas réduire l'activité politique britannique du 18^e siècle à la question électorale. Encore une fois selon Price, « *the exclusionary tendencies of formal politics were qualified by the dense network of regional and national civic associations, political clubs, coffee shops, newspapers and pamphlet literature that*

²²³ R. Price, *British Society 1680-1880*, *op. cit.*, p. 250.

²²⁴ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. 19.

²²⁵ J.E. Thomas, *Social Disorder in Britain 1750-1850: The Power of the Gentry, Radicalism and Religion in Wales*, Londres, I.B. Tauris, 2011, p. 64-65.

²²⁶ Rohan McWilliam, *Popular politics in nineteenth-century England*, Londres, Routledge, 1998, p. 47.

*comprised the public sphere of politics*²²⁷ ». Pour certains historien-ne-s, c'est durant cette période très active politiquement que plusieurs idées, modèles et pratiques vont structurer le parlementarisme britannique moderne émergent²²⁸. Allant de formes qui nous sont familières, telles que la pétition ou le meeting public, à d'autres qui nous apparaissent maintenant étonnantes (comme que les charivaris ou la destruction de machines des luddites), le répertoire d'action des forces populaires est varié et dynamique.

La question des pratiques politiques des classes populaires et moyennes en Grande-Bretagne soulève l'enjeu de la souveraineté politique. Pour l'élite du pays, il ne fait aucun doute que la constitution britannique partage le pouvoir entre la Couronne, les Lords et les Communes et que c'est dans la coopération entre ces trois instances que réside le pouvoir suprême. Cela n'exclut cependant pas de reconnaître un rôle politique au peuple : celui de se faire entendre, notamment dans des situations exceptionnelles (genèse, crise, guerre civile) ainsi qu'à travers « *the right to petition* ». Sans trop anticiper sur les débats à venir, on peut dire que :

*the canonical Whig account of British constitutional history admitted the right of the people to petition the king [...] and the role of the majesty of the people in extraordinary politics; that is, at moments when the "right of resistance" was legitimate, or in the mythic past, at the moment of social contract*²²⁹.

Au 18^e siècle, une partie de l'élite politique britannique reconnaît donc une souveraineté extraordinaire ou partielle au peuple.

²²⁷ R. Price, *British Society 1680-1880*, op. cit., p. 246.

²²⁸ H.T. Dickinson, *The Politics of the People in Eighteenth-Century Britain*, Londres, Macmillan, 1994 ; G. Burgess et M. Festenstein (dir.), *English Radicalism, 1550-1850*, op. cit. ; Mark Knights, *Representation and Misrepresentation in Later Stuart Britain: Partisanship and Political Culture*, Oxford, New York, Oxford University Press, 2005, 448 p.

²²⁹ Georgina Green, *Majesty of the People: Popular Sovereignty and the Role of the Writer in the 1790s*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 21.

Au 19^e siècle, la participation populaire s'oriente de plus en plus vers des formes plus structurées. L'accent est progressivement mis sur le caractère respectable et rationnel de la participation populaire. Le répertoire d'action des mobilisations collectives tend à se restreindre et à se formaliser, avec d'un côté des actions tolérées, car associées à la classe moyenne, et de l'autre une répression accrue des pratiques populaires. En un sens, une différenciation sociale amplifiée, signifiée par l'apparition d'identités de classes plus ou moins définies, se traduit dans des pratiques politiques différenciées. Ceci est particulièrement visible durant les années 1840 : classes industrielles et classes moyennes émergent chacune avec leurs propres organisations et revendications.

Suite au *Reform Act* de 1832, le nombre d'élections par acclamation diminue, passant de 60 % à 40 %²³⁰, notamment parce qu'il y a plus d'électeurs indépendants pour soutenir des candidatures radicales et libérales. Jumelé à ceci, le caractère toujours ouvert et public des élections permet aux ouvriers et artisans de continuer à faire entendre leurs voix. Par exemple, pendant les élections de 1841 et 1847, le mouvement chartiste présente ses propres candidats, qui durant les rassemblements publics précédant l'élection formelle, remportent généralement le vote populaire à main levée²³¹. Ils sont ensuite battus lors de l'élection officielle. Ainsi, même si le droit de vote reste un privilège restreint, les élections sont inlassablement le lieu de débats, de participation populaire, et parfois de débordements.

Plus encore qu'à travers la sphère électorale, c'est par l'entreprise des associations et des sociétés réformistes que la participation populaire va réellement s'incarner entre 1820 et 1850. D'abord d'origine religieuse, ces structures émergent au 18^e siècle. Cependant, à partir des années 1820, on assiste à un changement d'échelle et à l'établissement d'organisations nationales permanentes. Celles-ci peuvent être

²³⁰ E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, op. cit., p. 217.

²³¹ Malcolm Chase, *Chartism : a new history*, Manchester, Manchester University Press, 2007, p. 178–83, 279–86.

caractérisées comme « *mobilizing and disciplining a massive amount of people through numerous local auxiliaries into a national organization, influencing public opinion through a deluge of tracts and periodicals, mass petitioning [and] fundraising*²³² ». La *Catholic Association*, fondée par Daniel O’Connell²³³ en 1823 pour défendre les droits des Irlandais catholiques est souvent présentée comme modèle de ces nouvelles organisations de masse. Préparant des rassemblements publics au même moment à différents endroits, ouverte à toute personne prête à payer un penny, cette association aura un impact considérable sur la levée des discriminations anticatholiques en Irlande.

Les différentes campagnes réformistes entre 1820 et 1850 prendront de plus en plus des formes similaires : si les finalités changent, les moyens restent les mêmes. Ainsi, les campagnes pour l’abolition de l’esclavagisme, les revendications libre-échangistes de l’*Anti-Corn Law League*, et même le mouvement chartiste, s’organiseront à travers une combinaison d’associations locales et nationales visant à faire pression sur le Parlement. Leurs moyens d’action tendent à converger : rassemblements publics, journaux et pétitions, pressions électorales seront mises au service des différentes causes de la période. Notons par ailleurs que certains de ces moyens sont aussi utilisés par des acteurs politiques conservateurs : par exemple, tant pro-qu’antiesclavagistes useront de la pétition, de même que les protectionnistes et libre-échangistes des années 1840.

Si les organisations de masse convergent dans leurs méthodes d’action, leur caractère de classe s’affirme en parallèle. Après la collaboration entre classes industrielles et classes moyennes qui marque le début du 19^e siècle, une rupture s’opère à partir du

²³² Maartje Janse, « ‘Association Is a Mighty Engine’: Mass Organization and the Machine Metaphor, 1825–1840 » dans Maartje Janse et Henk te Velde (dir.), *Organizing Democracy: Reflections on the Rise of Political Organizations in the Nineteenth Century*, Londres, Palgrave Macmillan, 2017, p. 19.

²³³ 1775-1847. Politicien irlandais qui, après avoir contribué à obtenir l’émancipation catholique, sera MP (1828-1847). Il luttera alors pour l’abrogation de l’Acte d’Union et l’indépendance irlandaise.

Reform Act de 1832. La brève existence de la *National Union of the Working Classes*²³⁴ (1831) et surtout la naissance du mouvement chartiste démontre la volonté d'indépendance des classes populaires, dont les intérêts sont de plus en plus perçus comme étant différents des autres classes sociales. À l'opposé, une association comme l'*Anti-Corn Law League* se présente comme respectable, car émanant des classes moyennes. Ce processus est bien sûr hétérogène : après tout bien des ouvriers et ouvrières se rallieront au combat pour l'abrogation des *Corn Laws*, et plusieurs leaders chartistes sont des gentlemen. Mais comme le souligne Innes, à partir des années 1830, « *as radical reformers recruited to their causes masses of small shopkeepers, artisans, and industrial workers, and the culture of the movement acquired a more plebeian flavour, it became harder for those of higher ranks wholly to identify with it*²³⁵ ». Si l'heure n'est pas encore à la lutte des classes, elle n'est plus nécessairement à la collaboration — et ces divergences auront un impact important sur les usages de *democracy* dans les années 1840.

La seconde moitié du 19^e siècle est surtout caractérisée par l'émergence d'une société civile dite « respectable » : en dehors des sphères étatiques et économiques se développe un espace public dynamique. En continuité avec les campagnes extraparlimentaires des années 1830 et 1840, de nouvelles organisations apparaissent pour faire face aux défis de l'industrialisation. L'explosion du nombre d'œuvres caritatives, l'émergence d'un mouvement de tempérance, ainsi que la popularité d'associations de vulgarisation scientifique marquent la période. Bien que formellement l'apanage des hommes, cette sphère publique est caractérisée par une forte participation féminine — notamment au niveau de la philanthropie²³⁶. En

²³⁴ Fondée par William Lovett, Henry Hetherington et James Watson, elle revendique (sans utiliser le mot *democracy*) une réforme parlementaire avec des élections annuelles, le suffrage masculin adulte, le vote par bulletin et l'abolition du cens d'éligibilité pour les candidats aux élections.

²³⁵ Joanna Innes, « People and Power in British Politics to 1850 » dans Joanna Innes et Mark Philp (dir.), *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 145.

²³⁶ Hugh Cunningham, *The Challenge of Democracy: Britain, 1832-1918*, Harlow, Longman, 2001, p. 75.

parallèle, la naissance d'un mouvement pour la reconnaissance des droits des femmes, que nous examinerons plus en détail dans le chapitre 6, vient complexifier les rapports de genre.

Le développement de cette société civile se manifeste par la transformation de plusieurs pratiques politiques populaires. Globalement, à partir des années 1860, la professionnalisation des partis politiques, ainsi que la mise en place de canaux alternatifs d'expression (tels que la presse et les *trade-unions*), va marginaliser une pratique telle que la pétition²³⁷, tandis que le nombre d'émeutes électorales va aussi en diminuant²³⁸. La presse émerge comme un « quatrième pouvoir » tendant maintenant à l'objectivité et à l'investigation — au contraire des journaux partisans de la première moitié du 19^e²³⁹. On assiste à une croissance exponentielle de la presse, due notamment à différentes avancées technologiques, mais aussi à l'abolition des taxes sur le papier en 1861 par Gladstone²⁴⁰. Ainsi, entre 1856 et 1882, les ventes de journaux augmentent de près de 600 %, tandis que la presse locale connaît aussi un développement soutenu²⁴¹. Tant en termes de contenu que de diffusion, la presse britannique devient un vecteur important de politisation. Elle se fait parfois relais de classe politique — comme quand les discours électoraux de Gladstone sont diffusés avec enthousiasme dans les journaux en 1878-1880 — mais est aussi capable d'influencer la politique gouvernementale.

²³⁷ Henry Miller, « Petition! Petition!! Petition!!!: Petitioning and Political Organization in Britain, 1800–1850 » dans Henk te Velde et Maartje Janse (dir.), *Organizing Democracy: Reflections on the Rise of Political Organizations in the Nineteenth Century*, Londres, Palgrave Macmillan, 2017, p. 43-61.

²³⁸ Donald Richter, « The Role of Mob Riot in Victorian Elections, 1865-1885 », *Victorian Studies*, 1971, vol. 15, n° 1, p. 19-28.

²³⁹ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, op. cit., p. 219.

²⁴⁰ Mark Hampton, *Visions of the Press in Britain, 1850-1950*, Champaign, University of Illinois Press, 2004, p. 36 ; Martin Hewitt, *The Dawn of the Cheap Press in Victorian Britain: The End of the « Taxes on Knowledge », 1849-1869*, Édimbourg, A&C Black, 2013, p. 121.

²⁴¹ H. Cunningham, *The Challenge of Democracy*, op. cit., p. 83,108.

La période voit aussi la reconnaissance officielle des *trade-unions* et leur lente, mais constante ascension. Après le succès des syndicats de métiers qualifiés dans les années 1850, le *Trade Union Congress* (TUC) est formé en 1868 et cherche à représenter plus largement les intérêts du Travail. Bien qu'officiellement reconnus, les syndicats n'ont pas le droit de piquetage et s'organisent donc pour l'obtenir. En 1871, le TUC ne représente que 49 syndicats et 290 000 membres : trois ans plus tard, il regroupe 153 syndicats et 1,2 million de membres²⁴². Suite à cette mobilisation, une série de mesures sociales sont adoptées par Westminster : journée de travail de 10 heures, reconnaissance du piquetage, limitation du travail des enfants, etc. Face aux difficultés économiques des années 1880, un « *new unionism* », de tendance plus socialiste, apparaît. Organisant principalement les travailleurs et travailleuses peu qualifiées, le nombre de syndiqués atteint les 2 millions en 1900²⁴³. Des figures importantes du mouvement socialiste britannique — telles que Ben Tillett²⁴⁴ et Annie Besant²⁴⁵ — jouent un rôle important dans cette mutation syndicale. Les femmes s'impliquent de plus en plus dans le mouvement syndical, mais restent marginalisées : à la fin du siècle, elles ne forment que 3 % des syndiqué-e-s²⁴⁶.

En Grande-Bretagne, le début du 20^e siècle a souvent été décrit comme celui de l'ère des masses²⁴⁷. Pour plusieurs auteur-e-s, l'émergence d'une culture de masse via des activités telles que le music-hall et le football²⁴⁸, ainsi que la concentration de la population dans les villes²⁴⁹, va faire de la foule un acteur marquant de la vie britannique. La persistance de l'importance de la question sociale va contribuer à

²⁴² J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. 223.

²⁴³ *Ibid.*, p. 333.

²⁴⁴ 1860-1943. Syndicaliste, socialiste, MP travailliste à partir de 1917.

²⁴⁵ 1847-1933. Féministe, socialiste, partisane de l'indépendance indienne.

²⁴⁶ E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, *op. cit.*, p. 265.

²⁴⁷ Asa Briggs, « The language of "Mass" and "Masses" in Nineteenth Century England » dans *The Collected Essays of Asa Briggs*, Brighton, Harvester Press, 1985, vol.1, p. 34-54 ; John Carey, *The Intellectuals and the Masses: Pride and Prejudice Among the Literary Intelligentsia 1880-1939*, Main., Londres, Faber & Faber, 1992, 256 p ; Jeremy Jennings, « Masses, démocratie et aristocratie dans la pensée politique en Angleterre », *Mil neuf cent*, 1991, vol. 9, n° 1, p. 99-112.

²⁴⁸ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. 311-317.

²⁴⁹ H. Cunningham, *The Challenge of Democracy*, *op. cit.*, p. 153-159.

dresser un portrait de villes peuplées d'une population appauvrie. Cela amènera notamment plusieurs acteurs politiques à revoir les principes libéraux de non-intervention étatique pour jeter les bases de l'État social. Cette montée des masses est toutefois à contraster avec le développement d'un discours politique centré sur l'identité de classe – particulièrement visible à travers un mouvement socialiste et travailliste de plus en plus fort.

À la fin du 19^e siècle, certains principes fondamentaux de la doctrine libérale commencent à être remis en cause. L'accroissement des inégalités, avec notamment l'émergence de fortunes colossales dans l'industrie et la finance, va peu à peu être perçu comme problématique. Plus précisément, au début du 20^e siècle, une kyrielle d'études sociologiques va démontrer la persistance de la question sociale : malgré les promesses du credo libéral, entre 25 et 30 % de la population vit toujours dans la pauvreté²⁵⁰. Alors que l'éthique victorienne mettait l'accent sur la responsabilité individuelle, ces analyses sociologiques vont illustrer le caractère structurel de la situation. Selon Vernon, « *slowly the poor were being perceived as less of a problem for themselves and more one for society as a whole*²⁵¹. »

Couplée à une compétition économique et impériale accrue, cette redécouverte du problème social va pousser la classe politique britannique à proposer une série de mesures visant à promouvoir une plus grande « *national efficiency* ». Le *New Liberalism* qui émerge alors va combiner défense du libre-échange et réformes sociales. Même si les gouvernements conservateurs avant 1905 font quelques pas dans cette direction (*Elementary Education Act* de 1891, *Workmen's Compensation Act* de 1897, *Aliens Act* de 1905), ce sont les libéraux qui mettront en place les mesures sociales les plus importantes. On assiste alors à la création d'un système de retraite (*Old Age Pension*, 1909) et de sécurité sociale (*National Insurance*, 1911).

²⁵⁰ Charles Booth, *Life and Labour of the People in Londres*, Londres, Macmillan, 1889, vol. 2/1, 598 p ; Seebohm Rowntree, *Poverty, A Study of Town Life*, Londres, Macmillan, 1901, 437 p.

²⁵¹ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. 278.

Bien que ces réformes soient controversées, c'est surtout leur financement qui fera débat. Pour faire face à ces nouvelles dépenses, le *People's Budget* de David Lloyd George²⁵² présenté en 1909, propose d'imposer les classes supérieures. L'émergence d'un État social britannique est bien sûr à inscrire dans un contexte européen plus large, marqué par la mise en place de mesures semblables en Allemagne, puis à travers l'Europe²⁵³.

Cette nouvelle orientation idéologique doit aussi se comprendre à l'aune de la force du mouvement travailliste. Le poids électoral grandissant du *Labour* est ici un facteur, mais le militantisme syndical renouvelé en est un autre. À partir des années 1880 s'ouvre une nouvelle vague de syndicalisation, qui met l'accent sur la main-d'œuvre peu qualifiée. Le nombre de membres des *trade-unions* va exploser : il passe de 2 millions en 1900 à 2,5 millions en 1910 pour finalement atteindre 4,1 millions en 1913²⁵⁴. Composé à 90 % d'hommes, le mouvement syndical continue « *to imagine the ideal member as skiller, native, male head of household*²⁵⁵. » Les années 1910 à 1914 sont parfois nommées *The Great Labour Unrest*, soulignant une période de fort militantisme syndical, marquée par plusieurs grèves d'importance, particulièrement dans les transports et l'industrie minière²⁵⁶. Durant cette période près de 70 millions de journées de travail sont perdues suite à des grèves, et le gouvernement accordera aux grévistes plusieurs concessions, notamment en termes de salaires, d'heures de travail et de négociation collectives. Encore une fois, ces

²⁵² 1863-1945. Avocat d'origine galloise, MP libéral à partir de 1890, Chancelier de l'Échiquier de 1908 à 1915, puis premier ministre de 1916 à 1922.

²⁵³ E.P. Hennock, *British Social Reform and German Precedents: The Case of Social Insurance 1880-1914*, Oxford, Clarendon Press, 1987 ; Susan Pedersen, *Family, Dependence, and the Origins of the Welfare State: Britain and France, 1914-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

²⁵⁴ E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, *op. cit.*, p. 432 ; S.L. Steinbach, *Understanding the Victorians*, *op. cit.*, p. 62.

²⁵⁵ S.L. Steinbach, *Understanding the Victorians*, *op. cit.*, p. 63.

²⁵⁶ Yann Béliard, « Introduction: Revisiting the Great Labour Unrest, 1911-1914 », *Labour History Review*, 2014, vol. 79, n° 1, p. 1-17.

dynamiques, malgré leurs spécificités britanniques, s'inscrivent dans un contexte européen caractérisé par la montée des mouvements socialistes et syndicaux²⁵⁷.

De la même manière, le mouvement suffragiste britannique, qui réclame le droit de vote pour les femmes lors des élections parlementaires, s'inscrit dans une dynamique globale²⁵⁸. Bien qu'ayant ses racines dans la seconde moitié du 19^e siècle, les revendications suffragistes deviennent d'une actualité brûlante dans les années qui précèdent la Première Guerre mondiale. À partir de 1904, les suffragistes — et leur pendant radical, les suffragettes — vont multiplier les coups d'éclats et les actions directes. Ce militantisme va inquiéter plusieurs acteurs politiques conservateurs et libéraux, tandis que les travaillistes tenteront d'orienter ces énergies vers l'arène électorale. La tendance lourde du début du 20^e siècle est clairement à la parlementarisation de la vie politique : tant le mouvement ouvrier que le mouvement suffragiste dirigent leurs actions politiques vers Westminster. Si, comme le souligne Vernon, il y a au cours de cette période une remise en question de l'économie politique libérale, cela ne se traduit pas nécessairement par une transformation des pratiques politiques. À la fin de la Première Guerre mondiale, l'activité politique populaire est fortement encadrée, tant au niveau partisan que syndical ou suffragiste.

2.2.3 *Conquest*: colonisation et industrialisation

Troisièmes pièces du triptyque, les processus de colonisation et d'industrialisation britanniques nous permettent à la fois d'ancrer le cas de la Grande-Bretagne dans un contexte global, mais aussi de souligner les transformations socioéconomiques ayant lieu au cours de notre période. Bien qu'elle débute au 16^e siècle, c'est au cours du

²⁵⁷ Marcel van der Linden et Jürgen Rojahn (dir.), *The Formation of Labour Movements, 1870-1914: An International Perspective*, Leiden, Brill, 1990, 482 p ; Marcel Van Der Linden, *Transnational Labour History: Explorations*, Londres, Routledge, 2003, chap. 3.

²⁵⁸ Antoinette Burton, « The Feminist Quest for Identity: British Imperial Suffragism and “Global Sisterhood” 1900-1915 », *Journal of Women's History*, 1991, vol. 3, n° 2, p. 46-81 ; Francisco O. Ramirez, Yasemin Soysal et Suzanne Shanahan, « The Changing Logic of Political Citizenship: Cross-National Acquisition of Women's Suffrage Rights, 1890 to 1990 », *American Sociological Review*, 1997, vol. 62, n° 5, p. 735-745.

18^e siècle que l'entreprise impériale britannique passe à la vitesse supérieure et finit par changer de nature²⁵⁹. L'Empire est nourri par le développement des secteurs financiers et commerciaux britanniques, ce qui va structurer notamment la révolution industrielle britannique. Ce double processus de colonisation et d'industrialisation aura des impacts intérieurs importants, surtout sur le développement des rapports de classes sociales. Toutefois, à court terme, il faut souligner que ces conquêtes transformeront également, à la suite de 1763, la relation métropole-colonies et enclencheront le processus révolutionnaire étatsunien²⁶⁰. Ceci aura un effet direct sur les utilisations du mot *democracy*, comme nous le verrons dans le chapitre subséquent. Afin de comprendre cela, il faut donc revenir quelque peu en arrière.

Dès le 16^e siècle, avec la colonisation de l'Irlande, l'État britannique débute une politique d'expansion territoriale et commerciale agressive²⁶¹. Il passe réellement à un empire mondial entre 1688 et 1763. Loin des territoires acquis par inadvertance (« *in a fit of absence of mind* ») comme le voudraient certains historiens du 19^e siècle²⁶², ce « Premier Empire » résulte d'actions lucides menées par le Parlement. Par exemple, l'État britannique est spécialement dépendant des droits de douane pour son financement, ce qui l'oriente vers une stratégie particulière, la *blue water policy*, pour assurer une mainmise sur les mers et favoriser les échanges internationaux²⁶³. Ainsi, pour les Britanniques du 17^e siècle, « *national wealth depended on expanding England's control of the circulation of goods*²⁶⁴ ».

²⁵⁹ Une illustration de l'expansion territoriale impériale britannique est disponible en Annexe E.

²⁶⁰ Aziz Rana, *The Two Faces of American Freedom*, Cambridge, Harvard University Press, 2011, 432 p.

²⁶¹ Ellen Meiksins-Wood, *Empire of Capital*, Londres, Verso, 2002.

²⁶² John Robert Seeley, *The Expansion of England: Two Courses of Lectures*, Londres, Macmillan, 1883, 309 p.

²⁶³ P.J. Cain et A.G. Hopkins, *British Imperialism, op. cit.*, p. 92.

²⁶⁴ R. Price, *British Society 1680-1880, op. cit.*, p. 56.

Sans entrer dans un débat sur la nature mercantiliste ou non de ce système commercial²⁶⁵, il n'est pas difficile de mesurer l'impact de cette conception commercialo-impérialiste de l'économie. La traite d'esclaves africains est évidemment l'exemple le plus clair d'une des manières dont la société britannique a été construite à travers l'entreprise impériale. L'importation de matières premières (tabac, sucre puis coton) en Grande-Bretagne dépend alors du travail des esclaves dans les colonies. Ces produits sont seulement en partie transformés sur le sol britannique et ensuite souvent réexportés vers l'Europe, illustrant ainsi le caractère d'entrepôt plutôt que d'atelier des îles britanniques²⁶⁶. Certaines marchandises — notamment rhum et textiles — sont échangées sur la côte ouest-africaine contre des esclaves ramenés par la suite en Amérique²⁶⁷. Dans cette traite cruelle, la maîtrise des mers — tant du côté militaire que commercial — se révèle un avantage décisif pour la Grande-Bretagne en lui permettant de dominer le transport atlantique d'esclaves tout au long du 18^e siècle.

Bien que l'importance économique du commerce d'esclaves dans le financement de la révolution industrielle soit encore débattue, ses conséquences ont été cruciales. L'esclavagisme devient un moteur considérable du secteur financier britannique au 18^e siècle, encouragé par les forces politiques et commerciales du pays²⁶⁸. Plus encore, il peut être considéré comme un laboratoire social d'importance : la plantation caraïbe inspirera ainsi la manufacture britannique, tant en termes de division et d'organisation du travail, qu'au niveau de la discipline, de la différenciation selon le genre ou l'âge, ou du temps de travail²⁶⁹. Au 19^e siècle, l'abolition de la traite des esclaves (1807) et de l'esclavage à travers l'Empire (1833) soulève le problème de la

²⁶⁵ Steve Pincus, « Rethinking Mercantilism: Political Economy, the British Empire, and the Atlantic World in the Seventeenth and Eighteenth Centuries », *The William and Mary Quarterly*, 1 janvier 2012, vol. 69, p. 3-34.

²⁶⁶ R. Price, *British Society 1680-1880, op. cit.*, p. 60.

²⁶⁷ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present, op. cit.*, p. 82-83.

²⁶⁸ James Walvin, « The Slave Trade, Abolition and Public Memory », *Transactions of the Royal Historical Society*, 2009, vol. 19, p. 139-149.

²⁶⁹ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present, op. cit.*, p. 83.

discipline du travail de manière plus aiguë. Elle mènera au maintien de différentes formes de travail forcé tout au long du 19^e siècle, spécialement par l'*indenture work* (engagisme²⁷⁰) en Inde et dans les Caraïbes²⁷¹. Le travail forcé est aussi une réalité sur le sol britannique, qu'il prenne la forme de l'engagisme dans les mines Écosse ou des *poor houses* qui enferment vagabonds et migrants dans des conditions inhumaines²⁷².

Par ailleurs, il faut noter que le développement de l'Empire, et particulièrement de son bras armé, joue un rôle important dans l'émergence de l'industrie britannique. Comme le rappelle Brewer, les premiers complexes industriels modernes ne furent pas les manufactures de coton du Lancashire, mais les ateliers de la *Royal Navy*. Comptant plus de 8000 employés sur les chantiers navals de Portsmouth et Plymouth, « *the navy was thus one of the largest single employers of civilian labour in eighteenth-century England*²⁷³ ». Colossale entreprise industrielle, logistique et humaine, l'expansion impériale nourrit l'économie britannique par bien des chemins.

Pour Kenneth Pomeranz, l'esclavagisme et le projet colonial dans son ensemble sont des phénomènes fondamentaux pour expliquer l'évolution de l'économie britannique au cours des 18^e et 19^e siècles. À l'époque, la croissance économique est principalement limitée par deux facteurs : la terre et l'énergie²⁷⁴. Jusqu'à la fin du 18^e siècle, l'économie de l'ensemble des sociétés humaines est organique, c'est-à-dire que toute production dépend de matières premières végétales ou animales. C'est donc le cycle de régénération de la nature qui détermine les limites de la production : tant en agriculture qu'en métallurgie (qui dépend du bois pour fondre les métaux) par

²⁷⁰ L'*indenture work* ou *servitude* consiste en un contrat (volontaire ou forcé) entre un individu et un employeur, où le premier se met à la disposition du second pour 5 à 7 ans. Dans l'Empire britannique, ces contrats servaient à payer le voyage ou à forcer la main-d'œuvre indienne à travailler après 1833.

²⁷¹ R. Price, *British Society 1680-1880*, *op. cit.*, p. 63-64.

²⁷² Domenico Losurdo, *Liberalism: A Counter-History*, Londres, Verso, 2011, chap. 3.

²⁷³ J. Brewer, *The Sinews of Power: War, Money and the English State, 1688-1783*, *op. cit.*, p. 28.

²⁷⁴ Kenneth Pomeranz, *The Great Divergence: China, Europe, and the Making of the Modern World Economy*, Princeton, Princeton University Press, 2000, p. 23.

exemple, les ressources doivent être renouvelées au rythme des saisons²⁷⁵. La Grande-Bretagne est néanmoins capable de dépasser ces contraintes à travers l'entreprise impériale et son développement industriel.

L'Empire permet de limiter les pressions sur le sol, tant à travers ses colonies de peuplement en Amérique du Nord, qu'avec l'importation d'aliments. Par ailleurs, la production économique peut croître plus rapidement grâce aux ressources énergétiques que procure l'esclavagisme. En d'autres mots, « *the exploitation of the New World made it unnecessary to mobilize the huge numbers of additional workers who would have been needed to use Europe's own land in much more intensive and ecologically sustainable ways*²⁷⁶ ». À ces deux éléments s'ajoute une disponibilité particulière de ressources charbonnières en Grande-Bretagne, ce qui favorise l'adoption du charbon comme source d'énergie primaire — tant au niveau domestique que manufacturier et industriel. Prasannan Parthasarathi, en comparant les trajectoires de l'Inde et la Grande-Bretagne, affirme que ce sont les pressions écologiques et économiques mondiales qui vont amener les Britanniques à la « *substitution of coal for wood, which sparked the development of the steam engine, new techniques for the smelting of iron and eventually new means of transport, including the railway and steamship*²⁷⁷ ».

De manière générale, l'historiographie britannique remet de plus en plus en question le caractère insulaire et révolutionnaire de la « révolution » industrielle. Elle tend à souligner l'importance des dynamiques globales à l'œuvre, ainsi que la continuité dans les changements économiques du 18^e et 19^e siècle. Tel que le résume Vernon :

Britain's imperial economy grew because the British state developed a mercantilist

²⁷⁵ E. A. Wrigley, *Energy and the English Industrial Revolution*, Cambridge ; New York, Cambridge University Press, 2010, p. 9.

²⁷⁶ K. Pomeranz, *The Great Divergence, op. cit.*, p. 264.

²⁷⁷ Prasannan Parthasarathi, *Why Europe Grew Rich and Asia Did Not: Global Economic Divergence, 1600–1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, p. 2.

*grip upon it, while new ideas and new ways of organizing labour transformed methods of production in agriculture and industry, some of which were fuelled by the availability of coal and financed by the surplus capital generated by landed income, slavery and the dramatic profits generated by trade and manufacturing*²⁷⁸.

Dans la première moitié du 19^e siècle, industrialisation et Empire en viendront à être de plus en plus liés, notamment à travers l'adoption du credo libre-échangiste.

Les années 1830 voient une seconde vague d'industrialisation, nourrie par le charbon et l'acier, développer un réseau de chemins de fer à l'échelle nationale et de bateaux à vapeur au niveau international. L'économie britannique se globalise, important de plus en plus de ressources de l'étranger, et surtout des colonies, tout en devenant un nexus mondial en matière de logistiques, financiers et industriels. La dimension économique de l'Empire est de plus en plus soulignée par les acteurs politiques contemporains, qui considèrent l'entreprise impériale comme essentielle au maintien de la puissance britannique²⁷⁹. Le développement de ces réseaux de transports n'est d'ailleurs pas étranger à l'attitude libre-échangiste qui commence à dominer chez l'élite britannique. L'accroissement de la dimension impériale du modèle britannique est particulièrement important pour notre propos dans le cadre des usages comparatifs de *democracy*.

En effet, c'est à cette époque que la distinction entre les colonies de peuplement blanches (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande) et celles sous tutelle britannique (Caraïbes, mais surtout Inde, puis colonies africaines dans un second temps) se creuse²⁸⁰. D'un côté, les premières voient d'abord leurs économies, mais surtout leurs institutions politiques s'autonomiser et se libéraliser. Suite aux Rébellions de 1837-1838, le Canada gagne une certaine indépendance législative dans les années 1840, formalisée en 1867 avec le *British North America Act*. La Nouvelle-Zélande obtient un gouvernement responsable en 1852, peu après l'Australie (1850). Bien sûr, dans

²⁷⁸ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. 97.

²⁷⁹ E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, *op. cit.*, p. 192.

²⁸⁰ S.L. Steinbach, *Understanding the Victorians*, *op. cit.*, p. 78.

ces colonies, les populations autochtones, les femmes et une partie des classes populaires sont, comme en Grande-Bretagne, exclues de l'arène politique. Toutefois, un suffrage censitaire moins restrictif fera en sorte qu'elles seront souvent considérées comme plus *democratic* que la métropole britannique. Comme nous le verrons, ces comparaisons joueront un rôle de plus en plus considérable dans les usages de *democracy*. Ceci illustre le fait que le terme de plus en plus est conçu comme une étiquette nationale, à réaliser seulement dans le cadre des dominions blancs, tandis que les peuples autochtones doivent subir le despotisme éclairé de Londres.

Après 1850, ces deux tendances se confirment : d'une part l'importance économique de l'Empire, qui fournit une part croissante des importations britanniques, et des débouchés pour les exportations²⁸¹. L'Inde, en particulier, est un élément clef pour compenser le déficit commercial de la Grande-Bretagne avec le reste du monde. D'autre part, la tendance à l'autodétermination des colonies de peuplement blanches et inversement, le contrôle accru des territoires à majorité autochtones. Ceci est en partie dû à une série de conflits au sein de l'Empire britannique qui bouleverse les rapports sociaux de race alors en place. La révolte des cipayes (1857), les guerres maories (1861-1865), ainsi que la rébellion de Morant Bay (1865) en Jamaïque ont différentes origines, mais concernent toutes les trois les droits des populations racisées de l'Empire. Ces incidents, brutalement réprimés, vont convaincre « *the British public and government that nonwhite natives [are] inherently violent, and that governing them with a firm hand [is] more important than protecting their political rights*²⁸². » La mission civilisatrice britannique se voit réaffirmée²⁸³. Le degré de répression des mouvements populaires dans les colonies reste d'ailleurs incomparablement plus élevé qu'au Royaume-Uni²⁸⁴.

²⁸¹ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present, op. cit.*, p. 237-238.

²⁸² S.L. Steinbach, *Understanding the Victorians, op. cit.*, p. 78.

²⁸³ Mark Tunick, « Tolerant Imperialism: John Stuart Mill's Defense of British Rule in India », *The Review of Politics*, 2006, vol. 68, n° 4, p. 586-611.

²⁸⁴ Richard Gott, *Britain's Empire: Resistance, Repression and Revolt*, Londres, Verso, 2012, 576 p.

Au cours de la seconde moitié du 19^e siècle, l'expansion territoriale et démographique de l'Empire est marquée : d'environ 11 449 000 km² et plus de 174 millions d'habitants en 1861, on passe à près de 28 490 000 km² et 372 millions en 1891²⁸⁵. Cette expansion est particulièrement forte en Afrique où, après la Conférence de Berlin (1885), les puissances européennes infligent leur domination. Cette croissance est aussi économique : les investissements à l'étranger britanniques passent de 264 millions de livres en 1850 à 2 000 millions en 1900, le taux de rendement grimant pour sa part de 9,4 % à plus de 100 %²⁸⁶. C'est au cours de cette période que l'Empire s'impose comme icône culturelle, symbole de la supériorité britannique sur le monde. Mais c'est aussi d'une certaine manière à ce moment que les Britanniques prennent conscience de sa fragilité, comme l'illustrent les difficultés lors de la Seconde Guerre des Boers (1899-1902)²⁸⁷.

La fin du 19^e siècle est aussi marquée par un ralentissement économique mondial, qui va favoriser la mise en œuvre de politiques protectionnistes dans les économies émergentes et rivales des États-Unis et de l'Allemagne. À l'aube de la Première Guerre mondiale, en 1911, la majorité des emplois se retrouvent dans des secteurs tels que le service domestique, la métallurgie, les transports et la construction, tandis que l'agriculture connaît un déclin soutenu²⁸⁸. La Grande-Bretagne est donc bel et bien, à travers son Empire, mais plus largement son intégration à l'économie mondiale devenue une société industrielle mature, marquée par la perte de pouvoir de l'aristocratie foncière, et la montée en puissance des classes moyennes et laborieuses²⁸⁹. Mais au début du 20^e siècle, cette société est aussi caractérisée par une contestation soutenue des rapports sociaux de classe (mouvement socialiste), de genre

²⁸⁵ Great Britain Census Office, « Area and Population of the British Empire » dans *1861 Census*, Londres, Routledge, 1861, p. ; Great Britain Census Office, « The British Empire » dans *1891 Census*, Londres, Routledge, 1891, p.

²⁸⁶ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, op. cit., p. 179.

²⁸⁷ E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, op. cit., p. 379.

²⁸⁸ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, op. cit., p. 181.

²⁸⁹ E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, op. cit., p. 238.

(suffragettes) et de race (mouvements indépendantistes au sein de l'Empire). Ces dynamiques sociétales sont particulièrement importantes à saisir pour comprendre les usages de *democracy* qui ont alors cours. L'émergence d'une société industrielle contribue au développement d'un vocabulaire socialiste marqué par la revendication d'une *social-democracy*. Le mouvement suffragiste va éventuellement revendiquer le droit de vote au nom d'un égalitarisme démocratique tandis que les mouvements nationalistes décrient l'iniquité de l'impérialisme britannique.

Cette section visait à présenter les grandes lignes de l'évolution politique de la Grande-Bretagne en 1770 et 1920 — ainsi qu'à examiner certaines de ses transformations sociales et économiques. Suivant les travaux de Vernon, nous considérerons que la période étudiée est marquée par l'émergence, la stabilisation et la (partielle) remise en question d'une économie politique libérale. Le Parlement, plus particulièrement les Communes, acquiert une place croissante au sein de la vie politique britannique, tandis que la sphère électorale s'agrandit progressivement. La participation politique des classes populaires prend pour sa part des formes variées, allant de l'émeute au vote, en passant par la pétition. Celle-ci se structure de plus en plus dans des organisations spécialisées (syndicats, associations, etc.) au cours du 19^e siècle. Finalement, la période 1770-1920 est sous-tendue par un double processus d'industrialisation économique et d'expansion impériale se renforçant mutuellement. Ces dynamiques viendront transformer la composition sociale de la Grande-Bretagne, en plus d'intégrer celle-ci de manière accrue dans les flux transnationaux. Cette lecture tripartite de l'évolution de la société britannique nous servira pour comprendre les différents sens pris par le terme *democracy* au même moment. Mais auparavant, nous allons tenter de clarifier ce que le mot signifie avant que ne débute réellement notre investigation.

2.3 *Democracy* avant 1770 : topographie

À la fin du 18^e siècle, le terme *democracy* va se retrouver, après des siècles de relative stabilité dénotative et connotative, au centre d'une série de controverses politiques et conceptuelles qui vont affecter sa signification. Avant de tracer le parcours de son sens entre 1775 et 1801, il nous apparaît important de procéder à un état des lieux : que signifie *democracy* au début des années 1770 ? Par qui est-il utilisé ? Dans quel contexte ?

Brièvement, on peut dire qu'avant la fin du 18^e siècle, c'est un mot peu ordinaire, réservé aux spécialistes de la philosophie politique, voire antique. Si on peut aussi dégager plusieurs éléments communs que partagent *democracy* et ses équivalences européennes (*démocratie*, *demokratie*, *democracia*, *democrazia*), on observe également une spécificité britannique, due à un contexte constitutionnel dominé par une théorie du gouvernement mixte. Comme plusieurs l'ont souligné, le mot *democracy* dans le cas européen (et ses dérivés — *democrat*, *democratic*, *democratical*, etc.) est peu utilisé avant 1770²⁹⁰. Le nombre d'occurrences d'un terme est un indicateur avec plusieurs limites : il reste tributaire des sources imprimées, il est sujet à des distorsions telles que la croissance de la production littéraire ou encore à des processus de numérisation des corpus. Cependant, à titre indicatif, une recherche dans différentes bases de données et corpus numériques nous permet de tracer le tableau suivant et de constater un accroissement exponentiel du lexique démocratique en Grande-Bretagne à la fin du 18^e siècle.

	1700-1770	1770-1790	1790-1800	Total
Ouvrages (ECCO)	113	86	149	348

²⁹⁰ Joanna Innes et Mark Philp, « Democracy from Book to Life: The Emergence of the Term in Active Political Debate to 1848 » dans Jussi Kurunmäki, Jeppe Nevers et Henk te Velde (dir.), *Democracy in Modern Europe: A Conceptual History*, New York, Berghahn Books, 2018, p. 16-41.

Articles de journaux (BNA)	52	281	775	1108
Total	165	367	924	1456

Tableau 2.1 — Occurrences de « *Democracy* » dans ECCO et BNA

Tel que nous le verrons dans le chapitre suivant, cette explosion des occurrences de *democracy* ne se traduit pas nécessairement pas une diversification des sens : le terme a toujours les trois mêmes significations, mais certains gagnent en importance. *Democracy* reste principalement utilisé pour décrire un régime politique, caractérisé par une souveraineté populaire à l’incarnation institutionnelle floue. Certes, il est aussi parfois utilisé pour désigner les couches populaires, comme dans l’expression « *the democracy of Britain* », conçues ici en opposition à l’aristocratie dans son sens social. Cette opposition aux *aristocrats* amènera d’ailleurs certains acteurs politiques à se dire *democrats*. Finalement, *democracy* défini comme dynamique sociale égalisatrice, usage présent avant 1770, gagnera en popularité suite à la Révolution française. Cependant, ces nouveaux usages, s’ils rendent le portrait plus confus, ne viennent pas fondamentalement le transformer.

2.3.1 Des références antiques et floues

Au début des années 1770, *democracy* ne fait donc pas partie du vocabulaire commun. Par exemple, il est révélateur que Nathan Bailey, dans son dictionnaire paru en 1756, ne juge pas utile de donner une définition du terme *democracy*, alors qu’il en fournit une pour *monarchy* et *aristocracy*²⁹¹. Bien sûr, il est toujours plus difficile

²⁹¹ Nathan Bailey, *An Universal Etymological English Dictionary*, Londres, R. Ware, 1756, 662 p.

de prouver une absence qu'une présence, mais le fait qu'il s'agisse du seul dictionnaire de la seconde moitié du 18^e siècle à ne pas définir le terme est important sur deux points. Premièrement, on constate qu'encore en 1756, le mot est loin de faire partie du quotidien, même dans les cercles intellectuels susceptibles de disposer d'un dictionnaire, puisqu'il ne mérite pas une inclusion dans ce type d'ouvrage. Deuxièmement, une transition s'opère puisqu'à partir de cette période l'inclusion de *democracy* dans les dictionnaires et ouvrages de référence deviendra systématique. Et c'est notamment avec cette popularisation du vocabulaire démocratique que les choses vont se compliquer.

Quand il est utilisé avant la fin du 18^e siècle, *democracy* est avant tout un terme qui sert à qualifier des entités politiques antiques, au premier chef Athènes et, quelquefois, Rome et Carthage. Ceci n'est pas anodin puisque Karen E. Whedbee souligne que tout au long de cette époque, les références à la démocratie de l'Athènes antique sont majoritairement négatives²⁹². Dans le *Complete Dictionary of Arts and Sciences* paru en 1766, *democracy* est défini comme « *the name with a popular government, wherein the supreme power is lodged in the hands of the people: such were Rome and Athens*²⁹³ ». Cette définition est reprise telle quelle dans la première édition de l'*Encyclopædia Britannica*²⁹⁴. Dans cette vision de la *democracy*, c'est le peuple qui est l'acteur politique souverain, mais la manière dont il exerce son autorité est rarement précisée. Ainsi si les hommes libres d'Athènes pouvaient participer à l'Ecclésià, la plèbe romaine se contentait d'élire des tribuns.

²⁹² Karen E. Whedbee, « The Tyranny of Athens: Representations of Rhetorical Democracy in Eighteenth-Century Britain », *Rhetoric Society Quarterly*, 1 septembre 2003, vol. 33, n° 4, p. 65-85. Voir aussi Jennifer Tolbert Roberts, *Athens on Trial: The Antidemocratic Tradition in Western Thought*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1994.

²⁹³ James Fletcher et al., *The complete dictionary of arts and sciences.*, Londres, J. Wilson & J. Fell, 1766, p. 649.

²⁹⁴ William Smellie (dir.), *Encyclopaedia Britannica; or, a Dictionary of Arts and Sciences*, 1^{re} éd., Édinburgh, 1771, vol. 3/3, p. 415.

On retrouve une perspective historique similaire dans le cas des essais et traités politiques. Par exemple, en 1774, Lord Kames²⁹⁵ utilise le terme, dans son *Sketches of the History of Man* (1774-1775), pour qualifier l'Athènes antique et ajoute que : « *a commonwealth, governed by the best citizens, is very different from a democracy, where the mob rules*²⁹⁶ ». L'usage du terme *commonwealth*, utilisé comme forme politique particulière, tendra à s'effacer au cours du 18^e, au profit d'une utilisation comme synonyme d'entité politique²⁹⁷. Quand à *mob*, il est intéressant de souligner que selon Peter Linebaugh, il s'agit d'un mot inventé par les élites britanniques au cours du 18^e siècle pour désigner la foule ingouvernable²⁹⁸. Cette dichotomie entre un régime politique stable (parfois désigné sous le vocable de *commonwealth*, mais surtout de *mixed constitution*) et la *democracy*, où règnent la multitude et l'anarchie, est l'une des constantes des écrits britanniques de l'époque.

Il existe aussi des applications contemporaines de l'étiquette *democracy*. Ainsi, tant le *Complete Dictionary* que l'*Encyclopædia Britannica* qualifient la ville de Bâle en Suisse de démocratie²⁹⁹. De même, si Ephraïm Chambers³⁰⁰ refuse de désigner les républiques modernes de Venise et des Provinces-Unies comme démocratiques (ce sont des aristocraties selon lui), il considère que Bâle et certaines « *free Cities of Germany* » méritent le titre³⁰¹. Seul le cas de la Suisse — et particulièrement de Bâle — semble donc faire consensus et être considéré comme un exemple contemporain de démocratie. Ainsi, William Coxe³⁰², dans son analyse du système politique helvétique, observe que plusieurs cantons suisses sont démocratiques, notamment

²⁹⁵ 1696-1782. Henry Home, Lord Kames, juge écossais, figure importante des Lumières écossaises.

²⁹⁶ Henry Home, *Sketches of the History of Man*, Dublin, James Williams, 1775, vol. 4/3, p. 185.

²⁹⁷ Early Modern Research Group, « Commonwealth », art cit.

²⁹⁸ Peter Linebaugh, *The Londres Hanged: Crime and Civil Society in the Eighteenth Century*, 2^e éd., Londres, Verso, 2006, p. 55.

²⁹⁹ J. Fletcher et al., *The complete dictionary of arts and sciences.*, op. cit., p. 649 ; W. Smellie (dir.), *The Encyclopaedia Britannica*, op. cit., p. 415.

³⁰⁰ 1680-1740. Encyclopédiste, auteur de la *Cyclopaedia* (1728), première encyclopédie britannique.

³⁰¹ Ephraïm Chambers, *Cyclopaedia: or, An Universal Dictionary of Arts and Sciences*, Londres, 1728, vol. 2/1, p. 184.

³⁰² 1747-1828. Historien britannique, connu pour ses travaux sur l'Europe.

parce que tous les hommes de plus 16 ans peuvent voter dans l'assemblée cantonale. Il précise toutefois que « *it is only in these small republics, and in such a state of society, that this kind of general democracy can have place*³⁰³ ». La question du mot *republic* sera examinée dans quelques pages, mais on peut souligner que l'usage qui en est fait ici est à comprendre comme l'opposé d'une monarchie. Ainsi, est républicain, tout « *state in which the power is lodged in more than one*³⁰⁴ ».

À un niveau plus abstrait, dans les ouvrages de référence, qui précèdent les années 1770, *democracy* est généralement défini en fonction du triptyque de la philosophie politique classique : monarchie, aristocratie, démocratie. À chacun de ces termes correspond une localisation différente du pouvoir politique : le monarque dans une monarchie, les nobles dans une aristocratie et le peuple dans une démocratie. Ainsi, Elisha Coles³⁰⁵, l'auteur d'un des premiers dictionnaires anglais (1676), caractérise la démocratie comme « *a government whose magistrates are chosen among and by the People* », par opposition à *monarchy*, « *government by a Monarch; one man (or a woman) ruling alone* » et *aristocracy*, « *government of a Commonwealth by Nobles*³⁰⁶ ». Outre le partage du pouvoir entre un, quelques-uns et le grand nombre, on remarque que la possibilité de représentation politique n'est pas exclue dans une *democracy*.

Au début du 18^e siècle, dans *Cyclopædia*, première encyclopédie en langue anglaise, Chambers propose aussi une définition similaire à celle de Coles :

Democracy : a Form of Government, wherein the Sovereignty, or supreme Authority, is lodged in the People, who exercise the same by Persons of their own Order, deputed

³⁰³ William Coxe, *Sketches of the Natural, Civil, and Political State of Swisserland; in a Series of Letters*, Londres, J. Dodsley, 1779, p. 73.

³⁰⁴ Samuel Johnson, *A Dictionary of the English Language*, 1^{re} éd., Londres, W. Strahan, 1756, vol. 2/2, p. 656.

³⁰⁵ 1640-1680. Lexicographe et sténographe anglais.

³⁰⁶ Elisha Coles, *An English Dictionary*, Londres, Peter Parker, 1677, p. 87, 217, 31.

*for that purpose*³⁰⁷.

Ici, la *democracy* renvoie donc à la fois la localisation de la souveraineté, et son organisation institutionnelle. Deux éléments distincts se détachent des exposés de Coles et Chambers : l'idée d'une magistrature issue du peuple, et choisie par celui-ci. Comme nous le verrons, si la notion d'une assemblée élue par le peuple — ou une partie de celui-ci — était concevable pour les penseurs britanniques, celle d'un gouvernement issu entièrement du peuple était difficilement défendable pour la plupart d'entre eux.

Toutefois, bien souvent, c'est plutôt un certain flou conceptuel qui entoure le vocable de *democracy*. Ainsi, dans *A Dictionary of the English Language* (1755), l'un des dictionnaires le plus complets de l'époque et considérés comme ouvrage de référence par excellence jusqu'à la publication du *Oxford English Dictionary*³⁰⁸, Samuel Johnson³⁰⁹ définit *democracy* comme « *one of the three forms of government; that in which the sovereign power is neither lodged in one man, nor in the nobles, but in the collective body of the people*³¹⁰ ». Mais l'incarnation de cette souveraineté collective reste une inconnue. En fait, cette idée d'une souveraineté populaire est fondamentale aux usages britanniques de *democracy*, mais n'est pas exclusive. Comme nous le verrons, d'autres régimes politiques revendiqueront leur autorité comme découlant du peuple, sans pour autant se qualifier de démocratiques.

2.3.2 Entre tyrannie et monarchie : champ conceptuel

La distinction entre monarchie, aristocratie et démocratie, c'est-à-dire entre pouvoir du monarque, des nobles et du peuple, est déterminante pour la compréhension de

³⁰⁷ E. Chambers, *Cyclopædia: or, An Universal Dictionary of Arts and Sciences, op. cit.*, p. 184.

³⁰⁸ Henry Hitchings, *Defining the World: The Extraordinary Story of Dr Johnson's Dictionary*, Reprint edition., New York, Picador, 2006, 304 p.

³⁰⁹ 1709-1784. Auteur, dramaturge, poète, et plus largement critique littéraire britannique.

³¹⁰ Samuel Johnson, *A Dictionary of the English Language*, 1^{re} éd., Londres, W. Strahan, 1756, vol. 2/1, p. 573.

democracy au début de notre période d'étude. Les exemples cités précédemment, malgré des variations mineures, considèrent que la démocratie se définit par une sorte de pouvoir populaire, opposée à un pouvoir monarchique ou aristocratique. La manière dont elle s'incarne est par contre plus floue. Pour Coles et Chambers, il semble que c'est à travers une magistrature issue du peuple et choisie par celui-ci. Pour leur part, Johnson et les auteurs du *Complete Dictionary* et l'*Encyclopædia Britannica* laissent la question en suspens, se contentant d'identifier « *the collective body of the people* » comme détenteur de l'autorité politique suprême.

Il est intéressant de noter que d'autres termes politiques tels que *despotism* et *tyranny* sont parfois associés dans la philosophie classique à *democracy*, en plus de *monarchy* et *aristocracy*. En effet, la théorie de l'anacyclose développée par Platon et reprise par Polybe et Cicéron veut que chaque régime politique pur soit sujet à la corruption, qui mènerait à une forme dégénérée, avant d'engendrer une nouvelle forme pure³¹¹. Par exemple, selon Polybe, la monarchie, le régime originel, se transformerait en tyrannie quand le roi abuse de son pouvoir créant ainsi une aristocratie quand les nobles, fatigués des abus du roi, s'empareraient du trône. Ceux-ci seraient ensuite portés vers l'oligarchie, ce qui amènerait le peuple à établir une démocratie. Soumis aux démagogues, ce régime descendrait rapidement dans un chaos que Polybe nomme ochlocratie (règne de la foule). De cette instabilité émergerait un homme fort qui rétablirait la monarchie.

Fermement influencés par la philosophie classique, plusieurs auteurs britanniques vont donc considérer la démocratie comme un régime précaire, facilement corrompu, qui mène à la tyrannie. L'enjeu n'est pas tant la peur d'un despotisme démocratique — caractéristique du 19^e siècle — que le désordre politique et qu'on en vienne à confier l'ensemble des pouvoirs à un seul individu. Cette perspective permet de

³¹¹ Platon, *La République*, Paris, Gallimard, 1993, 560 p ; Cicéron, *La République*, Paris, Gallimard, 1994, 336 p ; Polybe, *Histoire*, Paris, Gallimard, 2003, 1512 p.

comprendre la position de Lord Bolingbroke³¹², qui écrit en 1733 : « *if it be unsafe for a people to trust too much power to a prince, it is unsafe for them likewise to keep too much power to themselves. Absolute monarchy is tyranny, but absolute democracy is tyranny and anarchy both*³¹³ ». Selon lui, l'instabilité caractéristique du régime démocratique favorise l'émergence d'hommes forts, qui risquent de confisquer le pouvoir.

Il faut néanmoins souligner que durant les années 1770, cette association entre démocratie et despotisme n'est pas particulièrement prégnante. Ainsi, les ouvrages de référence lient plutôt *despotism* et *tyranny* à la catégorie monarchique. Par exemple, Johnson affirme que le despotisme consiste en un pouvoir absolu, tandis qu'un tyran est « *an absolute monarch governing imperiously*³¹⁴ ». Une caractérisation similaire à celle que l'on retrouve dans le *Complete Dictionary* et dans l'*Encyclopædia Britannica*³¹⁵. Ce rapport entre régime politique autoritaire et monarchie doit se comprendre dans le contexte des 17^e et 18^e siècles, marqué par la montée de l'absolutisme en Europe³¹⁶. Les Britanniques se différencient explicitement de cette tendance, considérant que le despotisme caractérise surtout les régimes orientaux et même de ceux « *of Europe if we except the [italian] republics, England and the Swedish government*³¹⁷ ».

Cet exceptionnalisme britannique trouve son origine dans la théorie du gouvernement mixte mentionnée précédemment, qui veut que la Grande-Bretagne soit un régime caractérisé par un mélange de monarchie (*Crown*), d'aristocratie (*Lords*) et de

³¹² 1678-1751. Homme politique et philosophe britannique.

³¹³ Henry Bolingbroke, *Political Writings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 127.

³¹⁴ S. Johnson, *A Dictionary of the English Language*, *op. cit.*, p. 883 ; S. Johnson, *A Dictionary of the English Language*, *op. cit.*, p. 589.

³¹⁵ William Smellie (dir.), *Encyclopaedia Britannica; or, a Dictionary of Arts and Sciences*, 1^{re} éd., Édimbourg, 1768, vol. 3/2, p. 419 ; W. Smellie (dir.), *The Encyclopaedia Britannica*, *op. cit.*, p. 917 ; J. Fletcher et al., *The complete dictionary of arts and sciences.*, *op. cit.*

³¹⁶ Perry Anderson, *Lineages of the Absolutist State*, Londres, NLB, 1974, 573 p.

³¹⁷ J. Fletcher et al., *The complete dictionary of arts and sciences.*, *op. cit.*, p. 665.

démocratie (*Commons*). Bien que les racines institutionnelles du parlementarisme britannique soient plus complexes, cette lecture de la constitution découle notamment de la théorie cyclique des régimes politiques. En effet, incorporer différents éléments monarchiques, aristocraties et démocratiques au sein d'un même régime, afin de faire fructifier les avantages et d'annuler les désavantages de chacun, est vu comme la seule solution pour atteindre la stabilité politique à travers une constitution idéale. À partir des années 1780, les Communes en elles-mêmes sont conçues comme intégrant les trois éléments, à travers les MPs obtenant leur poste grâce au patronage royal, les héritiers aristocrates élus de par leurs liens familiaux et les parlementaires indépendants s'appuyant sur les électeurs³¹⁸. Ces débats sur la nature des Commons et leur caractère *democratic* seront cruciaux par la suite.

Avant 1770, les termes précis utilisés par les Britanniques pour qualifier leur régime varient, mais tournent autour de cette idée d'équilibre et de mélange des formes politiques. Ainsi, on retrouve surtout les qualificatifs de *limited monarchy* ou de *mixed constitution*, en opposition à la fois aux monarchies absolues, au factionnalisme aristocratique et aux tumultes démocratiques³¹⁹. Comme le résume James Burgh³²⁰, en décrivant sa constitution idéale en 1764 :

*by the mixt form which we have settled, we have endeavour'd to secure our rights and liberties, to preserve a due balance, and keep a happy medium between the tyranny of arbitrary monarchy, the factions of aristocracy, and the anarchy, licentiousness, and wild tumults of a democracy*³²¹.

³¹⁸ Henk te Velde, « Democracy and the Strange Death of Mixed Government in the Nineteenth Century: Great Britain, France and the Netherlands » dans Jussi Kurunmäki, Jeppe Nevers et Henk te Velde (dir.), *Democracy in Modern Europe: A Conceptual History*, New York, Berghahn Books, 2018, p. 44.

³¹⁹ Adam Ferguson, *An Essay on the History of Civil Society*, Londres, T. Cadell, 1776, p. 254.

³²⁰ 1714–1775. Homme politique whig et réformiste, proche notamment de Mary Wollstonecraft.

³²¹ James Burgh, « An Account of the First Settlement, Laws, Form of Government, and Police, of the Cessares » dans Gregory Claeys (dir.), *Utopias of the British Enlightenment*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 88.

Pour sa part, David Hume³²², se demandera explicitement de quel côté penche la Grande-Bretagne dans un essai de 1742 intitulé « *Whether the British government inclines more to absolute monarchy, or to a republic?*³²³ » Il faut noter qu'à cette époque le terme république renvoie en fait à trois éléments distincts. Le premier à ses racines latines « *res publica* », chose publique, est tout simplement une entité politique au sens large. Dans cette utilisation, le terme est généralement traduit par *commonwealth*, comme en témoigne la publication des *Six livres de la République* (1576) de Jean Bodin³²⁴ en *The six Bookes of the Commonweale* (1606)³²⁵. Il faut noter que cet usage de *commonwealth* tend à s'effacer au 18^e siècle³²⁶.

Le second évoque non pas la forme du gouvernement, mais son objet. Un régime républicain gouverne dans l'intérêt du peuple, au contraire d'un despote qui règne pour lui même³²⁷. Toutefois, dans les ouvrages de référence, cet usage de *republic* ne semble pas particulièrement fréquent. En effet, et c'est le troisième élément, le terme généralement renvoie souvent à tout régime politique qui n'est pas monarchique et dans lequel le pouvoir est partagé entre plusieurs individus³²⁸. À ce titre, les cités italiennes (Venise, Florence) ou encore les Pays-Bas et la Suisse sont considérés comme des républiques. Ces républiques, parfois qualifiées de « *popular government* », peuvent aussi être aristocratiques ou démocratiques³²⁹ — suivant ici la distinction de Charles Secondat de Montesquieu³³⁰.

³²² 1711-1776. Philosophe écossais, surtout connu pour sa philosophie rationaliste et empirique.

³²³ David Hume, *Political Essays*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 28-32.

³²⁴ 1530-1596. Juriste et homme politique français, théoricien de la souveraineté politique.

³²⁵ Roland Crahay, Marie-Thérèse Isaac et Marie-Thérèse Lenger, *Bibliographie critique des éditions anciennes de Jean Bodin*, Bruxelles, Académie Royale de Belgique, 1991, p. 179.

³²⁶ Early Modern Research Group, « Commonwealth », art cit.

³²⁷ M. Philp, « English Republicanism in the 1790s », *Journal of Political Philosophy*, 1998, vol. 6, n° 3, p. 241.

³²⁸ Samuel Johnson, *A Dictionary of the English Language*, 3^e éd., Dublin, W.G. Jones, 1768, p. 722.

³²⁹ Charles-Louis Montesquieu, *De l'Esprit des Lois*, Paris, Editions Flammarion, 1980, vol.1.

³³⁰ 1689-1755. Juriste, écrivain et philosophe français, fasciné par la Grande-Bretagne.

Cette distinction n'est pas la seule influence de Montesquieu sur la pensée politique britannique. On retrouve une partie de son raisonnement chez William Blackstone³³¹. Les deux auteurs proposent une analyse de la constitution britannique en termes de *mixed government* et de séparation des pouvoirs³³². Ainsi, Blackstone écrit que :

*the legislature of the kingdom is entrusted to three distinct powers, entirely independent of each other; first, the King; secondly, the Lords spiritual and temporal, which is an aristocratical assembly of persons [...]; and, thirdly, the House of Commons, freely chosen by the people from among themselves, which makes it a kind of democracy*³³³.

On retrouve encore une fois l'idée d'un choix des représentants issus du peuple, par le peuple, comme chez Coles et Chambers. Toutefois, ici, la qualification « *kind of* » ajoutée à *democracy* révèle un refus d'identifier clairement les *Commons* à une démocratie pure, terme connoté négativement. Dès lors, comment s'articule conceptuellement cette différenciation, entre *democracy*, et « *a kind of democracy* » ? C'est que ce nous allons examiner.

2.3.3 Trois traditions : constitutionnalistes, républicains et communalistes

Pour distinguer *democracy* (ou souvent *pure democracy*) et « *a kind of democracy* » (ou souvent *limited democracy*), il faut dans le cas britannique, interroger trois enjeux politiques différents *a minima* : celui de la souveraineté, celui de la médiation et celui de la propriété. Ces trois thématiques sont également mobilisées de manières différentes par trois traditions politiques que l'on peut classer ainsi : les constitutionnalistes (ou autrement dit les parlementaristes), les républicains et les communalistes. Soyons clairs, ces étiquettes ne sont pas celles que s'attribuent les acteurs politiques qui vont être évoqués — tout comme certains des termes que nous

³³¹ 1723-1780. Juriste et politicien tory, connu pour ses *Commentaries on the Laws of England*, Oxford, Clarendon Press, 1765, vol. 4/.

³³² Paul O. Carrese, *The Cloaking of Power: Montesquieu, Blackstone, and the Rise of Judicial Activism*, 2nd ed., Chicago, University of Chicago Press, 2003, p. 111.

³³³ William Blackstone, *Commentaries on the Laws of England*, Oxford, Oxford University Press, 2016, vol. 4/1, p. 41. Nous soulignons.

allons utiliser. Néanmoins, afin de trouver un équilibre entre nominalisme et conceptualisme, nous allons tenter d'isoler sémantiquement ces trois traditions et d'éclairer ainsi leur rapport au vocabulaire démocratique. Le Tableau 2.2 présente de manière synthétique les positionnements de ces différentes perspectives.

Tradition	Constitutionnaliste	Républicaine	Communaliste
1.a État/Souveraineté (origine)	Peuple/Tradition (Monarchie)	Peuple	Peuple
1.b Gouvernement (incarnation)	<i>Crown, Lords & Commons</i>	Sénat/Magistrats/Assemblée	Assemblée
2.a Médium politique	Représentation-incarnation	Représentation-mandat	Représentation-mandat Participation
2.b Acteur politique	Propriétaires	Citoyens-propriétaires	Citoyens
3. Propriété foncière	Inégalitaire	Indépendance	Collective/égalitaire
4. Régime	Régime mixte ; monarchie limitée	République/ <i>Commonwealth</i> ; <i>Self-government</i>	<i>Self-government</i> ; <i>Democracy</i>
5. Partisans	Whigs/torys (ex. Blackstone)	<i>Levellers</i> /Républicains (ex. Harrington)	<i>Diggers</i> (ex. Winstanley)
6. Modèle	Grande-Bretagne	Rome/Sparte	Athènes (—)

Tableau 2.2 — Modèles de traditions politiques britanniques

La catégorie État/souveraineté fait référence à l'origine du pouvoir politique, tandis que le gouvernement renvoie à son incarnation, à la forme institutionnelle de ce pouvoir (1.a et 1.b). Cette distinction entre source et incarnation est présente sous différentes formes dans la philosophie politique, que cela se conçoive par le couple État/gouvernement de Jean Bodin et Thomas Hobbes, souveraineté/gouvernement chez Jean-Jacques Rousseau ou encore pouvoir constituant/pouvoir constitué chez Emmanuel-Joseph Sieyès. Malgré la pluralité des termes, ces différenciations sont toutes dans la même lignée : déterminer où se trouve le pouvoir politique dans les situations d'exception (fondation, crise, révolution) et où il se trouve dans l'état normalisé³³⁴. L'idée de médium politique fait écho ici aux modalités de l'agir politique : représentation (incarnation ou mandat, nous y reviendrons) et/ou participation (2.a). Cette action politique dépend d'acteurs particuliers (2.b). Dans le tableau ci-dessus, la catégorie « Propriété foncière » renvoie à la manière dont est envisagée la division des terres. À la ligne 4, le régime politique, désigne la manière dont le pouvoir politique est réparti au sein de différentes institutions. Finalement, les lignes 5 et 6 donnent d'autres caractéristiques pour différencier ces traditions : leurs partisans dans le contexte britannique et leur modèle historique.

La position constitutionnaliste britannique suppose que la source de la souveraineté politique est issue de la tradition, pour sa tendance tory, ou du peuple, pour les partisans whigs. Toutefois, les deux s'entendent pour dire que l'incarnation de cette souveraineté se situe dans le Parlement, compris comme l'alliance *Crown-Lords-Commons*. Ils sont donc parlementaristes avant tout. Certes, plusieurs débats importants, particulièrement dans la seconde moitié du 18^e siècle, examinent les manières de conserver cet équilibre institutionnel, avec en général les torys favorables à une consolidation de l'autorité royale, tandis que les whigs défendront le rôle des

³³⁴ Richard Tuck, « Democratic sovereignty and democratic government: the sleeping sovereign » dans Richard Bourke et Quentin Skinner (dir.), *Popular Sovereignty in Historical Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016, p. 115-141.

Communes. Malgré ces désaccords, ils ont beaucoup en commun³³⁵. En effet, dans les deux cas, le régime mixte est considéré comme un horizon indépassable. Au niveau de l'action politique, seuls les propriétaires d'un certain niveau d'opulence sont perçus dignes d'être représentés au Parlement à travers les *Lords* et les *Commons*. Cela n'empêche pas le Parlement d'être conçu comme représentant l'ensemble du peuple britannique. En ce qui concerne les acteurs politiques, comme nous l'avons mentionné auparavant, le rôle des propriétaires terriens en politique est disproportionné. Ceci est à la fois reflet et conséquence d'une distribution de la propriété foncière fondamentalement inégalitaire. Somme toute, la position constitutionnaliste s'incarne en Grande-Bretagne à travers les deux faces de la même médaille : torys et whigs. Malgré leurs désaccords sur un nombre important d'enjeux, leurs positions convergent sur la défense et l'admiration d'une monarchie limitée qui se réalise de la manière la plus parfaite dans le modèle britannique.

La tradition républicaine britannique est probablement la plus explicitée et revendiquée des trois positions examinées ici. Au cours du « moment machiavélien³³⁶ » des différentes guerres civiles et conflits qui traversent les îles britanniques au 17^e siècle, une tendance républicaine émerge, posant l'établissement du *Commonwealth* (1649-1660) comme l'incarnation partielle de ses idéaux. Il est possible d'associer plusieurs auteurs à cette tradition : au 17^e siècle, on y retrouve James Harrington³³⁷ et Algernon Sidney³³⁸, voire certains *Levellers*³³⁹, au début du

³³⁵ D. Losurdo, *Liberalism*, op. cit., p. 63.

³³⁶ J.G.A. Pocock, *The Machiavellian Moment: Florentine Political Thought and the Atlantic Republican Tradition*, Princeton, Princeton University Press, 1975.

³³⁷ 1611-1677. Philosophe politique, fortement influencé par Machiavel dans son *Commonwealth of Oceana* (1656), il y décrit une entité politique où une répartition égale de la propriété foncière est considérée comme garante d'un ordre politique stable.

³³⁸ 1623-1683. Auteur, il siège dans le « long Parliament » (1640-1660) et obtint différents postes diplomatiques sous Cromwell. Ses *Discourses Concerning Government*, une réplique républicaine au *Patriarcha* (1680) de Robert Filmer, lui coûtèrent la vie.

³³⁹ Mouvement politique actif durant la guerre civile anglaise (1642-1651). Ils insistaient sur la notion de consentement des gouvernés et revendiquaient une extension du suffrage (excluant les « dépendants » c.-à.-d. serviteurs, femmes, enfants). Ils insistaient aussi sur la tolérance religieuse.

18^e siècle, les *commonwealthmen*³⁴⁰. Enfin, plus tard, Catherine Macaulay³⁴¹, sur laquelle nous reviendrons. Dans cette perspective républicaine, on peut considérer, malgré la diversité des positions, que la souveraineté politique originelle dérive du peuple, et doit se personnifier dans une institution spécifique (une assemblée, des tribuns), modérée par un Sénat aristocratique (et parfois un monarque élu, protecteur, président). La question de la propriété s'avère particulièrement cruciale ici : l'indépendance — politique et morale — du citoyen est garantie par son accès à la propriété foncière. L'idée n'est pas nécessairement de répartir de façon égale la terre entre citoyens, mais surtout d'empêcher une concentration trop importante entre les mains de l'aristocratie. Encore une fois, la propriété détermine l'accès à la sphère politique. Tout en acceptant une logique de représentation-incarnation, la perspective républicaine accorde aussi une certaine importance à l'idée de mandat. Finalement, les républicains invoquent généralement Rome, parfois Sparte, comme modèles, et leur régime idéal se nomme, selon la tendance, *republic*, *commonwealth* ou encore *self-government*.

Ce que nous nommons la tradition communaliste est probablement la moins homogène et la moins explicite des trois. Elle se différencie surtout des deux autres dans son rapport à la souveraineté populaire, qu'elle considère comme source de tout pouvoir politique. Ici, seule l'assemblée populaire (directe ou représentative) est unique dépositaire de la souveraineté — et elle ne saurait être jugulée par des éléments monarchiques ou aristocratiques. Cela implique un rapport différent à l'action politique : pour les *Diggers*³⁴² du 17^e siècle, et par la suite certains réformistes des années 1790, tous les citoyens — au sens masculin — peuvent participer aux affaires publiques. Et cette participation, si elle n'exclut pas la représentation

³⁴⁰ Ici, le terme « *commonwealthmen* » fait référence à certains auteurs se situant dans la lignée des républicains du 17^e, tels John Trenchard (1662-1723) et Thomas Gordon (1691-1750).

³⁴¹ 1731-1791. Historienne britannique, figure whig et républicaine importante.

³⁴² Mouvement politique actif durant la guerre civile anglaise (1642-1651). Se déclarant les *true levellers*, ils peuvent être vus comme une radicalisation de certaines positions des *Levellers* mentionnées précédemment. Ils prônaient notamment la communalisation des terres.

politique, est considérée comme plus organique, plus quotidienne. En fait, les modalités de l’agir politique communaliste sont difficiles à définir, car leur objectif n’est pas politique, mais plutôt social et économique. Ainsi, l’enjeu n’est pas de décrire en détail les institutions politiques, mais plutôt de s’assurer une répartition égalitaire de la terre : l’opposition n’est plus entre électeurs et exclus, mais entre riches et pauvres. Dans cette conception, seule une communalisation — ou une division égale — de la propriété peut garantir la stabilité politique. Il est donc difficile de cerner le modèle politique de ce courant, tout comme le régime souhaité. En conséquence, bien que nous indiquions *Democracy* et Athènes aux lignes 5 et 6 du tableau, il ne s’agit pas de termes revendiqués par ces groupes. Mais dans le sens de « pouvoir du peuple » de *democracy*, c’est possiblement la tradition qui en est le plus près³⁴³.

À ce stade, on peut rappeler la définition de *democracy* généralement acceptée à l’époque : « *a Form of Government, wherein the Sovereignty, or supreme Authority, is lodged in the People, who exercise the same by Persons of their own Order, deputed for that purpose*³⁴⁴ ». Si les constitutionnalistes et républicains peuvent accepter qu’en théorie, le peuple détienne le pouvoir, en pratique, celui-ci doit être modéré, encadré et contrôlé (par les Lords et surtout la Couronne pour les premiers, par un Sénat et magistrats pour les seconds). Ainsi, des trois traditions examinées ici, seule la communaliste pourrait potentiellement accepter ces termes — ce qu’elle ne fait cependant pas. Il s’agit plutôt de l’étiquette que lui attribuent les autres mouvances, surtout les constitutionnalistes.

C’est ici que la différence entre *democracy* et *limited democracy*, ou *democratical element*, prend son importance. L’utilisation de *democracy* en Grande-Bretagne par

³⁴³ Sur les *Levellers*, *Diggers* et plus largement les mouvements du 17^e siècle et leurs rapports avec la *democracy*, voir, C. Cuttica et M. Peltonen (dir.), *Democracy and Anti-Democracy in Early Modern England 1603-1689*, *op. cit.*

³⁴⁴ E. Chambers, *Cyclopædia: or, An Universal Dictionary of Arts and Sciences*, *op. cit.*, p. 184.

les constitutionnalistes et les républicains — les deux tendances dominant le champ politique et intellectuel — fait en sorte que le terme est compris comme l'exercice de la souveraineté populaire sans limites, sans contre-pouvoir. Comme nous le verrons, le cœur de la question ne concerne donc pas la représentation, car si une *pure democracy* peut être représentative ou directe, elle n'en reste pas moins problématique. C'est plutôt la notion de laisser le peuple (ou ses représentants) diriger seul qui effraie l'élite britannique. En ce sens, contrairement à leurs homologues étatsuniens ou français, ils ne souffrent pas d'agoraphobie politique — la peur du peuple assemblé pour se gouverner³⁴⁵ — mais de quelque chose de plus primaire : de démophobie, la peur du peuple tout simplement. Tant pour les constitutionnalistes que pour les républicains, l'idée d'un peuple — et particulièrement des catégories sociales inférieures — se gouvernant sans contre-pouvoir de la part de l'élite politique et sociale est intolérable.

Toutefois, le contexte britannique favorise l'emploi d'un remède à cette peur du peuple : l'incorporation d'un élément démocratique au sein du régime mixte. Tant constitutionnalistes que républicains s'entendent sur l'importance d'une *limited democracy* dans tout régime : Chambre des Communes pour les premiers, assemblée représentative pour les seconds. Bien sûr, il existe d'énormes divergences sur la forme que devrait prendre cet élément démocratique, désaccords qui évolueront à travers le temps. Ainsi, durant la seconde moitié du 18^e siècle, pour les torys, cette forme de démocratie doit être limitée au profit de la Couronne tandis que les whigs demanderont une extension des pouvoirs des *Commons*. Dans la perspective républicaine, l'équilibre entre éléments aristocratiques et démocratiques est vital. Au final, tous acceptent que le pouvoir doit être divisé en différentes composantes, le peuple étant l'une d'elles, bien que n'étant surtout pas la seule.

³⁴⁵ Francis Dupuis-Déri, « Qui a peur du peuple ? Le débat entre l'agoraphobie politique et l'agoraphilie politique », *Variations. Revue internationale de théorie critique*, 1 mars 2011, n° 15.

Il est donc facile de comprendre comment les appels à une participation populaire plus grande seront considérés comme des prises de position en faveur de la *democracy* alors qu'il s'agit bien d'une *limited democracy*. D'autant que l'on est toujours le *democrat* de quelqu'un d'autre. Ainsi, les torys affirment que les whigs veulent renforcer l'élément démocratique pour subvertir le régime mixte britannique. Les whigs accusent les républicains de souhaiter la même chose. Quant aux républicains, ils rejettent majoritairement l'appellation et considéreront plutôt que les démocrates sont les partisans de la tradition communaliste. En d'autres termes, avant 1770, l'étiquette de *democrat* semble souvent attribuée et bien peu revendiquée, processus qui se poursuit tout au long du 19^e siècle.

2.3.4 Entre représentation et législation directe

Avant les années 1770, la question de la représentation politique n'est pas problématisée systématiquement en Grande-Bretagne. Les rapports entre *democracy* et représentation sont alors flous, puisque la manière dont s'incarne la souveraineté populaire est rarement explicitée. Par exemple, la plupart des ouvrages de référence parus avant 1775 ne précisent pas toujours si c'est par une assemblée ouverte à tous les citoyens, ou encore à travers un processus électif qu'elle doit se réaliser. Il faut noter que la représentation démocratique n'est pas nécessairement un enjeu de différenciation entre les différentes tendances politiques britanniques. Ainsi, certains constitutionnalistes et républicains considèrent que *democracy* implique un élément représentatif, tandis que la position inverse sera aussi tenue par des torys, des whigs et des républicains. Ceci est surtout dû au contexte britannique, où les pratiques politiques populaires évoquées précédemment viennent brouiller la frontière entre représentation formelle et informelle, entre représentation et participation³⁴⁶.

Prenons la première proposition, celle d'une relation d'affinité entre *democracy* et représentation. Dans le cadre d'une discussion de la constitution britannique, l'usage

³⁴⁶ M. Knights, « Participation and Representation Before Democracy », art cit.

dominant de *democracy* est de servir à nommer une partie du régime mixte, généralement identifiée aux Communes, conçues comme « *popular assembly* ». Blackstone, éminent porte-parole de la tendance constitutionnaliste, lie explicitement *democracy* et élection. Il affirme que « *in England, where the people do not debate in a collective body, but by representation, the exercise of his sovereignty consists in the choice of representatives*³⁴⁷ ». L'exercice de la souveraineté populaire passe donc par l'élection des représentants aux *Commons*, cette assemblée étant alors l'élément démocratique de la constitution, soit une *limited democracy*.

Catharine Macaulay, figure républicaine importante de la seconde moitié du 18^e siècle³⁴⁸, lie aussi explicitement *democracy* et représentation. Macaulay se fait connaître à partir de 1763 avec la parution du premier volume de son *History of England*, qui propose une lecture prorépublicaine de l'évolution politique britannique³⁴⁹. Si elle utilise peu le terme *democracy* dans ses ouvrages historiques (moins de dix occurrences dans l'ensemble), elle est toutefois l'auteure d'un texte, intitulé *Loose Remarks on Certain Positions to be Found in Mr. Hobbes's [...], With a Short Sketch of a Democratical Form of Government in a letter to Signior Paoli*, publié en 1767 et réédité en 1769. La première partie critique principalement la conception hobbesienne de la nature humaine, ainsi que ses arguments en faveur d'une monarchie absolue. C'est la deuxième section qui est centrale pour notre étude.

Cette partie est adressée au politicien corse Pascal Paoli³⁵⁰, à qui elle propose une constitution modèle pour la Corse³⁵¹. Dès les premières lignes, elle écrit : « *Of all the*

³⁴⁷ W. Blackstone, *Commentaries on the Laws of England*, *op. cit.*, p. 113.

³⁴⁸ Bridget Hill, *The Republican Virago: The Life and Times of Catharine Macaulay*, Oxford, Clarendon Press, 1992, 296 p.

³⁴⁹ Catharine Macaulay, *History of England*, Londres, 1763, vol. 8/.

³⁵⁰ 1725-1807. Homme politique, philosophe et général corse. Il meurt en exil à Londres.

³⁵¹ Depuis 1755, la Corse s'est débarrassée de la tutelle génoise et Paoli cherche à doter le pays d'une nouvelle constitution. Suite à une demande de la part des républicains, Jean-Jacques Rousseau écrit en 1765 un projet de constitution. Celui-ci n'est publié que de manière posthume, ce qui implique que Macaulay n'en a pas connaissance. La question corse est cependant objet d'intérêt chez les intellectuels britanniques. On peut voir le texte de Macaulay comme une manière de coucher ses idées

*various models of republics, which have been exhibited for the instruction of mankind, it is only the democratical system, rightly balanced, which can secure the virtue, liberty and happiness of society*³⁵² ». Fortement inspirée par Harrington et la République romaine, elle suggère ensuite un système composé d'un Sénat électif ainsi que d'une assemblée des représentants, avec une rotation régulière et une distribution égalitaire de la terre. On constate donc qu'un *democratical government* est compatible explicitement avec le principe de représentation.

Quelques années plus tard, dans un autre pamphlet qui est en fait une réponse à un texte d'Edmund Burke, Macaulay proposera une formulation encore plus succincte de sa position sur la relation entre *democracy* et représentation politique. Selon elle, il s'agit d'un axiome politique que « *as democratical power never can be preserved from anarchy without representation, so representation can never be kept free from tyrannical exertions on the rights of the people without rotation*³⁵³ ». On y retrouve encore une fois le précepte harringtonien de rotation des charges de pouvoir, mais aussi une idée amenée à prendre une ampleur importante à la fin du 18^e siècle : sans la représentation politique, la *democracy* est chaotique, voire impossible.

D'autres théoriciens politiques se positionnent différemment et opposent *democracy* et représentation³⁵⁴. En 1756, Burke publie *A Vindication of Natural Society*, une critique du déisme de Lord Bolingbroke. Burke est alors un jeune avocat irlandais,

politiques tout en supportant une cause brûlante d'actualité (*Catharine Macaulay et le projet constitutionnel néo-harringtonien d'une république démocratique pour la Corse*³⁵⁵, 2017.)

³⁵² Catharine Macaulay, *Loose Remarks on Certain Positions to be Found in Mr. Hobbes's Philosophical Rudiments of Government and Society, With a Short Sketch of a Democratical Form of Government, in a Letter to Signior Paol*, Londres, T. Davies, 1767, p.29.

³⁵³ Catharine Macaulay, *Observations on a Pamphlet: Entitled, Thoughts on the Cause of the Present Discontents*, Londres, Edward and Charles Dilly, 1770, p.20.

³⁵⁴ Au 17^e siècle, on peut penser à Hobbes et Sidney qui, malgré leurs différences, considèrent également que la *democracy* est un régime qui inclut la participation directe de tous, et n'implique pas de représentation politique. Thomas Hobbes, *Leviathan*, Londres, Penguin Books, 1985, p.114 ; Algernon Sidney, *Discourses Concerning Government*, Indianapolis, Liberty Fund, 1996, p.63. Sur Hobbes dans une perspective historique, voir Quentin Skinner, « Hobbes on Representation », *European Journal of Philosophy*, août 2005, vol. 13, n° 2, p. 155-184.

récemment arrivé à Londres, promis à une grande carrière. Dans cet ouvrage, il définit la *democracy* comme suit : « *Here the people transacted all public business, or the greater part of it, in their own persons; their laws were made by themselves, and, upon any failure of duty, their officers were accountable to themselves, and to them only*³⁵⁵ ». Il considère qu'Athènes offre l'exemple du premier régime démocratique. Mais celui-ci n'est pas un modèle, car peu après l'établissement de la démocratie :

*A Tyranny immediately supervened; not by a foreign Conquest, not by Accident, but by the very Nature and Constitution of a Democracy. An artful Man became popular, the People had Power in their Hands, and they devolved a considerable Share of their Power upon their Favourite; and the only Use he made of this Power, was to plunge those who gave it into Slavery*³⁵⁶.

En tant que régime politique, la démocratie est donc conçue comme opposée à la représentation, mais aussi suivant ici la théorie de l'anacyclose, comme menant inexorablement à la tyrannie.

Quelque temps avant Burke, Hume avait proposé une formulation particulièrement éclairante de cette relation entre *democracy* et représentation. En 1742, dans un essai sur le principe de « science » politique, il affirme que la Rome antique donnait le pouvoir législatif au peuple entier, sans contre-pouvoir et surtout « *in a collective, not in a representative body* ». Par cette constitution, la société romaine est en fait condamnée à sombrer dans l'anarchie, illustrant ainsi « *the effects of democracy without a representative* ». Quelques pages plus loin, il soutient que « *an hereditary prince, a nobility without vassals, and a people voting by their representatives, form the best MONARCHY, ARISTOCRACY, and DEMOCRACY*³⁵⁷ ». Il semble donc découler de cette analyse qu'une démocratie sans représentation est possible (c'est le cas romain), mais finalement peu souhaitable : l'élection doit venir (re) médier à la

³⁵⁵ Edmund Burke, *A Vindication of Natural Society*, Londres, M. Cooper, 1756, p. 53.

³⁵⁶ *Ibid.*

³⁵⁷ D. Hume, *Political Essays, op. cit.*, p. 5.

relation entre peuple et gouvernants. La position d'Hume fait ressortir que l'opposition entre *democracy* représentative et *democracy* directe n'est peut-être pas aussi tranchée qu'on le pense.

En fait, l'enjeu du débat britannique ne se situe pas sur la question de la représentation en elle-même, mais plutôt sur les modalités de celle-ci. Selon la tradition politique suivie, nous avons affaire à deux idéaux types différents de représentation (qui parfois se recourent) : la représentation-incarnation et la représentation-mandat. La première « implique l'incarnation juridico-politique d'une multiplicité dans un corps unique, plutôt qu'un transfert d'autorité juridique³⁵⁸ », quand la seconde comporte « l'idée de mandat explicite du représenté [...] que ce soit pour représenter une entité vers l'extérieur ou pour désigner un ou des représentants ayant autorité sur toutes les personnes concernées dans un territoire donné³⁵⁹ ». Au 18^e siècle, cette opposition se retrouve dans les traditions politiques évoquées précédemment : les constitutionnalistes (whigs *et* torys) sont plutôt partisans d'une représentation-incarnation, tandis que les républicains articulent leur position en termes de représentation-mandat.

La première position est revendiquée explicitement par Burke, qui défend un modèle de représentation favorisant l'indépendance des élus, selon la formule du *trustee* préférablement à celle du mandataire³⁶⁰. En 1770, une fois élu représentant parlementaire pour Wendover (en Angleterre) et devenu partisan whig, Burke écrit *Thoughts on the Causes of the Present Discontents*. Dans ce texte, il aborde à un moment donné la question des élections. Il considère que « *the popular election of magistrates* » est l'un des « *first advantages of a Free State* ». Il admet que la

³⁵⁸ Yves Sintomer, « Les sens de la représentation politique : usages et mésusages d'une notion », *Raisons politiques*, 27 juin 2013, n° 50, p. 22.

³⁵⁹ *Ibid.*, p. 20.

³⁶⁰ Ici, Burke s'inscrit dans un long débat sur la question des instructions aux députés qui remonte au moins aux débuts du 18^e siècle (M. Knights, « Participation and Representation Before Democracy », art cit, p. 51.)

constitution britannique ne permet pas complètement une telle sélection, bien qu'à travers les deux Chambres du Parlement, le peuple possède tout de même une voix : « *the people, by their representatives and grandees, were intrusted with a deliberative power in making laws; the King with the controul of his negative*³⁶¹ ». Que les *Lords* et *Commons* représentent le peuple, Burke en est certain. Quelques années plus tard, lors d'un discours à Bristol en 1774, il s'opposera explicitement à l'idée d'instructions données aux MPs et donc à ceux qui les voient comme mandataires :

*To deliver an opinion, is the right of all men; that of Constituents is a weighty and respectable opinion, which a Representative ought always to rejoice to hear; and which he ought always most seriously to consider. But authoritative instructions; Mandates issued, which the Member is bound blindly and implicitly to obey, to vote, and to argue for, though contrary to the clearest conviction of his judgement and conscience; these are things utterly unknown to the laws of this land, and which arise from a fundamental Mistake of the whole order and tenour of our Constitution*³⁶².

En concevant les députés comme tuteurs du peuple britannique, Burke est à même de les considérer comme représentants du peuple, bien qu'élus au suffrage censitaire³⁶³.

À l'opposé, la seconde position, celle des partisans de la représentation-mandat, soutient que le représentant est responsable — en partie du moins — auprès des représentés. Dans cette perspective, tout gouvernement est fondé sur le consentement des gouvernés, qui doit être renouvelé de manière explicite et fréquente. Au 18^e siècle, cette position sera essentiellement défendue par la tradition républicaine,

³⁶¹ Edmund Burke, *Thoughts on the Cause of the Present Discontents*, 3e éd., Londres, J. Almon, 1770, p. 44.

³⁶² Edmund Burke, « Speech to the Electors of Bristol » dans Francis Canavan (dir.), *Select Works*, Indianapolis, Liberty Fund, 1999, vol. 4/4, p. 11. Souligné dans l'original.

³⁶³ Si Burke est souvent présenté comme l'un des ténors de la représentation-incarnation, il n'est pas toujours constant sur ce point. Ainsi, en 1776, dans une *Letter to the Sheriffs of Bristol*, il écrira notamment que « *in effect, to follow, not to force the public inclination ; to give a direction, a form, a technical dress, and specific sanction, to the general sense of the community, is the true end of legislature* » (Edmund Burke, *A Letter to the Sheriffs of Bristol*, Philadelphia, Hinds, Noble & Eldridge, 1904, p. 38.) Ici, bien que le Parlement doive en quelque sorte interpréter l'opinion publique, il est toutefois tenu de la suivre dans une certaine mesure. En ce sens, l'assemblée n'est pas nécessairement dénuée d'influence externe ; l'incarnation n'est pas totale.

même si ses racines remontent plus loin³⁶⁴. On retrouve l'une des formulations les plus claires — et les plus influentes — chez Thomas Paine dans son pamphlet *Common Sense* (1776). L'ouvrage est considéré par beaucoup comme l'une de ces étincelles qui nourriront le feu des indépendantistes étatsuniens³⁶⁵. Dans ce court pamphlet, Paine critique la monarchie britannique et notamment le principe héréditaire, le tout dans une perspective républicaine. Analysant les origines du gouvernement, il affirme que normalement les membres de la communauté gèrent les affaires publiques ensemble, jusqu'à ce que l'accroissement de la communauté rende nécessaire l'élection de représentants. Ceux-ci restent toutefois des mandataires de la communauté : pour que

*the elected might never form to themselves an interest separate from the electors, prudence will point out the propriety of having elections often; because as the elected might by that means return and mix again with the general body of the electors in a few months, their fidelity to the public will be secured by the prudent reflexion of not making a rod for themselves*³⁶⁶.

Cette idée d'élections fréquentes, et plus largement de connexion entre représentants et représentés, s'inscrit dans une conception de la représentation comme mandat — explicite et temporaire — donné par l'électeur à l'élu.

Cette opposition entre Burke et Paine, entre représentation-incarnation et représentation-mandat, bien que schématique, permet de comprendre une bonne partie des débats politiques britanniques à l'époque. Comme nous le verrons, le vocabulaire démocratique demeure relativement mineur dans les controverses portant

³⁶⁴ En 1647, au cœur de la Guerre civile anglaise, les *Putney Debates*, qui opposent le commandement de la *New Model Army* (notamment Oliver Cromwell et Henry Ireton) aux différents leaders *levellers* militaires et civils, traitent explicitement de la question du consentement des gouvernés. Le Colonel Thomas Rainsborough y déclare que « *that every man that is to live under a government ought first by his own consent to put himself under that government* ». Voir Arthur Sutherland Pigott Woodhouse (dir.), *Puritanism and Liberty, being the Army Debates (1647-9) from the Clarke Manuscripts with Supplementary Documents*, Chicago, University of Chicago Press, 1951, p. 111.

³⁶⁵ Robert A. Ferguson, « The Commonalities of Common Sense », *The William and Mary Quarterly*, 2000, vol. 57, n° 3, p. 465-504.

³⁶⁶ Thomas Paine, *Political Writings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, p. 5.

sur l'indépendance étatsunienne et la réforme parlementaire jusqu'à la Révolution française. La question ne sera jamais de revendiquer l'établissement d'un gouvernement démocratique, mais plutôt de mettre en place un Parlement qui soit plus représentatif. Ainsi, les auteur-trice-s de tendance républicaine revendiquent une réforme parlementaire — notamment une extension du droit de vote — afin d'établir un lien plus direct entre électeurs et élus. Pour leur part, les partisans constitutionnalistes défendent le gouvernement mixte comme incarnation de l'ensemble du peuple, indépendamment de la taille de la franchise électorale. Et certains whigs tiendront une position mitoyenne : selon eux, il faut réformer le Parlement afin d'obtenir une représentation géographique plus proportionnelle. C'est donc encore l'alliance *Crown, Lords & Commons* qui structure l'imaginaire politique britannique, alliance dans laquelle la *monarchy* a un rôle important à jouer.

2.4 Conclusion : connotations en opposition

Somme toute, *democracy*, avant la fin du 18^e siècle est un terme savant, peu utilisé dans le vocabulaire commun. Son sens dénotatif s'inscrit dans le champ conceptuel de la philosophie politique antique et moderne : il est compris comme un régime politique généralement antique, émanant du peuple, opposé à la monarchie et l'aristocratie. Dans le contexte britannique, il est aussi employé pour faire référence à une partie du régime mixte, qui s'exprime dans les Communes. Dans ce contexte, et contrairement aux utilisations françaises et étatsuniennes à venir, *democracy* n'est pas nécessairement en opposition avec l'idée de représentation politique. Ainsi, pour les deux traditions politiques importantes en Grande-Bretagne (constitutionnelle et républicaine), le régime démocratique peut-être tant représentatif que direct. L'enjeu se situe plutôt dans différentes conceptions de la représentation (incarnation *vs* mandat) et surtout dans la question des contrôles institutionnels (*pure democracy vs limited democracy*). Cette dualité dénotative se retrouve aussi au niveau connotatif. Pour schématiser, on peut dire que *democracy* et ses termes dérivés possèdent à la

base une connotation négative dans le contexte britannique. Toutefois, quand le terme est employé pour désigner un élément de la constitution, il devient neutre, voire positif.

Le caractère négatif de *democracy* se relève par son association récurrente à des qualificatifs tels que *turbulent*, *wild*, *mob rule*, *unbalanced* ou encore *anarchy*. Il n'est pas difficile de lier cette connotation aux conceptions antiques de la démocratie. Les philosophes grecs et romains proposent presque tous une définition de *democracy* qui comporte en elle les germes d'un régime instable et chaotique : de Platon, pour qui elle est un monstre aux cent têtes³⁶⁷, en passant par Polybe pour qui elle peut dégénérer en « gouvernement de la multitude³⁶⁸ », jusqu'à Cicéron pour qui elle donne « le triste spectacle d'une multitude qui s'emporte aux derniers excès de la fureur³⁶⁹ ». Considérant l'accent mis sur les auteurs de l'époque classique dans le cadre de l'éducation des classes supérieures³⁷⁰, il n'est pas surprenant que les Britanniques aient adopté et maintenu une compréhension négative du terme. Par ailleurs, la republication de *La République* de Platon et d'extraits de Polybe au début des années 1760 témoigne de l'influence constante au niveau intellectuel de ces conceptions antiques de la démocratie³⁷¹.

D'un autre côté et il s'agit peut-être ici d'une exception britannique si l'on examine la littérature sur le mot *democracy* en France ou aux États-Unis³⁷², le terme bénéficie aussi de l'association avec l'idée de constitution mixte de la Grande-Bretagne. En effet, au cours du 18^e siècle, la défense de l'ordre établi et particulièrement des pouvoirs respectifs du triptyque *Crown, Lords & Commons*, amènera plusieurs acteurs à utiliser *democracy* de manière neutre, voire positive. Ainsi, quand le

³⁶⁷ Platon, *La République*, *op. cit.*, p. 493a.

³⁶⁸ Polybe, *Histoire*, *op. cit.*, p. VI.

³⁶⁹ Cicéron, *La République*, *op. cit.*, p. XXVIII.

³⁷⁰ Edward Royle, *Modern Britain: A Social History 1750-2011*, Londres, A&C Black, 2012, p. 417.

³⁷¹ P. Ihalainen, *Agents of the People*, *op. cit.*, p. 125.

³⁷² F. Dupuis-Déri, *Démocratie, histoire politique d'un mot*, *op. cit.* ; J. Innes et M. Philp (dir.), *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions*, *op. cit.*

vocable est entendu comme assemblée représentative, et plus spécifiquement comme la Chambre des Communes, les qualificatifs tendent plus vers les notions de stabilité et d'équilibre, ainsi que d'influx d'énergie politique dans la Constitution britannique. La distinction entre *pure democracy* et *limited democracy* se joue aussi au niveau connotatif : la première est négative, la seconde positive.

Néanmoins, même dans le cadre d'une discussion du régime mixte britannique, le terme *democracy* n'est pas toujours utilisé de manière élogieuse. Ainsi, certains vont plutôt décrier la montée de l'élément démocratique au cours du 18^e siècle³⁷³. Que cela soit par l'ingérence plus grande du Parlement dans les affaires publiques, ou une participation accrue des classes commerçantes dans la vie publique, des parlementaires et auteurs considèrent que l'équilibre de la constitution britannique est menacé par la *democracy*. L'enjeu est alors de retrouver le point d'équilibre entre monarchie, aristocratie et démocratie. Puisque c'est aussi en cadrant leurs revendications réformistes dans cette *theory of mixed government* que certains acteurs politiques britanniques vont appeler à une limitation de la prérogative royale et la fin de la « *Old Corruption*³⁷⁴ », il apparaît que la connotation de *democracy* reste controversée, même dans le cadre d'une utilisation en tant qu'élément de la constitution britannique.

Il existe bien sûr une exception à toute règle, et dans le cas britannique, celle-ci se nomme Catharine Macaulay. Nous avons évoqué précédemment son *Short Sketch for a Democratical Government*. Certes, Macaulay y mobilise au final peu le terme *democracy* en dehors du titre : dans le texte, elle parle plutôt de *republic* (parfois qualifiée de *democratical*). Malgré cela, Macaulay offre un usage novateur de

³⁷³ P. Ihalainen, *Agents of the People*, op. cit., p. 120-123.

³⁷⁴ Ces termes font référence à l'offre par la Couronne et plus tard le gouvernement de pensions, sinécures et autres offices à différents individus influents politiquement afin de les récompenser, les rallier et tout simplement les racheter (Philip Harling, *The Waning of « Old Corruption »: The Politics of Economical Reform in Britain, 1779-1846*, Oxford, Clarendon Press, 1996, 320 p ; W. D. Rubinstein, « The End of "Old Corruption" in Britain 1780-1860 », *Past & Present*, 1983, n° 101, p. 55-86.).

democracy en parlant explicitement de république démocratique et en utilisant le terme de manière positive. Ceci est possiblement dû au fait que Macaulay écrit à et pour Paoli, qui a un usage peu commun de démocratie pour l'époque. Évaluer l'impact d'un tel emploi est évidemment difficile, mais on peut noter que loin d'être une auteure marginale, Macaulay était relativement connue dans les milieux politiques britanniques.

Mais cette exception, ne vient pas changer le fait qu'au début de notre période d'étude, *democracy* est généralement utilisé pour désigner une forme de gouvernement antique, désordonnée, peu adaptée aux entités politiques modernes. Il est aussi parfois compris comme un élément d'un régime mixte, perspective dans laquelle il devient possible d'appliquer le terme au cadre britannique. Cette ambiguïté dénotative ouvre la porte à une problématisation de la représentation politique : *democracy* n'est pas nécessairement synonyme d'élection, mais il semblerait l'être pour certains auteurs. Au niveau de la connotation, celle-ci reste majoritairement négative, la seule utilisation positive du mot étant dans le contexte d'une défense de l'équilibre constitutionnel britannique. Malgré ces divergences et différences, il convient de rappeler qu'il demeure aussi un terme à l'application restreinte, et aux locuteur-trice-s peu nombreux-euses. *Democracy* est plus un vocable d'historien-ne-s et de parlementaires que de citoyen-ne-s ou de pamphlétaires. C'est ce qui va changer radicalement en cette fin de 18^e siècle.

3 CHAPITRE III

« *TO RIP UP MONARCHY BY THE ROOTS, AND PLACE DEMOCRACY IN ITS STEAD* » : DE LA PÉRIPHÉRIE AU CENTRE, 1775-1801

Dans ce chapitre, les trajectoires du mot *democracy* entre 1775 et 1801 sont examinées. Les trois sens de *democracy*, comme régime politique populaire, société égalitaire et groupe social, sont présents, même si le premier tend à dominer. Dans cet usage *democracy* désigne à la fois la source de la souveraineté politique, mais aussi des formes une forme de gouvernement populaire — même si son incarnation institutionnelle reste floue. Ce chapitre démontre que durant cette période, qui correspond à l'indépendance étatsunienne et à la Révolution française, le terme est surtout utilisé par les forces politiques conservatrices, qui le mobilisent pour discréditer leurs adversaires politiques. Pour sa part, le mouvement réformiste britannique revendique une refonte du Parlement dans le cadre de la théorie du gouvernement mixte : le but est de restaurer les *Commons* à leur juste place. Si certains réformistes, notamment républicains et communalistes, emploient *democracy* de manière novatrice, ils restent mineurs. Dans le contexte de la constitution mixte britannique, la *democracy* demeure un mot considéré comme étranger et antithétique à la monarchie.

*Democracy, (a noisy patriot fool,
The rabble's idiot, and the stateman's tool)*³⁷⁵.

3.1 Introduction : du lexique savant au vocabulaire commun

En 1801, *democracy* est encore loin d'être un mot fondamental du vocabulaire politique, même chez celles et ceux qui nous semblent rétrospectivement mériter le qualificatif de démocratiques. Cependant, l'essor de l'emploi du vocable entre 1775 et 1801 est considérable. Il connaît une croissance soutenue au niveau des occurrences, particulièrement suite à la Révolution française. Apparaît aussi une évolution importante : le terme devient prégnant dans d'actualité, il est de plus en plus appliqué à des événements et des forces politiques contemporaines.

Au cours de cette première période, *democracy* passe ainsi d'un champ lexical savant, réservé aux spécialistes, à une épithète politique et à une catégorie philosophique. Ce processus de normalisation se déroule en deux temps. Premièrement, entre 1775 et 1789, ce sont les conflits autour de la représentation politique (indépendance étatsunienne, mouvement réformiste en métropole) qui vont influencer l'emploi du vocabulaire démocratique. Bien que le mot *democracy* joue un rôle somme toute périphérique durant cet intervalle, on y retrouve des usages à la fois conservateurs et novateurs qui méritent notre attention. Deuxièmement, entre 1789 et 1801, dans le contexte des guerres révolutionnaires, c'est le renforcement de l'État britannique, et surtout de sa composante monarchique, qui se révèle décisif. *Democracy* sera utilisé pour qualifier le régime républicain français, mais aussi comme un label apposé au mouvement réformiste britannique, accusé de vouloir oblitérer toute hiérarchie sociale. Ce faisant, *democracy* se structure en opposition à *monarchy*.

³⁷⁵ Abel Evans, « The Apparition » dans John Nichols (dir.), *A Select Collection of Poems*, Londres, J. Nichols, 1780, vol. 7/3, p. 136.

Il est possible d'identifier ces significations du terme dans certains textes qui précèdent 1775, ainsi que d'autres usages de *democracy* à la fin du 18^e siècle. En revanche, c'est à partir de cette époque, et particulièrement de l'année 1790, que ces trois chemins (régime politique, dynamique égalitariste et groupe social) se dessinent clairement et deviennent dominants. C'est aussi durant cette période qu'émerge la spécificité britannique du rapport au terme *democracy* dans son sens de régime politique, notamment vis-à-vis des trajectoires françaises et étatsuniennes. On peut distinguer alors deux topiques politiques du mot en Grande-Bretagne. Premièrement, *democracy* désigne un élément du régime mixte : il est ainsi synonyme des Communes, est souvent qualifié de manière restrictive (*limited, mixed*) tout en étant vu comme une forme de gouvernement stable. Deuxièmement, à l'inverse, l'expression *pure democracy* renvoie quant à elle à une assemblée représentative sans contre-pouvoir monarchique ou aristocratique. Dans ce cas, le mot équivaut souvent à celui de *republic*, régime instable et sera parfois appliqué aux États-Unis ou à la France révolutionnaires. Alors que dans ces deux pays une distinction forte est faite entre démocratie et république ou gouvernement représentatif, en Grande-Bretagne, la tendance est à l'amalgame des régimes sans élément monarchique sous la catégorie républicaine.

Afin d'offrir une vue d'ensemble des différents usages de *democracy*, nous présentons en introduction quelques graphiques issus de l'analyse des périodiques et des débats parlementaires relatifs à différentes époques. Ceux-ci nous permettront de placer certains repères et de discerner les trajectoires contradictoires évoquées jusqu'à présent.

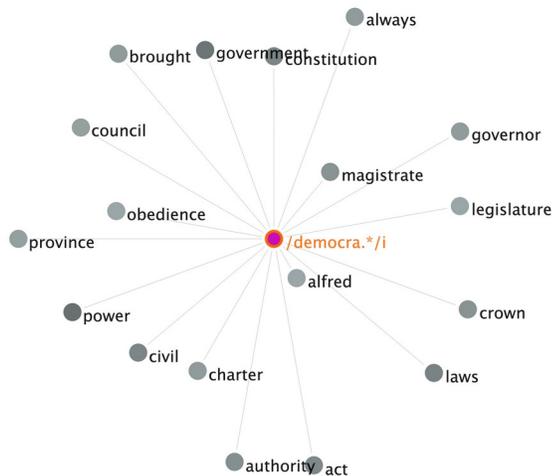


Figure 3.1 — « *democra** », périodiques, 1775, 100-100, IM 10, F6

En commençant avec les périodiques parus en 1775 (Figure 3.1), on retrouve des cooccurrences qui pointent vers l'origine antique du vocabulaire démocratique (*magistrate, constitution*). Ce dernier mot (*constitution*) fait aussi partie du champ lexical de *democracy* comme régime politique, auquel s'ajoutent *gouvernement, legislature, laws, authority, charter, power, council*. Finalement, un troisième axe se dégage, plus spécifiquement britannique, avec des termes tels que *crown, alfred* (ce dernier fait référence à Alfred le Grand [871-899], monarque considéré comme ayant instauré le principe d'assemblées représentatives en Grande-Bretagne³⁷⁶). On retrouve une projection similaire en analysant les débats des *Commons* et des *Lords* entre 1775 et 1783 (Figure 3.2). La théorie du régime mixte y est prépondérante : *constitution, crown, parliament, house* en sont de bons exemples. Quant aux mots *influence* et *power(s)*, ils évoquent les discussions sur la relation entre les trois éléments. *Gouvernement* et *people*, rappellent un usage de démocratie comme pouvoir du peuple.

³⁷⁶ Ronald M. Glassman, *The Origins of Democracy in Tribes, City-States and Nation-States*, New York, Springer, 2017, p. 1615.

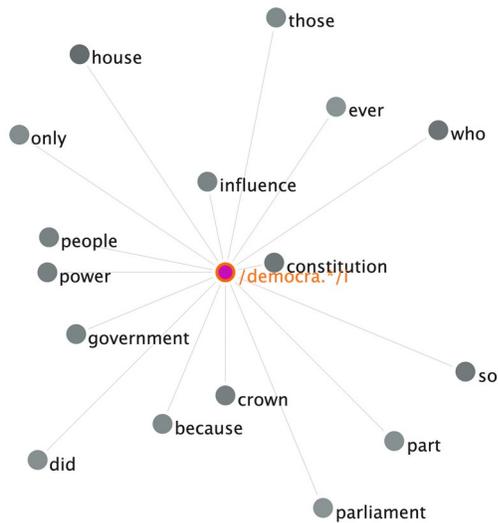


Figure 3.2 — « *democra** », parlement, 1775-1784, 100-100, IM 8,5, F10

Ce bref portrait répond à celui que nous avons esquissé dans le chapitre précédent, ainsi qu’aux utilisations de *democracy* que nous verrons dans la section suivante. Au début de notre période d’étude, *democracy* et ses dérivés sont des termes peu communs, souvent employés en référence à l’Athènes antique et la Rome républicaine. La *democracy* est aussi avant toute conçue comme un régime politique qui repose sur la « *sovereignty of the people* », mais dont l’incarnation est rarement précisée. On retrouve aussi une utilisation du mot spécifique au contexte britannique : les Communes y sont vues comme l’élément démocratique de la constitution.

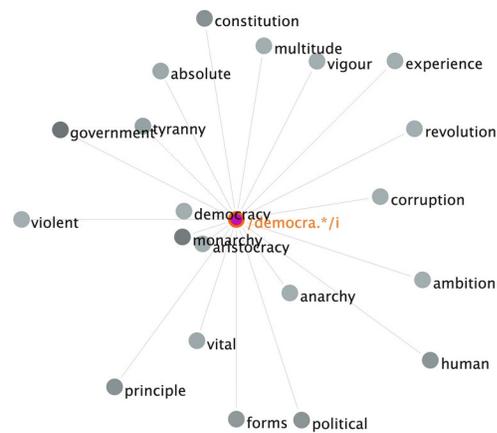


Figure 3.3 — « *democra** », périodiques, 1785, 100-100, IM 10,5, F5

L'étude des périodiques de l'année 1785 (Figure 3.3) nous offre de nouvelles pistes d'interprétations. Bien sûr, la théorie mixte du gouvernement reste centrale, comme en témoigne la proximité entre *democracy*, *monarchy* et *aristocracy*. Le vocabulaire relatif à un régime politique demeure : *constitution*, *government*. Des mots particulièrement mal connotés apparaissent (*corruption*, *ambition*, *anarchy*, *tyranny*). Enfin, des termes reliés au sujet politique émergent, allant de *multitude* à *human*.

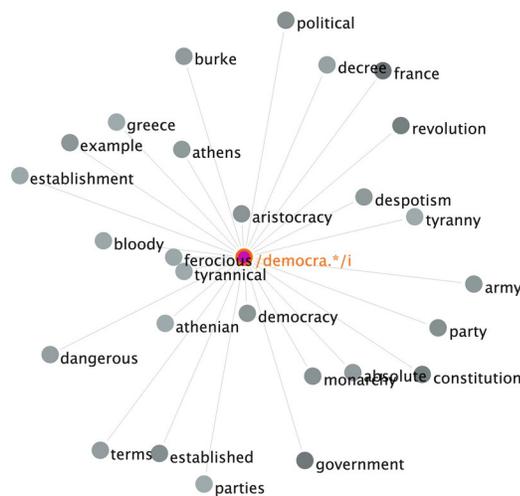
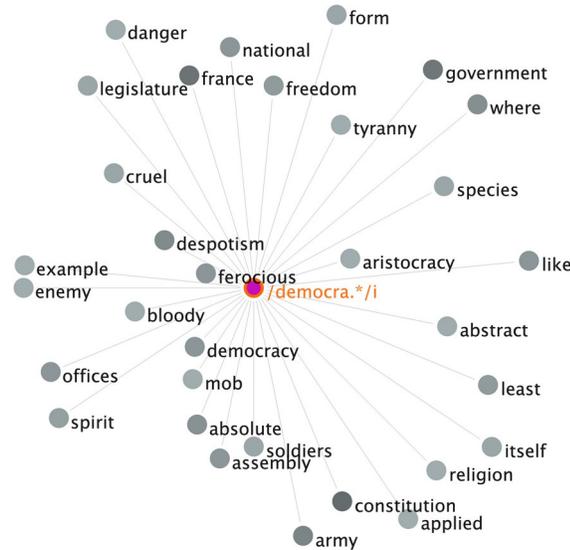


Figure 3.4 — « *democracy* », périodiques 1790, 100-100, IM 10, F10

À partir de 1790, la rupture due à la Révolution française, qui sera analysée dans la deuxième partie de ce chapitre, devient évidente. Tout un champ lexical extrêmement négatif apparaît — nous l'avons rencontré auparavant, mais l'ampleur du changement constaté entre les figures 3.4 et 3.5 nous indique qu'une scission a lieu. L'apparition de terme tel que *Burke* ainsi que d'autres péjoratifs tels que *revolution*, *absolute*, *dangerous*, *ferocious*, et *bloody* n'est pas anodine. Les régimes politiques, *aristocracy* et *monarchy* restent présents, ainsi que d'autres perçus négativement : *despotism*, *tyranny*. On constate le maintien de références antiques avec *Athens* et *Greece*. Les événements révolutionnaires permettent donc aux Britanniques de mobiliser avec force un champ lexical de *democracy* semblable à celui des auteurs classiques.

Figure 3.5 — « *democrac** », parlement, 1789-1791, 100-100, IM 10, F5

Le portrait est similaire chez les parlementaires britanniques. Entre 1789 et 1791, les termes négatifs tels que *bloody*, *ferocious*, *cruel* et *danger* ainsi que les régimes

politiques corrompus (*tyranny, despotism*) pullulent. La *mob*, acteur démocratique par excellence, apparaît. L'idée de « *sovereignty of the people* » prend aussi une certaine importance, tout comme celle d'une assemblée populaire. Comme nous le verrons, la relation entre souveraineté populaire et démocratie sera complexifiée durant les débats de la période révolutionnaire, mais l'adéquation entre les deux concepts est loin d'être systématique.

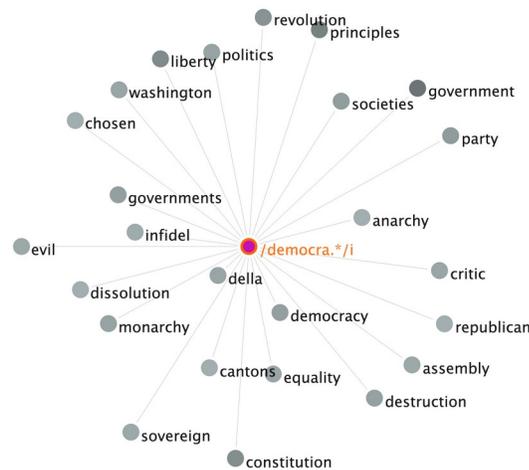


Figure 3.6 — « *democra** », périodiques 1800, 50-50, IM 9,5, F6

Dans un dernier temps, la Figure 3.6 représente l'état des lieux en 1800. Le vocabulaire négatif demeure et évolue : *revolution, anarchy, destruction, infidel*. On retrouve également certaines valeurs associées au terme : *equality, liberty*. Ceci reflète surtout une extension dénotative du mot : *democracy* n'est plus seulement un régime politique, mais aussi un type sociétal — même si l'aspect politique reste important (*government, party, assembly, constitution, monarchy*). Les références étrangères se multiplient (*cantons, Washington*), bien que l'exemple français monopolise l'attention.

Cette analyse des cooccurrences de *democracy* dans la presse périodique et de certains débats parlementaires révèle à quel point le vocabulaire démocratique connaît une croissance linguistique et sémantique entre 1775 et 1801 : tant le nombre d'occurrences que les significations attribuées aux termes augmentent. Contrairement aux cas français et étatsuniens, où l'association entre démocratie et un régime politique caractérisé par le pouvoir du peuple assemblé domine, le sens du mot dans le cas britannique est dès le départ plus flou. Si cette utilisation de *democracy* comme régime sans médiation politique est possible, elle est loin d'être hégémonique. La « *mixed government theory* » propose un autre emploi : elle considère les *Commons* comme un élément démocratique de la constitution britannique. Cette tension conceptuelle empêche l'identification de la démocratie à une forme institutionnelle unique et ouvre plutôt la porte à une vision de *democracy* comme l'idée de la diffusion et la déconcentration du pouvoir politique.

Il n'en reste pas moins qu'au niveau connotatif, les utilisations péjoratives du vocabulaire démocratique dominant l'espace intellectuel britannique, et ce de manière particulièrement accrue à partir de 1790. Cela est en partie dû à l'héritage philosophique classique et moderne, ainsi qu'à certains acteurs contemporains. Ainsi, sur la question de la *democracy*, un petit nombre d'auteurs seront mobilisés, critiqués et parfois réinterprétés : Alcibiade, Xénophon, Aristote, Polybe et Cicéron pour les antiques, Locke, Montesquieu et Blackstone pour les modernes. Parmi les théoriciens de l'époque, l'utilisation la plus influente semble être celle de Burke, même si des usages novateurs émergent chez certain-e-s réformistes (Paine, Godwin, John Thelwall³⁷⁷). Chez les parlementaires, on remarque la récurrence de l'emploi du terme chez certains, plus particulièrement Burke, le premier ministre conservateur William Pitt the Younger et le whig Charles J. Fox.

³⁷⁷ 1764-1834. Auteur et poète britannique, il est l'une des figures réformistes majeures de la période.

Cette connotation négative attachée à *democracy* viendra donc limiter les stratégies argumentatives des mouvements réformistes, qui cibleront leur rhétorique principalement dans une perspective de rétablissement de l'équilibre constitutionnel britannique. Pour ces acteurs politiques, l'important est de restreindre l'expansion du pouvoir royal, souvent identifié au gouvernement et à l'exécutif. C'est notamment dans cette perspective que doivent être compris les débats sur l'Empire : l'Amérique du Nord, l'Inde, l'Irlande sont autant de champs de bataille dans une lutte politique entre *Crown* et *Commons*, entre exécutif et législatif, torys et whigs. À travers ces conflits, tant idéologiques que pratiques, la *democracy* en viendra à être interprétée principalement en opposition à la *limited monarchy* britannique — et toute position réformiste sera associée à une volonté de déstabilisation de ce régime.

3.2 Crises de la représentation

Entre 1775 et 1789, deux enjeux relevant d'une crise de la représentation politique vont occuper le devant de la scène politique britannique. Le premier, de nature exogène si l'on peut dire, concerne la gestion de l'Empire britannique et s'incarne de manière particulièrement dramatique dans la séparation d'une partie des colonies américaines. Le second, plus endogène, est porté par le mouvement réformiste britannique et vise à améliorer l'état de la représentation populaire au Parlement. Dans les deux cas, le vocabulaire démocratique jouera un rôle mineur dans les débats entourant ces enjeux — mineur, mais important, car il préfigure la trajectoire de *democracy* durant les années plus turbulentes de la Révolution française.

3.2.1 Empire et *democracy*

Entre 1775 et 1783 se déroule la Guerre d'indépendance américaine, épisode important des multiples crises atlantiques initiées par les Britanniques et les modelant

³⁷⁸. En fait, pour eux — et pour une bonne partie des colons étatsuniens — ce conflit n'est pas une lutte d'indépendance nationale, mais plutôt un débat constitutionnel sur les rapports entre Parlements et assemblées coloniales sur fond de conceptions impériales divergentes³⁷⁹. De manière schématique, il est possible de dire que l'origine même de cette crise dans la relation entre colonies nord-américaines et la métropole découle de l'entreprise impériale britannique.

Suite à la guerre de Sept Ans (1756-1763), l'Empire britannique devient polyglotte et multiethnique. Ceci amène Westminster à développer une stratégie de plus grande tolérance culturelle et de sujétion politique et économique afin de faire face aux désordres politiques et aux coûts importants occasionnés par la guerre. En un mot, selon Aziz Rana, il s'opère donc une transition d'un Empire de colons à un Empire de sujets. Ceci se révèle problématique pour les colons américains puisque « *for settlers, greater tolerance and ethnic inclusiveness meant depriving all British subjects – regardless of British ancestry or Protestant faith – of economic and political self-rule*³⁸⁰ ». En parallèle, pour faire face aux dépenses accumulées durant la guerre, le gouvernement met en place une série de réformes fiscales visant à augmenter ses revenus. Ce double mouvement, de perte d'autonomie politique et d'imposition de nouvelles taxes va provoquer des tensions en Amérique³⁸¹. La suite est connue : les relations entre une majorité des colons et la métropole s'enveniment, l'ampleur de la crise éclatant au grand jour en 1776. C'est au cours de ce conflit que les « patriotes » étatsuniens vont devenir réellement indépendantistes. Après des débuts militaires

³⁷⁸ David Armitage, « The American Revolution in Atlantic Perspective » dans Nicholas Canny et Philp Morgan (dir.), *The Oxford Handbook of the Atlantic World: 1450-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2011, p. ; Peter Linebaugh et Marcus Rediker, *The Many-Headed Hydra: Sailors, Slaves, Commoners, and the Hidden History of the Revolutionary Atlantic*, 2^e éd., Londres, Verso, 2012, 433 p.

³⁷⁹ Justin du Rivage, *Revolution Against Empire: Taxes, Politics, and the Origins of American Independence*, 1^e édition., New Haven, Yale University Press, 2017, 392 p.

³⁸⁰ A. Rana, *The Two Faces of American Freedom*, *op. cit.*, p. 24.

³⁸¹ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. 22-23.

prometteurs, les troupes britanniques s'enlisent à partir de 1780, pour finalement s'avouer vaincues en 1783.

Notre objectif n'est pas ici de tracer les contours des rapports entre *democracy* et la révolution étatsunienne ou les débats qui en découlent. Cependant, il est important de rappeler que l'antagonisme n'est pas conceptualisé en termes de lutte entre démocratie et monarchie, mais bien sûr l'enjeu de la représentation : « *No taxation without representation* », clament les colons³⁸². L'idée que la levée d'impôts et de taxes repose sur le consentement du peuple — et surtout des classes supérieures — est un thème récurrent de la pensée politique britannique, tant chez les constitutionnalistes que les républicains. Après tout, les conflits du 17^e siècle portaient en grande partie sur le droit du monarque de lever des impôts. C'est donc dans ce contexte que les revendications indépendantistes seront comprises. Contrairement à la future Révolution française, la controverse entre les colonies et la métropole comporte peu d'usages du terme *democracy* et porte bien plus sur la nature et les limites des pouvoirs du Parlement.

Cela est notamment visible dans le caractère « royaliste » de la révolte étatsunienne. Pour plusieurs colons, le Parlement britannique — et particulièrement les Communes — en imposant de nouvelles taxes, outrepassa les pouvoirs qui lui sont attribués dans le cadre d'une constitution mixte. Ils vont donc en appeler à la Couronne en implorant le roi, George III, d'intervenir pour rétablir l'équilibre. Le refus de celui-ci en 1776 d'exercer ses prérogatives et sa condamnation des colons consomme la rupture entre colonies et métropole, initiant un « *republican turn* » chez les futurs Étatsuniens. Pour Eric Nelson, « *the American Revolution, [...] was—for a great many of its*

³⁸² L'expression exacte semble avoir été employée pour la première fois en 1769 par le révérend John J. Zubly de Géorgie, pour qui « *In England there can be no taxation without representation, and no representation without election; but it is undeniable that the representatives of Great-Britain are not elected by nor for the Americans, and therefore cannot represent them* ». Voir John Joachim Zubly, *An Humble Enquiry into the Nature of the Dependency of the American Colonies Upon the Parliament of Great-Britain*, Charleston, 1769, p. 22.

*protagonists – a revolution against a legislature, not against a king*³⁸³ ». Pour plusieurs auteurs britanniques, les rebelles sont plus monarchistes que républicains ou démocrates. Sans aller aussi loin que Nelson dans sa qualification de la révolution étatsunienne comme « royaliste », l'existence de cette tradition politique dans les années qui précèdent l'indépendance démontre encore une fois l'importance du cadre de la « *theory of mixed government* », ainsi que l'influence des constitutionnalistes. Loin de se revendiquer de la *democracy*, les partisans de l'indépendance utiliseront même le terme de manière péjorative pour discréditer les mouvements populaires³⁸⁴.

Tout cela explique le fait qu'on retrouve peu d'usages de *democracy* et de ses dérivés pour qualifier les colonies américaines ou leurs revendications. Quand le mot est présent, il est plutôt attribué aux Étatsuniens que revendiqué par ceux-ci — une stratégie rhétorique qui, nous le verrons, deviendra classique durant les années 1790. Ainsi, en 1775, Lord Camden³⁸⁵ relève dans la Chambre des Lords que les constitutions des colonies américaines sont de nature variées puisque lors de leur fondation, « *some where shaped in the form of monarchy; others received the form of pure democracy*³⁸⁶ ». Bien sûr, peu de colons considèrent que leurs constitutions sont démocratiques, mais cela n'empêche pas l'élite britannique de les étiqueter ainsi.

Dans la même lignée, si l'ouvrage de Paine, *Common Sense* (1776), mentionné au chapitre précédent, n'utilise pas *democracy* ou ses dérivés, les loyalistes qui vont le critiquer ne se privent pas de la qualifier de *democrat*. En effet, Paine défend surtout l'indépendance en attaquant le caractère héréditaire de la Couronne et des Lords³⁸⁷.

³⁸³ Eric Nelson, *The Royalist Revolution: Monarchy and the American Founding*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 2014, p. 2.

³⁸⁴ Seth Cotlar, « Languages of Democracy in America from the Revolution to the Election of 1800 » dans Joanna Innes et Mark Philp (dir.), *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 13-27.

³⁸⁵ 1714-1794. Charles Pratt, 1^{er} Earl Camden, politicien whig, Grand Chancelier (1766-1770).

³⁸⁶ John Almon, *The Parliamentary Register; Or, History of the Proceedings and Debates of the House of Commons: Proceedings of the First Session of the Fourteenth Parliament*, Londres, J. Almon, 1775, vol. 17/2, p. 86.

³⁸⁷ Thomas Paine, *Common Sense*, Philadelphia, R. Bell, 1776.

Une analyse qui préfigure ses prochains travaux, mais qui, fidèle aux principes républicains, se positionne en faveur d'une république représentative et non pas démocratique. Toutefois, un essai anonyme critiquant Paine affirme que si les colons souhaitent former un nouveau régime représentatif, ils feront face à de nombreux problèmes : « *if it be a Democratical [government], possibly we may meet with some Troubles in Elections*³⁸⁸ ». Ainsi, les partisans du maintien d'une union entre les colonies et la métropole vont insister sur l'instabilité inhérente à la démocratie et considèrent que toute tentative de séparation mènera au désordre.

De fait, cet argument — qu'opter pour un gouvernement démocratique conduit à l'instabilité politique — offre un exemple typique de rhétorique réactionnaire telle qu'analysée par Albert O. Hirschmann dans *The Rhetoric of Reaction* (1991). Pour ce dernier, les forces conservatrices modernes manient essentiellement trois arguments différents : celui de l'effet pervers (l'adoption d'une réforme a des effets opposés à ceux escomptés), celui de la futilité (la réforme ne sera que cosmétique et ne changera rien à l'ensemble) et celui de la mise en danger (la réforme, louable en principe, met en danger des conquêtes précédentes)³⁸⁹. Comme nous le verrons au cours de notre investigation, les acteurs politiques britanniques — et particulièrement ceux s'identifiant comme torys ou conservateurs — utiliseront souvent ces stratégies rhétoriques lorsqu'ils emploient le mot *democracy* et ses dérivés.

L'idée que la démocratie mène au désordre — et en fin de compte au despotisme ou à la tyrannie — n'est pas nouvelle puisqu'elle fait partie de la théorie de l'anacyclose présentée au second chapitre. Elle représente toutefois à merveille l'argument de l'effet pervers : en voulant établir un régime plus libre et égal, c'est le contraire qui se produit. C'est cette idée que défend Josiah Tucker³⁹⁰, dans un ouvrage publié en 1783.

³⁸⁸ Late Member of the Continental Congress, *The True Merits of a Late Treatise, Printed in America, Untitled, Common Sense: Clearly Pointed Out.*, Londres, W. Nicoll, 1776, p. 43.

³⁸⁹ Albert O. Hirschman, *The Rhetoric of Reaction*, Harvard, Harvard University Press, 1991, p. 7.

³⁹⁰ 1713-1799. Ecclésiastique gallois, auteur de nombreux ouvrages politiques et économiques.

Dans ce texte, il écrit que les Britanniques sympathisants envers les revendications étatsuniennes sont des « *advocates for treason and rebellion* » et qu'ils devraient « *Go, and join your associates in America, and there be happy in your free and equal democratic governments*³⁹¹ ». L'utilisation de « *free and equal* » est ici à comprendre sarcastiquement : pour Tucker, les Étatsuniens seront en fait opprimés en raison de leurs gouvernements démocratiques.

Ce recours aux moqueries se retrouve aussi dans différents articles de journaux. Par exemple, un article de la *Gazette of Saint Jago de la Vega* parodie la Déclaration d'indépendance pour critiquer les révolutionnaires. L'auteur y affirme que quand « *a long train of the most licentious and despotic abuses, [...] evinces a design to reduce them under anarchy and the distractions of democracy*³⁹² », les loyalistes ont le droit de résister à leurs tyrans républicains. On retrouve cette accusation de *democrat* apposée aux rebelles des colonies dans une pétition loyaliste de la ville de Charleston en Caroline du Sud qui reproche aux indépendantistes d'avoir

*subverted a constitution for which always had, ever I retain, the most profound veneration, and subsisting instead a rank democracy, which [...] has exhibited system tyrannic domination, only to be found among the uncivilized part mankind, or in the history of the dark and barbarous ages of antiquity*³⁹³.

Conformément aux utilisations précédentes, ce texte associe *democracy* à la fois à l'antiquité et à la barbarie. On peut noter qu'il lie aussi explicitement démocratie et tyrannie, suivant de nouveau la thèse de l'effet pervers. Deux ans plus tard, le *Manchester Mercury* reprend une lettre d'un Dr Walter, de New York, au discours similaire. Celui-ci déclare que certains de ses compatriotes veulent retourner dans le giron britannique « *and to emancipate themselves and their posterity from the*

³⁹¹ John Tucker, *A Series of Answers to Certain Popular Objections Against Separating from the Rebellious Colonies and Discarding Them Entirely*, Gloucester, R. Raikes, 1776, p. 55.

³⁹² *Gazette of Saint Jago de la Vega*, Spanish Town, 01/31/1782.

³⁹³ *Aberdeen Press and Journal*, Aberdeen, 27/07/1780.

*Shackles of an unfit Democracy, under which they have experience nothing for Years but Tyranny and Oppression*³⁹⁴ ». On voit donc la *tyranny*, jusqu'alors associée à une monarchie corrompue, être liée à la *democracy*, dans son sens de groupe social.

Somme toute, ces qualifications des colons étatsuniens comme démocrates restent mineures et ne semblent pas avoir un impact important. En fait, c'est plutôt dans ses conséquences que la révolution étatsunienne va avoir un effet sur les usages du mot *democracy*. Celles-ci sont de deux ordres : d'un côté, dans la métropole, l'émergence d'un mouvement pour une réforme parlementaire se fait en synchronie avec les événements américains. De l'autre, après la défaite britannique entérinée en 1783, la question impériale va nourrir plusieurs interrogations auprès de l'élite britannique. Avant d'analyser plus en profondeur le mouvement réformiste en Grande-Bretagne, nous allons brièvement nous pencher sur celles-ci.

Pour plusieurs historien-ne-s, le fiasco britannique en Amérique du Nord inaugure un « *Second Empire* », plus tourné vers le sous-continent indien que l'Atlantique³⁹⁵. Considérant le maintien et l'importance des colonies canadiennes et caribéennes, d'autres préfèrent parler simplement d'un « *Oceanic Empire* », investis autant en Occident qu'en Orient³⁹⁶. Si l'État britannique avait déjà tenté d'accroître son contrôle sur la *East India Company* (EIC) durant les années 1760, il va redoubler d'ardeur et d'attention à son égard après 1783. Véritable compagnie -État, la EIC est, à partir de 1763, en charge d'une grande portion du Bengale et possède le droit de lever des impôts, en échange d'assurer l'ordre et la sécurité. Voyant d'un mauvais œil cette souveraineté concurrente émerger, différents gouvernements britanniques tentent d'en capter les revenus et le pouvoir. Ainsi, en 1767, Westminster oblige la

³⁹⁴ *Manchester Mercury*, Manchester, 12/07/1782

³⁹⁵ P J Marshall, « Britain Without America - A Second Empire? » dans P J Marshall et Alaine Low (dir.), *The Oxford History of the British Empire: Volume II: The Eighteenth Century*, Oxford, Oxford University Press, 1998, vol.2, p.

³⁹⁶ H. V. Bowen, Elizabeth Mancke et John G. Reid (dir.), *Britain's Oceanic Empire: Atlantic and Indian Ocean Worlds, c.1550-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, 486 p.

Compagnie à reverser 400 000 £ annuellement à l'État. En 1773, un Gouverneur général, ainsi qu'un Conseil des gouverneurs et une Cour Suprême lui sont imposés par Londres³⁹⁷.

En fait, la question de la gestion de l'Inde préoccupe surtout les Parlementaires. Les discussions à Westminster sur la compagnie indienne révèlent notamment à quel point ces enjeux sont considérés comme cruciaux d'un point de vue constitutionnel. Loin d'une simple affaire administrative, la gestion de l'Empire est au cœur du débat entre différentes forces politiques britanniques. Par exemple, la critique de l'*East India Company* comme corrompue, inefficace et dépensière, doit être comprise en miroir de celle articulée par les courants réformistes en Grande-Bretagne. Selon ces derniers, la même logique de corruption est à l'œuvre à la fois dans l'appareil étatique et dans la structure entrepreneuriale de la Compagnie des Indes Orientales.

De nouveau, cette critique se construit en référence à une conception d'un partage tripartite de la souveraineté. Cela est particulièrement visible dans l'argumentation de Fox, figure politique essentielle de cette fin du 18^e siècle. En 1783, Fox fait partie du gouvernement (avec Lord North³⁹⁸), malgré l'animosité de George III à son égard. Il dépose en décembre un *India Bill*, largement écrit par Burke, visant à séparer la question commerciale (déléguée à la *East India Company*) et politique (relevant de Westminster). Durant le débat, il affirme que l'Inde exige, pour prospérer, d'un « *mixed government* », adapté à ses besoins³⁹⁹. Dans les années suivantes, Fox défendra souvent cette position en matière de politique coloniale, notamment pour le Canada et l'Irlande : un bon gouvernement demande un équilibre entre les trois régimes⁴⁰⁰. On

³⁹⁷ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present, op. cit.*, p. 26.

³⁹⁸ Frederick North (1732-1792), premier ministre de la Grande-Bretagne entre 1770 et 1782. Critiqué pour son rôle dans la crise américaine, il sera démis suite à un vote de censure des Communes.

³⁹⁹ John Debrett, *The Parliamentary Register: Proceedings of the Fourth Session of the Fifteenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1783, vol. 44/12, p. 42.

⁴⁰⁰ John Debrett, *The Parliamentary Register: Proceedings of the First Session of the Seventeenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1791, vol. 44/29, p. 71 ; John Debrett, *The Parliamentary Register: Proceedings of the First Session of the Eighteenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1797, vol. 12/2,

peut noter qu'ici, Fox ne différencie pas entre les principes politiques qui doivent gouverner la Grande-Bretagne et ceux devant s'appliquer au Canada ou à l'Inde : le gouvernement mixte est considéré comme un bien universel.

L'argumentation de l'opposition s'inscrit dans la même lignée de défense du gouvernement mixte. Mais si Fox appelle à la tradition pour justifier un rôle accru des Communes face à la Couronne, ses adversaires usent du principe de la « mise en danger ». À leurs yeux, une telle réforme risque en fait de déséquilibrer la constitution, mettant en péril la précieuse liberté britannique. C'est explicitement ce que déclarera Thomas Orde⁴⁰¹, pour qui la proposition de Fox, en faisant des *Commons* le dépositaire de la souveraineté indienne, pourrait « *overbalance the democratical part of the Constitution* », et nuire à l'équilibre entre les trois éléments⁴⁰². Chez les Lords, le Duc de Richmond⁴⁰³, pourtant en faveur d'une réforme parlementaire, ne manque pas de rappeler à ses pairs, « *how improper a democratic assembly is to manage the execution of public affairs*⁴⁰⁴ », et s'oppose la proposition de Fox. Ici, on retrouve l'argument familier voulant que la *democracy* soit un régime chronophage.

Ces débats sur la question de l'Inde se poursuivent durant les années 1780, mais la figure de la démocratie n'y joue pas un rôle important. Quand l'enjeu apparaît, c'est généralement d'une manière instrumentale. Pour les torys, partisans gouvernementaux, l'Empire doit rester une prérogative royale et surtout ministérielle, loin des *Commons*. Pour les whigs, au contraire, ces développements, particulièrement à la suite du fiasco américain, démontrent une influence néfaste de la Couronne. L'élément démocratique de la constitution, les Communes, doit donc être

p. 638.

⁴⁰¹ 1740-1807. Thomas Orde-Powlett, 1^{er} Baron Bolton, politicien d'allégeance tory. Après quelques postes ministériels mineurs, il deviendra notamment Secrétaire en chef pour l'Irlande.

⁴⁰² J. Debrett, *The Parliamentary Register, op. cit.*, p. 275.

⁴⁰³ 1735-1806. Charles Lennox, 3^e Duc de Richmond, militaire et homme politique whig.

⁴⁰⁴ John Debrett, *The Parliamentary Register: Proceedings of the Fourth Session of the Fifteenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1783, vol. 44/14, p. 93.

renforcé pour éviter tout débordement et perturbation du compromis de 1688. C'est aussi le discours tenu par le mouvement réformiste qui secoue alors la métropole.

3.2.2 Métropole et *reform*

Les différentes utilisations de *democracy* dans le cadre de débats impériaux, bien qu'influencés par les évènements coloniaux, doivent aussi être lues en rapport avec des développements politiques ayant lieu en Grande-Bretagne. Entre 1775 et 1789 émerge un mouvement pour une *parliamentary reform* aux revendications claires et aux organisations dynamiques. Jusqu'aux années 1780, *reform* avait principalement une signification morale — dérivée de son usage religieux dans le contexte de la réforme protestante. *Reform* était ainsi appliqué à l'individu, comme synonyme de correction comme dans l'expression « *to reform oneself* ». Or, tel que le souligne Innes, « *by 1782, the slogan 'parliamentary reform' had general currency. Thereafter, down to the 1830s and indeed beyond, 'reform' in English public life connoted 'parliamentary reform' first and foremost*⁴⁰⁵ ». Cette naissance de l'étiquette *reformist*, nous amène à un autre terme récurrent chez les historien-ne-s contemporain-ne-s : celui de *radical*.

Dans le débat historiographique sur le radicalisme britannique, trois positions peuvent être retenues : une approche substantive (de tendance marxiste, où le radicalisme est une tradition révolutionnaire continue), une autre fonctionnelle (le radicalisme est une idéologie s'appliquant à différents groupes et périodes selon certains critères) et une troisième nominaliste (l'étiquette *radical* ne devrait être apposée qu'à des individus s'identifiant comme tels⁴⁰⁶)⁴⁰⁷. Par souci de cohérence avec notre approche théorique, nous considérons que le qualificatif radical devrait être réservé aux acteurs s'en

⁴⁰⁵ J. Innes, « "Reform" in English public life », art cit, p. 85.

⁴⁰⁶ Certes, cette position laisse de côté le fait que l'étiquette *radical* peut être apposée à un adversaire politique, notamment dans le but de le discréditer. Cette stratégie est parfois présente durant notre période, mais elle reste mineure. Les qualificatifs de *republican*, *democrat* ou *Jacobin* sont dominants.

⁴⁰⁷ Glenn Burgess, « Introduction » dans Glenn Burgess et Matthew Festenstein (dir.), *English Radicalism, 1550-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 7-9.

revendiquant — c'est-à-dire surtout aux parlementaires et intellectuels se réclamant de Jeremy Bentham à partir des années 1820. Parler de radicalisme avant cette date n'est pas seulement anachronique, mais crée aussi une confusion conceptuelle. Suivant Conal Condren, nous soulignons que la plupart des acteurs politiques du 18^e siècle ne proposent pas une rupture avec l'ordre établi, mais une restauration de celui-ci (selon une constitution ancestrale, une vérité révélée ou encore des droits naturels). Considérer ces discours comme radicaux est donc contradictoire : « *in a world in which most people attempted to co-opt rhetorics of tradition, 'radicalism' ended up largely as our description of the strained exploitation of such idioms of conservation*⁴⁰⁸ ».

Cette position nous amène à préférer le terme *reformist* ou, quand applicable, de *republican*, pour qualifier des groupes et individus qui sont souvent identifiés comme radicaux par les historien-ne-s contemporain-e-s. À nos yeux, l'étiquette réformiste désigne donc les différents acteurs promouvant l'idée d'une transformation des pratiques politiques britanniques — qu'ils soient constitutionnalistes, républicains ou communalistes. Que les idées utilisées pour justifier ces changements varient selon les acteurs et les périodes, cela ne fait aucun doute. Cependant, les langages utilisés (constitutionnalistes, républicains, communalistes) auront peu d'impact sur les usages de *democracy*. C'est plutôt la volonté même de restauration d'un équilibre constitutionnel perdu de ces réformistes et surtout leurs pratiques politiques qui vont faire en sorte qu'ils seront qualifiés — souvent contre leur gré — de *democrats*. Ainsi, dans leurs demandes, les réformistes britanniques n'utilisent pas beaucoup le terme *democracy*. Quand certains auteurs le font, c'est dans le cadre d'une conception d'un équilibre constitutionnel à préserver : les Communes, élément démocratique, doivent être renforcées, notamment face à l'influence de la Couronne. On retrouve

⁴⁰⁸ Conal Condren, « Afterword: Radicalism Revisited » dans Glenn Burgess et Matthew Festenstein (dir.), *English Radicalism, 1550-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 320.

donc la différence entre *limited* et *pure democracy* : le mouvement réformiste cherche à préserver la première et surtout pas à instaurer la seconde.

En témoignage, *Take Your Choice* (1776), du Major John Cartwright, texte considéré comme décisif par plusieurs historien-ne-s dans l'émergence du réformisme⁴⁰⁹. Cartwright prend parti explicitement en faveur de Parlements annuels, vus comme une défense face à la tyrannie⁴¹⁰. Incidemment, il soutient aussi le suffrage adulte masculin secret. Il ne formule pas son argumentation en termes de démocratie ou de régime mixte, mais plutôt en suivant une logique constitutionnaliste. Selon lui, tout homme payant des impôts doit pouvoir y consentir, soit directement ou par son représentant, sinon il est soumis à un régime tyrannique (on retrouve ici l'idée des colons étatsuniens). Le terme *democracy* est peu présent dans cette argumentation et reste associé aux entités politiques de petite taille, marquées par une égalité forte :

*In small communities only, suited to democratical government in its purity, have all distinctions been made in favour of merit; and in such alone hath it, therefore, been ever possible for the elevation of particular persons above the rest, to operate, in its full effect for the common weal. [...] But, in larger communities, where this pure democratical or republican form of government cannot be carried into practice, it hath been found expedient to make artificial, as well as natural distinctions amongst men; and even to agree upon hereditary elevations*⁴¹¹.

Cartwright revendique donc une meilleure représentation populaire aux Communes, mais sans utiliser un vocabulaire démocratique.

Dans ces années, on retrouve un raisonnement semblable dans nombre de pamphlets et d'ouvrages⁴¹². De cette littérature émerge une critique commune de l'État

⁴⁰⁹ Eric J. Evans, *Parliamentary Reform in Britain, c. 1770-1918*, Londres, Routledge, 1999 ; D. G. Wright, *Democracy and Reform, 1815-1885*, Londres, Longmans Green and Co, 1970, p. 142.

⁴¹⁰ Un argument récurrent de la tradition républicaine britannico étatsunienne. John Adams écrivait dès 1776 que « *where annual elections end, there slavery begins* » (*Thoughts on Government: Applicable to the Present State of the American Colonies*, Philadelphia, John Dunlap, 1776, p. 5.)

⁴¹¹ John Cartwright, *Take your choice! Representation and respect, imposition and contempt, annual parliaments and liberty, long parliaments and slavery*, Londres, J. Almon, 1776, p. 4-5.

⁴¹² James Burgh, *Political Disquisitions; or, an Enquiry into Public Errors, Defects, and Abuses*, Londres, Edward and Charles Dilly, 1775, vol. 3/ ; Obadiah Hulme, *An Historical Essay on the*

britannique : déséquilibre de la constitution, manque de représentativité des Communes, absence de consentement des gouvernés et corruption du processus parlementaire par l'octroi de sinécures. Outre différentes questions administratives, trois réformes politiques sont généralement demandées : un redécoupage de la carte électorale, des élections parlementaires annuelles et une extension du suffrage (allant parfois jusqu'à englober tous les hommes adultes). Ces revendications, et particulièrement la première, doivent être comprises dans un contexte du développement démographique et économique du Nord-Ouest anglais. En effet, suite à la croissance de villes telles que Manchester ou Birmingham et le dépeuplement de certains villages, il existe une inégalité frappante entre les *rotten boroughs* de quelques habitants qui envoient un, voire deux, députés au Parlement, et ces villes manufacturières de plusieurs milliers d'habitants dépourvus de représentation politique. Pour plusieurs réformistes, le rééquilibrage de la Constitution passe par un transfert de ces sièges contrôlés par l'aristocratie ou la Couronne, à l'électorat de classe moyenne du Nord.

Avec le temps, ces demandes du mouvement réformiste seront synthétisées sous la forme des « *six points* » : suffrage universel masculin (adulte), vote secret, éligibilité universelle masculine et rémunération des députés, élections annuelles et surtout circonscriptions de tailles égales⁴¹³. Ces demandes seront portées de manière récurrente par différents acteurs politiques à travers notre période. Ces propositions restent en grande partie compatibles avec le régime mixte britannique, puisqu'elles n'impliquent pas une supériorité des Communes sur les autres éléments : elles visent à les réformer⁴¹⁴.

English Constitution, Londres, Edward and Charles Dilly, 1771, 219 p ; Richard Price, *Observations on the Nature of Civil Liberty, the Principles of Government, and the Justice and Policy of the War with America*, Londres, Edward and Charles Dilly, 1776, 210 p ; Joseph Priestley, *An Essay on the First Principles of Government*, Londres, J. Johnson, 1771, 326 p ; Thomas Wycliffe, *On Government*, Warrington, W. Eyres, 1779.

⁴¹³ Marc Baer, *The Rise and Fall of Radical Westminster, 1780–1890*, Londres, Palgrave MacMillan, 2012, p. 13.

⁴¹⁴ C.C. Weston, *English Constitutional Theory and the House of Lords*, *op. cit.*

Au niveau organisationnel, les doléances réformistes vont s'incarner dans différentes sociétés au cours des années⁴¹⁵. Même si ces associations se rapprochent plus d'un club de gentlemen que d'une organisation de masse, leur création démontre la mutation des pratiques politiques britanniques, particulièrement en milieu urbain⁴¹⁶. Cette culture de clubs, qui émerge au 18^e siècle, touche au début principalement les classes aisées, mais assez rapidement les travailleurs établissent aussi leurs propres organisations d'entraide, puis leurs revendications politiques. Bien que ces sociétés soient souvent séparées selon la classe et le sexe, elles fournissent à ceux — et celles — qui sont formellement exclus de la sphère politique, une occasion de développer leurs propres capacités politiques. En d'autres termes, à l'époque, « *for those lacking personal power [...], associational life offered a chance to interact with mainstream politics on their own terms*⁴¹⁷ ».

À partir de la fin des années 1770, le mouvement réformiste utilise *meetings* et pétitions, pour tenter de convaincre le public et surtout le Parlement d'adopter certaines mesures : redistribution des sièges, lutte contre la corruption, élections plus fréquentes, extension du suffrage. Ces pressions externes ont un impact important sur la dynamique politique à Westminster. Bien sûr, dans le contexte de la crise américaine, l'opposition whig s'est déjà fait entendre. Mais l'agitation réformiste et les difficultés militaires en Amérique vont se combiner et discréditer le gouvernement de Lord North. Les whigs cherchent à limiter l'influence royale par une réduction des sinécures et du népotisme — ce qu'ils nomment « *economic reform*⁴¹⁸ ». Si ces parlementaires justifient leurs réformes par une référence à une demande populaire qui se manifeste alors, ils se gardent bien d'utiliser une argumentation en termes

⁴¹⁵ Tout d'abord, la *Bill of Rights Society* (1769-1771), fondée pour soutenir John Wilkes. Ensuite, la *Yorkshire Association* (1779-1783, fondée par Christopher Wyvill), qui sera imitée, notamment par la plus virulente *Westminster Association* (dirigée par Charles J. Fox). Enfin, la *Society for Constitutional Information* (1780-1794, fondée par Cartwright).

⁴¹⁶ H.T. Dickinson, *The Politics of the People*, *op. cit.*, p. 93 ; J. Innes et M. Philp (dir.), *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions*, *op. cit.*

⁴¹⁷ J. Innes, « People and Power in British Politics to 1850 », art cit, p. 142.

⁴¹⁸ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. 25.

démocratiques. Encore une fois, c'est plutôt une rhétorique du rétablissement de l'équilibre constitutionnel britannique qu'ils utilisent.

L'association entre whigs et *democracy* résulte en fait d'une stratégie de leurs adversaires. Ainsi, pour William Adam⁴¹⁹, supporteur de Lord North, céder à la pression populaire, c'est s'engager sur une pente glissante, qui mène à l'abolition de la constitution :

*Suppose the people were to tell us, this mixed government [...] is not sufficient for our liberty, we want a democracy, that liberty may be extended. Would this House agree to their request, and alter the government of this country, because the prayers of their petitions contained such a request*⁴²⁰?

Adam utilise ici une variante de l'argumentation conservatrice de la mise en danger : celui du précédent dangereux. En acceptant une réforme parlementaire parce que le peuple le demande, on ouvre la porte à d'autres requêtes, qui mèneraient à l'établissement d'une *democracy*. Peu importe que les réformistes ne parlent pas de démocratie : pour les torys, c'est en fait vers là qu'ils vont.

Dans un contexte politique de plus en plus instable, marqué par les défaites militaires en Amérique, les pressions réformistes vont grandissant. Le 6 avril 1780, le whig John Dunning⁴²¹ dépose la motion suivante : « *that the influence of the Crown has increased, is increasing, and ought to be diminished*⁴²² ». Adoptée à 233 voix contre 215, malgré l'opposition virulente du gouvernement North, « *this defeat was probably the most serious one for any eighteenth-century ministry*⁴²³ » selon H.T.

⁴¹⁹ 1751-1839. Avocat, politicien et juge d'origine écossaise, MP de 1774 à 1794, puis 1806 à 1812.

⁴²⁰ John Almon, *The Parliamentary Register: Proceedings of the Sixth Session of the Fourteenth Parliament*, Londres, J. Almon, 1780, vol. 17/16, p. 426.

⁴²¹ 1731-1783. Avocat, *Sollicitor General* de 1768 à 1770, MP de Calne de 1768 à 1782.

⁴²² John Almon, *The Parliamentary Register: Proceedings of the Sixth Session of the Fourteenth Parliament*, Londres, J. Almon, 1780, vol. 17/17, p. 91.

⁴²³ H.T. Dickinson, *The Politics of the People*, op. cit., p. 95.

Dickinson. Cependant le débat concernant cette motion ne porte pas sur la *democracy*, mais bien sur le régime mixte britannique et sur l'influence respective de ses éléments. D'ailleurs, la motion propose une restauration de l'équilibre constitutionnel et non une transformation de celui-ci. Seul Adam va utiliser le terme *democracy* pour s'objecter à toute critique de la Couronne, maniant cette fois la thèse de l'effet pervers. Selon lui, toute tentative de limiter celle-ci au profit des Communes se solderait en fait par une augmentation du pouvoir aristocratique, menant à terme à la tyrannie. Au vu de l'agitation populaire extérieure, Adam considère qu'il serait peu surprenant de voir « *the spirit of this constitution destroyed, the liberty of Parliament annihilated and a wild democracy controlling in every instance the wisdom of the legislature*⁴²⁴ ». Ici, *democracy* est d'ailleurs utilisé dans son sens de groupe social, pour désigner les couches populaires.

Dans les années suivantes, les motions réformistes s'enchaînent dans l'enceinte parlementaire, avec peu de succès. En mai 1781, la *Westminster Association* dépose une pétition pour la réforme du Parlement, revendiquant une meilleure représentation de la population et des mandats plus courts⁴²⁵. Les *Commons* refusèrent d'en discuter à 212 voix contre 135⁴²⁶. Le 7 mai 1782, William Pitt, figure politique montante de l'époque, propose de créer un comité pour étudier la désirabilité d'une réforme de la Chambre des Communes. Là encore, c'est une argumentation en termes de régime mixte qui est mobilisée par Pitt et certains whigs. En témoigne la seule mention de *democracy* faite par Pitt :

*It was because our government, was no longer what it used to be – a government lodged both in the King and his People: it was now, by means of corruption, vested only in the servants of the Crown; therefore the nature of our government, which formerly derived so much lustre from its democracy, being changed, the powers of Europe [...] now scorned and reviled us*⁴²⁷.

⁴²⁴ J. Almon, *The Parliamentary Register*, op. cit., p. 182.

⁴²⁵ P. Ihalainen, *Agents of the People*, op. cit., p. 275.

⁴²⁶ E.J. Evans, *Parliamentary Reform in Britain*, op. cit., p. 120.

Fox fait écho à ce sentiment en considérant que le gouvernement North « *destroyed the democracy of the constitution, and all was now swallowed up in the monarchy councils*⁴²⁸ » et qu'il faut donc rétablir l'équilibre constitutionnel. Après un débat houleux, la motion est battue 161 voix contre 141. Un an plus tard jour pour jour, Pitt revient à la charge en proposant une motion visant à supprimer certains *rotten boroughs* et à limiter la corruption. Encore une fois, le débat mobilise peu le terme *democracy* : il tourne autour d'une meilleure distribution géographique des sièges et de l'importance de rétablir un équilibre constitutionnel. Seul Sir Archibald MacDonal⁴²⁹, opposé à tout projet réformiste, affirme que Pitt se trompe de cible et ajoute que personnellement, « *[h]e tough democracy more to be feared than regal power*⁴³⁰ ». De son côté, James Lutrell⁴³¹, dans une utilisation typique de l'effet pervers, pose que toute réforme détruirait la constitution et conduirait le pays vers une « *dangerous aristocracy*⁴³² ». La proposition de Pitt est de nouveau rejetée, par 293 voix contre 174⁴³³.

À la fin de l'année 1783, les débats sur la *East India Company* évoqués plus tôt mènent à la chute du gouvernement dirigé par Fox et Lord North et à l'arrivée au pouvoir de Pitt, qui restera premier ministre jusqu'en 1801. En mars 1784, il déclenche des élections afin de s'assurer une majorité parlementaire. Durant celles-ci, on constate encore une fois que se sont plutôt les forces conservatrices qui mobilisent le terme *democracy*, généralement au sens de forme de gouvernement ou de groupe social, et ce de manière péjorative. Ainsi, un article de la *Kentish Gazette* du 27 mars rappelle à ses lecteurs leur devoir patriotique, soit la défense d'un régime mixte : « *it*

⁴²⁷ John Debrett, *The Parliamentary Register: Proceedings of the Second Session of the Fifteenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1782, vol. 44/5, p. 72. Repris dans le *Ipswich Journal* (08/12/1782).

⁴²⁸ *Ibid.*, p. 74.

⁴²⁹ 1747-1826. Avocat, puis juge écossais, il serait MP de 1777 à 1793, avant de devenir Baronet.

⁴³⁰ John Debrett, *The Parliamentary Register: Proceedings of the Third Session of the Fifteenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1782, vol. 44/9, p. 528.

⁴³¹ 1751-1788. Officier de la Navy, il est MP de 1775 à 1788.

⁴³² J. Debrett, *The Parliamentary Register*, *op. cit.*, p. 528.

⁴³³ E.J. Evans, *Parliamentary Reform in Britain*, *op. cit.*, p. 120.

*the business of every Englishman guard the Constitution against the insults [...] of a proud Democracy, against the usurpation of tyrant Kings; and against the attempts an assuming Aristocracy*⁴³⁴ ». Un mois après la fin des élections, le *Caledonian Mercury* rejette tout changement de la constitution en invoquant les troubles du 17^e siècle : « *This an independent House of Commons actually performed in the last century: murdered the King, annihilated the Peers, and established the worst kind of democracy that ever existed*⁴³⁵ ». Au même moment, Lord North, maintenant dans l'opposition, critique à son tour le mouvement réformiste. Selon lui les réformistes veulent « *[to] check the influence of the Crown and the influence of the Aristocracy, and to give more influence to the democracy* ». Mais en fait leurs efforts mèneront à « *lessen the power and the influence of the democracy and increase the power of the Crown and the aristocracy*⁴³⁶ ». Les réformistes, désirant une chose, obtiendront son contraire.

Un an plus tard, en avril 1785, Pitt, désormais premier ministre bien établi, fidèle à ses tentatives précédentes, propose une dernière fois une motion de réforme parlementaire. De nouveau, celle-ci se concentre sur la redistribution géographique des sièges : il demande aux *Commons* un budget d'un million de livres sterling afin de racheter les sièges de 36 *rotten boroughs* et corporations pour les déplacer vers Londres et des villes sans MP⁴³⁷. À l'instar des débats antérieurs, la notion de *democracy* est peu mobilisée par les parlementaires. Fox, en bon *mixed reformist*, déclare que mise à part une monarchie absolue, le pire type de régime, « *democracy and aristocracy were always in a state of gradual improvement*⁴³⁸ ». De l'autre côté de la Chambre, William Young⁴³⁹, s'inquiète, en faisant référence à l'historien romain

⁴³⁴ *Kentish Gazette*, Canterbury, 27/03/1784

⁴³⁵ *Caledonian Mercury*, Édinbourg, 7/06/1784.

⁴³⁶ John Debrett, *The Parliamentary Register: Proceedings of the First Session of the Sixteenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1784, vol. 44/15, p. 196-197.

⁴³⁷ E.J. Evans, *Parliamentary Reform in Britain*, *op. cit.*, p. 120.

⁴³⁸ John Debrett, *The Parliamentary Register: Proceedings of the Second Session of the Sixteenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1785, vol. 44/18, p. 74.

⁴³⁹ 1749-1815. Propriétaire de plantations, MP (1784-1807), puis Gouverneur de Tobago (1807-1815).

Tacite, du fait que « *the momentum of the democracy, whether acting by the body of the people, or by a representation unqualified and adapted purely to popular ideas, must quickly bear down one or both of the other branches of government*⁴⁴⁰ ». Pour ce dernier, le terme *democracy* est toujours compris comme un régime politique désordonné pouvant être direct ou médié et qui doit être équilibré par un contre-pouvoir. La motion de Pitt est battue 248 voix contre 174. Cette défaite marque la fin du *Yorkshire Association* et de manière générale un certain recul du mouvement réformiste, du moins jusqu'en 1790⁴⁴¹.

En novembre 1789, lors d'un dîner de la *Revolution Society*⁴⁴² à Londres, Richard Price⁴⁴³, réformiste notoire, porte un toast en faveur de la liberté, de la tolérance et de la jeune Révolution française. Publié sous le titre *Discourse on the Love of Our Country* (1789), ce texte pousse Burke à rédiger ses *Reflections on the Revolution in France* (1790). *Democracy*, sous l'impulsion des débats révolutionnaires et réformistes, devient alors un terme plus courant. Son sens péjoratif se voit renforcé par son usage par les forces conservatrices comme étiquette partisane pour désigner leurs adversaires.

Avant de passer à cette seconde partie, il nous faut mentionner qu'évidemment, ces utilisations du vocabulaire démocratique dans le contexte parlementaire et réformiste n'épuisent pas tous les sens du mot. Ainsi, la définition proposée par différents ouvrages de référence reste similaire à celle évoquée au chapitre précédent : la démocratie continue à être l'un des trois régimes, caractérisée par un « pouvoir populaire », aux limites et institutions rarement définies⁴⁴⁴. Plusieurs essais utilisent

⁴⁴⁰ J. Debrett, *The Parliamentary Register*, op. cit., p. 80.

⁴⁴¹ D.G. Wright, *Democracy and Reform, 1815-1885*, op. cit., p. 142.

⁴⁴² Fondée en 1788 et nommée en référence à la *Glorious Revolution* de 1688, qu'elle commémore.

⁴⁴³ 1723-1791. Pasteur, mathématicien, philosophe et réformiste important d'origine galloise.

⁴⁴⁴ John Ash, *The New and Complete Dictionary of the English Language*, Londres, Vernon & Hood, 1775, p.269 ; Thomas Sheridan, *A General Dictionary of the English Language*, 1^{re} éd., Londres, J. Dodsley, 1780, p.289 ; John Entick, *The new spelling dictionary, teaching to write and pronounce the English tongue with ease and propriety*, Londres, C. Dilly, 1783.

aussi le terme en référence à l'antiquité. Par exemple, dans son influent *History of the Decline and Fall of the Roman Empire* (1776-1789), Edward Gibbons⁴⁴⁵ emploie le vocable pour désigner certaines tendances populaires de la république. Sa connotation négative est évidente à ses yeux : « *[u]nder a democratical government, the citizens exercise the powers of sovereignty; and those powers will be first abused, and afterwards lost, if they are committed to an unwieldy multitude*⁴⁴⁶ ». Pour Gibbon, la démocratie mène au désordre, car la multitude ne peut être raisonnable.

L'association entre *democracy* et désordre se retrouve aussi encore dans les essais politiques de l'époque⁴⁴⁷. Tucker, cité lors de la crise américaine, propose dans *A Treatise Concerning Civil Government in Three Parts* (1781) une attaque en règle contre les principes politiques de John Locke. Dans cet ouvrage, il livre une définition classique de *democracy*, entendu comme régime politique où la prise de décision se fait directement par les hommes adultes :

*I mean, a Democracy literally such, unmixed with any other Form: Where therefore all the adult Males (and why the adult Females should be excluded, is impossible to say) are supposed to assemble together, whenever they will, in order to deliberate and vote on all public Affairs, to change and alter, to pull down, and build up, without Controul, and as often as they please*⁴⁴⁸.

Un tel régime est assurément prompt à générer du chaos. Évoquant Athènes et Rome, Tucker considère qu'elles ont pu marquer l'histoire seulement grâce à leurs éléments aristocratiques, et ce malgré leurs « *reptile, democratical institutions*⁴⁴⁹ ».

⁴⁴⁵ 1737-1794. Historien britannique notoire, mais aussi MP whig de 1774 à 1784.

⁴⁴⁶ Edward Gibbon, *The History of the Decline and Fall of the Roman Empire*, Londres, W. Strahan et T. Cadell, 1783, p. 54.

⁴⁴⁷ John Andrews, *An Essay on Republican Principles, and on the Inconveniencies of a Commonwealth in a Large Country, Concluding with Some Reflections on the Present Situation of Great Britain*, Londres, Richardson & Urquhart, 1783, 108 p.

⁴⁴⁸ John Tucker, *A Treatise Concerning Civil Government in Three Parts*, Londres, T. Cadell, 1781, p. 214.

⁴⁴⁹ *Ibid.*, p. 216-217.

Dans cet essai, Tucker développe d'ailleurs une proposition originale pour l'époque sur la question de l'élection et de la représentation, qui allie constitutionnalisme et républicanisme. Il reconnaît qu'en Grande-Bretagne, puisque seule une minorité d'hommes adultes vote, tous ne sont pas représentés par les *Commons*. Toutefois, il affirme que le peuple, dans son rapport au gouvernement, se divise en deux catégories : les « *contractors* » (électeurs) et les « *quasi-contractors* » (le reste). Selon lui, « *the voter or elector, by giving his vote, makes himself an actual Contractor; and every non-voter, whether male or female, young or old, by living peaceably and securely amongst us, and enjoying the protection of the State, is a Quasi-Contractor*⁴⁵⁰ ». Cette distinction permet à Tucker de poser le régime britannique dans une optique contractualiste, mais qui intègre des éléments de représentation-incarnation : le Parlement résulte d'un contrat avec les électeurs, mais incarne l'ensemble du peuple. Ce régime évite les « *evils of democratical anarchy* » dus à l'action d'une « *mad populace* » :

*And by means of that Quasi-Contract, which always subsists between the Governing powers of a State, and the whole Body of the People, and every Individual thereof; the evils of democratical anarchy and confusion are prevented, and Government itself is rendered a useful, practicable Thing, instead of being either a visionary scheme, or an engine of the blind fury of a mad populace*⁴⁵¹.

On constate donc que le discours contractualiste peut être utilisé pour réaffirmer le caractère mixte — et notamment monarchique — de la constitution britannique.

En conclusion, l'étendue des changements, mais aussi la stabilité des usages de *democracy* entre 1775 et 1789 peut surtout être mesurée à travers l'étude de l'ouvrage de William Paley⁴⁵², *The Principles of Moral and Political Philosophy*. Publié en 1785 et inscrit au curriculum de l'Université de Cambridge, il est considéré comme

⁴⁵⁰ *Ibid.*, p. 240.

⁴⁵¹ *Ibid.*

⁴⁵² Théologien (1743-1805), surtout reconnu pour son ouvrage *Natural Theology or Evidences of the Existence and Attributes of the Deity* (1802), qui a influencé Charles Darwin.

l'un des livres les plus influents des Lumières britanniques⁴⁵³. Paley y discute notamment de manière didactique des différents types de régimes politiques. La définition qu'il donne de *democracy* est classique : « *a republic, or democracy, where the people at large, either collectively or by representation, constitute the legislature*⁴⁵⁴ ». Encore une fois, le régime démocratique peut être direct ou représentatif, tant que le peuple contrôle le pouvoir législatif. Paley énumère par la suite les avantages et désavantages de ce type de constitution : la liberté dont bénéficient les républiques implique désordre et autres tumultes. Il considère donc que ce régime n'est pas adapté à la gestion de grands territoires : « *in a democratic constitution the mechanism is too complicated, and the motions too slow, for the operations of a great empire* » — une perspective remontant au moins à Montesquieu. Cependant, il nuance cette position en affirmant qu'une partie de ces désavantages peut être évitée par l'adoption d'un modèle fédéral et avance que « *the experiment is about to be tried in America upon a large scale*⁴⁵⁵ ». Il voit les États-Unis comme un régime politique novateur, qui pourrait réconcilier *democracy* et modernité.

Cette position, où il est possible de corriger la démocratie par une innovation institutionnelle comme le fédéralisme, obtiendra un certain succès dans les années suivant la Révolution française. Certains réformistes britanniques considéreront aussi qu'il est réaliste d'établir une république démocratique moderne, à condition que celle-ci soit représentative et élective. *Democracy* sera alors principalement compris en opposition au régime héréditaire monarchique. On assiste donc bien entre 1775 et 1789 à une préfiguration des débats des années 1790 : le terme *democracy* entre progressivement dans l'arène politique en étant généralement attribué aux révolutionnaires étrangers et aux réformistes britanniques. Ces derniers ne le

⁴⁵³ Niall O'Flaherty, *Utilitarianism in the Age of Enlightenment: The Moral and Political Thought of William Paley*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018, p. 1.

⁴⁵⁴ William Paley, *The Principles of Moral and Political Philosophy*, Indianapolis, Liberty Fund, 2002, p. 254.

⁴⁵⁵ *Ibid.*, p. 258.

revendiquent pas et tentent plutôt d'articuler une critique du régime monarchique, dans l'optique de le rendre plus représentatif. Dans le cas de la Grande-Bretagne, c'est bien *Monarchy* et non *Democracy* qui ressortira gagnante de ce duel.

3.3 Consolidations monarchiques

Soyons clairs : la Révolution française et les crises qui vont secouer l'Europe dans les années suivant 1789 constituent les événements les plus influents sur le sens du terme *democracy* en Grande-Bretagne. Toutefois, tous les débats soulevés par l'agitation révolutionnaire viennent confirmer une tendance que nous avons déjà remarquée entre 1775 et 1789. *Democracy* et ses dérivés sont principalement utilisés de manière négative, comme une étiquette accolée par des acteurs politiques conservateurs à leurs adversaires. La période révolutionnaire amplifie cette tendance, mais il s'agit là plus d'un changement d'échelle que de nature. Si certains réformistes vont employer le mot positivement, l'immense majorité préférera l'éviter, car trop connotée négativement.

C'est à partir de 1790 que *democracy* fait progressivement son entrée dans le vocabulaire commun. Outre l'augmentation du nombre de ses occurrences, le terme est appliqué pour désigner des événements contemporains — au premier chef la Révolution française — même s'il ne perd pas automatiquement son aspect historique. La troisième édition de l'*Encyclopædia Britannica*, publiée entre 1788 et 1797, révèle les oscillations entre l'antiquité et la modernité de la *democracy*. Dans l'article qui lui est consacré, on peut lire qu'il s'agit d'un « *popular government, wherein the supreme power is lodged in the hands of the people: such were Rome and Athens of old*⁴⁵⁶ ». On est ici assez près des définitions mentionnées précédemment : *democracy* est associée au « pouvoir populaire », à l'antiquité et on a peu de détails sur la forme de ce régime.

⁴⁵⁶ Colin MacFarquhar et George Gleig (dir.), *The Encyclopædia Britannica: or, A Dictionary of Arts, Sciences, and Miscellaneous Literature*, 3^e éd., Édinburgh, 1797, vol. 18/5, p. 749.

Toutefois, dans l'article portant sur la Grande-Bretagne, la question se complexifie. Ainsi, il est écrit que « *when the sovereign power is lodged in an aggregate assembly consisting of all the members of the community which is called a democracy* ». Or, dans le cas britannique, on considère que les *Commons* sont « *freely chosen by the people from among themselves, which makes it a kind of democracy* »⁴⁵⁷, reprenant la formulation de William Blackstone examinée au chapitre antérieur. Bien que qualifiée, cette catégorisation démontre l'actualité de l'étiquette de *democracy*, conçue ici comme élément du régime mixte. Cette pertinence est derechef exemplifiée par l'article portant sur la Révolution française, où le terme est abondamment utilisé pour désigner les forces républicaines⁴⁵⁸.

L'association entre *democracy* et les différents gouvernements révolutionnaires français est probablement l'élément qui se dégage le plus clairement des écrits britanniques entre 1789 et 1801. Tant dans les débats parlementaires que dans les traités ou la presse périodique, le mot prend une actualité certaine, qui sert principalement à qualifier les régimes politiques s'inscrivant dans une perspective républicaine. À ce stade, il est important de rappeler que la plupart des révolutionnaires français ne se voient pas comme des démocrates : ils articulent plutôt leur objectif politique en termes de républicanisme⁴⁵⁹. Ce sont leurs adversaires politiques — internes et externes — qui vont leur attribuer cette étiquette. Ce qu'une analyse des débats britanniques sur la Révolution française révèle, c'est la place mineure, du point de vue conceptuel, de la *democracy*. Si certains auteurs réformistes et républicains proposent certes des usages novateurs, ils restent définitivement marginaux.

⁴⁵⁷ Colin MacFarquhar et George Gleig (dir.), *The Encyclopaedia Britannica: or, A Dictionary of Arts, Sciences, and Miscellaneous Literature*, 3^e éd., Édimbourg, 1797, vol. 18/9, p. 608.

⁴⁵⁸ Colin MacFarquhar et George Gleig (dir.), *The Encyclopaedia Britannica: or, A Dictionary of Arts, Sciences, and Miscellaneous Literature*, 3^e éd., Édimbourg, 1797, vol. 18/16, p. 159, 166, 199.

⁴⁵⁹ P. Rosanvallon, « The History of the Word "Democracy" in France », art cit ; Raymonde Monnier, « Démocratie et Révolution française », *Mots*, 1999, vol. 59, n° 1, p. 47–68 ; F. Dupuis-Déri, *Démocratie, histoire politique d'un mot*, op. cit.

3.3.1 *Reform* et révolution

Paru en novembre 1790, *Reflections on the Revolution in France* est souvent créditée comme étant la première articulation d'une position philosophique conservatrice, même si ce portrait résulte plutôt d'une construction postérieure⁴⁶⁰. L'impact immédiat de cet ouvrage est difficile à évaluer. Après tout, si son impression déclenche une véritable guerre pamphlétaire, où partisans et adversaires de Burke s'interpelleront à loisir, ce dernier n'en sort pas nécessairement vainqueur. Ainsi, il est estimé que près de 65 textes seront publiés en réponse à Burke, avec une dizaine seulement l'appuyant⁴⁶¹. En termes de diffusion, l'influence des *Reflections* semble aussi avoir été limitée, avec 30 000 copies vendues dans les années suivantes, tandis que Paine écoulera des centaines de milliers d'exemplaires de *The Rights of Man* (1791-1792)⁴⁶². Pour l'historien Stuart Andrews « *whatever accolades may have been bestowed on Burke by posterity, he did not sweep the field when challenged by his contemporaries*⁴⁶³ ».

Considérant le nombre impressionnant d'études du texte de Burke et des réponses qui y sont faites⁴⁶⁴, nous ne nous attarderons pas sur les subtilités des arguments présentés, mais concentrerons notre analyse sur l'utilisation du terme *democracy*. Burke est le premier auteur philosophique rencontré jusqu'à présent à employer autant le mot et ses dérivés (une trentaine de fois). Si certains de ses usages restent conventionnels, il innove notamment en appliquant l'étiquette au régime révolutionnaire français⁴⁶⁵. Toutefois, cette étiquette ne va pas de soi : la France est qualifiée de démocratie, mais celle-ci est aussi vue comme une façade. Selon Burke,

⁴⁶⁰ Emily Jones, *Edmund Burke and the Invention of Modern Conservatism, 1830-1914: A British Intellectual History*, Oxford, Oxford University Press, 2017, 284 p.

⁴⁶¹ Stuart Andrews, *The British Periodical Press and the French Revolution, 1789-99*, Basingstoke, Palgrave, 2000, p. 27.

⁴⁶² Gregory Claeys, *Thomas Paine: Social and Political Thought*, Boston, Unwin Hyman, 1989, p. 3.

⁴⁶³ S. Andrews, *The British Periodical Press and the French Revolution*, *op. cit.*, p. 27.

⁴⁶⁴ S. Andrews, *The British Periodical Press and the French Revolution*, *op. cit.* ; Gregory Claeys, *The French Revolution Debate in Britain: The Origins of Modern Politics*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007 ; D.I. O'Neill, *The Burke-Wollstonecraft Debate*, *op. cit.* ; Mark Philp, *The French Revolution and British Popular Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

la France « *affects to be a pure democracy, though I think it in a direct train of becoming shortly a mischievous and ignoble oligarchy*⁴⁶⁶ ». On retrouve ici l'idée relativement classique qu'une démocratie est un régime impraticable, qui masque souvent le pouvoir de quelques hommes et mène à la tyrannie, l'anarchie ou, dans ce cas-ci, l'oligarchie. Au niveau rhétorique, c'est aussi une illustration de la thèse réactionnaire de l'effet pervers : malgré les changements apparents louables de l'État français, le résultat est désastreux.

Mais peu importe en fait les artifices français, l'essentiel est qu'une *democracy* est un régime horrible, violent, corrompu et passéiste. Suivant Aristote, Burke associe *democracy* à la tyrannie et au despotisme⁴⁶⁷. Pour lui, la constitution mixte doit être défendue face à la démocratie. Il condamne autant l'*absolute monarchy* que l'*absolute democracy*⁴⁶⁸. Dans le cas britannique, il est déterminé à « *to keep an established church, an established monarchy, an established aristocracy, and an established democracy, each in the degree it exists, and in no greater*⁴⁶⁹ ». Cette défense du régime mixte est à situer dans le débat sur la révolution de 1688 initié par Price. Pour Burke, l'important est de démontrer que la constitution britannique ne résulte pas de spéculations philosophiques, mais d'une lente évolution et que toute tentative de réforme brusque risquerait de faire s'écrouler ce fragile édifice — tel que le veut l'idée de la mise en danger. Cette position est cohérente avec la tradition constitutionnaliste : si Burke rejette l'incarnation d'une souveraineté populaire pure,

⁴⁶⁵ On retrouve une première itération des thèses de Burke sur la Révolution française à l'occasion d'un débat parlementaire en février 1790 sur la question du financement des armées, où il s'attaque aux révolutionnaires français et s'oppose à ceux qui souhaiteraient suivre l'exemple d'une « *irrational, unprincipled, proscribing, confiscating, plundering, ferocious, bloody, and tyrannical democracy.* » Edmund Burke, *Substance of the Speech of the Right Honourable Edmund Burke, in the Debate on the Army Estimates*, Londres, J. Debrett, 1790, p. 12.

⁴⁶⁶ *Reflections on the Revolution in France*, Londres, J. Dodsley, 1790, p. 185.

⁴⁶⁷ *Ibid.*, p. 187.

⁴⁶⁸ *Ibid.*, p. 186.

⁴⁶⁹ *Ibid.*, p. 136.

il ne refuse pas le concept même, il est plutôt en faveur d'une médiation parlementaire de celle-ci⁴⁷⁰.

Explorer ici l'ensemble des réponses suscitées par les déclarations incendiaires de Burke dépasserait nos objectifs. D'autant que plusieurs ne mobilisent pas le terme *democracy* ou alors très peu. Ainsi, Mary Wollstonecraft⁴⁷¹, l'une des premières à lui répliquer, n'utilise ce vocabulaire ni dans son *A Vindication of the Rights of Man* (1790), ni dans *A Vindication of the Rights of Woman* (1792), l'un des premiers textes modernes défendant l'égalité entre les sexes⁴⁷². Similairement, des auteurs républicains reconnus comme Catherine Macaulay, avec *Observations on the Reflections of the Right Hon. Edmund Burke* (1790), ou réformistes comme Joseph Priestley dans ses *Letters to the Right Honourable Edmund Burke* (1791) et John Thelwall dans *The Rights of Nature against the Usurpations of Establishments* (1796), ou encore Vicesimus Knox⁴⁷³ dans *The Spirit of Despotism* (1795), l'emploient à peine⁴⁷⁴. Pour ces raisons, nous concentrerons notre analyse sur les deux réponses utilisant le terme *democracy* ayant eu le plus d'impact, celles de Thomas Paine et de William Godwin.

À la suite de son rôle important dans la Révolution étatsunienne, Paine devient l'un des acteurs clefs du mouvement réformiste britannique, particulièrement dans sa

⁴⁷⁰ Richard Bourke, « Popular sovereignty and political representation » dans Richard Bourke et Quentin Skinner (dir.), *Popular Sovereignty in Historical Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016, p. 212-235.

⁴⁷¹ 1759-1797. Autrice et philosophe britannique, elle est l'une des premières à revendiquer une égalité civique et politique entre les genres.

⁴⁷² Mary Wollstonecraft, *A Vindication of the Rights of Woman*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995 ; Mary Wollstonecraft, *A Vindication of the Rights of Men*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

⁴⁷³ 1752-1821. Prêtre anglican, critique de la guerre avec la France, car menant selon lui au despotisme.

⁴⁷⁴ Catharine Macaulay, *Observations on the Reflections of the Right Hon. Edmund Burke, on the Revolution in France*, Londres, C. Dilly, 1790, 94 p ; Vicesimus Knox, *The Spirit of Despotism*, Londres, 1795 ; Joseph Priestley, *Letters to the Right Honourable Edmund Burke: Occasioned by His Reflections on the Revolution in France.*, Birgmingham, T. Pearson, 1791, 200 p ; John Thelwall, *The Rights of Nature, Against the Usurpations of Establishments*, Londres, H.D. Symonds, 1796, 104 p.

tendance républicaine⁴⁷⁵. Il arrive en France en 1787 et s'enthousiasme à la vue des événements révolutionnaires de 1789. Retourné en Grande-Bretagne, il écrit *The Rights of Man*, publié en deux parties en 1791 et 1792. L'ouvrage devient un véritable succès d'édition, avec des dizaines de rééditions et une circulation avoisinant les 200 000 exemplaires entre 1791 et 1793. Cet impact doit être majoré à la hausse, car dans les cercles réformistes une seule copie était susceptible de toucher un grand nombre de personnes, notamment à travers l'emprunt, mais aussi la lecture publique dans les *coffeehouses*, tavernes, etc.⁴⁷⁶ Son influence se prolongera jusqu'au 19^e siècle, puisqu'autant les radicaux que les chartistes continueront de s'y référer⁴⁷⁷.

Concernant le terme *democracy*, la contribution de Paine est toutefois plus difficile à saisir. Ce dernier se situe à la frontière des traditions républicaines et communalistes examinées précédemment. Parti d'une position républicaine dans le contexte américain, il sera amené en Europe à adopter certains éléments communalistes, notamment en ce qui concerne la question agraire durant les années 1790. Cette ambiguïté rend ses utilisations de *democracy* floues. Pour commencer, il n'utilise pas beaucoup le terme : cinq fois dans la première partie, une vingtaine dans la seconde. Dans le premier livre, qui répond directement à Burke, Paine se contente d'attaquer l'idée d'un régime mixte — et surtout du principe héréditaire — et défend plutôt une perspective républicaine. Selon lui, seul un régime combinant élection et représentation peut prétendre au titre de meilleur modèle⁴⁷⁸. Le mot *democracy* ne joue pas vraiment de rôle dans cette argumentation, qui avance une critique républicaine comme on peut en trouver en France et aux États-Unis. C'est surtout

⁴⁷⁵ G. Claeys, *Thomas Paine: Social and Political Thought*, op. cit.

⁴⁷⁶ Eve Tavor Bannet, « History of Reading: The long Eighteenth Century », *Literature Compass*, 1 février 2013, vol. 10, n° 2, p. 122-133.

⁴⁷⁷ Gareth Stedman Jones, *Languages of Class: Studies in English Working Class History 1832-1982*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

⁴⁷⁸ Thomas Paine, *Rights of man: being an answer to Mr. Burke's attack on the French revolution.*, 2^e éd., Londres, J.S. Jordan, 1791, p. 161.

dans la seconde partie de *Rights of Man* que Paine tente de lier *democracy* et représentation dans une optique républicaine.

Publié au début 1792, l'ouvrage vise à répondre aux objections adressées à la première partie, et particulièrement à celles d'Emmanuel Joseph Sieyès⁴⁷⁹. À travers son texte, Paine contribue notamment à une revalorisation de l'Athènes antique⁴⁸⁰, ce qui le place en porte-à-faux par rapport à la longue tradition philosophique antidémocratique en Occident⁴⁸¹. Mais c'est surtout son analyse des rapports entre démocratie et représentation qui est originale dans le contexte britannique. Selon Paine, il existe quatre formes de gouvernements : monarchique, aristocratique, démocratique et représentatif. Les deux premiers attribuent le pouvoir de manière héréditaire, ce qui est particulièrement négatif à ses yeux. Seuls les deux derniers sont vus positivement : eux seuls peuvent être républicains, pas au sens de forme spécifique de régime, mais de principe du gouvernement dans l'intérêt général⁴⁸². Pour Philp, une telle position souligne en fait la dissolution du langage républicain dans les années 1790 : « *while Paine embraced [republicanism] from the early 1780s, the content he gave it was [...] nothing more than representative government conducted in the public good*⁴⁸³. »

L'originalité de Paine se retrouve plutôt dans son articulation entre démocratie et représentation. Accusant Burke de confondre les deux termes, Paine affirme que « *representation was a thing unknown in the ancient democracies. In those the mass of the people met and enacted laws [...] in the first person. Simple democracy was no*

⁴⁷⁹ 1748-1836. Homme politique et essayiste français, partisan du gouvernement représentatif.

⁴⁸⁰ Thomas Paine, *Rights of man. Part the second. Combining principle and practice.*, Londres, J.S. Jordan, 1792, p.28.

⁴⁸¹ Jennifer Tolbert Roberts, *Athens on Trial: The Antidemocratic Tradition in Western Thought*, Princeton, Princeton University Press, 1994 ; Christopher Hobson, « Revolution, Representation and the Foundations of Modern Democracy », *European Journal of Political Theory*, octobre 2008, vol. 7, n° 4, p. 459.

⁴⁸² T. Paine, *Rights of man. Part the second.*, *op. cit.*, p. 31.

⁴⁸³ M. Philp, « English Republicanism in the 1790s », *art cit.*, p. 245.

*other than the common-hall of the ancients*⁴⁸⁴ ». Cependant, suivant ici Montesquieu — mais aussi comme nous l'avons vu Pailey — Paine considère que la « *simple democracy* » n'est pas un régime approprié au monde moderne, car les entités politiques sont maintenant trop diverses pour être gérées collectivement⁴⁸⁵. Quelle est la solution moderne à ce problème de taille ? La représentation politique :

*Simple democracy was society governing itself without the aid of secondary means. By ingrafting representation upon democracy, we arrive at a system of government capable of embracing and confederating all the various interests and every extent of territory and population and that also with advantages as much superior to hereditary government [...]*⁴⁸⁶.

Adoptant les États-Unis comme modèle, Paine préfère explicitement le gouvernement représentatif à la « *simple democracy* », le premier étant conçu comme une amélioration, une sublimation de la seconde. Cette préférence l'amène à considérer que la représentation est en fait à privilégier partout, même dans les petites entités politiques : « *it is preferable to simple democracy even in small territories*⁴⁸⁷ ».

Une telle position est novatrice, puisque contrairement à certains de ses adversaires (Sieyès au premier chef), ou aux analyses contemporaines de Manin et Dupuis-Déri, Paine n'oppose pas représentation et *democracy* : la première vient compléter la seconde. Mieux encore, elle n'est pas considérée comme un palliatif, mais bien comme une amélioration cruciale. Tout comme pour Paley chez qui le fédéralisme offrait la possibilité à une république démocratique d'exister sur un grand territoire, la représentation permet à Paine de moderniser la forme démocratique. On peut donc dire qu'à l'inverse à la plupart des républicains français et étatsuniens, qui étaient à la fois antimonarchiques et antidémocratiques, Paine reconnaît une certaine valeur au terme *democracy*, comme base du régime représentatif. Il s'écarte aussi de certains de

⁴⁸⁴ T. Paine, *Rights of man. Part the second., op. cit.*, p. 28.

⁴⁸⁵ *Ibid.*, p. 29.

⁴⁸⁶ *Ibid.*, p. 33.

⁴⁸⁷ *Ibid.*, p. 34.

ses compatriotes, comme Thomas Northmore⁴⁸⁸, qui critiquent le gouvernement mixte, mais prennent soin d'avancer comme idéal une « *representative republic founded on the indivisible and inalienable rights of man* », qui dépasse les problèmes de la monarchie, l'aristocratie et la « *pure democracy*⁴⁸⁹ ».

Certes, l'impact de cette innovation conceptuelle sur les usages du terme *democracy* reste limité. Tout d'abord parce que le régime idéal de Paine n'est pas une *democracy* ou encore une *democratic republic*, mais bien le *representative system*. Dans aucun de ses écrits, ni *Rights of Man*, ni ceux à venir, ne prend-il position en faveur d'une *representative democracy*. Sa préférence pour le gouvernement représentatif au-delà d'une démocratie comprise comme directe est constante⁴⁹⁰. En ce sens, introniser Paine comme porte-étendard de la démocratie représentative comme le fait Christopher Hobson nous semble quelque peu exagéré⁴⁹¹. D'autant que d'autres auteurs iront plus loin que Paine dans leur appropriation du terme *democracy*.

C'est notamment le cas de Godwin qui propose avec *An Enquiry Concerning Political Justice* (1793), l'une des réponses les plus systématiques aux idées de Burke et de manière plus générale, une théorie politique aux forts accents libertaires. Si on la compare avec *Rights of Man*, cette publication eut un impact éditorial moindre, mais un effet peut être plus marqué dans les cercles philosophiques et intellectuels⁴⁹². Dans le second tome, Godwin définit la démocratie comme « *a system of government according to which every member of society is considered as a man and nothing more. [...] every man is regarded as equal*⁴⁹³ ». Cette interprétation qui associe

⁴⁸⁸ 1766-1851. Auteur et géologue, il écrit une utopie intitulée *Memoirs of Planetes* (1795).

⁴⁸⁹ Thomas Northmore, *Memoirs of Planetes: Or, a Sketch of the Laws and Manners of Makar*, Londres, V. Griffiths, 1795, p. 93.

⁴⁹⁰ Thomas Paine, *Dissertation on First Principles of Government*, Paris, English Press, 1795, p. 26.

⁴⁹¹ C. Hobson, « Revolution, Representation and the Foundations of Modern Democracy », art cit.

⁴⁹² Andrew McCann, *Enquiry Concerning Political Justice and its Influence on Modern Morals and Manners*, <https://www.litencyc.com/php/sworks.php?rec=true&UID=5358>, janvier 2001, (consulté le 6 février 2018).

⁴⁹³ William Godwin, *An Enquiry concerning Political Justice, and Its Influence on General Virtue and Happiness.*, Londres, G.G.J. and J. Robinson, 1793, vol. 2/2, p. 58.

démocratie et égalité avec une connotation neutre, voire positive, illustre l'originalité de Godwin quant à son usage du terme *democracy*. Examinant par la suite les objections qui sont souvent soulevées contre un tel système de gouvernement, il écrit que la démocratie est présentée comme instable, autodestructrice et susceptible d'être dirigée par les ignorants ou les fourbes. Face à ces accusations, et prenant Athènes en exemple, Godwin rétorque que même une démocratie sans remèdes à ses défauts reste admirable. Mais mieux encore, il existe des solutions aux maux qui affligent habituellement les régimes démocratiques.

Pour Godwin, la réponse aux problèmes de la démocratie est « *to speak and act the truth*⁴⁹⁴ ». Dans une optique rationaliste, Godwin considère qu'à travers l'éducation et l'émergence de citoyens raisonnables, « *democracy would in that society cease from the turbulence, instability, fickleness and violence that have too often characterised it*⁴⁹⁵ ». En plus de cette proposition, il rappelle, dans la lignée de Paine, que les anciennes démocraties n'étaient pas familières avec l'idée de représentation politique. Or, dans un passage qui allie représentation-mandat et représentation-incarnation, Godwin souligne comment la représentation vient compléter la *democracy* grâce à des éléments aristocratiques :

*By this happy expedient [representation] we secure many of the pretended benefits of aristocracy, as well as the real benefits of democracy. The discussion of national affairs is brought before persons of superior education and wisdom: we may conceive of them, not only as the appointed medium of the sentiments of their constituents, but as authorised upon certain occasions to act on their part, in the same manner as an unlearned parent delegates his authority over his child to a preceptor of greater accomplishments than himself*⁴⁹⁶.

À première vue, Godwin semble donc naviguer sur les mêmes eaux que Paine : Athènes était un bon système, mais instable et limité. La représentation politique — et dans une certaine mesure l'éducation — permettra d'atteindre un gouvernement

⁴⁹⁴ *Ibid.*, p. 60.

⁴⁹⁵ *Ibid.*, p. 61.

⁴⁹⁶ *Ibid.*

digne des temps modernes, qui allie éléments démocratiques et aristocratiques. Son but est de s'assurer que ce soit les personnes « supérieures » qui débattent des affaires publiques. Cette vision de la représentation politique comme permettant la mise en place d'une aristocratie élective fait écho aux travaux de Manin sur la question⁴⁹⁷.

Toutefois, un examen plus attentif de *Political Justice* révèle une différence majeure : pour Godwin, la représentation politique ne vient pas sublimer la démocratie, elle est plutôt un pis-aller. En effet, dans le chapitre XXI, « *Of National Assemblies* », Godwin se montre très sceptique des assemblées représentatives à l'échelon national, qui enthousiasment autant Paine que les révolutionnaires étatsuniens et français. Considérant qu'elles poussent à la digression et la dispute, Godwin affirme que les assemblées nationales « *either never be elected but upon extraordinary emergencies, [...] or else sit periodically, one day for example in a year, with a power of continuing their sessions within a certain limit*⁴⁹⁸ ». Préférant un système d'assemblées locales autonomes, Godwin observe qu'ainsi « *all the objections which have been most loudly reiterated against democracy, become null*⁴⁹⁹ ». En d'autres mots, la représentation est un palliatif, nécessaire tant que les humains seront encore prisonniers de leurs habitudes et institutions passées, mais la *democracy* implique une participation directe.

Selon Godwin, la *democracy* inclut donc la représentation, mais ne s'y réduit pas. Il ici est plus près de la tradition communaliste, qu'il va contribuer à renouveler, que des courants républicains de son époque⁵⁰⁰. Il est l'un des premiers penseurs à poser la démocratie à la fois comme régime politique, mais aussi comme condition de la réalisation du potentiel humain⁵⁰¹. Ainsi, pour Godwin,

⁴⁹⁷ B. Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, op. cit., p. III.

⁴⁹⁸ W. Godwin, *An Enquiry concerning Political Justice*, op. cit., p. 99.

⁴⁹⁹ *Ibid.*, p. 100.

⁵⁰⁰ Gregory Claeys, « William Godwin's critique of democracy and republicanism and its sources », *History of European Ideas*, 1986, vol. 7.

⁵⁰¹ I. Hampsher-Monk, « The historical study of "democracy" », art cit, p. 33.

*Democracy restores to man a consciousness of his value, teaches him by the removal of authority and oppression to listen only to the dictates of reason, gives him confidence to treat all other men as his fellow beings, and induces him to regard them no longer as enemies against whom to be upon his guard, but as brethren whom it becomes him to assist*⁵⁰².

Bien que rare pour l'époque, cette double perspective se fera de plus en plus prégnante durant le 19^e siècle. Godwin en ce sens n'est pas seulement l'un des premiers penseurs anarchistes occidentaux : il va aussi orienter le rapport des mouvements libertaires au mot *democracy*, considéré à la fois comme régime et condition existentielle.

Somme toute, loin d'une opposition manichéenne entre réactionnaires et réformistes, monarchistes et démocrates, ce débat britannique initié par la Révolution française démontre plutôt à quel point les différents côtés peuvent se réclamer de la souveraineté populaire, tout en se distançant plus ou moins du terme *democracy*. Comme vu au dernier chapitre, pour Burke, la souveraineté du peuple, bien qu'essentielle à tout régime politique, n'existe que dans ses représentants parlementaires, qui doivent disposer d'un espace délibératif distinct du monarque et de la *populace*⁵⁰³. Paine fonde lui aussi tout gouvernement sur la souveraineté populaire, mais celle-ci doit s'exprimer à travers l'élection de représentants — ce gouvernement représentatif étant conçu comme la forme politique moderne par excellence. Godwin oscille quant à lui entre républicanisme et communalisme, en considérant d'un côté que la représentation permettra d'éviter certains problèmes de la *democracy*, mais en affirmant de l'autre que ce palliatif doit être temporaire et limité.

En ce sens, il faut souligner que la question des rapports entre démocratie et représentation, qui taraude la pensée politique moderne, n'est pas réellement un point d'achoppement dans ce débat. Contrairement aux polémiques françaises de la même

⁵⁰² W. Godwin, *An Enquiry concerning Political Justice*, op. cit., p. 60.

⁵⁰³ R. Bourke, « Popular sovereignty and political representation », art cit, p. 214.

époque, où il y a souvent une opposition tranchée entre démocratie et gouvernement représentatif⁵⁰⁴ ou une critique radicale de la représentation⁵⁰⁵, le cas britannique est loin d'être aussi marqué. Il y a plutôt une évolution plus ou moins organique à partir des concepts et des termes disponibles. Alors que Burke est constamment invoqué comme tenant de la représentation-incarnation à travers son modèle de *trustee*⁵⁰⁶, il ne voit aucune connexion entre représentation et *democracy*. D'ailleurs, il avance parfois que les Lords et le monarque sont eux aussi des *trustees*. Si Westminster est un organe représentatif du peuple britannique⁵⁰⁷, cela ne fait pas pour autant du Parlement une enceinte démocratique — tout au plus exerce-t-il un contrôle en tant que « *popular representative*⁵⁰⁸ ». Paine reconnaît une affinité entre *democracy* et *representative system*, en tant que formes républicaines, mais cette reconceptualisation ne se traduit pas par une redéfinition de la *democracy* comme objectif politique légitime. Seul Godwin semble considérer que la démocratie a sa place dans la modernité, une fois que l'humanité aura progressé au stade adéquat — et à ce point les enjeux ayant trait à la représentation apparaissent secondaires. Le

⁵⁰⁴ Emmanuel-Joseph Sieyès, *Dire de l'abbé Sieyès, sur la question du Veto royal, à la séance du 7 septembre 1789*, Versailles, Baudouin, Imprimeur de l'Assemblée nationale, 1789, 30 p ; Emmanuel-Joseph Sieyès, *Quelques idées de constitution applicables à la ville de Paris*, Paris, Baudouin, Imprimeur de l'Assemblée nationale, 1789.

⁵⁰⁵ John Oswald, *Le gouvernement du peuple, ou Plan de constitution pour la république universelle*, Paris, Imprimerie des révolutions de Paris, 1793, p.4. Traduction de John Oswald, *The Government of the People, Or A Sketch of a Constitution for the Universal Commonwealth*, Paris, English Press, 1793, 16 p. John Oswald (1760-1793) est également l'auteur d'une critique de la constitution britannique dans laquelle il affirme que le régime idéal est « *that which unites in one a pure democracy, a pure aristocracy, and a pure monarchy* » (*Review of the Constitution of Great Britain*, 3^e éd., Londres, 1793, p.60.). Ce qui signifie pour lui une assemblée élue, à la souveraineté indivisible et guidée par « *the will of the people* ». Voir Anna Plassart, « A Scottish Jacobin: John Oswald on Commerce and Citizenship », *Journal of the History of Ideas*, 2010, vol. 71, n° 2, p. 263-286.

⁵⁰⁶ Ian Shapiro et al. (dir.), *Political Representation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, 381 p ; Y. Sintomer, « Les sens de la représentation politique », art cit.

⁵⁰⁷ Si Burke ne considère pas nécessairement l'ensemble du régime mixte britannique comme représentatif, il n'en reste pas moins qu'il considère que les *Commons* sont un élément représentatif. Dans les *Reflections*, il avance qu'une des grandes victoires des révolutionnaires de 1688 fut d'obtenir « *the frequent meetings of parliament, by which the whole government would be under the constant inspection and active controul of the popular representative and of the magnates of the kingdom* » (p.39). Discutant par la suite du cas français, il affirme que l'arbitraire est une caractéristique de toute « *monarchy not under the constant inspection of a popular representative* » (p.188).

⁵⁰⁸ E. Burke, *Reflections on the Revolution in France, op. cit.*, p. 39.

gouvernement démocratique pourra être représentatif ou direct, cela dépendra de la volonté du peuple.

Ainsi, la question de la *democracy* joue donc un rôle mineur au niveau conceptuel dans ce débat britannique, alors qu'il est souvent présenté rétrospectivement comme tournant autour de la notion. La confusion peut se comprendre : après tout, les différentes parties en présence fondent toutes le pouvoir politique sur la souveraineté populaire et insistent sur l'importance de la représentation politique — deux caractéristiques qui sont de nos jours synonymes de la démocratie. Cependant, si le moment révolutionnaire français est aussi fortement associé au terme *democracy* dans l'imaginaire britannique, ce n'est pas parce qu'il y a là une reconceptualisation moderne de la démocratie par les partisans d'un gouvernement républicain ou populaire. À l'inverse, ce sont plutôt les forces politiques conservatrices qui mettent la démocratie au cœur de leurs discours. Un examen de l'étiquette de *democrat* permet de confirmer cette dynamique.

3.3.2 *Democrat*: très attribué, peu revendiqué

Les ambiguïtés des penseurs réformistes tels que Paine et Godwin face au terme *democracy* doivent être comprises dans leur contexte sociopolitique. Les revendications de réforme parlementaire au cours des années 1790 s'effectuent principalement dans le cadre d'une théorie mixte du gouvernement. Même quand certains poussent l'audace jusqu'à parler d'abolition de la monarchie et de l'aristocratie, leurs références à la démocratie restent maigres. Dans la sphère publique britannique, *democracy* est avant tout un épouvantail politique et *democrat* une injure qu'on aligne à côté de *mad*, *mob* et *Jacobin*⁵⁰⁹. Certains réformistes en sont d'ailleurs tout à fait conscients : Northmore, qui décrit une utopie républicaine, affirme que pour cela, « *I shall be branded with the titles of visionary, and theorist, a*

⁵⁰⁹ Michael T. Davis, « 'Reformers No Rioters': British Radicalism and Mob Identity in the 1790s » dans Michael T. Davis (dir.), *Crowd Actions in Britain and France from the Middle Ages to the Modern World*, Londres, Palgrave Macmillan, 2015, p. 154.

*disturber of the public peace, a jacobin, a democrat, and I know not whatnut*⁵¹⁰ ». Cette question du terme *democrat* permettant d'éclairer quelque peu la position des forces politiques réformistes sur le vocabulaire démocratique, c'est vers elle que nous allons nous tourner.

À la suite de la Révolution française, la plupart des commentateurs politiques britanniques analyseront les luttes politiques et militaires comme un conflit entre aristocrates et démocrates. Ceci est particulièrement visible dans les articles qui relatent des nouvelles du front. Ainsi, en septembre 1793, le *Stamford Mercury* mentionne une mutinerie républicaine à Toulon menée par le contre-amiral français St-Julien caractérisé de « *hot-headed democrat*⁵¹¹ ». La prise de la ville par les forces hispano-britanniques permet au *Oxford Journal* de rapporter que « *the first care, of the Allies was to secure the Democrats, especially the Jacobins, of whom upwards of three thousand were put under arrest*⁵¹² ». Dans différents articles on relate les conflits entre « *democrats* » et « *aristocrats* » ou royalistes. Ainsi, le *Hereford Journal*, nous informe que « *the port of Gros Morne in Martinico had been carried by the Aristocrats, and 250 Democrats taken it*⁵¹³ ». Quelques années plus tard, le *Reading Mercury* relate la capture de Saint-Brieuc par les forces alliées, même si la ville était « *defended by superior number of democrats*⁵¹⁴ ».

Le *democrat* préféré des journaux et des Britanniques en général reste le « *French Democrat* ». On nous raconte ainsi dans l'*Oxford Journal* qu'à Dole « *about the Base of the Statue of Louis XVI the Democrats have inscribed these Words: – 'First and last King of the French'*⁵¹⁵ ». Généralement présentés comme belliqueux, les démocrates français sont accusés d'être responsables du chaos européen actuel : « *It is*

⁵¹⁰ T. Northmore, *Memoirs of Planetes*, op. cit., p. 128.

⁵¹¹ *Stamford Mercury*, Stamford, 20/09/1793; *Oxford Journal*, Oxford, 21/09/1793; *Northampton Mercury*, Northampton, 21/09/1793

⁵¹² *Oxford Journal*, Oxford, 05/10/1793

⁵¹³ *Hereford Journal*, Hereford, 10/07/1793

⁵¹⁴ *Reading Mercury*, Reading, 30/12/1799.

⁵¹⁵ *Oxford Journal*, Oxford, 23/07/1791

*much to be lamented, that many of the regular governments have employed less energy, less activity, and fewer resources, to maintain the rights of nations, than the French Democrats do to disorganize the world*⁵¹⁶ ». Voir de prolonger la guerre : « *a war, which, as it was provoked, is to be continued, by the insolence, ambition, and thirst of conquest displayed by the French democrats who began their bloody career by crying out those crimes in Monarchs*⁵¹⁷ ». L'existence de l'expression *French Democrat* démontre la spécificité des usages britanniques du vocabulaire démocratique. Alors qu'en France, la majorité des révolutionnaires rejette l'étiquette, elle leur est apposée sans restriction par les journaux britanniques. L'opposition commune en France entre *republic* et *democracy* est ici à peu près impossible à établir.

Mais le démocrate peut aussi être l'ennemi intérieur. Considérant la connotation du mot, on comprendra aisément que les réformistes britanniques ne se proclament que très rarement *democrats* en public. Les journaux ne se priveront cependant pas de l'amalgame. Ainsi, le *Leeds Intelligencer* déclare que « *the Democrats of this country have lately lowered their tone. [...] They perceive that the spirit of the country is against them. The more moderate part confine themselves, or pretend to do so, to a reform in Parliament*⁵¹⁸ ». La répression féroce du mouvement réformiste, qui débute à partir de 1793, et les peurs d'une invasion française, alimenteront l'équation entre *democrat*, *jacobin* et *reformist*.

Du côté des essais politiques, on retrouve de manière explicite cette attribution de l'étiquette *democrat* dans un ouvrage que l'on peut considérer comme typique de l'époque : *A Bone to Gnaw for the Democrats* (1795) de Peter Porcupine, alias William Cobbett⁵¹⁹. Ancien soldat britannique réfugié aux États-Unis à partir de 1791

⁵¹⁶ *Northampton Mercury*, Northampton, 18/10/1794

⁵¹⁷ *Chester Courant*, Chester, 19/04/1796

⁵¹⁸ *Leeds Intelligencer*, Leeds, 30/07/1792

⁵¹⁹ 1763–1835. Pamphlétaire, réformiste notoire à partir du 19^e siècle, il attaque les sinécures royales et toute la « *Old Corruption* ». Suite au *Reform Act* de 1832, il sera élu MP.

jusqu'en 1800, Cobbett est d'abord un vif critique de la Révolution française. De retour en Grande-Bretagne, il devient progressivement réformiste et publie un hebdomadaire, *The Political Register*, de 1802 à sa mort⁵²⁰. E.P. Thompson accorde une attention particulière à Cobbett et son journal, comme garants de la tradition réformiste populaire, mais aussi comme créateurs d'une conscience de classe laborieuse⁵²¹. Cobbett est de toutes les luttes politiques du début du 19^e siècle, et notamment celle du *Reform Act* de 1832. Cependant, en 1795, il est surtout prêt à défendre corps et âme la constitution britannique et l'ordre républicain étatsunien.

Son *A Bone to Gnaw for the Democrats* est intéressant puisqu'il illustre à merveille cette entreprise d'étiquetage comme *democrat* d'individus et de groupes ne se réclamant pas explicitement du terme. La première volonté de Porcupine est de répliquer à un pamphlet de James T. Callender⁵²² intitulé *The Political Progress of Britain* (1792). Or, les mots *democracy* et *democrat* n'apparaissent pas dans cet ouvrage, qui attaque le régime britannique pour ses expéditions militaires à travers le monde⁵²³. À l'inverse dans ses écrits, Porcupine ne se gêne pas pour utiliser à foison *democrat* et ses dérivés. Il ne prend pas la peine de définir qui sont ces fameux démocrates. Faisant à tour de rôle référence à la France, aux États-Unis, à la Grande-Bretagne ou encore au Marquis de La Fayette, à Paine ou Priestley, Porcupine emploie surtout le terme pour attaquer toute personne ou groupe qui menace la loi et l'ordre. Ainsi, les réformistes en Grande-Bretagne, les différentes factions révolutionnaires en France ou les antifédéralistes aux États-Unis sont tous taxés de *democrats*. Si cette diversité peut paraître surprenante, Porcupine nous rassure : « *upon a view of the horrible revolution that at present agitates the world, we perceive*

⁵²⁰ Gregory Fremont-Barnes, *Encyclopedia of the Age of Political Revolutions and New Ideologies, 1760-1815*, Londres, Greenwood Press, 2007, vol.1, p. 128.

⁵²¹ Edward Palmer Thompson, *The Making of the English Working Class*, New York, Vintage Books, 1967.

⁵²² 1758-1803. Auteur et journaliste britannique, il fuit aux États-Unis suite à ses prises de positions politiques.

⁵²³ James Thomson Callender, *The Political Progress of Britain*, 3^e éd., Philadelphia, J.T. Callender, 1795.

*that, though the grand object of the democrats has been everywhere the same, yet their pretended motives have varied with their situation*⁵²⁴ ». Même si ce « *grand object* » n'est pas réellement défini, on comprend que c'est leur volonté de réforme, voire d'égalité qui les unit. Ainsi, dans un paragraphe grinçant qui tente d'expliquer pourquoi les femmes n'aiment pas les *democrats*, Porcupine accuse ces derniers d'égalitarisme : « *the Democrats, in their rage for equality, may one day attempt to reduce them [the ladies] to a level with their fable 'property'* »⁵²⁵. Encore une fois, *democracy* et *equality* sont associés, cette fois-ci négativement.

Face à cette avalanche de significations péjoratives, il n'est pas surprenant que les réformistes qui s'approprient le terme *democrat* et retournent le stigmate soient rares. Très peu d'individus et d'organisations conçoivent leurs revendications réformistes de manière démocratique. C'est principalement en tant qu'opposés aux aristocrates que certaines personnes vont progressivement se penser *democrats*. Dans le contexte britannique, la critique d'une aristocratie corrompue⁵²⁶ pousse cependant certains réformistes à se voir comme des démocrates, car l'étiquette est moins teintée que celle de *Jacobin*. Ainsi, Charles Pigot⁵²⁷ propose dans son *Political Dictionary* (1795), une définition relativement élogieuse d'un *democrat* comme : « *one who maintain: the rights of the people; an enemy to privileged orders, and all monarchical encroachments, the advocate of peace, economy, and reform* »⁵²⁸. Bien que positive, cette définition reste compatible avec la théorie du gouvernement mixte puisqu'elle met l'accent sur l'opposition aux abus de pouvoir de la Couronne. Ailleurs, une lettre d'un « *true democrat* », s'inquiète du fait que le terme prend une connotation si négative : « *who, a century past, would, have believed that a*

⁵²⁴ Peter Porcupine, *A Bone to Gnaw, for the Democrats*, 2^e éd., Londres, J. Wright, 1797, p. 149.

⁵²⁵ *Ibid.*, p. 74-75.

⁵²⁶ Amanda Goodrich, *Debating England's Aristocracy in the 1790s: Pamphlets, Polemics, and Political Ideas*, Woodbridge, Boydell & Brewer Ltd, 2005, 228 p.

⁵²⁷ Mort en 1795, éditeur, auteur et libertin. Voir Jon Mee, « 'The ablest head, with the blackest heart:' Charles Pigott and the scandal of radicalism » dans *Print, Publicity, and Popular Radicalism in the 1790s: The Laurel of Liberty*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016, p. 131-148.

⁵²⁸ Charles Pigott, *A Political Dictionary*, Londres, D.I. Eaton, 1795, p. 14.

*commoner of Great Britain would have been reviled and abused for acknowledging himself a democrat? If the democracy is destroyed, where then is the boasted constitution of Britons?*⁵²⁹ ». Cette valorisation de l'étiquette de *democrat* n'est donc pas nécessairement révolutionnaire. Les revendications réformistes continuent de s'inscrire dans une théorie du gouvernement mixte : il n'est jamais question d'établir *a democracy*, mais de réformer *the democratic element*, c'est-à-dire les Communes. L'argumentation réformiste oscille donc encore une fois entre traditions constitutionnaliste (whig), et dans certains cas limités républicaine ou communaliste. De plus, cette étiquette reste majoritairement privée : elle est surtout présente dans la correspondance de certaines figures du mouvement réformiste ou dans des discussions personnelles⁵³⁰.

Pour l'historien Mark Philp, le seul leader réformiste, outre Godwin, à utiliser explicitement d'un vocabulaire démocratique est John Thelwall, orateur attiré de la *London Corresponding Society*⁵³¹. En 1795, Thelwall analyse le terme *democracy*, dont il distingue deux sortes. La première, antique, directe, sans corps intermédiaire, est réservée aux États restreints et est prompte au désordre. La seconde, qu'il nomme « *representative democracy* », se présente comme la solution moderne aux problèmes de la démocratie antique. Mais aussitôt Thelwall affirme que ce type de régime n'est pas vraiment démocratique, mais plutôt aristocratique, au sens de « gouvernement des meilleurs » : « *this representative democracy is the real essence of what was formerly, theoretically, called aristocracy*⁵³² ». Ce raisonnement est original sur deux points. Premièrement parce que Thelwall utilise l'expression « *representative democracy* », jusqu'alors inusitée. Deuxièmement, parce qu'il admet que le

⁵²⁹ Daniel Isaac Eaton, *Politics for the People; or, a Salmagundy for Swine*, Londres, Printed for D. I. Eaton, 1794, vol. 2/2, p. 381.

⁵³⁰ M. Philp, « Talking about Democracy: Britain in the 1790s », art cit, p. 109-111.

⁵³¹ *Ibid.*, p. 112.

⁵³² John Thelwall, *The Tribune: A Periodical Publication, Consisting Chiefly of the Political Lectures of J. Thelwall*, Londres, Printed for the author, 1795, vol. 3/2, p. 210.

gouvernement représentatif est avant tout une aristocratie élective, pour reprendre l'expression de Rousseau⁵³³, et non une démocratie dans le sens antique du terme.

Ces prémisses amènent Thelwall à la question de la nature du régime britannique. Selon lui, les Communes sont — ou en tout cas devraient être — les représentants de la *democracy* (au sens de peuple). Et en ce sens, « *the constitution of Great Britain may be properly defined a democracy, admitting some mixture of aristocracy in its legislature, and adopting an hereditary Chief Magistrate, to be responsible for the execution of the laws, and who is called the King*⁵³⁴ ». Ce type de régime est non pas une « *mixed monarchy* » comme l'avancent les auteurs constitutionnalistes, mais une « *limited or restrained democracy* », car le pouvoir dérive du peuple et c'est dans son intérêt que les lois devraient être faites. Plus précisément, remontant à l'époque saxonne, Thelwall affirme que la monarchie britannique n'était pas originellement héréditaire et défend le droit à des élections annuelles et un suffrage universel :

*I have a right to conclude, that democracy is of right, the basis of our government; and that we ought to consider the government of this country, as a representative democracy; admitting at the same time, the check and controul of an hereditary aristocracy, called a House of Lords, and vesting the executive government in a person whom we call, not a Monarch, but a King*⁵³⁵.

Cette position est donc à la fois novatrice et conservatrice. Thelwall innove, car il lie clairement les Communes et la démocratie représentative, et il se sert de cette adéquation pour critiquer le manque de représentativité du Parlement. Il est aussi conservateur, car il continue de s'inscrire dans le cadre d'une théorie mixte du gouvernement⁵³⁶ : l'aristocratie et la Couronne maintiennent leurs pouvoirs de contrôle sur l'élément démocratique.

⁵³³ Jean-Jacques Rousseau, *Le Contrat social*, Paris, Union Générale d'Éditions, 1963, p. 59.

⁵³⁴ J. Thelwall, *The Tribune*, *op. cit.*, p. 213.

⁵³⁵ John Thelwall, *The Tribune: A Periodical Publication, Consisting Chiefly of the Political Lectures of J. Thelwall*, Londres, Printed for the author, 1795, vol. 3/1, p. 217-218. Nous soulignons.

⁵³⁶ M. Philp, « Talking about Democracy: Britain in the 1790s », *art cit.*, p. 112.

À part de Godwin et Thelwall, il existe un troisième membre de ce « triumvirat démocratique » : Thomas Spence⁵³⁷. Celui-ci est représentatif d'une tendance du mouvement réformiste qui considérera toujours la question de la propriété, et particulièrement de la propriété foncière, comme prépondérante. Promoteur d'un *Land Plan* dès 1775, il propose d'exproprier les propriétaires terriens au profit d'une corporation municipale, qui louerait alors les terres au plus offrant et utilisera les revenus pour financer des services sociaux⁵³⁸. Au niveau politique, il emploie un argumentaire réformiste classique. Ainsi, dans ses ouvrages portant sur son *Land Plan*, il défend le suffrage universel adulte (hommes et femmes) tant au niveau municipal que national, de même qu'une séparation stricte des pouvoirs⁵³⁹. Il reste donc dans la logique des six points réformistes, tout en considérant, ce qui est plus qu'une nuance, les femmes comme citoyennes à part entière.

Toutefois, c'est surtout avec son utilisation du vocabulaire démocratique que Spence se démarque des autres réformistes. En effet, alors que les autres auteurs articulent leur critique du régime britannique dans une perspective de rétablissement de l'élément démocratique de la constitution, il se positionne clairement en faveur d'un gouvernement « démocratique ». Dans *The Rights of Infants* (1797), Spence critique Paine, affirmant que pour ce dernier « *the government may be either absolute monarchy, aristocracy, democracy, or mixed* », alors que Spence se voit comme le seul à avancer que « *the government must of necessity be democratic*⁵⁴⁰ ». Considérant que Paine est plutôt un partisan du gouvernement représentatif, la critique de Spence semble plutôt injuste. Mais c'est le fait qu'il prenne parti sans équivoque pour un gouvernement démocratique qui nous intéresse tout particulièrement ici.

⁵³⁷ 1750–1814. Figure importante du réformiste britannique, auteur et membre de la LCS.

⁵³⁸ Gregory Fremont-Barnes, *Encyclopedia of the Age of Political Revolutions and New Ideologies, 1760-1815*, Londres, Greenwood Press, 2007, vol.2, p. 694.

⁵³⁹ Thomas Spence, *The Real Rights of Man*, 2^e éd., Londres, 1795.

⁵⁴⁰ Thomas Spence, *The Rights of Infants*, Londres, Printed for the author, 1797, p. 12-15.

La question du régime politique est toutefois secondaire aux yeux de Spence. Dans plusieurs de ces textes, il décrit une île utopique, *Spensonia*, fondée par des marins naufragés⁵⁴¹. Sur celle-ci, l'élément crucial est la possession commune de la terre, qui permet aux citoyens d'être réellement libres. La manière dont sont gérées les affaires publiques reste plus opaque : les autorités locales (*parishes*) semblent être l'unité centrale d'administration et les organes législatifs et exécutifs y jouent un rôle mineur. Dans la conclusion de *The End of Oppression*, il avance que le modèle proposé réduirait à néant l'oppression gouvernementale et que la gestion des affaires publiques reviendrait à des « *democratic parishes*⁵⁴² ». Tout comme Godwin, Spence semble donc se situer à la frontière des traditions républicaines et communalistes. Au niveau national, il privilégie la représentation politique, mais se méfie toutefois de ce type d'assemblées. Il met plutôt l'accent sur la propriété commune de la terre, qui doit appartenir aux autorités locales et non aux individus. En ce sens, il est plus près des *Diggers* et du communalisme que du citoyen indépendant républicain. Si à ses yeux le gouvernement doit être démocratique, c'est surtout comme conséquence d'une propriété foncière commune, et non parce que c'est le meilleur régime.

Au final, ces ambiguïtés et hésitations des réformistes sur le rapport entre réforme, démocratie et représentation révèlent à quel point ces termes restent flous conceptuellement — tant pour eux que la plupart des Britanniques. Certes, *democracy* et ses dérivés entrent progressivement dans le vocabulaire politique populaire, comme en attestent le nombre d'occurrences ainsi que la diversité des sources et des utilisations. Cependant, le contenu dénomiatif du vocabulaire démocratique est lui aussi en expansion, allant de références variées (Athènes, Rome, la France ou les États-Unis) à un régime politique ou à une étiquette apposée à des individus ou des organisations (parti, armée, faction). À l'opposé, le sens connotatif se restreint et reste négatif pour l'écrasante majorité des forces politiques.

⁵⁴¹ Thomas Spence, *The Political Works of Thomas Spence*, Newcastle Upon Tyne, Averro Publications, 1982, 180 p ; P. Linebaugh et M. Rediker, *The Many-Headed Hydra*, op. cit., p. 294.

⁵⁴² Thomas Spence, *The End of Oppression*, Londres, Printed for the author, 1795.

Même les quelques appropriations positives de *democrat* par certains réformistes ne sauraient renverser la tendance : globalement les réformistes britanniques ne se revendiquent pas de la *democracy* — sauf aux yeux de leurs adversaires⁵⁴³. Et ceux-ci ne se limitent pas à un usage civil du terme : dans leurs bouches *democrat* est une insulte. En août 1793, lorsque Knox se rend à Brighton pour prêcher, une foule l'attaque en criant : « *A Democrat, a Democrat, a damned Democrat. Out with the Democrat—no Democrats*⁵⁴⁴! ». Loin d'être un mot clamé par le mouvement réformiste, *democrat* est donc bien une injure que les forces conservatrices utilisent pour discréditer leurs ennemis politiques voire pour en appeler à leur emprisonnement ou pire encore.

3.3.3 Mobilisations et répressions

Dès 1789, on retrouve en Grande-Bretagne un enthousiasme fort en faveur de la Révolution française, que cela soit chez plusieurs parlementaires whigs (Fox au premier chef) ou réformistes historiques (Cartwright), tout comme dans les cercles républicains (Paine, Macaulay, etc.). Il est toutefois important de voir que cet enthousiasme ne se manifeste pas uniquement au niveau intellectuel, mais aussi de manière pratique. Les années 1790 sont marquées par la création de nouvelles associations réformistes. Parmi les plus importantes de ces organisations, c'est la *London Corresponding Society* (LCS), fondée en 1792, qui retient le plus souvent l'attention. À la différence des associations précédentes, elle n'est pas seulement un lieu d'échange entre gentlemen, mais bien une structure populaire, fondée notamment par Thomas Hardy⁵⁴⁵, un cordonnier⁵⁴⁶, et ouverte aux artisans. La LCS déclarera

⁵⁴³ Dans un ouvrage qui fait une recension des écrits britanniques de 1798, David Rivers liste les auteurs suivants comme *democrats* : James Edward Hamilton, Peter Labillière, James Maitland, Arthur O'Connor, Thomas Paine, John Thelwall, George Walker, David Williams et Helen Maria Williams (David Rivers, *Literary Memoirs of Living Authors of Great Britain*, Londres, R. Faulder, 1798, vol. 2/1, 396 p.). Comme mentionné, seuls Paine et Thelwall peuvent être considérés comme utilisant le terme plus que d'une manière anecdotique.

⁵⁴⁴ M. Philp, « Talking about Democracy: Britain in the 1790s », art cit, p. 109.

⁵⁴⁵ 1752-1832. Figure réformiste notoire, il est fondateur, secrétaire et trésorier de la LCS.

⁵⁴⁶ Sur les cordonniers et la politique, voir Eric J. Hobsbawm et Joan Wallach Scott, « Des cordonniers très politiques », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 1 décembre 2006, n° 53-4bis, p. 29-50.

explicitement « *that the number of our members be unlimited* », démontrant ainsi sa volonté de devenir en quelque sorte une organisation de masse. Pour la rejoindre, les membres doivent s'acquitter d'un penny et répondre affirmativement à trois questions, dont la plus importante : « *are you thoroughly persuaded that the welfare of these kingdoms require that every adult person, in possession of his reason, and not incapacitated by crimes, should have a vote for a Member of Parliament*⁵⁴⁷? ». ».

La *London Corresponding Society* a une influence capitale sur le mouvement réformiste, notamment parce qu'elle est financièrement accessible aux classes populaires. Le nombre exact de ses membres est difficile à préciser, mais on peut estimer qu'entre quelques centaines et deux milliers de personnes participaient régulièrement aux réunions locales⁵⁴⁸. Elle publie un journal, ainsi qu'un magazine mensuel afin de diffuser son message. Comme pour les autres réformistes étudiés jusqu'à présent, le discours de la LCS mobilise très peu le terme *democracy* ou ses dérivés⁵⁴⁹. Si les problèmes politiques et économiques de la Grande-Bretagne sont parfois attribués à l'élite aristocratique, c'est bien en termes de rétablissement d'un équilibre constitutionnel que la LCS défend ses revendications de réforme parlementaire et de suffrage universel masculin. Ainsi, si cette organisation innove au niveau des pratiques, elle reste conservatrice en ce qui a trait à son discours.

Bien que la *London Corresponding Society* s'inscrive dans une vague d'agitation qui soulève la Grande-Bretagne au début des années 1790⁵⁵⁰, c'est le degré de répression étatique qu'elle subira qui marquera les esprits. En effet, cette irruption de forces réformistes et révolutionnaires sur le sol de la métropole britannique et sur le continent européen va rapidement affoler les conservateurs. Et c'est une véritable contre-révolution, maniant d'un côté le conservatisme populaire et de l'autre la

⁵⁴⁷ E.P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, op. cit., p. 17.

⁵⁴⁸ H.T. Dickinson, *The Politics of the People*, op. cit., p. 234.

⁵⁴⁹ London Corresponding Society, *Selections from the Papers of the London Corresponding Society 1792-1799*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, 520 p.

⁵⁵⁰ H.T. Dickinson, *The Politics of the People*, op. cit., p. 235.

répression étatique, qui va venir écraser le mouvement. Ainsi, même si la LCS tente de s'orienter de manière plus explicite vers des classes laborieuses, c'est plutôt les forces loyalistes, en faveur d'un maintien du statu quo, qui vont réussir à rallier le gros de la population.

À travers la Grande-Bretagne, à partir de 1790, plusieurs rassemblements loyalistes ont lieu, se réunissant au cri « *Church and King* ». Des effigies de Paine sont brûlées, les maisons de réformistes connus attaquées, et des églises dissidentes détruites⁵⁵¹. En 1792, l'*Association for Preserving Liberty and Property Against Republicans and Levellers* voit le jour : elle compte rapidement plus de 2 000 filiales locales. Quand en 1794 les guerres révolutionnaires débutent, près de 300 000 Britanniques de tous les milieux joindront les *Volunteers*, une force de défense populaire, supervisée par les élites locales et nationales⁵⁵². Ces mouvements se veulent souvent explicitement antidémocratiques et promonarchiques. En témoigne cette affiche loyaliste visant un rassemblement réformiste et qui déclare :

*The great majority of the people in this Country are attached to their Religion and their King. Democracy raises its voice among us, and endeavours to gain converts to its cause, but it's Proselytes are comparatively few. [...] I defy any of [John Thelwall's] adherent in whom the Madness of Democracy has not stifled the voice of conscience [to say they are for King and Country]*⁵⁵³.

« *Church and King* » d'un côté, « *the Madness of Democracy* » de l'autre, le choix ne sera pas difficile à faire pour nombre de Britanniques issus des couches populaires.

À cette opération de recrutement s'ajoute une offensive idéologique d'envergure. Financées en partie par le gouvernement, de nouvelles publications ayant vocation à combattre le réformisme éclosent : *The Sun* (1792), *The British Critic* (1793), *The True Britain* (1793) et *The Anti-Jacobin Weekly* (1797), qui deviendra un mensuel en

⁵⁵¹ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present, op. cit.*, p. 29.

⁵⁵² Austin Gee, *The British Volunteer Movement, 1794-1814*, Oxford, Clarendon Press, 2003, 344 p.

⁵⁵³ British Library, Nineteenth Century Collection Online, Home Office Records, 1796, Box 39, Kew.

1798⁵⁵⁴. Une analyse comparative du nombre d'occurrences de *democra** dans les périodiques de tendance réformiste (tels l'*Analytical Review* et la *Monthly Review*) et ceux conservateurs (l'*Anti-Jacobin Review* et le *British Critic*) révèle d'ailleurs des utilisations différenciées du vocabulaire démocratique. Comme le révèle la Figure 3.7, la presse tory domine dans l'emploi du terme, surtout à partir de 1798.

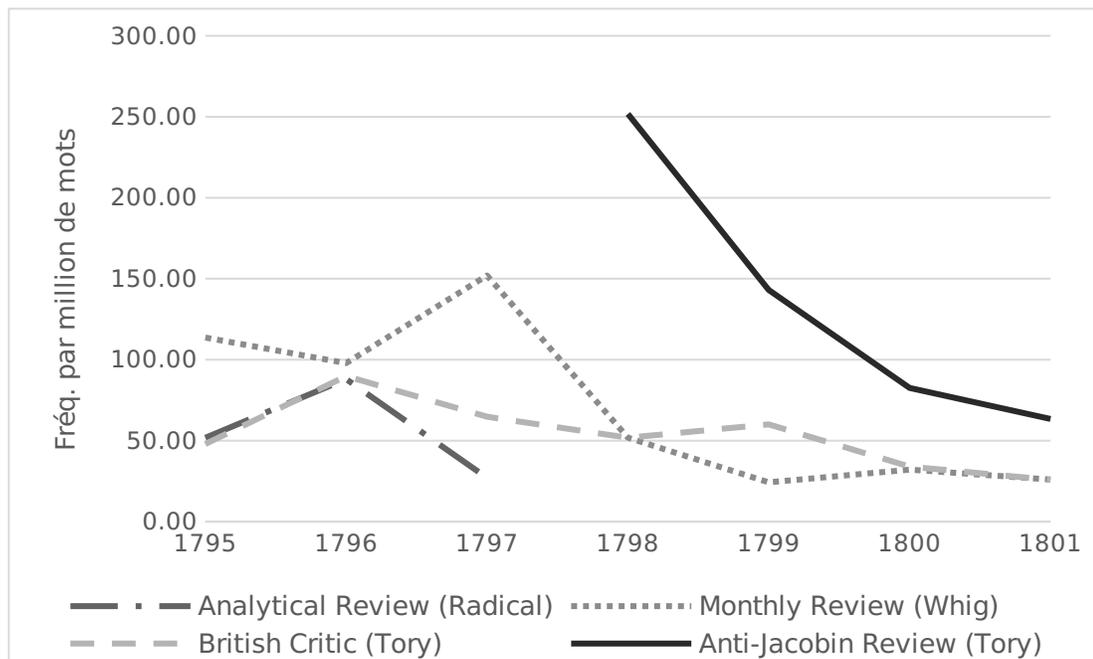


Figure 3.7 — « *democra** » dans la presse périodique britannique, 1795-1800

À ces publications loyalistes, s'ajoutent plusieurs écrivains qui mettent volontairement leur plume au service de l'ordre établi. On peut mentionner William Young, rencontré précédemment à Westminster et auteur d'une défense de la constitution britannique contre les « *democratic republics* », termes qu'il applique à l'Athènes antique et aux Cités italiennes modernes⁵⁵⁵. Ou encore Henry James Pye⁵⁵⁶

⁵⁵⁴ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present, op. cit.*, p. 29.

⁵⁵⁵ Sir William Young, *The Rights of Englishmen; Or The British Constitution of Government, Compared with that of a Democratic Republic.*, Londres, John Stockdale, 1793, 64 p.

⁵⁵⁶ 1744-1813. Poète britannique, MP de 1784 à 1790, il sera par la suite Poète lauréat du Royaume-Uni.

et son roman *The Democrat* (1796), qui relate les aventures criminelles d'un dénommé Jean Le Noir, animé par « *the sentiments of democracy and equality* », les mêmes qui guident « *every ambitious despot in the world, whether on a throne, in a senate or in a mob*⁵⁵⁷ ».

Mais c'est probablement la carrière d'Hannah More⁵⁵⁸ qui est la plus représentative d'une volonté de la *gentry* de maintenir une structure sociale hiérarchique en gagnant l'approbation des couches populaires alphabétisées. Débutant son parcours littéraire dans les années 1780, en tant qu'abolitionniste, More est surtout connue comme auteure des *Cheap Repository Tracts*. Publiés entre 1795 et 1817, et diffusés à plus de 2 millions d'exemplaires, on retrouve leur trace des États-Unis à la Sierra Leone, alors possession britannique⁵⁵⁹ — une preuve de l'impact global qu'ont les débats britanniques. Quand elle parle de démocratie, More utilise principalement le terme *democrat* dans un sens négatif. Par exemple, dans *Village Politics* (1793), l'un des personnages demande : « *and what dost thou take a Democrat to be?* », ce à quoi un autre répond : « *One who likes to be governed by a thousand tyrants, and yet can't bear a king*⁵⁶⁰ ». Encore une fois, *democracy* et *tyranny* sont associés en opposition à *monarchy*.

En parallèle à cette offensive organisationnelle et idéologique, dès 1792, s'effectue une vaste opération de répression étatique du mouvement réformiste. Paine et son éditeur sont accusés de sédition. S'enfuyant en France, Paine sera jugé et condamné par contumace pour la seconde partie de *Rights of Man*. Son procès voit le procureur s'attaquer à « *that worst of all governments: unbalanced democracy, which is*

⁵⁵⁷ Henry James Pye, *The Democrat: Interspersed with Anecdotes of Well Known Characters*, 2^e éd., Londres, William Lane, 1796, vol. 2/1, p. 171 ; Kevin Gilmartin, *Writing against Revolution: Literary Conservatism in Britain, 1790–1832*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 162-167.

⁵⁵⁸ 1745-1833. Philanthrope et auteure britannique, elle s'oppose notamment à la traite esclavagiste.

⁵⁵⁹ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. 31.

⁵⁶⁰ Hannah More, *Village Politics: Addressed to All the Mechanics, Journeymen, and Day Labourers, in Great Britain*, Manchester, J. Harrop, 1793, p. 13.

*necessarily connected with democratical tyranny*⁵⁶¹ ». Ou encore affirmer que Paine s'oppose souvent au pouvoir de l'aristocratie, « *but not a word was said about the Democratic part of our Constitution. It was well known that England had a powerful Democracy; but not a word of that, because it would not make the lower classes of the people discontented*⁵⁶² ». On accuse ainsi Paine de démagogie, et surtout de ne pas reconnaître le caractère mixte de la constitution britannique.

Plus d'un an après, la répression étatique s'étend à l'ensemble du mouvement réformiste. En octobre 1793, le gouvernement arrête et déporte les leaders de l'association des *Scottish Friends of the People* en Australie⁵⁶³. Quelques mois plus tard, 19 des dirigeants de la LCS et la *Society for Constitutional Information* (SCI) sont emprisonnés et inculpés pour trahison. Une suspension de l'*Habeas Corpus* est votée par le Parlement, afin de pouvoir les détenir sans procès. En octobre 1794, seuls les trois meneurs les plus célèbres, Thomas Hardy et John Thelwall de la LCS ainsi que John Horne Tooke⁵⁶⁴ de la SCI, sont finalement accusés. Cependant, lors de leur procès, c'est l'État britannique qui se retrouve sur la sellette, puisque les réformistes se servent de l'occasion pour critiquer le recours à des lois répressives.

La rhétorique des audiences révèle un procureur qui tente, entre autres choses, de catégoriser les accusés comme des *democrats*, et une défense qui évite le terme. Ce faisant, on constate le caractère illégitime, voire criminel, de la *democracy* dans le contexte britannique : tout comme les anarchistes au 21^e siècle, on peut dire que lorsque l'étiquette de *democrat* « est accolée avec succès à un individu ou un groupe,

⁵⁶¹ E Hodgson, *The genuine trial of Thomas Paine: for a libel contained in the second part of Rights of man*, Londres, J.S. Jordan, 1792, p.6 ; Joseph Gurney, *The whole proceedings on the trial of an information exhibited ex officio by the King's Attorney-General against Thomas Paine.*, Londres, M. Gurney, 1793, p. 50.

⁵⁶² Anon., *The trial of Thomas Paine: for a libel, contained in The second part of rights of man, before Lord Kenyon, and a special jury, at Guildhall, December 18*, Londres, C. & G. Kearsley, 1792, p. 4-5.

⁵⁶³ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, op. cit., p. 31.

⁵⁶⁴ 1736-1812. Réformiste britannique, emprisonné pour son soutien à l'indépendance étatsunienne.

tout un ensemble de mécanismes de contrôle et de répression se met en place⁵⁶⁵ ». Ainsi, pour le procureur, la question cruciale est de savoir si la LCS abrite des réformistes constitutionnalistes ou au contraire des démocrates antimonarchistes :

It is only desired to know whether the generality of the Societies mean to rest satisfied with the Duke of Richmond's plan only⁵⁶⁶; OR WHETHER IT IS THEIR PRIVATE DESIGN TO RIP UP MONARCHY BY THE ROOTS, AND PLACE DEMOCRACY IN ITS STEAD⁵⁶⁷.

Cette formulation, soit le déracinement de la monarchie et son remplacement par la démocratie, sera particulièrement influente à l'époque. On la rapporte déformée dans le *Oxford Journal* : « *The intent of the present Society might be gathered from the language of one of the Members, by letter, stating 'that they would rip up Monarchy by the roots, and place Democracy in its stead.'* This was conspiring against Monarchy and Aristocracy⁵⁶⁸ ». Les réformistes sont donc accusés par le gouvernement de vouloir détruire le régime mixte britannique, et surtout sa composante monarchique.

De l'autre côté, la défense critique le manque de représentativité des Communes et affirmera « *that the supposed democracy of the country has become a matter of property and privilege⁵⁶⁹* ». Cette argumentation, typique du mouvement réformiste, mise avant tout sur un redécoupage géographique des circonscriptions en prenant en compte les nouvelles villes industrielles du nord, et non une extension du droit de

⁵⁶⁵ Francis Dupuis-Déri, « Broyer du noir. Manifestations et répression policière au Québec. », *Les ateliers de l'éthique*, 2006, vol. 1, n° 1, p. 66.

⁵⁶⁶ En 1780, Charles Lennox, Duc de Richmond, propose aux Communes une motion le redécoupage des circonscriptions électorales, des parlements annuels et le suffrage universel masculin adulte. Il se joint au gouvernement de Pitt en 1783 et est appelé à témoigner lors du procès en 1794.

⁵⁶⁷ Joseph Gurney, *The Trial of John Horne Tooke for High Treason*, Londres, M. Gurney, 1795, vol. 2/1, p. 402. Souligné dans l'original. Le texte est extrait d'une lettre de la *Society for Political Information* de Norwich adressée à la LCS, mais soumis comme preuve par l'accusation. Voir Jon Mee, *Print, Publicity, and Popular Radicalism in the 1790s: The Laurel of Liberty*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016, p. 90.

⁵⁶⁸ *Oxford Journal*, Oxford, 08/11/1794

⁵⁶⁹ Joseph Gurney, *The Trial of Thomas Hardy for High Treason*, Londres, M. Gurney, 1794, vol. 4/1, p. 142.

vote⁵⁷⁰. Et les accusés prennent bien soin de maintenir leurs distances avec certains auteurs (comme Paine) ou des concepts tels que « *pure democracy* ». Tooke appelle à la barre Cartwright pour assurer le jury de son caractère respectable : « *T : Did you ever hear me praise a pure democracy? C : Quite the contrary. T : Have you ever heard me contest those who did? C : Frequently*⁵⁷¹ ». *Limited democracy* ou *pure democracy*, le choix est toujours clair pour l'immense majorité des réformistes : ils veulent des *Commons* représentatifs, mais balancés par *Lords* et *Crown*, et récusent l'idée d'une assemblée représentative unique. Il s'agit inlassablement de restaurer, non pas de renverser.

L'acquittement de Hardy, Thelwall et Tooke en décembre 1794 galvanise les réformistes à travers le pays. En 1795, la LCS atteint le sommet de sa puissance en termes d'adhérents. Le 12 novembre elle organise l'une des plus grosses manifestations en faveur d'une réforme parlementaire avec une foule de près de 100 000 personnes réunie sur *Copenhagen Fields*. À la fin de cette journée, des pierres sont lancées sur le carrosse de George III, en route pour l'ouverture de la session parlementaire⁵⁷². C'est l'affront de trop pour le gouvernement. Quelques semaines plus tard, le *Seditious Meeting Act*, qui vise à interdire les rassemblements de plus de 50 individus, et le *Treason Act*, qui étend la définition de trahison à toute personne méprisant le roi, la constitution ou le gouvernement sont adoptés par Westminster. Ces mesures portent un coup dur au mouvement réformiste, de plus en plus désespéré quant à la direction à suivre. Avec les *United Irishmen* en Irlande qui se mobilisent en vue d'une campagne militaire, aidés par la France, certains réformistes, surtout ceux affiliés à la LCS, commencent à prôner l'insurrection armée⁵⁷³. Dans un climat de difficultés militaires et économiques, l'État britannique réagit en 1799 à ces menaces avec le *Corresponding Societies Act*, qui interdit l'existence de la LCS et

⁵⁷⁰ *Ibid.*, p. 213.

⁵⁷¹ J. Gurney, *The Trial of John Horne Tooke for High Treason*, *op. cit.*, p. 464.

⁵⁷² J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. 32.

⁵⁷³ G. Fremont-Barnes, *Encyclopedia of the Age of Political Revolutions and New Ideologies*, *op. cit.*, p. 424.

consorts, et avec le *Combination Act*, rendant illégale l'association de travailleurs-euse-s.

Selon Vernon, seul un contexte d'état d'urgence marqué par la crainte d'une invasion française et la peur d'une révolte irlandaise permet d'expliquer la mise en place de ces mesures répressives⁵⁷⁴. Cette influence internationale peut être jaugée par l'analyse des impacts qu'ont en Grande-Bretagne les mouvements indépendantistes irlandais sur le mot *democracy*. Bien que majoritairement catholique, l'Irlande est, au 18^e siècle, dominée par une élite protestante, elle-même fermement contrôlée par Londres. Au cours des années 1790, une alliance des forces catholiques et protestantes en faveur de plus de tolérance religieuse, d'une réforme parlementaire et d'une autonomie irlandaise commence à se dessiner. C'est la *Society of United Irishmen*, fondée à Dublin en 1790, qui en prend le leadership, notamment en se positionnant pour un suffrage universel masculin adulte, des districts électoraux de taille égale et des parlements annuels⁵⁷⁵. Les *United Irishmen* sont déclarés illégaux, mais se reforment comme une organisation de masse aux visées révolutionnaires. Ils incitent à un soulèvement armé en Irlande, avec un soutien militaire français. Après une tentative avortée en 1796, l'insurrection débute en octobre 1798. Peu préparés, infiltrés par les espions du gouvernement, rejetés par une population terrifiée par l'armée, les *United Irishmen* sont rapidement écrasés, avec plus de 12 000 personnes tuées au cours du conflit⁵⁷⁶.

Il est parfois difficile de savoir si les *United Irishmen* se revendiquent réellement de la *democracy* ou si l'étiquette leur est seulement apposée. Si on se fie à la littérature secondaire, il semble que le mouvement indépendantiste irlandais se soit plus

⁵⁷⁴ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, op. cit., p. 33.

⁵⁷⁵ Sean J. Connolly, *Divided Kingdom: Ireland 1630-1800*, Oxford, Oxford University Press, 2008, p. 440.

⁵⁷⁶ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, op. cit., p. 34.

facilement défini comme *democrat* irlandais, en opposition aux *aristocrats* anglais⁵⁷⁷. Bien que ces positions soient surtout influentes en Irlande, elles auront aussi des échos en Grande-Bretagne. Par exemple, dans un entretien avec un des membres de l'organisation, le *Manchester Mercury* en 1798 rapporte l'échange suivant « *Q. What was the reform originally required by United Irishmen? A. A democratic House of Common, they thought one aristocratic body in the state sufficient*⁵⁷⁸. » Il est à noter qu'on ne diverge pas du modèle constitutionnaliste : il faut rétablir le caractère démocratique des Communes, qui a été compromis par le temps.

Cependant, ce qui est clair, c'est que les *United Irishmen* seront dès leur formation considérés comme démocratiques par les acteurs conservateurs. Peter Porcupine, mentionné précédemment, consacre un chapitre entier à ces *democrats*. Selon lui, il ne s'agit en fait que d'« *usurpers* » dont le véritable objectif est limpide : « *by an equal partition of rights, there is not the least doubt that the United Irishmen meant an equal partition of property*⁵⁷⁹ ». Ici *democracy* est synonyme d'égalitarisme et ne correspond pas seulement à un régime politique. Avec l'insurrection de 1798, l'Irlande devient donc une autre preuve du désordre démocratique, dont il faut se garder autant que de la France.

C'est dans ce contexte que le gouvernement adopte les mesures répressives évoquées précédemment et qu'ont lieu les délibérations sur l'Acte d'Union de 1800, qui supprime le Parlement de Dublin et incorpore formellement l'Irlande dans le Royaume-Uni. À cette occasion, on retrouve dans les débats parlementaires quelques utilisations classiques de *democracy*. Par exemple, Lord Dundas⁵⁸⁰ déclare que la condition de cette alliance est le maintien d'un régime mixte et il ne s'y oppose donc

⁵⁷⁷ Ultán Gillen, « Constructing Democratic Thought in Ireland in the Age of Revolution, 1775–1800 » dans Joanna Innes et Mark Philp (dir.), *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 149-161.

⁵⁷⁸ *Manchester Mercury*, Manchester, 18/09/1798

⁵⁷⁹ P. Porcupine, *A Bone to Gnaw, for the Democrats*, *op. cit.*, p. 108.

⁵⁸⁰ 1741-1820. Thomas Dundas, MP dans les Communes de 1763 à 1794, il se rallie alors à Pitt et obtient un titre.

pas « *if there be a sufficiency of the aristocracy and a sufficiency of the democracy of the different countries*⁵⁸¹ ». Plus dramatique, Lord Minto⁵⁸² évoque les désordres démocratiques qui résulteraient d'une Irlande indépendante : « *an Irish democratic republic, or rather anarchy, must be the first and instant consequence of our separation*⁵⁸³ ». Chez les parlementaires britanniques, *democracy* et *republic* sont toujours allègrement confondues, particulièrement depuis 1789.

Lors du même débat, Lord Grenville⁵⁸⁴, secrétaire aux affaires étrangères, avance une proposition intéressante sur la souveraineté populaire, affirmant que Westminster a toute l'autorité nécessaire pour trancher la question de l'union irlandaise. Ceux qui en jugent autrement se basent sur le principe jacobin de la souveraineté populaire et se trompent lourdement. Après tout, selon lui, ce concept « *implied in its very statement an inconsistency and contradiction. The Sovereign of the People did not exist, even in the purest Democracy, for in the purest Democracy there has always existed a medium or a channel by which the Sovereignty of the whole was exercised*⁵⁸⁵ ». Bien que Grenville n'explique pas plus son idée, il fait probablement référence à l'impossibilité de réunir un peuple entier pour qu'il exerce sa souveraineté. Dans la lignée de plusieurs auteurs classiques et modernes, il considère la *purest democracy* comme étant directe et donc antithétique à la représentation politique.

⁵⁸¹ John Debrett, *The Parliamentary Register: Proceedings of the Third Session of the Eighteenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1798, vol. 12/7, p. 709.

⁵⁸² 1751-1814. Gilbert Elliott, MP de 1776 à 1795, il sera notamment Gouverneur général de l'Inde (1807-1813).

⁵⁸³ John Debrett, *The Parliamentary Register: Proceedings of the Third Session of the Eighteenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1799, vol. 12/8, p. 391.

⁵⁸⁴ 1759-1834. William Wyndham Grenville, élu MP en 1782, il obtient plusieurs postes ministériels sous Pitt.

⁵⁸⁵ J. Debrett, *The Parliamentary Register*, op. cit., p. 272.

Cette déclaration, qui s'inscrit dans un débat plus long sur la question de la souveraineté populaire⁵⁸⁶, donnera lieu à une interminable réplique du Earl of Moira⁵⁸⁷ sur le mésusage des termes « *Sovereignty of the People* ». Selon ce whig bien en vue :

*The misconstruction of that phrase had already done great mischiefs in this country, by aiding those whose object it was to confound the maintenance of constitutional principles with the support of Jacobinical tenets. That scandalous artifice had been too successfully employed: for Democrat was now become, in this country, as savage a war-whoop against any opponent as ever Aristocrat had been in France; [...]. He was astonished that nobody had fixed the meaning of the phrase, by appealing to the distinction [...] between People and Populace. When the Sovereignty of the People is asserted, it stands simply in denial of the bestial doctrine of divine right. It maintains, that the welfare of the people or nation at large, and not the interest of a single individual, is the object of Government. [...] The supremacy of the populace was a notion that never could enter into the conception of any man in his senses. No one had ever advanced in any time or any country a proposition so self-evidently absurd as that the uninformed ought to rule the enlightened part of the community*⁵⁸⁸.

Cette réplique du Earl of Moira résume de manière succincte plusieurs éléments examinés jusqu'ici. Premièrement, *democrat* est bel et bien devenu une insulte, au désespoir de certains réformistes. Ceux-ci continuent d'ailleurs de souligner leur constitutionnalisme pour se démarquer des tendances républicaines et communalistes.

Deuxièmement, selon le Earl of Moira, souveraineté populaire et souveraineté parlementaire sont en fait complémentaires et s'expriment dans la monarchie limitée britannique. Les principes jacobins et démocratiques, qui souhaitent que la « *populace* » ait une voix au chapitre sont vus comme absurdes et dangereux. Cette distinction entre *people* et *populace* est cruciale pour comprendre la relation entre *democracy* et *people* telle qu'elle était conçue par certains parlementaires whigs à l'époque. La démocratie, en tant que régime politique, est comprise comme le pouvoir de la populace ou de la foule : il s'agit donc d'un système instable. Or, pour

⁵⁸⁶ P. Ihalainen, *Agents of the People*, *op. cit.*, p. 457-470.

⁵⁸⁷ 1754-1826. Militaire et politicien anglo-irlandais, il sera Gouverneur général de 1813 à 1826.

⁵⁸⁸ J. Debrett, *The Parliamentary Register*, *op. cit.*, p. 303-304.

la plupart des parlementaires, c'est la stabilité d'un régime qui fait sa force⁵⁸⁹. C'est là que la notion de représentation politique prend toute son importance. Les débats entre torys et whigs portent sur l'étendue de cette représentation, qui peut être acceptée comme une influence populaire légitime. Mais la portée de la controverse est limitée : pour tous, le meilleur gouvernement est celui qui règne *pour* le peuple, jamais celui *du* peuple lui-même.

En outre, comme l'affirme Ihalainen, s'il y a eu une tentative de redéfinition conceptuelle de la relation entre le peuple et le Parlement au cours des débats sur l'Acte d'Union, ce sont finalement des conceptions conservatrices qui prévalent⁵⁹⁰. Par conséquent, si certains whigs « *admitted the right of the people to petition the king [...] and the role of the majesty of the people in extraordinary politics*⁵⁹¹ », ils resteront minoritaires. Au milieu de la fièvre antijacobine, pour la plupart des parlementaires, la *democracy* implique le règne des ordres inférieurs, une idée inimaginable. Bien que certains whigs aient essayé de présenter *the people* comme un acteur politique légitime, leurs tentatives durant les années 1790 échouent, même si, comme nous le verrons, leur projet aboutira en fin de compte dans les décennies suivantes⁵⁹².

D'ici là, cette double position est résumée de manière succincte par Robert Fellowes⁵⁹³ qui, dans un brûlot antidémocratique, reconnaît que « *all government is a power in trust; and that the only valid title deed of its right is the will of the people*⁵⁹⁴ ». En même temps, il attaque virulemment la démocratie en tant que régime

⁵⁸⁹ H. te Velde, « Democracy and the Strange Death of Mixed Government in the Nineteenth Century », art cit, p. 44-45.

⁵⁹⁰ P. Ihalainen, *Agents of the People*, op. cit., p. 469.

⁵⁹¹ G. Green, *Majesty of the People*, op. cit., p. 71-72.

⁵⁹² William Anthony Hay, *The Whig Revival, 1808-1830*, New York, Springer, 2004, 252 p.

⁵⁹³ 1771-1847. Homme d'église, philanthrope, il est directeur de la *Critical Review* de 1804 à 1811.

⁵⁹⁴ Robert Fellowes, *An Address to the People, on the Present Relative Situations of England and France: With Reflections on the Genius of Democracy*, Londres, F. & C. Rivington, 1799, p. 24.

sanguinaire, et dans lequel « *universal suffrage means mob-suffrage*⁵⁹⁵ ». La présence du terme *mob* dans l'argumentaire de Fellowes est intéressante à deux égards. Premièrement parce que comme mentionné, le mot lui-même est créé par les classes dominantes britanniques au début du 18^e siècle, à partir d'une abréviation de *mobile vulgus*, pour désigner les foules émeutières en mouvement⁵⁹⁶. Deuxièmement, elle rappelle l'opposition entre *people* et *populace* : loin d'une définition de la démocratie comme pouvoir du peuple, les usages britanniques soulignent l'association entre *democracy*, *mob* et *populace*. On voit donc, tel qu'évoqué antérieurement, que la défense de la souveraineté populaire n'implique pas une participation formelle du peuple à la sphère politique. Ceci n'exclut pas pour autant qu'il ne puisse s'exprimer par d'autres canaux. L'important est que, dans la tradition du gouvernement mixte que cette participation soit mesurée et surtout tempérée par les institutions monarchiques et aristocratiques du pays.

3.4 Conclusion : *Democracy versus Monarchy*

Dans son ouvrage *Sketch of Democracy*, Robert Bisset⁵⁹⁷ propose le premier livre britannique exclusivement consacré à la démocratie et plus précisément à son histoire. Fortement intégré à l'élite britannique, Bisset est un collaborateur régulier de l'*Anti-Jacobin Review*, où il écrit notamment en 1798 : « *whoever is the enemy of Christianity, and natural religion, of monarchy, of order, subordination, property, and justice, I call a Jacobin*⁵⁹⁸ ». Comme nous l'avons déjà vu, de Jacobin à *democrat*, il n'y a qu'un pas, que Bisset et ses collègues franchiront allègrement. Précurseur, le texte de Bisset nous offre en fait un portrait typique des différents usages de *democracy* en cette fin du 18^e siècle. Après une introduction et un chapitre

⁵⁹⁵ *Ibid.*, p. 43.

⁵⁹⁶ P. Linebaugh, *The Londres Hanged*, op. cit., p. 38.

⁵⁹⁷ 1759-1805. Écrivain, auteur d'une biographie d'Edmund Burke en 1798.

⁵⁹⁸ Robert Bisset, « The Rise, Progress, and Effects of Jacobinism [I] », *The Anti-Jacobin Review and Magazine*, juillet 1798, vol. 1, juill. 1798p. 109-111 ; 223-229p. 223.

plus théorique, il consacre les chapitres II à VII à l'histoire de l'Athènes démocratique, les chapitres IX à XIV à la Rome républicaine, et un chapitre final à l'Angleterre. *Democracy* est donc d'abord et avant tout un terme servant à qualifier les régimes politiques antiques, et il est inadapté aux conditions modernes. En fait, Bisset cherche à démontrer que la démocratie pure (ou même « *prevalent* ») est vouée à l'échec : « *I shall [...] attempt to show, that when solely or even principally prevalent, [democracy] is not fitted to render man happy*⁵⁹⁹ ». Bien sûr, ce penchant critique de la *democracy* est doublé d'une valorisation du régime mixte.

Pour Bisset, les *democrats* peuvent être identifiés par leur adhésion commune à l'idée que « *that government is the best, which permits the most complete operation of the general will*⁶⁰⁰ ». Or, selon lui, l'objet du gouvernement est le bien commun. Considérant que les hommes ne savent pas ce qui est convenable pour eux, ils ont donc besoin d'un « *government of checks* » pour contrôler leurs différents intérêts et passions. Il avance que la tâche politique est une tâche spécialisée et, conséquemment, juge préférable d'y limiter la participation populaire⁶⁰¹. Dans le cas de l'Angleterre, Bisset associe différents épisodes de désordres politiques au terme *democracy*, notamment la révolte paysanne de 1381, ainsi que la Guerre civile du 17^e siècle. Refusant l'argumentation réformiste, il observe qu'« *our Parliament has an identity of interests with us* », puisque les non-votants voient leurs droits civils protégés indépendamment de leurs droits politiques⁶⁰². Le monarque a lui aussi des intérêts semblables à ceux du peuple, ce qui amène Bisset à conclure qu'« *every true Patriot is a lover of the Constitution and of the King*⁶⁰³ ». La *democracy* est impossible, car chimérique et instable, et seul le régime mixte britannique peut garantir ordre, stabilité et liberté.

⁵⁹⁹ Robert Bisset, *Sketch of Democracy*, Londres, J. Smeeton, 1796, p. xxiv.

⁶⁰⁰ *Ibid.*, p. 2.

⁶⁰¹ *Ibid.*, p. 20.

⁶⁰² *Ibid.*, p. 350. Souligné dans l'original.

⁶⁰³ *Ibid.*, p. 352.

En conclusion, on constate donc qu'entre 1775 et 1801, *democracy* passe d'un mot marginal, érudit et antique à une étiquette ayant une valeur heuristique contemporaine. Le terme peut être appliqué à des régimes politiques modernes (France, Hollande, Suisse), à des forces politiques de l'époque (réformistes, républicains, jacobins) et à des revendications d'actualité (réforme parlementaire, égalitarisme). Ces utilisations sont majoritairement le fait de forces politiques conservatrices — le mouvement réformiste dans son ensemble reste loin d'un vocabulaire démocratique. Le vocable commence à entrer dans la culture populaire, puisqu'il est employé dans des poèmes, des pièces de théâtre et des caricatures et qu'il est repris par des foules turbulentes. À l'inverse, il prolifère aussi dans les discours officiels : débats parlementaires et plaidoiries criminelles en usent et abusent. À la suite de 1789 plus particulièrement, le champ lexical négatif et violent associé à la démocratie est (ré) affirmé par des termes tels que *bloody, rage, wild*. Différents qualificatifs monstrueux (*hydra, monster, creature*) ponctuent la constellation démocratique. En parallèle, un vocabulaire plus institutionnel et politique reste présent, à travers les termes tels que *monarchy, aristocracy, pure* et *balance*. Au niveau des influences philosophiques, les auteurs antiques demeurent la référence classique, même si certaines interprétations modernes et contemporaines commencent à prendre une certaine importance.

On peut conclure ce survol des usages britanniques de *democracy* durant la fin du 18^e siècle par une citation de Constantin François de Chassebœuf, comte de Volney⁶⁰⁴, auteur français d'un ouvrage remarqué sur la question des empires en 1791. Traduit en anglais par Thomas Jefferson⁶⁰⁵, publié à Londres, le texte illustre les échanges qui caractérisent cette période de l'histoire britannique. Dans un usage typique de *democracy*, Volney nous rappelle qu'il s'agit d'un régime primitif et

⁶⁰⁴ 1757-1820. Philosophe français aussi connu comme historien, abolitionniste et orientaliste.

⁶⁰⁵ 1743-1826. Homme politique étatsunien, « Père fondateur » et président de 1801 à 1809.

anarchique, voué à être remplacé par une aristocratie, puis une monarchie, le régime le plus stable et pacifique qui soit :

It is remarkable, that this has in all instances been the constant progress of societies: beginning with a state of anarchy or democracy, [...] they have passed to aristocracy, and from aristocracy to monarchy. Does it not hence follow, that those who constitute states under the democratic form, define them to undergo all the intervening troubles between that and monarchy; and that the supreme administration by a single chief is the most natural government, as well as that best calculated for peace⁶⁰⁶?

⁶⁰⁶ Constantin-François Volney, *The Ruins, or, a Survey of the Revolutions of Empires*, 3^e éd., Londres, J. Johnson, 1796, p. 337.

4 CHAPITRE IV

« *THE WORLD RESISTS THE DESPOTISM OF A DEMOCRACY EQUALLY WITH THE DESPOTISM OF AN ARISTOCRACY* » : ENTRE ÉPOUVANTAIL ET BADGE RÉVOLUTIONNAIRE, 1827-1852

Ce chapitre examine l'évolution de *democracy* entre le *First Reform Act* (1832) et les révolutions continentales de 1848. Le terme est à présent compris dans son opposition à l'aristocratie, tant au niveau politique que social. La théorie du gouvernement mixte reste structurante, particulièrement dans les débats parlementaires, même si des usages mélioratifs de *democracy* émergent ici et là. Dans les années 1830, l'association entre *democracy* et une société égalitaire tend à croître, notamment à travers l'exemple étatsunien. Cette période est aussi marquée par l'appropriation positive du mot par les chartistes, qui se revendiquent des trois sens de *democracy* (régime, société et groupe). Ceci est à contraster avec l'emploi beaucoup plus timoré qu'en font les libéraux de l'*Anti-Corn Law League*. Au final, ce sont ces derniers qui seront les plus représentatifs de l'époque : suite à 1848, la *democracy* voit ses connotations révolutionnaires et étrangères renforcées, tandis que le *parliamentary government* émerge comme nouveau cadre de référence pour l'élite politique britannique.

*A man boasting of his honesty, is generally a rogue; of his courage, generally a coward; of his riches, generally not wealthy; of democracy, generally an aristocrat*⁶⁰⁷.

4.1 Introduction: de *reform* à *revolution*

Suite aux crises et consolidations de la fin du 18^e siècle, la trajectoire du mot *democracy* en Grande-Bretagne marque un temps d'arrêt jusque dans les années 1830. En effet, le premier tiers du 19^e siècle britannique, caractérisé par les guerres napoléoniennes, ainsi que des troubles économiques, laisse peu de place au vocabulaire démocratique. C'est le débat autour du *Reform Act*, entre 1830 et 1832 qui projette de nouveau le terme sur le devant de la scène. Tout comme durant les années 1790, il est alors surtout agité comme un épouvantail par les forces politiques conservatrices, qui y voient un régime politique instable. Toutefois, des appropriations positives et revendiquées apparaissent ici et là, signalant une première rupture. Une seconde, au cours des années 1840, élargit le sens du mot : d'un côté, *the democracy* est plus en plus utilisé comme synonyme de peuple, antithétique à l'aristocratie ; de l'autre, la démocratie est plus en plus conçue comme une dynamique sociale, non plus seulement comme une forme politique — un phénomène commun à l'Occident⁶⁰⁸. Nous retrouvons donc les trois sens examinés précédemment : *democracy* désigne à la fois un régime politique, une société égalitaire et un groupe social. La théorie du gouvernement mixte continue de structurer une partie importante de l'imaginaire politique britannique, mais on assiste clairement à un déplacement conceptuel vers une opposition significative entre *democracy* et *aristocracy*.

Comme l'a démontré Amanda Goodrich, à partir du 19^e siècle, ce dernier terme perd son sens politique premier et en vient à référer non plus seulement à la noblesse, mais

⁶⁰⁷ Proverbe publié dans le *Bristol Mercury*, Bristol, 31/08/1830.

⁶⁰⁸ P. Rosanvallon, « The History of the Word "Democracy" in France », art cit.

à l'élite du pays, tout en acquérant une connotation de plus en plus négative⁶⁰⁹. Si le mot *democracy* voit son usage s'étendre, il demeure aussi un référent négatif pour la majorité des Britanniques. En fait, la connotation de *democracy* se polarise davantage. D'un côté, les acteurs politiques conservateurs restent méfiants vis-à-vis de la *democracy* et mobilisent le vocabulaire démocratique de manière péjorative. De l'autre, une partie des forces radicales et républicaines pose la démocratie comme un objectif politique légitime et cela constitue une nouveauté notable par son ampleur. Au centre, tant les whigs que leurs successeurs libéraux feront un usage ambigu du terme, préférant généralement l'éviter. *Democracy* est donc un mot de plus en plus politisé, dont le sens varie selon la perspective partisane.

La septième édition de l'*Encyclopaedia Britannica* (1830-1842), offre un portrait fidèle de ces différentes tendances. La démocratie est définie comme un

*popular government, wherein the supreme power is lodged in the hands of the people, such were Rome and Athens of old; but the most perfect example of democracy is afforded by the USA at the present day, the government of which, for the security it gives, the good order it preserves, the small burdens it imposes, and the admirable judgement in which its foreign and domestic policy has been conducted, deserves to be considered as one of the best and wisest of the world*⁶¹⁰.

Cette définition reprend en première partie celle donnée au chapitre précédent : un État caractérisé par une souveraineté populaire pure, mais dont la forme institutionnelle, le régime politique, n'est pas nécessairement précisée. On retrouve de nouveau les références antiques. Toutefois, le renvoi aux États-Unis, considérés comme un modèle parfait de démocratie et gouvernés de manière économe et sage, illustre le changement. Mais en parallèle, dans l'article *Government*, le gouvernement démocratique est décrit comme nécessairement représentatif (car l'assemblée de tous les citoyens est chronophage et inefficace). La question devient alors de savoir

⁶⁰⁹ Amanda Goodrich, « Understanding a Language of "Aristocracy", 1700-1850 », *The Historical Journal*, juin 2013, vol. 56, n° 02, p. 369–398.

⁶¹⁰ Macvey Napier (dir.), *The Encyclopaedia Britannica, or, Dictionary of Arts, Sciences, and General Literature.*, 7^e éd., Édinburgh, Adam and Charles Black, 1842, vol. 21/7, p. 708.

comment garantir que les intérêts des représentants soient les mêmes que ceux des représentés ? Ce à quoi l'Encyclopédie répond que seuls des élections fréquentes, ainsi qu'un suffrage étendu à tous les hommes d'un certain âge permettent de faire en sorte que toute la communauté soit représentée⁶¹¹. La *democracy* est donc de plus en plus associée à l'élection, et c'est notamment autour de cet enjeu que vont tourner plusieurs des usages du terme lors des débats sur le *Reform Act* de 1832.

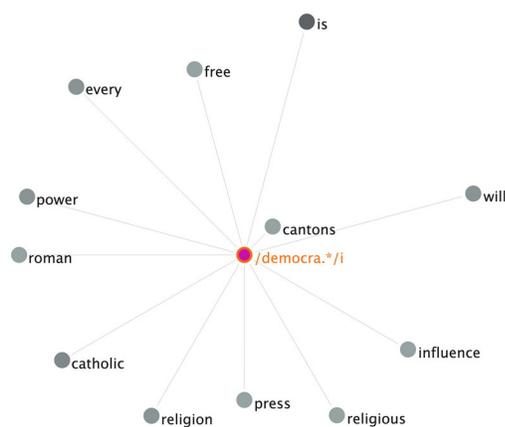


Figure 4.1 — « *democra** », Communes, 1828, 100-100, IM 10, F3

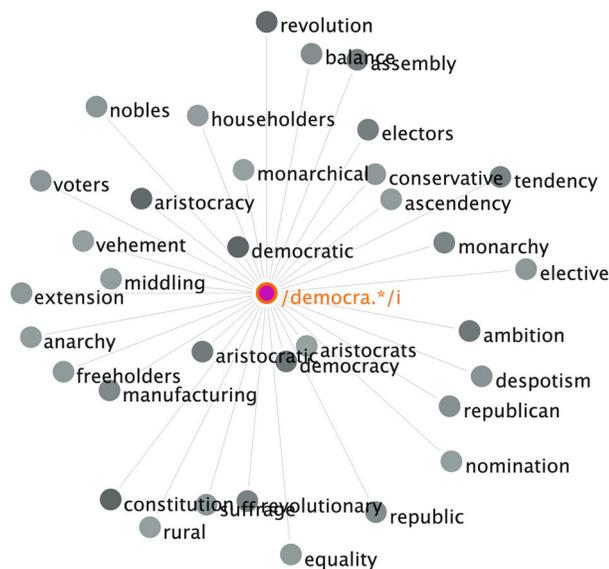
L'impact du *Reform Act* sur la trajectoire du mot *democracy* est particulièrement visible dans le cadre des débats parlementaires. À Westminster, en 1828, les cooccurrences de *democracy* et ses dérivés sont peu nombreuses et majoritairement reliées à la question religieuse irlandaise⁶¹² : *catholic*, *roman*, *religion* (Figure 4.1). La comparaison avec 1831 est révélatrice : tant le nombre de cooccurrences que leur teneur explosent. Le champ lexical de la théorie du gouvernement mixte est très présent, tant à travers les régimes nommés (*aristocracy*, *monarchy*), que par la notion

⁶¹¹ Macvey Napier (dir.), *The Encyclopaedia Britannica, or, Dictionary of Arts, Sciences, and General Literature.*, 7^e éd., Édinburgh, Adam and Charles Black, 1842, vol. 21/10, p. 629-631.

⁶¹² En 1828 la question de la *Catholic Emancipation*, visant à donner les mêmes droits civiques et politiques aux catholiques (majoritairement irlandais) est au cœur de l'actualité politique.

Figure 4.3 — « *democra** », périodiques, 1828, 100-100, IM 10, F10

Au même moment, la presse périodique offre une image quelque peu différente, mais tout aussi instructive. Les cooccurrences en 1828 (Figure 4.3) sont plus nombreuses et, en plus de celles associées au gouvernement mixte évoquent les étiquettes partisans (*republican, democrat, tory, leader*) et les États-Unis (*adams, america, states*). En 1831 (Figure 4.4), le lexique technique relatif à la réforme électorale est beaucoup plus présent : *electors, nomination, suffrage, freeholders, voters, householders*. On retrouve aussi des termes connotés négativement (*revolution, despotism, anarchy*), ainsi que des considérations sociales (*middling sorts, manufacturing and rural districts*). Bien sûr, les cooccurrences liées au régime mixte restent importantes (*balance, aristocracy, monarchy, constitution*), mais il est clair que le champ conceptuel de *democracy* est plus marqué par à la question de l'élection et celle des classes sociales britanniques.

Figure 4.4 — « *democra** », périodiques, 1831, 100-100, IM 10,6, F30

Une décennie plus tard, une analyse de la presse périodique en 1840 (Figure 4.5) permet de visualiser la montée du sens « dynamique égalitariste » du terme. Ici, l'influence des études sur les États-Unis (telle que *Democracy in America* [1835, 1840] d'Alexis de Tocqueville) est frappante. Les mots *America*, *equality*, *conditions*, *tendencies* et bien sûr *Tocqueville* et *Reeve* (le traducteur) démontrent l'impact spécifique de ces ouvrages. D'autres cooccurrences restent importantes, notamment *aristocracy*, mais aussi *suffrage*, *despotism* et *revolutionary*.

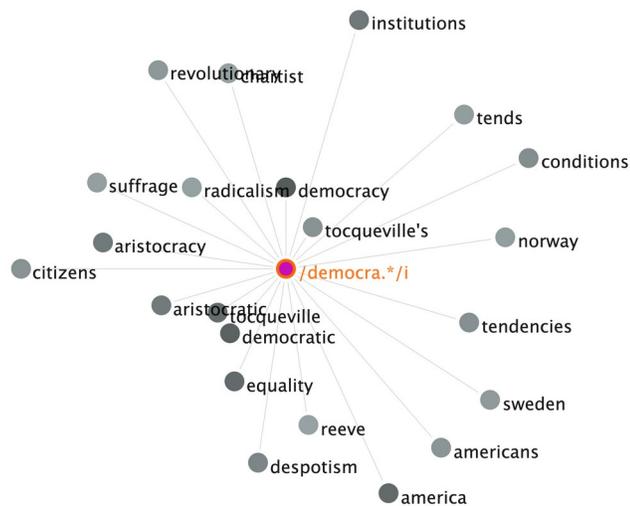


Figure 4.5 — « democra* », périodiques, 1840, 100-100, IM 11, F20

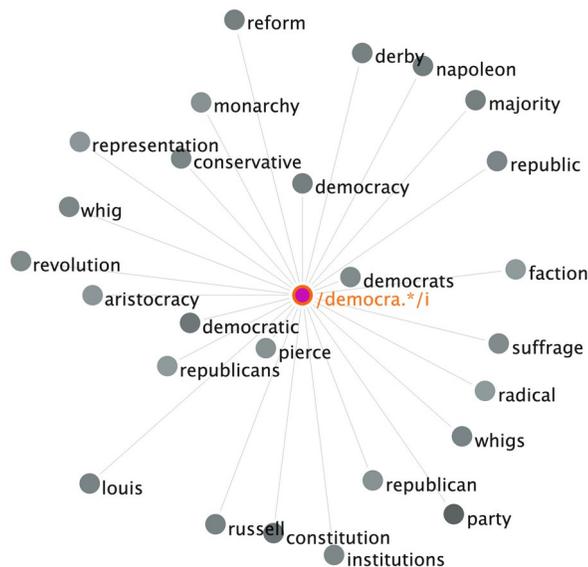


Figure 4.6 — « *democra** », périodiques, 1852, 100-100, IM 10, F30

Les débats parlementaires de 1840 étant pauvres en usages de *democracy*, nous concluons ce survol par un regard sur l'année 1852, tant dans la presse (Figure 4.6), que dans les Communes (Figure 4.7). Les révolutions de 1848 ont un impact important sur le vocabulaire démocratique : *revolution*, *Europe*, *continent*, *nation*, *countries*, peuvent être liés à ces événements. Les étiquettes politiques (*whig*, *republican*, *party*, *faction*), ainsi que certains individus (Lord John Russell, Earl Derby, Louis-Napoléon) ressortent également. On remarque que la démocratie est de plus en plus conçue comme représentative : les termes *representation* et *representative* étaient apparus sur certains schémas auparavant, mais leur présence a tendance à se systématiser dans la seconde moitié du 19^e siècle.

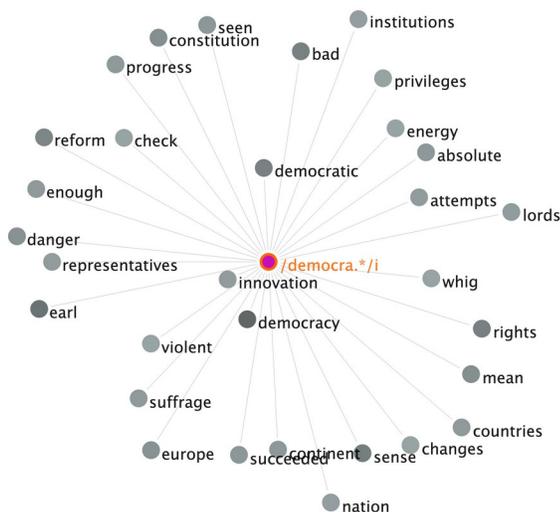


Figure 4.7 — « *democra** », Communes, 1852, 100-100, IM 10, F12

Cette visualisation des débats parlementaires ainsi que de la presse périodique nous permet de constater la nature de plus en plus contestée de *democracy* et ses dérivés. Tant le sens connotatif que dénotatif varie grandement selon le débat du moment, l'objet considéré ou les forces politiques en présence. Cette lutte autour du sens du vocabulaire démocratique reflète un usage toujours plus répandu à travers les écrits britanniques, particulièrement durant les périodes de crise. Toutefois, il s'agit bien ici d'une lutte et comme nous le verrons elle est loin d'être gagnée d'avance. Si les chartistes sont le premier mouvement de masse à se réclamer de la *democracy*, l'agitation populaire des années 1840, tant dans la métropole qu'en Europe, consolide les visions négatives de la démocratie chez les constitutionnalistes (torys, whigs et libéraux). Fortement associé à la réforme parlementaire en 1832, *democracy* devient de plus en plus un terme aux intonations républicaines, voir révolutionnaires.

4.2 « *A Bugbear Word* » : *democracy* et le *Reform Act* de 1832

En janvier 1830, la *Birmingham Political Union* (BPU) organise un rassemblement public pour demander une réforme parlementaire. Pour Vernon, cet acte marque le renouveau pour la mobilisation en faveur d'une extension du suffrage et de réformes sociales plus vastes⁶¹³. Créée par Thomas Attwood⁶¹⁴ et dirigée par des réformistes de la classe moyenne, la BPU est tout de même appuyée par un grand nombre de travailleurs de Birmingham⁶¹⁵. En ce sens, elle est typique du réformisme *middle-class* qui va s'incarner dans le *Reform Bill* de 1832 : une organisation respectueuse de la loi et de la propriété et qui inscrit son discours dans le cadre d'une théorie du gouvernement mixte⁶¹⁶. Les revendications initiales de la BPU s'articulent autour de trois axes : une extension du droit de vote (à tous les hommes payeurs de taxes), des législatures plus courtes, et la rémunération des MPs. Comme pour la plupart des réformistes de la fin du 18^e siècle, il n'est pas question de renverser *Crown, Lords & Commons*, mais bien de redonner l'influence qui est due à ces derniers.

En juin 1830, la mort du roi Georges IV donne lieu à une élection générale. Au cours de celle-ci, la Révolution de Juillet en France génère différentes réactions et ravive la flamme réformiste⁶¹⁷. Le Duc de Wellington⁶¹⁸, premier ministre tory depuis 1828, voit sa majorité parlementaire diminuer. En parallèle, des émeutes incendiaires éclatent, causées par des travailleurs agricoles anglais (les *Swing Riots*)⁶¹⁹. L'insatisfaction avec les torys, considérés comme en décalage par rapport à l'opinion

⁶¹³ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. 195.

⁶¹⁴ 1783-1856. Banquier et économiste, il sera MP pour Birmingham de 1832 à 1840.

⁶¹⁵ Henry Ferguson, « The Birmingham Political Union and the Government 1831-32 », *Victorian Studies*, 1960, vol. 3, n° 3, p. 264.

⁶¹⁶ Nancy D. LoPatin, *Political Unions, Popular Politics, and the Great Reform Act of 1832*, Londres, Macmillan, 1999, p. 116.

⁶¹⁷ Roland Quinault, « The French Revolution of 1830 and Parliamentary Reform », *History*, 1994, vol. 79, n° 257, p. 377-393.

⁶¹⁸ 1769-1852. Héros militaire, vainqueur de Waterloo, il débute en politique en 1818, puis devient premier ministre conservateur de 1828 à 1830 et quelques mois en 1834.

⁶¹⁹ Eric J. Hobsbawm et George F. E. Rudé, *Captain Swing*, New York, Verso, 2014, 392 p.

publique, va en grandissant. En novembre 1830, le gouvernement de Wellington est défait en Chambre et l'Earl Grey invité à former un ministère whig. Celui-ci s'engage à adopter rapidement une réforme parlementaire.

En mars 1831, Lord John Russell⁶²⁰, leader whig dans les *Commons*, propose le *Ministerial Plan of Parliamentary Reform*, qui redistribue les sièges parlementaires des *rotten boroughs* vers les villes industrielles tout en accordant le vote à un demi-million d'hommes Britanniques. Après une défaite procédurale sur un sous-amendement, le gouvernement dissout le Parlement pour laisser les électeurs s'exprimer sur la désirabilité d'une réforme. L'élection générale de mai 1831 voit les whigs remporter une majorité de près de 140 sièges⁶²¹. Ramené devant les Communes, le projet de loi est adopté, pour arriver chez les Lords en septembre. Après bien des spéculations, ceux-ci rejettent ouvertement la réforme. Cette opposition entre une opinion publique réformiste et une Chambre haute conservatrice donne lieu à des explosions de violence à travers le pays⁶²².

Au même moment, des divergences importantes apparaissent au sein des organisations réformistes. Depuis janvier 1830, les *Political Unions*, suivant l'exemple de Birmingham, se sont multipliés. Cependant, la cohabitation entre classes moyennes et classes laborieuses⁶²³ y est parfois mise à mal – et les tensions entre réformistes et radicaux éclateront au grand jour. Dans plusieurs des grandes villes britanniques, des scissions auront lieu, avec d'un côté, les réformistes constitutionnalistes et de l'autre les radicaux populaires⁶²⁴. Les premiers se rallient

⁶²⁰ 1792-1878. MP whig à partir de 1817, premier ministre (1846-1852 ; 1865-1866).

⁶²¹ Eric J. Evans, *Britain before the Reform Act: Politics and Society 1815-1832*, 2^e éd., Londres, Routledge, 2008, p. 157.

⁶²² E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, *op. cit.*, p. 213.

⁶²³ En anglais, le terme « *working class* » désigne plus que son équivalent français de « classe ouvrière » puisqu'il englobe la plupart des travailleurs et travailleuses, et non seulement les ouvriers manuels. Il s'agit donc de l'écrasante majorité de la population. Nous avons choisi d'utiliser l'expression « classes laborieuses » pour indiquer une dimension économique, ou plus souvent « classes populaires » dans une perspective politique.

⁶²⁴ E.P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, *op. cit.*, p. 816.

aux whigs pour soutenir ce *Reform Act* consistant principalement en un redécoupage de la carte électorale, ainsi qu'une extension de la franchise aux classes moyennes. Les seconds se regroupent autour d'une critique républicaine de la monarchie et de l'aristocratie et une demande claire pour le suffrage masculin adulte. Ces positionnements influenceront fortement l'utilisation du terme *democracy* de la part de ces différents groupes : les premiers, toujours constitutionnalistes, le rejettent sans équivoque, tandis que les seconds, prenant un virage partiellement républicain, se l'approprient timidement.

En décembre 1831, le *Reform Bill* est de nouveau soumis au Parlement et adopté par les Communes avec une majorité écrasante. Mais réalisant que les Lords ne changeront pas d'avis — et devant le refus de William IV de créer de nouveaux pairs proréforme — Grey décide de démissionner en mai 1832. Wellington est rappelé à la barre, mais le retour de ce tory anti-réforme enflamme le pays. Durant les *Days of May*, l'agitation est à son comble : des pétitions affluent à travers le pays, des rassemblements secouent les plus grandes villes et certains demandent même l'abolition des Lords⁶²⁵. Incapable d'obtenir la confiance des Communes, Wellington se retire et Grey reforme un gouvernement. William IV accepte de créer nouveaux pairs, mais avant que cela soit nécessaire, un nombre suffisant de Lords conservateurs décide de s'abstenir lors du vote. Le *Reform Act* pour l'Angleterre et le Pays de Galles est approuvé par le roi le 7 juin 1832. Des lois similaires pour l'Écosse et l'Irlande sont adoptées peu après.

Comme mentionné précédemment, le *Reform Act* de 1832 a souvent été présenté comme un moment décisif de la démocratie britannique, mais l'importance de cette rupture été relativisé depuis quelque temps. Rappelons que, concrètement, la réforme permet une redistribution des sièges parlementaires afin de suivre les évolutions

⁶²⁵ N.D. LoPatin, *Political Unions, Popular Politics, and the Great Reform Act of 1832*, *op. cit.*, p. 141-154.

démographiques dues aux transformations économiques du pays. L'autre disposition importante est l'uniformisation de la franchise électorale : tel que vu au chapitre 2, le droit de vote variait entre *boroughs* de type *corporation*, *burgage*, *scot and lot* et *freemen*. Le *Reform Act* de 1832 efface ces distinctions et crée deux catégories d'électeurs : ceux des villes et ceux des campagnes. Ceci a pour effet de faire passer l'électorat britannique de 516 000 à 813 000 personnes, donnant ainsi le vote à 20 % des hommes adultes, soit un peu moins de 5 % de la population totale⁶²⁶ — moins que le pourcentage de citoyens actifs dans l'Athènes antique ou dans la Florence médiévale.

Quels sont les rôles joués par *democracy* et ses dérivés dans cet épisode crucial de l'histoire britannique ? À un premier niveau, l'usage du terme ressemble à ce que nous avons vu précédemment : *democracy* est surtout utilisé par les forces politiques conservatrices, pour qui la réforme parlementaire viendrait bouleverser l'équilibre constitutionnel au profit de l'élément démocratique. Les whigs et les réformistes évitent en général d'employer le mot et défendent la réforme dans le cadre d'une théorie mixte du gouvernement. Ce processus — étiquetage de la réforme comme démocratique, refus du terme par les réformistes — est particulièrement visible à Westminster. À un second niveau, quelques appropriations positives de *democracy* émergent, dans les écrits des philosophes utilitaristes d'un côté, et chez les radicaux issus des classes populaires de l'autre. La démocratie est ainsi de plus en plus conçue en opposition avec l'aristocratie, notamment dans sa composante sociale. Dans cette dichotomie conceptuelle, *aristocracy* désigne l'élite du pays, tandis que *democracy* signifie le petit peuple, dans son opposition aux Grands.

⁶²⁶ E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, *op. cit.*, p. 217 ; J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. 206.

4.2.1 Un monopole conservateur (parfois contesté)

La mainmise du terme *democracy* par les forces politiques conservatrices est surtout visible dans les débats parlementaires qui entourent le *Reform Act*. Selon les whigs et leurs alliés, il n'est pas question de *democracy* dans cette réforme, mais de représentation. Lord John Russell, en introduisant la réforme, affirme qu'il faut que le Parlement montre qu'il est prêt à incarner l'ensemble du peuple. Selon lui,

*to establish the Constitution on a firm basis, you [MPs] must show that you are determined not to be the representatives of a small class, or of a particular interest; but to form a body, who, representing the people, springing from the people, and sympathising with the people, can fairly call on the people to support the future burthens of the country*⁶²⁷.

Les Communes doivent donc gouverner pour le peuple et émaner de celui-ci. La réforme vise à ajuster le mécanisme constitutionnel qui permet au peuple de se retrouver dans le Parlement. Mais il n'est nullement question d'établir une démocratie : l'enjeu principal, c'est de retrouver l'équilibre du gouvernement mixte.

Aux yeux de l'opposition, rien n'est moins sûr. Employant la figure rhétorique de l'effet pervers, la plupart des torys affirment que toute réforme aurait pour conséquence non pas de préserver l'équilibre constitutionnel, mais de le détruire. Pour Robert Inglis⁶²⁸, répliquant directement à Russell, il ne fait aucun doute que les réformistes savent que « *the prerogatives of the Crown, and the privileges of the peerage, would be but as dust in the balance against a preponderating democracy*⁶²⁹. ». En décembre, Inglis réitère ses arguments dans un discours qui sera réimprimé par la suite sous forme de pamphlet⁶³⁰, en avançant qu'en cas de réforme :

The nicely-balanced influences of the three branches of the Legislature, which now exist here, will disappear, and this House will become the single organ of a universal

⁶²⁷ HC Deb 1^{er} mars 1831, vol. 2, col 1089.

⁶²⁸ 1786-1855. MP *High tory* (ultra conservateur) de 1824 à 1854.

⁶²⁹ HC Deb 1^{er} mars 1831, vol. 2, col 1124.

⁶³⁰ Robert Harry Inglis, *Parliamentary Reform*, Londres, J. Hatchard & Son, 1832, 46 p.

*democracy. The House of Commons, instead of being the depository of all existing interests and influences in the State, will become the mere concentrating focus of the will of the people*⁶³¹.

Pour sa part, Matthias Attwood⁶³², dans un exemple typique de la figure de la mise en danger, considère que la proposition du gouvernement mène tout simplement à la démocratie, un régime instable et incompatible avec la monarchie et l'aristocratie :

*He should be glad to learn from [Lord John Russell], where he could find a single example in history – a single instance, having the guarantee of experience, of any purely democratic body, elected by the great mass of the people, deriving its existence from the popular voice – [...] where such a body had existed in conjunction with hereditary Monarchy and the Peerage?*⁶³³

Pour les torys, la proposition du gouvernement, en modifiant l'élection des *Commons*, est explicitement démocratique. Si le déséquilibre de la constitution n'est pas immédiat, ce n'est qu'une question de temps : une fois la porte ouverte, d'autres réformes suivront. Comme l'exprime Michael Thomas Sadler⁶³⁴ : « *the next sweeping Reform, and it could not be far distant, would wipe away [the peerage and the monarch], and give to the Government of the country, not the essence merely, that it would have the moment this Bill should pass – but the very name of democracy*⁶³⁵ ». De manière générale, à Westminster, l'association entre la réforme et *democracy* de la part des torys est fréquente⁶³⁶.

Ce type de discours est par ailleurs largement repris en dehors de l'enceinte parlementaire. Tout d'abord, la plupart des débats sont fidèlement reportés dans des journaux, ou réimprimés sous forme de pamphlets, donnant une publicité accrue aux

⁶³¹ HC Deb 17 décembre 1831, vol. 9, col 431.

⁶³² 1779-1851. Frère de Thomas Attwood (BPU), MP conservateur de 1819 à 1847.

⁶³³ HC Deb 8 mars 1831 vol. 3 col 214

⁶³⁴ 1780-1835. Politicien conservateur aux positions antimalthusiennes et en faveur des réformes sur la question du temps de travail ainsi que des *Poor Laws*. Il sera apprécié par certains chartistes.

⁶³⁵ HC Deb 18 avril 1831 vol. 3 c1566

⁶³⁶ Voir notamment : Horace Twiss HC Deb 1^{er} mars 1831 vol. 2 col 1131 ; Charles Wetherell HC Deb 3 août 1831 vol. 5 col 689 ; Charles Watkin Williams-Wynn HC Deb 26 août 1831 vol. 6 col 692 ; Lord Wharncliffe HL Deb 24 mai 1832 vol. 13 col 20.

déclarations des différents parlementaires — et donc surtout aux emplois conservateurs de *democracy*. De plus, une comparaison similaire à celle effectuée au chapitre 3 permet de voir le monopole que possède la presse conservatrice sur le terme *democracy* dans les années 1829 à 1833. Comme l'illustre la Figure 4.8, l'usage du vocabulaire démocratique explose à partir de 1831 et les périodiques conservateurs tels que le *Blackwood Edinburgh Magazine* ainsi que la *Quarterly Review* en sont majoritairement responsables. A contrario, la *Edinburgh* et *Westminster Review*, respectivement de tendance whig et radicale, n'utilisent pas le terme.

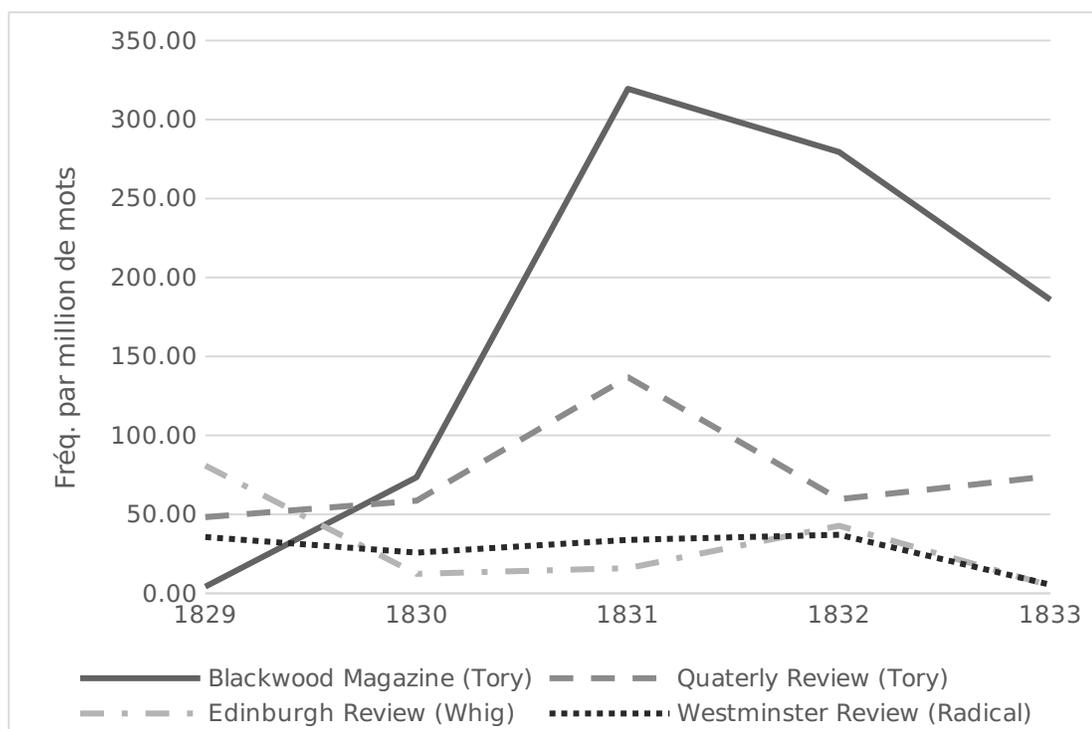


Figure 4.8 — «*democra**» dans la presse périodique britannique, 1829-1833

Par ailleurs, différents pamphlets sur la question de la réforme circulent aussi. Ceux proréforme utilisent peu le terme, au contraire de ceux qui s'y opposent. Ainsi, en

1831, John Walsh⁶³⁷ publie ses *Observations on the Ministerial Plan of Reform*, dans lesquelles il présente la réforme comme résultant du « *fanaticism of democracy* » et d'un « *democratic party, bent on the subversion of Government*⁶³⁸ ». Un autre feuillet anonyme se porte à la défense du gouvernement mixte et souligne les desseins démocratiques du gouvernement. Dans une vision de la réforme comme pente fatale, l'auteur affirme que les réformistes souhaitent :

*to have the government of the country settled on a democratic basis, not objecting perhaps to the toleration of King and Peers for a time, provided these were merely nominal branches of the legislature, with the shadow, but nothing of the substance, of power, but certainly contemplating perfect democracy as their summum bonum, and ultimate object*⁶³⁹.

En même temps, dans *Remarks on the Anti-Protestant and Democratic Tendency of the Reform Bill*, un citoyen de Bristol affirme que « *any measure of Reform which shall materially increase the popular influence in that House, will range that almost supreme power on the side of democracy*⁶⁴⁰ ». Cette association entre *democracy* et anti-protestantisme n'est par ailleurs pas anodine. Le débat autour du *Reform Act*, bien que politique, fut aussi éminemment religieux : pour plusieurs anglicans « *the reform bill was not just bad legislation or the disorganization of a constitutional mechanism; it was a Satanic proceeding, driven by a diabolical agency*⁶⁴¹ ». De surcroît, avec la fondation de la *Catholic Association*, par Daniel O'Connell⁶⁴² en 1823 pour défendre les droits des Irlandais catholiques, il est facile pour les torys de faire le rapprochement entre *democracy* et catholicisme.

⁶³⁷ 1798-1881. Propriétaire terrien et auteur de plusieurs pamphlets, MP tory (1830-1835 ; 1838-1868).

⁶³⁸ John Walsh, *Observations on the Ministerial Plan of Reform*, 2^e éd., Londres, James Ridgway, 1831, p. 8, 13.

⁶³⁹ Anon., *Observations on the British Constitution, and on the Proposed Improvement of Our Parliamentary Representation*, Édimbourg, William Tait, 1831, p. 84-85.

⁶⁴⁰ Anon., *Remarks on the Anti-Protestant and Democratic Tendency of the Reform Bill; in an Address to the Citizens of Bristol*, 2^e éd., Bristol, Wansbrough, 1831, p. 6.

⁶⁴¹ Robert Saunders, « God and the Great Reform Act: Preaching against Reform, 1831–32 », *Journal of British Studies*, avril 2014, vol. 53, n° 2, p. 379.

⁶⁴² 1775-1847. Politicien irlandais qui, après avoir contribué à obtenir l'émancipation catholique, sera MP (1828-1847). Il luttera alors pour l'abrogation de l'Acte d'Union et l'indépendance irlandaise.

Durant l'élection générale de mai 1831, plusieurs candidats conservateurs associent explicitement *reform* et *democracy*. À Perth, en Écosse, George Murray, candidat tory, déclarera « *there is no disease against which a free state ought to guard with greater vigilance than against the extreme of democracy*⁶⁴³ ». Quelques jours plus tard, le *Leicester Journal* rapporte les propos tenus lors d'un banquet par le Duc de Gordon⁶⁴⁴ qui trinquera aux « *general liberties of the people, and may they never be crushed despotism, or torn to pieces by democracy [loud applause]*⁶⁴⁵ ». L'évolution depuis les années 1790 est frappante : alors qu'à l'époque c'était les whigs subversifs qui portaient un toast au peuple et à ses libertés, à partir de 1830, les torys leur emboîtent le pas, brouillant la frontière qui sépare ces deux tendances constitutionnalistes. Par ailleurs, ce type de déclarations montre à quel point les forces politiques conservatrices ont l'initiative quand il en vient à l'usage du vocabulaire démocratique. Cependant, contrairement aux années de la Révolution française, leurs usages du terme sont parfois contestés.

En effet, whigs et réformistes vont refuser l'étiquette *democratic* apposée à la réforme parlementaire. Le beau-fils du premier ministre Lord Grey, le jeune whig Charles Wood⁶⁴⁶, salue explicitement le *Reform Act* comme « *an efficient, substantial, anti-democratic, pro-property measure*⁶⁴⁷. » De manière générale, trois contre-arguments sont généralement employés pour démentir l'idée d'une réforme démocratique : l'incohérence, l'exagération et la différentiation. Premièrement, de nombreux whigs vont se moquer de l'incohérence des torys, pour qui la réforme est souvent à la fois démocratique et oligarchique. Les conservateurs reprennent en quelque sorte la logique de Burke (et d'autres), pour qui la démocratie est une façade qui cache le pouvoir des démagogues. Le *Reform Bill* rendrait le pays démocratique, mais c'est en

⁶⁴³ *Londres Evening Standard*, Londres 17/05/1831.

⁶⁴⁴ 1770-1836. Militaire et homme politique écossais.

⁶⁴⁵ *Leicester Journal*, Leicester, 03/06/1831

⁶⁴⁶ 1800-1885. Élu MP whig en 1826, il siège jusqu'en 1866. Il sera Chancelier de l'Échiquier de 1846 à 1852 et s'opposera notamment à toute aide financière pour contrer la famine irlandaise.

⁶⁴⁷ Cité dans A. Hawkins, *Victorian Political Culture*, *op. cit.*, p. 86.

fait la minorité whig qui en bénéficierait. En juillet 1831, Russell résume sarcastiquement cette position en répondant au tory Henry Bingham Baring⁶⁴⁸ :

*The hon. Gentleman had, in the first place, declared, that the destruction of the rotten boroughs would introduce a perfect democracy into the country [...]. The hon. Gentleman had no sooner given utterance to this idea, than he raised up another phantom of an aristocratical oligarchy, which was to bind down the Crown, and depress the democracy, and produce effects the very opposite to those which he had described in the beginning of his speech*⁶⁴⁹.

Deuxièmement, les whigs vont souvent décrier l'exagération des torys. Par exemple, Lord Althrop⁶⁵⁰, figure de proue des whigs réformistes, tiendra à rassurer les torys :

*It had been assumed [...] that by this Bill they were going to establish a democracy, and that they were going to change entirely the Constitution. Now the Constitution of the country would stand after this Bill as it did at present [...]. It would still consist of King, Lords, and Commons*⁶⁵¹.

Quelques mois plus tard, Lord Lennox⁶⁵² accusera les conservateurs de systématiquement présenter un portrait sombre de la Grande-Bretagne post-réforme : « *anarchy prevails – democracy triumphs – the Church crumbles – good government is trampled underfoot – the crown falls from the monarch's head – a political chaos ensues, for nothing is too monstrous, too miraculous for their distempered imaginations*⁶⁵³ ». Cette tendance à l'exagération sera aussi parfois attaquée par certains tories. Par exemple Wilbraham Egerton⁶⁵⁴ affirmera que « *the House had heard a good deal of late about revolutionary measures, and charges had been made against Gentlemen for being democratic; He did not think the cause of truth was promoted by employing injurious epithets, or personal virulence*⁶⁵⁵ ». Cette attention

⁶⁴⁸ 1804-1869. Élu MP conservateur pour Callington, il représentera Marlborough de 1832 à 1868.

⁶⁴⁹ HC Deb 14 juillet 1831 vol. 4 cc1289.

⁶⁵⁰ 1782-1845. John Charles Spencer, MP à partir de 1806, Chancelier de l'Échiquier de 1830 à 1834.

⁶⁵¹ HC Deb 21 septembre 1831, vol. 7, c427.

⁶⁵² 1793-1873. Militaire et politicien whig, alors MP de 1819 à 1841.

⁶⁵³ HC Deb 17 décembre 1831, vol 9, col 481

⁶⁵⁴ 1781-1856. Propriétaire terrien, MP conservateur pour Cheshire de 1812 à 1831.

⁶⁵⁵ HC Deb 19 avril 1831 vol. 3 c1616.

aux mots soulignée par Egerton, et caractéristique des politiciens en général⁶⁵⁶, se retrouve dans plusieurs interventions parlementaires qui visent à distinguer représentation et *democracy*, mais surtout peuple et populace.

Dès les débats du mois de mars 1831, Russell appelle à la prudence en utilisant le terme *democracy*. Selon lui, « *there was a fallacy in the word democratic, which it seemed was made to imply an association of democrats, whose wish was, to overturn the House of Lords and the Crown. He denied altogether that the measure would have the effect of rendering that House a democratic assemblage, in that sense of the word*⁶⁵⁷ ». On retrouve ici un argument familier, qui s'inscrit dans le cadre de la théorie du gouvernement mixte. Pour Russell, la réforme rend les *Commons* plus représentatives des différents intérêts britanniques, mais laisse intacte la structure tripartite de la Constitution. Pour Maurice J. C. Vile, Russell, auteur d'un *Essay on the History of the English Government and Constitution* (1823), illustre bien la transition qui s'opère alors entre le *mixed government*, typique du 18^e siècle, et le *parliamentary government*, qui en viendra à dominer à partir de la seconde moitié du 19^e siècle⁶⁵⁸.

Dans cette perspective, ce n'est plus le partage des pouvoirs entre *monarchy*, *aristocracy* et *democracy* qui est important, mais la relation entre l'exécutif (identifié au Cabinet) et le législatif (les Communes). Il faut noter que face aux théories de la séparation des pouvoirs, considérées comme caractéristiques des républiques étatsunienne et dans une moindre mesure française, la pensée politique britannique souligne plutôt l'interdépendance entre exécutif et législatif, dans une optique d'harmonie⁶⁵⁹. C'est d'ailleurs une division harmonieuse du pouvoir entre le Cabinet et les Communes, qui est vu comme trait distinctif du gouvernement parlementaire

⁶⁵⁶ F. Dupuis-Déri, *The Political Power of Words*, *op. cit.*

⁶⁵⁷ HC Deb 9 mars 1831 vol. 3 c310.

⁶⁵⁸ Maurice J. C. Vile, *Constitutionalism and the Separation of Powers*, 2^e éd., Indianapolis, Liberty Fund, 1998, p. 239.

⁶⁵⁹ *Ibid.*, p. 254.

(généralement conçu comme dominant entre 1832 et 1867⁶⁶⁰). Le gouvernement est vu comme responsable non pas devant l'électorat, mais devant la Chambre. Cependant, comme nous l'analysons dans ce chapitre et le suivant, les usages de *democracy* en Grande-Bretagne restent fortement ancrés dans le cadre de la théorie du gouvernement mixte. De 1832 à 1867, le gouvernement parlementaire est pensé comme un rempart face à la *democracy*, notamment car il est vu comme représentatif de toutes les classes⁶⁶¹ — mais n'anticipons pas trop.

Entre 1830 et 1832, l'objectif premier des whigs et de leurs alliés demeure de défendre une réforme compatible avec le *mixed government* britannique. Comme l'explique le radical Daniel Whittle Harvey⁶⁶², des doctrines telles que le suffrage universel, des élections annuelles et le vote secret mènent à un gouvernement républicain. Et de telles mesures sont à éviter, car « *such an extension of mere democratic influence as these would create was incompatible with such a form of Government as we possessed, and that, if they were adopted, they must end in the subversion of the throne and the aristocracy, and the establishment of a Republic*⁶⁶³ ». Une position typiquement constitutionnaliste, et qui amalgame républicanisme et *democracy*.

Cette distinction entre une *limited democratic influence* constitutionnelle et une *pure democracy* républicaine se manifeste particulièrement dans la différenciation entre sujet politique légitime et illégitime. Outre l'exclusion explicite des femmes du processus électoral, les parlementaires distinguent souvent entre peuple et populace ; c'est-à-dire entre un gouvernement représentatif légitime et une démocratie instable. En ce sens, *democracy*, bien que conceptuellement associé au « pouvoir du peuple », tend en fait à se positionner en opposition au terme *people*. Comme durant les débats

⁶⁶⁰ A. Hawkins, *Victorian Political Culture*, *op. cit.*, p. 99-154.

⁶⁶¹ Samuel Bailey, *The Rationale of Political Representation*, Londres, R. Hunter, 1835, 464 p.

⁶⁶² 1786-1863. Réformiste politique et religieux, MP à plusieurs reprises (1818-1820 ; 1826-1840).

⁶⁶³ HC Deb 9 mars 1831 vol. 3 c272.

de 1800 sur l'Acte d'Union, la discrimination entre le peuple, qu'il est légitime de représenter, et la populace (ou *mob*) à qui il faut résister se retrouve tant chez les whigs que les torys⁶⁶⁴.

Ainsi, pour le Viscount Mahon⁶⁶⁵, étoile conservatrice montante, les membres des Communes ont un rôle particulier à jouer : « *[they] were not sent there to follow the course which they might think best calculated to ensure their own return, nor to gratify the populace at the expense of the people*⁶⁶⁶ ». Les parlementaires doivent donc représenter les citoyens respectables, et non les couches inférieures. Quelques mois plus tard, son collègue Thomas Pemberton⁶⁶⁷ affirme que le gouvernement se trompe en écoutant les clameurs de la foule réformiste : « *wretched indeed must be that Government which could not distinguish between the will of the people and the clamour of the mob*⁶⁶⁸ ». John Croker⁶⁶⁹ défend une position similaire : selon lui, le *Reform Bill* est démocratique, car « *it will put an extensive power in the hands, not of the people, but of the populace, who will soon destroy their own work, like a toy [...]. Anarchy, with all its horrors and miseries will ensue*⁶⁷⁰ ». La figure de l'effet pervers est toujours autant utilisée par les conservateurs : au lieu de sauvegarder la Constitution, la réforme va la détruire en la rendant démocratique.

Du côté whig, Lord Brougham et Vaux⁶⁷¹, alors Secrétaire d'État à la Justice, affirmera qu'au contraire, si le gouvernement a pu se maintenir au pouvoir, c'est parce qu'il a le soutien du peuple et surtout pas celui de la populace :

I do not mean the populace – the mob: I never have bowed to them, [...]. But if there

⁶⁶⁴ Michael Bentley, *Politics Without Democracy, 1815-1914*, 2^e éd., Oxford, Blackwell Publishers, 1996, p. 55.

⁶⁶⁵ 1805-1875. Philip Henry Stanhope, connu par la suite comme historien. MP de 1830 à 1852.

⁶⁶⁶ HC Deb 22 mars 1831 vol. 3 c727.

⁶⁶⁷ 1793-1867. Juriste de formation, MP à plusieurs reprises (1831-32 ; 1835-1843).

⁶⁶⁸ HC Deb 19 septembre 1831 vol. 7 c171.

⁶⁶⁹ 1780-1857. Auteur et homme politique irlandais, MP de 1807 à 1832.

⁶⁷⁰ HC Deb 19 mars 1832, vol. 11, col 479-480.

⁶⁷¹ 1778-1868. Juriste écossais, fondateur de la whig *Edinburgh Review*, MP à partir de 1810.

*is the mob, there is the people also. I speak now of the middle classes [...] the most numerous, and by far the most wealthy order in the community [...] who are also the genuine depositaries of sober, rational, intelligent, and honest English feeling*⁶⁷².

Aux yeux de ce whig notoire, c'est donc seulement la classe moyenne qui est digne d'être intégrée au sein du corps politique⁶⁷³.

C'est également l'opinion de William Mackinnon⁶⁷⁴, qui en février 1832 propose un amendement visant à réduire la taille de l'électorat dans les grandes villes industrielles. Selon lui, une franchise à 10 £ dans toutes les villes donnerait le pouvoir à la populace : « *popular clamour and excitement would prevail over intelligence and reason, and the mere mob would altogether swamp the persons of respectability and property, and render the Members from such places the mere delegates of the lowest classes of the people*⁶⁷⁵ ». Un an auparavant, le radical John Wood⁶⁷⁶ avait déjà lui aussi distingué entre *democracy* et classes moyennes. À ses yeux, la réforme pouvait difficilement être qualifiée de démocratique considérant qu'elle visait surtout les classes moyennes : « *the House had been also told, because the measure admitted so many new electors, that it was necessarily democratical and revolutionary. Those whom it admitted were of the middle class of society*⁶⁷⁷ », une portion de la société tout à fait respectable à ses yeux. Quelques années plus tard, Edward Lytton-Bulwer⁶⁷⁸ dans un texte qui s'écoulera à plus de 90 000 exemplaires⁶⁷⁹, décrit la Grande-Bretagne comme la *Great Middle Class of Europe*, distante tant du

⁶⁷² HL Deb 7 octobre 1831, vol. 8, c251.

⁶⁷³ Voir aussi Edward Gibbon Wakefield, *Householders in Danger from the Populace*, Londres, E. Wilson, 1831, 28 p.

⁶⁷⁴ 1789-1870. MP whig à plusieurs reprises entre 1819 et 1865. Auteur d'un livre sur l'opinion publique comme vecteur de liberté (*On the Rise, Progress and Present State of Public Opinion in Great Britain and Other Parts of the World*, Londres, Saunders and Otley, 1828, 370 p.)

⁶⁷⁵ HC Deb 3 février 1832 vol. 9 cc1260.

⁶⁷⁶ 1788-1856. Industriel du Lancashire, MP radical pour Preston de 1826 à 1832.

⁶⁷⁷ HC Deb 7 mars 1831 vol. 3 c150.

⁶⁷⁸ 1803-1873. Auteur et poète, MP whig de 1831 à 1841 et conservateur de 1851 à 1866.

⁶⁷⁹ Richard Daniel Altick, *The English Common Reader: A Social history of the Mass Reading Public, 1800-1900*, 2^e éd., Columbus, Ohio State University Press, 1998, p. 382.

despotisme que de l'ochlocratie (*mob-rule*)⁶⁸⁰. Pour les whigs et leurs alliés, il faut donc intégrer politiquement le peuple (compris comme les classes moyennes) et écarter la populace (les classes inférieures).

Une telle interprétation de la notion de peuple semble particulière à certaines forces politiques de la période étudiée. En effet, selon Dorothy Thompson, dans le contexte britannique, *people* a généralement le sens de peuple social, c'est-à-dire des classes populaires, dans leur opposition à l'élite⁶⁸¹. Un constat partagé par Gérard Bras et Dupuis-Déri, qui soulignent toutefois que cette dimension sociale du peuple n'est qu'une des facettes du concept⁶⁸². Globalement, la période victorienne voit plusieurs auteurs — et notamment comme nous le verrons, au premier chef John Stuart Mill — tenter de lier *people* et *middle-class*. Cette dynamique illustre deux choses. Premièrement, l'importance sociale, économique et surtout politique prise par les classes moyennes durant cette période. Processus qui est lui-même le résultat d'une construction politique mythologique selon Dror Wahrman, et non simplement d'un déterminisme matériel ou linguistique⁶⁸³. Deuxièmement, et probablement plus important pour notre propos, cette dynamique permet de contraster la légitimité grandissante du terme *people* face au mot *democracy*. Les tentatives de différenciation entre *the people* et *the democracy* effectué par les whigs et par la suite les libéraux, démontrent que si le premier a maintenant acquis une légitimité enviable pour certain-e-s, le second reste honni. Cette distinction entre une souveraineté populaire attrayante et une logique démocratique repoussante se voit confirmée au moins jusqu'aux années 1870.

⁶⁸⁰ Edward Bulwer Lytton Lytton, *A Letter to a Late Cabinet Minister on the Present Crisis*, 10^e éd., Londres, Saunders and Otley, 1834, p. 67.

⁶⁸¹ Dorothy Thompson, « Who Were “the People” in 1842? » dans Stephen Roberts (dir.), *The Dignity of Chartism*, Londres, Verso, 2015, p. 42-57.

⁶⁸² F. Dupuis-Déri, *La peur du peuple*, *op. cit.*, p. 1 ; G. Bras, *Les voies du peuple. Éléments d'une histoire conceptuelle*, *op. cit.*

⁶⁸³ Dror Wahrman, *Imagining the Middle Class: The Political Representation of Class in Britain, C.1780-1840*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, 448 p.

D'ailleurs, mentionnons que l'on retrouve peu d'utilisations positives du mot *democracy* dans les débats parlementaires qui entourent le *Reform Act*. Des figures radicales et réformistes connues telles que Charles Buller⁶⁸⁴, Henry « *Orator* » Hunt⁶⁸⁵ ou O'Connell ne s'approprient pas le terme. Certes, il existe des exceptions à cette règle. Ainsi, pour Thomas Gisborne le jeune⁶⁸⁶, la représentation politique devrait être plus démocratique : « *the proposed measure had been called democratic, and he confessed he wished that the representation should be framed on principles somewhat democratic, and that Members should evince something of those democratic principles in their own persons*⁶⁸⁷ ». Toutefois, ce genre de déclarations reste rare dans l'enceinte parlementaire. C'est plutôt à l'extérieur des murs de Westminster, chez certains auteurs de tendance utilitariste, ainsi que dans la presse populaire que vont émerger des premiers appels à réellement démocratiser la constitution britannique.

4.2.2 Utilitaristes et radicaux : de timides appropriations positives

À partir des années 1820, deux tendances politiques différentes vont — timidement — s'approprier le terme *democracy* comme un objectif politique légitime. La première, inspirée principalement par Jeremy Bentham, peut être désignée par l'étiquette de « *Philosophical Radicals*⁶⁸⁸ », puisque c'est ainsi que certains de ses disciples vont se définir. Fortement influencés par l'utilitarisme benthamien, ils considèrent que la démocratie est un régime politique *représentatif* et qu'il est le seul à pouvoir garantir la poursuite du bien commun, soit le plus grand bonheur pour tous. La seconde tendance est aussi qualifiée de radicale, plus précisément de « radicalisme populaire » par les historien-ne-s. Elle désigne un ensemble de mouvements et

⁶⁸⁴ 1806-1848. Avocat, MP réformiste (1830-1849), il accompagne Lord Durham au Canada en 1838.

⁶⁸⁵ 1773-1835. Radical de longue date, connu pour ses discours enflammés, MP de 1830 à 1832.

⁶⁸⁶ 1789-1852. Fils de Thomas Gisborne, abolitionniste notoire. MP de 1830 à 1852.

⁶⁸⁷ HC Deb 4 mars 1831 vol. 3 c27.

⁶⁸⁸ Paul J. Kelly, « *Philosophical Radicals* » dans Mark Bevir (dir.), *Encyclopedia of Political Theory*, Londres, Sage Publications, 2010, p. 1042-1045. J.C.D. Clark souligne toutefois que l'étiquette en tant que telle ne fut utilisée qu'à partir de 1837 par J.S. Mill. Voir J. C. D. Clark, *Our Shadowed Present: Modernism, Postmodernism, and History*, Stanford, Stanford University Press, 2004, p. 125.

d'acteurs, qui, dans la tradition de Thomas Paine, demandent des réformes politiques, économiques et sociales en critiquant l'aristocratie britannique. Cette tradition — qui sera une part essentielle du chartisme — est notamment maintenue vivante à travers différentes publications illégales et populaires, ainsi que par certains groupes politiques tels que la *Londres Radical Reform Association*, ou la *National Union of the Working Classes*.

Les radicaux philosophes s'inspirent de la théorie benthamienne, développée entre la fin du 18^e siècle et les années 1820. Suivant sa logique utilitariste, Bentham en vient progressivement à défendre la nécessité d'une réforme parlementaire. Opposé au discours des droits de l'homme révolutionnaire, il justifie une telle mesure comme étant indispensable pour protéger la société de l'intérêt aristocratique⁶⁸⁹. Dans son *Plan of Parliamentary Reform* (1817), Bentham affirme que le mot *democracy* porte une charge particulière, car il est employé comme un épouvantail pour museler le débat : « *now, by this bugbear⁶⁹⁰ word democracy, are the people of this country to be frightened out of their senses?⁶⁹¹* » demande-t-il. À ses yeux, une *democratic ascendancy* est nécessaire afin d'éviter la captation du pouvoir public par des intérêts sectoriels. Sans aller aussi loin qu'une *pure democracy* à l'étatsunienne, il écrit qu'il faut de la part des « *representatives of the people, dependence where due – dependence on the people; [...] in a word, democratic ascendancy⁶⁹²* ». Les représentants doivent donc être redevables au peuple et non au monarque.

Quelques années plus tard, dans le premier volume de son *Constitutionnal Code* (1830) Bentham sera encore plus clair sur le régime politique qu'il désire :

⁶⁸⁹ Philip Schofield, *Utility and Democracy: The Political Thought of Jeremy Bentham*, Oxford, Oxford University Press, 2006, 384 p.

⁶⁹⁰ Dans le folklore britannique, une créature menaçante, semblable au Croquemitaine ou Lustucru.

⁶⁹¹ Jeremy Bentham, *Plan of Parliamentary Reform: In the Form of a Catechism*, St Paul, R. Hunter, 1817, p. x.

⁶⁹² *Ibid.*, p. cclxi.

*the only species of government which has or can have for its object and effect the greatest happiness of the greatest number, is, as has been seen, a democracy: and the only species of democracy which can have place in a community numerous enough to defend itself against aggression at the hands of external adversaries, is a representative democracy*⁶⁹³.

La *democracy* est donc conçue comme un régime politique qui permet de limiter les abus des différentes forces politiques en présence. Et reprenant ici une position classique, dans le cadre d'une communauté d'une certaine taille, la représentation devient un palliatif nécessaire. On peut cependant souligner que Bentham se revendique explicitement de la *representative democracy*, un argument qui n'est pas commun à l'époque — à tout le moins en Grande-Bretagne⁶⁹⁴. L'expression avait jusque-là principalement été utilisée de manière critique par des conservateurs défendant le régime mixte britannique⁶⁹⁵.

Ami et disciple de Bentham, James Mill⁶⁹⁶ épouse une conception similaire à celui-ci dans son article « *Government* » paru en supplément de l'*Encyclopedia Britannica* en 1820. Selon lui, le but du gouvernement est de garantir le plus grand bonheur du plus grand nombre, à travers la protection de la communauté⁶⁹⁷. Or, la monarchie et l'aristocratie favorisent des intérêts particuliers, tandis la démocratie — comprise comme directe — est chimérique, car trop chronophage. Cependant, grâce à « *the grand discovery of modern times, the system of representation*⁶⁹⁸ », il devient possible de s'assurer qu'il y a concordance entre les intérêts du gouvernement et de la

⁶⁹³ Jeremy Bentham, *Constitutional Code*, Édimbourg, William Tait, 1838, vol. 11/9, p. 97.

⁶⁹⁴ Frederick Rosen, *Jeremy Bentham and Representative Democracy: A Study of the Constitutional Code*, Oxford, Oxford University Press, 1983, 258 p.

⁶⁹⁵ James Pulteney, *Morning Post*, Londres, 22 mai 1810 ; John Nicoll, HC Deb, 20 mai 1817, vol. 36, col. 738 ; John E. Denison, HC Deb, 27 avril 1826, vol. 15, col. 667. En 1825 le discours inaugural du Président étatsunien John Quincy Adams utilisant l'expression « *confederated representative democracy* » est aussi abondamment commenté (*Public Ledger and Daily Advertiser*, Londres, 13/04/1825 ; *Evening Mail*, Londres, 13/04/1825 ; *Dorset County Chronicle*, Dorchester, 14/04/1825 ; *Staffordshire Advertiser*, Stafford, 16/04/1825 ; *Leicester Chronicle*, Leicester, 16/04/1825 ; *Windsor and Eton Express*, Windsor, 16/04/1825).

⁶⁹⁶ 1773-1836. Philosophe, historien et économiste, père de John Stuart Mill.

⁶⁹⁷ James Mill, *Articles by James Mill: reprinted from the Supplement to the Encyclopaedia Britannica*, Londres, J. Innes, 1825, p. 3.

⁶⁹⁸ *Ibid.*, p. 16.

communauté. Cette position n'amène toutefois pas James Mill à défendre le suffrage universel : selon lui, un électorat limité peut tout de même représenter l'ensemble de la population, l'enjeu est de trouver quelle est cette proportion⁶⁹⁹. Excluant d'un trait femmes et enfants, car considérés comme dépendants, James Mill souligne que c'est l'inclusion politique du *middle rank* qui doit primer⁷⁰⁰. Et ce, peu importe les turbulences de la *mob*. Cette distinction n'est pas anodine puisqu'elle reprend celle des whigs, même si en tant que radical, James Mill se veut critique de ceux-ci. Selon lui, l'inclusion des classes moyennes permet de choisir des représentants dont les intérêts sont ceux de la communauté dans son ensemble et non ceux de l'élite.

L'impact direct des radicaux benthamiens sur le *Reform Act* de 1832 est difficile à évaluer. Pour William Thomas, les écrits de Bentham sont trop abstraits et confus pour avoir inspiré le gouvernement de Grey, tandis que la position de James Mill était considérée comme trop polémique à l'époque⁷⁰¹. Pour d'autres, l'argumentation de James Mill est « *sufficiently malleable to allow him to appear either expansive and democratic or narrow and elitist, as the case required*⁷⁰² ». Il est d'ailleurs révélateur qu'en juillet 1830, au début de la tempête politique qui s'annonce, James Mill publie un article en défense du vote secret (*ballot*), conçu comme outil capable de limiter l'influence aristocratique. L'extension de la franchise et la durée de la législature sont complètement laissées de côté⁷⁰³. On peut aussi souligner que le vocabulaire démocratique n'est pas une constante chez les radicaux. Si Bentham se pose clairement en adepte de la *representative democracy*, James Mill est plus ambigu : une fois qu'il a établi que le système représentatif est nécessaire pour garantir un bon gouvernement, il n'est plus question de *democracy*. Encore plus parlant, George

⁶⁹⁹ *Ibid.*, p. 20.

⁷⁰⁰ *Ibid.*, p. 21,32.

⁷⁰¹ William Thomas, « James Mill's Politics: The "Essay on Government" and the Movement for Reform », *The Historical Journal*, 1969, vol. 12, n° 2, p. 249-284.

⁷⁰² S C Stimson et M Milgate, « Utility, Property, and Political Participation: James Mill on Democratic Reform », *American Political Science Review*, 1993, vol. 87, n° 4, p.908.

⁷⁰³ James Mill, « The Ballot », *The Westminster Review*, juillet 1830, vol. 13, n° 25, juill. 1830p. 1-37p.

Grote⁷⁰⁴, figure radicale montante, défend l'impératif d'une réforme parlementaire durant toutes les années 1820 sans jamais utiliser le terme dans ses pamphlets⁷⁰⁵.

Pour C.B. Macpherson, Bentham et James Mill sont des partisans d'une *protective democracy*, conçue comme un régime politique permettant de protéger les intérêts individuels : « *there is no enthusiasm for democracy, no idea that it could be a morally transformative force; it is nothing but a logical requirement for the governance of inherently self-interested conflicting individuals who are assumed to be infinite desirers of their own private benefits*⁷⁰⁶ ». Une analyse similaire à celle de Philip Schofield, qui souligne toutefois l'originalité de cette position : « *Bentham's point was that property was more secure under a democracy than under any other form of government – a startling conclusion given the received wisdom that democracy was prone to anarchy and civil war*⁷⁰⁷ ». Sous la plume des utilitaristes, le terme *democracy* prend donc une connotation positive, associée à un régime politique représentatif. Cependant, comme le montre les hésitations de James Mill, celui-ci se situe entre une représentation mandat (où l'intérêt général doit dominer l'assemblée) et une représentation incarnation, où une petite partie peut représenter le tout.

Du côté du radicalisme populaire, on retrouve aussi quelques appropriations mélioratives de *democracy*, mais elles restent mineures. Tel que mentionné, les *Political Unions*, regroupant classes moyennes et populaires, n'utilisent pas ce vocabulaire dans leurs écrits publics. Et même en réunion, lorsqu'il est employé, c'est régulièrement dans une optique d'équilibre constitutionnel. Ainsi, le 20 octobre 1831, après que les Lords ont rejeté la réforme, Joseph Parker, pendant une rencontre de la *National Political Union*, dit faire confiance au monarque, chargé « *of preventing the*

⁷⁰⁴ 1794-1871. Philosophe et MP de 1832 à 1841. Connue pour son *History of Greece* (1846-1856).

⁷⁰⁵ George Grote, *Essentials of Parliamentary Reform*, Londres, Bladwin and Cradock, 1831.

⁷⁰⁶ C.B. Macpherson, *The Life and Times of Liberal Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 1977, p. 43.

⁷⁰⁷ P. Schofield, *Utility and Democracy*, *op. cit.*, p. 169.

*Vessel of the State from sinking with overmuch democracy or overmuch aristocracy*⁷⁰⁸. » Pour ce qui est des organisations plus radicales, telles que la *Londres Radical Reform Association* ou la *National Union of the Working Classes*, elles aussi n'utilisent pas le terme⁷⁰⁹. C'est surtout dans la presse *unstamped* (illégal, car ne payant pas les taxes de publication), que l'on retrouve parfois le vocable *democracy*.

Ainsi, le *Cobbett's Weekly Register*, un hebdomadaire actif de 1806 à 1836, publié par William Cobbett (alias Peter Porcupine), offre un aperçu des usages du mot dans les cercles plus populaires. *Democracy* y apparaît somme toute peu⁷¹⁰, et quand c'est le cas, c'est souvent dans la bouche de torys et autres adversaires politiques. Durant la crise du *Reform Act*, on peut y lire une citation d'Alexander Barring⁷¹¹ qui affirme que le pouvoir aristocratique « *was advantageous, inasmuch, as it mitigated democratic power*⁷¹² » ou de Wellington qui prédit que le *Reform Bill* enclencherait une réaction en chaîne et que « *the Government would become a mere democracy*⁷¹³ ». Toutefois, des usages positifs sont tout de même présents. Par exemple, rapportant les réunions du *Council of the National Political Union*, on y retrouve l'idée que certaines parties démocratiques — particulièrement l'extension de la franchise — du *Reform Bill* devraient être préservées⁷¹⁴. Plus encore, répondant à un discours du MP tory John Croker, Cobbett défend l'exemple étatsunien comme étant démocratique, car :

⁷⁰⁸ BI, NCCO, *National Political Union*, 1831-1833, Set 63, Vol.2, p.42.

⁷⁰⁹ Anon., *The Address of the Londres Radical Reform Association to the People of the United Kingdom*, Londres, W.E. Andrews, 1829, 48 p ; D.J. Rowe, « Rules of the National Union of the Working Classes » dans *Londres Radicalism 1830-1843: A Selection of the Papers of Francis Place*, Londres, Londres Record Society, 1970, p.

⁷¹⁰ Sur BNA, le terme apparaît dans près de 90 articles entre 1802 et 1836. Une recherche plus large avec « *democra** » renvoie à plus de 260 articles. Dans les deux cas, plus du deux tiers des occurrences ont lieu entre 1802 et 1820.

⁷¹¹ 1774-1848. MP tory à partir 1806, il obtient différents postes ministériels dans les années 1830.

⁷¹² *Cobbett's Weekly Political Register*, Londres, 23/07/1831.

⁷¹³ *Cobbett's Weekly Political Register*, Londres, 21/04/1832.

⁷¹⁴ *Cobbett's Weekly Political Register*, Londres, 14/04/1832, p.27 et 21/04/1832, p.9.

*there was a people, and an English People too, who had shaken off the laws of a boroughmonger Parliament; had established a democracy in the stead, and under that democracy enjoyed and still continued to enjoy prosperity and happiness not equalled by any people on earth*⁷¹⁵.

Notons que l'association entre États-Unis et démocratie faite par Cobbett est révélatrice de bien des débats à venir. Toutefois, elle reste mineure à l'époque, comme nous l'avons vu dans les Figures 4.2 et 4.4, même si les récits de voyage en Amérique commencent à faire sensation dans le public britannique⁷¹⁶. Ainsi, même si les États-Unis sont une démocratie et un exemple à suivre, le terme demeure marginal chez Cobbett : sa critique de l'aristocratie n'implique pas d'employer un vocabulaire démocratique.

Un autre périodique, le *Poor Man's Guardian*, édité par Henry Hetherington⁷¹⁷, offre un portrait différent, mais complémentaire. À plusieurs reprises, on y retrouve des articles décriant le *Reform Bill* comme n'étant qu'un écran de fumée. Rétorquant aux attaques conservatrices qui le qualifient de démocratique, Hetherington affirme qu'il n'en est rien, car « *it does nothing to abolish any one our hereditary nuisances – in fact it does no good for the useful classes!*⁷¹⁸ ». On recouvre ici une vision républicaine caractérisée par une critique du principe héréditaire, mais sans embrassade de la *democracy*. Au final, au cœur de l'agitation de mai 1832, un appel aux « *Fellow Citizens excluded from the Bill* » invitera les radicaux à « *Assist the Bill-men in the cause; but should you take up arms in defence of Reform, do business on your own account. Defend the good cause, and claim Equal Rights*⁷¹⁹. »

Défendre le *Reform Bill*, mais rester critique, c'est également la position que William Carpenter⁷²⁰ tiendra dans ses *Political Letters*. Dans celles-ci, il utilise peu

⁷¹⁵ Cobbett's *Weekly Political Register*, Londres, 09/06/1832, p.14.

⁷¹⁶ Frank Lauterbach, « British Travel Writing about the Americas, 1820-1840: Different and Differentiating Views », *CLCWeb: Comparative Literature and Culture*, 1 juin 2001, vol. 3, n° 2, p. 3.

⁷¹⁷ 1792-1849. Imprimeur radical, auteur, il deviendra par la suite un des leaders chartistes.

⁷¹⁸ *The Poor Man's Guardian*, Londres, 03/12/1831, p.2.

⁷¹⁹ *The Poor Man's Guardian*, Londres, 12/05/1832.

⁷²⁰ 1797-1874. Éditeur, auteur de multiples ouvrages politiques et religieux.

democracy : quand il le fait, c'est principalement dans une perspective d'équilibre social, tout en soulignant les limites du *Reform Bill* :

The grand feature in the bill is, the sort of compromise it affects to make between Democracy and Aristocracy, between numbers and property, without any leaning to intelligence or knowledge, taken individually, as a particular element of qualification. The addition of half a million to the Constituency of the country, singly considered, is no doubt a bold stride towards democracy, and so far, calculated to excite hopes in the lovers of freedom and equal rights. But our satisfaction is far from being unmixed with disappointment and regret, when we find that the new body of electors is to consist exclusively of persons almost certain to be within the reach of the corrupt influence of the great landed proprietors⁷²¹.

À ses yeux, comme à ceux des autres réformistes populaires, la réforme des whigs est un pas dans la bonne direction, mais reste trop limitée, car les nouveaux électeurs sont susceptibles d'être corrompus par l'influence aristocratique.

Ce n'est qu'après le passage du *Reform Act* et la rupture symbolique entre classes moyennes et classes ouvrières⁷²² que certains radicaux s'approprient le mot *democracy*. Critiquant la réforme pour son caractère exclusif, le *Poor Man's Guardian* d'octobre 1832 souligne que les whigs se positionnaient en fait explicitement contre les classes populaires et toute possibilité d'un gouvernement démocratique :

The Bill was, in effect, an invitation to the Shopocrats of the enfranchised towns to join the Whigocrats of the country, and make common cause with them in keeping down the people, and thereby to quell the rising spirit of democracy in England. [In the eyes of the Whigs] its great recommendation was, that it would give permanency to existing institutions, and prove firm bulwark against democratic innovation⁷²³!

Ainsi, suite au *Reform Act*, la *democracy* est de plus en plus comprise par les radicaux comme une force politique irrésistible, qui va renverser l'ordre aristocratique. En août 1832, un article du *Poor Man's Guardian* considère que deux principes s'affrontent à

⁷²¹ William Carpenter, « A Political Olio », *Political Letters and Pamphlets*, 03 1831, n° 24, 03 1831p.3.

⁷²² E.P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, op. cit., p. 817.

⁷²³ *The Poor Man's Guardian*, Londres, 27/10/1832.

présent en Europe : celui du bonheur du plus grand nombre (sous l'idée de souveraineté populaire) et celui de légitimité (incarnée par la notion de droit divin). Et l'auteur prévient que « *the fault will not be ours if the problem is not solved before twelve months by the extirpation of every crowned despot in Europe, and the erection of democratic republics on the ruins of oligarchy, usurpation, aristocracy, and robbery*⁷²⁴ ». Face au pouvoir de l'aristocratie, la république démocratique est de plus en plus posée comme objectif politique légitime.

Cette jonction entre démocratie et république indique que les deux concepts tendent à se rapprocher pour les réformistes : les États-Unis ou la France révolutionnaire deviennent des exemples de républiques démocratiques⁷²⁵. Mais l'adéquation n'est pas toujours aussi simple. Ainsi, en 1834, un auteur du *Poor Man Guardian* affirme « *the government we look for in England is not a democracy, but a representative republic based on universal suffrage*⁷²⁶ ». Il oppose donc *democracy*, dans le sens de législation directe du peuple, à l'idée de république représentative. Dans un processus similaire à celui observé durant la Révolution française, la critique de l'aristocratie pousse certains radicaux populaires à se dire *democrats*, mais pas pour autant pour la *democracy*.

Somme toute, pour les radicaux populaires, si le *Reform Bill* a des éléments démocratiques, ils restent insuffisants. Leur critique de l'aristocratie britannique vise le caractère corrompu et dépensier du gouvernement, tout en soulignant les problèmes associés à une concentration excessive de la propriété foncière. Tant pour les utilitaristes que pour les réformistes populaires, *democracy* reste un terme mineur du vocabulaire politique : des expressions telles que « gouvernement représentatif », « populaire », ou « république » sont plutôt privilégiées. On constate donc que les

⁷²⁴ *The Poor Man's Guardian*, Londres, 25/08/1832.

⁷²⁵ Voir *The Poor Man's Guardian* du 24/11/1832 pour une défense d'Andrew Jackson comme « *veteran democrat* » et l'édition du 24/11/1832, pour un éloge de l'ouvrage de Philippe Buonarroti sur la conspiration de Babeuf et une réinterprétation de la Révolution française comme démocratique.

⁷²⁶ Cité dans R. Saunders, « Democracy », art cit, p. 144-145.

connotations négatives du mot *democracy* persistent dans l’imaginaire politique britannique. Tant à Westminster qu’à l’extérieur, il est principalement un outil de discrédit politique aux mains des torys, et les partisans de la réforme l’évitent autant que possible. Les années qui suivent le *Reform Act* voient les premiers décrier la démocratisation des Communes et l’anéantissement du gouvernement mixte⁷²⁷, tandis que les seconds récusant l’accusation⁷²⁸, allant jusqu’à publier des lexiques politiques pour tenter de clarifier le débat⁷²⁹.

En 1833, un pamphlet intitulé *The Reform Ministry and the Reformed Parliament* vante les accomplissements du nouveau Parlement élu suite à la réforme et se garde bien de parler de *democracy* et préfère exalter la maintenant « *balanced Constitution*⁷³⁰ » britannique. À nos yeux, c’est Edward Stanley⁷³¹, futur ministre whig, qui mérite le mot de la fin quant à la question du terme *democracy* dans les années 1830. En juin 1832, quelques jours avant l’adoption du *Reform Act*, il affirme que qualifier le peuple anglais de démocratique est une erreur, car « *they knew the value of the Constitution which they possessed, and that to call them the advocates of democracy was to pronounce upon them one of the grossest calumnies that could be*

⁷²⁷ James Bernard Bernard, *Theory of the Constitution Compared with Its Practice in Ancient and Modern Times*, Londres, J. Ridgway, 1834, 546 p ; James Bernard Bernard, *Appeal to the Conservatives, on the Imminent Danger to Which the Nation Is Exposed from the Democratic Propensities of the House of Commons*, Londres, J. Ridgway, 1835, 68 p ; Robert J. Phillimore, *The Constitution as It Is, or Democracy? Addressed to the Electors of Great Britain*, Londres, W.H. Dalton, 1837. Sur Bernard voir Gregory Claeyns, « A Utopian Tory Revolutionary at Cambridge: The Political Ideas and Schemes of James Bernard, 1834–1839 », *The Historical Journal*, septembre 1982, vol. 25, n° 3, p. 583-603.

⁷²⁸ John Austin, *The Province of Jurisprudence Determined*, Londres, J. Murray, 1832, 496 p ; John James Park, *The Dogmas of the Constitution*, Londres, B. Fellowes, 1832. Sur Park voir Ugo Bruschi et Davide Rossi, « What is the English Constitution? The Answer of John James Park in the Crucial Year 1832 » dans , Trieste, EUT Edizioni Università di Trieste, 2012, p.

⁷²⁹ Sir George Cornwall Lewis, *Remarks on the Use and Abuse of Some Political Terms*, Londres, B. Fellowes, 1832, 312 p.

⁷³⁰ Anon., *The Reform Ministry and the Reformed Parliament*, 4^e éd., Londres, J. Ridgway, 1833, p. 47-48.

⁷³¹ 1802-1869. Récemment élu MP pour Hindon, il connaîtra une brillante carrière ministérielle.

*uttered against the people of England*⁷³² ». Loin d'être une fierté, être un partisan de la *democracy* est donc à ses yeux l'une des pires insultes possible.

4.3 Échanges et polarisations

À la suite du *Reform Act* de 1832, et particulièrement durant les années 1840, le langage démocratique va de plus en plus être orienté selon l'appartenance de classe. Ainsi, les acteurs politiques radicaux et ouvriers vont poser le régime démocratique comme objectif politique légitime. Plus encore, l'adéquation entre *democracy* et les classes populaires, comprises en opposition avec l'*aristocracy*, se renforce. Cette appropriation positive — où le mouvement chartiste joue un rôle crucial — suscite différentes réactions. Les conservateurs y verront une confirmation de leurs peurs et continueront à associer *democracy* aux désordres de la populace. Les libéraux, bien que sympathiques en théorie à l'idée d'un gouvernement populaire, en pratique, tendront aussi à se distancer du terme *democracy* — c'est ce qu'une étude du discours de l'*Anti-Corn Law League* révèle. Avant de traiter de ces usages britanniques de *democracy* durant les années 1840, il nous faut cependant examiner la question des États-Unis et de leur impact sur la trajectoire du mot⁷³³.

4.3.1 De la démocratie en Amérique

En 1835 paraît *The Influences of Democracy on Liberty, Property, and the Happiness of Society* de Fisher Ames⁷³⁴, ouvrage qui est en fait une réédition de notes et discours de ce « Père fondateur » étatsunien. Sa perspective est donc celle d'un républicain

⁷³² HC Deb 5 juin 1832, vol. 13, c436.

⁷³³ Cette section se concentre sur le cas étatsunien et son influence en Grande-Bretagne. Pour une analyse similaire sur le cas canadien, et notamment l'impact des Rébellions de 1837-1838 sur le mot *democracy* dans les débats britanniques, voir Anna Plassart et Hugo Bonin, « Democratic struggle or national uprising? The Canadian rebellions in British political thought, 1835–1840 », *Global Intellectual History*, 7 janvier 2020, p. 1-19.

⁷³⁴ 1758-1808. Homme politique étatsunien, leader des fédéralistes.

classique de la fin du 18^e siècle⁷³⁵. Mais, comme le souligne Henry Ewbank⁷³⁶ dans son introduction, une telle vision est particulièrement importante pour les Britanniques en 1835, qui doivent comprendre que « *democracy is not liberty*⁷³⁷ ». La critique d'Ames de la démocratie est semblable à celle des autres patriotes étatsuniens : c'est un régime instable, qui encourage le factionnalisme, l'injustice, et la démagogie⁷³⁸. De la même manière que bien des parlementaires britanniques, c'est un régime qu'il associe à la multitude, aux classes désordonnées du peuple : « *A government by the passions of the multitude, or, no less correctly, according to the vices and ambition of their leaders, is a democracy*⁷³⁹ ». Cette interprétation négative de la *democracy* étatsunienne est relayée avec enthousiasme par les périodiques conservateurs britanniques⁷⁴⁰.

Pour comprendre la pertinence de la réédition à Londres de textes critiquant la *democracy* par un auteur étatsunien, il faut souligner la fascination plus large qu'exercent les États-Unis à l'époque⁷⁴¹. En effet, les années 1830 et 1840 voient la publication de nombre de récits de voyage où des Britanniques analysent les mœurs étatsuniennes⁷⁴². Certains d'entre eux livrent au passage quelques remarques

⁷³⁵ John W. Malsberger, « The Political Thought of Fisher Ames », *Journal of the Early Republic*, 1982, vol. 2, n° 1, p. 1-20.

⁷³⁶ Auteur inconnu.

⁷³⁷ Henry Ewbank, « Introduction » dans *The Influences of Democracy on Liberty, Property, and the Happiness of Society, Considered*, Londres, J. W. Parker, 1835, p. 13.

⁷³⁸ Fisher Ames, *The Influences of Democracy on Liberty, Property, and the Happiness of Society, Considered*, Londres, J. W. Parker, 1835, p. 56, 71, 105.

⁷³⁹ *Ibid.*, p. 79-80.

⁷⁴⁰ Anon., « Essays of Fisher Ames », *Quarterly Review*, avril 1835, vol. 58, n° 106, avr. 1835p. 548-573p. ; Anon., « Miscellaneous Reviews », *The Gentleman's Magazine*, mai 1835, vol. 3, mai 1835p. 519p. ; Anon., « The Radicals, the Dissenters and the Papists », *Fraser's Magazine*, décembre 1836, vol. 14, LXXXIV, déc. 1836p. 681-694p. 684.

⁷⁴¹ Christine DeVine (dir.), *Nineteenth-Century British Travelers in the New World*, Londres, Routledge, 2016, 387 p ; Emma Macleod, *British Visions of America, 1775-1820: Republican Realities*, Londres, Routledge, 2015, 229 p.

⁷⁴² Frances Anne Butler, *Journal of Frances Anne Butler*, Londres, John Murray, 1835, vol. 2/1 ; Thomas Hamilton, *Men and manners in America*, Édimbourg, William Blackwood, 1833, vol. 2/1 ; Frances Milton Trollope, *Domestic Manners of the Americans*, Londres, Whittaker, Treacher & Company, 1832, 348 p ; Charles Dickens, *American Notes for General Circulation*, Londres, Chapman and Hall, 1842, 336 p ; Frederick Marryat, *A Diary in America: With Remarks on Its Institutions*, Londres, W. H. Colyer, 1839, 270 p.

négatives sur la démocratie, comme Isaac Fidler, qui affirme que « *Democracy may sound very well in theory; but its practical tendency, I am persuaded, will never be beneficial*⁷⁴³ ». Mais la plupart, mise à part une brève adéquation entre la piètre qualité de la culture étatsunienne et leurs institutions démocratiques, s'intéressent peu aux enjeux politiques. Quatre ouvrages échappent à ce schéma : *Travels in North America in the Years 1827 and 1828* (1829) de Basil Hall⁷⁴⁴, *England and America* (1833) d'Edward Gibbons Wakefield⁷⁴⁵, *Democracy in America* (1835, 1840) de Tocqueville et *Society in America* (1837) d'Harriet Martineau⁷⁴⁶. Une lecture croisée des usages de *democracy* dans ces ouvrages permet de comprendre les nouveaux sens du terme qui émergent alors ainsi que l'impact de Tocqueville sur la question.

Selon Frank Lauterbach, le livre de Hall est particulièrement important, car il s'agit du premier à adopter une posture plus analytique, tout en établissant un précédent « *for the overtly critical tone that was to dominate subsequent books on the United States in the following decade or so*⁷⁴⁷ ». L'examen de la vie politique étatsunienne que propose Hall est très critique : à ses yeux, la République est en train de se transformer en une démocratie. Ce régime, possible dans le cadre d'une petite communauté, est inadapté aux grandes entités politiques. Or, les Étatsuniens « *have gone on, ever since the promulgation of their Republican Constitution, in rendering the form of their government [...] more and more democratical; till at length, as I conceive, nearly every trace of the genuine Republican spirit is merged in that of as pure a Democracy as can possibly exist*⁷⁴⁸ ». Ceci est particulièrement dommageable,

⁷⁴³ Rev Isaac Fidler, *Observations on Professions, literature, manners, and emigration, in the United States and Canada*, Londres, Whittaker, Treacher & Company, 1833, p. 170.

⁷⁴⁴ 1788-1844. Officier naval, auteur de récits de voyage et d'articles scientifiques.

⁷⁴⁵ 1796-1862. Auteur et homme politique radical, il encourage la colonisation britannique en Australie.

⁷⁴⁶ 1802-1876. Auteure britannique de traités d'économie politique et de sociologie.

⁷⁴⁷ F. Lauterbach, « British Travel Writing about the Americas, 1820-1840 », art cit, p. 3.

⁷⁴⁸ Basil Hall, *Travels in North America in the Years 1827 and 1828*, Édimbourg, Cadell and Company, 1829, vol. 3/2, p. 269.

car les institutions démocratiques produisent des hommes politiques faibles et ignorants — une critique qui ira en s'accroissant au cours du 19^e siècle. Ainsi, Hall oppose *representative government* et *democracy*, considérant que :

*While a correct representative form of government, therefore, offers the highest premium to the growth and permanent exercise of those talents which are useful in the public service; a democracy [...] appears, in practice, to have a direct tendency to lower the standard of talents, of knowledge, and of public spirit, besides putting public virtue in great danger*⁷⁴⁹.

Ce nivellement vers le bas de la culture étatsunienne est un trope récurrent dans les analyses de l'époque, et un point où Wakefield invoque Hall⁷⁵⁰ avec approbation.

Par ailleurs, en donnant le pouvoir aux hommes de peu ou sans propriété, les démocraties sont portées à l'égalitarisme. Citant un Étatsunien rencontré lors de ses voyages, Hall déplore que « *there must in every democracy, as a matter of course, be a permanent conspiracy against property*⁷⁵¹ ». Ainsi, pour Hall, les États-Unis sont une illustration des problèmes classiques d'une démocratie : dérive de la république vers la démocratie, politiciens peu compétents et tendance à l'égalitarisme. À un autre niveau, il oppose *democracy*, *republic* et *representative government*, les deux derniers étant considérés comme synonymes. Ce faisant Hall propose un usage du mot démocratie qui est en rupture avec la théorie du gouvernement mixte, mais dans le cadre des discussions sur les États-Unis, ce type d'emploi ira en croissant. Notamment parce que certain-e-s auteurs et autrices en viennent à une utilisation géopolitiquement différenciée de *democracy*.

En témoigne l'ouvrage de Wakefield, qui offre un exercice de comparaison entre l'Angleterre et les États-Unis. D'un côté, les sensibilités radicales de Wakefield l'amènent à attaquer la théorie du gouvernement mixte, car selon lui, en pratique, le

⁷⁴⁹ *Ibid.*, p. 278.

⁷⁵⁰ Edward Gibbon Wakefield, *England and America. A Comparison of the Social and Political State of Both Nations*, Londres, Richard Bentley, 1833, vol. 2/1, p. 326.

⁷⁵¹ B. Hall, *Travels in North America in the Years 1827 and 1828*, *op. cit.*, p. 321.

pays est dirigé par « *an oligarchy of boroughmongers* ». Mais, il admet tout de même que « *this counterfeit mixture of monarchy, aristocracy and democracy, was the best government ever established in Europe*⁷⁵² », car elle garantit la stabilité et la sécurité. S'il est critique de la *mixed theory*, son usage de *democracy* semble rester traditionnel. Mais de l'autre côté, Wakefield accepte qu'une *democracy* peut être un régime approprié, si certaines conditions sociologiques sont réunies. En effet, d'une manière classique, il définit la démocratie comme le règne du plus grand nombre — et donc des pauvres⁷⁵³. Mais l'exemple étatsunien lui donne espoir que ce régime puisse être bénéfique à tous et à toutes — si les circonstances sociales sont appropriées. Selon lui, en rendant « *the English working class comfortable, satisfied, and as wise, at least, as the working class in America* » avant l'introduction du suffrage universel masculin adulte, alors « *democracy may be established in England without the least check to civilization, without the least injury to any, with the greatest benefit to all [...]*⁷⁵⁴ ». Pour Wakefield, c'est la position particulière des classes populaires aux États-Unis qui rend le régime démocratique possible — et son application impossible en Grande-Bretagne vu l'état actuel des rapports sociaux.

Ces usages de *democracy* comme désignant un régime politique adapté à un type de société plus égalitaire ont beaucoup en commun avec ceux de Tocqueville. En effet, selon lui, la démocratie signifie d'abord une sorte de société, caractérisée par l'égalité des conditions — une conception alors partagée par les doctrinaires français⁷⁵⁵. Toutefois, il emploie parfois le terme pour indiquer un régime politique représentatif, et parfois de la population étatsunienne dans son ensemble⁷⁵⁶. En ce sens, son utilisation du terme *democracy* est représentative des trois sens du mot qui parcourent notre période, même si c'est surtout sa vision de la démocratie comme type de société égalitaire qui sera retenue. Pour Tocqueville, cette dimension sociale de la démocratie

⁷⁵² E.G. Wakefield, *England and America*, op. cit., p. 141.

⁷⁵³ *Ibid.*, p. 191.

⁷⁵⁴ *Ibid.*, p. 197.

⁷⁵⁵ P. Rosanvallon, « The History of the Word "Democracy" in France », art cit.

⁷⁵⁶ J. Innes et M. Philp, « Synergies », art cit, p. 203.

est visible dès la fondation des États-Unis. Il y a trois raisons qui font que la démocratie est aussi puissante en Amérique : son contexte particulier, ses lois et ses mœurs⁷⁵⁷. Contrairement à plusieurs de ses contemporains, qui mettront l'accent sur le caractère unique — et donc difficilement reproductible — de la démocratie étatsunienne, Tocqueville voit la tendance à l'égalisation des conditions comme la force motrice de la modernité. Prenant le cas du droit de vote comme exemple, il affirme :

*There is no more invariable rule in the history of society: the further electoral rights are extended, the greater is the need of extending them; for after each concession the strength of the democracy increases, and its demands increase with its strength. [...] The exception at last becomes the rule, concession follows concessions, and no stop can be made short of universal suffrage*⁷⁵⁸.

Cette inévitabilité du suffrage universel — et de l'égalité des conditions — pointe vers un changement de temporalité de la démocratie : elle n'est plus un régime antique, dépassé, mais au contraire une des forces dynamiques du progrès. Le rapport qu'entretient Tocqueville avec les Anciens est d'ailleurs révélateur : la comparaison entre le monde antique et celui qu'il observe lui permet de souligner le caractère nouvellement égalitaire et civilisé des peuples modernes⁷⁵⁹. Du reste, alors que des penseurs tels que Paine, Godwin ou encore James Mill accentuaient la rupture entre démocratie antique et représentation politique, Tocqueville, toujours plus près d'une logique de continuité⁷⁶⁰, voit la démocratie représentative émerger graduellement des assemblées d'habitants de la Nouvelle-Angleterre⁷⁶¹.

⁷⁵⁷ Alexis de Tocqueville, *Democracy in America*, traduit par Henry Reeve, Londres, Saunders and Otley, 1835, vol. 2/2, p. 172.

⁷⁵⁸ A. de Tocqueville, *Democracy in America*, *op. cit.*, p. 67.

⁷⁵⁹ Yves Couture, « Tocqueville et les anciens », *La Revue Tocqueville*, 2002, XXIII, n° 2.

⁷⁶⁰ Anaïs Camus, « La critique de la «modernité» chez Alexis de Tocqueville, à mi-chemin entre un enthousiasme réservé et une méfiance aristocratique », *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, 2 août 2018, N° 47, n° 1, p. 227-258.

⁷⁶¹ A. de Tocqueville, *Democracy in America*, *op. cit.*, p. 75.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'opposition que fait Tocqueville entre *aristocracy* et *democracy*. C'est entre ces deux principes qu'oscillent les sociétés modernes. Comme il le souligne dans une note en bas de page du second volume :

*When wealth is become the only symbol of aristocracy, it is very difficult for the wealthy to maintain sole possession of political power, to the exclusion of all other men. The aristocracy of birth and pure democracy are the two extremes of the social and political state of nations: between them monied aristocracy finds its place*⁷⁶².

Ainsi, il existe des nuances entre aristocratie et démocratie pure. Les États-Unis eux-mêmes ne sont pas une démocratie pure, car des tendances aristocratiques y sont à l'œuvre : « *the surface of American society is, if I may use the expression, covered with a layer of democracy, from beneath which the old aristocratic colours sometimes peep*⁷⁶³. » Pour Tocqueville, ce sont notamment les avocats et hommes de loi qui jouent le rôle de l'aristocratie dans la nouvelle république⁷⁶⁴. Il n'en reste pas moins que si elle peut intégrer des éléments aristocratiques, la démocratie est conçue comme la force dominante de l'État moderne⁷⁶⁵.

On considère généralement que la vision de Tocqueville sur la démocratie oscille entre optimisme, pessimisme et résignation — c'est d'ailleurs cette diversité qui fait en partie son succès : tant défenseurs que critiques de la démocratie y trouvent matière à soutenir leurs perceptions⁷⁶⁶. En Grande-Bretagne, ceci est notamment dû au fait que la traduction d'Henry Reeve⁷⁶⁷, pourtant politiquement radical, met de l'avant les défauts de la démocratie et gomme les désavantages de l'aristocratie. C'est

⁷⁶² Alexis de Tocqueville, *Democracy in America: Part the Second*, traduit par Henry Reeve, Londres, Saunders and Otley, 1840, vol. 2/1, p. 320.

⁷⁶³ A. de Tocqueville, *Democracy in America*, op. cit., p. 48.

⁷⁶⁴ Lucien Jaume, « Tocqueville et Guizot: L'Amérique et l'aristocratie (une controverse) », *Historia Constitucional*, 2014, vol. 15, p. 71-92.

⁷⁶⁵ Yves Couture, « L'État et la démocratie - Hegel et Tocqueville interprètes de la modernité » dans Josiane Boulad-Ayoub et Jean-Marc Narbonne (dir.), *Reflets modernes de la démocratie athénienne*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2017, p. 83-105.

⁷⁶⁶ J. Innes et M. Philp, « Synergies », art cit, p. 204.

⁷⁶⁷ 1813-1895. Journaliste britannique, il fréquente les cercles littéraires et républicains français.

en tout cas le reproche que Tocqueville lui adresse, quelque temps avant la publication du second volume :

il m'a paru que dans la traduction du dernier livre, vous aviez, sans le vouloir et en suivant l'instinct de vos opinions, coloré très vivement ce qui était contraire à la Démocratie et plutôt éteint ce qui pouvait faire tort à l'aristocratie. Je vous prie très instamment de lutter contre vous-même sur ce point et de conserver à mon livre son caractère qui est une impartialité véritable dans le jugement théorique des deux sociétés, l'ancienne et la nouvelle, et de plus un désir sincère de voir la nouvelle se fonder⁷⁶⁸.

Malgré ce défaut de traduction, la presse britannique radicale et non conformiste encense l'ouvrage⁷⁶⁹. Ainsi, John Stuart Mill⁷⁷⁰, bien qu'ayant quelques divergences avec Tocqueville⁷⁷¹, salue les deux tomes comme preuves du potentiel de la démocratie⁷⁷². Avec toutefois une nuance importante : à ses yeux, la démocratie signifie en fait le règne des classes moyennes. Pour J. S. Mill,

*in the constitution of modern society, the government of a numerous middle class is democracy. Nay, it not merely is democracy, but the only democracy of which there is yet any example; what is called universal suffrage in America is all middle class; the whole people being in a condition, both as to education and pecuniary means, corresponding to the middle class here*⁷⁷³.

⁷⁶⁸ Alexis de Tocqueville, *Correspondance anglaise*, Jacob Peter Mayer et Gustave Rudler (dir.), Paris, Gallimard, 1954, p. 48.

⁷⁶⁹ John Arthur Roebuck, « Democracy in America » dans John Arthur Roebuck (dir.), *Pamphlets for the People*, Londres, Charles Ely, 1835, p. 241-244 ; Anon., « De Tocqueville on Democracy in America », *The Eclectic Review*, juillet 1840, vol. 8, juill. 1840p. 1-26p. ; Anon., « Tocqueville's Democracy in America », *The Monthly Review*, juin 1840, vol. 2, n° 2, juin 1840p. 283-292p.

⁷⁷⁰ 1805-1873. D'abord fonctionnaire à la *East India Company*, il se fait connaître en tant qu'économiste libéral puis philosophe. Compagnon de Harriet Taylor, il est MP libéral de 1865 à 1868.

⁷⁷¹ Georgios Varouxakis considère notamment que J.S. Mill est plus proche de la vision négative de la démocratie de François Guizot que de celle de Tocqueville. Voir « Guizot's Historical Works and J.S. Mill's Reception of Tocqueville », *History of Political Thought*, 1999, vol. 20, n° 2, p. 292-312. Nathaniel Wolloch, pour sa part situe Tocqueville et J.S. Mill dans une tradition commune de « moderate enlightenment », caractérisé par un rejet de la démocratie et du suffrage universel. Voir Nathaniel Wolloch, « Alexis de Tocqueville, John Stuart Mill, and the Modern Debate on the Enlightenment », *The European Legacy*, 19 mai 2018, vol. 23, n° 4, p. 349-364.

⁷⁷² John Stuart Mill, « De Tocqueville on Democracy in America [I] », *London Review*, octobre 1835, n° 1, oct. 1835p. 85-129p. ; John Stuart Mill, « De Tocqueville on Democracy in America [II] », *Edinburgh Review*, octobre 1840, vol. 72, n° 145, oct. 1840p. 1-47p.

⁷⁷³ Alexis de Tocqueville, *Lettres choisies - Souvenirs*, Paris, Gallimard, 2003, p. 456.

Ici, J.S. Mill va plus loin que les whigs de 1832 qui posaient classes moyennes et peuple comme synonymes : du gouvernement de la *middle class* est en fait le seul type de *democracy* réalisable. Récusant implicitement la possibilité du suffrage universel masculin et la participation des classes populaires en Grande-Bretagne, cette tentative d'adéquation entre *democracy* et *middle class* ne sera pas concluante. Durant les années 1840, les classes moyennes britanniques se distancent explicitement de l'étiquette démocratique, car associée aux désordres des classes populaires et surtout du chartisme.

À l'opposé du spectre politique, tant la *Quarterly Review* que le *Blackwood's Magazine* encensent aussi l'ouvrage de Tocqueville, mais pour des raisons différentes. À leurs yeux, *Democracy in America* est une illustration des dangers de la tyrannie de la majorité, mais surtout du caractère unique et donc inapplicable ailleurs de la démocratie étatsunienne⁷⁷⁴. La *Quarterly* salue le brio avec lequel Tocqueville démontre à quel point le politicien étatsunien n'est pas responsable « *to the PEOPLE (in the proper sense of tha abused word) – but how completely he is under the direct, daily, practical control of the POPULACE*⁷⁷⁵. » En 1837, dans *Blackwood*, Archibald Alison⁷⁷⁶ classe Tocqueville du côté des détracteur-trice-s de la démocratie, avec Edmund Burke, William Pitt, Charles J. Fox, James Mackintosh et Madame de Staël⁷⁷⁷. Ceci est représentatif du fait qu'entre 1840 et 1860, c'est surtout la lecture critique des États-Unis de Tocqueville qui influence les forces politiques britanniques⁷⁷⁸.

⁷⁷⁴ Anon., « Democracy in America by Mons. Alexis de Tocqueville », *Blackwood's Edinburgh Magazine*, mai 1835, vol. 37, mai 1835p. 758-766p. ; Anon., « Tocqueville on the State of America », *Quarterly Review*, septembre 1836, vol. 57, n° 113, sept. 1836p. 134-162p. ; Anon., « Democracy in America by Mons. A. de Tocqueville », *Blackwood's Edinburgh Magazine*, octobre 1840, vol. 48, oct. 1840p. 463-478p.

⁷⁷⁵ Anon., « Tocqueville on the State of America », art cit, p. 150.

⁷⁷⁶ Archibald Alison (1757-1839), prêtre et essayiste écossais conservateur.

⁷⁷⁷ Archibald Alison, « The Athenian Democracy », *Blackwood's Edinburgh Magazine*, juillet 1837, vol. 42, juill. 1837p. 44-60p.

⁷⁷⁸ Robert Saunders, « 'Let America Be the Test': Democracy and Reform in Britain, 1832–1867 » dans Ella Dzelzanis et Ruth Livesey (dir.), *The American Experiment and the Idea of Democracy in British Culture, 1776–1914*, Londres, Routledge, 2016, p. 79-91.

Entre la publication des deux volumes de *Democracy in America*, Harriet Martineau publie son analyse de la nouvelle république : *Society in America* (1837) – un livre que Tocqueville consulte selon Lisa Pace Vetter⁷⁷⁹, mais ne cite pas dans ses propres travaux. Dans cet ouvrage précurseur de sociologie politique, Martineau compare les valeurs de la constitution étatsunienne (« *life, liberty and the pursuit of happiness* ») avec la réalité qu'elle y observe. Elle considère que l'expérience étatsunienne est la preuve de « *the soundness of the principle that mankind are capable of self-government*⁷⁸⁰ ». La *democracy* est donc comprise par Martineau comme un régime politique, caractérisé par une représentation politique égale. Critiquant l'exclusion du politique des femmes, Martineau juge qu'il y a contradiction entre théories et pratiques dans la république : « *the democratic principle condemns all this as wrong; and requires the equal political representation of all rational beings*⁷⁸¹ ». De la même manière, la persistance de l'esclavage en Amérique est considérée comme une faillite des principes démocratiques. Malgré ces faiblesses, Martineau jette un regard bienveillant sur le pays :

*[h]owever the Americans may fall short, in practice, of the professed principles of their association, they have realised many things for which the rest of the civilised world is still struggling; and which some portions are only beginning to intend. They are, to all intents and purposes, self-governed*⁷⁸².

Mais cette vision positive de la démocratie étatsunienne relayée par Martineau — et dans une certaine mesure Tocqueville — est loin de faire l'unanimité. Dans l'ensemble, les perceptions britanniques des États-Unis restent négatives. Bien souvent, les éléments appréciables de la République étatsunienne sont attribués à sa situation climato-géographique particulière, tandis que ses défauts sont vus comme prenant racine dans ses institutions démocratiques. Si certains auteurs différencient encore entre une *democracy* et une *republic* (ou gouvernement représentatif), la

⁷⁷⁹ Lisa Pace Vetter, « Harriet Martineau on the Theory and Practice of Democracy in America », *Political Theory*, 1 juin 2008, vol. 36, n° 3, p. 435.

⁷⁸⁰ Harriet Martineau, *Society in America*, Londres, Saunders and Otley, 1837, vol. 3/1, p. 2.

⁷⁸¹ *Ibid.*, p. 149.

⁷⁸² Harriet Martineau, *Society in America*, Londres, Saunders and Otley, 1837, vol. 3/3, p. 298.

plupart des analyses tendent à confondre les deux termes et ainsi à nourrir l'anti-républicanisme britannique⁷⁸³. Au début des années 1840, la démocratie étatsunienne, comprise comme régime et société, oscille donc entre exemple et contre-exemple. Cette ambiguïté sera aussi celle des acteurs politiques libéraux de cette période, dont l'*Anti-Corn Law League* est l'incarnation.

4.3.2 Ambiguïtés libérales : l'*Anti-Corn Law League*

En 1838, à Manchester, l'*Anti-Corn Law League* (ACLL) est fondée afin d'obtenir l'abrogation des *Corn Laws*, mesures protectionnistes favorisant l'aristocratie terrienne britannique. L'ACLL est parfois présentée comme une source d'inspiration des partis politiques modernes, voire comme étant prodémocratiques elle-même⁷⁸⁴. Or, l'usage du terme *democracy* par l'organisation ou ses leaders (tels que Richard Cobden⁷⁸⁵ et John Bright⁷⁸⁶) n'a pas attiré l'attention des historien-ne-s — ou alors de manière inadéquate. Ainsi, Roland Quinault confond réforme parlementaire et *democracy*, affirmant que le soutien de Cobden pour la première implique une défense de la seconde⁷⁸⁷. Or, comme nous l'avons vu, durant une bonne partie du 19^e siècle, les partisans d'une réforme parlementaire prennent le soin de se distancer du mot *democracy*. Cette critique peut aussi s'appliquer au traitement réservé à

⁷⁸³ Ceci est notamment visible dans les débats britanniques sur les rébellions canadiennes de 1837-1838, même si certains radicaux avancent un usage positif de *democracy*, car applicable selon eux au cadre canadien. Sur ce sujet, voir Plassart et Bonin, art cit.

⁷⁸⁴ Maartje Janse et Henk te Velde, « Introduction: Perspectives on Political Organizing » dans Maartje Janse et Henk te Velde (dir.), *Organizing Democracy: Reflections on the Rise of Political Organizations in the Nineteenth Century*, Londres, Palgrave Macmillan, 2017, p. 1-18 ; R. J. Morris, « Voluntary Societies and British Urban Elites, 1780–1850: An Analysis », *The Historical Journal*, mars 1983, vol. 26, n° 1, p. 95-118 ; Cheryl Schonhardt-Bailey, *From the Corn Laws to Free Trade: Interests, Ideas, and Institutions in Historical Perspective*, Cambridge, MA, MIT Press, 2006.

⁷⁸⁵ 1804-1865. Manufacturier de Manchester, libre-échangiste, MP de 1841 à 1865.

⁷⁸⁶ 1811-1889. Industriel, homme d'État libéral, orateur enflammé, MP de 1843 à 1885.

⁷⁸⁷ Roland Quinault, « Cobden and Democracy » dans Simon Morgan et Anthony Howe (dir.), *Rethinking Nineteenth-Century Liberalism: Richard Cobden Bicentenary Essays*, Londres, Routledge, 2017, p. 59-67.

Bright, présenté comme « père » de la démocratie britannique⁷⁸⁸ — alors que son rapport au terme est beaucoup plus alambiqué.

Loin d'une affinité particulière entre libre-échangistes et *democracy*, il ressort des discours de l'*Anti-Corn Law League* une volonté de ménager la chèvre aristocratique et le chou démocratique. Professant un virulent réquisitoire anti-aristocratique envers les propriétaires terriens, la Ligue prend néanmoins ses distances avec les *democrats* chartistes. Plus précisément, c'est particulièrement durant les périodes d'agitation populaire que l'ACLL se fait la plus antidémocratique. À l'inverse, dans certains contextes, notamment quand elle s'oriente vers une stratégie électoraliste, la *democracy* devient alors un objectif légitime. Ce processus d'appropriation positive lors de campagnes électorales rappelle celui des républicains français et des démocrates jacksoniens qui s'effectue à la même époque⁷⁸⁹. Malgré ces quelques rapprochements timides entre libre-échangistes et rhétorique démocratique, la tendance est plus à une divergence entre *liberals* et *democrats*, ce qui sera confirmé dans les décennies suivantes⁷⁹⁰.

Les *Corn Laws* font référence à un ensemble de lois dont l'objet était d'encourager la production agricole britannique en taxant les importations et en subventionnant les exportations de grains (*corn*). Modifiées à plusieurs reprises au cours du 18^e siècle, elles sont de nouveau amendées en 1815 : à partir de cette date, l'importation de grains étrangers est interdite, à moins que le coût du blé ne dépasse un certain seuil fixe⁷⁹¹. Cette nouvelle mouture des *Corn Laws* fait l'objet de débats dès son adoption et dans les années qui suivent. Ce n'est cependant qu'en 1837 que l'agitation libre-

⁷⁸⁸ Asa Briggs, *Victorian People: A Reassessment of Persons and Themes 1851-1867*, Londres, Penguin Books, 1990, p. 197-231 ; Patrick Joyce, *Democratic Subjects: The Self and the Social in Nineteenth-Century England*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 85-146.

⁷⁸⁹ F. Dupuis-Déri, *Démocratie, histoire politique d'un mot*, op. cit., p. 318-356.

⁷⁹⁰ Robert Saunders, *Democracy and the Vote in British Politics, 1848-1867: The Making of the Second Reform Act*, Farnham, Ashgate, 2011, 302 p.

⁷⁹¹ Boyd Hilton, *A Mad, Bad, and Dangerous People?: England 1783-1846*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p. 265.

échangiste prend réellement son envol. En mars de cette année, une motion visant à révoquer une grande partie des *Corn Laws* est secondée par Charles Pelham Villiers⁷⁹², qui dénonce l'aristocratie terrienne comme une « *improductive class* » nuisant au fonctionnement du « *representative government* » britannique⁷⁹³. Mais c'est surtout à l'extérieur de l'enceinte parlementaire que le mouvement *Free Trade* va se développer, avec l'émergence, en mars 1839, d'une organisation libre-échangiste nationale : l'*Anti-Corn Law League*⁷⁹⁴.

Fortement implantée dans les villes industrielles du nord et de l'est, mais représentant un sentiment fort à l'échelle nationale⁷⁹⁵, la Ligue est une société issue des classes moyennes et se revendiquant comme telle⁷⁹⁶. Au niveau organisationnel, la Ligue s'inspire notamment de la lutte abolitionniste, dont elle reprendra plusieurs de moyens d'action (pétitions, tournées de conférences), tout en innovant en matière de financement et de stratégies électorales⁷⁹⁷. Elle publie et distribue un nombre impressionnant de pamphlets et de journaux, cherchant à convaincre l'opinion publique. En complément, elle coordonne annuellement, entre 1839 et 1843, une campagne massive de pétitions, visant à démontrer à Westminster qu'elle possède l'appui de la population⁷⁹⁸. L'ACLL commandite aussi des tournées de conférences publiques à grande échelle à travers le pays. C'est dans ce contexte que Bright, un industriel Quaker, émerge comme un orateur de talent, inscrivant la lutte libre-échangiste dans le sillage des grands combats moraux du siècle, comme la liberté

⁷⁹² 1802-1898. Aristocrate, élu MP en 1835, libre-échangiste et réformiste radical.

⁷⁹³ HC Deb 16 mars 1837, vol. 37, col 587.

⁷⁹⁴ Paul A. Pickering et Alex Tyrell, *The People's Bread: A History of the Anti-Corn Law League*, Londres, Leicester University Press, 2000, 318 p.

⁷⁹⁵ Henry Miller, « Popular Petitioning and the Corn Laws, 1833—46 », *The English Historical Review*, août 2012, vol. 127, n° 527, p. 882-919.

⁷⁹⁶ D. Wahrman, *Imagining the Middle Class*, *op. cit.*, p. 409.

⁷⁹⁷ Simon Morgan, « The Anti-Corn Law League and British anti-slavery in transatlantic perspective, 1838-1846 », *The Historical Journal*, mars 2009, vol. 52, n° 1, p. 87-107 ; P.A. Pickering et A. Tyrell, *The People's Bread*, *op. cit.*, p. 30.

⁷⁹⁸ H. Miller, « Popular Petitioning and the Corn Laws, 1833—46 », art cit.

religieuse et l'abolition de l'esclavage⁷⁹⁹. Ce double discours, à la fois économique et moral, typique de la classe moyenne victorienne, sera constant tout au long de l'existence de la Ligue⁸⁰⁰.

Au cours des années 1840, des conditions économiques difficiles favorisent le message libre-échangiste. En effet, cette période voit l'agitation chartiste se combiner avec de mauvaises récoltes, et, à partir de 1845, avec la famine en Irlande, gérée de manière catastrophique par les autorités britanniques. Dans ce contexte, la rhétorique de l'*Anti-Corn Law League*, qui insiste sur la baisse du prix du pain qu'entraînerait la révocation des lois sur le grain, rencontre un succès grandissant auprès de la population et des parlementaires. En témoigne le soutien croissant pour les motions libre-échangistes de Villiers : alors que la majorité protectionniste était de 300 voix sur 658 en février 1842, elle n'est plus que de 132 voix en juin 1845⁸⁰¹. Entretemps, Villiers a notamment été rejoint à Westminster par Cobden (1841) et Bright (1843).

Ces succès parlementaires vont encourager un changement de stratégie. À partir de 1844, l'ACLL adopte une optique électoraliste. Plus particulièrement, elle se penche sur l'enregistrement des électeurs avant les élections partielles : son but est de rayer certains votants protectionnistes des listes, pour en inscrire d'autres, favorables au libre-échange. En effet, suite au *Reform Act*, des registres électoraux ont été établis, pour prendre en compte les nouveaux électeurs. Selon la législation britannique de l'époque, on peut contester le droit de vote d'un citoyen, notamment en affirmant que celui-ci n'atteint pas le seuil de propriété requis. L'accusé doit alors se présenter au tribunal sous peine de perdre automatiquement son statut d'électeur. À l'inverse, à travers l'achat de propriété foncière et sa subdivision en terrains en pleine propriété rapportant 40 shillings par an, il est théoriquement possible d'acquérir le droit de

⁷⁹⁹ S. Morgan, « The Anti-Corn Law League and British anti-slavery in transatlantic perspective, 1838-1846 », art cit.

⁸⁰⁰ H. Cunningham, *The Challenge of Democracy*, op. cit., p. 45.

⁸⁰¹ HC Deb 24 février 1842, vol. 60, col 1018-82 ; HC Deb 10 juin 1845, vol. 81, col 285-338.

vote. La Ligue tente donc de conférer le droit de vote à certains de ses partisans par le biais de différentes sociétés — avec plus ou moins de succès⁸⁰².

Si l'ACLL ne réussit pas à créer un raz-de-marée électoral en faveur du libre-échange, elle parvient à faire tourner le vent. Après maintes tergiversations, Robert Peel⁸⁰³, premier ministre conservateur et protectionniste au pouvoir depuis 1841, prend position pour l'abolition des *Corn Laws* en novembre 1845. Selon Michael Lusztig, ce revirement n'est pas seulement dû au contexte économique, mais à une volonté « *to preserve fundamental tenets of the British constitution, namely, aristocratic government and a limited franchise*⁸⁰⁴. ». En d'autres mots, ce serait suite à la « menace démocratique » de l'ACLL que Peel aurait fait volte-face — d'où l'importance d'étudier le vocabulaire politique de la Ligue. Après 32 nuits de débats, l'alliance précaire des peelites, whigs et radicaux parvient à faire adopter le projet de loi avec une majorité de 98 voix⁸⁰⁵. L'*Anti-Corn Law League*, son objectif atteint, se dissout⁸⁰⁶.

Il faut noter dès le départ que la Ligue — et le mouvement libre-échangiste dans son ensemble — n'utilise que très peu le lexique démocratique. Alors que la plupart des pamphlets et tracts de l'association mentionnent au moins une fois *aristocracy* ou *landed interest*, nombre n'emploient pas du tout le terme *democracy*⁸⁰⁷. Dans

⁸⁰² P.A. Pickering et A. Tyrell, *The People's Bread*, *op. cit.*, p. 27-33.

⁸⁰³ 1788-1850. Élu MP conservateur en 1809, il enchaîne les postes ministériels jusqu'à devenir premier ministre (1834-1835 ; 1841-1846). Il divise le Parti conservateur avec son tournant libre-échangiste.

⁸⁰⁴ Michael Lusztig, « Solving Peel's Puzzle: Repeal of the Corn Laws and Institutional Preservation », *Comparative Politics*, juillet 1995, vol. 27, n° 4, p. 393.

⁸⁰⁵ B. Hilton, *A Mad, Bad, and Dangerous People?*, *op. cit.*, p. 508-513.

⁸⁰⁶ P.A. Pickering et A. Tyrell, *The People's Bread*, *op. cit.*

⁸⁰⁷ Anon., *A Plea for the Total and Immediate Repeal of the Corn Laws*, 4^e éd., Londres, Scott, Webster & Geary, 1842, 56 p ; Anon., *Facts for Farmers*, Manchester, National Anti-Corn-Law League, 1842, 4 p ; Anon., *Authorities Against the Corn Laws, Followed by the Anti-Corn-Law League to the Duke of Wellington*, Manchester, Haycraft, 1842, 8 p ; Anon., *Dialogue Between John and Thomas on the Corn Laws, the Charter, Teetotalism, and the Probable Remedy for the Present Distresses*, Paisley, Printer for the Author, 1842, 14 p ; William Rathbone Greg, Arthur Morse et George Hope, *The Three Prize Essays on Agriculture and the Corn Law*, Manchester, J. Gadsby, 1842 ; William McCullagh Torrens, *The Corn Laws: Speech of W. Torrens McCullagh*, Manchester, J. Gadsby, 1842, 10 p ; Baptist W.

l'enceinte parlementaire, les députés libre-échangistes se font tout aussi discrets dans l'utilisation du mot. Ainsi, Villiers n'utilise *democratic* qu'une seule fois en août 1848, en référence au vote secret⁸⁰⁸. Cobden, pour sa part, ne prononce que quelques fois le terme pour faire référence aux États-Unis ou pour se moquer de ses adversaires conservateurs⁸⁰⁹. Bright, avant 1848, ne fait usage du qualificatif démocratique qu'une fois en 1844 — et ce de manière sarcastique⁸¹⁰. Cette absence est révélatrice en soi, puisqu'elle démontre que la critique anti-aristocratique de la Ligue n'est pas doublée d'une valorisation de la démocratie. Quand le terme apparaît dans le discours de la Ligue, il est principalement utilisé pour faire référence à un régime politique républicain ou aux classes populaires — et ces connotations sont fortement négatives.

Cette orientation antidémocratique des partisans du libre-échange est visible avant même la fondation de l'ACLL. En 1835, Cobden, alors fabricant inconnu de Manchester, publie *England, Ireland and America*⁸¹¹. Il y affirme que si le gouvernement républicain peut convenir aux États-Unis, « *they who argue in favour of a republic, in lieu of a mixed monarchy, for Great Britain, are [...] ignorant of the genius of their countrymen. Democracy forms no element in the materials of English character*⁸¹². » Bien qu'il se distancie par la suite de cette défense du régime mixte,

Noel, *Corn Laws, Selections from A Plea For the Poors*, Manchester, Robert Wood, 1845, 8 p ; Daniel O'Connell, *Observations on Corn Laws, On Political Pravity and Ingratitude, and on Clerical and Personal Slander*, Dublin, Samuel J. Machen, 1842, 201 p ; James H. Renny, *Reflections Upon the Corn Laws, and Upon Their Effects on the Trade, Manufactures and Agriculture of the Country, and on the Condition of the Working Classes.*, Londres, Smith, Elder & Co, 1841, 125 p ; Thomas Perronet Thompson, *Catechism on the Corn Laws: With a List of Fallacies and the Answers*, 18^e éd., Londres, Mills & Jowett, 1834, 192 p ; James Wilson, *Influences of the Corn Laws, as affecting all classes of the community, and particularly the Landed Interests*, 3^e éd., Londres, Longman, Orme, Brown, Green and Longmans, 1840, 162 p.

⁸⁰⁸ HC Deb 12 mars 1839, vol. 46, col 353 ; HC Deb 01 février 1844, vol. 72, col 124-125 ; HC Deb 08 août 1848, vol. 100, col 1264.

⁸⁰⁹ HC Deb 11 juillet 1842, vol. 64, col 1358 ; HC Deb, 22 juillet 1842, vol. 65, col 564 ; HC Deb, 27 février 1846, vol. 84, col 281.

⁸¹⁰ HC Deb, 7 mars, 1844 vol. 73, col 664.

⁸¹¹ Richard Cobden, *England, Ireland, and America*, 2^e éd., Londres, James Ridgway, 1835.

⁸¹² *Ibid.*, p. 137.

Cobden n'endossera jamais l'idée d'une démocratie pure durant ses années à la Ligue.

Un an auparavant, en 1834, James Deacon Hume⁸¹³, un des pionniers du mouvement *Free Trade*, écrit plusieurs lettres sur les *corn laws* qui sont reprises à de multiples occasions dans les journaux de la Ligue⁸¹⁴. Dans ce texte, Hume met en scène un propriétaire terrien qui affirme que « *a cry for an alteration in the Corn Laws proceeded from a base, democratic spirit in the country* ». Ce à quoi Hume lui réplique : « *I have not, in my sentiments or inclinations, a particle of that democracy which [the landlord] thinks is the sole enemy of his rental*⁸¹⁵ ». Ce processus, soit l'accusation des *anti-corn laws* d'entretenir des visées démocratiques, et le refus de l'étiquette *democratic* par les partisans du libre-échange, est présent tout au long de la période étudiée.

En effet, avec sa montée en puissance, le mouvement libre-échangiste est qualifié de *democratic* à de multiples reprises par les forces politiques conservatrices. Par exemple, en 1844 lors d'une assemblée de fermiers et propriétaires à Reigate, près de Londres, un dénommé Faskett les félicitera de s'opposer à l'*Anti-Corn Law League* ce « *many-headed hydra of democracy*⁸¹⁶ », une référence à l'hydre aux mille têtes rencontrée au 18^e siècle⁸¹⁷. Un autre protectionniste notoire, le Duc de Richmond⁸¹⁸, n'hésitera pas à qualifier l'ACLL de *democratic*, affirmant que les libre-échangistes visent en fait à « *create a democratic ascendancy in every part of England. [...] They knew that they must destroy the landed interest before they overturned the*

⁸¹³ 1774-1842. Secrétaire du *Board of Trade* de 1828-1840, libre-échangiste.

⁸¹⁴ *Anti-Corn Law Circular*, Manchester, 26 mars 1840 ; *Metropolitan Anti-Corn Law Journal*, Londres, 23 juin 1843.

⁸¹⁵ James Deacon Hume, *Letters on the Corn Laws*, Londres, Henry Hooper, 1835, p. 43.

⁸¹⁶ *The Mark Lane Express*, Londres, 22/01/1844.

⁸¹⁷ P. Linebaugh et M. Rediker, *The Many-Headed Hydra*, *op. cit.*, p. 2.

⁸¹⁸ 1791-1860. Charles Gordon Lennox, militaire et politicien conservateur, président de la *Central Agricultural Protection Society*.

*constitution*⁸¹⁹. » Encore une fois, la lutte anti-aristocratique de la Ligue est qualifiée de démocratique et mettant en danger l'équilibre constitutionnel britannique⁸²⁰.

Cependant, les partisans du libre-échange rejettent explicitement cette étiquette de démocratique que tentent de leur imposer les protectionnistes. Ainsi, lors d'une réunion à Manchester en janvier 1846, Cobden, réagissant directement à la déclaration du Duc de Richmond, demandera

*where did he learn that we had any democratic views ? It is not in our writings or in our speeches. [Hear, hear.] We have done nothing that is likely to prove half so dangerous and disastrous for the aristocracy of England as the aristocracy is doing for itself. [Cheers.]*⁸²¹

L'ACLL tient mordicus à sa position médiane, qui critique l'aristocratie, non au pas au nom de principes démocratiques, mais plutôt d'une économie politique libérale.

Cette volonté de dissocier le mouvement libre-échangiste des forces politiques qualifiées de démocratiques est particulièrement visible quand l'agitation chartiste est à son sommet. Lors d'un rassemblement œcuménique à Manchester le 19 août 1841, le révérend F. A. Cox⁸²² déclare que le but de l'ACLL est de lutter à la fois contre

*the encroachment of aristocratic power on the one hand, and the faction and fury of the democracy on the other. We say on the one hand [...] that the aristocracy shall not oppress the people. We say, on the other, that the people shall not rebel against the constituted authorities, nor act inconsistently [...] with the great principles of the constitution*⁸²³.

Cette formulation démontre le caractère constitutionnaliste du mouvement *anti-corn laws*. Anti-aristocratiques, mais pas pour autant républicains, les libre-échangistes sont donc en rupture partielle avec la théorie traditionnelle du gouvernement mixte.

⁸¹⁹ Rapporté dans *The League*, Londres, 17/01/1846.

⁸²⁰ M. Lusztig, « Solving Peel's Puzzle », art cit, p. 397.

⁸²¹ *The League*, Londres, 17/01/1846.

⁸²² 1783-1853. Religieux et prêcheur baptiste, membre de plusieurs campagnes réformistes.

⁸²³ Committee (dir.), *Report of the Conference of Ministers of All Denominations on the Corn Laws*, Manchester, J. Gadsby, 1841, p. 110.

Cette posture médiane de l'*Anti-Corn Law League*, entre aristocratie terrienne et démocratie chartiste, est notamment mise en avant en 1842, année de grèves et d'activités politiques intenses. En février 1842, alors que le mouvement chartiste s'apprête à déposer sa seconde pétition au Parlement, un rassemblement à Birmingham sur la question du *Free Trade* a lieu. À cette occasion, un ouvrier, John Mason, rappelle à l'assistance que « *the world resists the despotism of a democracy equally with the despotism of an aristocracy* ⁸²⁴ ». On retrouve donc chez les libre-échangistes une volonté de s'opposer tant à l'intérêt sectionnel aristocratique qu'à la domination démocratique des classes populaires, conçue comme un autre type d'intérêt particulier.

Quelques mois plus tard, lors d'un rassemblement à Londres, l'industriel Peter A. Taylor⁸²⁵ déclare que « *we are not here as defenders of violence and outbreak, and whether it emanated from democracy or aristocracy, [we] decidedly objected to it* ⁸²⁶ ». Une position similaire à celle d'un dénommé Blackburn, qui pendant une réunion à Liverpool en février 1843, affirme regretter « *to see the growing appetite for organic change, and the increasing disposition to embark the vessel of the state on the dark and stormy and shoreless ocean of pure democracy* ⁸²⁷ ». Toutes ces déclarations, malgré leur diversité, ont en commun de situer l'ACLL à la fois contre l'aristocratie et la démocratie — associée aux désordres chartistes. Mais avec l'essoufflement du mouvement chartiste à partir de 1842, la Ligue va progressivement changer de stratégie — et en partie de rhétorique.

En effet, tel que mentionné, à partir de 1844, l'*Anti-Corn Law League* abandonne la pétition comme moyen d'action principal et fait le choix de se concentrer sur les élections, et particulièrement sur l'enregistrement des électeurs. Son but est de rayer

⁸²⁴ *Anti-Corn Law Circular*, Manchester, 19/02/1842.

⁸²⁵ 1819-1891. Industriel de tendance radicale, il sera MP pour Leicester de 1862 à 1884.

⁸²⁶ *Anti-Bread Tax Circular*, Manchester, 24/08/1842.

⁸²⁷ *Anti-Bread Tax Circular*, Manchester, 7/03/1843.

certains votants des listes et d'en inscrire d'autres, libre-échangistes. Avec ce changement de tactique vient une modification du discours de la Ligue quant à la *democracy*. Ainsi, surtout dans la bouche de Cobden, la démocratie devient alors un objectif politique légitime — si bien sûr par démocratie on entend le pouvoir de la classe moyenne. Comme il le déclare pendant d'un rassemblement à Londres :

*I have heard people say, "This is a very dangerous political game you are playing: you are going to democratize the constituencies of this country." Well, my answer is this: "If the constituencies have hitherto been an aristocracy, they have made very bad use of their power [applause]; and if by a democracy you mean that class of people who can afford to pay £50 or £60 out of their earnings for an investment, I say they are a class of people whom I would much rather see in the possession of political power in this country, than the landed aristocracy who have so much abused their power." [Cheers.]*⁸²⁸

Cette position est reprise et développée afin d'encourager les membres de la classe moyenne à porter attention au processus d'inscription électorale⁸²⁹. En parallèle, dans les comtés ruraux, différents procédés visant à aider des agriculteurs à obtenir le droit de vote *via* la *freehold franchise* sont mis en place — avec peu de succès⁸³⁰. Le but de la Ligue semble alors de constituer un « *democratic landed interest* », en opposition aux forces aristocratiques. Comme l'exprime un texte de *The League* : « *it must be the work of the ancient freehold franchise to restore county elections, by bringing into the field a constitutional democracy of little landed proprietors – an industrial landed interest* ⁸³¹ ».

À partir de 1844, une certaine ambivalence caractérise donc les rapports de la Ligue, voire de l'ensemble du mouvement *Free Trade*, avec le terme *democracy*. Ainsi, *The Economist*, journal libre-échangiste par excellence, très proche de l'ACLL⁸³², prendra lui aussi une position équivoque sur la question. En mars 1844, il soulignera que «

⁸²⁸ *The League*, Londres, 11/01/1845.

⁸²⁹ *The League*, Londres, 18/10/1845.

⁸³⁰ P.A. Pickering et A. Tyrell, *The People's Bread*, *op. cit.*, p. 26.

⁸³¹ *The League*, Londres, 22/02/1845, voir aussi l'édition du 22/11/1845.

⁸³² P.A. Pickering et A. Tyrell, *The People's Bread*, *op. cit.*, p. 19.

*democracy is already recognized as the sovereign of the world*⁸³³ ». Cependant, il maintiendra l'importance de distinguer une « *savage democracy* », souvent décadente, d'une démocratie grandissante graduellement, plus stable et désirable. Il s'inscrit donc dans la tendance modérée du libéralisme, qui accepte le principe de participation populaire associée à la démocratie, mais cherche à contrôler celle-ci⁸³⁴.

Ces quelques appropriations positives ne doivent toutefois pas cacher la forêt antidémocratique des libre-échangistes. En juin 1846, après que les Communes aient adopté l'abrogation des *Corn Laws*, *The League* sera on ne peut plus explicite :

*In the course of our long and exciting controversy, we may have been occasionally betrayed into bitter expressions towards the landed aristocracy, but we confidently appeal to the general tone of this organ of the League [...] and to the speeches of its leading orators, as proof that we have not sought to convert our agitation to democratic purposes. In the time of our weakness, when Whigs and Tories alike repudiated our principles, we resisted all offers of alliance from the advocates of organic change, whether in the guise of Radicalism, Complete Suffragism or Chartism. Ours has been a politico-economical struggle, and nothing more*⁸³⁵.

Adversaires de l'aristocratie, mais refusant d'être identifiés à un mouvement qualifié de démocratique, les libre-échangistes britanniques démontrent que durant les années 1840, le terme « *democracy* » a mauvaise presse chez la plupart des libéraux. Le caractère « classe moyenne » de leur mouvement, assumé et revendiqué, est gage de leur respectabilité : ils ne sauraient être associés à la démocratie, tant au sens social (de classes populaires), que politique (de régime donnant le pouvoir absolu au peuple).

⁸³³ *The Economist*, Londres, 9/03/1844.

⁸³⁴ Mark Philp et Eduardo Posada-Carbó, « Liberalism and Democracy » dans Joanna Innes et Mark Philp (dir.), *Re-Imagining Democracy in the Mediterranean, 1780-1860*, Oxford, Oxford University Press, 2018, p. 202.

⁸³⁵ *The League*, Londres, 23/05/1846. Nous soulignons.

4.3.3 Les chartistes : *democrats* jusqu'au bout

Le mouvement chartiste a fait l'objet d'une grande d'attention de la part des historien-ne-s : premier mouvement ouvrier, dernière manifestation du radicalisme populaire, victoire symbolique des exclus politiques, défaite marquante pour les générations suivantes — les interprétations en sont multiples⁸³⁶. Sans chercher à trancher ces débats sur la nature et l'impact du chartisme, le mouvement a une importance particulière pour notre propos. En effet, dans le contexte britannique, les chartistes sont les premiers acteurs politiques à se revendiquer explicitement et clairement de la *democracy*⁸³⁷. À leurs yeux, l'étiquette de *democrat* est à porter tel un badge d'honneur, une preuve de leur caractère populaire. Leur usage du terme *democracy* sert à désigner à la fois le peuple et notamment les classes laborieuses, une dynamique sociale égalitaire et un régime politique populaire. Ces sens dénotatifs ne sont pas neufs : mais chez les chartistes, leur connotation devient systématiquement positive et c'est ce qui les différencie des autres forces examinées jusqu'à présent. L'emploi du vocabulaire démocratique dans le mouvement chartiste a été minutieusement analysé par Peter J. Gurney⁸³⁸. Dans les pages qui suivent, nous allons résumer son propos et surtout tenter de jauger de l'impact des utilisations chartistes du mot *democracy*.

Le terme chartiste fait référence à un mouvement politique qui s'étend entre 1838 et 1852 et qui affronte le gouvernement whig de Melbourne (1837-1841), puis

⁸³⁶ Voir entre autres: M. Chase, *Chartism, op. cit.* ; Malcolm Chase, *The Chartists: Perspectives and Legacies*, Londres, Merlin Press, 2015, 260 p ; Gareth Stedman Jones, « Rethinking Chartism » dans *Languages of Class: Studies in English Working-Class History 1832-1982*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 90-178 ; Dorothy Thompson, *The Dignity of Chartism*, Londres, Verso, 2015, 240 p.

⁸³⁷ Ceci exclut l'Irlande, où O'Connell et le « *repeal movement* » s'approprient le terme de manière positive dès la fin des années 1820. Voir Laurent Colantonio, « “Democracy” and the Irish People, 1830-1848 » dans Joanna Innes et Mark Philp (dir.), *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 162-173 ; Matthew Roberts, « Daniel O'Connell, Repeal, and Chartism in the Age of Atlantic Revolutions », *The Journal of Modern History*, 20 février 2018, vol. 90, n° 1, p. 1-39.

⁸³⁸ P.J. Gurney, « The Democratic Idiom », art cit.

conservateur de Peel (1841-1846), et de nouveau whig de Russell (1846-1852). La principale demande des chartistes est l'adoption de la *People's Charter*. Cette charte, qui comporte six points, est marquée par les revendications des réformistes du 18^e siècle. Les chartistes réclament donc le suffrage masculin adulte ; le vote par bulletin secret ; l'abolition du cens d'éligibilité pour les *Members of Parliament*, ainsi que leur rémunération ; des circonscriptions de taille égale et finalement des élections parlementaires annuelles. Combinant différents moyens d'action (journaux, rassemblements, candidatures électorales, grèves, mais aussi boycottages, communautés agricoles, émeutes et insurrections armées), les différentes associations chartistes vont créer un véritable mouvement populaire, tant au niveau local que national. Cruciales à cette entreprise sont les trois pétitions chartistes demandant l'adoption de la Charte, déposées en 1839, 1842 et 1848, signées par plusieurs millions d'habitants⁸³⁹.

Longtemps considéré comme le premier mouvement ouvrier britannique et précurseur du socialisme, le chartisme a été réévalué à l'aune du tournant linguistique. Des auteurs tels que Gareth Stedman Jones et James A. Epstein ont souligné son vocabulaire constitutionnaliste et sa filiation avec la tradition radicale britannique⁸⁴⁰. Cependant, cette perspective a mené à l'occultation d'une attitude nouvelle chez les chartistes: leur appropriation positive du terme *democracy*, sous sa triple signification de groupe social, dynamique sociétale et régime politique. Comme le mentionne Gurney, « *notwithstanding the well-documented and undeniable pull of constitutionalism, from the outset Chartism was frequently elided with democracy, which was understood by many to refer to a project that went far beyond the political realm narrowly construed*⁸⁴¹ ». Et ce même si cette appropriation ne se traduit pas par

⁸³⁹ Paul A. Pickering, « "And Your Petitioners & c": Chartist Petitioning in Popular Politics 1838-48 », *The English Historical Review*, 2001, vol. 116, n° 466, p. 368-388.

⁸⁴⁰ G. Stedman Jones, *Languages of Class*, *op. cit.* ; J A Epstein, « The Constitutional Idiom: Radical Reasoning, Rhetoric and Action in Early Nineteenth-Century England », *Journal of Social History*, 1990, vol. 23, n° 3, p. 553-574.

⁸⁴¹ P.J. Gurney, « The Democratic Idiom », *art cit.*, p. 571.

l'élaboration d'une théorie de la démocratie, elle reste plus une étiquette, un badge à porter fièrement en tant que champion de la cause populaire.

Le rapport, unique, des chartistes avec le terme *democracy* est visible dès leurs débuts. En effet, en 1837, George Julian Harney⁸⁴² fonde la *London Democratic Association*⁸⁴³, qui regroupe rapidement les chartistes de la région métropolitaine⁸⁴⁴. Il s'agit de la première association britannique à se définir explicitement comme démocratique⁸⁴⁵. En 1838, le *The Edinburgh Monthly Democrat, and Total Abstinence Advocate*, premier journal à clamer son attachement à la démocratie dans son intitulé, paraît brièvement⁸⁴⁶. En mars 1837, alors que les patriotes du Bas-Canada demandent une réforme constitutionnelle, une affiche radicale oppose « *Democracy or Despotism* », et appelle les travailleurs à être solidaires de ceux luttant pour « *the cause of democracy*⁸⁴⁷ ».

Ce caractère public et revendiqué de l'étiquette de *democrat* est à contraster avec les usages privés des réformistes des années 1790 : alors que ceux-ci le cachaient, il est maintenant assumé. En effet, articles de journaux et pétitions sont signés par « *A Democrat* », tandis que les leaders du mouvement s'approprient aussi le terme. Par exemple, Feargus O'Connor⁸⁴⁸, l'un des dirigeants les plus en vue du mouvement, se présentera comme « *a Democrat — a Chartist* » lors de son procès pour diffamation

⁸⁴² 1817-1897. Leader chartiste, rédacteur du journal *Northern Star* et par la suite socialiste.

⁸⁴³ Originellement *East London Democratic Association*, elle change de nom en 1838.

⁸⁴⁴ Jennifer Bennett, « The London Democratic Association 1837-41: A Study in London Radicalism » dans J Epstein et D Thompson (dir.), *Chartist Experience: Studies in Working Class Radicalism and Culture, 1830-60*, Londres, Macmillan, 1982, p. 87-119.

⁸⁴⁵ Des *Democratic Associations* seront aussi créés à Marylebone, Leeds, Nottingham, Norwich et en Écosse. La *Londres Female Democratic Association* sera aussi créée en 1839. Voir J. Innes, M. Philp et R. Saunders, « The Rise of Democratic Discourse in the Reform Era », art cit, p. 121.

⁸⁴⁶ Alexander Wilson, *The Chartist Movement in Scotland*, Manchester, Manchester University Press, 1970, p. 277. Le *London Democrat* sera publié en 1839. En 1819, *The Democratic Recorder* avait été brièvement publié, mais cet intitulé était plus provocateur qu'autre chose. Voir J. Innes, M. Philp et R. Saunders, « The Rise of Democratic Discourse in the Reform Era », art cit, p. 116.

⁸⁴⁷ BL, NCCO, Working Men, Reform, 1836-1838, set 56, vol. 1, p. 70.

⁸⁴⁸ 1794-1855. Chartiste, propriétaire du *Northern Star*, MP (1832-1835 ; 1847-1855).

en mai 1840⁸⁴⁹. Nous sommes loin de John Horne Tooke, qui prenait soin de se distancier de la *pure democracy* lors de ses démêlés avec la justice en 1795. Dans les seize années d'activité du *Northern Star* (1837-1852), journal hebdomadaire et vecteur de diffusion important des idées chartistes⁸⁵⁰, on retrouve plus de 20 000 occurrences de *democracy* et *democratic*⁸⁵¹, un chiffre qui défie toute concurrence.

Cette appropriation doit être comprise dans le contexte de l'après-*Reform Act* : déçus et trahis par le réformisme de la classe moyenne, les chartistes veulent marquer leur rupture avec le passé⁸⁵². Comme le laissent entendre les articles du *Poor Man's Guardian* des années 1830, l'heure est à la lutte entre principes aristocratiques et démocratiques. Ainsi, le terme *democracy* permet de fédérer différents courants au sein même du chartisme afin d'articuler une critique de l'aristocratie à la fois sur le plan politique et économique. Ceci se passera par une réécriture par une réécriture de l'histoire de la *democracy* par certains chartistes, tels que Thomas Cooper⁸⁵³. Ce dernier défend les accomplissements de la démocratie athénienne, tout en affirmant que la Grande-Bretagne possédait originalement un régime démocratique, mais que l'invasion normande a perverti celui-ci en aristocratie⁸⁵⁴. En parallèle, l'exemple étatsunien est régulièrement invoqué par les chartistes comme preuve d'une *democracy* libre, tant politiquement que socialement⁸⁵⁵. De l'autre côté, les difficultés économiques des années 1840 sont mises sur le dos d'une aristocratie (foncière et

⁸⁴⁹ P.J. Gurney, « The Democratic Idiom », art cit, p. 575. Voir aussi le cas de John James Brezer, un leader chartiste jugé et condamné pour discours séditieux en 1848, qui reconnaît ouvertement avoir défendu le principe démocratique (John James Brezer, *Royal Offences: Seditious Words*, Old Bailey Court, 1848.)

⁸⁵⁰ Joan Allen et Owen R. Ashton (dir.), *Papers for the People: A Study of the Chartist Press*, Londres, The Merlin Press, 2005, 240 p.

⁸⁵¹ Laurel Brake, Mark Turner et James Mussel, *Nineteenth-Century Serials Edition*, <https://ncse.ac.uk/cms>, (consulté le 30 novembre 2018).

⁸⁵² P.J. Gurney, « The Democratic Idiom », art cit, p. 575.

⁸⁵³ 1805-1892. Poète, auteur et agitateur chartiste.

⁸⁵⁴ P.J. Gurney, « The Democratic Idiom », art cit, p. 575-576.

⁸⁵⁵ Ariane Schnepf, *Our Original Rights as a People: Representations of the Chartist Encyclopaedic Network and Political, Social and Cultural Change in Early Nineteenth Century Britain*, Berne, Peter Lang, 2006, p. 159.

industrielle) cupide et peu soucieuse du peuple, et la *democracy* présentée comme solution tant politique, qu'économique⁸⁵⁶.

Bien que rarement systématique, l'usage du mot *democracy* par les chartistes va surtout avoir un impact sur sa signification en tant que régime politique. L'expression *the democracy*, en référence aux classes populaires, était déjà présente auparavant et continuera d'être utilisée après 1852, même si elle a pour effet d'empêcher toute adéquation entre *democracy* et classes moyennes, comme tentées par J.S. Mill. L'emploi de *democracy* pour désigner une dynamique égalitaire, opposée à l'élitisme aristocrate, précède aussi le chartisme, mais se voit confirmé par celui-ci. C'est au niveau politique que l'usage de *democracy* comme objectif du mouvement chartiste vient cimenter une concordance entre suffrage masculin et démocratie, qui était loin d'être acquise⁸⁵⁷. Ainsi, dans *Chartism* (1841), William Lovett⁸⁵⁸ et John Collins⁸⁵⁹ reprennent la distinction en démocratie antique et moderne élaborée par Paine. La démocratie assembléiste athénienne est considérée comme « *biased by interest or feeling* » et la « *modern democracy* » est associée à la « *popular representation* » et à l'« *universal suffrage*⁸⁶⁰ ». L'obtention du droit de vote, particulièrement pour les classes industrielles, est vue comme la dimension centrale d'un régime démocratique. C'est d'ailleurs sur ce point qu'achoppent les possibilités d'alliances avec les réformistes des classes moyennes : ces derniers refusent la *democracy* et défendent un *household suffrage* (suffrage censitaire), qu'ils inscrivent dans un régime représentatif.

Cependant, la revendication d'un régime à la fois démocratique et représentatif par les chartistes se heurte à une conception différente de la représentation politique. En

⁸⁵⁶ Une tendance du Chartisme, cristallisée autour d'un « *Land Plan* » visant à redistribuer la terre aux ouvriers pour créer des communautés autonomes, s'inscrit dans le courant communaliste.

⁸⁵⁷ P.J. Gurney, « The Democratic Idiom », art cit, p. 576.

⁸⁵⁸ 1800-1877. Radical et chartiste britannique, emprisonné entre 1839 et 1840.

⁸⁵⁹ 1802-1852. Fabricant d'outils, porte-parole de la BPU, emprisonné avec Lovett entre 1839 et 1840.

⁸⁶⁰ William Lovett et John Collins, *Chartism; a New Organization of the People*, Londres, J. Watson, 1841, p. 17.

effet, à l'époque tant whigs, que torys et libéraux de la classe moyenne voient leur député comme incarnation des électeurs. Il est certes chargé de transmettre les demandes de sa circonscription (d'où l'importance du redécoupage de la carte électorale de 1832), mais il reste indépendant des électeurs. Comme le résume Lord Brougham et Vaux dans son *Political Philosophy* (1843), la représentation consiste en « *the people parting with and giving over their power – for a limited period – to deputies chosen by themselves – those deputies fully and freely exercising that power instead of the people*⁸⁶¹ ». À l'inverse, les chartistes, tant dans leurs pratiques que leurs discours mettent l'accent sur la délégation du pouvoir politique. Les différentes organisations nationales chartistes se veulent un contrepoids à Westminster, tirant leur légitimité de leur mandat populaire. Ce rapport particulier à la représentation politique est notamment visible dans l'usage des rassemblements publics. Alors que l'*Anti-Corn Law League* les utilise dans une optique didactique, pour les chartistes, ils sont un lieu d'expression et de décision populaire, permettant de confier des directives à des individus par la suite regroupés en Convention⁸⁶². Certes, ces principes ne sont pas toujours respectés, particulièrement à partir de 1842 où tant la seconde pétition chartiste qu'une série de grèves se soldent par des défaites. Ces échecs poussent la *National Charter Association* dans une fuite en avant vers la centralisation du pouvoir décisionnel dans les mains d'un exécutif rémunéré⁸⁶³.

Pour Gurney, cette fuite est aussi visible au niveau discursif : le ton des leaders chartistes se fait de plus en plus pressant, la victoire démocratique étant selon eux à portée de main⁸⁶⁴. Cette rhétorique est en partie modelée par les événements

⁸⁶¹ Henry Lord Brougham and Vaux, *Political Philosophy: Of Democracy & Mixed Monarchy*, Londres, Chapman and Hall, 1843, vol. 3/3, p. 37. Cet ouvrage de Lord Brougham et Vaux sera réédité dans une forme abrégée sous le titre *British Constitution* (en 1844 et 1861). Dans les années 1860, les trois volumes de *Political Philosophy* feront partie du curriculum de Cambridge. Voir Stefan Collini, Donald Winch et John Burrow, *That Noble Science of Politics: A Study in Nineteenth-Century Intellectual History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 345.

⁸⁶² P.J. Gurney, « The Democratic Idiom », art cit, p. 582.

⁸⁶³ M. Chase, *Chartism, op. cit.*, p. 248.

⁸⁶⁴ P.J. Gurney, « The Democratic Idiom », art cit, p. 588.

politiques du continent : à partir de 1845, une augmentation de la répression politique en Europe va causer un influx d'exilés politiques qui vont dynamiser le vocabulaire démocratique britannique⁸⁶⁵. Ainsi, les *Fraternal Democrats*, une organisation aux tendances radicales et républicaines regroupant surtout des Polonais, Allemands et Britanniques⁸⁶⁶, va adopter « *governments elected by and responsible to, the entire people* » comme credo⁸⁶⁷. Par la suite, le soulèvement polonais de 1846 et surtout les révolutions du Printemps des peuples de 1848 vont confirmer le caractère internationaliste et révolutionnaire de l'étiquette démocratique⁸⁶⁸. L'influence française est particulièrement visible à partir de 1848, quand des leaders tels que Harney clament de manière enthousiaste le vocabulaire de la « démocratie sociale » (*social democracy*)⁸⁶⁹. Entre 1849 et 1850, ce dernier publie *The Democratic Review of British and Foreign Politics, History, & Literature*, dans lequel il se rallie à « la république démocratique et sociale⁸⁷⁰ », preuve de l'impact français sur les débats britanniques⁸⁷¹. La démocratie est donc comprise ici à la fois comme un régime populaire, mais aussi une société plus égalitaire. Toutefois, cette réinterprétation du mot *democracy* dans une optique républicaine, voire socialiste, aura peu d'échos chez

⁸⁶⁵ Robert Justin Goldstein, *Political Repression in 19th Century Europe*, Totowa, N.J., Barnes & Noble Books, 1983, p. 170-179 ; Bernard Porter, « The Asylum of Nations: Britain and the Refugees of 1848 » dans Sabine Freitag et Rudolf Muhs (dir.), *Exiles from European Revolutions: Refugees in Mid-Victorian England*, New York, Berghahn Books, 2003, p. 43-58.

⁸⁶⁶ Henry Weisser, *British Working-class Movements and Europe, 1815-48*, Manchester, Manchester University Press, 1975, p. 125.

⁸⁶⁷ G.D.H. Cole et A.W. Filson, *British Working Class Movements: Select Documents, 1789-1875*, Londres, Palgrave MacMillan, 1965, p. 402.

⁸⁶⁸ Margot C. Finn, *After Chartism: Class and Nation in English Radical Politics 1848-1874*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 60-105.

⁸⁶⁹ P.J. Gurney, « The Democratic Idiom », art cit, p. 591. Sur la « république démocratique et sociale » en France, voir Samuel Hayat, *Quand la République était révolutionnaire. Citoyenneté et représentation en 1848*, Paris, Le Seuil, 2014, 416 p.

⁸⁷⁰ George Julian Harney, *The Democratic Review of British and Foreign Politics, History, & Literature*, Londres, J. Watson, 1850, vol. 2/1, p. 476.

⁸⁷¹ Thomas C. Jones, *French Republican Exiles in Britain, 1848-1870*, PhD, University of Cambridge, Cambridge, 2010. Voir aussi Benoît Agnès, « Pour la réforme: Les appels en faveur des avancées démocratiques en France et au Royaume-Uni (1840-1848) » dans Sylvie Aprile et Fabrice Bensimon (dir.), *La France et L'Angleterre au XIXe siècle: échanges, représentations, comparaisons*, Paris, Créaphis, 2006, p. 105-122.

les classes populaires britanniques — la déconnexion amorcée à partir de 1842 ira en se creusant⁸⁷².

Quel est donc l'impact des usages chartistes de *democracy* ? Au niveau de la classe politique britannique, il est clair que le mouvement chartiste ne fut pas perçu comme un acteur politique légitime, mais comme la manifestation d'un problème social⁸⁷³. O'Connor, l'unique MP chartiste à Westminster entre 1847 et 1852, ne suffira pas à renverser la vapeur, bien qu'il maintienne son étiquette de *democrat*⁸⁷⁴. De manière générale, le terme *democracy*, loin de prendre une connotation positive, voit ses associations avec les désordres de la multitude se renforcer. Par exemple, dès 1840, Thomas Carlyle⁸⁷⁵, dans un essai intitulé *Chartism*, y définit la démocratie comme le « *'self-government' of the multitude by the multitude* » et « *a regulated method of rebellion and abrogation; it abrogates the old arrangement of things; and leaves, as we say, zero and vacuity for the institution of a new arrangement*⁸⁷⁶ ». Tout au long des années 1840 et 1850, Carlyle critiquera ce qu'il voit comme l'avancée de la *democracy* à travers le monde : véritable force sociale destructrice, elle doit être combattue à l'aide des valeurs aristocratiques⁸⁷⁷.

Une telle perspective n'est pas uniquement britannique. Elle comporte des similarités avec l'analyse toquevillienne, mais aussi avec des réflexions françaises de cette époque. Car les transferts se font également entre réseaux conservateurs. En témoigne la traduction des textes d'une figure comme François Guizot⁸⁷⁸ dans les années 1840. Dans *Of Democracy in Modern Societies* (1843), il pose la *democracy* comme un

⁸⁷² P.J. Gurney, « The Democratic Idiom », art cit, p. 594.

⁸⁷³ Robert Saunders, « Chartism from above: British elites and the interpretation of Chartism », *Historical Research*, 1 août 2008, vol. 81, n° 213, p. 463-484.

⁸⁷⁴ HC Deb 22 février 1850 vol. 108 1300 c ; HC Deb 28 février 1850 vol. 109 cc172.

⁸⁷⁵ 1795-1881. Auteur, historien, philosophe et polémiste important de l'époque victorienne

⁸⁷⁶ Thomas Carlyle, *Chartism*, 2^e éd., Londres, J. Fraser, 1840, p. 53,54.

⁸⁷⁷ Thomas Carlyle, *Past and Present*, 3^e éd., New York, William H. Colyer, 1844, p. 150 ; Thomas Carlyle, « The Present Times » dans *Latter-day Pamphlets*, Londres, Chapman and Hall, 1850, p. 1-60.

⁸⁷⁸ 1787-1874. Historien et homme politique français, ministre des affaires étrangères (1840-1848) et Président du Conseil des ministres (1847-1848). Il démissionne face aux mouvements de février 1848.

phénomène récent, qui a remodelé les sociétés européennes, mais encore incompris. Il considère que les avantages de la démocratie moderne (« *the limitation of all powers through the representative system; civil equality; the equal admissibility of all to public offices, the extension of individual liberties*⁸⁷⁹ ») doivent être préservées par un retour à des valeurs conservatrices. Dans *Democracy in France* (1849), Guizot est encore plus explicite. Selon lui « *Chaos is now concealed under one word – Democracy* », un mot important, puisque « *the word Democracy is now pronounced every day, every hour, and in every place; and at every time and place it is heard by all men*⁸⁸⁰ ». Comme Tocqueville, Guizot considère la démocratie comme une force sociale, mais qu'il convient de contenir par le biais de solides institutions politiques — une analyse qui rencontre un certain succès en Grande-Bretagne selon la *Edinburgh Review*⁸⁸¹.

Si du côté des conservateurs, les années 1840 sont donc une occasion de conceptualiser la démocratie comme une dynamique sociale à combattre, les whigs et leurs héritiers, les libéraux, poursuivent leur stratégie d'évitement du terme. En effet, comme mentionné, les libre-échangistes prendront soin de se tenir loin de *democracy* durant les périodes de troubles chartistes. En parallèle, une figure radicale telle que J.S. Mill, pourtant susceptible de défendre la démocratie au regard de sa filiation benthamienne, se détache en partie des questions politiques pendant les années 1840⁸⁸². Parmi les radicaux utilitaristes, seul Grote, avec la publication de son *History of Greece* (1846-1856), peut être vu comme contribuant à une revalorisation du mot *democracy* à travers sa lecture positive de l'expérience athénienne⁸⁸³.

⁸⁷⁹ François Guizot, *Of Democracy in Modern Societies*, Londres, Henry Hooper, 1843, p. 32.

⁸⁸⁰ François Guizot, *Democracy in France*, Londres, John Murray, 1849, p. 2,5.

⁸⁸¹ Anon., « Monsieur Guizot's Democracy in France », *Edinburgh Review*, avril 1849, vol. 89, n° 180, p. 554-581.

⁸⁸² Vasilis Grollios, « J.S. Mill's Views on Democracy after 1848 », *Critical Sociology*, 1 novembre 2011, vol. 37, n° 6, p. 871-887 ; J.S. Schapiro, « John Stuart Mill, Pioneer of Democratic Liberalism in England » dans John Cunningham Wood (dir.), *John Stuart Mill: Critical Assessments*, Londres, Taylor & Francis, 1991, vol. 3/1, p. 78-102.

⁸⁸³ George Grote, *A History of Greece*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, vol. 12/. Sur l'impact de Grote, voir Kyriacos Demetriou, « In Defence of the British Constitution. Theoretical

Autre preuve du divorce entre radicaux et libéraux de la classe moyenne et une partie des chartistes : le problème de la législation directe. En 1850, Moritz Rittinghausen⁸⁸⁴ publie en France un ouvrage critique du parlementarisme et préconise la création d'assemblées d'un millier de citoyens, se réunissant simultanément pour voter les différents projets de loi à l'ordre du jour. Ce texte est diffusé en anglais l'année suivante sous le titre *Three Letters on Direct Legislation by the People; or True Democracy*, en même temps qu'un livre de Victor Considerant⁸⁸⁵ reprenant des idées similaires⁸⁸⁶. Si le *Northern Star* encense les deux livres⁸⁸⁷, c'est loin d'être le cas de la *Westminster Review*, qui y voit une dangereuse menace aux minorités. L'auteur critique ainsi les chartistes qui souhaiteraient se débarrasser de la Couronne et des Lords en rappelant l'importance du partage du pouvoir, afin d'éviter la souveraineté absolue — tant d'un roi que des *Commons* ou du peuple assemblé. Car « *the despotism of a Populace (which assumes the name of the People), [...] would be as fatal to liberty, truth and right, as all other despotisms*⁸⁸⁸. » Bien qu'elle ait quelque peu évolué, la théorie du gouvernement mixte demeure donc prégnante dans l'imaginaire politique britannique, même dans une revue radicale. Somme toute, les utilisations positives du terme *democracy* au cours des années 1840 restent rares — en dehors de celle des chartistes.

Au final, même celles-ci auront un impact limité. En effet, si 1848 voit une partie du mouvement chartiste s'approprié plus explicitement le vocabulaire démocratique,

Implications of the Debate over Athenian Democracy in Britain, 1750-1850 », *History of Political Thought*, 1996, vol. 17, n° 2, p. 280-297 ; Karen E. Whedbee, « Reclaiming rhetorical democracy: George Grote's defense of Cleon and the Athenian demagogues », *Rhetoric Society Quarterly*, 1 septembre 2004, vol. 34, n° 4, p. 71-95.

⁸⁸⁴ 1814-1890. Journaliste et socialiste allemand, élu député (1849) puis exilé à Paris et Bruxelles, il revient en Allemagne (1858). Il défend par la suite un modèle de démocratie référendaire.

⁸⁸⁵ 1808-1893. Philosophe et homme politique français, socialiste fouriériste.

⁸⁸⁶ Victor Prosper Considerant, *The Difficulty Solved; or, the Government of the People by Themselves*, Londres, James Watson, 1851, 74 p ; Moritz Rittinghausen, *Three Letters on Direct Legislation by the People; or True Democracy*, Londres, James Watson, 1851.

⁸⁸⁷ *Northern Star*, Leeds, 12/04/1851 ; *Northern Star*, Leeds, 12/07/1851.

⁸⁸⁸ Anon., « Direct Legislation », *Westminster Review*, janvier 1852, vol. 57, n° 110, janv. 1852p. 143-161p. 159.

notamment dans une perspective révolutionnaire, elle ne fait pas long feu. Selon Gurney « *after Chartism's protracted demise, democrats were scattered in all directions and the language changed*⁸⁸⁹ ». Ainsi, il est révélateur qu'un journal aux sympathies radicales comme le *Reynold's Newspaper : Weekly Review of Democratic Progress and General Intelligence* fondé en 1850 change de sous-titre pour le *Weekly Journal of Politics, History, Literature and General Intelligence* dès 1851⁸⁹⁰. Le climat de réconciliation nationale qui s'installe après 1848 peut expliquer en partie cette volonté de distanciation du terme *democracy*, tant de la part des classes moyennes que des leaders chartistes déçus ou épuisés. En 1853, John Alfred Langford⁸⁹¹ publie une brochure intitulée *English Democracy : Its History and Principles*. Dans celle-ci, la démocratie est associée à l'égalisation des droits politiques et des conditions sociales, ainsi qu'aux classes moyennes⁸⁹². Les chartistes n'y méritent qu'une mention *in passim* : leur contribution à la réhabilitation du mot *democracy* est délibérément effacée au profit d'une lecture libérale de l'histoire britannique.

4.4 Conclusion : *Democracy versus Aristocracy*

Entre 1830 et 1832, la Grande-Bretagne est secouée par une crise politique sans précédent au cours de laquelle le terme *democracy* joue un rôle important. La réforme parlementaire proposée par les whigs est décrite comme *democratic* par les torys. Les whigs et leurs alliés rejettent le qualificatif au motif que la réforme ne fait que rétablir l'équilibre constitutionnel et surtout, car elle affranchit non pas la populace, la *mob*, mais les *middling sorts*, le peuple. De l'autre côté, certains radicaux populaires vont

⁸⁸⁹ P.J. Gurney, « The Democratic Idiom », art cit, p. 600.

⁸⁹⁰ M.C. Finn, *After Chartism*, *op. cit.*, p. 111. Sur le *Reynold's Newspaper* et son rapport à l'Amérique, voir Adam I. P. Smith, « Victorian Radicalism and the Idea of America: Reynolds's Newspaper, 1850–1900 » dans Ella Dzelzaniš et Ruth Livesey (dir.), *The American Experiment and the Idea of Democracy in British Culture, 1776–1914*, 2^e éd., New York, Routledge, 2016, p.

⁸⁹¹ 1823-1903. Journaliste et poète de tendance radicale. Membre de la *Co-operative Society*.

⁸⁹² John Alfred Langford, *English Democracy: Its History and Principles*, Londres, R. Theobald, 1855, p. 49-50.

aussi refuser l'étiquette de *democratic* apposée par les conservateurs à la réforme, puisque celle-ci ne va en fait pas assez loin à leurs yeux : elle reste aristocratique. Durant cet épisode, *democracy* est donc surtout utilisé pour désigner un régime politique représentatif et dans une certaine mesure les classes populaires. Le mot est principalement une arme rhétorique dans les mains des conservateurs, même si certains whigs et radicaux tentent de contester l'usage incendiaire qui en est fait par les torys.

À partir des années 1830, l'association entre le mot *democracy* et les États-Unis (tant dans leurs dimensions politiques que sociales) se fait plus courante dans l'imaginaire politique britannique. Les récits de voyage et analyses qui paraissent à cette époque confondent généralement les régimes démocratiques et républicains, même si certains distinguent encore les deux. *Democracy* se détache de sa dimension politique pour prendre une teinte sociale : le terme désigne un type de société, caractérisé par une dynamique égalitaire, voire égalitariste. Ceci ne modifie pas fondamentalement la connotation du mot, puisque les forces conservatrices continueront à proposer une lecture critique des États-Unis. En fait, dans un contexte politique marqué par plusieurs réformes sociales et économiques importantes, ces développements corroborent la perception de la Grande-Bretagne comme un pays aristocratique, mais capable de relever les défis de l'industrialisation et de l'urbanisation.

Le caractère à la fois aristocratique et libéral du régime britannique se consolide durant les années 1840. D'un côté, l'adoption de principes libre-échangistes sur le plan économique révèle la perte de puissance de l'aristocratie terrienne, mais aussi la posture d'entre-deux des libéraux britanniques. Se voulant l'incarnation de la classe moyenne, l'*Anti-Corn Law League* et ses meneurs vont prendre soin de se distancer de la *democracy*. Ils souhaitent une diminution du pouvoir aristocratique au niveau politico-économique, mais tiennent à garder les classes populaires dans une position subordonnée. Le contraste avec le mouvement chartiste est saisissant : même si les

deux mouvements usent de moyens d'action similaires (pétitions, rassemblements, pressions électorales), seuls les chartistes s'approprient positivement le terme *democracy*. Dans les journaux, discours et sur les bannières chartistes, le mot est un badge de fierté, une identité revendiquée qui les met à part des autres forces politiques britanniques. Au niveau politique, *democracy* est associé à un régime politique représentatif, caractérisé principalement par le suffrage masculin adulte. L'expression désigne aussi les classes populaires, dans leur opposition à l'aristocratie comprise comme groupe social. *Democracy* prend le sens d'une dynamique sociale, d'une force égalitariste qui parcourt l'ensemble des sociétés européennes. Ces sens ne sont pas novateurs, mais la connotation positive que leur donne le mouvement chartiste — dans un climat d'hostilité politique important — est significative. Alors qu'à la même époque, le vocable démocratie se normalise sous l'impulsion des forces républicaines (France) et démocrates (États-Unis), en Grande-Bretagne, il n'est pas l'apanage des politiciens électoralistes, mais d'un mouvement populaire réclamant réformes politiques et sociales. Ici, le cas britannique vient donc complexifier la thèse de Dupuis-Déri sur l'application du vocable démocratie au gouvernement représentatif. L'idée qu'un régime représentatif puisse être démocratique n'est pas originellement une production des politiciens, mais bien d'un mouvement populaire.

La polarisation des usages du terme *democracy* est donc encore plus marquée à la fin qu'au début de cette seconde période d'analyse. D'un côté des conservateurs refusant catégoriquement de reconnaître une valeur positive au mot, de l'autre des chartistes pour lesquels *democracy* en vient à symboliser la solution à un ensemble de problèmes économiques, politiques et sociaux. Au centre, des whigs, libéraux et réformistes qui évitent le vocabulaire démocratique, préférant parler de gouvernement représentatif, et qui, tout en admettant que la société aristocratique est en train de disparaître, voient d'un mauvais œil l'avènement d'une ère démocratique. C'est d'ailleurs cette position qui est hégémonique au sein de l'imaginaire politique

britannique au tournant des années 1850. En témoignent les différents débats autour de la question de la réforme parlementaire qui ont lieu entre 1848 et 1852.

Si les évènements de 1848 ont un impact particulier sur le mouvement chartiste, ils contribuent aussi à redynamiser la mobilisation pour une réforme parlementaire⁸⁹³. Ainsi, le 15 avril 1848, une quinzaine de députés menés par Joseph Hume⁸⁹⁴, Cobden, Bright et d'autres lancent le *New Reform Movement*. Appellant à une coopération entre classes moyennes et industrielles, leurs demandes se concentrent sur quatre points, « *the Little Charter* » : « *household suffrage, the ballot, triennial parliaments and more equal distribution of seats*⁸⁹⁵ ». Pour les chartistes, la revendication d'un suffrage censitaire (*household suffrage*), plutôt qu'un suffrage universel masculin est perçu comme une trahison — et une preuve du caractère non démocratique de ces réformistes⁸⁹⁶. Malgré l'insistance d'Hume et ses acolytes, la plupart des chartistes refusent d'abandonner les six points de la Charte — et le terme *democracy*.

Tout comme l'*Anti-Corn Law League*, les réformistes libéraux n'emploient pas *democracy* dans leurs appels et discours. Ainsi, le 20 juin 1848, quand Hume dépose devant les Communes une motion reprenant les quatre éléments mentionnés, il la défend au nom d'une meilleure représentativité des *Commons*. À ses yeux, le Parlement « *does not fairly represent the population, the property, or the industry of the Country*⁸⁹⁷ ». N'utilisant pas de vocabulaire démocratique, il fait plutôt appel à l'adéquation entre taxation et représentation pour justifier ces demandes : le vote est donc vu comme un privilège associé à la possession de propriété et l'acquittement de taxes. En 1849 et 1850, Hume reviendra à la charge, déposant la même proposition et la défendant dans des termes semblables⁸⁹⁸. À chaque fois, la réponse du

⁸⁹³ Roland Quinault, « 1848 and Parliamentary Reform », *The Historical Journal*, décembre 1988, vol. 31, n° 4, p. 831-851.

⁸⁹⁴ 1777-1855. Médecin écossais, MP de 1818 à 1855.

⁸⁹⁵ R. Quinault, « 1848 and Parliamentary Reform », art cit, p. 839.

⁸⁹⁶ P.J. Gurney, « The Democratic Idiom », art cit, p. 596.

⁸⁹⁷ HC Deb 20 juin 1848 vol. 99 cc879.

⁸⁹⁸ HC Deb 5 juin 1849, vol. 105 cc1156-1171 et HC Deb 28 février 1850, vol. 109 cc137-157.

gouvernement whig de Lord John Russell sera la même : celui-ci n'est pas opposé au principe d'une réforme — un changement de ton significatif dû en partie aux événements de 1848 — mais la trouve trop radicale⁸⁹⁹. La théorie du gouvernement mixte structure encore de manière importante l'argumentation gouvernementale. Ainsi, Russell, en juin 1848, mobilise Tacite pour s'objecter à la proposition de Hume et défend de nouveau la constitution britannique comme étant parfaitement équilibré entre *monarchy*, *aristocracy* et *democracy*⁹⁰⁰.

En ce sens, 1848 aura un impact ambigu sur la Grande-Bretagne. D'un côté, l'absence de mouvement révolutionnaire servira à confirmer l'élite britannique dans ses positions : c'est le régime mixte qui préserve les Britanniques des troubles révolutionnaires et démocratiques qui ont balayé l'Europe. D'un autre côté, plusieurs reconnaîtront la nécessité d'une meilleure adéquation entre les *Commons* et l'opinion publique par une réforme de la représentation politique. Cette année ouvre donc un nouveau cycle dans la vie politique britannique, qui va se conclure en 1867 avec le *Second Reform Act*⁹⁰¹. Bien que cruciale sur le plan de modernisation du système politique, cette période l'est moins en ce qui concerne la question du terme *democracy*. En effet, suite à l'effondrement du mouvement chartiste, la plupart des acteurs politiques britanniques tiennent ce mot à distance : l'heure est à la critique de l'aristocratie et non à la défense de la démocratie.

C'est aussi à partir des années 1850 que la *theory of mixed government* se verra de plus en plus remise en cause. Si l'historiographie britannique présente souvent le *Reform Act* de 1832 comme une rupture et l'avènement d'un *parliamentary government* qui s'étendrait jusqu'en 1867⁹⁰², notre étude tend à nuancer une telle

⁸⁹⁹ R. Quinault, « 1848 and Parliamentary Reform », art cit, p. 845.

⁹⁰⁰ HC Deb 20 juin 1848, vol. 99 cc919-920.

⁹⁰¹ Francis H. Herrick, « The Second Reform Movement in Britain 1850-1865 », *Journal of the History of Ideas*, 1948, vol. 9, n° 2, p. 174-192.

⁹⁰² C.C. Weston, *English Constitutional Theory and the House of Lords*, op. cit. ; A. Hawkins, *Victorian Political Culture*, op. cit.

interprétation. Comme le démontre ce chapitre, les usages conservateurs de *democracy* continuent de s'inscrire fortement dans une vision tripartite de la souveraineté politique. Certes, la prépondérance de l'opposition entre *democracy* et *aristocracy* nous indique que celle-ci est en pleine mutation. Les utilisations radicales et chartistes et, dans une certaine mesure, libre-échangistes pointent vers un emploi de *democracy* compatible avec le régime britannique. Cependant, pour bien des acteurs politiques, la question cruciale tourne autour de la représentation. L'enjeu est de s'assurer que tous les intérêts qui composent la nation soient représentés au Parlement, sans pour autant ouvrir la porte à la domination numérique de la majorité — et donc des couches populaires⁹⁰³.

Au milieu du 19^e siècle, le terme *democracy* ne fait pas l'unanimité sur le sol britannique. Si ses sens dénotatifs tendent à se limiter à trois, sa connotation varie énormément selon l'appartenance politique. Épouvantail, « *bugbear word* », insulte pour les torys, il est généralement porté fièrement, comme un badge, par les chartistes et quelques radicaux populaires. Mais dans la lutte entre *aristocracy* et *democracy* qui traverse les sociétés occidentales, cette dernière est loin d'avoir remporté la bataille — tant sur le plan politique que symbolique.

⁹⁰³ Gregory Conti, *Parliament the Mirror of the Nation: Representation, Deliberation, and Democracy in Victorian Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019, 408 p.

5 CHAPITRE V

« *A PLUTOCRACY WORKING UPON A DEMOCRACY* » : D'UNE CONSTITUTION POPULAIRE À UNE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE, 1865-1890

Dans ce chapitre, le passage d'une connotation négative à positive du mot *democracy* est examiné. Les années 1880 sont identifiées comme moment tournant des usages du terme en Grande-Bretagne. D'un côté le développement du socialisme britannique illustre les nouveaux sens que *democracy* prend (idéal à réaliser, illusion capitaliste, réalité politique), tandis que l'expression *Tory Democracy* montre la conversion (opportuniste) de certains conservateurs au vocable. Auparavant, les débats sur le *Second Reform Act* (1867) sont analysés. Il en ressort que si la théorie du gouvernement mixte n'est plus saillante, la *democracy* est conçue comme la tyrannie de la majorité (pauvre). L'enjeu pour les réformistes est de parvenir à une réforme qui soit populaire, mais non pas démocratique. Tout au cours de cette période, même si les trois sens de *democracy* (régime politique, société égalitaire et groupe social) demeurent, l'association entre démocratie et régime électif se fait plus forte. Dans un contexte marqué par les transformations de l'élite britannique, pour certain-ne-s, tant conservateurs que socialistes, *democracy* masque la domination d'une nouvelle ploutocratie.

*In all directions gulfs and yawning abysses,
The ground of society cracking – the fire showing through. [...]*
At the sound of the new word spoken –
*At the sound of the word Democracy*⁹⁰⁴.

5.1 Introduction : de la *revolution* à *representation*

La seconde moitié du 19^e siècle est marquée par une transition du terme *democracy* en Grande-Bretagne. Certes, tout au long de la durée étudiée, les trois sens dominants du mot (régime politique, société égalitaire et groupe social) se maintiennent. Cependant, au niveau connotatif, une transformation s'opère. En effet, au début des années 1860, *democracy* conserve un sens négatif et peu l'utilisent pour l'appliquer à la Grande-Bretagne. Les années 1880 sont témoins d'une transformation importante puisque c'est pendant cette période que le terme en vient à être employé positivement par une pluralité d'acteurs politiques. Certes, les usages péjoratifs continuent à être utilisés par les conservateurs, mais ceux-ci n'en ont plus le monopole. Au niveau dénotatif, *democracy* est aussi de plus en plus appliqué à la Grande-Bretagne, particulièrement dans un sens social. Ainsi, même si on reconnaît que l'État britannique n'est pas complètement démocratique, certains considèrent que la société l'est, notamment parce que l'aristocratie terrienne perd du terrain.

Encore une fois, les différentes éditions de l'*Encyclopædia Britannica* permettent d'illustrer ces changements. La huitième édition, publiée entre 1853 et 1860, reprend telle quelle la définition de *democracy* donnée dans le chapitre précédent. La

⁹⁰⁴ Edward Carpenter, « The Word Democracy » dans *Towards Democracy*, Manchester, Labour Press, 1896, p. 265.

démocratie est encore « *a form of government in which the supreme power is lodged in the hands of the people* », associée à Athènes, Rome, mais surtout aux États-Unis⁹⁰⁵. La neuvième édition de l'*Encyclopædia Britannica* imprimée entre 1875 et 1889 est quelque peu étrange, puisqu'elle ne comporte pas d'entrée pour *Democracy* : elle passe directement de *Demmin* à *Democritus*⁹⁰⁶. Toutefois, l'usage qui est fait du terme dans l'article *Government* est révélateur. On y apprend notamment que les conceptions de Blackstone et De Lolme sur le gouvernement mixte sont vues comme datées, comparativement à l'analyse de Walter Bagehot⁹⁰⁷ des pouvoirs du Cabinet⁹⁰⁸. Ceci confirme la transition de la théorie du gouvernement mixte à une lecture plus parlementaire de la constitution. On y professe aussi, que « *the real strength of popular government in England lies in the ultimate supremacy of the House of Commons* », bien que celle-ci ait été mise en péril par l'extension du suffrage qui a rendu les circonscriptions démocratiques⁹⁰⁹. La *democracy*, en tout cas dans son sens de régime politique, est plus en plus associée à la question du suffrage, élément crucial des débats politiques britanniques dans la seconde moitié du 19^e siècle.

⁹⁰⁵ Thomas Stewart Trail (dir.), *The Encyclopaedia Britannica; a Dictionary of Arts, Sciences, and General Literature*, 8^e éd., Édinburgh, Adam and Charles Black, 1854, vol. 21/7, p. 725.

⁹⁰⁶ Thomas Spencer Baynes et W. Robertson Smith (dir.), *The Encyclopaedia Britannica; a Dictionary of Arts, Sciences, and General Literature*, 9^e éd., New York, Charles Scriber's Sons, 1877, vol. 25/7, p. 59. Surnommée « *the scholarly edition* », cette neuvième édition est la plus scientifique et académique, ce qui explique peut-être l'absence de *democracy*.

⁹⁰⁷ 1826-1877. Journaliste, rédacteur en chef de *The Economist*, auteur de traités politiques.

⁹⁰⁸ Thomas Spencer Baynes et W. Robertson Smith (dir.), *The Encyclopaedia Britannica; a Dictionary of Arts, Sciences, and General Literature*, 9^e éd., New York, Charles Scriber's Sons, 1880, vol. 25/11, p. 12.

⁹⁰⁹ *Ibid.*, p. 14.

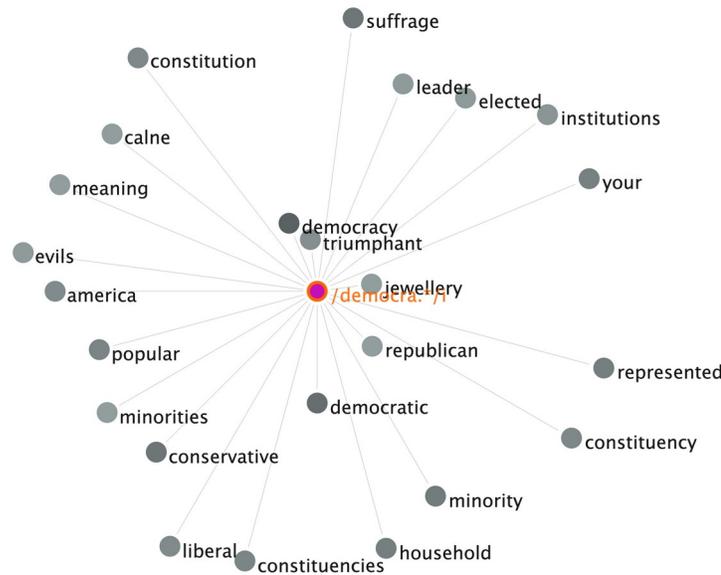


Figure 5.1 — « *democra** », Communes, 1867, 100-100, IM 10, F20

Les débats du *Second Reform Act* de 1867, mesure législative qui va doubler l'électorat britannique, illustrent à merveille cette évolution du mot par rapport à la période précédente. Alors que les délibérations de 1830-1832 ou de 1848-1852 étaient dominées, aussi bien chez les parlementaires que dans la presse, par la théorie du gouvernement mixte, celle-ci semble ici s'effacer aux profits de considérations portant principalement sur la représentation politique. On peut constater cette tendance dans les Figures 5.1 et 5.2, qui illustrent respectivement les cooccurrences des débats parlementaires en 1867 et de la presse en 1868. Si certains termes associés à la *mixed government theory* restent présents (*constitution, aristocracy, check*), on retrouve beaucoup de mots liés à la question de l'élection (*ballot, candidate, constituencies, electors, franchise, household, manhood, suffrage, voting*) et de la représentation (*representation* et dérivés, *minorities, majority*).

plus en plus appliqué aux dominions blancs, notamment dans une perspective sociologique : leurs rapports sociaux sont vus comme plus égalitaires que ceux de la métropole aristocratique. À l'inverse, les peuples autochtones sont soumis à un contrôle croissant. Il y a donc une différenciation politique marquée. Contrairement à la position de Charles J. Fox dans les années 1780, tant libéraux que conservateurs britanniques prônent des modèles constitutionnels différents selon les contextes⁹¹³. Finalement, notons que certains termes connotés négativement continuent d'apparaître (*evils, dangers, revolutionary*).

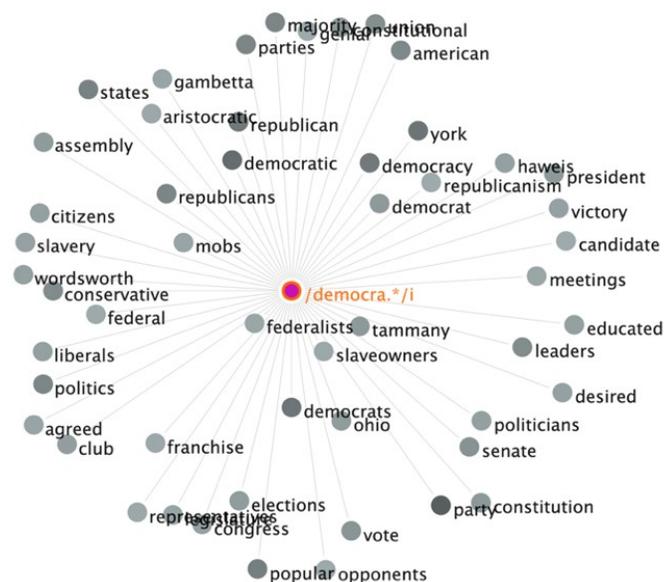


Figure 5.3 — « *democra** », périodiques, 1875, 100-100, IM 10,2, F14

Après des débats intenses sur la nature du régime britannique et la nécessité d'une réforme parlementaire populaire, mais non démocratique, les années 1870 sont globalement plus calmes. Une analyse de la presse en 1875 (Figure 5.3) démontre l'importance croissante prise par les États-Unis (*America, federal, Ohio, president, senate, slavery, tammany, Union*). On note aussi la présence de certaines

⁹¹³ M. Tunick, « Tolerant Imperialism », art cit.

personnalités. D’aucuns sont peu surprenants (Léon *Gambetta*⁹¹⁴), mais la mention d’individus tel que William *Wordsworth*⁹¹⁵ et Hugh Reginald *Haweis*⁹¹⁶ suggère un champ d’application plus large du vocabulaire démocratique, à présent mobilisé par des sujets tels que la poésie et la religion.

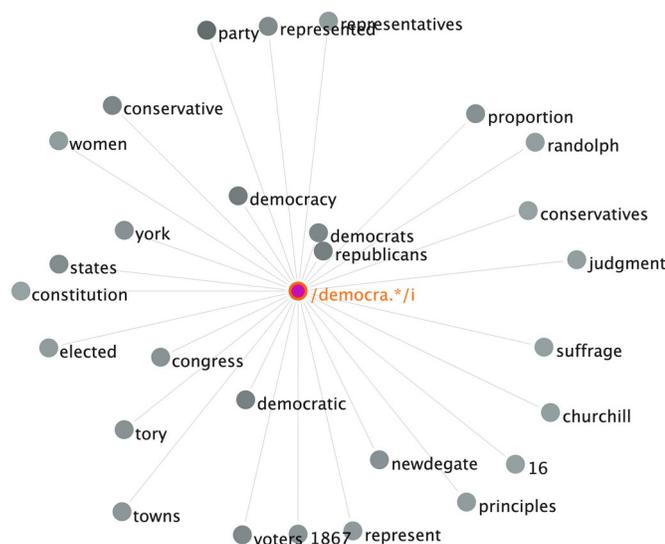


Figure 5.4 — « *democra** », Communes, 1884, 100-100, IM 10, F14

Deux tendances importantes du terme *democracy* dans les années 1880 seront examinées dans la section 5.3, celles des usages du mouvement socialiste britannique, ainsi que la conversion de certains conservateurs à la *Tory Democracy*. Cependant, un coup d’œil aux cooccurrences permet de saisir les grandes lignes de ces transformations. Les débats parlementaires de 1884 (Figure 5.4), caractérisés par la question du *Third Reform Act*, voient un emploi moins marqué et polarisé du mot. Les termes associés au gouvernement mixte ont complètement disparu, tandis que de nouveaux enjeux électoraux émergent (la proportionnalité). La figure de *Randolph*

⁹¹⁴ 1838-1882. Homme politique français, républicain, figure notable de la Troisième République.

⁹¹⁵ 1770-1850. Poète, considéré comme l’un des fondateurs du romantisme britannique.

⁹¹⁶ 1838-1901. Auteur et religieux anglican, il est connu pour ses sermons peu conventionnels.

*Churchill*⁹¹⁷ et de la *Tory Democracy* apparaît — alors qu'un individu comme Charles Newdigate *Newdegate*⁹¹⁸ représente les forces conservatrices antidémocratiques. Aussi significative est la présence du droit de vote féminin (*women*), qui commence à gagner en traction et que nous explorerons dans le chapitre 6.

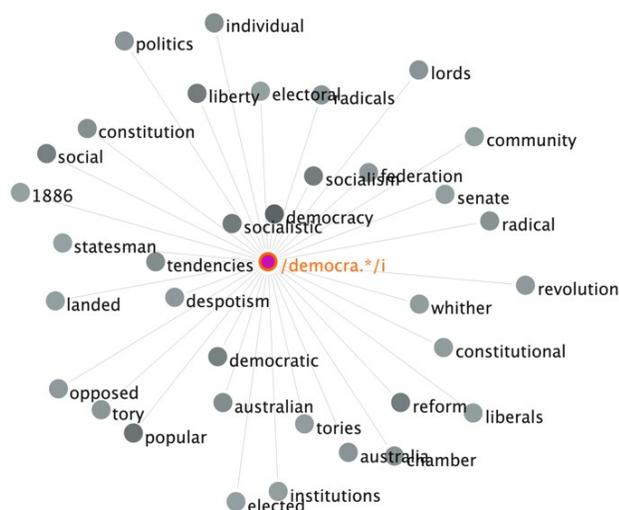


Figure 5.5 — « *democrac** », périodiques, 1885, 100-100, IM 10, F20

Dans la presse périodique de 1885 (Figure 5.5), on constate qu'une nouvelle question apparaît clairement : celle du *socialism* et plus précisément de la *social-democracy*. Ce registre réactive notamment la peur de la *revolution*, mais cette fois-ci ce n'est plus spécifiquement la *democracy* qui est conçue comme révolutionnaire que son penchant économique, le socialisme. La présence de *despotism*, loin d'indiquer la crainte d'une tyrannie de la majorité, est ici à comprendre dans le contexte d'une lutte entre régimes libres, démocratiques et régimes autoritaires, considérés comme arbitraires.

⁹¹⁷ 1849-1895. MP de 1874 à 1895. Fondateur de la *National Union of the Conservative Party*, il occupe plusieurs postes ministériels dans les années 1880, avant d'être écarté du pouvoir en 1886.

⁹¹⁸ 1816-1887. Propriétaire terrien, MP ultra-conservateur de North Warwickshire de 1843 à 1885.

Ce panorama révèle la transition de *democracy* d'un terme associé à des événements révolutionnaires (1789, 1830, 1848) ou à des acteurs turbulents (les chartistes, la foule) à un rapprochement de plus en plus marqué avec la question du droit de vote. Davantage appliqué de manière positive à certains pays, mais aussi des colonies telles que l'Australie ou le Canada, le champ sémantique de l'élection et plus globalement de la représentation en vient à dominer, effaçant les enjeux d'équilibre constitutionnel. L'adoption du terme par des forces politiques aussi opposées que socialistes, libéraux et torys démontre une acceptation accrue — mais aussi une lutte conceptuelle renouvelée autour du sens du terme. Suite aux transformations socioéconomiques de la seconde moitié du 19^e siècle, la Grande-Bretagne finit par être vue par certains comme une société démocratique — même si l'État lui ne l'est pas. De nouvelles tensions conceptuelles émergent alors, où *democracy* et *plutocracy* sont soit conçues en opposition, soit perçues comme complémentaires.

5.2 Le *Reform Act* de 1867 et la disparition du gouvernement mixte

Entre 1852 et 1867, pas moins de sept gouvernements différents tentent d'adopter une réforme parlementaire⁹¹⁹. Contrairement au *Reform Act* de 1832, en 1867, les deux partis sont donc en accord sur la nécessité d'une telle mesure. Le Parti conservateur joue même un rôle proactif dans son élaboration. Dès lors, la question n'est pas pourquoi la réforme a été adoptée, mais pourquoi a-t-elle mis autant de temps à l'être ? Selon Saunders, c'est parce que si le besoin d'une réforme fait consensus depuis longtemps, le principe sur laquelle elle doit reposer était loin d'être clair. À ses yeux, c'est l'incapacité des parlementaires des années 1850 et 1860 à trouver un terrain d'entente sur la logique de la réforme qui explique ce délai.

En atteste l'impossibilité pour le gouvernement libéral de Lord Russell d'adopter une réforme en 1866, alors qu'il est majoritaire dans la Chambre. En mars 1866, le

⁹¹⁹ R. Saunders, *Democracy and the vote in British politics, 1848-1867*, *op. cit.*, p. 1.

numéro deux libéral, William Gladstone introduit un *Reform Bill* qui propose d'étendre le droit de vote aux hommes payant un loyer de 7 £ en ville et 14 £ en campagne, créant environ un demi-million de nouveaux d'électeurs⁹²⁰. Bien que formellement majoritaire, Gladstone ne réussit pas à convaincre les députés de la logique derrière ces mesures. En effet, ces chiffres apparaîtront à une partie des libéraux comme arbitraires, et surtout, comme n'offrant « *no resting place between £7 and universal suffrage*⁹²¹. » Les libéraux anti-réforme s'allieront donc aux conservateurs pour défaire la proposition.

Le succès du Parti conservateur en 1867 tient finalement au fait qu'il ait trouvé un principe clair sur lequel baser l'attribution du droit de vote. Certes, des facteurs tels que les manœuvres parlementaires de Benjamin Disraeli ou la pression extraparlamentaire sont également à prendre en compte⁹²². Mais au final, pour Saunders, c'est surtout parce que le projet de loi conservateur offre une logique d'extension du droit de vote plus compatible avec les principes du parlementarisme qu'il est adopté. La proposition de départ de Lord Derby⁹²³, le suffrage domestique (*household suffrage*), est peu à peu transformée par plusieurs amendements. Ainsi, la mesure phare du *Reform Act* de 1867 donne le droit de vote aux hommes résidant en ville et payant des taxes locales (*ratepayers*). Créant près d'un demi-million d'électeurs d'un seul coup, cette mesure est acceptée par la majorité des députés, car considérée comme rationnelle d'un point de vue parlementaire. En fait, « *it*

⁹²⁰ E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, *op. cit.*, p. 322.

⁹²¹ R. Saunders, *Democracy and the vote in British politics, 1848-1867*, *op. cit.*, p. 203.

⁹²² Maurice Cowling, *1867 Disraeli, Gladstone and Revolution: The Passing of the Second Reform Bill*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005 ; Paul Foot, *The Vote: How it Was Won, and How it Was Undermined*, Londres, Viking, 2005, p.125-170 ; F. B. Smith, *The Making of the Second Reform Bill*, Cambridge, Cambridge University Press, 1966, 320 p.

⁹²³ 1799-1869. Homme politique britannique, élu MP whig en 1822, il rejoint progressivement les conservateurs à partir de 1834. Il devient leader conservateur en 1846, puis premier ministre (1852 ; 1858-1859 ; 1868).

*encapsulated a principle that MPs could recognize and endorse: that 'taxation' and 'representation' should march together*⁹²⁴. »

Tout comme son grand frère de 1832, le *Reform Act* de 1867 est donc souvent présenté comme une étape importante sur la route de la démocratie britannique. Avec l'extension du droit de vote et le redécoupage de la carte électorale, la loi est rétrospectivement vue comme démocratique, car assurant une meilleure représentation politique⁹²⁵. Mais aux yeux des Parlementaires britanniques et de la population en général, le caractère démocratique du *Reform Act* est loin d'être évident⁹²⁶. Pour certains de ses adversaires, l'idée même de réforme était *democratic* et condamnable. Pour la majorité de ses partisans, au contraire, l'enjeu était de garantir l'adoption de mesures certes populaires, mais non démocratiques. Et finalement, pour une minorité, cette réforme était en partie démocratique et donc un pas dans la bonne direction. 1867 est donc à la fois semblable et dissemblable à 1832. L'attribution de l'étiquette *democratic* à la réforme par certains adversaires et la volonté d'évitement du terme par les membres du gouvernement évoquent clairement le *First Reform Act*. Mais un élément diffère grandement puisque la réforme n'est plus conçue dans une perspective de restauration d'un équilibre politique perdu. L'enjeu, c'est l'amélioration du système parlementaire, ce qui soulève un ensemble de problèmes différents.

En ce sens, le *Reform Act* de 1867 représente le chant du cygne de la théorie du gouvernement mixte. Dans les décennies suivantes, l'idée que la Grande-Bretagne est un régime mixte disparaît complètement au profit de concepts forgés dans les années 1850. Ce sont les années du « *parliamentary government* » d'Henry George

⁹²⁴ Robert Saunders, « Introduction: Shooting Niagara and After? » dans Robert Saunders (dir.), *Shooting Niagara and After? The Second Reform Act and its World*, Oxford, Wiley-Blackwell, 2017, p. 9.

⁹²⁵ M. Cowling, *1867 Disraeli, Gladstone and Revolution*, *op. cit.* ; F.B. Smith, *The Making of the Second Reform Bill*, *op. cit.*

⁹²⁶ J.E.K. Murkens, « Unintended Democracy », art cit, p. 363.

Grey⁹²⁷, du « *representative government* » de John Stuart Mill, du « *cabinet government* » de Bagehot ou encore du « *constitutional government* » d'Edward Cox⁹²⁸. Certes, certaines attaques anti-réforme sont dans la continuité de 1832, plusieurs ayant peur de déstabiliser l'équilibre constitutionnel en donnant trop de pouvoir à l'élément démocratique. Mais de nouvelles craintes émergent plus précisément : l'idée d'une législation de classe (*class legislation*), d'une domination de la quantité sur la qualité démontre que l'enjeu n'est plus l'équilibre entre *monarchy*, *aristocracy* et *democracy*. La question est à présent de faire la distinction entre ceux qui méritent le vote et ceux et celles qui ne le méritent pas : de différencier entre le peuple et la populace, entre la nation et la *mob*. Comme l'illustre un dictionnaire de 1861 en définissant *democracy* à la fois comme « *centralized government of the majority* » ou « *mob rule of a population*⁹²⁹ », l'heure est aux tensions connotatives et dénotatives. Elles ne seront pas résolues facilement.

5.2.1 *Democracy* et peur de la « *class tyranny* »

En 1857, alors que la question de la réforme parlementaire refait surface⁹³⁰, James Lorimer⁹³¹ publie un ouvrage intitulé *Political Progress Not Necessarily Democratic*. Invoquant les grands noms de la philosophie politique classique (Platon, Aristote, Cicéron), il avance que leurs craintes en ce qui concerne la démocratie sont d'autant plus justifiées dans une société moderne, « *when the demos includes the whole body of the people*⁹³² » et non plus seulement une minorité d'hommes libres. Malgré ces appréhensions, Lorimer admet que la Grande-Bretagne a pris une direction démocratique et qu'une réforme du suffrage est nécessaire. Celle-ci doit être guidée par deux principes négatifs, limitant à la fois les tendances démocratiques et

⁹²⁷ 1799-1882. MP de 1832 à 1874. Ministre whig à plusieurs reprises entre 1841 et 1866.

⁹²⁸ 1809-1879. Avocat et éditeur de nombreux journaux. Candidat conservateur en 1856 et 1866.

⁹²⁹ Hyde Clarke, *A New and Comprehensive Dictionary of the English Language*, Londres, John Weale, 1861, p. 106.

⁹³⁰ R. Saunders, *Democracy and the vote in British politics, 1848-1867, op. cit.*, p. 4.

⁹³¹ 1818-1890. Avocat écossais, professeur de droit public et international.

⁹³² James Lorimer, *Political Progress Not Necessarily Democratic: Or Relative Equality the True Foundation of Liberty*, Londres, Williams and Norgate, 1857, p. 131. Souligné dans l'original.

aristocratiques : 1 — il ne peut s'agir d'un « *suffrage which simply sums up the individual opinions of the citizens* » et 2 — « *that no suffrage can permanently represent the whole powers of the state which excludes any portion of the citizens from participation in direct political power*⁹³³. » Toute extension du suffrage doit être complète, universelle, mais tout en préservant la hiérarchie sociale :

*In one word, if the direct power of the democratic element must be increased by an indefinite extension of the suffrage, then the balance of the powers which go to make up the constitutional state can be preserved only by recognising more fully, through means of the suffrage also, the other social influences*⁹³⁴.

La rupture avec les réformistes de la première moitié du 19^e siècle est à souligner. Pour Lorimer, l'équilibre politique entre *democracy* et *aristocracy* ne doit pas être maintenu par des institutions en conflit, ou par une assemblée représentant à la fois des intérêts populaires et aristocratiques, comme c'est le cas dans la *theory of mixed government*. C'est à travers le suffrage qu'il faut trouver un moyen de contrebalancer le nombre de la masse avec la supériorité de l'élite. Suivant Aristote et son analyse du gouvernement « timocratique », il propose de jumeler suffrage universel masculin adulte et cens d'éligibilité élevé pour les MPs, afin de conjuguer nombre et richesse. En bref, puisque seuls ceux qui possèdent un certain niveau de propriété peuvent espérer être élus aux Communes, cela garantit le maintien d'une assemblée aristocratique, peu importe le caractère démocratique de l'électorat⁹³⁵.

L'ouvrage de Lorimer est symptomatique d'un basculement de l'imaginaire politique britannique. Dans la seconde moitié du 19^e siècle, la solution au problème de l'inclusion d'acteurs marginalisés (les classes populaires, les femmes) n'est plus conçue en termes d'un contre-pouvoir aristocratique. Certes, certains conservateurs continueront de défendre la Chambre des Lords comme rempart contre la « marée démocratique » qui avance. Mais globalement, rares sont ceux qui proposent un

⁹³³ *Ibid.*, p. 227,229.

⁹³⁴ *Ibid.*, p. 234. Nous soulignons.

⁹³⁵ *Ibid.*, p. 242. Ce texte s'inscrit dans le débat sur l'abolition du cens d'éligibilité, adoptée en 1858.

retour à un gouvernement mixte⁹³⁶. L'enjeu est surtout de trouver, à travers différentes modulations du suffrage, une manière d'éviter le gouvernement de la majorité, du plus grand nombre, pour atteindre le gouvernement de tous en préservant l'influence de l'élite (sociale ou intellectuelle)⁹³⁷. C'est ce que reflète l'obsession victorienne avec la question de la législation de classe et les moyens électoraux de prévenir cette dérive.

L'idée de *class legislation* reprend le concept de tyrannie de la majorité mise de l'avant par Tocqueville, en y ajoutant une dimension sociale plus explicite. Dans un système où le vote est ouvert à tous, les classes populaires, étant de loin les plus nombreuses, obtiendraient l'ensemble du pouvoir politique, écrasant ainsi les minorités. Ceci est particulièrement inquiétant aux yeux de plusieurs auteurs libéraux qui s'alarment des pulsions illibérales des masses. Tant J.S. Mill dans ses *Thoughts on Parliamentary Reform* (1859) et *On Liberty* (1859), que Thomas Hare⁹³⁸ et son *Election of Representatives* (1859), John Austin⁹³⁹ et dans son *Plea for the Constitution* (1859) ou Bagehot dans différents essais, articulent d'une manière ou d'une autre la peur d'une tyrannie démocratique de la majorité, qui viendrait nier le pouvoir de l'élite⁹⁴⁰. Ces auteurs s'inscrivent généralement dans une tradition constitutionnaliste (Mill, Austin), mais aussi parfois républicaine (Bagehot)⁹⁴¹. Il

⁹³⁶ H. te Velde, « Democracy and the Strange Death of Mixed Government in the Nineteenth Century », art cit, p. 54-55.

⁹³⁷ G. Conti, *Parliament the Mirror of the Nation*, op. cit. Je tiens à souligner que cette section – et cette thèse – étaient en grande partie écrites quand l'ouvrage de Conti a été publié. Mes analyses complètent et contredisent donc parfois son propos.

⁹³⁸ 1806-1891. Avocat, grand défenseur du mode de scrutin proportionnel.

⁹³⁹ 1790-1859. Avocat, ami de Bentham, théoricien du positivisme juridique.

⁹⁴⁰ John Austin, *A Plea for the Constitution*, Londres, John Murray, 1859, 56 p ; Walter Bagehot, *Parliamentary Reform: An Essay*, Londres, Chapman and Hall, 1859, 58 p ; Walter Bagehot, *The History of the Unreformed Parliament and its Lessons*, Londres, Chapman and Hall, 1861, 43 p ; Walter Bagehot, *The English Constitution*, Londres, Chapman and Hall, 1867, 348 p ; Thomas Hare, *The Machinery of Representation*, Londres, W. Maxwell, 1857, 54 p ; Thomas Hare, *A Treatise on the Election of Representatives, Parliamentary and Municipal*, Londres, Longman, Brown, Green, Longmans & Roberts, 1859 ; John Stuart Mill, *Thoughts on Parliamentary Reform*, Londres, John W. Parker and Son, 1859 ; John Stuart Mill, *On Liberty*, Londres, John W. Parker and Son, 1859.

⁹⁴¹ Catherine Hajdenko-Marshall, « Le républicanisme paradoxal de Walter Bagehot (1826-1877) », *E-rea*, 15 octobre 2003, 1.2.

s'agit également d'un enjeu pour plusieurs penseurs de tendance conservatrice, qui cherchent à rendre le gouvernement britannique populaire, mais non démocratique⁹⁴².

Au niveau de la philosophie politique, c'est toutefois l'ouvrage de Mill, *Considerations on Representative Government* (1861) qui cristallise le mieux cette anxiété. J.S. Mill y défend l'idée qu'un régime politique doit à la fois améliorer la vertu et l'intelligence de ses citoyens, tout en poursuivant le bien commun. Ainsi,

*The ideally best form of government is that in which the sovereignty, or supreme controlling power in the last resort, is vested in the entire aggregate of the community; each citizen not only having a voice in the exercise of that ultimate sovereignty, but being, at least occasionally, called on to take an actual part in the government, by the personal discharge of some public function, local or general*⁹⁴³.

Il faut noter que pour J.S. Mill, ce type de gouvernement représentatif n'est pas systématiquement qualifié de *democracy*. Si l'expression « *representative democracy* » apparaît à de multiples reprises dans l'ouvrage, la différence entre un régime représentatif et un régime représentatif démocratique n'est pas explicitement conceptualisée par J.S. Mill.

Par contre, ce dernier oppose clairement vraie et fausse démocratie, particulièrement afin d'éviter les dangers d'une législation de classe. Ainsi, selon J.S. Mill,

two very different ideas are usually confounded under the name democracy. The pure idea of democracy, according to its definition, is the government of the whole people by the whole people, equally represented. Democracy as commonly conceived and hitherto practised, is the government of the whole people by a mere majority of the people, exclusively represented. The former is synonymous with the equality of all citizens; the latter [...], is a government of privilege, in favour of the numerical

⁹⁴² Anon., *Reform: Look Before You Leap*, Londres, J. Ridgway, 1859, 60 p ; George Harris, *The True Theory of Representation in a State*, Londres, Longman, Brown, Green, Longmans, and Roberts, 1857, 152 p ; One of the middle class, *A Few Practical Suggestions on Electoral Reform and the Ballot*, Londres, W. Tweedie, 1854, 18 p ; Augustus Granville Stapleton, *Suggestions for a Conservative and Popular Reform in the Commons House of Parliament*, Londres, Hatchard, 1850, 58 p.

⁹⁴³ John Stuart Mill, *Considerations on Representative Government*, Londres, Parker, Son and Bourn, 1861, p. 53.

*majority, who alone possess practically any voice in the State*⁹⁴⁴.

Ce faisant, il distingue la « *false democracy* », caractérisée par le pouvoir de la majorité et donc la législation de classe, de la « *real democracy* », où toutes les classes ont voix au chapitre. La vraie démocratie doit permettre notamment à l'élite intellectuelle d'obtenir une part du pouvoir politique, afin d'élever le débat. Pour ce faire, il propose l'adoption du mode de scrutin proportionnel développé par Hare, soit le scrutin à vote unique transférable⁹⁴⁵. Les détails de cette méthode sont moins importants que ses effets : pour Mill, en garantissant une représentation des minorités, elle offre une caution plus solide que la Chambre des Lords contre les excès d'un gouvernement de classe⁹⁴⁶.

Si la postérité a fait de J.S. Mill un « éminent Victorien » démocratique⁹⁴⁷, son impact immédiat en ce qui concerne le mot *democracy* est plus difficile à saisir. La distinction qu'il opère entre règne de la majorité et représentation des minorités est commune chez les auteurs libéraux de l'époque. Elle se retrouve par exemple, durant les années 1850, dans la différence entre « l'opinion publique », à laquelle le gouvernement devait réagir, et la volonté de la « populace » majoritaire, à laquelle il fallait résister⁹⁴⁸. Au même moment, en France, la transformation de la Seconde République en un régime despotique via le suffrage universel et les plébiscites de Napoléon III démontre le gouffre qui sépare le « *limited, responsible government of the British tradition and a democratic franchise*⁹⁴⁹. » La *democracy* est le règne de la

⁹⁴⁴ *Ibid.*, p. 132. Nous soulignons.

⁹⁴⁵ Ce système offre la possibilité aux électeurs de classer des candidat-e-s selon leurs préférences. Les candidatures ayant obtenu un certain quota de voix sont élues. Les votes redondants sont alors transférés au deuxième choix des électeurs, et ainsi de suite. Un tel système est à la fois proportionnel et permet un choix pour l'électeur-trice. Puisque qu'aucun vote n'est « perdu », il permet aux populations minoritaires de s'assurer que leurs voix seront prises en compte.

⁹⁴⁶ J.S. Mill, *Considerations on Representative Government*, *op. cit.*, p. 234.

⁹⁴⁷ Frank Prochaska, *Eminent Victorians on American Democracy: The View from Albion*, Oxford, Oxford University Press, 2014, chap. 2.

⁹⁴⁸ R. Saunders, *Democracy and the vote in British politics, 1848-1867*, *op. cit.*, p. 93-94.

⁹⁴⁹ *Ibid.*, p. 140.

majorité — pauvre — tandis qu'un bon régime représentatif permet à toutes les classes d'accéder au pouvoir, sans prépondérance de la masse.

La distinction de J.S. Mill entre « *real and false democracy* » ne sera pas reprise par ses contemporains. Ce qu'il nomme la fausse démocratie, caractérisée par la tyrannie de la majorité, reste tout simplement la *democracy*, un régime politique connoté négativement, pour la plupart des auteurs britanniques. Ici, c'est Thomas Erskine May⁹⁵⁰, plus que J.S. Mill, qui est représentatif du *zeitgeist* britannique. En 1863, il publie une *Constitutional History of England*, qui oppose la liberté anglaise à la démocratie continentale : « *[i]t is this remarkable condition that has distinguished English freedom, from democracy. Public opinion is expressed, not by the clamorous chorus of the multitude: but by the measured voices of all classes, parties, and interests*⁹⁵¹. » C'est une analyse qui renvoie à celle des ouvrages de référence de l'époque, où *democracy* reste associé à Athènes et aux États-Unis, et *representative government* à la Grande-Bretagne⁹⁵². Dans un manuel scolaire intitulé *Our Constitution* (1867), Alexander C. Ewald⁹⁵³, examine les quatre pouvoirs à l'œuvre en Grande-Bretagne : *Crown, Lords, Commons* et la Presse. Mais s'il est question du pouvoir de l'opinion publique, cela n'est pas synonyme de démocratie pour lui⁹⁵⁴. L'année suivante, Ewald publie *The Last Century of Universal History*, manuel

⁹⁵⁰ 1815-1886. Greffier aux Communes, connu pour ses traités de théorie constitutionnelle.

⁹⁵¹ Thomas Erskine May, *The Constitutional History of England Since the Accession of George the Third: 1760-1860*, Londres, Longman, Green, Longman, Roberts & Green, 1863, vol. 2/2, p. 253.

⁹⁵² William Chambers et Robert Chambers (dir.), *Chambers's Encyclopaedia: A Dictionary of Universal Knowledge for the People, with Maps and Numerous Wood Engravings*, Londres, W. and R. Chambers, 1862, vol. 10/3, p. 483 ; John Craig, *The Universal English Dictionary, Comprising the Etymology, Definition, and Pronunciation of All Known Words in the Language*, Londres, Routledge, Warne and Routledge, 1861, vol. 2/1, p. 521 ; J. R. McCulloch et Frederick Martin, *A Dictionary, Geographical, Statistical, and Historical*, Londres, Longmans, Green, 1866, vol. 4/ ; Thomas Wright (dir.), *The Royal Dictionary-Cyclopaedia, for Universal Reference*, Londres, Londres Printing and Publishing Company, 1862, vol. 5/1, p. 737 ; Thomas Wright (dir.), *The Royal Dictionary-Cyclopaedia, for Universal Reference*, Londres, Londres Printing and Publishing Company, 1862, vol. 5/2, p. 70.

⁹⁵³ 1842-1891. Fonctionnaire britannique, auteur de plusieurs livres d'histoire.

⁹⁵⁴ Alex Charles Ewald, *Our Constitution: An Epitome of Our Chief Laws and System of Government*, Londres, F. Warne and co., 1867, 352 p.

d'histoire dans lequel *democracy* est employé en référence à la Révolution française ou aux États-Unis, mais n'est pas utilisé en lien avec des événements politiques britanniques⁹⁵⁵.

Cette connotation négative et illibérale associée au mot *democracy* explique en partie que la majorité des mouvements réformistes des années 1860 se tiennent à l'écart du terme. Tant la *National Reform Union*, fondée en 1864 par des libéraux, que la *Reform League*, créée postérieurement par d'anciens chartistes et des syndicalistes, n'articulent pas leurs demandes en utilisant un vocabulaire démocratique⁹⁵⁶. C'est le cas de bien des réformistes. Ainsi, John Robert Taylor⁹⁵⁷ prend position en faveur d'un suffrage masculin adulte au nom du principe que « *taxation without representation [is] tyranny*⁹⁵⁸ », sans parler de *democracy* pour autant — un discours qui fait donc directement écho à celui des révolutionnaires étatsuniens du 18^e siècle. Frederick Denison Maurice⁹⁵⁹, un socialiste chrétien, défend une posture similaire, affirmant par ailleurs que c'est dans le caractère respectable des classes populaires que se trouve « *the best and most effectual guarantees against mob dictation*⁹⁶⁰. » On pourrait multiplier les exemples d'apologie d'une réforme sans référence à la *democracy*⁹⁶¹. Même John Bright, bien que qualifié de *democrat* par Mill⁹⁶² et

⁹⁵⁵ Alexander Charles Ewald, *The Last Century of Universal History*, Londres, F. Warne & Company, 1868, 644 p.

⁹⁵⁶ National Reform Union, *Parliamentary Reform; Report of Proceedings Held in the Free Trade Hall, Manchester, May 15th and 16th, 1865.*, Manchester, Printed for the National Reform Union, 1865.

⁹⁵⁷ Inconnu. Président du *Londres Mechanic Institute*.

⁹⁵⁸ John Robert Taylor, *Registered residential Manhood Suffrage and the Ballot. In a series of letters addressed to the Public Press*, Londres, James George Taylor, 1865, p. 21.

⁹⁵⁹ 1805-1872. Théologien anglican, auteur de plusieurs ouvrages à tendance socialiste.

⁹⁶⁰ Frederick Denison Maurice, *The Workman and the Franchise: Chapters from English History on the Representation and Education of the People*, Londres, A. Strahan, 1866, p. 233.

⁹⁶¹ John Collins, *Two Essays on Constitutional Reform*, Londres, Longman, Green & Co, 1859, 72 p ; WJ, *Suggestions on Reform, Manhood Suffrage Consistent with the Equal Representation of All Classes*, Londres, W. Macintosh, 1866 ; Thomas Chisholm Anstey, *Plea of the Unrepresented Commons for Restitution of Franchise. An Historic Enquiry*, Londres, William Ridgway, 1866, 154 p ; Thomas Chisholm Anstey, *On Some Supposed Constitutional Restraints upon the Parliamentary Franchise*, Londres, Office of the Social Science Association, 1867, 48 p.

⁹⁶² J.S. Mill, *Considerations on Representative Government, op. cit.*, p. 191.

considéré comme le porte-parole des couches populaires à Westminster, continue d'entretenir un rapport timoré avec le mot *democracy*⁹⁶³. En fait, tout comme lors de ses années à l'*Anti-Corn Law League*, il préfère éviter le terme. S'il défend une extension du suffrage et un redécoupage de la carte électorale, il prend soin de le faire selon des principes constitutionnalistes et non pas démocratiques. Dans ses discours, quand il emploie *democracy*, c'est généralement parce qu'il cite ses adversaires conservateurs, preuve que le mot reste leur chasse gardée⁹⁶⁴.

Si plusieurs des réformistes évitent d'utiliser un vocabulaire démocratique, d'autres vont aller jusqu'à opposer *Reform* et *Democracy*⁹⁶⁵. Dès 1859, H.G. Grey prend position pour une réforme explicitement antidémocratique : le point crucial à ses yeux est de « *secure the adoption of a just and well-considered plan of Reform, instead of one based upon the principle of ultra-democracy*⁹⁶⁶. » En 1865, Lorimer publie un nouvel ouvrage, qui prône le constitutionnalisme, soit un régime représentatif qui reflète les différents intérêts qui composent la nation. Attaquant Mill, il affirme la *democracy* « *is the government of a class, or that that class, as matters stand, is an uncultivated one*⁹⁶⁷. » Encore, une fois, la peur de la « *class tyranny* » de la multitude ignorante règne.

L'année 1867 voit la publication de maints pamphlets favorables à une réforme parlementaire, mais critiques de la démocratie. E. Cox dans *Representative Reform* pose que le choix n'est pas entre le *statu quo* et une réforme, mais entre « *Constitutional Government and Democracy; between Liberty protected by Law, and*

⁹⁶³ A. Briggs, *Victorian People*, *op. cit.*, p. 201.

⁹⁶⁴ John Bright, *Speeches on Parliamentary Reform*, Manchester, John Heywood, 1866, p. 15;42;56 ; John Bright, *Public Addresses*, Londres, Macmillan and Co., 1879, p. 47.

⁹⁶⁵ John Maxwell, *True Reform: Or Character a Qualification for the Franchise*, Édimbourg, Thomas Constable and Co.

⁹⁶⁶ Henry George Grey, *Parliamentary Government Considered with Reference to a Reform of Parliament: An Essay*, Londres, R. Bentley, 1858, p. 147.

⁹⁶⁷ James Lorimer, *Constitutionalism of the Future; or, Parliament the Mirror of the Nation*, Londres, Longmans, Green, Reader & Dyer, 1865, p. 118.

*the most hideous and intolerable of all despotisms, the tyranny of a Majority*⁹⁶⁸. » Des paroles similaires à ceux d'Andrew Anderson⁹⁶⁹, qui propose un système visant à éviter « *the danger of class legislation* » en donnant un nombre de voix égales à l'aristocratie, la classe moyenne et les classes populaires, affirmant en conclusion qu'il faut choisir : « *between the courses that might lead to the conservation and enlargement of constitutional liberty, and those which can only lead to Democratic ascendancy*⁹⁷⁰. » Dans un autre texte, Anderson offre une définition plus explicite de cette *democracy* qu'il oppose au constitutionnalisme, à savoir

*in using [Democracy and Democratic], I merely mean to designate that state of civil society in which the paramount ruling power is possessed by the masses of the people. [...] The chief power in the hands of the masses is the state of matters which must apparently be the inevitable result [of lowering the franchise]*⁹⁷¹.

Masses ou classes, il est clair que le terme *democracy* reste connoté négativement, et que peu vont défendre une réforme en son nom.

L'exception à cette règle provient d'un ancien chartiste⁹⁷², Ernest Charles Jones⁹⁷³. En 1867, celui-ci publie le texte d'une conférence visant à réfuter la position de John Stuart Blackie, un intellectuel radical écossais⁹⁷⁴. Ce dernier défend une réforme qui oscille entre principes oligarchiques et démocratiques, car, suivant Aristote, il affirme que « *oligarchy is wrong; democracy is wrong. They are both extremes, and both*

⁹⁶⁸ Edward William Cox, *Representative Reform: Proposal for a Constitutional Reform Bill*, Londres, Law Times Office, 1867, p. vi.

⁹⁶⁹ Auteur inconnu.

⁹⁷⁰ Andrew Anderson, *Sounding in Political Waters: An Inquiry into the Principles of Parliamentary Representation*, Londres, W. Blackwood, 1867, p. 22, 30.

⁹⁷¹ Andrew Anderson, *The Rock Ahead: A Few Thoughts on Parliamentary Reform; the Claims of the Working Classes; Democracy; Etc.*, Londres, W. Blackwood, 1867, p. 17-18.

⁹⁷² Sur le rôles des Chartistes comme passeurs de mémoire dans le mouvement réformiste, voir Antony Taylor, « "The Old Chartist": Radical Veterans on the Late Nineteenth- and Early Twentieth-Century Political Platform », *History*, 2010, vol. 95, n° 4, p. 458-476.

⁹⁷³ 1819-1869. Auteur et poète, figure chartiste et du radicale importante. Voir Miles Taylor, *Ernest Jones, Chartism, and the Romance of Politics 1819-1869*, Oxford, Oxford University Press, 2003, 304 p.

⁹⁷⁴ 1809-1895. Juriste, auteur de livres sur la Grèce Antique. Voir Stuart Wallace, *John Stuart Blackie: Scottish Scholar and Patriot*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2006, 353 p.

*despotisms. Oligarchy is the cold, cunning, secret despotism of the few over the many; democracy is the hot, violent, overbearing despotism of the many over the few*⁹⁷⁵. » Jones réplique par un plaidoyer démocratique mesuré : différenciant entre masse et peuple, il insiste que

*[Blackie] assumed throughout that democracy meant the rule of the working classes, to the exclusion of all others; and then he reasoned as though the working classes were a mob, the ochlos, and not the demos. [...] Democracy means not the rule of a class, but of a nation – it embraces all, it tempers one class with another – it does not exclude the peer or the prince; on the contrary, it embraces them, it harmonises them – a peerage may flourish in its midst, and a throne is but the representative of one of its highest and noblest forms. There may be democracy under a king as well as under a president [...]*⁹⁷⁶.

La défense de Jones est intéressante à plusieurs égards. Tout d'abord parce qu'il reprend en partie le vocabulaire des réformistes antidémocratiques. Ainsi, un régime dirigé par la *mob*, l'*ochlos*, est aussi à ses yeux problématique⁹⁷⁷ — mais un tel régime n'est pas une vraie *democracy*, qui doit inclure toute la nation, tout le *demos*. On retrouve donc la distinction de J.S. Mill entre tyrannie de la majorité et inclusion de toutes les classes. De plus, Jones affirme que la démocratie est compatible avec l'aristocratie et la monarchie. Loin du modèle du régime mixte, on constate ici que le sens social de *democracy*, comme société égalitaire, tend à rendre le terme conciliable avec une plus grande variété de régimes politiques.

Au cours de sa défense de la démocratie, Jones se livre à une vibrante apologie en faveur de la républicaine étatsunienne, seul pays à surpasser la Grande-Bretagne en

⁹⁷⁵ John Stuart Blackie, *On Democracy: A Lecture Delivered to the Working Men's Institute, Edinburgh, on the 3d January, 1867*, Édimbourg, Edmonston & Douglas, 1867, p.22.

⁹⁷⁶ Ernest Charles Jones, *Democracy Vindicated: A Lecture Delivered in Reply to Professor Blackie's Lecture on Democracy*, Londres, Ridgway, 1867, p.5. Nous

⁹⁷⁷ Une position similaire à celle de George Jacob Holyoake, réformiste libéral, qui avance, citant J.S. Mill à l'appui que « *He is not a democrat, but an anarchist, who insists that the vote of the most ignorant shall count for as much as that of the most highly educated class in the community.* » George Jacob Holyoake, *The Liberal Situation: Necessity for a Qualified Franchise*, Newcastle Upon Tyne, Daily Chronicle Office, 1865, p.9-10.

termes de libertés et de bonheur⁹⁷⁸. Encore une fois, l'ancien chartiste est ici l'exception plutôt que la règle. La place des États-Unis dans les débats réformistes des années 1860 a été analysée par Saunders, qui affirme que « *the prevailing view of America in 1867 remained one of crisis, acting not as an engine of franchise reform but as a constraint upon its scope*⁹⁷⁹. » En effet, la piètre qualité des hommes politiques étatsuniens et la Guerre de Sécession contribuent à faire des États-Unis un contre-exemple aux yeux de la plupart des Britanniques. Si certain-e-s mettent ces faiblesses sur le dos du peuple étatsunien et de sa jeunesse, plusieurs pointent du doigt les institutions démocratiques comme source de ces problèmes. Ainsi, presque tous les auteurs mentionnés précédemment iront de leur petite critique envers la démocratie des États-Unis⁹⁸⁰. D'autres seront encore plus explicites, tel Charles Adderley⁹⁸¹, parlementaire conservateur, qui publie en 1867 un pamphlet au titre évocateur : *Europe Incapable of American Democracy*. Il y propose une théorie historico-géographique, où l'Asie est associée à la monarchie, l'Europe à l'aristocratie et les États-Unis à la démocratie⁹⁸². Quant à ceux qui, comme J.S. Mill ou Bright, oseront à un moment donné reconnaître certains mérites aux États-Unis et à leur démocratie⁹⁸³, ils seront taxés de vouloir « américaniser » les institutions britanniques⁹⁸⁴.

⁹⁷⁸ E.C. Jones, *Democracy Vindicated*, *op. cit.*, p. 14.

⁹⁷⁹ R. Saunders, « Let America Be the Test », art cit.

⁹⁸⁰ A. Anderson, *The Rock Ahead*, *op. cit.* ; W. Bagehot, *Parliamentary Reform*, *op. cit.*, p. 34 ; J.S. Blackie, *On Democracy*, *op. cit.*, p. 54 ; John Stuart Blackie, *On Forms of Government: A Historical Review and Estimate of the Growth of the Principal Types of Political Organism in Europe*, Londres, Whittaker, 1867, p.17 ; H.G. Grey, *Parliamentary Government Considered with Reference to a Reform of Parliament*, *op. cit.*, p. 139 ; F.D. Maurice, *The Workman and the Franchise*, *op. cit.*, p. 225-226.

⁹⁸¹ 1814-1905. MP de 1841 à 1878, il obtient différents postes de fonctionnaire entre 1858 et 1878.

⁹⁸² Charles Bowyer Adderley, *Europe Incapable of American Democracy: An Outline Tracing of the Irreversible Course of Constitutional History*, Londres, E. Stanford, 1867, p.4.

⁹⁸³ F. Prochaska, *Eminent Victorians on American Democracy*, *op. cit.*, p. 2 ; Loren Reid, « John Bright: Spokesman for America », *Western Speech*, 30 décembre 1974, vol. 38, n° 4, p. 233-243 ; Goldwin Smith, « The Experience of the American Commonwealth » dans *Essays on Reform*, Londres, Macmillan, 1867, p. 217-238.

⁹⁸⁴ An Old Whig, *Americanisation - a Letter to John Stuart Mill*, Londres, Robert John Bush, 1866, 16 p.

Certes, d'autres exemples de régimes considérés comme démocratiques, tels que la Suisse ou l'Australie, seront parfois mobilisés pour défendre une réforme parlementaire⁹⁸⁵. Mais dans l'ensemble, la plupart des réformistes britanniques continuent d'éviter le terme *democracy*. Dans un contexte de transformations socioéconomiques qui mettent à mal le pouvoir de l'aristocratie foncière et voient une nouvelle élite industrielle s'élever, les critiques réformistes vont plutôt attaquer le caractère aristocratique du régime britannique. Cette critique ne les amène cependant pas à défendre la démocratie, conçue ici comme le règne des masses. Leur objectif est l'inclusion des membres respectables des classes laborieuses, afin d'obtenir une plus grande harmonie sociale, tout en évitant une prépondérance populaire ou la domination d'une richissime élite, considérée comme facilement apte à corrompre le peuple⁹⁸⁶. Comme le résume Sidney Dobell⁹⁸⁷ : « *we want not a democracy [...] nor a plutocracy*⁹⁸⁸. » Une position qui est au diapason de celles que l'on retrouve alors à Westminster.

5.2.2 Westminster : « *Popular rights, not democratic privileges* »

Dans l'enceinte parlementaire, le virage le plus spectaculaire concernant l'utilisation du mot *democracy* dans les années 1860 est celui des radicaux et libéraux. Dans les années 1830, les whigs avaient refusé l'étiquette de *democrats*. Par la suite, le chartisme avait mené à une réaction antidémocratique chez plusieurs parlementaires. C'est seulement à partir des années 1860 que certains MPs s'approprient positivement le terme. Une adoption que l'on peut qualifier de tardive, surtout face aux États-Unis et la France où une partie importante de la classe politique se dit démocratique dès les

⁹⁸⁵ James Bryce, « The Historical Aspect of Democracy » dans *Essays on Reform*, Londres, Macmillan, 1867, p. 239-278 ; Charles Henry Pearson, « On the Working of Australian Institutions » dans *Essays on Reform*, Londres, Macmillan, 1867, p. 239-278.

⁹⁸⁶ Francis William Newman, *On the Philosophical Classification of National Institutions*, Londres, Trübner & Co., 1867, p. 16.

⁹⁸⁷ 1824-1874. Poète et réformiste du Gloucestershire, notamment défenseur des droits des femmes.

⁹⁸⁸ Sydney Dobell, *Of Parliamentary Reform: A Letter to a Politician*, Londres, Chapman and Hall, 1866, p. 12.

années 1830⁹⁸⁹. Cette acceptation du mot par certains députés britanniques n'est ni totale ni majoritaire, mais elle est tout de même significative. On retrouve d'ailleurs une dynamique similaire dans la presse périodique, où, comme l'illustre la Figure 5.6, pour la première fois, ce ne sont pas les titres conservateurs qui dominent en termes d'usage du vocabulaire démocratique. Certes, on peut encore lire en 1865 dans la *Quarterly Review*, que « *discontent, insurrection, civil war itself, will, in the long run, produce no worse dangers than absolute or unrestrained democracy*⁹⁹⁰ ». Cette déclaration de Robert Gascoyne-Cecil⁹⁹¹, futur Marquis de Salisbury et premier ministre conservateur, souligne que la théorie du gouvernement mixte est toujours un référent déterminant. Mais dans le même texte, utilisant l'argument de la mise en danger, il mentionne l'importance d'éviter une réforme qui donnerait la majorité des Communes aux classes populaires. Encore une fois c'est la peur d'une législation de classe qui hante les écrits conservateurs sur la *democracy*.

⁹⁸⁹ F. Dupuis-Déri, *Démocratie, histoire politique d'un mot*, op. cit.

⁹⁹⁰ Robert Gascoyne-Cecil, « Parliamentary Reform », *Quarterly Review*, avril 1865, vol. 117, n° 234, avr. 1865p. 540-574p. 570.

⁹⁹¹ 1830-1903. Fils d'un aristocrate terrien, élu MP conservateur en 1853, secrétaire d'État pour l'Inde (1866-1867, 1874-1878), il devient Leader des conservateurs en 1881. Dernier Premier ministre (1885-1886, 1886-1892, 1895-1902) à siéger dans les Lords, il accueille les unionistes en 1886 et assoit ainsi la domination tory.

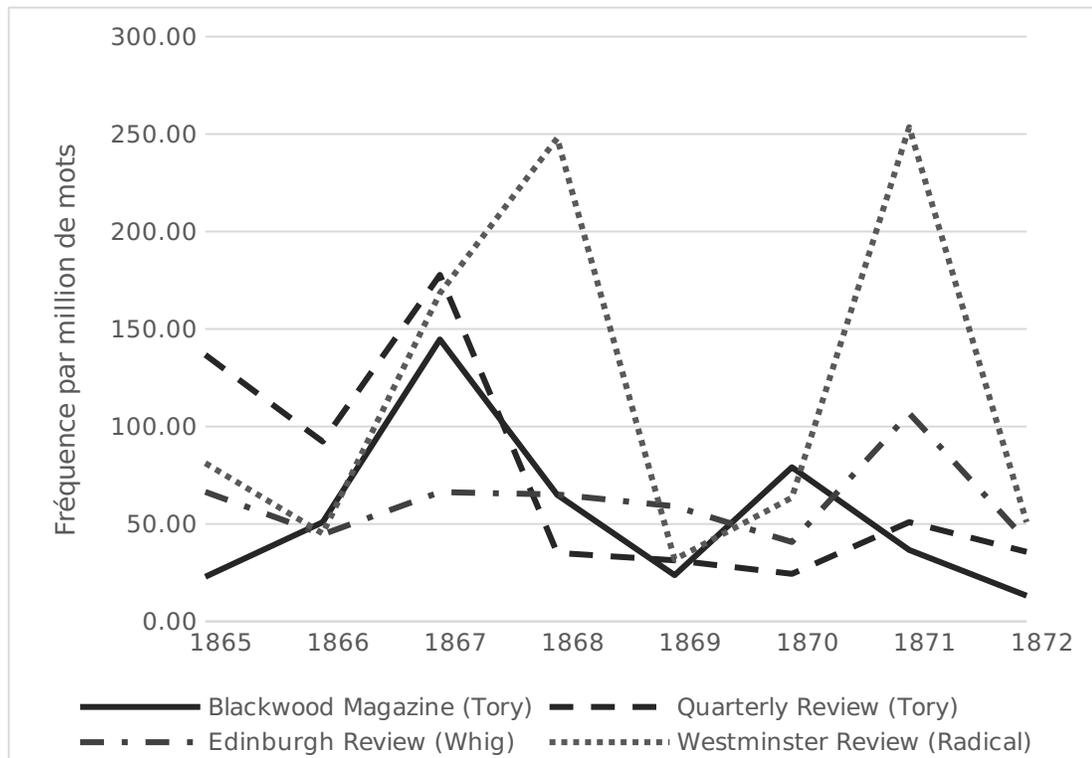


Figure 5.6 — « *democra** » dans la presse périodique britannique, 1865-1872

Dans les débats sur les propositions de réforme parlementaire qui marquent chacune des années 1865, 1866 et 1867, on retrouve donc à la fois des usages positifs et négatifs de *democracy*. Si la majorité des parlementaires continuent d'avoir la *democracy* en horreur, cela ne signifie pas qu'ils rejettent une participation politique accrue de la part de la population. Encore plus qu'en 1830, l'enjeu ici est de distinguer entre peuple et populace, entre populaire et démocratique.

Un discours proréforme de Gladstone prononcé en avril 1866 à Liverpool illustre bien l'ambivalence croissante des politiciens vis-à-vis du terme *democracy*. Alors qu'il est Chancelier de l'Échiquier et leader du gouvernement libéral dans les Communes, Gladstone commente le fait que la réforme est souvent qualifiée de *democratic* :

The word “democracy” has very different senses. If by democracy be meant liberty, if by democracy be meant the extension to each man in his own sphere of every privilege and of every franchise that he can exercise with advantage to himself and with safety to the State – then I must confess I don’t see much to alarm us in the word democracy. But if by democracy be meant the enthroning of ignorance against knowledge, the setting up of vice in opposition to virtue, the disregard of rank, the forgetfulness of what our fathers have done for us, indifference or coldness with regard to the inheritance we enjoy, then, Gentlemen, I for one – and I believe for all I have the honour to address – am it that sense the enemy of democracy⁹⁹².

Équilibrant l’analyse de Tocqueville avec celle de Burke, Gladstone n’embrasse ni ne rejette catégoriquement la *democracy*⁹⁹³. D’un côté la dimension sociétale de la démocratie est vue positivement, comme la création d’une société civile égalitaire et libre. De l’autre, il rappelle qu’au niveau politique cela ne saurait se traduire par une égalisation du pouvoir et par un renversement de l’ordre établi. Pour Patrick Joyce, la position de Gladstone est symptomatique du passage d’un discours sur les droits naturels et historiques (caractéristique tant du républicanisme à la Paine que du constitutionnalisme à la Burke) à un discours moraliste. Ce dernier pose « *the embodiment of the people as the moral law, as well as the law of improvement*⁹⁹⁴. » Ce double langage de Gladstone, définissant *democracy* à la fois comme une extension raisonnable du droit de vote ou au contraire comme une intronisation de l’ignorance, doit être compris dans un contexte où les réformateurs ont du mal à distinguer *democracy* du règne de la multitude.

Pour plusieurs opposants d’une réforme parlementaire, c’est précisément parce qu’une telle mesure est démocratique qu’elle doit être évitée. En 1866, face à la proposition de réforme du gouvernement Russell, une partie des libéraux se rebellent.

⁹⁹² William Ewart Gladstone, *Speeches on Parliamentary Reform in 1866*, Londres, John Murray, 1866, p. 86.

⁹⁹³ Roland Quinault, « Gladstone and Parliamentary Reform » dans David William Bebbington et Roger Swift (dir.), *Gladstone Centenary Essays*, Liverpool, Liverpool University Press, 2000, p. 83 ; Roland Quinault, *British Prime Ministers and Democracy: From Disraeli to Blair*, Londres, Bloomsbury, 2011, p. 52.

⁹⁹⁴ P. Joyce, *Democratic Subjects*, *op. cit.*, p. 1998.

Les Adullamites (surnommés ainsi par Bright⁹⁹⁵), comptant notamment dans leurs rangs William Henry Gregory⁹⁹⁶, Edward Horsman⁹⁹⁷, Samuel Laing⁹⁹⁸ et Robert Lowe⁹⁹⁹, s'opposent à toute réforme, car cela impliquerait de transformer la Grande-Bretagne en une démocratie¹⁰⁰⁰. Et ce changement est à leurs yeux préjudiciable à la constitution du pays, puisque cela signifierait la tyrannie de la majorité pauvre. Comme l'indique Laing, en attaquant directement Gladstone :

Surely the classical recollections of the Chancellor of the Exchequer must tell him that democracy was neither liberty on the one hand, nor was it vice or ignorance on the other; it was a very simple, definite thing – the supremacy of numbers, it was that political constitution under which all possessed votes of equal importance¹⁰⁰¹.

Un angle d'attaque qui sera repris à l'identique par Lowe quelques jours plus tard :

Does not the right honourable gentleman know what Democracy is? Whatever we learnt at Oxford, we learnt that Democracy was a form of government in which the poor, being many, governed the whole country, including the rich, who were few, and for the benefit of the poor¹⁰⁰².

Cette définition de la *democracy* en tant que suprématie du nombre résonne avec la peur de nombreux députés de la législation de classe.

On constate à ce point que la théorie du gouvernement mixte n'est plus nécessairement prégnante pour ces libéraux anti-réforme. Selon eux, la *democracy* implique un régime politique où les masses dominant et s'oppose au régime représentatif, ou parlementaire, qui doit équilibrer en son sein même les différents

⁹⁹⁵ Qui, parlant de Lowe, affirmera qu'il s'était « *retired into what may be called his political Cave of Adullam* », en référence à la grotte d'Adullam, lieu biblique où David prend refuge.

⁹⁹⁶ 1816-1892. Écrivain anglo-irlandais. MP de 1842 à 1847 et 1857 à 1872.

⁹⁹⁷ 1807-1876. MP libéral modéré de 1836 à 1876, Secrétaire en chef pour l'Irlande (1855-1857).

⁹⁹⁸ 1812-1897. Administrateur de compagnies de chemin de fer, puis auteur d'ouvrages sur l'impact de la science. MP libéral à plusieurs reprises entre 1852 et 1885.

⁹⁹⁹ 1811-1892. MP libéral de 1852 à 1880. Figure importante du Parti libéral, il fut notamment Chancelier de l'Échiquier (1868-1873) et ministre de l'Intérieur (1873-1874).

¹⁰⁰⁰ R. Saunders, *Democracy and the vote in British politics, 1848-1867, op. cit.*, p. 201.

¹⁰⁰¹ Samuel Laing, HC Deb 13 avril 1866, vol. 182, col 1310

¹⁰⁰² Robert Lowe, HC Deb 26 avril 1866 vol. 182, col 2095. Nous soulignons.

intérêts et opinions de la société. Cependant, même si les références directes au gouvernement mixte disparaissent, certains éléments conceptuels perdurent. L'opposition entre *the few* et *the many* qu'effectue Lowe, implique toujours une peur du peuple social, de *the democracy* face à l'élite. Dans sa perspective, un bon régime politique doit à tout prix éviter la domination d'une classe sur les autres, reformulant ainsi l'idée d'équilibre si chère à *mixed theory of government*.

Faisant écho aux préoccupations libérales de l'époque, plusieurs des Adullamites vont également mettre de l'avant le caractère autoritaire, voire illibéral des démocraties. Ainsi, en mars 1866, Matthew Henry Marsh¹⁰⁰³, nie explicitement « *that democracy had been favourable to human freedom or progress*¹⁰⁰⁴ », tandis que Horsman avance que « *there is an irreconcilable enmity between democracy and freedom*¹⁰⁰⁵ ». En avril, Lowe, utilisant encore une fois la figure de l'effet pervers, rappelle à ses collègues que « *it is an old observation that every democracy is in some respect similar to a despotism*¹⁰⁰⁶. » Un mois plus tard, Lowe reviendra à la charge, affirmant que la réforme proposée risque de faire augmenter les coûts de campagne pour les candidats. Ainsi, elle favoriserait l'émergence d'une classe politique ploutocratique, abusant de ses ressources financières pour séduire l'électorat, créant une « *plutocracy working upon a democracy*¹⁰⁰⁷ ». L'attaque n'a rien d'original, mais on constate de nouveau que la démocratie, comme régime politique, est considérée comme une façade derrière laquelle se cache le pouvoir d'une minorité, ici les riches. Alors que l'on assiste à une lente transformation de la classe politique britannique, les accusations de connivence entre radicaux *democrats* et libéraux *plutocrats* seront récurrentes chez les torys¹⁰⁰⁸.

¹⁰⁰³ 1810-1881. Éleveur en Australie, défenseur de l'autonomie coloniale. MP de 1857 à 1868.

¹⁰⁰⁴ Matthew Henry Marsh, HC Deb 12 mars 1866, vol. 182, col 60.

¹⁰⁰⁵ Horsman, HC Deb 12 mars 1866, vol. 182, col 112.

¹⁰⁰⁶ Lowe, HC Deb 26 avril 1866, vol. 182, col 2106.

¹⁰⁰⁷ Lowe, HC Deb 31 mai 1866, vol. 183, col 1629.

¹⁰⁰⁸ Voir Robert Montagu, HC Deb 4 juin 1866, vol. 183, col 1836 ; Alexander Beresford Hope HC Deb 18 mars 1867, vol. 186, col 71 ; HC Deb 27 juin 1867, vol. 188, col 631.

On peut souligner que l'impact de ces déclarations dépasse l'enceinte parlementaire. Tant les discours des conservateurs Lowe et Disraeli, que ceux des libéraux Gladstone et Bright, sur la question de la réforme seront regroupés et publiés dans des ouvrages destinés au grand public en 1867¹⁰⁰⁹. Considérant que les deux premiers emploient le terme *democracy* de manière péjorative alors que les seconds l'évitent, son sens connotatif reste largement négatif.

Toutefois, cette rhétorique réactionnaire ne doit pas cacher les évolutions en cours. Au contraire de 1832, l'usage négatif de *democracy* par les antiréformistes va être fortement contesté. Parfois à l'extérieur de l'enceinte parlementaire, à la manière de George Charles Brodrick¹⁰¹⁰, qui attaque l'utilisation que fait Lowe du vocabulaire démocratique¹⁰¹¹. Mais aussi au sein même des *Commons* : alors que certains députés vilipendent la *democracy*, on en voit plusieurs embrasser le mot. Par exemple, Mill, récemment élu en 1865, est cohérent avec la position prise dans ses *Considerations* : il affirme que la représentation des minorités est un principe démocratique qui mérite d'être défendue. Selon, lui « *on the principle of democracy above all, the representation of minorities appears to me an absolutely necessary part of any representative constitution [..]*¹⁰¹². » Par ailleurs, tout comme lors des débats du *First Reform Act*, les libéraux contestent les usages de démocratie des conservateurs. Austen Layard¹⁰¹³ se plaint du « *bugbear of democracy*¹⁰¹⁴ » inventé par l'opposition, tandis que John Coleridge¹⁰¹⁵ commente le fait que Lowe cite uniquement les écrits de

¹⁰⁰⁹ J. Bright, *Speeches on Parliamentary Reform*, op. cit. ; Benjamin Disraeli, *Parliamentary Reform: A Series of Speeches*, Londres, Longmans, Green, and Company, 1867, 500 p ; W.E. Gladstone, *Speeches on Parliamentary Reform in 1866*, op. cit. ; Robert Lowe, *Speeches and Letters on Reform*, Londres, John Robert Bush, 1867, 216 p.

¹⁰¹⁰ 1831-1903. Historien, journaliste et essayiste.

¹⁰¹¹ George Charles Brodrick, « The Utilitarian Argument Against Reform, as Stated by Mr. Lowe » dans *Essays on Reform*, Londres, Macmillan, 1867, p. 1-26.

¹⁰¹² Mill, HC Deb 31 mai 1866, vol. 183, col 1592. Un argument réitéré l'année suivante par Henry Fawcett (HC Deb 5 juillet 1867, vol. 188, col 1086).

¹⁰¹³ 1817-1894. Archéologue de formation, MP libéral (1852-1857 ; 1860-1870), puis diplomate.

¹⁰¹⁴ Austen Layard, HC Deb 16 avril 1866, vol. 182 col 1452.

¹⁰¹⁵ 1820-1894. Avocat et juge, il est élu MP libéral en 1863, avant de devenir Lord Chief Justice (1880-1894)

Tocqueville critiques de la *democracy*, alors que ce dernier en est aussi un partisan¹⁰¹⁶.

Preuve de la période de transition que représentent ces débats, on voit également des partisans du gouvernement mixte faire un usage positif de *democracy*. Ainsi, le libéral James Moncreiff¹⁰¹⁷ alors *Lord Advocate*, lie explicitement les Communes comme élément démocratique au bon fonctionnement du gouvernement représentatif. Selon lui,

representative government was government by numbers; and if he did not mistake the House of Commons was simply an embodiment of democracy; for democracy meant the government of the people; and if the Members of the House of Commons did not represent them he did not know who did. He used that term as a distinction from oligarchy and government by classes. Our government was not a democracy, but a mixed government of Lords and Commons. The oligarchical element was entirely excluded. He ventured to say that his doctrine had never been gainsaid by any writer on the Constitution – namely, that the House of Commons was an embodiment of democracy – an embodiment of government by numbers¹⁰¹⁸.

Ce faisant, Moncreiff utilise à la fois *democracy* dans le sens de classes populaires (que les Communes représentent), mais aussi d'élément au sein d'un régime mixte visant à éviter la domination d'une classe en particulier. Dans le même souffle, il souligne que sa position n'implique pas un suffrage universel : après tout le vote est un privilège et non un droit.

Ces innovations sémantiques et conceptuelles ne sont pas que le fait de libéraux. Quelques mois plus tôt, on avait pu voir Edward Bulwer-Lytton, devenu conservateur se déclarer favorable à la démocratie comme régime politique : « *I am not one of those who have an abstract and absolute horror of democracy, and who can only speak of it in the language we apply to something monstrous and abnormal. I*

¹⁰¹⁶ John Coleridge, HC Deb, 4 juin 1866, vol. 183 col 1862.

¹⁰¹⁷ 1811-1895. Juriste, MP de 1851 à 1869. Il occupe différents postes judiciaires entre 1850 et 1869.

¹⁰¹⁸ James Moncreiff, HC Deb 1^{er} juin 1866, vol. 183, col 1766.

*recognize democracy as one of the genuine and legitimate forms of national polity*¹⁰¹⁹. » Certes, certains conservateurs avaient employé *democracy* positivement auparavant — notamment Disraeli dans les années 1830¹⁰²⁰. Mais à Westminster, de tels éloges avaient été rares. Inévitablement, dans un retournement classique de la mise en danger, Bulwer-Lytton termine son discours en affirmant que si la *democracy* peut être un régime légitime, elle serait toutefois désastreuse pour le la Grande-Bretagne (« *if there be a country in the world in which democracy would be a ruinous experiment, it is surely a country like England*¹⁰²¹ »), mais le changement est néanmoins significatif.

Plus intéressante encore est la déclaration du Vicomte Royston¹⁰²², lui aussi conservateur, sur la question de la réforme et de sa limite. Selon lui :

*The question for the House to decide was whether they were prepared for the governing power of the country to be thrown into the hands of the democracy. Although he had no fear of the horrors which it had been predicted would follow such a result, yet he certainly could not see, if they once reduced the franchise, where they were to stop. For his own part, he would rather give his vote to extend the franchise to every householder in the kingdom who paid taxes, because there would be some finality in that principle, than support this Bill, which laid down no basis for a final settlement*¹⁰²³.

On voit donc ici un MP conservateur articuler distinctement la thèse de Saunders évoquée précédemment. Royston veut une réforme qui repose sur un principe clair, qui lie représentation politique et contribution fiscale. Il ne craint pas en tant que telle la *democracy* (au sens des classes populaires), mais plutôt une extension infinie du droit de vote, implicite dans la proposition de 1866. Comme mentionné, l'alliance des

¹⁰¹⁹ Edward Bulwer-Lytton, HC Deb 13 avril 1866 vol. 182, col 1244.

¹⁰²⁰ J. Innes, M. Philp et R. Saunders, « The Rise of Democratic Discourse in the Reform Era », art cit. Sur la relation complexe de Disraeli avec le terme *democracy*, voir R. Saunders, *Democracy and the vote in British politics, 1848-1867, op. cit.*, p. 68-75.

¹⁰²¹ Bulwer-Lytton HC Deb 13 avril 1866, vol. 182, col 1244. Lowe, un an auparavant, y était allé d'une déclaration similaire (HC Deb 3 mai 1865 vol. 178, col 1437).

¹⁰²² 1836-1897. Charles Yorke, MP conservateur (1865-1873), puis Earl of Hardwicke.

¹⁰²³ Charles Yorke, HC Deb 26 avril 1866 vol. 182, col 2133.

conservateurs et des libéraux anti-réforme (les Adullamites), fini par défaire la proposition de réforme du gouvernement Russel et porter au pouvoir Lord Derby.

Celui-ci, poussé à la fois par la mobilisation réformiste et une volonté de couper l'herbe sous le pied des libéraux, propose un projet de réforme conservateur¹⁰²⁴. Son cheminement et ses effets ont été évoqués précédemment, mais c'est le rôle du mot *democracy* qui nous intéresse ici. Disraeli, devenu Chancelier de l'Échiquier, présente explicitement la réforme comme une mesure *popular* et surtout pas *democratic*. Pour lui, *popular privileges* et *democratic rights*

*are not similar. More than that, they are contrary. Popular privileges are consistent with a state of society in which there is great inequality of condition. Democratic rights, on the contrary, demand that there should be equality of condition as the fundamental basis of the society which they regulate*¹⁰²⁵.

Une fois encore, *people* et *democracy* se trouvent en opposition. Tout comme les whigs en 1832, les conservateurs défendent leur *Reform Bill* en établissant une ligne de démarcation entre d'un côté un régime parlementaire constitutionnel, compatible avec la société de classes britannique, et de l'autre une *democracy* politique et sociale basée sur l'égalité.

Cette distinction, dans la lignée des déclarations précédentes, est même adoptée par certains radicaux. En mars 1867, Bright affirme qu'il a toujours considéré que la partie la plus pauvre des classes laborieuses, « *the residuum* » devrait être exclue du droit de vote¹⁰²⁶. Cette déclaration marque une différenciation entre le peuple en tant que communauté politique et les couches inférieures du corps social. Cette distinction se répercute au niveau du vocabulaire politique dans l'antinomie entre un régime populaire et un régime démocratique.

¹⁰²⁴ R. Saunders, *Democracy and the vote in British politics, 1848-1867, op. cit.*, p. 243.

¹⁰²⁵ Benjamin Disraeli, HC Deb 18 mars 1867, vol. 186, col 6-7. Nous soulignons

¹⁰²⁶ John Bright, HC Deb March 26th 1867, vol. 186, col 637. See also S.C. Alexander, « The Residuum, Victorian Naturalism, and the Entropic Narrative », art cit.

En fait, la séparation entre *democratic* et *popular* est cruciale dans les débats de 1867 et en particulier dans l'argumentaire de Disraeli. Ce dernier, en position minoritaire, doit empêcher l'opposition libérale de s'unir contre la proposition du gouvernement, tout en évitant toute défection dans ses propres rangs¹⁰²⁷. Il défend notamment sa réforme contre certains de ses collègues conservateurs qui considèrent la mesure comme trop *democratic*¹⁰²⁸. Répondant aux remarques de Newdegate sur « *the evils of democracy* », Disraeli déclare :

*That word "democracy" is an awful word. I despair of getting a definition of it even from hon. Gentlemen opposite [...]. We, however, are of opinion that the borough qualification we propose is one which will work advantageously. We are of opinion that it is far from being a democratic qualification, if by that he means that the populace is to be the ruler of all things*¹⁰²⁹.

Ici encore, Disraeli utilise la distinction entre un gouvernement représentatif, où le peuple est incarné dans le Parlement, et la démocratie, où règne la populace.

Au final, selon les parlementaires britanniques, deux critères permettent de différencier ceux qui font partie du peuple politique : le sexe et la propriété¹⁰³⁰. Le premier est explicite depuis 1832 : le droit de vote est réservé aux hommes. Mais 1867 voit cette discrimination réaffirmée. Certes, depuis la publication de *The Enfranchisement of Women* d'Harriet Taylor Mill¹⁰³¹ en 1851, elle est contestée par certaines¹⁰³². En 1866 une première pétition de 1 500 signatures, demandant le droit de vote aux femmes est présentée au Parlement. En mai 1867, J.S. Mill propose un amendement visant à remplacer le terme « *male* » par « *person* », défendant ainsi une

¹⁰²⁷ R. Saunders, *Democracy and the vote in British politics, 1848-1867*, op. cit., p. 253-257.

¹⁰²⁸ Voir notamment les attaques de Beresford Hope (HC Deb 12 avril 1867 vol. 186 col 1603-1608) et de Newdegate (HC Deb 17 juin 1867 vol. 187 col 1951-1952).

¹⁰²⁹ Disraeli, HC Deb 17 juin 1867, vol. 187, col 1983.

¹⁰³⁰ Le *Reform Act* ne s'applique qu'à la Grande-Bretagne, et les questions raciales ou plus largement impériales ne jouent qu'un rôle mineur dans cet épisode, Voir Alex Middleton, « The Second Reform Act and the Politics of Empire », *Parliamentary History*, 2017, vol. 36, n° 1, p. 82-96.

¹⁰³¹ 1807-1858. Auteure et militante pour le droit des femmes, influence importante sur J.S. Mill.

¹⁰³² Harriet Taylor Mill, « The Enfranchisement of Women », *The Westminster Review*, juillet 1851, vol. 55, n° 109, juill. 1851p. 289-311p.

extension du suffrage « *which can give no umbrage to the keenest asserter of the claims either of properly or of numbers*¹⁰³³ ». Bien que 75 MPs (principalement libéraux) y soient favorables, 195 s’y opposeront, confirmant de la sorte le caractère masculin du *Reform Act*¹⁰³⁴. Ceci ouvre cependant la porte à une contestation grandissante : à partir de 1867, des motions cherchant à étendre le droit de vote aux femmes seront régulièrement déposées — et rejetées. Certaines femmes obtiendront toutefois le droit de vote lors des élections municipales et scolaires dans les années 1870¹⁰³⁵. Nous explorerons plus en détail les rapports qu’entretient le mouvement suffragiste britannique avec le vocabulaire démocratique dans le chapitre suivant.

Le second critère, la possession d’un certain niveau de propriété et le paiement d’impôts, précède lui aussi 1867. En accordant le droit de vote aux hommes s’acquittant de leurs taxes locales, le *Second Reform Act* repose explicitement sur un principe compatible avec l’imaginaire parlementaire. Loin d’une limite arbitraire, en octroyant des *popular privileges* à ceux qui payent des impôts, la réforme distingue entre un gouvernement populaire et une *democracy*, entre le peuple et la populace. Le premier mérite d’être inclut « *under the pale of the Constitution*¹⁰³⁶ », tandis que la seconde est source de désordres démocratiques. Si pour quelques parlementaires, le *Reform Act* peut être vu comme démocratique, pour la majorité il est populaire, mais surtout pas démocratique. Pour beaucoup, *democracy* reste un terme connoté négativement, un régime politique instable aux tendances égalitaristes.

¹⁰³³ Mill, HC Deb 20 mai 1867, vol. 187, col 817.

¹⁰³⁴ Ann Robson, « No Laughing Matter: John Stuart Mill’s Establishment of Women’s Suffrage as a Parliamentary Question », *Utilitas*, mai 1990, vol. 2, n° 1, p. 88-101.

¹⁰³⁵ H. Cunningham, *The Challenge of Democracy*, *op. cit.*, p. 76.

¹⁰³⁶ Gladstone, HC Deb 11 mai 1864, vol. 175, col 324.

5.3 Socialistes et conservateurs : ennemis, mais *democrats*

Après la vigueur des débats constitutionnels des années 1860, le vocabulaire démocratique connaît un certain recul dans les années 1870. Tant dans l'enceinte parlementaire que dans les périodiques, le terme *democracy* et ses dérivés sont moins utilisés, avant de réapparaître à la fin de la décennie. Ainsi en 1878, à la suite de la parution de *Democracy in Europe* d'Erskine May (1877), plusieurs auteurs discutent longuement de la question démocratique. Dans cet ouvrage May reprend en partie l'analyse tocquevillienne, voyant la *democracy* comme « *the political power, or influence, of the people, under all forms of government*¹⁰³⁷ », mais aussi comme la force politique de l'avenir, associée à la civilisation et la liberté. Alors que dans les années 1860, il était critique de la *democracy*, en 1877, May applique le qualificatif de *democratic* à la Grande-Bretagne de manière positive, même s'il admet que le régime lui-même n'est pas complètement démocratique¹⁰³⁸. Un tel changement de position est symptomatique de l'évolution du mot *democracy* à travers la société britannique.

C'est durant les années 1880 que *democracy* s'impose de manière positive en Grande-Bretagne, malgré quelques résistances¹⁰³⁹. La forme démocratique devient de plus en plus floue sur le plan institutionnel, puisque depuis les années 1860, l'opposition entre *democracy*, *monarchy* et *aristocracy* au sens de régimes politiques s'atténue. À la fin de la période, il est clair pour plusieurs auteurs que la constitution britannique, avec ses institutions monarchiques et aristocratiques, peut être *democratic*, sans être républicaine pour autant¹⁰⁴⁰. En ce sens, *democracy* dénote

¹⁰³⁷ Thomas Erskine May, *Democracy in Europe: A History*, Londres, Longman, Green & Co, 1877, vol. 2/1, p. vi.

¹⁰³⁸ Joanna Innes, « Erskine May's Democracy in Europe (1877) », personal communication, 2017.

¹⁰³⁹ M. Bentley, *Politics Without Democracy, 1815-1914*, *op. cit.*, p. 177, 184.

¹⁰⁴⁰ Charles Anthony, *Popular Sovereignty: Being Some Thoughts on Democratic Reform*, Londres, Longman & Co, 1880, 230 p ; Richard R. Cherry, *Democratic Progress: An Address Delivered in the Dining Hall of Trinity College, Dublin*, Brown & Nolan, 1882 ; Arthur Crump, *A Short Enquiry into the Formation of Political Opinion from the Reign of the Great Families to the Advent of Democracy*,

davantage un type de société particulier (égalitaire, industrielle, urbanisée) et moins un type de régime spécifique. Comme le résume James A. H. Murray¹⁰⁴¹, dans son *New English Dictionary*, *democracy* est à la fois un gouvernement

*in which the sovereign power resides in the people as a whole, and is exercised either directly by them (as in the small republics of antiquity) or by officers elected by them. In modern use, often more vaguely denoting a social state in which all have equal rights, without hereditary or arbitrary differences of rank or privilege*¹⁰⁴².

On peut étudier cette normalisation du vocabulaire démocratique en analysant les deux côtés du spectre politique. D'une part, avec la montée des forces socialistes, l'expression « *social democracy* » va prendre son envol, tant chez ses partisans que ses adversaires. Référant souvent aux partis socialistes européens et britanniques, ces termes impliquent un dépassement de la forme uniquement politique de la démocratie. Loin de se réduire au suffrage universel, la *democracy* implique un ensemble de mesures sociales plus ou moins définies (logements ouvriers, journée de travail de huit heures, etc.). D'autre part, une section des forces conservatrices va mettre de l'avant l'idée d'une *Tory Democracy*, synonyme d'un Parti conservateur proche des intérêts des classes populaires. Controversé, ce tournant démontre l'acceptation graduelle du terme *democracy* en Grande-Bretagne, même par les forces historiquement les plus antidémocratiques.

5.3.1 *Social-Democracy* : une démocratie politique et sociale

S'il est complexe de dater les débuts du socialisme britannique, il ne fait aucun doute qu'à partir des années 1870, le mouvement est en pleine effervescence. Pour Mark Bevir, entre 1870 et 1914, on peut y distinguer trois tendances : marxiste, fabienne et

Londres, Longman, 1885, 294 p ; George Harwood, *The Coming Democracy*, Londres, Macmillan, 1882, 400 p ; James Russel Lowell, *On Democracy: Inaugural Address on Assuming the Presidency of the Birmingham and Midland Institute*, Londres, Macmillan, 1887 ; William Foster Vesey Fitzgerald, *Democracy in the Old World and the New*, Londres, Kegan Paul, Trench & Company, 1884, 214 p.

¹⁰⁴¹ 1837-1915. Lexicographe et philologue écossais, éditeur du *Oxford English Dictionary*.

¹⁰⁴² James A.H. Murray (dir.), *A New English Dictionary on Historical Principles: Founded Mainly on the Materials Collected by the Philological Society*, Oxford, Clarendon Press, 1897, vol. 9/3, p. 183.

éthique¹⁰⁴³. À la première on peut rattacher des organisations comme la *Social-Democratic Federation* (1881-1911), la *Socialist League* (1885-1901) et des individus tels que Henry Hyndman¹⁰⁴⁴, Ernest Belfort Bax¹⁰⁴⁵ et William Morris¹⁰⁴⁶. La seconde évoque la *Fabian Society* (1884) et les noms de George Bernard Shaw¹⁰⁴⁷ et de Sidney Webb¹⁰⁴⁸ et Beatrice Potter Webb¹⁰⁴⁹. La troisième, plus diffuse, peut être associée à la *Fellowship of the New Life* (1883-1898) et à Edward Carpenter¹⁰⁵⁰. Malgré leurs divergences, Bevir identifie chez tous ces socialistes un penchant commun pour la « *progressive justice, radical democracy, and a new life*¹⁰⁵¹. » Considérant que les conceptions politiques des socialistes éthiques sont plus éparses, se concentrant généralement sur une série de principes moraux (sobriété, pacifisme, végétarisme) devant guider l'action individuelle, nous focalisons notre analyse sur les usages du mot *democracy* dans les discours marxistes et fabiens.

Les débats sur la question de la *democracy* chez les socialistes s'inscrivent dans une réflexion plus large sur la stratégie politique à adopter. L'enjeu déterminant porte sur la nature des revendications à mettre de l'avant : politiques ou sociales ? Schématiquement, pour une bonne partie des forces radicales jusqu'à la fin du 19^e siècle, c'est l'État qui pose problème. Pour la majorité des chartistes, ainsi que pour les républicains des années 1860 et 1870, c'est parce que l'État est aux mains d'une minorité — aristocratique, puis oligarchique — que les classes populaires subissent oppression et exploitation. À l'inverse, pour d'autres chartistes, et par la suite pour une majorité de socialistes, le cœur du problème est social : c'est une

¹⁰⁴³ Mark Bevir, *The Making of British Socialism*, Princeton, Princeton University Press, 2011, 368 p.

¹⁰⁴⁴ 1842-1921. D'origine aristocratique, journaliste de formation, il fonde et dirige la SDF.

¹⁰⁴⁵ 1854-1926. Auteur de plusieurs ouvrages de philosophie et d'histoire, il sera aussi un fervent antiféministe.

¹⁰⁴⁶ 1834-1896. Poète, fabricant et designer textile, connu pour son engagement politique libertaire.

¹⁰⁴⁷ 1856-1950. Dramaturge d'origine irlandaise, il sera l'une des figures de proue de la *Fabian Society*.

¹⁰⁴⁸ 1859-1847. Économiste, co-fondateur de la *Londres School of Economics* (LSE), MP (1922 à 1929).

¹⁰⁴⁹ 1858-1843. Née Potter, économiste, co-fondatrice de la LSE, historienne du mouvement coopératif.

¹⁰⁵⁰ 1844-1929. Poète, philosophe et militant pour les droits des homosexuels.

¹⁰⁵¹ M. Bevir, *The Making of British Socialism*, *op. cit.*, p. 3.

répartition inégale de la propriété qui crée la pauvreté et de la misère. La réforme parlementaire ne peut être qu'un moyen politique en vue d'une fin sociale, soit la redistribution de la propriété privée. Une position aux forts accents communalistes. Ainsi, dans les années 1880, au moment où l'État britannique semble devenir de plus en plus représentatif, les socialistes se questionnent : quelle doit être la priorité ? Des mesures politiques telles que l'extension du droit de vote et l'adoption d'outils de contrôle populaire (référendum, mandat impératif) ? Ou plutôt des mesures sociales menant à la collectivisation des moyens de production ? Dans ces années de gestation du socialisme britannique, tant marxistes que fabiens hésitent entre les deux pôles¹⁰⁵².

Fondée à Londres en 1881, la *Democratic Federation* (DF) est généralement considérée comme la première organisation marxiste britannique¹⁰⁵³. Lors de sa création, elle est fortement influencée par l'héritage chartiste. Plusieurs disciples des premiers chartistes joueront un rôle crucial dans la genèse de la DF¹⁰⁵⁴. Membre fondateur et dirigeant de la fédération jusqu'à sa dissolution en 1911, Hyndman a longtemps été vu comme un *radical tory*¹⁰⁵⁵, mais Seamus Flaherty a récemment démontré les soubassements libéraux de sa pensée¹⁰⁵⁶. Au final, ce que ces origines radicales (libérales, tory ou chartistes) illustrent, c'est l'importance des enjeux politiques lors de la formation de la DF.

L'ouvrage d'Hyndman, *The Textbook of Democracy* (1881), distribué lors de la rencontre de création de la *Democratic Federation* est révélateur de cette tension entre question sociale et stratégie politique. D'un côté, il paraphrase *Le Capital*

¹⁰⁵² Jon Lawrence, « Popular Radicalism and the Socialist Revival in Britain », *Journal of British Studies*, 1992, vol. 31, n° 2, p. 163-186.

¹⁰⁵³ Logie Barrow et Ian Bullock, *Democratic Ideas and the British Labour Movement, 1880-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, chap. 1 ; M. Bevir, *The Making of British Socialism*, *op. cit.*, p. 6.

¹⁰⁵⁴ M. Bevir, *The Making of British Socialism*, *op. cit.*, p. 110-111.

¹⁰⁵⁵ *Ibid.*, p. 71.

¹⁰⁵⁶ Seamus Flaherty, « H.M. Hyndman and the Intellectual Origins of the Remaking of Socialism in Britain, 1878–1881 », *The English Historical Review*, 29 juin 2019.

(1867)¹⁰⁵⁷ de Karl Marx¹⁰⁵⁸ et contribue ainsi à diffuser ses idées en Grande-Bretagne¹⁰⁵⁹, « *a slow and difficult process*¹⁰⁶⁰ » pour Kirk Willis. De l'autre, Hyndman insiste sur la nécessité de démocratiser la constitution britannique. Récusant la notion que le *Reform Bill* de 1867 ait donné le pouvoir à la *democracy*, au sens social du terme (selon lui, l'électorat comporte plus de boutiquiers que d'ouvriers), il signale l'importance d'obtenir l'« *adult suffrage* »¹⁰⁶¹ pour décider des enjeux fiscaux¹⁰⁶². Face à l'antidémocratie de l'élite britannique, Hyndman en appelle à fonder une démocratie au sens politique via la création d'une fédération démocratique et internationale : « *Democracy, which the so-called "governing classes" jeer at as anarchy, incapacity, and self-seeking, means a close federation, first, of our own people and next of the workers of the civilized world*¹⁰⁶³. » Un autre leader de la DF, Belfort Bax, avance une position semblable :

*The three bases of modern Socialism may be said to be in Industry the direction of a democratic State to take the place of the direction of private capitalists; in Politics a universal Federal Republic to take the place of the present Nationalist system; in Religion a human ideal to take the place of theological cults*¹⁰⁶⁴.

Cette vision d'une fédération républicaine démocratique et sociale était aussi présente dans le premier ouvrage britannique sur la question de la social-démocratie :

¹⁰⁵⁷ Publié en allemand en 1867, l'ouvrage ne sera traduit et publié en Grande-Bretagne en intégralité qu'en 1887, même si des extraits sont publiés et commentés avant cette date. Voir Babak Amini, « A Brief History of the Dissemination and Reception of Karl Marx's Capital in the United States and Britain », *World Review of Political Economy*, 2016, vol. 7, n° 3, p. 335.

¹⁰⁵⁸ 1818-1883. Philosophe, économiste et révolutionnaire d'origine allemande. Il développe une théorie critique du capitalisme, amené à être remplacé par le socialisme. Il vit à Londres de 1850 à sa mort.

¹⁰⁵⁹ David McLellan, *Karl Marx: His Life and Thought*, Londres, Macmillan, 1973, p. 446.

¹⁰⁶⁰ Kirk Willis, « The Introduction and Critical Reception of Marxist Thought in Britain, 1850–1900 », *The Historical Journal*, juin 1977, vol. 20, n° 2, p. 418.

¹⁰⁶¹ À la fin du siècle, trois options existent concernant l'extension du droit de vote : 1 — le « *adult suffrage* », conférant le vote aux hommes et femmes majeurs ; 2— le « *women's suffrage* », conférant le vote aux femmes sur les mêmes bases censitaires que celles des hommes ; 3— le « *manhood suffrage* », le suffrage universel masculin. Voir S.S. Holton, *Feminism and Democracy*, *op. cit.*

¹⁰⁶² Henry Mayers Hyndman, *The Text-Book of Democracy: England for All*, Londres, E.W. Allen, 1881, p. 90,92.

¹⁰⁶³ *Ibid.*, p. 193.

¹⁰⁶⁴ Ernest Belfort Bax, « Modern Socialism », *Modern Thought*, août 1879, I, n° 8, août 1879p. 150-153p. 153.

Principles of Social Democracy, de John Sketchley¹⁰⁶⁵, publié en 1879¹⁰⁶⁶. Dans celui-ci, Sketchley affirme que la forme politique de la social-démocratie ne saurait être autre qu'une « *Social Democratic Republic, organised on the federal basis*¹⁰⁶⁷ », avec des Parlements annuels contrôlés par des assemblées primaires de citoyen-ne-s.

La *Democratic Federation* s'inscrit donc en grande partie dans la tradition républicaine, en soulignant l'importance d'un régime politique alliant représentation-mandat et participation plus large. Cependant, elle tend à s'éloigner de la figure du citoyen-producteur indépendant (artisan ou paysan), pour valoriser celle de l'ouvrier. Le premier programme de la DF, adopté en juin 1881, reflète la priorité donnée à la stratégie politique. Les huit premiers points revendiquent le suffrage adulte, des élections triennales, des circonscriptions de taille égale, le salariat pour les députés, des lois anticorruptions, l'abolition du pouvoir législatif des Lords, l'indépendance législative de l'Irlande (*Home Rule*) et une décentralisation du pouvoir. Seul le dernier élément, la nationalisation de la terre, peut être considéré comme social¹⁰⁶⁸. Pour la DF et ses dirigeants, la *democracy* est donc avant tout un régime politique, caractérisé par la répartition du pouvoir politique entre toutes les classes¹⁰⁶⁹.

En 1884, la fédération démocratique devient la *Social-Democratic Federation* (SDF), assumant clairement son tournant socialiste¹⁰⁷⁰. Un tract paru l'année précédente, *Socialism Made Plain*, illustre le changement : il n'y est plus question de *democracy*, et les demandes sont à présent sociales (logements ouvriers, éducation gratuite,

¹⁰⁶⁵ 1823-1913. Chartiste, ouvrier textile, auteur, membre de la *National Reform League*, puis anarchiste.

¹⁰⁶⁶ John Sketchley, *The Principles of Social Democracy*, Londres, Social Democratic Party, 1879.

¹⁰⁶⁷ John Sketchley, *A Review of European Society: With an Exposition and Vindication of the Principles of Social Democracy*, Londres, W. Reeves, 1884, p. 185.

¹⁰⁶⁸ L. Barrow et I. Bullock, *Democratic Ideas and the British Labour Movement*, *op. cit.*, p. 12.

¹⁰⁶⁹ Ernest Belfort Bax, « The Ideal of the Future (Part 2) », *Modern Thought*, juin 1881, III, n° 6, juin 1881p. 137-143p. ; Henry Mayers Hyndman, « Dawn of a Revolutionary Epoch », *Nineteenth Century*, janvier 1881, janv. 1881p. 1-18p.

¹⁰⁷⁰ M. Bevir, *The Making of British Socialism*, *op. cit.*, p. 119.

journée de huit heures, etc.)¹⁰⁷¹. Un pamphlet intitulé *A Summary of the Principles of Socialism* (1884), rédigé par Hyndman et Morris (qui a rejoint la DF en 1883) confirme cette tendance. De ce fait, *democracy* y est surtout utilisé pour désigner les régimes athéniens et romains, ainsi que les guildes médiévales¹⁰⁷². La question décisive n'est plus politique, mais sociale : « *forms of government, political devices, party arrangements, the devious tricks of faction, we condemn as useless or denounce as harmful*¹⁰⁷³. » À peine est-il fait mention de l'organisation de l'État selon des lignes démocratiques¹⁰⁷⁴.

Cependant, la rupture n'est pas aussi nette que l'on peut croire au premier abord. Hyndman continue de mettre de l'avant l'importance d'une démocratisation de l'État. En avril 1884, lors d'un débat avec Charles Bradlaugh¹⁰⁷⁵, il affirme que l'État :

*should be handled by salaried servants, [...] instead of being handled for the upper class and the middle class, [it] should be worked for the benefit of the workers, and for the benefit of all. (Loud applause.) We desire it not under the control of a class, but under the control of a Democracy, where every adult woman and man shall be entitled to a vote. (Hear, hear.) [...] I say that such a Democratic community as that ceases to be a State; it means an organisation for all and by all. Such an organisation we look to as the force of the future*¹⁰⁷⁶.

Cette vision de la démocratie a de forts échos chartistes, puisqu'elle voit le partage du pouvoir politique comme la fin de la domination des classes supérieures — une image déjà portée par Jones dans les années 1860.

¹⁰⁷¹ Social-Democratic Federation, *Socialism Made Plain. Being the Social and Political Manifesto of the Democratic Federation*, Londres, W. Reeves, 1883.

¹⁰⁷² Henry Mayers Hyndman et William Morris, *A Summary of the Principles of Socialism*, Londres, Press Progress, 1884, p. 6, 24.

¹⁰⁷³ *Ibid.*, p. 58.

¹⁰⁷⁴ *Ibid.*, p. 58, 60.

¹⁰⁷⁵ 1833-1891. Journaliste, républicain et athéiste. MP pour Northampton de 1880 à 1891.

¹⁰⁷⁶ Henry Mayers Hyndman et Charles Bradlaugh, *Will Socialism Benefit the English People? - A Debate*, Londres, Freethought, 1884, p. 10. Voir aussi Henry Mayers Hyndman, *Socialism and Slavery: Being an Answer to Mr. Herbert Spencer's Attack on the Social Democratic Federation*, Londres, Modern Press, 1884, 22 p.

Cet emploi de *democracy* de la part d'Hyndman peut également sembler à première vue se rapprocher de celui de Marx. Ainsi, dans *The Civil War in France* (1871), ce dernier considère que la Commune de Paris offre l'exemple d'un prolétariat prenant le contrôle de l'État et s'évertuant, à travers la création d'une république démocratique et sociale — incluant le suffrage universel, mais aussi le mandat impératif et la révocation des élus — à le démanteler. Toutefois, il existe une différence majeure entre l'analyse d'Hyndman et celle de Marx : tandis que pour le premier cette démocratisation est une fin en soi, pour le second, elle n'est que la manifestation de l'émancipation sociale des prolétaires. La Commune est « *the political form at last discovered under which to work out the economical emancipation of labor*¹⁰⁷⁷. » Or, la perspective de Hyndman est beaucoup plus politique que sociale, ce qui va créer des conflits au sein de la SDF. Dirigeant autoritaire, il va unilatéralement promouvoir une stratégie électoraliste, alors qu'une partie importante des membres s'y opposent¹⁰⁷⁸. Ces tensions éclatent au grand jour fin 1884, et plusieurs membres éminents (notamment Belfort Bax, Morris, et Eleanor Marx¹⁰⁷⁹) démissionnent et forment la *Socialist League* (SL). Cette scission permet à Hyndman de renforcer son contrôle sur la SDF et de maintenir au premier plan la question politique.

Une comparaison des usages de *democracy* de la part de la *Social-Democratic Federation* et de la *Socialist League* à partir de 1885 éclaire bien ces divergences. Le départ des courants antiparlementaristes de la SDF offre la chance à Hyndman de garder son cap électoraliste, et donc de présenter la *democracy* comme un objectif légitime. Par exemple, dans un article sur les relations entre radicaux et socialistes, il affirme que le *Reform Act* de 1884 est un pas dans la bonne direction, celle de la *democracy*¹⁰⁸⁰. Quelques années plus tard, dans un pamphlet sur Londres, il pose

¹⁰⁷⁷ Karl Marx, *Selected writings*, Indianapolis, Hackett, 1994, p. 307.

¹⁰⁷⁸ M. Bevir, *The Making of British Socialism*, op. cit., p. 81.

¹⁰⁷⁹ 1855-1898. Autrice d'ouvrages socialistes, socialiste, traductrice, fille de Karl Marx.

¹⁰⁸⁰ Henry Mayers Hyndman, « The Radicals and Socialism », *Nineteenth Century*, novembre 1885, nov. 1885p. 1-18p.

l'adoption de l'« *adult suffrage* » au niveau municipal comme préalable aux réformes sociales¹⁰⁸¹. Pour Hyndman et la SDF, la *democracy* est donc avant tout un régime politique, caractérisé par le suffrage universel, mais aussi par des mécanismes de décisions plus directs, tels que le référendum et la révocation des députés¹⁰⁸². Notons que la question du référendum et de sa place dans le discours démocratique britannique sera abordée plus en profondeur dans le chapitre suivant. Toutefois, nous pouvons déjà mentionner qu'à cette époque, les interrogations sur la législation directe, après les bouillonnements de 1848, reprennent de plus belle dans le crépuscule du 19^e siècle, tant en Europe¹⁰⁸³, qu'aux États-Unis¹⁰⁸⁴. En attendant, pour la SDF, la *democracy*, comprise comme le suffrage universel et un peu plus, est un objectif louable, à la fois comme chemin vers le socialisme, mais aussi comme fin en tant que telle¹⁰⁸⁵.

À l'inverse, la *Socialist League*, composée d'anarchistes et de socialistes révolutionnaires¹⁰⁸⁶, va se révéler très critique de la *democracy*. S'inscrivant de plus en plus dans une optique communaliste, la SL considère que la question politique est un leurre et que l'ennemi principal est la propriété privée. Leur manifeste, paru en février 1885, n'utilise pas le terme *democracy* et affiche clairement son antipolitisme : « *as to mere politics, Absolutism, Constitutionalism, Republicanism, have all been tried in our day and under our present social system, and all have alike failed in dealing with the real evils of life*¹⁰⁸⁷. » Progressivement, dans le journal de la

¹⁰⁸¹ Henry Mayers Hyndman, *A Commune for Londres*, Londres, Justice Printery, 1887, 15 p.

¹⁰⁸² L. Barrow et I. Bullock, *Democratic Ideas and the British Labour Movement*, *op. cit.*, p. 19.

¹⁰⁸³ Ian Bullock et Siân Reynolds, « Direct Legislation and Socialism: How British and French Socialists Viewed the Referendum in the 1890s », *History Workshop*, 1987, n° 24, p. 62-81 ; Massimo L. Salvadori, *Karl Kautsky and the Socialist Revolution, 1880-1938*, Londres, Verso, 1990, p. 26-40.

¹⁰⁸⁴ Paula Cossart, « Initiative, référendum, recall : Progrès ou recul démocratique ? (États-Unis, 1880-1940) » dans Marie-Hélène Bacqué et Yves Sintomer (dir.), *La démocratie participative: Histoire et généalogie*, Paris, La Découverte, 2011, p. 174-190.

¹⁰⁸⁵ James Leigh Joynes, *The Socialist Catechism*, Londres, Modern Press, 1885, 16 p.

¹⁰⁸⁶ M. Bevir, *The Making of British Socialism*, *op. cit.*, p. 102.

¹⁰⁸⁷ William Morris, « The Manifesto of The Socialist League », *Commonweal*, févr. 1885p. 1-2p. Réédité sous forme de pamphlet : William Morris et Ernest Belfort Bax, *The Manifesto of the Socialist League*, 2^e éd., Londres, Socialist League, 1885.

SL, *Commonweal*, se dessine une opposition entre les radicaux, qualifiés de *democrats*, et les socialistes. Un article de 1886 de Morris¹⁰⁸⁸, « *Whigs, Democrats and Socialists* », rappelle aux démocrates qui défendent le suffrage adulte, l'abolition des Lords et de la Couronne que ces mesures sont des moyens et non des fins. L'exemple étatsunien démontre que la *democracy* ne suffit pas pour atteindre une société réellement libre :

*A country with universal suffrage, no king, no House of Lords, no privilege as you fondly think; only a little standing army, chiefly used for the murder of red-skins; a democracy after your model; [and] a society corrupt to the core, and at this moment engaged in suppressing freedom with just the same reckless brutality and blind ignorance as the Czar of all the Russias uses*¹⁰⁸⁹.

Pour Morris, le combat entre *absolutism* et *democracy*, qui a marqué le 19^e siècle depuis la Révolution française, est en train de se solder par la victoire de cette dernière. À ses yeux, la lutte est à présent entre classes sociales, entre « *Mastership and Fellowship*¹⁰⁹⁰ ». Progressivement, sous la plume de Morris, le socialisme dépasse la démocratie, considérée comme une forme politique transitionnelle¹⁰⁹¹. C'est notamment ce qui se dégage de son ouvrage utopique *News From Nowhere* (1890), où la gestion des affaires communes est conduite par des assemblées locales et où l'ancien Parlement est transformé en « *dung market*¹⁰⁹² ». Si l'on suit Flaherty, pour qui le texte est écrit en réaction à la prise de position par les Fabiens en faveur d'une

¹⁰⁸⁸ Morris connaît dans ces années un certaine evolution, puisque qu'en 1880, il décrit son objectif comme étant « *the Democracy of Art, the ennobling of daily and common work* ». Voir William Morris, « The Beauty of Life » dans *Hopes and Fears for Art: Five lectures delivered in Birmingham, Londres, and Nottingham, 1878-1881*, Londres, Ellis & White, 1882, p.112. Sur Morris et la *democracy* avant la SL, voir aussi Edward Palmer Thompson, *William Morris: Romantic to Revolutionary*, 2^e éd., Oakland, PM Press, 2011, 848 p part 2, chap. 7.

¹⁰⁸⁹ William Morris, « Whigs, Democrats, and Socialists (I) », *Commonweal*, 26 juin 1886p. 97-98p. ; William Morris, « Whigs, Democrats, and Socialists (II) », *Commonweal*, 3 juill. 1886p. 106-107p.

¹⁰⁹⁰ William Morris, « Dawn of a New Epoch [1886] » dans May Morris (dir.), *The Collected Works of William Morris*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, vol.23, p. 122.

¹⁰⁹¹ Florence S. Boos, « William Morris's "Equality": A Critical Edition », *The Journal of Pre-Raphaelite Studies*, mars 2011, vol. 20, p.58.

¹⁰⁹² William Morris, *News from Nowhere, or an Epoch of Rest Being Some Chapters from a Utopian Romance*, 10^e éd., Londres, Longmans Green and Co, chap. 9.

voie parlementaire vers le socialisme¹⁰⁹³, on distingue alors une opposition entre Morris et les Fabiens sur la question de la *democracy*. En effet, alors que, comme nous le verrons, ces derniers considèrent que la démocratie est pratiquement réalisée en Grande-Bretagne, Morris, lui, critique de plus en plus le « *bourgeois myth of parliamentary democracy*¹⁰⁹⁴ ». Ainsi, en 1896, au cours de la réédition d'articles de *Commonweal* publiés entre 1886 et 1888, il s'attaque au « *government by party, [that] crowning sham of modern politics under the absurd title of Representative Government* » et par lequel « *the name of democracy is used to cloak an oligarchy more or less extended*¹⁰⁹⁵ ».

Cette position anti-étatique gagne en popularité au sein des mouvements révolutionnaires britanniques. Il faut noter qu'en parallèle de l'activité socialiste examinée jusqu'à présent, le mouvement anarchiste britannique se développe lui aussi¹⁰⁹⁶. Les années 1880 voient d'ailleurs l'arrivée de Pierre Kropotkine¹⁰⁹⁷ à Londres, et la publication de plusieurs de ses textes¹⁰⁹⁸. En 1886, Charlotte M. Wilson¹⁰⁹⁹ et Kropotkine fondent le journal anarchiste *Freedom*. Dans ses pages se déploie une critique de la *democracy* comme « *majority rule* » et comme système politique autant oppressant que n'importe quel despotisme étatique¹¹⁰⁰. En atteste la distinction entre *Democracy* et *Anarchism* faite dans un article paru en 1888 :

¹⁰⁹³ Seamus Flaherty, « Reappraising News from Nowhere: William Morris, J. S. Mill and Fabian Essays », *Modern Intellectual History*, octobre 2018, p. 1-30.

¹⁰⁹⁴ E.P. Thompson, *William Morris, op. cit.*, p. 465.

¹⁰⁹⁵ William Morris et Ernest Belfort Bax, *Socialism: Its Growth and Outcome*, Londres, Swan Sonnenschein, 1896.

¹⁰⁹⁶ David Goodway, *Anarchist Seeds Beneath the Snow: Left-Libertarian Thought and British Writers from William Morris to Colin Ward*, Liverpool, Liverpool University Press, 2006, p. 15 ; John Quail, *The Slow Burning Fuse: The Lost History of the British Anarchists*, Londres, Flamingo, 1978, 368 p.

¹⁰⁹⁷ 1842-1921. Scientifique russe, théoricien majeur de l'anarchisme. Exilé à Londres de 1886 à 1917.

¹⁰⁹⁸ Haia Shpayer-Makov, « The Reception of Peter Kropotkin in Britain, 1886–1917 », *Albion*, 1987, vol. 19, n° 3, p. 373-390.

¹⁰⁹⁹ 1854-1944. Brièvement membre de la FS, elle devient une théoricienne et militante anarchiste.

¹¹⁰⁰ Anon., « North-Western Spindrift on the Ethics (?) of Majority-Rule », *Freedom*, novembre 1886, vol. 1, n° 2, nov. 1886p. 3p. ; Anon., « On Majority-Rule as Make-Shift: The Afternoon Talk », *Freedom*, décembre 1886, vol. 1, n° 3, déc. 1886p. 12p. ; Anon., « Parliamentary Rule », *Freedom*, février 1887, vol. 1, n° 5, févr. 1887p. 2p.

*Democrats claim for Democracy that it means the rule of the people by themselves; but as after all everybody cannot actively rule everybody else, the administration of affairs rests with the delegates of the majority, controlled (theoretically) by the majority itself, that is, by the noisiest and most energetic portion of it. [...] Anarchism, as the word implies, is the theory of social organization on the basis of the equal freedom of all members of the community, without the recognition of any rule or authority of one man over [another]*¹¹⁰¹.

Si, comme le rappelle Bevir, le mouvement anarchiste qui se développe alors en Grande-Bretagne se distingue de l'individualisme radical à la Pierre-Joseph Proudhon¹¹⁰² ou Mikhaïl Bakounine¹¹⁰³ par son côté à la fois éthique et communaliste¹¹⁰⁴, sa lecture politique de la démocratie est par contre très similaire. La *democracy*, comme régime politique, n'offre qu'une nouvelle incarnation du « principe d'autorité », qu'il convient donc de détruire¹¹⁰⁵.

En parallèle, en 1887, Joseph Lane¹¹⁰⁶, membre de la *Socialist League*, publie *An Anti-Statist Communist Manifesto*, où il affirme que le but des socialistes révolutionnaires est « *the complete annihilation of power, until the abolition of the State whatever its form, monarchical or democratic*¹¹⁰⁷. » Bien qu'une telle position ressemble au premier abord à celle de Marx, il faut noter que durant cette période, les marxistes prennent une position plus attentiste.¹¹⁰⁸ Suivant Engels, ils avancent que l'un des résultats du processus révolutionnaire est le fait que l'État « *s'éteint*¹¹⁰⁹. » Ici Lane préconise une approche plus volontariste, qui se juxtapose à celle de Bakounine.

¹¹⁰¹ Anon., « Names and Opinions », *Freedom*, février 1888, vol. 2, n° 17, févr. 1888p. 2p.

¹¹⁰² 1809-1865. Philosophe et homme politique français, premier à se définir comme anarchiste. Misogyne notoire.

¹¹⁰³ 1814-1876. Révolutionnaire russe et théoricien de l'anarchisme, défenseur d'un socialisme libertaire.

¹¹⁰⁴ M. Bevir, *The Making of British Socialism*, op. cit., p. 276.

¹¹⁰⁵ Pierre-Joseph Proudhon, « Du principe d'autorité » dans *Idée générale de la Révolution au XIXe siècle*, Paris, Garnier frères, 1851, p. 109-191.

¹¹⁰⁶ 1851-1920. Né dans une famille ouvrière, il sera militant radical, puis socialiste. Imprimeur dans les années 1880, il est, avec Morris, l'une des figures antiparlementaires fortes de la SL.

¹¹⁰⁷ Joseph Lane, *An Anti-Statist Communist Manifesto*, Londres, W.J. Ramsey, 1887, 36 p.

¹¹⁰⁸ Guy Mor, « Whither the State? The Abolition of the State in Marx and Engels », Hebrew University of Jerusalem, 2017.

¹¹⁰⁹ Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, Chicoutimi, Les classiques des sciences sociales, 2002, p.274. Souligné dans l'original.

Cette lecture antiétatiste de la démocratie de la part d'un membre important de la SL n'est pas anodine. En effet, la tendance anarchiste au sein de la *League* gagne progressivement du terrain et prend finalement le contrôle de l'organisation en 1890¹¹¹⁰.

Se dessine donc à travers la *Socialist League* et le mouvement anarchiste, pour la première fois en sol britannique, une critique de la *democracy* dans une perspective libertaire. Le terme y est généralement compris comme synonyme de régime représentatif ou de république et associé à des procédures telles que le suffrage universel ou le référendum. Bien sûr, des auteurs britanniques avaient déjà articulé auparavant une critique de la représentation politique comme « voile spécieux »¹¹¹¹. Mais à partir de 1880, c'est la *democracy* en tant que telle qui devient une illusion, qui masque les rapports de pouvoir entre classes. Pour ces socialistes et anarchistes, le régime politique passe au second plan : la question prioritaire est celle de l'abolition de la propriété privée. Comme le résume Oscar Wilde¹¹¹² : « *All modes of government are failures. [...] High hopes were once formed of democracy; but democracy means simply the bludgeoning of the people by the people for the people*¹¹¹³. »

Cette paraphrase d'Abraham Lincoln¹¹¹⁴ par Wilde offre l'occasion de commenter l'une des définitions les plus tenaces de *democracy*. On attribue à Lincoln la définition de la démocratie comme gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Il faut d'abord souligner que dans son discours du 19 novembre 1863 à Gettysburg, Lincoln n'utilise pas le mot *democracy*. Il conclut son allocution en invitant les Étatsuniens à se mobiliser pour que « *Governments of the people, by the people, and*

¹¹¹⁰ L. Barrow et I. Bullock, *Democratic Ideas and the British Labour Movement*, op. cit., p. 24.

¹¹¹¹ J. Oswald, *Le gouvernement du peuple*, op. cit.

¹¹¹² 1855-1900. Poète et dramaturge irlandais, emprisonné pour homosexualité entre 1895 et 1897.

¹¹¹³ Oscar Wilde, « The Soul of Man under Socialism », *Fortnightly Review*, février 1891, févr. 1891p. 292-319p.301.

¹¹¹⁴ 1805-1865. Président républicain des États-Unis de 1861 à 1865, il dirige les forces unionistes dans la Guerre de Sécession et fait ratifier le 13e amendement à la Constitution, qui abolit l'esclavage.

*for the people, shall not perish from the earth*¹¹¹⁵. » L'association entre *democracy* et cette citation est donc venue plus tard. D'ailleurs, selon la littérature secondaire, ce discours passa tout d'abord relativement inaperçu, tant aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne : ce n'est que suite à la mort de Lincoln qu'il gagna en popularité¹¹¹⁶. Plus précisément, c'est surtout à partir des années 1880 que la phrase *government of the people, by the people, and for the people* s'impose¹¹¹⁷. Ainsi, tant la *Democratic Federation*, que le journal radical *Reynold's News* l'adoptent comme moto, en 1882 et 1885 respectivement¹¹¹⁸. On retrouve l'expression chez certains MPs libéraux à partir de cette époque¹¹¹⁹. Dans la presse britannique, la formule est d'abord associée au gouvernement représentatif et au républicanisme¹¹²⁰. Ce n'est que dans les années 1880 aussi que l'adéquation entre *democracy* et la citation de Lincoln devient

¹¹¹⁵ Jared Peatman, *The Long Shadow of Lincoln's Gettysburg Address*, Carbondale, Southern Illinois University Press, 2013, p. xvii. Il s'agit ici de la version de l'*Associated Press Transcription*, qui domine de 1863 au début du 20^e siècle. La version Bliss, qui s'impose par la suite, supprime le pluriel de « *governments* », et rend ainsi la phrase encore plus spécifique au contexte étatsunien.

¹¹¹⁶ Don H. Doyle, « Widely Noted and Long Remembered: The Gettysburg Address Around the World » dans Sean Conant (dir.), *The Gettysburg Address: Perspectives on Lincoln's Greatest Speech*, Oxford, Oxford University Press, 2015, p. 274-299 ; J. Peatman, *The Long Shadow of Lincoln's Gettysburg Address*, *op. cit.*

¹¹¹⁷ Dans les journaux britanniques, la phrase apparaît d'abord dans un journal radical, *The Odd Fellow*, qui critique le « *party government* » des whigs et torys et demande un « *popular government* », soit « *a government of the people, by the people, and for the people.* » (*The Odd Fellow*, Londres, 08/06/1839).

¹¹¹⁸ *Liverpool Daily Post*, Liverpool, 02/05/1882 ; J. Peatman, *The Long Shadow of Lincoln's Gettysburg Address*, *op. cit.*, p. 76.

¹¹¹⁹ Herbert Asquith, HC Deb 24 mars 1887, vol. 312 col 1400 ; George Trevelyan, HC Deb 26 février 1889, vol. 333 col 457 ; James Caldwell, HC Deb 30 mai 1889, vol. 336 col 1440.

¹¹²⁰ *Birmingham Daily Post*, Birmingham, 24/11/1865 ; *Reading Mercury*, Reading, 22/12/1866 ; *Leeds Times*, Leeds, 03/10/1868 ; *Leeds Mercury*, Leeds, 28/12/1868 ; *Reynolds's Newspaper*, Londres, 19/06/1870 ; *Newcastle Courant*, Newcastle, 30/06/1871 ; *Bolton Evening News*, Bolton, 17/01/1872 ; *Reynolds's Newspaper*, Londres, 21/01/1872 ; *Northern Echo*, Darlington, 30/07/1873 ; *Leicester Daily Post*, Leicester, 18/08/1873 ; *Sunderland Daily Echo and Shipping Gazette*, Sunderland, 30/01/1880 ; *Morning Post*, Londres, 06/08/1881 ; *Leigh Chronicle and Weekly District Advertiser*, Leigh, 11/02/1882.

systématique¹¹²¹ — une autre preuve de la période de transition que constitue cette décennie.

Au niveau conceptuel, la définition de *democracy* comme le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple implique plusieurs choses. La troisième partie est la plus facile à saisir : on y entend généralement un régime gouvernant dans l'intérêt commun. La seconde partie suscite plus d'interrogations : *by the people* peut être interprété tant dans une optique participative qu'élective. Si dans le premier cas, la démocratie est synonyme de pouvoir du peuple assemblé — dans la tradition de l'agoraphilie politique¹¹²² —, le second permet de considérer le régime représentatif comme démocratique. Finalement, *government of the people* est plus dur à interpréter. Il peut signifier que le gouvernement émane du peuple ou à l'inverse que ce dernier est dirigé, dans le sens de gouverné. Comme souvent, l'ambiguïté de la formule — ainsi que l'identité de son locuteur — est probablement ce qui explique son succès.

En revenant aux socialistes britanniques, il est révélateur que cet usage de *democracy* comme illusion émerge de la *Social-Democratic Federation* après 1884. Les élargissements successifs du droit de vote (1867, 1884) et la réforme de l'État britannique selon les principes chartistes (*Ballot Act* de 1872, loi anticorruption en 1883, redécoupage de la carte électorale en 1885) démontrent à une partie des socialistes que la structure inégalitaire de la société capitaliste dépasse la forme de l'État. Et que la *democracy*, définie comme un régime représentatif, ne pourra changer les relations de classe, qui dépendent de la sphère sociale. Comme l'explique

¹¹²¹ *South Londres Chronicle*, Londres, 21/01/1882 ; *Cambridge Independent Press*, Cambridge, 04/03/1882 ; *Morning Post*, Londres, 16/01/1884 ; *Lancaster Gazette*, Lancaster, 05/04/1884 ; *Justice*, Londres 14/06/1884 ; *Eastern Evening News*, Norwich, 18/07/1884. En 1884, James Russell Lowell, ambassadeur étatsunien, donne une conférence intitulée « *On Democracy* », qui cimente particulièrement l'association entre la citation de Lincoln et la démocratie. Le texte est repris dans la presse nationale et régionale (voir *Londres Evening Standard*, Londres 07/10/1884 comme exemple) et republié quelques années plus tard (J.R. Lowell, *On Democracy*, *op. cit.*).

¹¹²² F. Dupuis-Déri, *La peur du peuple*, *op. cit.*

Bevir : « *the experience of democracy prompted many radicals to reassess their views of the benefits it could bring. [R]adicals influenced by the republican tradition often came to a greater recognition of the relative autonomy of the social from the political*¹¹²³. » Il y a donc transition d'une perspective républicaine à une lecture communaliste. Mais comme l'illustre l'exemple des Fabiens, cette lecture des insuffisances de la *democracy* n'est pas nécessairement dominante au sein des socialistes britanniques.

Officiellement établie en 1884, la *Fabian Society* (FS) s'est toujours voulue plus près d'un cercle de réflexion que d'une organisation politique¹¹²⁴. Dans ses premières années, sa principale activité consiste en la publication et la diffusion de *Fabians Tracts*. À travers ceux-ci, les Fabiens vont progressivement mettre de l'avant une vision positive de la *democracy*, qu'ils considèrent comme pratiquement atteinte en Grande-Bretagne. L'enjeu est à présent de l'étendre à la sphère industrielle. En fait, cette transition du politique au social est caractéristique du discours Fabien. Pour Jon Lawrence, « *Fabianism retained an outlook, temperament, and language familiar to the great majority of Radicals while shifting the focus of its politics away from the critique of state parasitism toward a critique of 'social parasitism.'*¹¹²⁵ » Les Fabiens se placent donc à la fois en opposition avec la SDF (pour qui la *democracy* est encore à atteindre) et la SL et les anarchistes (pour qui elle n'est qu'illusion).

Le *Manifesto* (1884) de la *Fabian Society* n'utilise pas de vocabulaire démocratique, et propose une série de réformes sociales (nationalisation de la terre, éducation publique) pour une meilleure répartition de la richesse¹¹²⁶. Deux ans plus tard, le tract *What Socialism Is ?* précise le positionnement politique des Fabiens. On y affirme

¹¹²³ Mark Bevir, « Republicanism, Socialism, and Democracy in Britain: The Origins of the Radical Left », *Journal of Social History*, 2000, vol. 34, n° 2, p. 359.

¹¹²⁴ E. J. Hobsbawm, *Labouring Men: Studies in the History of Labour*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1964, p. 295.

¹¹²⁵ J. Lawrence, « Popular Radicalism and the Socialist Revival in Britain », art cit, p. 181.

¹¹²⁶ Fabian Society, *A Manifesto*, Londres, George Standring, 1884, 2 p.

que le gouvernement représentatif, bien qu'à la base contrôlée par la classe moyenne, est maintenant populaire, car « *[the] inevitable development of the representative system towards Democracy, have resulted in State interference on behalf of the exploited class*¹¹²⁷. » Cette idée d'une démocratie irrésistible est un trait caractéristique du socialisme fabien — et qui le différencie des groupes socialistes examinés jusqu'à présent. Alors que certains acteurs politiques conservateurs luttent encore explicitement contre l'avènement d'une *democracy*, et que plusieurs organisations décrient l'élitisme de l'appareil d'État britannique, la FS considère qu'il est à présent nécessaire d'utiliser la politique pour démocratiser l'économie.

Cette distinction entre sphère politique démocratique et sphère sociale à démocratiser se dessine particulièrement chez Sidney Webb. Dans une histoire du socialisme en Grande-Bretagne, il affirme, Tocqueville à l'appui, que « *the main stream which has borne European society towards Socialism during the past 100 years is the irresistible progress of Democracy*¹¹²⁸. » À ses yeux, les *political democrats*, qui s'imaginent que *democracy* ne signifie qu'un changement de régime politique, se trompent lourdement : ce progrès implique aussi une transformation socioéconomique d'envergure. En fait, « *the inevitable outcome of Democracy is the control by the people themselves, not only of their own political organization, but, through that, also of the main instruments of wealth production*¹¹²⁹ ». Ailleurs, Webb explicite sa position sur les rapports entre *democracy* et *socialism* : il s'agit des deux faces d'une même médaille. Selon lui, « *English collectivism will, however, inevitably be Democratic – a real 'Social democracy' instead of the mere Political Democracy which the Liberals coquet*¹¹³⁰. »

¹¹²⁷ Fabian Society, *What Socialism Is?*, Londres, George Standring, 1886, p. 6.

¹¹²⁸ Sidney Webb, « The Basis of Socialism: Historic » dans George Bernard Shaw (dir.), *Fabian Essays in Socialism*, Londres, Fabian Society, 1889, p. 33.

¹¹²⁹ *Ibid.*, p. 35.

¹¹³⁰ Fabian Society, *English Progress Towards Social Democracy*, Londres, George Standring, 1890, p. 14.

Certes, Webb tempère parfois cette idée d'une marche inévitable et conjointe de la *democracy* et du *socialism*. Mais, s'il reconnaît que la lutte contre l'oligarchie n'est pas nécessairement gagnée, c'est pour mieux réaffirmer sa vision téléologique :

*It is, of course, possible, as Sir Henry Maine and others have suggested, that the whole experience of the century is a mistake, and that political power will once more swing back into the hands of a monarch or an aristocratic oligarchy. [...] So long, however, as Democracy in political administration continues to be the dominant principle, Socialism may be quite safely predicted as its economic obverse*¹¹³¹.

Pour les fabiens, la *democracy* permet au peuple de contrôler l'État, mais elle doit être étendue au-delà de la sphère politique — d'où leur identification à la *social-democracy*. Il est d'ailleurs révélateur que dans la préface de *Fabians Essays in Socialism* (1889), auxquels contribuent les Fabien-ne-s les plus en vue, Shaw écrit : « *The writers are all Social Democrats, with a common conviction of the necessity of vesting the organization of industry and the material of production in a State identified with the whole people by complete Democracy*¹¹³². »

Bien que certaines réformes politiques soient nécessaires afin d'atteindre cette « *complete democracy* », la plupart des membres de la *Fabian Society* considèrent que la priorité est à l'amélioration des conditions de travail par la voie parlementaire. Une telle position va incidemment devenir hégémonique au sein du mouvement socialiste avec la création du *Independent Labour Party* (ILP) en 1893, et plus tard du *Labour Representation Committee* (1900). Ainsi, l'opposition entre la SDF de tendance marxiste et la FS se joue aussi au niveau des usages de *democracy* :

Whereas the SDF called for dramatic political reforms to turn the British state into a proper democracy, the Fabians and the ILP generally believed that the British state was more or less democratic and insisted that the vital task was to work through Parliament to improve the conditions of the workers. The SDF's commitment to

¹¹³¹ S. Webb, « The Basis of Socialism: Historic », art cit, p. 61.

¹¹³² George Bernard Shaw, « Preface » dans George Bernard Shaw (dir.), *Fabian Essays in Socialism*, Londres, Fabian Society, 1889, p. iv.

*radical democracy pushed it to the margins of British socialism*¹¹³³.

Cette marginalisation progressive de la SDF et de la « *radical democracy* » est toutefois trompeuse. En cette fin de 19^e siècle, l'interprétation politique de *democracy* de la part des Fabiens était loin de faire consensus.

En témoigne le texte *Merrie England* (1893) de Robert Blatchford¹¹³⁴ : vendu à plus d'un million d'exemplaires, il s'agit probablement de l'ouvrage socialiste britannique le plus influent de cette période¹¹³⁵. Dans celui-ci, Blatchford présente une défense populaire du socialisme. Il considère qu'au cœur du *socialism* et de la *democracy*, on trouve le même principe de solidarité : « *Man is a unit of society, and owes not only all that he possesses, but all that he is, to other men*¹¹³⁶. » Proche d'une interprétation fabienne, qui lie socialisme et démocratie, Blatchford en diverge toutefois par la suite en critiquant le parlementarisme britannique :

*The English Parliament of today is a Parliament of privilege. It is not a democratic body. Abolish election fees, pay your members, pass acts for granting universal suffrage, second ballot*¹¹³⁷, *and one man one vote, and you will have a Parliament elected upon democratic lines. At present there are not a dozen workmen amongst the six hundred and sixty members and then there is the House of Lords*¹¹³⁸.

Une telle analyse se rapproche de celle de la SDF, pour qui la Grande-Bretagne doit être démocratisée, particulièrement *via* le suffrage universel et d'autres mécanismes institutionnels, afin d'assurer une meilleure représentativité des *Commons*. On peut noter que l'appel à une représentation des classes laborieuses se fait particulièrement pressant dans cette période, tant sur le sol britannique que français. En France, dès la

¹¹³³ M. Bevir, *The Making of British Socialism*, *op. cit.*, p. 125.

¹¹³⁴ 1851-1943. Journaliste et auteur, il est notamment rédacteur en chef du *Clarion*.

¹¹³⁵ Gregory Claeys, *Imperial Sceptics: British Critics of Empire, 1850–1920*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 173 ; Deborah Mutch, « The Merrie England Triptych: Robert Blatchford, Edward Fay and the Didactic Use of Clarion fiction », *Victorian Periodicals Review*, 18 mai 2005, vol. 38, n° 1, p. 83-103.

¹¹³⁶ Robert Blatchford, *Merrie England*, Londres, Clarion Office, 1894, p. 75.

¹¹³⁷ Une expression renvoyant à l'idée d'un deuxième tour lors d'élections uninominales.

¹¹³⁸ R. Blatchford, *Merrie England*, *op. cit.*, p. 79-80.

Révolution, plusieurs acteurs revendiquaient déjà une représentation ouvrière à l'Assemblée¹¹³⁹, mais ces demandes se systématisent à partir des années 1860¹¹⁴⁰.

Finalement, Blatchford admet une partie des critiques socialistes du parlementarisme, en écrivant « *I am well aware that you may have a democratic parliament and not get Socialistic measures passed. We see that in America*¹¹⁴¹. » Ici, le désillusionnement par rapport à la *democracy* va main dans la main avec une vision négative des États-Unis, où les conditions de vies difficiles des classes laborieuses et un capitalisme triomphant permettent de douter du potentiel socialiste d'un régime démocratique. *Merrie England* nous offre donc une synthèse des différentes positions du mouvement socialiste durant les années 1880 : *democracy* est à la fois un état de fait (pour les Fabiens et par la suite le *Labour*), un idéal à atteindre (pour la SDF) et une dangereuse illusion (pour la SL et les anarchistes).

5.3.2 *Tory Democracy* : une démocratie conservatrice ?

Malgré cette diversité, il est clair que le vocabulaire démocratique joue un rôle de plus en plus important dans la vie politique britannique. En témoigne le ralliement d'une partie des forces conservatrices à la notion de *Tory Democracy*¹¹⁴². En 1868, un pamphlet intitulé *Benjamin Disraeli : the Past and the Future* est publié par John Skelton¹¹⁴³ sous le pseudonyme de « *A Democratic Tory* »¹¹⁴⁴. Le texte en lui-même, une défense de Disraeli et de son *Reform Bill*, ne nous intéresse pas autant que le nom

¹¹³⁹ Raymond Huard, « Histoire intellectuelle et histoire par en bas : les candidatures ouvrières de la Révolution à 1870 », *Romantisme*, 2007, n° 135, n° 1, p. 23-35 ; Pierre Rosanvallon, *Le Peuple introuvable : Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, 1998, chap. 2.

¹¹⁴⁰ Henri-Louis Tolain, « Manifeste des Soixante », *L'Opinion Nationale*, 17 févr. 1864p.

¹¹⁴¹ R. Blatchford, *Merrie England*, *op. cit.*, p. 106.

¹¹⁴² La notion a été reprise par John Medearis pour qualifier chez Joseph Schumpeter sa conception élitiste de la démocratie comme arrangement institutionnel entre élites. Notre usage ici en diffère et fait plutôt référence au conservatisme populaire de la fin du 19^e siècle. Voir John Medearis, *Joseph Schumpeter's Two Theories of Democracy*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, 2001, chap. 2.

¹¹⁴³ 1831-1897. Avocat écossais, auteur d'articles pour le conservateur *Blackwood's Magazine*.

¹¹⁴⁴ John Skelton, *Benjamin Disraeli, the Past and the Future: A Letter to John Bull Esq.*, Londres, W. Blackwood, 1868, 35 p ; Samuel Halkett et John Laing, *Dictionary of Anonymous and Pseudonymous Literature of Great Britain*, Édimbourg, W. Paterson, 1882, vol. 4/1, p. 241.

de plume choisi par son auteur. Les termes « *democratic tory* » avaient déjà été utilisés auparavant, notamment pour qualifier Disraeli, qui dans *A Vindication of the Constitution* (1835), avait revendiqué le fait que « *The Tory party in this country is the national party; it is the real democratic party of England*¹¹⁴⁵. » Cependant, l'emploi de « *Democratic Tory* » en référence à Disraeli était généralement négatif et soulignait surtout les contradictions d'une telle étiquette¹¹⁴⁶.

À la suite du *Reform Bill* de 1867 et surtout au cours des années 1880, une partie des forces conservatrices vont au contraire s'approprier positivement l'expression *Tory Democracy*. À partir de 1882, elle est essentiellement associée à Randolph Churchill, alors une figure montante du Parti conservateur. Pendant un débat parlementaire sur la formalisation d'une procédure particulière, la « clôture », visant à mettre fin à une discussion avec une majorité qualifiée¹¹⁴⁷, R. Churchill adopte une position réformiste. Plus précisément, il demande à ses collègues si « *Was the great Tory democracy which Lord Beaconsfield [Disraeli] partly constructed, that was formed in 1874 – was the attitude of that Tory democracy to be one of mere dogged opposition*¹¹⁴⁸? » Invoquant l'exemple de Disraeli, Churchill tente de convaincre les conservateurs qu'ils doivent un être parti populaire, que la *Tory Democracy* peut être tout aussi réformiste que le gouvernement libéral de Gladstone alors au pouvoir.

À partir de ce moment, l'expression prendra son envol. À Westminster, elle est d'abord critiquée par plusieurs parlementaires libéraux et radicaux comme simple figure rhétorique¹¹⁴⁹, même si certains conservateurs l'adoptent¹¹⁵⁰. Elle est présente

¹¹⁴⁵ Benjamin Disraeli, *A Vindication of the English Constitution in a Letter to a Noble and Learned Lord*, Londres, Saunders and Otley, 1835, p. 182.

¹¹⁴⁶ Thomas Macknight, *The Right Honourable Benjamin Disraeli, M.P.: A Literary and Political Biography. Addressed to the New Generation.*, Londres, R. Bentley, 1854, p. 194-195, 489.

¹¹⁴⁷ Kari Palonen, *The Politics of Parliamentary Procedure: The Formation of the Westminster Procedure as a Parliamentary Ideal Type*, Opladen, Barbara Budrich Publishers, 2016, p. 215.

¹¹⁴⁸ Randolph Churchill, HC Deb 1^{er} novembre 1882, vol. 274, col 613.

¹¹⁴⁹ Henry Hartley Fowler, HC Deb 2 novembre 1882, vol. 274, col 705 ; William Harcourt, HC Deb 6 novembre 1882, vol. 274, col 928.

¹¹⁵⁰ Stanley Leighton, HC Deb 3 novembre 1882, vol. 274, col 801.

dans deux articles de 1883, l'un de Churchill lui-même, l'autre par Arthur Forwood¹¹⁵¹, candidat conservateur malheureux lors d'une élection partielle à Liverpool en 1882. Ce dernier s'étant vu demandé par un journaliste s'il était un « *democratic Tory* », réplique « *if this term means that I have a firm reliance upon and belief in the Conservative instincts of the people, then I am a democratic Tory*¹¹⁵² » et appelle les conservateurs à faire confiance au peuple. Churchill, pour sa part, commente justement l'emploi de *Tory Democracy* dans le cadre de la campagne de Forwood, et la juge à présent discréditée — tout en affirmant que la « *'Tory Democracy' may yet exist* »¹¹⁵³.

Elle existera bel et bien quelques années plus tard : c'est surtout en 1884 et 1885 que l'expression se popularise. En témoigne la Figure 5.7, qui examine les occurrences de *Tory Democracy* dans les journaux britanniques entre 1884 et 1886. Deux pics se dégagent : le printemps et l'été 1884, période de débats autour de la réforme parlementaire, et l'automne 1885, durant la campagne électorale.

¹¹⁵¹ 1836-1898. Armateur et marchand, il sera élu MP conservateur pour Ormskirk de 1885 à sa mort.

¹¹⁵² Arthur B. Forwood, « Democratic Toryism », *Contemporary Review*, février 1883, XLIII, févr. 1883p. 295-304p.298.

¹¹⁵³ Randolph Churchill, « Elijah's Mantle; April 19th 1883 », *Fortnightly Review*, mai 1883, vol. 33, CXCVII, mai 1883p. 613-621p.621.

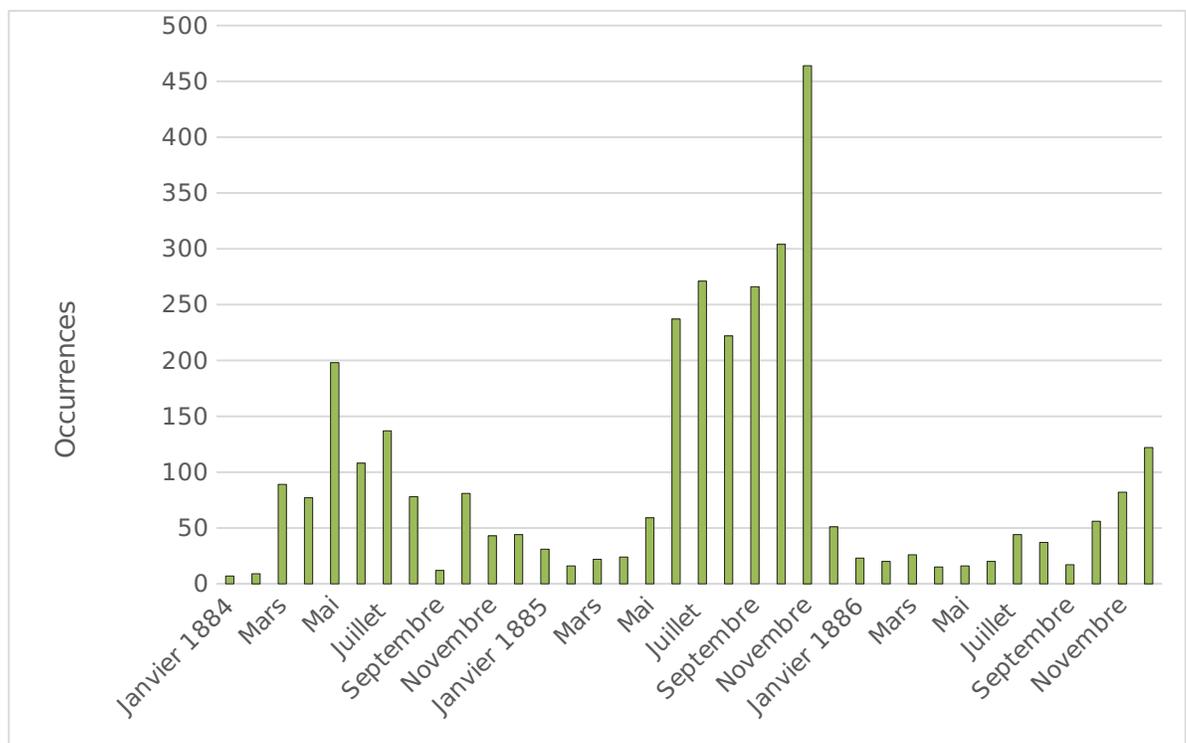


Figure 5.7 — « *Tory democracy* », BNA, 1884-1886

Dans l'historiographie britannique, cette émergence de l'expression a surtout été interprétée comme un nouveau moment du conservatisme populaire¹¹⁵⁴. Pour R.F. Foster, les termes font référence à « *the recurring attempt of nineteenth century*

¹¹⁵⁴ Matthew Roberts, « Popular Conservatism in Britain, 1832–1914 », *Parliamentary History*, 1 octobre 2007, vol. 26, n° 3, p. 397.

*Conservatives to link their party in parliament with the 'working-classes'*¹¹⁵⁵ ». Roland Quinault a déjà examiné en profondeur les rapports de R. Churchill à la *Tory Democracy*, mais plutôt en termes de stratégies à l'intérieur du Parti conservateur que du point de vue du discours politique¹¹⁵⁶. Si pour Saunders, l'expression est symptomatique du tournant démocratique des conservateurs, il offre peu de pistes sur son impact immédiat et sa réception dans l'espace public¹¹⁵⁷. C'est ce que nous nous proposons de faire ici.

L'élection de 1885 a lieu après l'élargissement du droit de vote et le redécoupage de la carte électorale, et voit donc plus de 4,5 millions d'hommes adultes voter¹¹⁵⁸. Ce contexte aide à saisir l'importance prise par la *Tory Democracy* : pour les conservateurs et R. Churchill en particulier, il est crucial de séduire ce nouvel électorat urbain et populaire¹¹⁵⁹. Ceci passe, au niveau organisationnel, par la modernisation de l'appareil du Parti conservateur. La création de la *Primrose League* (1883-2004) par Churchill et ses alliés¹¹⁶⁰ dans l'optique de populariser le credo conservateur est symptomatique de ce réalignement d'une partie des forces tory¹¹⁶¹. Comme mentionné, suite au *Second Reform Act*, une première vague d'organisations politiques avait éclos, notamment la *National Union of Conservative and Constitutional Associations* (1867) et la *National Liberal Federation* (1877)¹¹⁶². Mais la création de la *Primrose League* et l'adoption de la *Tory Democracy* par Churchill et certains de ses associés démontrent qu'une seconde transformation est à l'œuvre.

¹¹⁵⁵ R.F. Foster, « Tory Democracy and Political Elitism: Provincial Conservatism and Parliamentary Tories in the Early 1880s » dans Art Cosgrove et J.I. McGuire (dir.), *Parliament and Community: Historical studies XIV*, Belfast, Appletree Press, 1983, p. 147.

¹¹⁵⁶ Roland Quinault, « Lord Randolph Churchill and Tory Democracy, 1880-1885 », *The Historical Journal*, 1979, vol. 22, n° 1, p. 141-165.

¹¹⁵⁷ R. Saunders, « Democracy », art cit, p. 154-155.

¹¹⁵⁸ F. W. S. Craig, *British Electoral Facts 1885-1975*, 3^e éd., Londres, Palgrave Macmillan, 1976, p. 1.

¹¹⁵⁹ Jon Lawrence, « Class and Gender in the Making of Urban Toryism, 1880-1914 », *The English Historical Review*, 1 juillet 1993, CVIII, n° 428, p. 629-652.

¹¹⁶⁰ Soit les membres du « *Fourth Party* », des conservateurs critiques du leadership de Lord Salisbury et Stafford Northcote : R. Churchill, Henry Drummond Wolff, John Eldon Gorst et Alfred Slade.

¹¹⁶¹ Diana E. Sheets, *British Conservatism and the Primrose League: The Changing Character of Popular Politics, 1883-1901*, PhD, Columbia University, 1986.

¹¹⁶² E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, op. cit., p. 327.

L'enjeu n'est plus d'empêcher la « *tide of democracy* », mais de la canaliser, de l'orienter.

En ce sens, R. Churchill est le premier conservateur à embrasser explicitement la *democracy*, sans tenter comme Disraeli de voir dans le terme un synonyme pour le statu quo. En avril 1884, à Birmingham, Churchill révèle les raisons pour lesquelles il a récemment voté contre la proposition de réforme parlementaire de Gladstone. Il explique : « *I did not vote against it from distrust of the people. The agricultural labourer will never demolish the Constitution. I have no fear of the democracy*¹¹⁶³. » Ici, Churchill affirme donc ne pas craindre *the democracy* au sens des classes populaires. Fait à noter, il n'oppose pas *people* et *democracy*, au contraire de ses prédécesseurs. Cependant, l'absence d'une disposition visant à une redistribution des sièges rendait l'adoption de l'extension du droit de vote dangereuse, d'où son opposition à la mesure de Gladstone. Cette position deviendra celle du Parti conservateur. Plutôt qu'une objection de principe à toute idée de réforme parlementaire, les torys ne refusent pas un accroissement de la taille de l'électorat, mais veulent le voir couplé à un redécoupage de la carte électorale.

Quelque mois plus tard, avec un entretien avec la *Pall Mall Gazette*, R. Churchill précise quelques éléments de son programme *tory-democratic*. Concernant la réforme du gouvernement local, il critique l'élection indirecte préconisée par les whigs et souhaite « *to see frankly elective and democratic bodies*¹¹⁶⁴. » Un an après, en mai 1885, alors que Churchill s'adresse aux électeurs de Paddington (où il sera élu à la fin de l'année), il leur rappelle l'immense responsabilité qui leur échoit maintenant : « *You, the new democracy, together with the newly-enfranchised electors, you are now in charge*¹¹⁶⁵. » Quelques jours plus tard, à Bow, il vante le caractère démocratique du

¹¹⁶³ Randolph Churchill, *Speeches of Lord Randolph Churchill, with a Sketch of His Life*, Londres, George Routledge and Sons, 1885, p. 91.

¹¹⁶⁴ *Pall Mall Gazette*, Londres, 27/11/1884.

¹¹⁶⁵ R. Churchill, *Speeches of Lord Randolph Churchill, with a Sketch of His Life*, op. cit., p. 140.

Parti conservateur¹¹⁶⁶. Finalement, pendant un dîner à l'occasion de son élection à la tête du club conservateur de l'Université de Cambridge, Churchill exalte de nouveau les mérites du « *common sense* » du peuple anglais, et sa foi en la « *Tory democracy in which I shall ever abide*¹¹⁶⁷. » Ces déclarations, bien que maigres en propositions politiques, démontrent surtout la constance de Churchill quand il utilise *democracy* ou ses dérivés : le terme, qui évoque les électeurs populaires qu'il convient de courtiser, a une valeur positive à ses yeux.

En juin 1885, après des mois d'impopularité suite à plusieurs échecs en matière de politique étrangère, le gouvernement de Gladstone est défait en Chambre. La démission des libéraux amène Lord Salisbury à former son premier gouvernement, où il confie à R. Churchill le poste de *Secretary of State for India*¹¹⁶⁸, preuve du poids politique pris par celui-ci. Dans les semaines qui mènent à l'élection de 1885, Churchill continue à prêcher la parole de la *Tory Democracy*. Le 6 novembre 1885, à Manchester, Churchill explicite son conservatisme populaire, moral et réformiste :

*the Tory democracy was a democracy which embraced the principles of the Tory party, a democracy which adhered to, and would defend, the established church, because it believed that that establishment was a guarantee of State morality, and because the connection between the Church and State imparted to the ordinary functions of the Executive and law something of the Divine sanction, and the Tory democracy was a democracy, which under the shadow and under the protection of those great and ancient institutions, would pursue, boldly and securely, the path of administrative and social reform*¹¹⁶⁹.

¹¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 153.

¹¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 185.

¹¹⁶⁸ L'Inde qui a vu en 1882 l'introduction d'un suffrage censitaire pour les élections municipales, qui donne le droit de vote à environ un individu sur 50. Voir James Chiriyankandath, « 'Democracy' under the Raj: Elections and separate representation in British India », *The Journal of Commonwealth & Comparative Politics*, mars 1992, vol. 30, n° 1, p.41.

¹¹⁶⁹ Randolph Churchill, *The New Conservative Programme, Including the Standard-Reference Speeches of the Chancellor of the Exchequer at Dartford and Bradford*, Londres, J. and R. Maxwell, 1886, p. 192.

Cette double défense de l'ordre établi — et notamment de l'Église Anglicane¹¹⁷⁰ — et de réformes sociales semble être le cœur de la *Tory Democracy* qui s'impose peu à peu dans l'imaginaire politique britannique. L'importance prise par l'expression dans les journaux britanniques témoigne à la fois de la diffusion des idées de Churchill et de la controverse qu'elles suscitent — partisans et opposants de la notion se révélant chaque jour plus nombreux.

En juillet 1885, Clare Sewell Read¹¹⁷¹, un MP conservateur, se rallie à R. Churchill et déclare dans les Communes : « *it would not be believed that he was afraid of Tory democracy; on the contrary, he believed in it. He thought the British workman would be as good a Tory in his way as a Duke was in his*¹¹⁷² ». Au même moment, Arthur Anthony Baumann¹¹⁷³, candidat conservateur dans Peckham, dans le sud de Londres, interrogé sur son opinion sur la *Tory Democracy*, rétorque : « *socially, there is no more complete Democrat than I am. I detest social caste*¹¹⁷⁴. » Pour ce futur député, la démocratie est associée à l'égalité et l'individualité, qu'il valorise. Une déclaration atypique chez un conservateur, mais qui illustre les transformations enclenchées par l'idée de *Tory Democracy*. Toutefois, Baumann prend soin par la suite de préciser qu'il n'est pas un *social-democrat*, car il s'oppose « *to the political machine being directed by uneducated people*¹¹⁷⁵ », démocratique, mais toujours tory donc.

¹¹⁷⁰ Il faut noter que les années 1880 voient la publication d'un nombre impressionnants de sermons et de pamphlets sur la question des rapports entre religion et *democracy*, sujet que nous ne pouvons aborder, mais qui révèle la dimension de plus en plus sociale prise par le terme. À titre d'exemple, voir Samuel A. Barnett, « A People's Church » dans *Practicable Socialism: Essays on Social Reform*, Londres, Longman, Green & Co, 1888, p. 142-156 ; Sheriff Guthrie, *The Democratic View of the Church Question*, Glasgow, William Hodge & Co, 1885 ; Spencer L. Holland, *The National Church of a Democratic State*, Londres, Rivingtons, 1886 ; G. H. H. Oliphant-Ferguson, *An Aristocratic Church in a Democratic Age, its Patronage and its Parishioners*, Carlisle, Halstead & Beaty, 1886 ; Charles William Stubbs, *Christianity and Democracy, Socialism and Social Reform: Two Sermons Preached Before the University of Cambridge*, Cambridge, Macmillan and Bowes, 1881, 50 p.

¹¹⁷¹ 1826-1905. Propriétaire terrien et agriculteur. MP libéral-conservateur de 1865 à 1885.

¹¹⁷² Clare Sewell Read, HC Deb 21 juillet 1885, vol. 299, col 1424. Repris dans le *Norwich Mercury* 25/07/1885.

¹¹⁷³ 1856-1936. Avocat, auteur, MP conservateur pour Peckham de 1885 à 1892.

¹¹⁷⁴ *South Londres Press*, Londres, 18/07/1885.

¹¹⁷⁵ *South Londres Press*, Londres, 18/07/1885.

À ces appropriations positives s'ajoute celle de Standish James O'Grady¹¹⁷⁶, qui publie en 1886 un livre défendant R. Churchill et son tournant démocratique. Pour O'Grady, le *toryism* d'antan était noble et aristocratique, mais sans influx démocratique, le *toryism* contemporain exhiberait « *a much uglier form of tyranny – the plutocratic – a tyranny worked by the mean rich, by their kept editors and kept politicians*¹¹⁷⁷. » Véritable panégyrique de Churchill — qu'il voit comme l'héritier direct de Disraeli¹¹⁷⁸ — le texte d'O'Grady appelle le Parti conservateur à se populariser, à embrasser son caractère national. Ainsi, selon lui « *the party must proceed step by step, and the first step – the essential preliminary of all others – is not aristocratic or oligarchic, but democratic, popular, and national*¹¹⁷⁹. » C'est ce que Churchill tente de réaliser en 1886, quand il devient Chancelier de l'Échiquier.

En effet, bien que les libéraux de Gladstone soient sortis vainqueurs de l'élection de 1885, ils sont minoritaires et gouvernent grâce à l'appui du *Irish Parliamentary Party* (partisans du *Home Rule* irlandais). L'enjeu de l'indépendance législative irlandaise se révèle crucial : en juin, une partie des libéraux, favorables à l'union, font scission et s'opposent au *Ireland Bill* de Gladstone. L'élection qui suit donne le pouvoir à une majorité unioniste (libérale et conservatrice), sous le contrôle de Salisbury. R. Churchill obtient alors le poste de Chancelier et devient aussi le Leader conservateur dans les *Commons*. Relativement isolé au sein du Cabinet, il tente de s'appuyer sur sa popularité pour déposer un budget équilibré, qui propose notamment des coupures dans le domaine militaire. Face à la résistance de Salisbury, il démissionne, espérant ainsi forcer la main du Cabinet, mais il est simplement remplacé par George Goschen¹¹⁸⁰ et sa carrière politique s'effondre brutalement.

¹¹⁷⁶ 1846-1928. Auteur et historien irlandais, à l'origine du « *celtic revival* », défenseur de l'aristocratie.

¹¹⁷⁷ Standish O'Grady, *Toryism and the Tory Democracy*, Londres, Chapman and Hall, 1886, p. vii.

¹¹⁷⁸ *Ibid.*, p. 112.

¹¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 131.

¹¹⁸⁰ 1831-1907. Élu MP libéral en 1863 pour Ripon, il devient de plus en plus conservateur, s'opposant notamment aux réformes des années 1880. Libéral-unioniste en 1885, il rejoint Salisbury en 1886.

Bien qu'il reste actif politiquement jusqu'à sa mort, R. Churchill perd alors son importance. Certes, on retrouve mention de la création d'une *Tory Democratic Gazette* à Sheffield en 1888¹¹⁸¹, mais le projet ne semble pas avoir perduré. La *Tory Democracy* n'a plu le vent dans les voiles. Dans un discours d'avril 1888 à Birmingham, Churchill revient tout de même sur les dernières années de gouvernement conservateur et affirme :

*I can truly say that such a state of things is most satisfactory to me personally, because I cannot but feel that we have nearly realised what was some years ago apparently only a dream, the dream of Tory democracy. You remember with what scoffs and scornings [sic] and with what sneers and ridicule the phrase Tory democracy was received when I first made use of it in the House of Commons in the year 1882. [...] What is Tory democracy? Tory democracy is a democracy which supports the Tory party [...] because it has been taught by experience and by knowledge to believe in the excellence and the soundness of true Tory principles*¹¹⁸².

De manière rétrospective, Churchill définit donc la *Tory Democracy* comme les couches populaires (*the democracy*) acquises aux principes conservateurs.

Pour séduire ce nouvel électorat, R. Churchill a mis de l'avant un programme social ambitieux, tout en embrassant le mot *democracy*. Ses actions évoquent celles des politiciens français et étatsuniens des années 1830 analysés par Dupuis-Déri. Reconnaissant l'attrait électoral du terme démocratie, ils se disent être des démocrates, tout en admettant qu'il s'agit là surtout d'une manœuvre rhétorique¹¹⁸³. Churchill lui-même conviendra d'ailleurs en privé que l'expression *Tory Democracy* est « *chiefly opportunism*¹¹⁸⁴ ». Cependant, ce tournant vers la *democracy* de la part d'un dirigeant conservateur d'importance est significatif. Premièrement parce que plusieurs des mesures sociales qu'il propose (logements sociaux, réforme du gouvernement local, éducation primaire gratuite, etc.) seront reprises par le

¹¹⁸¹ Samuel Henry Jeyes, *The Life of Sir Howard Vincent*, Londres, G. Allen, 1912, p.219.

¹¹⁸² Randolph Churchill, *Speeches of the Right Honourable Lord Randolph Churchill, M. P., 1880-1888*, Londres, Longmans Green and Co, 1889, vol. 2/2, p. 330-331.

¹¹⁸³ F. Dupuis-Déri, *Démocratie, histoire politique d'un mot, op. cit.*

¹¹⁸⁴ H. Cunningham, *The Challenge of Democracy, op. cit.*, p. 122.

gouvernement conservateur de Salisbury entre 1886 et 1892¹¹⁸⁵. Bien que modestes, ces politiques contribueront à dépoussiérer l'image aristocratique du Parti conservateur. Deuxièmement, parce que l'adoption du terme *democracy* par Churchill marque le début de la conversion des torys au discours démocratique. Mais celle-ci sera lente, notamment parce que les accusations d'hypocrisie continueront à fuser.

En effet, si certains suivent Churchill dans sa tentative de réaligement des conservateurs, la plupart seront plus critiques. En 1885, le député libéral James Allanson Picton¹¹⁸⁶, dans une série de conférences sur le conflit entre démocratie et oligarchie, reconnaît le danger que pose la *Tory Democracy* à une démocratie raisonnable et responsable. Selon lui, « *a Tory democracy is a repulsive but by no means an impossible conception. There have always been slaves who hugged their chains*¹¹⁸⁷. » Picton développe par ailleurs une réflexion intéressante sur la nature du régime britannique. À ses yeux, le principal obstacle à l'établissement d'une démocratie en Grande-Bretagne n'est pas la monarchie, mais la persistance d'une oligarchie¹¹⁸⁸. Il défend une plus grande proportionnalité au niveau électoral, afin d'élever les classes populaires, affirmant que « *democracy, or the self-government of an organised people, is the polity best adapted to diffuse most widely these moral elements of willing order and conscious responsibility*¹¹⁸⁹. » La *Tory Democracy* est ainsi un écart, une erreur sur la voie vers un régime démocratique vertueux.

Au cours des années 1880, de nombreux parlementaires libéraux et nationalistes irlandais attaquent aussi la notion comme une simple figure rhétorique et un oxymore¹¹⁹⁰. Durant la campagne de 1885, Goschen critiquera notamment « *the new*

¹¹⁸⁵ E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, op. cit., p. 386-387.

¹¹⁸⁶ 1832-1910. Pasteur indépendant, auteur, MP libéral pour Leicester de 1884 à 1894.

¹¹⁸⁷ James Allanson Picton, *The Conflict of Oligarchy and Democracy: Six Lectures*, Londres, Alexander & Shephard, 1885, p. 10.

¹¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 4-5.

¹¹⁸⁹ *Ibid.*, p. 123.

¹¹⁹⁰ William Gladstone, HC Deb 8 juin 1885, vol. 298, col 1417 ; George Campbell, Duc d'Argyll, HL Deb 10 juillet 1885, vol. 299, col 261 ; William Randal Cremer, HC Deb 26 février 1886, vol. 302

*flag of Tory Democracy*¹¹⁹¹ » dans ses discours aux électeurs. Au même moment, le radical *Reynold's Newspaper* dénigre plusieurs fois Churchill et sa *Tory Democracy*, l'accusant ouvertement d'électoratisme¹¹⁹². Ceci fait écho aux déclarations des députés britanniques, qui utilisent généralement l'expression de manière péjorative. Ainsi, quand Henry Labouchère¹¹⁹³, en 1888, dépose une motion critiquant le caractère héréditaire de la Chambre des Lords, il affirme que « *the Tories professed to place confidence in the people. They called themselves Tory Democrats. But that confidence only lasted so long as the people acted in accordance with their wishes*¹¹⁹⁴. » Cette accusation d'hypocrisie de la part de Labouchère rejoint celle de plusieurs socialistes et radicaux, qui utilisent l'expression « *Tory Democrat* » de manière péjorative¹¹⁹⁵.

Les parlementaires conservateurs ne sont pas en reste¹¹⁹⁶. Ainsi, en 1888, lors d'un débat sur la réforme des municipalités, Herbert Knatchbull-Hugessen¹¹⁹⁷ déclare :

[I] did not understand what a Tory Democrat was, unless he was a man who might be described as a wolf in sheep's clothing, and whose clothing was of the very scantiest description. It appear[s] to [me] that Gentlemen calling themselves Tory Democrats began by announcing themselves as Members of the Tory Party, and then

col 1431 ; Thomas Power O'Connor, HC Deb 2 mars 1886, vol. 302, col 1721 ; John Hooper, HC Deb 2 mars 1886, vol. 302, col 1745 ; Thomas Sexton, HC Deb 3 mars 1886, vol. 302, col 1827 ; Charles Bradlaugh, HC Deb 5 mai 1886, vol. 305, col 332 ; Thomas Sexton, HC Deb 1 septembre 1886, vol. 308, col 1013 ; Granville Leveson-Gower, 2^e Earl Granville, HL Deb 27 janvier 1887, vol. 310, col 22 ; Thomas Power O'Connor, HC Deb 25 avril 1887, vol. 313, col 1873 ; Edmund Robertson, HC Deb 24 mai 1887, vol. 315, col 1065 ; Charles Bradlaugh, HC Deb 12 septembre 1887, vol. 321, col 404-406 ; Bernard Charles Molloy, HC Deb 16 novembre 1888, vol. 330, col 1472.

¹¹⁹¹ George Goschen, *Political Speeches, Delivered During the General Election, 1885.*, Édimbourg, A. Elliot, 1886, p. 64.

¹¹⁹² *Reynold's Newspaper*, Londres, 02/08/1885 ; *Reynold's Newspaper*, Londres, 23/08/1885 ; *Reynold's Newspaper*, Londres, 18/10/1885 ; *Reynold's Newspaper*, Londres, 25/10/1885.

¹¹⁹³ 1831-1912. Auteur, diplomate, MP Radical de 1865 à 1868 et 1880 à 1906. À l'origine d'un amendement criminalisant l'homosexualité.

¹¹⁹⁴ Henry Labouchere, HC Deb 9 mars 1888, vol. 323, col 770.

¹¹⁹⁵ Joseph Chamberlain (dir.), *The Radical Programme*, Londres, Chapman and Hall, 1885, 263 p ; Fabian Parliamentary League, *The True Radical Program*, Londres, George Standring, 1887.

¹¹⁹⁶ Lewis Payn Dawnay, HC Deb 19 mars 1884, vol. 286, col 255 ; Lord Eustace Cecil, HC Deb 28 avril 1884, vol. 287, col 807 ; James Lowther, HC Deb 21 juillet 1885, vol. 299, col 1466.

¹¹⁹⁷ 1835-1922. Fils d'aristocratie, MP pour Faversham de 1885 à 1895.

*proceeded to preach the most revolutionary and violent doctrines*¹¹⁹⁸.

Ce reproche de duplicité fait écho à celui de John Beattie Crozier¹¹⁹⁹, qui en 1887 publie *Lord Randolph Churchill : A Study of English Democracy*. Dès l'introduction, Crozier se défend d'être un alarmiste anti-démocrate, mais il affirme voir dans le parcours de Churchill tous les « *vices, weaknesses, illusions which still hang around the neck of Democracy and drag it down*¹²⁰⁰ ». Pour Crozier, le fait d'avoir des dirigeants raisonnables est d'autant plus important maintenant que « *the reign of Democracy*¹²⁰¹ » est arrivé. Or, il considère que la carrière de R. Churchill est symptomatique de ces démagogues qui, encouragés par la presse, réussissent à se hisser au sommet de l'État sans faire preuve de leurs qualités¹²⁰². La *Tory Democracy* est donc à ses yeux une déviation nuisible au bon fonctionnement du « *modern popular government* », à laquelle il faut remédier, notamment en renforçant le contrôle de la presse et du parti sur l'arène politique.

Ce rejet des *Tory Democrats* de la part de certains conservateurs illustre de ce fait la frilosité qui continue de caractériser le Parti conservateur en ce qui concerne le terme *democracy*. Mais il faut souligner que ce refus de l'étiquette ne signifie pas un abandon du gouvernement représentatif, ou populaire, comme en témoigne la publication de en 1885 de *Popular Government* d'Henry Maine¹²⁰³. Reprenant une série d'articles parus dans la *Quarterly Review* et réédités à six occasions entre 1885 et 1910, l'ouvrage s'inquiète de la montée de « *that extreme form of popular government which is called Democracy*¹²⁰⁴. » Attaquant tour à tour Rousseau, Bentham, Tocqueville et J. S. Mill, Maine rappelle que la *democracy* est avant tout «

¹¹⁹⁸ Herbert Knatchbull-Hugessen, HC Deb 19 avril 1888, vol. 324, col 1803.

¹¹⁹⁹ 1849-1921. Auteur conservateur de plusieurs ouvrages politiques et historiques.

¹²⁰⁰ John Beattie Crozier, *Lord Randolph Churchill: A Study of England Democracy*, Londres, Swan Sonnenschein, Lowrey & Company, 1887, p. 3.

¹²⁰¹ *Ibid.*, p. 29.

¹²⁰² *Ibid.*, p. 247.

¹²⁰³ 1822-1888. Juriste et historien, connu pour son *Ancient Law* (1861), de tendance whig au début de sa carrière, il devient de plus en plus conservateur.

¹²⁰⁴ Henry Sumner Maine, *Popular Government: Four Essays*, Londres, John Murray, 1885, p. vii.

*the government of the State by the Many*¹²⁰⁵ », et un régime particulièrement instable. Il préfère le gouvernement populaire britannique, tel qu'il a été établi à la suite de 1688, tout en invitant ses compatriotes à s'inspirer des institutions étatsuniennes (Sénat, Cour Suprême) afin de limiter les tendances démocratiques modernes¹²⁰⁶. La démocratie est essentiellement associée au suffrage universel et aux débordements populaires, Maine affirmant que « *popular governments have been repeatedly overturned by the Army and the Mob in combination* ¹²⁰⁷ ». Oscillant entre tyrannie et démocratie, le gouvernement populaire doit donc rester élitiste s'il souhaite perdurer.

Somme toute, malgré l'importance prise par la *Tory Democracy* dans les années 1880, il n'en demeure pas moins que le mot *democracy* en lui-même suscite toujours des inquiétudes chez les conservateurs. Si la théorie du gouvernement mixte a été reformulée et transformée au sein l'imaginaire politique britannique, on trouve toujours quelques torys prêts à défendre l'idée d'un équilibre entre démocratie et absolutisme¹²⁰⁸. Plus symptomatique des transformations en cours, en 1889, dans une lettre à Herbert von Bismarck¹²⁰⁹, Salisbury peut encore se plaindre de la déchéance de l'aristocratie et du fait que « *now democracy is on top, and with it the personal and party system, which reduces every British government to absolute dependence on the aura popularis*¹²¹⁰. » Pour le premier ministre de la Grande-Bretagne, la *democracy* reste un régime problématique — même s'il se garde bien d'exprimer ses réserves en public, preuve de l'acceptation grandissante du terme dans l'imaginaire britannique.

¹²⁰⁵ *Ibid.*, p. 59.

¹²⁰⁶ F. Prochaska, *Eminent Victorians on American Democracy*, *op. cit.*, p. 4.

¹²⁰⁷ H.S. Maine, *Popular Government*, *op. cit.*, p. 23.

¹²⁰⁸ William Compton Smith, *Democracy: An Address Delivered to the Stratford New Town Conservative Working Men's Club*, Londres, John Byland, 1887 ; Edward Adolphus Seymour Duke of Somerset, *Monarchy and Democracy: Phases of Modern Politics*, Londres, J. Bain, 1880, 208 p.

¹²⁰⁹ 1849-1904. Fils de Otto von Bismarck, il est alors ministre des affaires étrangères du Reich.

¹²¹⁰ Cité dans D.E. Sheets, *British Conservatism and the Primrose League*, *op. cit.*, p. 83.

5.4 Conclusion : *Democracy versus Plutocracy*

Entre 1865 et 1890, le mot *democracy* connaît une série de transformations notables, qui vont être déterminantes pour son usage au 20^e siècle. Tout comme dans la première moitié du 19^e siècle, le terme continue à la fois de désigner un régime politique populaire, une société égalitaire et un groupe social. Cependant, la connotation de ces usages évolue vers un sens positif. Durant les débats du *Second Reform Act*, la plupart des acteurs politiques tiennent à différencier *democratic* et *popular*, notamment en basant l'attribution du droit de vote sur un critère genré et censitaire (ceci afin d'éviter la législation de classe associée à la *democracy*). Au niveau intellectuel, la rupture la plus marquante est probablement l'abandon de la théorie du régime mixte : même si elle a encore un monarque, la Grande-Bretagne peut être qualifiée de *democratic*. Au cours des années 1880, bien qu'adversaires, certains socialistes et torys se revendiqueront plus ou moins de la *democracy*, certains cherchant à la dépasser. Ces appropriations démontrent la normalisation du terme dans l'espace public, ainsi que sa connotation plus positive.

À la fin du 19^e siècle, l'utilisation méliorative du mot *democracy* n'est plus nécessairement l'apanage des radicaux et des anciens chartistes. En témoigne le pamphlet *Democracy* (1886) de Wordsworth Donisthorpe¹²¹¹, publié par la *Liberty and Property Defence League*, une organisation fondée en 1882 pour défendre les principes libre-échangistes face à la montée du socialisme. Alors que jusque-là les associations se voulant respectables se tenaient loin du terme, cet ouvrage voit Donisthorpe endosser presque sans réserve la *democracy*, compris comme un gouvernement représentatif élu au suffrage universel masculin. Il écrit que selon lui, « *the democratic form of government is not only defensible, but also highly desirable and even essential to social evolution*¹²¹² ». Pour une partie de l'élite britannique, le

¹²¹¹ 1847-1914. Avocat, auteur, anarchiste individualiste, éditeur de *Jus*, le journal de la LPDL.

¹²¹² Wordsworth Donisthorpe, *Democracy: A Lecture on State Structure*, Londres, Liberty and Property Defence League, 1886, p.22-23.

régime démocratique devient un objectif politique légitime, puisqu'il permet de faire barrière aux forces socialistes. Ainsi, pour William F. Vesey Fitzgerald¹²¹³, « *the weightiest problem of the future, [...], evidently is, how far democracy can afford safeguards against the mischiefs to be apprehended from the development of Socialism*^{1214?} » S'inspirant de l'exemple étatsunien, il pense la démocratie un outil utile, car « *democracy, employing the word in its primitive acceptation as denoting the power of the people, is ever Conservative*¹²¹⁵ ». L'usage fait par R. Churchill de l'expression *Tory Democracy* confirme l'importance prise par cette idée d'un peuple, synonyme de classes populaires, intrinsèquement conservateur.

Certes, tous ne sont pas si enthousiastes à la perspective d'une Grande-Bretagne démocratique. Le succès d'édition du *Popular Government* de Maine démontre que pour beaucoup, la *democracy* est encore un régime instable et indésirable, en opposition au régime représentatif. Outre Maine, plusieurs auteurs, tels James Anthony Froude¹²¹⁶, Antonio Gallenga¹²¹⁷, Udai Pratap Singh¹²¹⁸ et W. T. Stead vont explicitement s'affirmer comme antidémocratiques¹²¹⁹. À Westminster, si les débats des années 1880 sur les différentes réformes parlementaires sont moins tranchés, certaines figures conservatrices, notamment Newdegate et Goschen continuent d'employer péjorativement le terme¹²²⁰. Certes, quelques radicaux, tels Labouchère ou

¹²¹³ 1815-1895. Auteur Anglo-Irlandais d'ouvrages sur le canal de Suez (1867) et l'Égypte (1870).

¹²¹⁴ W.F. Vesey Fitzgerald, *Democracy in the Old World and the New*, *op. cit.*, p. 52-53. Souligné dans l'original.

¹²¹⁵ *Ibid.*, p. 112.

¹²¹⁶ 1818-1894. Historien, auteur, éditeur du *Fraser's Magazine*, professeur à Oxford à partir de 1892.

¹²¹⁷ 1810-1895. Homme politique italien, professeur au *University College* et journaliste au *Times*.

¹²¹⁸ 1850-1913. Aristocrate indien, Raja de Bhinga à partir de 1869, auteur de plusieurs ouvrages.

¹²¹⁹ James Anthony Froude, *A Lesson on Democracy: An Address Delivered in the Town Hall, Birmingham, on the 3rd of November 1882*, Birmingham, Cund Brothers, 1882 ; James Anthony Froude, *Oceana, Or, England and Her Colonies*, Londres, Longmans, Green, and Co., 1886, 437 p ; Antonio Gallenga, *Democracy Across the Channel*, Londres, Chapman, 1883 ; Oday Pertap Singh, *Democracy Not Suited to India*, Allahabad, Pionner Press, 1888 ; William Thomas Stead, *The Truth About Democracy*, Londres, Leadenhall Press, 1890.

¹²²⁰ Pour Newdegate : HC Deb 6 mars 1882, vol. 267 col 214 ; HC Deb 21 mars 1882, vol. 267, col 1490 ; HC Deb 02 novembre 1882, vol. 274, col 693 ; HC Deb 1^{er} mai 1884, vol. 287, col 1091-1093 ; HC Deb 12 juin 1884, vol. 289, col 114-115. Pour Goschen : HC Deb 3 mars 1884, vol. 285, col 419-420 ; HC Deb 7 avril 1884, vol. 286, col 1868-1880 ; HC Deb 11 novembre 1884, vol. 293,

Joseph Cowen¹²²¹, se poseront en porte-parole de « *the democracy* » et seront plus vocaux dans leur défense des principes démocratiques, mais ils restent rares¹²²². *Democracy* demeure un mot étranger, appliqué prioritairement à la France et aux États-Unis, ces derniers jouant toujours leur rôle de modèle¹²²³ ou de repoussoir.

L'exemple des États-Unis, mais surtout les transformations sociales de la Grande-Bretagne sont particulièrement structurantes pour la nouvelle opposition conceptuelle qui émerge alors entre *democracy* et *plutocracy*. En 1866, Lowe prédisait qu'une extension de la franchise amènerait la *democracy* à confier le pouvoir aux plus riches, un argument qu'il réitérera à plusieurs reprises¹²²⁴. Bien que divergeant sur plusieurs points avec Lowe, Gladstone peut lui aussi, en 1877, critiquer le coût croissant des élections comme une preuve de dérive ploutocratique¹²²⁵. De la même manière, Alpheus Todd, dans un traité sur le gouvernement colonial, considère que « *ever since the commencement of the Reform movement, in 1830, the constitutional monarchy of England has been in danger, through the onward progress of democratic ideas, of being converted into a purely ministerial oligarchy*¹²²⁶ [...] ». Ce jugement est globalement accepté par leurs contemporains : ainsi, en 1880, certains considèrent que « *the rule of the rich has simply been substituted for the rule of the noble*.¹²²⁷ » Cette mutation de l'élite britannique est décriée par plusieurs des forces politiques britanniques. D'un côté, une partie des conservateurs regretteront les

col 1466.

¹²²¹ 1829-1900. Homme politique radical-libéral, MP pour Newcastle de 1874 à 1886.

¹²²² Pour Labouchère : HC Deb 2 novembre 1882, vol. 274, col 680 ; HC Deb 21 novembre 1884, vol. 294, col 150 ; HC Deb 22 janvier 1886, vol. 302, col 233-234 ; HC Deb 5 mars 1886, vol. 303, col 20 ; HC Deb 23 août 1886, vol. 308, col 283. Pour Cowen : HC Deb 10 novembre 1882, vol. 274, col 1217-1218 ; HC Deb 8 juin 1883, vol. 280, col 53-54.

¹²²³ James Bryce, *The American Commonwealth*, Londres, Macmillan, 1888, vol. 2/, 780 p ; Albert Stickney, *Democratic Government: A Study of Politics*, Londres, Sampson Low & Co, 1885.

¹²²⁴ Lowe, HC Deb 31 mai 1866, vol. 183, col 1629 ; Robert Lowe, « A New Reform Bill », *Fortnightly Review*, octobre 1877, CXXX, oct. 1877p. 437-452p.

¹²²⁵ William Ewart Gladstone, *Gleanings of Past Years, 1843-1878*, Londres, J. Murray, 1879, vol.1, p. 164.

¹²²⁶ Alpheus Todd, *Parliamentary Government in the British Colonies*, Londres, Longmans, Green, and Company, 1880, p. 19.

¹²²⁷ H. Cunningham, *The Challenge of Democracy, op. cit.*, p. 160.

nobles vertus de l'aristocratie terrienne ; de l'autre, radicaux et surtout socialistes y verrons confirmation du caractère élitiste de l'État. Source du problème pour les premiers, solution pour les seconds, *democracy* devient de plus en plus un type de société égalitaire, dont les arrangements institutionnels peuvent énormément varier, tout en continuant de désigner les classes populaires, tant dans leur potentiel révolutionnaire que conservateur. Il faudra attendre le 20^e siècle pour le terme *democracy* émerge finalement triomphant et sans rival.

6 CHAPITRE VI

« *TRUE DEMOCRACY AND EQUALITY* » : UN MOT INCONTOURNABLE, 1904-1914

Au début du 20^e siècle, on constate l'ampleur des transformations des usages de *democracy*. Toujours compris à la fois comme forme politique, type de société et groupe social, le terme en vient à être revendiqué par une pluralité d'acteur-trice-s politiques. À travers un examen du *People's Budget* de 1909 et la crise constitutionnelle qui en découle, on constate que la plupart des libéraux embrassent le terme. Toutefois, en même temps, preuve du chemin parcouru, on voit une partie de l'opposition conservatrice s'opposer à toute modification du pouvoir des Lords au nom même de la *democracy*. La seconde partie de ce chapitre illustre une dynamique similaire en examinant le mouvement pour le suffrage féminin. Jusqu'au début du 20^e siècle, les suffragistes manient un langage constitutionnaliste d'où le mot *democracy* est absent. Par la suite, l'emploi du terme par leurs adversaires est aussi analysé : surprenamment, on y voit des antisuffragistes s'opposer au suffrage féminin au nom même des principes démocratiques. Les usages britanniques de *democracy* vont donc vers une connotation positive, un élargissement conceptuel et une étiquette revendiquée qui se consolideront suite à la Première Guerre mondiale.

The Psycho Democrat is *Man, Woman of Child of good sense and with imagination, having a normal love of Life and a sympathetic indifference to their neighbours obligations*¹²²⁸.

6.1 Introduction: un mot désormais revendiqué et révééré

Au début du 20^e siècle, en Grande-Bretagne, le mot *democracy* est toujours utilisé de manière à signifier trois éléments : un régime politique populaire, un type de société égalitaire et le peuple social, soit les classes populaires¹²²⁹. Depuis les années 1880, l'idée que la société britannique est démocratique a cheminé : mis à part quelques conservateurs, la plupart des Britanniques l'acceptent. Certes, cette évolution sociétale mécontente certains, mais tous partagent le même constat d'une société britannique démocratique. Au niveau politique, les avis divergent : pour certaines forces politiques, notamment les socialistes et les partisan-ne-s du suffrage féminin, l'État n'est pas encore une vraie démocratie. Mais pour plusieurs autres, particulièrement les libéraux et une partie des conservateurs, l'État britannique est démocratique. Il faut attendre 1918 pour que cette signification politique de *democracy* soit adoptée sans réserve par l'ensemble des auteurs et acteurs. En parallèle, l'expression *the democracy*, désignant un groupe social populaire, va connaître son apogée dans les années 1910. Elle va tendre à s'effacer par la suite, au profit d'étiquettes tels que « masse » ou « classe », qui se généralisent au début du 20^e siècle. Même si un important travail de recherche reste à faire sur ce dernier aspect, nous concentrons notre attention dans ce chapitre sur les usages politiques de *democracy*.

La normalisation du vocabulaire démocratique durant la période 1904 à 1914 en Grande-Bretagne est particulièrement visible dans les usages croissants du terme

¹²²⁸ Mina Loy, « Psycho-Democracy », *The Little Review*, 1921, vol. 8, n° 1, 1921p. 14-19p. 15. Souligné dans l'original.

¹²²⁹ Cette introduction diffère légèrement des précédentes puisque pour des raisons de droits d'auteurs, il a été impossible d'obtenir le texte des périodiques de l'époque. Conséquemment, aucun graphique des cooccurrences de *democracy* n'y est présenté.

democracy. Tant au Parlement que dans les journaux, il devient un mot récurrent, autour duquel se jouent d'importants débats, notamment dans les moments de crises, tel que la question du *Home Rule* irlandais (1892-1894) ou la réforme des Lords (1909-1911) (Figure 6.1).

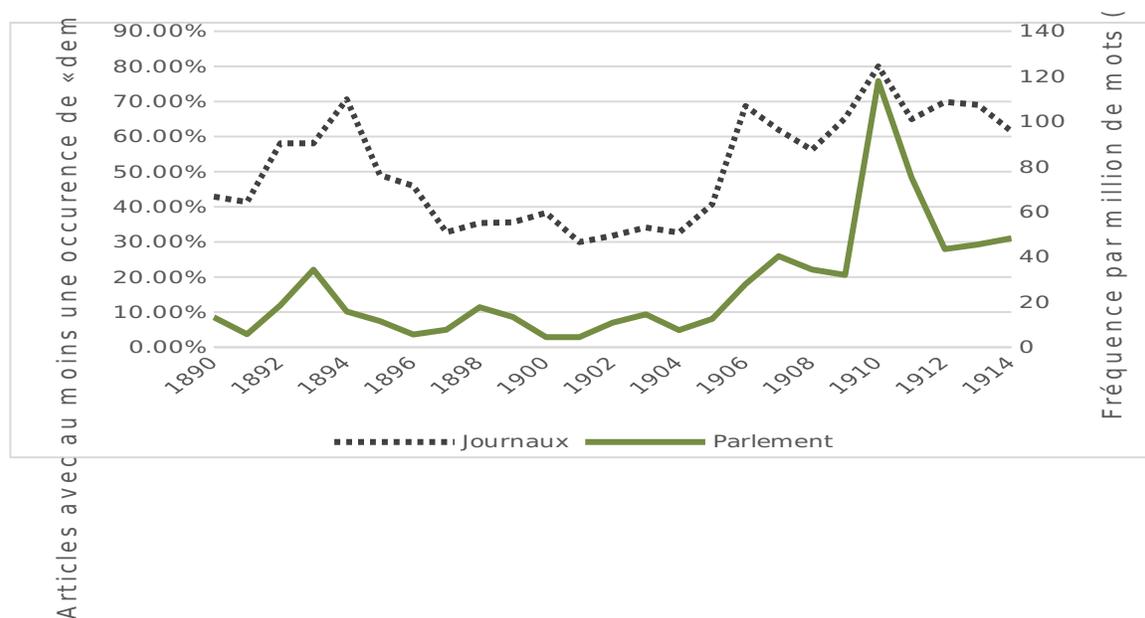


Figure 6.3 — « *democracy* » journaux (BNA) et parlement, 1890-1914

Il est particulièrement frappant de voir à quel point des forces politiques aux perspectives opposées se réclament de la *democracy*. Alors qu'au 19^e siècle, le terme était souvent apposé à des individus et des groupes, c'est un usage généralisé et revendiqué par de nombreuses tendances politiques qui en est fait au 20^e siècle. On observe ainsi des acteurs politiques antagonistes proclamer être les « *true democrats* », face à leurs adversaires, qu'ils accusent d'être antidémocratiques. Ce processus est à l'œuvre dans le cadre de deux questions d'importance de la Grande-Bretagne édouardienne : le rôle des Lords et le suffrage féminin. Sur ces deux enjeux, tant les libéraux que les suffragistes vont réclamer une transformation politique au nom — entre autres — de la *democracy*. Plus surprenants, certains de leurs opposants

prendront une position inverse également au nom de la *democracy*. On peut donc apercevoir des conservateurs défendre la Chambre haute comme garantie démocratique, tandis que des antisuffragistes affirment que le suffrage féminin est contraire aux principes démocratiques.

Un coup d'œil aux ouvrages de référence nous permet de voir que l'entrée pour *democracy* tend à s'allonger et qu'une forte distinction est établie entre la démocratie antique, directe et esclavagiste, et la démocratie moderne, représentative et égalitaire¹²³⁰. L'adéquation entre gouvernement représentatif et démocratie devient de ce fait de plus en plus marquée, même si certaines nuances existent encore. En témoigne l'*Encyclopedia Britannica* de 1910 :

*moderate democracies have adopted a low property qualification, while extreme democracy is based on the extension of citizenship to all adult persons with or without distinction of sex. The essence of modern representative government is that the people does not govern itself, but periodically elects those who shall govern on its behalf*¹²³¹.

La démocratie comme régime politique est conçue comme un continuum, de tendance modérée (vote censitaire) à tendance extrême (suffrage universel). Mais dans les deux cas, le rôle politique du peuple est réduit à la question électorale — une interprétation qui sera contestée par certaines forces politiques qui mettront de l'avant une participation populaire plus large. La question du vote des femmes, notamment, occupera une place croissante dans les débats.

En parallèle, alors que l'école primaire se généralise à partir des années 1870 et que l'éducation se standardise¹²³², les manuels d'histoire dressent eux aussi le portrait

¹²³⁰ John Ogilvie et Charles Annandale (dir.), *The Imperial Dictionary of the English Language: A Complete Encyclopaedic Lexicon, Literary, Scientific and Technological.*, Londres, Blackie and Sons, 1898, vol. 4/1, p.697 ; David Patrick (dir.), *Chambers's Encyclopaedia: A Dictionary of Universal Knowledge*, Londres, Édimbourg, W. & R. Chambers, 1901, vol. 10/4, p.745-746 ; Anon., *Pears's Shilling Cyclopaedia*, Londres, A. & F. Pears, 1898, p.151.

¹²³¹ Hugh Chisholm (dir.), *The Encyclopaedia Britannica: A Dictionary of Arts, Sciences, Literature and General Information*, 11^e éd., Cambridge, Cambridge University Press, 1910, vol. 29/8, p.2.

¹²³² J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present, op. cit.*, p. 311.

d'une lente progression de la Grande-Bretagne vers la *democracy*, marquée par les *Reform Acts* de 1832, 1867 et 1884¹²³³. L'accent est bien sûr toujours mis sur la métropole et les colonies restent hors champ dans cette perspective. Ainsi, pour Percival Meadows¹²³⁴, depuis l'adoption du *Third Reform Act*, « *the government now depends entirely upon the support of the people who are governed, and comparatively little remains to be done to complete the democratic basis of our representative government*¹²³⁵. » Et quel est cet élément qui ferait du gouvernement britannique une *complete democracy* selon Meadows ? À la fois le suffrage universel masculin et le suffrage féminin. Tant dans les manuels scolaires que dans certaines encyclopédies, la question du droit de vote des femmes émerge comme pierre d'achoppement de la démocratie moderne.

6.2 « *Democracy in the name of the King*¹²³⁶ » : vers un royaume démocratique

Pendant l'ère édouardienne, qui débute en 1901 avec l'ascension d'Édouard VII¹²³⁷ au trône et se termine avec la Première Guerre mondiale, toute une série de questions politiques, sociales ou morales est désormais abordée sous l'angle de la *democracy*. Ainsi, les interrogations sur l'avenir de la religion dans une société démocratique, amorcées dans les années 1880, se multiplient¹²³⁸. Au niveau historique, plusieurs

¹²³³ William Edwards, *Junior British History Notes. Part 4, 1783-1901*, Londres, Rivingtons, 1911, p. 445, 506 ; Samuel Rawson Gardiner, *A Student's History of England from the Earliest Times to the Death of Queen Victoria. Vol 3, A.d. 1689 - 1901*, Londres, Longman, Green & Co, 1907, p. 905, 961-962 ; Bernard Lionel Kinghorn Henderson, *The English Nation: Political and General History*, Londres, G. Bell & Sons, 1914, p. 226 ; Thomas Frederick Tout, *An Advanced History of Great Britain from the Earliest Times to the Death of Queen Victoria*, Londres, Longman, Green & Co, 1906, p. 654, 675, 684 ; Thomas Frederick Tout et Frederick York Powell, *History of England*, Londres, Longman, Green & Co, 1910, p. 889, 926, 943.

¹²³⁴ Auteur inconnu.

¹²³⁵ Percival Meadows, *The English Nation: Constitutional History*, Londres, G. Bell & Sons, 1914, p. 234.

¹²³⁶ Halford John Mackinder, *The Modern British State: An Introduction to the Study of Civics*, Londres, G. Philip, 1914, p. 252.

¹²³⁷ 1841-1910. Fils de Victoria, monarque de 1901 à 1910.

¹²³⁸ Lyman Abbott, *The Spirit of Democracy*, 2^e éd., Londres, Constable & Company, 1910, 235 p ; William Hartley Carnegie, *Democracy and Christian Doctrine: An Essay in Reinterpretation*, Londres, Macmillan and Co, 1914, 200 p ; Henry C. Day, *Catholic Democracy: Individualism and Socialism*,

ouvrages vont proposer une lecture téléologique de la *democracy*, à travers laquelle des processus (la réforme protestante, la *Glorious Revolution*) ou des individus (J. Thelwall, J. S. Mill, etc.) sont présentés comme étant à l'origine de la démocratisation de la Grande-Bretagne¹²³⁹. Les études sur des pays considérés comme plus démocratiques, telles la Nouvelle-Zélande ou la Suisse, sont fréquentes¹²⁴⁰, tout comme les questionnements sur le futur de l'Empire en démocratie¹²⁴¹. En parallèle, les travaux d'analyse sociologique mobilisent le terme pour s'interroger sur la

Londres, Longman, Green & Co, 1914 ; Robert Gardner, *In the Heart of Democracy*, 2^e éd., Londres, New Age Press, 1909 ; George Haw (dir.), *The Religious Doubts of Democracy*, Londres, Macmillan and Co, 1904 ; Richard Heath, *The Captive City of God; or, the Churches Seen in the Light of the Democratic Ideal.*, 2^e éd., Londres, Headley Brothers, 1905 ; Julie Jephson, *Christian Democracy: A Church for Our Day.*, Londres, T. Fisher Unwin, 1902 ; Cosmo Gordon Lang, *The Trial of Democracy*, Birmingham, Cornish Brothers, 1911 ; C. L. Marson, « The Church and the Democratic Idea » dans Andrew Reid (dir.), *The New Party Described by Some of Its Members*, Londres, Hodder Brothers, 1894, p. 73-90 ; Andrew B. Morris, *Clericalism Versus Democracy: A Lecture*, Londres, Forbes & Co, 1910 ; W. Robertson Nicoll, *The Christian Attitude Towards Democracy*, Londres, Hodder and Stoughton, 1912, 76 p ; Pope Leo XIII, *Graves De Communi Re: On Christian Democracy*, 1901 ; Samuel George Smith, *Democracy and the Church*, New York and Londres, D. Appleton and Company, 1912, 392 p ; Reginald Stephen, *Democracy and Character*, Londres, Williams & Norgate, 1908, 302 p ; Ida Ashworth Taylor, *The Cardinal Democrat: Henry Edward Manning*, Londres, Kegan Paul, Trench, Trübner & Co., 1908, 280 p ; William Ward, *Brotherhood and Democracy*, Londres, PSA Brotherhood Publishing House, 1910.

¹²³⁹ Charles Cestre, *John Thelwall: A Pioneer of Democracy and Social Reform in England During the French Revolution*, Londres, Swan Sonnenschein, 1906, 220 p ; Charles Borgeaud, *The Rise of Modern Democracy in Old and New England*, Londres, Swan Sonnenschein, 1894, 199 p ; Joseph Clayton, *Leaders of the People: Studies in Democratic History*, Londres, M. Secker, 1910, 364 p ; Joseph Clayton, *The Rise of the Democracy*, Londres, Cassel and Co, 1911 ; George Peabody Gooch, *The History of English Democratic Ideas in the Seventeenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1898, 399 p ; John Holland Rose, *The Rise of Democracy*, Londres, Blackie & Son, 1897, 266 p.

¹²⁴⁰ Frederick Bradshaw, *Self-Government in Canada, and How It Was Achieved: The Story of Lord Durham's Report*, Londres, P. S. King & Son, 1903, 444 p ; Henry Demarest Lloyd, *A Sovereign People: A Study of Swiss Democracy*, Londres, Doubleday, Page & company, 1907, 294 p ; André Siegfried, *Democracy in New-Zealand*, Londres, G. Bell & Sons, 1904.

¹²⁴¹ Francis Francis, *An Imperial-Democratic Policy*, Londres, Constable & Company, 1911 ; John Atkinson Hobson, *Imperialism: A Study*, Londres, J. Nisbet, 1902, 422 p ; Arthur Berriedale Keith, *Responsible Government in the Dominions*, Londres, Stevens and Sons, 1909, 364 p ; Arthur Page, *Imperialism and Democracy: Unionist Principles Applied to Modern Problems*, Édimbourg, W. Blackwood and Sons, 1913, 384 p ; George Stead Veitch, *Empire and Democracy (1837-1913)*, Londres, T.C. & E.C. Jack, 1913, 106 p.

structure de l'État et de la société¹²⁴², les problèmes économiques¹²⁴³ ou encore le caractère (peu) démocratique des partis politiques¹²⁴⁴. Comme évoqué dans le chapitre précédent, le mouvement socialiste et surtout travailliste pose la *democracy* comme un objectif légitime qu'il convient de réaliser tant dans la sphère politique qu'économique¹²⁴⁵. Mais pour comprendre ces usages et les nouvelles tendances qui émergent alors, un peu de contexte est nécessaire.

Dans son étude de l'évolution du rôle des MPs depuis 1868, Michael Rush écrit :

¹²⁴² Canon Barnett et Henrietta Barnett, *Towards Social Reform*, Londres, T. Fisher Unwin, 1909, 364 p ; Johann Caspar Bluntschli, *The Theory of the State*, Oxford, Clarendon Press, 1895, 588 p ; Frederic Harrison, *National and Social Problems*, Londres, Macmillan, 1908, 488 p ; Frederic Clemson Howe, *The City: The Hope of Democracy*, Londres, T. Fisher Unwin, 1905 ; Frederic Clemson Howe, *The British City: The Beginnings of Democracy*, Londres, T. Fisher Unwin, 1907, 409 p ; Charles F. G. Masterman, *The Condition of England*, Londres, Methuen, 1909, 382 p ; Frances Evelyn Maynard Greville Warwick, Herbert George Wells et George Robert Stirling Taylor (dir.), *The Great State: Essays in Construction*, Londres, New York, Harper & Brothers, 1912, 396 p.

¹²⁴³ Thomas Mackay, *The Dangers of Democracy: Studies in the Economic Questions of the Day*, Londres, John Murray, 1913 ; Ramsay Muir, *Peers and Bureaucrats: Two Problems of English Government*, Londres, Constable, 1910, 262 p ; Frederick Temple, *Interest, Gold and Banking: A Discourse on Democratic Finance*, Londres, E. Wilson, 1914, 44 p.

¹²⁴⁴ Hilaire Belloc et Cecil Chesterton, *The Party System*, Londres, S. Swift, 1911, 246 p ; Abbott Lawrence Lowell, *The Government of England*, Londres, Macmillan, 1912, vol. 2/1, 619 p ; Abbott Lawrence Lowell, *Public Opinion and Popular Government*, Londres, Longmans, Green & Co, 1913, 442 p ; Moisey Ostrogorski, *Democracy and the Organization of Political Parties*, Londres, Macmillan, 1902, vol. 2/ ; Robert Michels, *Political Parties: A Sociological Study of the Oligarchical Tendencies of Modern Democracy*, New York, Hearst's International Library Co., 1915, 416 p.

¹²⁴⁵ Ernest Belfort Bax et Harry Quelch, *A New Catechism of Socialism*, Londres, Twentieth Century Press, 1903, 44 p ; Robert Ensor (dir.), *Modern Socialism: As Set Forth by Socialists in Their Speeches, Writings and Programmes*, Londres, Harper & Brother, 1910 ; James Keir Hardie, *The I. L. P. and All About It*, Manchester, National Labour Press, 1909, 18 p ; John Hunter Harley, *The New Social Democracy, a Study for the Times*, Londres, P.S. King & Son, 1911, 288 p ; Henry William Hobart, *Social-Democracy, or Democratic Socialism*, 1907^e éd., Londres, Twentieth Century Press, 1895, 16 p ; Henry Mayers Hyndman, *Social-Democracy: The Bases of Its Principles and the Causes of Its Success*, Londres, Twentieth Century Press, 1904 ; Henry Mayers Hyndman, *The Emancipation of India*, Londres, Twentieth Century Press, 1911 ; Henry Mayers Hyndman, *The Future of Democracy*, Londres, G. Allen & Unwin, 1915, 236 p ; James Ramsay MacDonald, *Socialism and Society*, Londres, Independent Labour Party, 1905, 223 p ; James Ramsay MacDonald, *Socialism and Government*, Londres, Independent Labour Party, 1909, vol. 2/ ; James Ramsay MacDonald, *The Socialist Movement*, Londres, Independent Labour Party, 1911, 267 p ; James Elliott Furneaux Mann, Nowell Johnstone Sievers et Robert William Talbot Cox, *The Real Democracy: First Essays of the Rota Club*, Londres, Longman, Green & Co, 1913, 298 p ; Samuel Peter Orth, *Socialism and Democracy in Europe*, Londres, Williams & Norgate, 1913 ; Sidney Webb et Beatrice Potter Webb, *Industrial Democracy*, Londres, Longman, Green & Co, 1897, vol. 2/, 986 p.

*By 1900 [...] British politics was dominated by two, ideologically – divided parties; collectivist demands, significantly tempered by libertarian concerns, had resulted in an expansion of government, and the state now intervened in areas which were beyond the ideological pale a hundred years before; the governmental machine had expanded accordingly, with an increase in the number ministers and civil servants; and the House of Commons, the key part of the legislative machine, was controlled by party*¹²⁴⁶.

La période édouardienne voit donc les Communes asseoir définitivement leur autorité. La place de la monarchie se réduit de plus en plus à un rôle symbolique. L'autre reliquat du gouvernement mixte, la Chambre des Lords, perd une grande partie de ses pouvoirs en 1911. Toutefois, avec cette consécration des *Commons* émergent de nouveaux défis : pour plusieurs observateurs contemporains, la souveraineté n'est plus entre les mains du Parlement, mais entre celles du parti. En effet, amorcé suite au *Reform Act* de 1867, le développement des partis de masse se confirme au 20^e siècle. Comme avancé par Weber, la fin du 19^e siècle voit la transformation du parlementarisme, caractérisé par des députés indépendants et un parlement fort, en une démocratie de partis, où les structures partisans dominent, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'enceinte parlementaire¹²⁴⁷. Pour Weber, la Grande-Bretagne du 19^e siècle offre l'idéal type du parti de notable, tandis que c'est l'Allemagne et particulièrement le *Sozialdemokratische Partei Deutschlands* (SPD) qui démontre l'importance des partis de masse dans la politique moderne. À Westminster, ceci est principalement mis en évidence par l'instauration d'une discipline de parti forte tandis que les MPs indépendants se raréfient¹²⁴⁸. L'agenda législatif est largement dominé par le gouvernement, et les initiatives parlementaires disparaissent presque totalement¹²⁴⁹. Cependant, le modèle wébérien ne s'applique pas parfaitement au cas britannique : si l'arène parlementaire perd de sa centralité, ce ne sont pas les partis, mais le Cabinet qui va devenir le nexus du pouvoir politique¹²⁵⁰. La place croissante des partis politiques et du Cabinet est soulignée par plusieurs

¹²⁴⁶ M. Rush, *The Role of the Member of Parliament Since 1868*, *op. cit.*, p. 50-51.

¹²⁴⁷ M. Weber, *Le savant et le politique*, *op. cit.*, p. 120 et *passim*. Pour une synthèse plus contemporaine, voir B. Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, *op. cit.*, p. 247-278.

¹²⁴⁸ M. Rush, *The Role of the Member of Parliament Since 1868*, *op. cit.*, p. 49.

¹²⁴⁹ *Ibid.*, p. 39.

observateurs contemporains et se révèle décisive lors des débats sur l'avenir des Lords.

Il est d'ailleurs difficile de comprendre la crise constitutionnelle qui secoue la Grande-Bretagne à partir de 1909 sans revenir à un élément marquant de la fin du règne de Victoria : la question du *Home Rule* irlandais. Comme mentionné au chapitre précédent, suite aux mobilisations nationalistes en Irlande, en 1885, Gladstone prend position en faveur d'une dévolution législative irlandaise. Cette politique divise le Parti libéral : les libéraux-unionistes font scission pour constituer une alliance avec les conservateurs. Cette division est généralement considérée comme cruciale pour expliquer la domination politique des unionistes (l'alliance des conservateurs et libéraux-unionistes) jusqu'en 1905, ces derniers étant globalement au pouvoir de 1886 à 1905. Seule l'élection de 1892 permet aux libéraux de former un gouvernement minoritaire, appuyé par le *Irish Parliamentary Party*. En 1893, ils font adopter par les *Commons* un nouveau *Home Rule Bill*. Celui-ci sera rejeté par les Lords à une très forte majorité, ceux-ci prétextant que Gladstone n'a pas de mandat électoral en ce sens¹²⁵¹.

Suite à l'élection de 1906, remportée haut la main par les libéraux¹²⁵² et sur laquelle nous reviendrons, la question du pouvoir de veto des Lords redevient centrale. Quand les Lords bloquent à plusieurs reprises des réformes libérales, le gouvernement d'Herbert Asquith¹²⁵³ se lance dans un processus de réforme constitutionnelle qui aboutira au *Parliament Act* de 1911. Celui-ci est composé de trois volets : le premier empêche les Lords de modifier tout projet de loi sur les finances une fois votées par les Communes. Le second donne un veto suspensif de deux ans aux Lords : passé ce

¹²⁵⁰ Anthony Selden, « Cabinet Government », dans Vernon Bogdanor (dir.), *The British Constitution in the Twentieth Century*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p.

¹²⁵¹ E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, *op. cit.*, p. 394.

¹²⁵² Les libéraux remportent 397 sièges, les conservateurs 130, les libéraux-unionistes 27, le *Irish Parliamentary Party* 82, et le *Labour Representation Committee* 29.

¹²⁵³ 1852-1928. Avocat, MP libéral à partir de 1886, il est membre du Cabinet de 1892 à 1895, puis de nouveau de 1905 à 1908, date à laquelle il devient premier ministre jusqu'en 1916.

délai, toute législation acceptée par les *Commons* deviendra loi — une disposition qui permettra enfin l'adoption du *Home Rule*¹²⁵⁴. Et finalement, la troisième mesure réduit la durée de la législature de sept à cinq ans¹²⁵⁵. Cet entérinement de la suprématie des *Commons* sur les *Lords* donnera lieu à bien des débats sur la *democracy*. Toutefois, preuve du chemin parcouru, les opposants à cette réforme ne l'accusent pas de mener la Grande-Bretagne vers la démocratie, mais au contraire de l'en écarter.

Un autre élément important de l'ère édouardienne est « *the rise of Labour* », tant sur le plan social que politique. L'année 1874 voit l'élection de 2 députés *Lib-Lab*, pour *Liberal-Labour*, c'est-à-dire de syndicalistes se présentant sous la bannière libérale dans des circonscriptions ouvrières. Cette collaboration ira en grandissant, notamment dans les régions minières, et en 1906, on dénombre 24 MPs *Lib-Lab*. Mais les difficultés du Parti libéral dans les années 1890, ainsi qu'un militantisme renouvelé, va pousser le mouvement travailliste à affirmer son indépendance vis-à-vis des libéraux. En 1893 sont créés le *Independent Labour Party* (ILP) et en 1900 le *Labour Representation Committee* (LRC). S'en suit un pacte électoral entre travaillistes et libéraux afin d'éviter la division du vote dans une trentaine de circonscriptions. Cela permet au LRC de faire élire 29 députés en 1906, date à laquelle il prend officiellement le nom de *Labour Party*. Finalement, les *Lib-Lab* se rallient au *Labour*, qui voit son nombre de sièges grimper à 40 en janvier 1910, devenant ainsi une force politique notable¹²⁵⁶.

¹²⁵⁴ Adopté par les Communes à trois reprises entre 1912 et 1914, rejeté autant de fois par les Lords, il reçoit la sanction royale en septembre 1914, mais son application est reportée à la fin de la guerre. Son passage voit une partie des forces conservatrices appeler à l'insurrection armée en Ulster, notamment au nom de la *Tory Democracy*. Voir Robert Saunders, « Tory Rebels and Tory Democracy: The Ulster Crisis, 1900-1914 » dans Bradley W. Hart et Richard Carr (dir.), *The Foundations of the British Conservative Party: Essays on Conservatism from Lord Salisbury to David Cameron*, New York, Bloomsbury Academic, 2013, p. 65-83.

¹²⁵⁵ Claire Charlot, « Autopsie d'une crise parlementaire, 1909-1911 », *Etudes anglaises*, 2010, vol. 63, n° 3, p. 327-328.

¹²⁵⁶ E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, *op. cit.*, p. 433.

Bien que minoritaires, les travaillistes jouent un rôle décisif au Parlement et offrent un appui conditionnel aux gouvernements libéraux successifs. Cette importance du *Labour* à Westminster a une influence sur les usages de *democracy*. En effet, même si, à la différence de ses homologues européens, le *Labour* ne se définit pas nécessairement comme « *social-democrat* »¹²⁵⁷, les MPs travaillistes se voient comme de vrais démocrates. Certes, durant cette période, le nombre de députés employant de manière expressément négative le vocabulaire démocratique chute. Mais il n'en reste pas moins que la présence du *Labour* — et d'une certaine mesure du *Irish Parliamentary Party* — contribue à faire de *democracy* un terme positif à Westminster. D'ailleurs, le *Labour* est le premier parti à mentionner le mot dans son manifeste électoral de 1900, en demandant que les moyens de production soient « *controlled by a Democratic State in the interests of the entire Community* »¹²⁵⁸. Cet emploi de *democracy*, compris comme le contrôle populaire de l'État, et un objectif à réaliser dans la sphère économique, évoque les usages des Fabiens analysés précédemment¹²⁵⁹.

La montée des forces travaillistes n'implique pas nécessairement une démocratisation sociale de la classe politique. Westminster reste une assemblée élitiste, dominée par les intérêts financiers, commerciaux, manufacturiers et les propriétaires terriens¹²⁶⁰.

¹²⁵⁷ Sur la divergence entre la social-démocratie britannique et le *Labour*, voir Graham Johnson, « Social Democracy and Labour Politics in Britain, 1892–1911 », *History*, 2000, vol. 85, n° 277, p. 67-87.

¹²⁵⁸ Frederick Walter Scott Craig (dir.), *British General Election Manifestos, 1900-74*, Londres, Macmillan, 1975, p. 4.

¹²⁵⁹ Il faut noter que c'est aussi à ce moment que l'adéquation entre socialisme et démocratie faite par les Fabiens gagne en traction à l'échelle européenne. Eduard Bernstein, qui séjourne notamment en Grande-Bretagne, se rapproche d'une telle interprétation, en affirmant « *in the last instance, for me, socialism means democracy, self-administration* » (cité dans Manfred B. Steger, *The Quest for Evolutionary Socialism: Eduard Bernstein and Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 140.) La tendance est donc à une adéquation entre régime représentatif et *democracy*, même chez les socialistes. En effet, selon Stefan Berger, « *Kautskyism, Bernsteinian revisionism, Fabianism, and most variants of Continental Marxist thought were united in this belief in [electoralist] statism. Luxemburgism and guild socialism were among the exceptions to the rule.* » Voir Stefan Berger, « Democracy and Social Democracy », *European History Quarterly*, 2002, vol. 32, n° 1, p. 23.

¹²⁶⁰ P.J. Cain et A.G. Hopkins, *British Imperialism, op. cit.*, p. 138.

En parallèle, l'électorat britannique représente inlassablement une minorité de la population : en 1910, il est d'environ 7 600 000 hommes, soit 28 % de la population adulte métropolitaine¹²⁶¹. Bien que les femmes veuves ou célibataires aient gagné le droit de vote au niveau municipal en 1869, elles sont toujours exclues du vote au niveau parlementaire. D'ailleurs, malgré des avancées marquées pour les droits des femmes à la fin du 19^e siècle, c'est la question du droit de vote aux élections nationales qui va se révéler la pierre d'achoppement du parlementarisme britannique. Nonobstant une série de campagnes extraparlimentaires de plus en plus vindicatives entre 1904 et 1914, il faut attendre le *Representation of the People Act* en 1918 (qui fait passer l'électorat à 20 millions) pour que les femmes obtiennent le droit de vote et d'éligibilité. Et encore, loin de conférer le suffrage aux femmes dans les mêmes termes que les hommes, cette loi crée de nouvelles classes d'électorales, basées sur l'âge, la propriété et la possession de titres universitaires¹²⁶².

Contrairement aux deux chapitres précédents, nous n'assistons pas, entre 1904 et 1914, à une extension du droit de vote. Il n'en reste pas moins qu'entre 1909 et 1911, une grave crise constitutionnelle secoue la Grande-Bretagne, mais cette fois-ci concernant la Chambre des Lords. Une étude des usages du vocabulaire démocratique au cours de cette crise nous révèle la récente élasticité de la *democracy*. Ainsi, les libéraux défendent leurs mesures au nom de la démocratie, tandis que les Lords et les conservateurs s'y opposeront en faisant eux aussi appel à des principes démocratiques. Pour comprendre cette situation, il faut analyser l'émergence du *New Liberalism* et sa vision de la démocratie, avant de s'attarder plus en détail sur la question des Lords entre 1867 et 1911.

¹²⁶¹ Stuart Ball, « The Reform Act of 1918 – the Advent of Democracy », *Parliamentary History*, 2018, vol. 37, n° 1, p. 2 ; N. Johnston, *The History of the Parliamentary Franchise*, *op. cit.*, p. 37.

¹²⁶² J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. 331.

6.2.1 Nouveaux libéraux et le *democratic budget*

On peut, suivant Isaiah Berlin, affirmer que jusqu'au tournant des années 1880, le libéralisme britannique est caractérisé par une vision individualiste de la société, une lecture négative de la liberté et une foi inébranlable dans les vertus du libre-échange. Une conception négative de la liberté met l'accent sur l'absence d'interférence externe ; par opposition à une perspective positive qui souligne l'importance pour les agents de l'autodétermination dans leurs choix et actions¹²⁶³. Vers la fin du 19^e siècle certains libéraux embrassent toutefois une conception positive de la liberté et plus particulièrement de l'État et de son intervention économique et sociale. Cette transformation passe notamment par un usage mélioratif du terme *democracy* au sens de régime politique et de société égalitaire, cette dernière devenant progressivement la condition *sine qua non* d'une liberté positive.

À l'origine de cette mutation du libéralisme britannique, deux causes sont généralement admises par les historien-ne-s¹²⁶⁴. D'un côté, la crise du Parti libéral suite à la scission de 1886 sur la question du *Home Rule* irlandais, pousse les libéraux dans une quête d'identité pour renverser la domination électorale des unionistes. De l'autre, la montée des forces travaillistes, particulièrement à travers le développement des *trade-unions*, incite les libéraux à revoir leurs rapports avec les classes laborieuses. Face à ces défis, des auteurs tels que Thomas Hill Green¹²⁶⁵ et surtout Herbert Samuel¹²⁶⁶, John A. Hobson¹²⁶⁷ et Leonard T. Hobhouse¹²⁶⁸ vont tenter de

¹²⁶³ Isaiah Berlin, « Two Concepts of Liberty » dans Henry Hardy (dir.), *Liberty*, 2^e éd., Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 166-217.

¹²⁶⁴ Michael Bentley, « British parliamentary institutions and political thought 1865–1914 », *Parliaments, Estates and Representation*, 1 juin 1983, vol. 3, n° 1, p. 35-46 ; David Powell, « The New Liberalism and the Rise of Labour, 1886–1906 », *The Historical Journal*, juin 1986, vol. 29, n° 2, p. 369-393.

¹²⁶⁵ 1836-1882. Philosophe associé à l'idéaliste britannique, professeur à Oxford. Sur le rapport de Green à la démocratie, voir Colin Tyler, « T.H. Green, advanced liberalism and the reform question 1865–1876 », *History of European Ideas*, 1 décembre 2003, vol. 29, p. 437-458.

¹²⁶⁶ 1870-1963. MP libéral à partir de 1902, il sera leader libéral et *Home Secretary* (1931-1932).

¹²⁶⁷ 1858-1940. Économiste, notamment connu pour son étude l'impérialisme britannique.

¹²⁶⁸ 1864-1929. Essayiste, homme politique, puis sociologue à la *University of Londres*.

réconcilier les principes libéraux avec une vision plus positive de l'État et de la liberté. Le *New Liberalism* a fait l'objet de plusieurs études, qu'elles soient historiques, théoriques ou concentrées sur ses principaux partisans¹²⁶⁹. Bien qu'il soit difficile de définir de manière cohérente un courant aussi varié, ces nouveaux libéraux mettent en avant l'incapacité du libéralisme classique à résoudre la question sociale et essaient de justifier l'intervention étatique dans la redistribution des richesses (mais non dans la sphère de la production)¹²⁷⁰. Des idées similaires traversent alors l'Europe et l'Amérique du Nord, les succès des forces socialistes encourageant un renouveau de la pensée et des politiques libérales¹²⁷¹.

Cette nouvelle perspective est particulièrement visible chez trois *New Liberals* qui embrassent clairement la *democracy* : Samuel, Hobson et Hobhouse. Commençons avec l'ouvrage de Samuel, *Liberalism* (1902). Préfacé par Asquith, étoile libérale montante, ce livre tente de cerner les contours du libéralisme contemporain. Dès le début, Samuel pose que le premier principe libéral est que :

it is the duty of the State to secure to all its members, and all others whom it can influence, the fullest possible opportunity to lead the best life. [...] [T]he ideas characteristic of Liberalism – social reform, democracy, freedom of trade, freedom of thought, religious equality, international peace – all ultimately take their rise in this conception of the object of government¹²⁷².

¹²⁶⁹ Peter J. Cain, *Hobson and Imperialism: Radicalism, New Liberalism and Finance, 1887-1938*, Oxford, Oxford University Press, 2002 ; Peter F. Clarke, *Lancashire and the New Liberalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971, 488 p ; Stefan Collini, *Liberalism and Sociology: L. T. Hobhouse and Political Argument in England 1880-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, 296 p ; Michael Freedon, *The New Liberalism: An Ideology of Social Reform*, Oxford, Clarendon Press, 1986 ; D. Powell, « The New Liberalism and the Rise of Labour, 1886–1906 », art cit ; David Weinstein, *Utilitarianism and the New Liberalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

¹²⁷⁰ Richard Burdon Haldane, « Preface » dans *The Labour Movement*, Londres, T. Fisher Unwin, 1893, p. ix-xii.

¹²⁷¹ Asa Briggs, « The Welfare State in Historical Perspective », *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie*, décembre 1961, vol. 2, n° 2, p. 221-258 ; Stein Kuhnle et Anne Sander, « The Emergence of the Western Welfare State » dans Francis G. Castles et al. (dir.), *The Oxford Handbook of the Welfare State*, Oxford, Oxford University Press, 2010, p. 61-80.

¹²⁷² Herbert Samuel, *Liberalism: An Attempt to State the Principles and Proposals of Contemporary Liberalism in England*, Londres, Grant Richards, 1902, p. 4.

Ici, contrairement à l'ambiguïté face à la *democracy* de l'*Anti-Corn Law League*, ou la réserve d'un J. S. Mill, Samuel considère que le libéralisme s'accorde assurément avec la *democracy* comme régime politique. En fait, comme plusieurs historiens de l'époque, il applique rétrospectivement le libellé de *democrat* à des auteurs (Godwin, Bentham, J. S. Mill) et des hommes politiques (Grey, Russell, Cobden, Bright, Gladstone) dont le rapport au terme était parfois plus équivoque¹²⁷³.

Dans cette perspective libérale, la *democracy*, synonyme de « *self-government* », est considérée comme le meilleur régime politique parce qu'elle garantit l'élévation de ses citoyens, le respect du bien commun et la stabilité politique. Comme le résume Samuel, « *democracy raises the status and character of the citizens. It ensures that the laws shall be framed in the interest, not of a dominant class, but of the whole nation. And it is the least liable to violent disturbance*¹²⁷⁴. » Le retournement est frappant. Alors que durant le 19^e siècle, la *democracy* était associée à un nivellement de la vie politique vers le bas, voici qu'elle émancipe les citoyens. Jusqu'alors associée à la « *class legislation* » et à la domination de la populace, revoici qu'elle représente désormais l'intérêt général. Et de synonyme d'instabilité politique, allant des désordres révolutionnaires français aux émeutes chartistes, elle incarne à présent la pérennité des systèmes politiques. Par ailleurs, l'association entre *democracy* et *republic* est aussi rompue : Samuel précise que « *a democracy need [sic] not be a republic*¹²⁷⁵ », et que l'abolition de la monarchie n'est nullement nécessaire à la démocratisation de la Grande-Bretagne.

Il y a toutefois un bémol à cet engouement libéral vis-à-vis de la *democracy*. Samuel souligne en effet que « *the theory of universal democracy has long been discarded. Fitness in a class is an absolute condition of enfranchisement*¹²⁷⁶ ». Cette remarque lui

¹²⁷³ *Ibid.*, p. 225.

¹²⁷⁴ *Ibid.*, p. 228.

¹²⁷⁵ *Ibid.*, p. 295.

¹²⁷⁶ *Ibid.*, p. 251.

permet d'écarter les femmes et les populations racisées d'une quelconque inclusion politique. Pour Samuel, seuls les hommes — préférablement de race « teutonique » — sont aptes à exercer le droit de vote¹²⁷⁷. En outre, il écrit que le suffrage masculin n'est pas suffisant pour s'assurer du caractère démocratique du Parlement britannique, qui doit « *truly reflect in its composition the opinions of the country*¹²⁷⁸ ». Samuel recommande donc la tenue d'élection tous les cinq ans, l'abolition des sièges parlementaires universitaires, la création d'un jour férié lors des élections, des circonscriptions de taille égale, et surtout la rémunération des *Members of Parliament*. Ces mesures sont globalement adoptées dans les années suivantes.

Si l'ouvrage de Samuel nous offre le premier manifeste du *New Liberalism*, il est aussi l'œuvre d'un homme politique au début d'une longue carrière, qui défendra ses idées dans l'arène électorale et parlementaire. Les trajectoires d'Hobson et Hobhouse, qui allient carrières universitaires et positionnements intellectuels publics, permettent de constater que la valorisation de la *democracy* par Samuel n'est pas exceptionnelle : elle trouve un écho dans l'imaginaire politique britannique. Auteur prolifique, Hobson est surtout connu aujourd'hui pour son livre *Imperialism : A Study* (1902), ouvrage séminal des dissertations économiques de l'Empire britannique¹²⁷⁹. Pour Hobson, l'impérialisme résulte de la surproduction capitaliste et de la sous-consommation domestique : l'Empire offre ainsi de nouveaux débouchés, qui doivent être sécurisés par la force. L'emploi du terme *imperialism* est à souligner : selon Hobsbawm, le mot émerge en Grande-Bretagne dans les années 1870 et se popularise au tournant du siècle¹²⁸⁰. Quand Hobson écrit, il s'inscrit donc dans un débat international sur la nature du phénomène et ses liens avec le développement capitaliste¹²⁸¹, initié notamment par le mouvement social-démocrate¹²⁸².

¹²⁷⁷ *Ibid.*, p. 228, 232, 251.

¹²⁷⁸ *Ibid.*, p. 254.

¹²⁷⁹ P.J. Cain, *Hobson and Imperialism*, *op. cit.* ; Timo Särkkä, *Hobson's Imperialism: A Study in Late-Victorian Political Thought*, PhD, University of Jyväskylä, 2009, 211 p.

¹²⁸⁰ E.J. Hobsbawm, *The Age of Empire: 1875-1914*, *op. cit.*, p. 60.

Les détails de l'analyse économique hobsonienne ne nous intéressent pas particulièrement ici¹²⁸³. Ce qu'il convient de remarquer dans *Imperialism*, c'est la place de la *democracy* comme l'antithèse de la dynamique impérialiste. Selon Hobson, « *the antagonism with democracy drives to the very roots of Imperialism as a political principle. [...] Representative institutions are ill adapted for empire, either as regards men or methods*¹²⁸⁴. » Ainsi, la *democracy*, comprise comme gouvernement représentatif, est difficile à mettre en œuvre dans un cadre impérial. Pour Hobson, l'impérialisme, bien que mu par des facteurs économiques, peut être combattu par des moyens politiques. En conclusion, il affirme qu'il faut

*the establishment of a genuine democracy, the direction of public policy by the people for the people through representatives over whom they exercise a real control. Whether this or any other nation is yet competent for such a democracy may well be matter of grave doubt, but until and unless the external policy of a nation is "broad-based upon a people's will" there appears little hope of remedy*¹²⁸⁵.

On constate donc que la *democracy*, comprise comme un régime populaire reflétant les vœux de la population, est posée comme solution aux problèmes de la Grande-Bretagne. Certes, c'est une approbation timide de la part d'Hobson — dans un autre ouvrage, il défend une « *rational democracy*¹²⁸⁶ » — mais déjà significative.

Tel que souligné par la littérature secondaire, on retrouve une vision similaire du conflit entre impérialisme et démocratie chez Hobhouse¹²⁸⁷. Dans une série d'articles publiés en 1902 dans le magazine libéral *The Speaker*, et réédités sous le titre

¹²⁸¹ Norman Etherington, *Theories of Imperialism: War, Conquest and Capital*, Londres, Routledge, 1984, 309 p.

¹²⁸² Richard B. Day et Daniel Gaido (dir.), *Discovering Imperialism: Social Democracy to World War I*, Leiden, Brill, 2011, 964 p.

¹²⁸³ P.J. Cain et A.G. Hopkins, *British Imperialism, op. cit.* ; John Gallagher et Ronald Robinson, « The Imperialism of Free Trade », *The Economic History Review*, 1953, vol. 6, n° 1, p. 1-15.

¹²⁸⁴ J.A. Hobson, *Imperialism, op. cit.*, p. 153.

¹²⁸⁵ *Ibid.*, p. 382.

¹²⁸⁶ John Atkinson Hobson, *John Ruskin, Social Reformer*, Londres, J. Nisbet & Company, 1898, p. 225.

¹²⁸⁷ S. Collini, *Liberalism and Sociology, op. cit.* ; Duncan Bell, « Democracy and Empire: J. A. Hobson, Leonard Hobhouse, and the Crisis of Liberalism » dans Ian Hall et Lisa Hill (dir.), *British International Thinkers from Hobbes to Namier*, New York, Palgrave Macmillan, 2009, p. 181-205.

Democracy and Reaction en 1904, il couche par écrit le malaise libéral du début du siècle. Hobhouse considère que la Grande-Bretagne est entrée dans une phase réactionnaire, comme en témoigne le soutien populaire à la Guerre des Boers, symptomatique selon lui de l'émergence d'un conservatisme ouvrier et patriotique. Cela l'amène à s'interroger sur l'applicabilité des principes libéraux. Ainsi, il affirme que « *popular sovereignty for instance was an article of the Liberal creed. Put into practice, popular sovereignty has not been very kind to Liberals, nor [...] has it dealt very tenderly with some other Liberal ideas* », ce qui le pousse à demander « *is democracy workable under modern conditions*¹²⁸⁸? »

Pour répondre à cette question décisive, Hobhouse distingue deux formes de *democracy*. La première, qu'il associe à Athènes et dans une certaine mesure aux États-Unis, implique « *a direct participation of the mass of ordinary citizens in the public life of the commonwealth*¹²⁸⁹ ». Mais, tout comme l'*Encyclopedia Britannica* évoquée en introduction, il affirme qu'une telle perspective est peu adaptée aux États modernes, du fait de leur taille et de la diversité des intérêts de leurs populations. Ainsi, Hobhouse favorise la seconde forme de *democracy*, qui suppose un peuple déléguant à des représentants sa souveraineté :

*It is held that the details of government are for the expert to arrange, but the expert administrator holds from the people, receives their mandate, and stands or falls by their satisfaction or dissatisfaction with the result. The people are the ultimate authority, but only the ultimate authority*¹²⁹⁰.

Cette préférence pour une *democracy*, au sens d'« *ultimate popular sovereignty* », amène Hobhouse à envisager son application à de vastes entités politiques, et notamment à l'Empire britannique.

¹²⁸⁸ Leonard Trelawny Hobhouse, *Democracy and reaction*, Londres, T. Fisher Unwin, 1904, p. 138-139.

¹²⁸⁹ *Ibid.*, p. 148.

¹²⁹⁰ *Ibid.*, p. 150.

Plus précisément, Hobhouse affirme qu'à travers une combinaison de contrôle populaire et de fédéralisme, une gestion démocratique de l'Empire est possible¹²⁹¹. Émerge alors des écrits de Hobhouse un triptyque conceptuel entre *democracy*, *Empire* et *imperialism*. Ce dernier terme, « *understood broadly as the aggressive foreign expansion of the state*¹²⁹² » qui s'est mise en place depuis les années 1880, s'oppose aux deux autres. Ainsi, « *democracy is government of the people by itself [whereas] imperialism is government of one people by another*¹²⁹³ ». Ou de manière encore plus explicite : « *the fundamental idea of democracy is not any particular form of government, but the reconciliation of government with liberty, and Imperialism is the negation of liberty*¹²⁹⁴. » Chez Hobhouse, les tendances réactionnaires de l'impérialisme britannique ne sont pas un argument contre la *democracy*, mais plutôt une occasion de réformer l'Empire sur des bases démocratiques et fédératives.

Somme toute, Hobhouse propose une lecture nuancée de la *democracy* britannique au début du 20^e siècle. D'un côté, selon lui, il est clair que « *the ideal of the democratic State is intrinsically sound and necessary to the onward movement of western civilisation*¹²⁹⁵ ». De l'autre, il reconnaît qu'un tel régime n'est pas une panacée et souligne le potentiel réactionnaire d'une *democracy* (au sens social) ignorante. D'où l'importance à ses yeux, non pas tant de démocratiser l'État britannique, mais surtout d'utiliser celui-ci à des fins sociales. Ainsi, pour Hobhouse, « *the fundamental reform for which the times call is rather a reconsideration of the ends for which all civilised government exists*¹²⁹⁶ » : cette fin doit être le bien-être de la population.

Bien sûr, une telle déclaration de la part d'un penseur britannique durant l'âge des Empires, pour reprendre l'expression d'Hobsbawm, doit être nuancée. Comme le

¹²⁹¹ *Ibid.*, p. 154.

¹²⁹² D. Bell, « Democracy and Empire », art cit, p. 192.

¹²⁹³ L.T. Hobhouse, *Democracy and reaction*, op. cit., p. 147.

¹²⁹⁴ *Ibid.*, p. 167.

¹²⁹⁵ *Ibid.*, p. 242.

¹²⁹⁶ *Ibid.*, p. 243.

souligne Anil Seal, dès les années 1870, plusieurs acteurs coloniaux britanniques se demandent comment réconcilier le « *steadfast authoritarianism of the British overseas [...] with the turn towards democracy of the British at home*¹²⁹⁷ ». Ainsi, au cours de cette période la différenciation entre l'autonomie politique concédée aux colonies blanches (à l'exception de l'Irlande) et la mise sous-tutelle de vastes territoires en Afrique et Asie se renforce¹²⁹⁸. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud sont formellement fédérées au début du siècle, tandis que le statut de Dominion est officiellement introduit lors de *Colonial Conference* de 1907. À la même époque, les nationalistes indiens se créent une histoire qui inclut des expériences démocratiques passées¹²⁹⁹ et adoptent une rhétorique qui s'oriente de façon croissante vers la revendication d'un statut de dominion, voire vers l'indépendance¹³⁰⁰. Mais, ces mouvements, tant en Asie et qu'en Afrique seront durement réprimés¹³⁰¹, illustrant clairement la dynamique impérialiste de l'Empire que dénonce Hobson.

La victoire éclatante des libéraux aux élections de 1906 va permettre aux *New Liberals* de réaliser leur vision. Si c'est le *Free Trade* qui a dominé la campagne électorale, la question sociale va venir à prendre de plus en plus d'importance¹³⁰². Les gouvernements d'Henry Campbell-Bannerman¹³⁰³, puis Asquith (à partir de 1908), mettent en place les fondations de l'État social britannique. Mais les visées réformistes des libéraux sont rapidement bloquées par les Lords. En effet, la Chambre

¹²⁹⁷ Anil Seal, *The Emergence of Indian Nationalism: Competition and Collaboration in the Later Nineteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971, p. 7.

¹²⁹⁸ Andrew Porter, « Introduction » dans *The Oxford History of the British Empire: The Nineteenth Century*, Oxford, Oxford University Press, 1999, p. 20.

¹²⁹⁹ Steven Muhlberger, « Republics and Quasi-Democratic Institutions in Ancient India » dans Benjamin Isakhan et Stephen Stockwell (dir.), *The Secret History of Democracy*, Londres, Palgrave Macmillan UK, 2011, p. 49-59.

¹³⁰⁰ John R. McLane, *Indian Nationalism and the Early Congress*, Princeton, Princeton University Press, 1977, 418 p.

¹³⁰¹ Manmath Nath Das, *India Under Morley and Minto: Politics Behind Revolution, Repression and Reforms*, Londres, G. Allen and Unwin, 1964, 288 p ; John Newsinger, *The Blood Never Dried: A People's History of the British Empire*, Londres, Bookmarks, 2006, chap. 5.

¹³⁰² E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, *op. cit.*, p. 398-399.

¹³⁰³ 1836-1908. Élu MP libéral en 1868, leader du Parti (1899), puis premier ministre (1906-1908).

haute est alors composée de 355 conservateurs, 124 libéraux-unionistes, 88 libéraux et 35 indépendants¹³⁰⁴. Face aux réformes libérales, les Lords n'hésitent pas à user de leurs pouvoirs : entre 1906 et 1909, ils rejettent dix projets de loi libéraux et en amendent drastiquement plus de 40¹³⁰⁵. Débute alors un bras de fer entre Lords et *Commons* qui va culminer dans la crise de 1909-1911.

À Westminster, le premier acte de ce conflit est la résolution proposée par Campbell-Bannerman le 24 juin 1907, qui affirme que « *in order to give effect to the will of the people as expressed by their elected representatives*¹³⁰⁶ », les Lords ne peuvent disposer que d'un veto temporaire. Les débats sur cette question voient tant les libéraux que les conservateurs faire abondamment référence à la *democracy*. Pour les libéraux, une seconde chambre héréditaire est un affront à la volonté populaire et démocratique¹³⁰⁷. Mais plus intéressant pour notre propos est l'emploi que les conservateurs vont faire du terme *democracy* dans ces débats. Certains, d'une manière assez classique et évoquant la théorie du gouvernement mixte, soulignent la nécessité de « *safeguards* » pour contenir les énergies des masses, même en démocratie¹³⁰⁸. D'autres vont approcher la question d'une façon plus novatrice : les pouvoirs de révision et de rejet de la Chambre des Lords sont en fait démocratiques. En effet, face à des Communes élues à de courts intervalles et représentant la volonté temporaire du peuple, les Lords incarnent la volonté populaire dans la durée¹³⁰⁹, dans

¹³⁰⁴ H. Cunningham, *The Challenge of Democracy*, *op. cit.*, p. 206.

¹³⁰⁵ E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, *op. cit.*, p. 401.

¹³⁰⁶ Henry Campbell-Bannerman, HC Deb 24 juin 1907, vol. 176 col 909.

¹³⁰⁷ Herbert Samuel, HC Deb 24 juin 1907, vol. 176 col 1007 ; John Walton, HC Deb 25 juin 1907, vol. 176 col 1171 ; John Robertson, HC Deb 25 juin 1907, vol. 176 col 1233-1234 ; Winston Churchill, HC Deb 25 juin 1907, vol. 176 col 1244 ; Alfred Mond, HC Deb 26 juin 1907, vol. 176 col 1472 ; Fred Maddison, HC Deb 26 juin 1907, vol. 176 col 1472.

¹³⁰⁸ Samuel Butcher, HC Deb 24 juin 1907, vol. 176 col 961 ; William Anson, HC Deb 24 juin 1907, vol. 176 col 1000 ; Francis Powell HC Deb 25 juin 1907, vol. 176 col 1221.

¹³⁰⁹ Par un curieux retournement, on verra Winston Churchill, devenu Leader conservateur, tenir une position similaire en 1947, lors des débats visant à réduire le veto des Lords à un an. C'est d'ailleurs au cours de ce débats qu'il prononcera sa fameuse phrase concernant la démocratie, selon laquelle « *it has been said that democracy is the worst form of Government except all those other forms that have been tried from time to time* » (HC Deb, 11 novembre 1947, vol. 444 col 207).

une rhétorique qui anticipe en partie les raisonnements de certains des théoriciens de la démocratie délibérative. Ainsi, pour Arthur Balfour¹³¹⁰, le chef conservateur :

I think we should be perfectly insane [...] if we did not so arrange our Constitution that when the people decide upon a change it shall be after the most mature consideration, after the thing has been weighed and looked at from all sides, and after it has been considered in isolation from all those perturbing considerations which operate at a moment. It is folly to call that antidemocratic; on the contrary, it is democracy properly understood. It is government of the people by the people [...] and for the people. Not by the people for the people living under one Parliament, be it of seven- or five-years duration, but by the people for the people for generations¹³¹¹.

Un tel appel aux Lords comme garants de la tradition populaire évoque la position de Burke, pour qui la Chambre haute joue un rôle important dans l'élaboration de lois qui seraient pérennes¹³¹². Quant à la motion du gouvernement, qui souligne la nécessité d'un veto temporaire de la part des *Lords*, elle sera adoptée à très forte majorité, mais Campbell-Bannerman en restera là et démissionnera en avril 1908.

Le deuxième acte du conflit entre Communes et Lords débute en 1909, lorsque le gouvernement d'Asquith, et particulièrement le Chancelier de l'Échiquier, Lloyd George, propose un *People's Budget*. Celui-ci vise à augmenter les recettes de l'État par une plus grande taxation des revenus, de la propriété foncière et des produits de luxe. Ces mesures sont présentées comme nécessaires pour financer les réformes sociales libérales, mais aussi les dépenses navales dans un contexte de course à l'armement avec l'Allemagne¹³¹³. Pour Bruce K. Murray, le plan de Lloyd George « *would be a 'People's Budget', not only in the sense that it would raise the money for old age pensions and other social welfare schemes, but also in the sense that it would tap the required new sources of revenue in a democratic way¹³¹⁴.* » Il est d'ailleurs

¹³¹⁰ 1848-1930. MP conservateur à partir de 1874, philosophe, neveu de Lord Salisbury, il rejoint le Cabinet en 1886, enchaîne les postes ministériels avant de devenir premier Ministre de 1902 à 1905.

¹³¹¹ Arthur J. Balfour, HC Deb 24 juin 1907, vol. 176 col 933.

¹³¹² E. Burke, *Thoughts on the Cause of the Present Discontents*, *op. cit.*, p. 44.

¹³¹³ C. Charlot, « Autopsie d'une crise parlementaire, 1909-1911 », art cit, p. 223.

acclamé par le journal libéral *The Nation* comme « *the First Democratic Budget*¹³¹⁵ » et il va susciter une vive opposition chez les conservateurs, et surtout, parmi les Lords.

À Westminster, quelques partisans du budget vont reprendre cette étiquette de *democratic*, mais ils restent marginaux¹³¹⁶. À l'inverse, plusieurs figures conservatrices d'importance n'hésiteront pas à qualifier les mesures proposées de « *democratic finance* ». Mais, signe du chemin parcouru, cette appellation n'est pas nécessairement négative. Par exemple, Balfour, affirme « *I constantly hear this Budget called by its admirers a democratic Budget. Let us be careful that we do not begin to associate democracy with robbery, an association which has never been brought about in any modern civilised State*¹³¹⁷. » Certes, tous ne sont pas aussi positifs, et plusieurs ironisent sur les termes, critiquant un budget qui se veut *democratic* mais qui impose des taxes sur des denrées populaires comme le thé et la bière¹³¹⁸.

On peut souligner que certains MPs font référence au livre de William Harpole Lecky¹³¹⁹, *Democracy and Liberty* (1896), dans lequel les impôts progressifs sont présentés comme « *the supreme danger of democracy, creating a state of things in which one class imposes on another burdens which it is not asked to share*¹³²⁰ ».

¹³¹⁴ Bruce K. Murray, « The Politics of the 'People's Budget' », *The Historical Journal*, 1973, vol. 16, n° 3, p. 556.

¹³¹⁵ H. Cunningham, *The Challenge of Democracy*, *op. cit.*, p. 207.

¹³¹⁶ Leo Chiozza Money, HC Deb 3 mai 1909, vol. 4 col 817 ; Hillaire Belloc, HC Deb 4 mai 1909, vol. 4 col 973 ; Philip Snowden, HC Deb 5 mai 1909, vol. 4 col 1076.

¹³¹⁷ HC Deb 20 mai 1909, vol. 5 col 616.

¹³¹⁸ Frederick Banbury, HC Deb 17 mai 1909, vol. 5 col 56 ; Andrew Bonar Law, HC Deb 18 mai 1909, vol. 5 col 345-346 ; Gilbert Heathcote-Drummond-Willoughby, HC Deb 20 mai 1909, vol. 5 col 603 ; Andrew Bonar Law HC Deb 17 août 1909, vol. 9 col 1130 ; Rowland Hunt, HC Deb 23 septembre 1909, vol. 11 col 717 ; Frederick Banbury, HC Deb 17 mai 1909, vol. 5 col 56.

¹³¹⁹ 1838-1903. Historien et essayiste irlandais, MP unioniste pour Dublin University de 1895 à 1903.

¹³²⁰ William Edward Harpole Lecky, *Democracy and Liberty*, Londres, Longmans, Green and Co., 1896, vol. 2/1, p. 287.

D'une manière qui rappelle les auteurs libéraux du 19^e siècle, Lecky y oppose *democracy* et *parliamentary government*, affirmant :

*a tendency to democracy does not mean a tendency to parliamentary government, or even a tendency towards greater liberty. On the contrary, strong arguments may be adduced, both from history and from the nature of things, to show that democracy may often prove the direct opposite of liberty*¹³²¹.

Mais en 1909, cette dichotomie semble de plus en plus dépassée. L'adéquation entre *democracy* et parlementarisme va d'ailleurs en grandissant, notamment au cours de la crise constitutionnelle qui s'enclenche en 1909 entre Lords et *Commons*.

6.2.2 Les *Lords*, défenseurs de la démocratie ?

Puisqu'ils sont incapables d'empêcher l'adoption du *People's Budget* par les Communes, les conservateurs vont rapidement affirmer qu'il est du devoir des Lords de le bloquer. Bien qu'un tel pouvoir fasse partie de ses prérogatives, la Chambre haute n'a pas rejeté un « *money bill* » depuis 1861 et un budget entier depuis plus de deux siècles¹³²². L'opposition s'organise, avec la création de la *Budget Protest League*, et les libéraux répliquent avec la *Budget League*. Finalement, le budget est approuvé par les Communes durant l'automne 1909 et battu par les Lords en novembre, ce qui pousse les libéraux à déclencher une élection générale sur le financement de l'État et plus largement du pouvoir des Lords. Les résultats électoraux de janvier 1910 sont serrés¹³²³, mais Asquith forme un gouvernement, soutenu par les nationalistes irlandais et les travaillistes. Il annonce qu'une réforme constitutionnelle sera mise en œuvre afin de créer une Seconde Chambre « *democratic*¹³²⁴ ». Avant de s'attarder à ce processus de réforme constitutionnelle, il est nécessaire d'analyser la

¹³²¹ *Ibid.*, p. 133.

¹³²² C. Charlot, « Autopsie d'une crise parlementaire, 1909-1911 », art cit, p. 325.

¹³²³ Les libéraux gagnent 274 sièges (perte de 123), les conservateurs 230 (gain de 100), les libéraux-unionistes 43 (gain de 16) le *Irish Parliamentary Party* 71 (perte de 11) et le *Labour* 40 (gain de 11).

¹³²⁴ HC Deb, 28 février 1910, vol. 14 col 595.

rhétorique conservatrice en ce qui concerne le rôle des Lords. Et notamment les raisons avancées pour rejeter le *People's budget* et les autres réformes libérales.

Pour cela, il faut remonter au *Second Reform Act* de 1867, et au rôle joué par Lord Salisbury dans la formulation d'une nouvelle mission constitutionnelle pour les Lords. Selon Corinne Comstock Weston, suite à l'élargissement de l'électorat, Salisbury affirme que les Lords doivent maintenant temporer la volonté des Communes¹³²⁵. Dans les années 1880, Salisbury précise sa théorie mandataire, suivant laquelle « *it was the Lord's constitutional duty to refer measures to the electorate for its decision when in their judgement the Commons lacked a mandate for the proposed legislation*¹³²⁶. » Dans cette perspective, le « *will of the people* » peut s'exprimer par la voix des Commons, mais aussi directement par les urnes. Ce qui provoque une crise de légitimité lorsque les Commons prétendent parler au nom du peuple sur un sujet qui n'a pas été annoncé et présenté lors de la précédente campagne électorale. En d'autres mots, il est difficile de connaître l'avis du peuple sur une question qui n'a pas été un enjeu électoral.

Plus précisément, Salisbury avance que les Lords peuvent user de leur veto sur toute législation qui n'a pas été mentionnée lors d'une campagne antérieure. Par exemple, en 1884, face à la proposition de réforme parlementaire de Gladstone, Salisbury affirme que le peuple n'a pas été consulté sur la question puisque la réforme ne faisait pas partie du programme libéral en 1880. En ce sens, il appelle les Lords à rejeter la mesure et à demander une élection générale : « *I feel that we are bound, as guardians of their interests, to call upon the government to appeal to the people, and by the result of that result we will abide*¹³²⁷. » D'après lui, les Lords ont donc un rôle de

¹³²⁵ Corinne Comstock Weston, « Salisbury and the Lords, 1868–1895 », *The Historical Journal*, mars 1982, vol. 25, n° 1, p. 105.

¹³²⁶ Corinne Comstock Weston, *The House of Lords and Ideological Politics: Lord Salisbury's Referential Theory and the Conservative Party*, Philadelphia, American Philosophical Society, 1995, p. 1.

¹³²⁷ HL Deb, 08 juillet 1884, vol. 290 col 469.

temporisateurs, de gardiens des intérêts de la nation, entre deux campagnes électorales. Dans le cas du *Reform Act* de 1884, les Lords accepteront de l'adopter, car un projet de redistribution des sièges parlementaires y sera attaché, mais cela ne sera pas constamment le cas. Ainsi, en 1893, les Lords rejeteront le second *Home Rule Bill* de Gladstone. Et, comme mentionné, ils bloqueront plusieurs mesures libérales entre 1906 et 1909, toujours au nom de l'absence de consultation populaire.

Il n'est pas anodin que Salisbury et plus largement les conservateurs défendent un nouveau rôle constitutionnel pour les Lords après 1867. Le passage du *Second Reform Act* marque en effet la fin de la prévalence de la théorie du gouvernement mixte. Si les Lords ne peuvent plus justifier leur position en termes de contre-pouvoir aristocratique, nécessaire à l'équilibre constitutionnel, la théorie mandataire leur permet d'invoquer une autorité supérieure : la souveraineté populaire. Bien sûr, cette interprétation du *will of the people* sera fortement teintée de partisanerie et aura tendance à aller dans le sens des intérêts conservateurs, mais pas inévitablement. Ainsi, les Lords approuvent certaines des réformes libérales qu'ils considèrent comme bénéficiant d'un support populaire assez large, telle la création d'un régime public de retraite¹³²⁸.

Quand, en 1909, les Lords conservateurs rejettent le *People's Budget*, ils affirment que c'est parce que « *this house is not justified in giving its consent to the Bill until it has been submitted to the judgment of the country*¹³²⁹. » Durant les débats menant à l'adoption de cette motion, le Duc de Norfolk¹³³⁰ avance même que « *in giving [the people] the opportunity of expressing their opinion on this measure the House of Lords is doing a democratic act*¹³³¹ ». Cette défense des actions des Lords au nom de la *democracy* montre à quel point le terme est devenu un mantra politique important.

¹³²⁸ Philip Norton, « Resisting the Inevitable? The Parliament Act 1911 », *Parliamentary History*, 2012, vol. 31, n° 3, p. 449.

¹³²⁹ Henry Petty-Fitzmaurice, Marquis de Lansdowne, HL Deb 22 novembre 1909, vol. 4 col 730.

¹³³⁰ Henry Fitzalan-Howard, 15e Duc de Norfolk, homme politique unioniste et philanthrope.

¹³³¹ HL Deb 22 novembre 1909, vol. 4 col 787.

Ainsi, pendant l'élection de janvier, le manifeste des conservateurs défend précisément le rôle joué par les Lords en référence à la démocratie. Faisant appel à l'exemple de la France et des États-Unis et à leur système bicaméral, Balfour affirme que « *the single Chamber system is not consistent with the democratic working of representative Government in complex and developing communities*¹³³². » Selon lui, la concentration du pouvoir politique dans les mains des Communes — et surtout du Cabinet — peut mener à des dérives, et c'est exactement la tâche des Lords de les prévenir. Cette chambre endosse selon cette conception un rôle de *checks and balances*, voire se comporte comme une sorte de conseil constitutionnel.

Dans ce même manifeste, Balfour mentionne le référendum comme issue possible à la crise actuelle¹³³³. Les événements de 1909-1911 vont encourager un dépassement de la théorie mandataire pour amener de plus en plus de forces politiques à se positionner en faveur du référendum comme méthode de résolution des conflits entre les deux Chambres. Dans les années 1880, le référendum était une revendication confinée au mouvement socialiste¹³³⁴ — qui était d'ailleurs loin d'être unanime sur ce point¹³³⁵. Après 1886 et la débâcle du *Home Rule*, la question est souvent mise de l'avant par des libéraux-unionistes¹³³⁶, tels Albert Venn Dicey¹³³⁷, W. H. Lecky ou Henry Sidgwick¹³³⁸. Par la suite, on voit aussi plusieurs *New Liberals*, tel Hobhouse et surtout Hobson prendre position en sa faveur¹³³⁹. Finalement, à partir de 1909, l'ensemble du leadership conservateur semble espérer que ce type de consultation

¹³³² F.W.S. Craig (dir.), *British General Election Manifestos, 1900-74*, *op. cit.*, p. 16.

¹³³³ *Ibid.*, p. 17.

¹³³⁴ L. Barrow et I. Bullock, *Democratic Ideas and the British Labour Movement*, *op. cit.*

¹³³⁵ I. Bullock et S. Reynolds, « Direct Legislation and Socialism », art cit.

¹³³⁶ Albert Venn Dicey, « Democracy in Switzerland », *Nation*, 1886, vol. 42, 1886p. ; Albert Venn Dicey, « The Referendum and its Critics », *Quarterly Review*, 1910, vol. 212, 1910p. ; Albert Venn Dicey, « Ought the Referendum to be Introduced into England? », *Contemporary Review*, 1890, vol. 57, 1890p. ; W.E.H. Lecky, *Democracy and Liberty*, *op. cit.*, p. 277-293 ; Henry Sidgwick, *The Elements of Politics*, Londres, Macmillan, 1891, p. 534.

¹³³⁷ 1835-1922. Théoricien constitutionnel respecté, il devient Liberal-unioniste en 1886.

¹³³⁸ 1838-1900. Philosophe utilitarien, professeur de morale à Cambridge. Libéral-unioniste.

¹³³⁹ John Atkinson Hobson, *The Crisis of Liberalism: New Issues of Democracy*, Londres, P.S. King & Son, 1909, 316 p ; Leonard Trelawny Hobhouse, *Liberalism*, Londres, Williams & Norgate, 1911, p. 245 ; H.D. Lloyd, *A Sovereign People*, *op. cit.*

sera un moyen de contrecarrer l'omnipotence des Communes libérales¹³⁴⁰. Cette situation, quelque peu paradoxale, a été analysée de plusieurs manières par les historien-ne-s. Pour Vernon Bogdanor, c'est le positionnement aux marges de leurs partis respectifs (libéraux et unionistes) qui permet d'expliquer la défense du référendum par des individus comme Hobson et Dicey¹³⁴¹. À l'inverse, pour James Meadowcroft et Michael W. Taylor ainsi que Mads Qvortrup, c'est le libéralisme de ces auteurs qui les amène à voir le référendum comme un outil éducatif, d'expression populaire et surtout comme instrument de contrôle des partis politiques¹³⁴².

Ces interprétations contradictoires de la question référendaire dans la Grande-Bretagne édouardienne n'éclairent pas particulièrement la relation entre démocratie et référendum. En fait, une analyse des usages du terme *democracy*, tant chez les partisan-ne-s que les opposant-e-s du référendum, révèle la multiplicité des sens dénotatifs du mot — ainsi que la pluralité des références, qui vont des États-Unis à la Suisse, mais aussi à la France sous le Second Empire. Pour plusieurs-e-s de ses adeptes, le référendum est un « *democratic check on democratic evils*¹³⁴³. » Spécialement pour les unionistes, c'est son aspect à la fois conservateur et populaire qui est apprécié¹³⁴⁴. Le référendum — souvent dissocié du droit d'initiative¹³⁴⁵ —

¹³⁴⁰ F.W.S. Craig (dir.), *British General Election Manifestos, 1900-74*, *op. cit.*, p. 17 ; William Waldegrave Palmer, « The Referendum » dans *Rights of Citizenship: A Survey of Safeguards for the People*, Londres, F. Warne & Company, 1912, p. 198-232.

¹³⁴¹ Vernon Bogdanor, *The People and the Party System: The Referendum and Electoral Reform in British Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, 296 p.

¹³⁴² James Meadowcroft et Michael W. Taylor, « Liberalism and the Referendum in British Political Thought 1890–1914 », *Twentieth Century British History*, 1 janvier 1990, vol. 1, n° 1, p. 35-57 ; Mads Qvortrup, « A.V. Dicey: The Referendum as the People's Veto », *History of Political Thought*, 1999, vol. 20, n° 3, p. 531-546.

¹³⁴³ A.V. Dicey, « Ought the Referendum to be Introduced into England? », art cit, p. 497 ; Samuel Robertson Honey, *The Referendum Among the English: A Manual of « Submissions to the People » in the American States*, Londres, Macmillan, 1912, 166 p ; W.E.H. Lecky, *Democracy and Liberty*, *op. cit.*, p. 286.

¹³⁴⁴ Kevin Manton, « British Unionism, the constitution and the referendum, c.1907–14 », *Historical Research*, 1 août 2012, vol. 85, n° 229, p. 505-525.

¹³⁴⁵ Dans la Grande-Bretagne édouardienne, le référendum est généralement conçu comme une consultation de l'électorat initiée par le gouvernement. L'initiative fait référence à la possibilité de la part de la population de proposer et d'adopter une loi (selon le modèle suisse, par exemple).

n'est pas l'aboutissement d'une logique démocratique, mais plutôt un outil visant à limiter les pouvoirs du Cabinet¹³⁴⁶. Mais certains acteurs politiques ont une vision plus démocratique du référendum. C'est le cas d'un disciple de la *Tory Democracy*, Pierce Loftus¹³⁴⁷, qui voit le référendum comme une réforme nécessaire à la « *genuine Democracy* », contre « *the power of the Executive and Bureaucracy*¹³⁴⁸ ». Chez les libéraux, Francis Skrine¹³⁴⁹ affirme que « *the Referendum and the Initiative are not only logical but inevitable deductions from the democratic principle*¹³⁵⁰. » Une conception cohérente avec celle du mouvement socialiste, qui défend souvent l'adoption du référendum, mais aussi le droit d'initiative et de révocation, comme aboutissements de la logique démocratique¹³⁵¹. À la même époque, aux États-Unis, plusieurs États mettent en place des processus de législation directe, généralement dans une optique critique des partis politiques et monopoles économiques¹³⁵².

À l'inverse, plusieurs acteurs politiques se disant démocrates s'opposent au référendum, et parfois au nom de la *democracy*¹³⁵³. Par exemple, pour John M. Roberston¹³⁵⁴, le référendum nie le principe représentatif et « *the special pecuniary*

¹³⁴⁶ W.W. Palmer, « The Referendum », art cit.

¹³⁴⁷ 1877-1956. Homme d'affaire, MP conservateur de 1934 à 1945.

¹³⁴⁸ Pierson Creagh. Loftus, *The Conservative Party and the Future: A Programme for Tory Democracy*, Londres, Stephen Swift, 1912, p. 39.

¹³⁴⁹ 1847-1933. Auteur orientaliste, official britannique en Inde de 1870 à 1897.

¹³⁵⁰ Francis Henry Skrine, *True Democracy Versus Government by Faction: A Plea for the Referendum and Initiative*, Londres, Longman & Co, 1911, p. 16.

¹³⁵¹ Ernest Belfort Bax, « Democracy », *Justice*, 20 août 1910p. 4p. ; H.M. Hyndman, *The Emancipation of India*, op. cit., p. 12 ; H.M. Hyndman, *The Future of Democracy*, op. cit., p. 219 ; John Maclean, « Democracy and the Coming Coronation », *Justice*, 13 mai 1911p. 5p. ; Harry Quelch, « Socialism and Militarism », *The Social Democrat*, juillet 1905, IX, n° 7, juill. 1905p. 395-401p. ; Harry Quelch, « Representation and Referendum », *The Social Democrat*, janvier 1911, XV, n° 1, janv. 1911p. 1-6p.

¹³⁵² P. Cossart, « Initiative, référendum, recall : Progrès ou recul démocratique ? (États-Unis, 1880-1940) », art cit.

¹³⁵³ William Jethro Brown, *The New Democracy: A Political Study*, Londres, Macmillan, 1899, p. 189 ; Joseph King, *Electoral Reform: An Inquiry into Our System of Parliamentary Representation*, Londres, T. Fisher Unwin, 1908, p. 106 ; William Sharp McKechnie, *The Reform of the House of Lords*, Glasgow, MacLehose, 1909, p. 92 ; Rainbow Circle (dir.), *Second Chambers in Practice in Modern Legislative Systems Considered in Relation to Representative Government, the Party System & the Referendum*, Londres, P.S. King & Son, 1911, 192 p ; Jane T. Stoddart, *Against the Referendum*, Londres, Hodder and Stoughton, 1910, 140 p.

¹³⁵⁴ 1856-1933. Journaliste, MP libéral de 1906 à 1918, partisan du *New Liberalism*.

*burden of propaganda set up at each Referendum would throw a new advantage on the side of wealth*¹³⁵⁵ », favorisant ainsi non pas la *democracy*, mais la *plutocracy*. De la même manière, plusieurs figures sociales-démocrates, notamment issues de la *Fabian Society* s'en dissocient publiquement¹³⁵⁶. Pour Ramsay MacDonald¹³⁵⁷, « *democracy means voting for a government*¹³⁵⁸ », une notion qui est bafouée par le processus référendaire. Dans cette optique, la *democracy* est principalement comprise dans sa dimension institutionnelle et représentative.

Ces prises de positions sur la question référendaire, qui illustrent l'amplitude dénotative du principe démocratique, se reflètent dans les débats qui mènent à l'adoption du *Parliament Act* en 1911. Suite à l'élection de janvier 1910, les libéraux d'Asquith s'engagent sur la voie d'une réforme parlementaire. En avril, les Communes approuvent trois motions concernant les Lords. Elles affirment le pouvoir exclusif des *Commons* en matière financière, réduisent à deux ans le veto des Lords et font passer la durée de la législature de sept à cinq ans. Après des délais causés par la mort d'Édouard VII en mai et une nouvelle élection en décembre qui donne un résultat quasi identique à la précédente¹³⁵⁹, le *Parliament Bill* est introduit en Chambre. Adopté par les Communes en mai 1911, il est alors débattu avec véhémence par les Lords, qui l'amendent abondamment. Dans une tactique qui évoque le *Reform Act* de 1832, Asquith révèle subséquemment qu'il possède l'appui du roi pour créer autant de pairs libéraux que nécessaire pour s'assurer du passage du

¹³⁵⁵ John Mackinnon Robertson, *The Meaning of Liberalism*, Londres, Methuen & Co, 1912, p. 121.

¹³⁵⁶ James Ramsay MacDonald, *Socialism and Government*, Londres, Independent Labour Party, 1909, vol. 2/1, p. 102 ; J.R. MacDonald, *The Socialist Movement*, op. cit., p. 153 ; Clifford D Sharp, *The Case Against the Referendum*, Londres, Fabian Society, 1911 ; S. Webb et B.P. Webb, *Industrial Democracy*, op. cit., p. 59-61.

¹³⁵⁷ 1866-1937. Socialiste, membre du ILP, puis du Labour. Élu MP travailliste en 1906, il s'impose comme une figure politique importante. Il sera par la suite premier ministre (1924 ; 1929-1935).

¹³⁵⁸ J.R. MacDonald, *Socialism and Government*, op. cit., p. 159.

¹³⁵⁹ Les libéraux gagnent 272 sièges (perte de 2), les conservateurs 224 (perte de 6), les libéraux-unionistes 49 (gain de 6) le *Irish Parliamentary Party* 74 (gain de 3) et le *Labour* 42 (gain de 2).

projet de loi¹³⁶⁰. Finalement, en août, les Lords plient et approuvent le *Parliament Bill*, qui devient alors loi.

L'adoption du *Parliament Act* met fin aux tensions entre les deux Chambres et entérine la domination des *Commons*. Cet épisode de la vie parlementaire britannique a fait l'objet de nombreuses analyses¹³⁶¹. Mais il est particulièrement intéressant pour notre propos de voir que tant les partisans que les opposants de ce projet de loi se réclament de la *democracy*. Le manifeste électoral des libéraux en décembre 1910 affirme explicitement que dans la réforme des Lords « *hangs the whole future of Democratic Government*¹³⁶². » De la part du gouvernement libéral et de ses alliés travaillistes et irlandais, une telle position n'est pas nécessairement surprenante. Les Lords sont présentés comme une institution aristocratique, voire ploutocratique, qui nuit au bon fonctionnement de la démocratie britannique¹³⁶³. La suprématie des *Commons* est considérée comme l'aboutissement du processus de démocratisation de la Grande-Bretagne¹³⁶⁴. Comme le déclare Asquith en introduisant une partie de la réforme, celle-ci vise à s'assurer « *that which is the primary purpose of democratic Government, namely, the will and opinion of the majority of the people for the time being shall both in policy and in legislation prevail*¹³⁶⁵. »

¹³⁶⁰ P. Norton, « Resisting the Inevitable? », art cit, p. 452.

¹³⁶¹ Chris Ballinger, « Hedging and Ditching: The Parliament Act 1911 », *Parliamentary History*, 2011, vol. 30, n° 1, p. 19-32 ; C. Charlot, « Autopsie d'une crise parlementaire, 1909-1911 », art cit ; P. Norton, « Resisting the Inevitable? », art cit ; Corinne Comstock Weston, « The Liberal Leadership and the Lords' Veto, 1907-1910 », *The Historical Journal*, septembre 1968, vol. 11, n° 3, p. 508-537.

¹³⁶² F.W.S. Craig (dir.), *British General Election Manifestos, 1900-74*, op. cit., p. 25.

¹³⁶³ George Barnes, HC Deb 22 février 1910, vol. 14 col 90 et HC Deb 11 avril 1910, vol. 16 col 912-913 ; James Keir Hardie, HC Deb 22 février 1910, vol. 14 col 178-181 ; Hilaire Belloc, HC Deb 28 février 1910 vol. 14 col 655 ; Ramsay MacDonald, HC Deb 21 février 1911, vol. 21 col 1765 ; Winston Churchill, HC Deb 22 février 1911, vol. 21 col 2029 ; William Brace, HC Deb 27 février 1911, vol. 22 col 75 ; Arthur Henderson, HC Deb 02 mars 1911, vol. 22 col 613.

¹³⁶⁴ David Lloyd George, HC Deb 28 février 1910, vol. 14 col 637 ; Alexander Frederick Whyte, HC Deb 11 avril 1910, vol. 16 col 993 ; Noel Buxton, HC Deb 12 avril 1910, vol. 16 col 1166 ; Herbert Asquith, HC Deb 21 février 1911, vol. 21 col 1745-1748 ; Arthur Ponsody, HC Deb 21 février 1911, vol. 21 col 1779 ; Richard Burdon Haldane, HC Deb 27 février 1911, vol. 22 col 66 ; Philip Snowden, HC Deb 01 mars 1911, vol. 22 col 449-455 ; Winston Churchill, HC Deb 15 mai 1911, vol. 25 col 1772-1773 ; George Roberts, HC Deb 15 mai 1911, vol. 25 col 1681.

¹³⁶⁵ HC Deb 11 avril 1910, vol. 16 col 896.

Mais c'est aussi en partie au nom de la *democracy* que les conservateurs et les Lords vont défendre le rôle de la Chambre haute. Par exemple, reprenant partiellement la théorie mandataire de Salisbury, Henry Craik¹³⁶⁶, affirme que « *democratic influence means that you should give large powers to the people, that you should be sure that the people's will in the long run prevails*¹³⁶⁷ ». Selon lui, seule une Seconde Chambre peut éviter qu'un événement temporaire (telle une victoire électorale) affecte de manière permanente la société. D'autres MPs insistent sur le fait que la plupart des régimes démocratiques, notamment les États-Unis, possèdent un parlement bicaméral et qu'il est nécessaire de refonder les Lords sur une base démocratique¹³⁶⁸. On voit aussi des figures importantes du Parti conservateur, particulièrement Balfour, se déclarer ouvertement *democrat* et contester le monopole libéral sur cette étiquette¹³⁶⁹.

En novembre 1910, quand les Lords débattent des mesures proposées, la question de la *democracy* y joue un rôle central. Bien qu'ils s'opposent à la réforme, plusieurs pairs conservateurs admettent qu'il est nécessaire pour la Chambre haute d'être plus reliée à la *democracy* du pays¹³⁷⁰. Pour cela, le recours au référendum est présenté comme une solution intéressante — en partie, car elle est *democratic* — par plusieurs Lords conservateurs¹³⁷¹, mais aussi libéraux¹³⁷². Certes, la ligne officielle du

¹³⁶⁶ 1846-1927. Avocat, MP unioniste pour les Universités de Glasgow et Aberdeen à partir de 1906.

¹³⁶⁷ HC Deb 11 avril 1910, vol. 16 col 918-919. Voir aussi Alexander Edward Murray, HL Deb 24 novembre 1910, vol. 6 col 954 ; Frederick Edwin Smith, HC Deb 22 février 1911, vol. 21 col 1933 ; Waldorf Astor, HC Deb 28 février 1911, vol. 22 col 265 ; James Clyde, HC Deb 28 février 1911, vol. 22 col 331 et HC Deb 01 mars 1911, vol. 22 col 391 ; Lancelot Sanderson, HC Deb 04 avril 1911, vol. 23 col 2097.

¹³⁶⁸ Walter Guinness, HC Deb 28 février 1911, vol. 22 col 316-317 ; Evelyn Cecil, HC Deb 11 avril 1910, vol. 16 col 942-943 ; Arthur J. Balfour, HC Deb 25 avril 1911, vol. 24 col 1653 et HC Deb 02 mai 1911, vol. 25 col 270 ; Alfred Hillier, HC Deb 10 mai 1911, vol. 25 col 1224 ; James Fitzalan Hope, HC Deb 15 mai 1911, vol. 25 col 1677.

¹³⁶⁹ Walter Hume Long, HC Deb 22 février 1910, vol. 14 col 143-144 ; Balfour, HC Deb 2 mars 1911, vol. 22 col 566 ; Hugh Cecil, HC Deb 20 avril 1911, vol. 24 col 1163.

¹³⁷⁰ George Nathaniel Curzon, HL Deb 17 novembre 1910, vol. 6 col 724 ; Henry Charles Keith Petty-Fitzmaurice, HL Deb 17 novembre 1910, vol. 6 col 747.

¹³⁷¹ Matthew White Ridley, HL Deb 23 novembre 1910 vol 6 cc884-885 ; George Nathaniel Curzon, HL Deb 24 novembre 1910, vol. 6 col. 947 ; Reginald Abbot, HL Deb 24 novembre 1910, vol. 6 col 974-975 ; James Edward Hubert Gascoyne-Cecil, HL Deb 24 novembre 1910, vol. 6 col 1002.

¹³⁷² Philip James Stanhope, HL Deb 23 novembre 1910, vol. 6 col 875 ; Leonard Henry Courtney, HL Deb 24 novembre 1910, vol. 6 col 970.

gouvernement libéral, défendue par Lord Crewe¹³⁷³, est de rejeter le référendum, non pas parce qu'il est démocratique, mais parce qu'une telle méthode n'a jamais été utilisée pour régler un différend entre deux Chambres¹³⁷⁴. Par la suite, les libéraux expliciteront que leur opposition au référendum est basée sur le fait que ce type de procédé entre en contradiction avec les principes du gouvernement représentatif. Tel que l'explique Winston Churchill¹³⁷⁵, alors *Home Secretary*, au nom du Cabinet : « *We believe in democracy, we believe in representative institutions, we believe in democracy acting through representative institutions. We believe that Ministers should back their convictions by their offices. We believe Members of Parliament are representatives, and not delegates*¹³⁷⁶. » Similaire à certaines objections évoquées précédemment, cet argument sera mis en avant à plusieurs reprises par des MPs libéraux¹³⁷⁷.

Cette position réactualise certaines des thèses de Burke sur la représentation politique : comme nous l'avons vu dans le second chapitre, pour ce dernier, les MPs peuvent certes être guidés par les électeurs, mais ne doivent pas être des mandataires¹³⁷⁸. La différence dans le vocabulaire choisi révèle toutefois le chemin parcouru depuis 140 ans. Dans les années 1770, Burke était l'un de ceux qui considéraient la *pure democracy* comme nécessairement directe, sans médiation politique et qu'un tel régime politique était particulièrement instable. En 1910, W. Churchill défend une conception similaire du rôle des parlementaires, mais cette fois au nom de la démocratie. Loin d'une antithèse entre la représentation-incarnation

¹³⁷³ 1858-1945. Homme politique libéral, alors Leader dans les Lords.

¹³⁷⁴ Robert Offley Ashburton Crewe-Milnes, HL Deb 23 novembre 1910, vol. 6 col 852-853. Voir aussi Antony Patrick MacDonnell, HL Deb 23 novembre 1910, vol. 6 col 910.

¹³⁷⁵ 1874-1965. Fils de R. Churchill, MP conservateur depuis 1900, il rejoint les libéraux en 1904.

¹³⁷⁶ HC Deb 22 février 1911, vol. 21 col 2035.

¹³⁷⁷ John Edward Bernard Seely, HC Deb 28 février 1911, vol. 22 col 238 ; Walter Runciman, HC Deb 01 mars 1911, vol. 22 col 439 ; Herbert Samuel, HC Deb 26 avril 1911, vol. 24 col 1823 ; Herbert Asquith, HC Deb 26 avril 1911, vol. 24 col 1865-1866 ; John Morley, HL Deb 28 mars 1911, vol. 7 col 669 ; Richard Haldane, HL Deb 05 juillet 1911, vol. 9 col 211-212.

¹³⁷⁸ E. Burke, « Speech to the Electors of Bristol », art cit, p. 11. Souligné dans l'original.

et la *democracy*, les deux idées sont parfaitement compatibles dans l’imaginaire politique libéral.

Cette opposition libérale au référendum sera d’ailleurs critiquée par les conservateurs, qui taxent le gouvernement d’hypocrisie¹³⁷⁹. Alors que le *Liberal Party* s’est toujours présenté comme « *the democratic party* », pourquoi celui-ci rejette-t-il le référendum, une mesure de plus en plus considérée comme démocratique à l’époque ? En fait, la position libérale est exhibée comme preuve que le *Parliament Bill* vise non pas à exprimer *the will of the people*, mais à entériner la concentration du pouvoir dans les mains du Cabinet. Comme l’exprime le conservateur Duc de Northumberland¹³⁸⁰ en août 1911, « *the Government say they want this Bill in order that they may have an unfettered democracy. I am afraid that means in order that they may have an unfettered Prime Minister*¹³⁸¹. » Un sentiment souvent exprimé par les parlementaires conservateurs dans les mois précédents¹³⁸².

Cette critique du Cabinet, mais aussi du « *party government* », qui est son corolaire, est à comprendre dans le cadre des mutations du régime représentatif évoquées antérieurement. À partir de la fin du 19^e siècle, le passage de partis politiques composés principalement de notables à des organisations de masse fait l’objet de vastes débats intellectuels, qui éclairent les évolutions du mot *democracy*. Historiquement, en Grande-Bretagne, les partis politiques sont considérés comme un mal nécessaire à tout régime démocratique¹³⁸³. L’exemple étatsunien est encore une fois crucial : la piètre qualité des hommes d’État et la domination de la « *party*

¹³⁷⁹ Balfour, HC Deb 25 avril 1911, vol. 24 col 1744 ; William St John Fremantle Brodrick, HL Deb 23 mai 1911, vol. 8 col 718 ; Reginald Charles Edward Abbot, HL Deb 24 mai 1911, vol. 8 col 802.

¹³⁸⁰ 1846-1918. Homme politique conservateur, MP de 1868 à 1885, il accède aux Lords en 1887.

¹³⁸¹ Henry George Percy, HL Deb 10 août 1911, vol. 9 col 1035.

¹³⁸² Austen Chamberlain, HC Deb 27 février 1911, vol. 22 col 52 ; James Clyde, HC Deb 1 March 1911, vol. 22 col 391 ; Arthur Strauss, HC Deb 26 avril 1911, vol. 24 col 1870 ; Roundell Palmer, HL Deb 25 mai 1911, vol. 8 col 845 et HL Deb 5 juillet 1911, vol. 9 col 272 ; Edward Downes Law, HL Deb 25 mai 1911, vol. 8 col 901.

¹³⁸³ Jon Roper, « Party and democracy in nineteenth-century Britain », *Parliaments, Estates and Representation*, 1 juin 1983, vol. 3, n° 1, p. 23-33.

machine » vont de pair. Comme l'écrit Saunders, « *powerful parties, however, seemed essential to the proper working of democratic politics*¹³⁸⁴. » Ce constat, appliqué ici à la période du *Second Reform Act* (1867), est encore valide dans les années 1880. Paolo Pombeni considère que James Bryce, dans son *American Commonwealth* (1888), conclut que : « *in a system founded on mass participation in political and constitutional life without any respect for previous qualifications in terms of education, the existence of some sort of organizing machinery for the general suffrage [...] is absolutely necessary*¹³⁸⁵. » Peu estimés, les partis politiques n'en sont pas moins nécessaires.

Un changement s'opère au début du 20^e siècle quand *democracy*, au sens de régime électif, prend une teinte positive. Émerge alors, en Grande-Bretagne, mais plus largement en Europe, une critique de l'appareil partisan comme antidémocratique. Les partis sont accusés de parasiter le processus démocratique et de concentrer le pouvoir politique dans les mains d'une minorité. Ici, les travaux de sociologues politiques européens tels que Moisey Ostrogorsky¹³⁸⁶, Robert Michels¹³⁸⁷ et par la suite Weber, qui soulignent la captation du pouvoir par des organisations partisans à tendance élitiste, sont souvent considérés comme canoniques¹³⁸⁸. Même si, comme l'avance Pombeni, la réception d'Ostrogorsky en Grande-Bretagne ne fut pas très enthousiaste¹³⁸⁹, plusieurs auteurs en reprendront les grandes lignes¹³⁹⁰. Sans s'y

¹³⁸⁴ R. Saunders, « Let America Be the Test », art cit.

¹³⁸⁵ Paolo Pombeni, « Starting in reason, ending in passion: Bryce, Lowell, Ostrogorski and the problem of democracy », *The Historical Journal*, juin 1994, vol. 37, n° 2, p. 331.

¹³⁸⁶ 1854-1921. Sociologue et homme politique russe, disciple de Bryce.

¹³⁸⁷ 1876-1936. Sociologue allemand, connu pour sa « loi d'arain de l'oligarchie », qui avance que toute organisation tend à concentrer le pouvoir entre les mains d'une élite.

¹³⁸⁸ R. Michels, *Political Parties*, *op. cit.* ; M. Ostrogorski, *Democracy and the Organization of Political Parties*, *op. cit.* Notons que contrairement à Michels et Ostrogorski, les écrits de Weber ne seront pas diffusés en anglais de son vivant. Sur la traduction et la réception anglo-saxonne de son fameux cours « *Politik als Beruf* », voir Jens Borchert, « From Politik als Beruf to Politics as a Vocation: The Translation, Transformation, and Reception of Max Weber's Lecture », *Contributions to the History of Concepts*, 1 avril 2007, vol. 3, n° 1, p. 42-70.

¹³⁸⁹ P. Pombeni, « Starting in reason, ending in passion », art cit, p. 336. Voir aussi la critique d'A. L. Lowell dans *The Government of England*, *op. cit.*, p. 481-492.

référer explicitement, Hilaire Belloc¹³⁹¹ et Cecil Chesterton¹³⁹² proposent une analyse similaire dans *The Party System* (1911). Définissant la *democracy* comme « *government by the general will* », ils affirment que « *the force which not only obstructs but largely reverses the working of the representative machine, turning into an engine of oligarchy what was meant to be an organ of democracy* », c'est le « *Party System*¹³⁹³ ».

Si la plupart des acteurs politiques britanniques déplorent ce détournement de la *democracy* par des forces élitistes, ce n'est pas le cas de tous. Comme démontré par Jeremy Jennings, au sein d'une Grande-Bretagne secouée par les crises politiques et l'arrivée des masses, une certaine avant-garde intellectuelle va considérer qu'il s'agit là d'un phénomène naturel¹³⁹⁴. Inspirés par les travaux de Michels, mais aussi par la philosophie de Friedrich Nietzsche, de Georges Sorel ou d'Henri Bergson, des auteurs comme Thomas Ernest Hulme¹³⁹⁵, William Hurrell Mallock¹³⁹⁶ et Anthony Ludovici¹³⁹⁷ vont souligner les limites de la démocratie. Selon eux, les masses ne peuvent se passer de dirigeants, et le caractère oligarchique des régimes démocratiques n'est que le reflet de cette situation¹³⁹⁸. Toutefois, ces auteurs ne proposent pas un retour au temps de la noblesse terrienne, car la *democracy* et le suffrage universel sont vus comme inévitables, puisque « la démocratie pure est un leurre et qu'il y a nécessité, à côté du principe démocratique, d'un principe oligarchique qui favoriserait les aspirations et le développement intellectuel des

¹³⁹⁰ Harry Graham, *The Mother of Parliaments*, Londres, Methuen, 1910, p.44 ; J.A. Hobson, *The Crisis of Liberalism*, op. cit., p. 6 ; J. King, *Electoral Reform*, op. cit., p. 127-128.

¹³⁹¹ 1870-1953. Auteur et essayiste franco-britannique, MP libéral de 1906 à 1910.

¹³⁹² 1879-1918. Journaliste, essayiste, rédacteur en chef du *New Witness* (1912-1916).

¹³⁹³ H. Belloc et C. Chesterton, *The Party System*, op. cit., p. 16-18.

¹³⁹⁴ J. Jennings, « Masses, démocratie et aristocratie dans la pensée politique en Angleterre », art cit.

¹³⁹⁵ 1883-1917. Poète et critique d'art, il traduit et commente l'œuvre d'Henri Bergson.

¹³⁹⁶ 1849-1923. Prolifique auteur et économiste, fervent anti-socialiste.

¹³⁹⁷ 1882-1971. Philosophe et sociologue conservateur, il sera partisan d'Hitler dans les années 1930.

¹³⁹⁸ Anthony Mario Ludovici, *A Defence of Aristocracy: A Text Book for Tories*, Boston, LeRoy Phillips, 1915, 478 p ; William Hurrell Mallock, *Aristocracy & Evolution: A Study of the Rights, the Origin and the Social Functions of the Wealthier Classes*, Londres, A. C. Black, 1898, 429 p ; William Hurrell Mallock, *The Limits of Pure Democracy*, Londres, Chapman and Hall, 1918, 436 p.

masses¹³⁹⁹. » Le passage du *Parliament Act* en 1911 entérine donc la fin de la suprématie d'une noblesse terrienne, mais ouvre la porte à la recherche d'une nouvelle élite.

6.3 *Votes for Women*: suffrage féminin et rhétorique démocratique

Au début du 20^e siècle, la lutte pour le suffrage féminin prend une ampleur jusqu'ici inédite dans l'histoire britannique. Ce mouvement a fait l'objet de nombreuses monographies¹⁴⁰⁰, comme celle de Sandra Stanley Holton, *Feminism and Democracy* (1986), s'intéressant en partie à son discours démocratique¹⁴⁰¹. Cependant, peu se sont penchées spécifiquement sur l'usage du terme *democracy* tant chez les suffragistes que leurs adversaires. Or, une telle étude est particulièrement importante, car elle permet d'illustrer les transformations du vocabulaire démocratique entre 1860 et 1914. L'analyse qui suit se concentre sur deux processus distincts. Premièrement, le passage d'une revendication pour le droit de vote des femmes formulée dans un langage constitutionnaliste dans la seconde moitié du 19^e siècle, à une demande au nom de la « *true democracy* » au début du 20^e siècle. Deuxièmement, la façon dont certain-e-s antisuffragistes refusent le droit de vote aux femmes précisément au nom de la *democracy*. Ces deux tendances démontrent à la fois la manière dont la démocratie devient un objectif politique légitime, mais aussi un terme aux sens de

¹³⁹⁹ J. Jennings, « Masses, démocratie et aristocratie dans la pensée politique en Angleterre », art cit, p. 108.

¹⁴⁰⁰ Myriam Boussahba-Bravard (dir.), *Suffrage Outside Suffragism: Women's Vote in Britain, 1880-1914*, New York, Palgrave Macmillan, 2007, 262 p ; Elizabeth Crawford, *The Women's Suffrage Movement in Britain and Ireland: A Regional Survey*, Londres, Routledge, 2006, 320 p ; Susan Kingsley Kent, *Sex and Suffrage in Britain, 1860-1914*, 2005^e éd., Londres, Routledge, 1987 ; Jane Lewis (dir.), *Before the Vote Was Won: Arguments for and Against Women's Suffrage*, New York, Routledge & K. Paul, 1987, 497 p ; Laura E. Nym Mayhall, *The Militant Suffrage Movement: Citizenship and Resistance in Britain, 1860-1930*, Oxford, Oxford University Press, 2003, 232 p ; Martin Pugh, *The March of the Women: A Revisionist Analysis of the Campaign for Women's Suffrage, 1866-1914*, Oxford, Oxford University Press, 2002 ; Sophia A. van Wingerden, *The Women's Suffrage Movement in Britain, 1866-1928*, Londres, Palgrave Macmillan, 1999, 260 p.

¹⁴⁰¹ S.S. Holton, *Feminism and Democracy*, op. cit.

plus en plus imprécis et contestés. *Democracy* devient synonyme de bon régime en général.

6.3.1 Du *constitutional idiom* à la *democracy*

Comme mentionné au chapitre 4, le *Reform Act* de 1832 voit l'introduction du terme *male* pour désigner l'électeur, excluant ainsi formellement les femmes de la sphère électorale — même si elles continuent de participer à la vie politique britannique¹⁴⁰². Les années qui suivent sont marquées par l'émergence d'une défense socialiste et radicale unitarienne des droits des femmes, mais celles-ci restent marginales¹⁴⁰³. Bien que des femmes soient impliquées politiquement, tant chez les chartistes que chez les libre-échangistes de l'*Anti-Corn Law League*, la question de leurs droits est peu évoquée¹⁴⁰⁴. Il faut attendre 1851 pour voir Harriet Taylor Mill¹⁴⁰⁵ signer un article dans la *Westminster Review* intitulé « *The Enfranchisement of Women* » portant sur la Convention de Seneca Falls (États-Unis) de 1848. Dans celui-ci, elle compare l'esclavagisme à une « *aristocracy of colour* » et la soumission des femmes à une « *aristocracy of sex* ». À cette aristocratie inique, elle oppose l'égalité démocratique étatsunienne, dont les « *democratic institutions rest avowedly on the inherent right of everyone to a voice in the government*¹⁴⁰⁶. » Cet usage du terme *democracy* est typique de l'époque : Taylor Mill l'associe particulièrement aux États-Unis, et le contraste à l'aristocratie.

¹⁴⁰² Elaine Chalus et Fiona Montgomery, « Women and Politics » dans Hannah Barker et Elaine Chalus (dir.), *Women's History: Britain, 1700-1850, An Introduction*, Londres, Routledge, 2005, p. 219-259 ; Elaine Chalus, « Gender, Place and Power: Controverted elections in late Georgian England » dans James Daybell et Svante Norrhem (dir.), *Gender and Political Culture in Early Modern Europe, 1400-1800*, Londres, Routledge, 2016, p. 179-197.

¹⁴⁰³ Anna Clark, *The Struggle for the Breeches*, Berkeley, University of California Press, 1995, 416 p ; Kathryn Gleadle, *The Early Feminists: Radical Unitarians and the Emergence of the Women's Rights Movement, 1831-51*, Londres, Springer, 1994, 275 p.

¹⁴⁰⁴ Helen Rogers, *Women and the People: Authority, Authorship and the Radical Tradition in Nineteenth-Century England*, Aldershot, Ashgate, 2000, 342 p.

¹⁴⁰⁵ 1807-1859. Philosophe, autrice et militante pour le droit des femmes, compagne de J.S. Mill.

¹⁴⁰⁶ H. Taylor Mill, « The Enfranchisement of Women », art cit.

Ce lien entre condition des femmes et *democracy* de la part de Taylor Mill relève de l'exception plutôt que de la norme. Cependant, les années 1850 et 1860 voient des mouvements pour l'éducation des femmes, l'égalité conjugale et le droit de vote émerger et se structurer. À partir de 1865, la question du suffrage féminin fait irruption sur la scène politique. Ainsi, en mai 1866, durant les débats sur le *Reform Bill* de Gladstone, J. S. Mill et Henry Fawcett¹⁴⁰⁷ déposent une pétition de 1499 signataires demandant que le droit de vote soit accordé aux femmes sur les mêmes critères que les hommes¹⁴⁰⁸. À l'origine de celle-ci, on retrouve notamment des figures montantes du mouvement suffragiste telles que Barbara Leigh Smith Bodichon¹⁴⁰⁹ et Helen Taylor¹⁴¹⁰. Les mois qui suivent voient des branches de la *National Society for Women's Suffrage* s'établir à Londres, Manchester et Édimbourg.

Il faut souligner que, tout comme les partisans d'une réforme parlementaire présentés dans les chapitres précédents, les partisans d'un élargissement du suffrage féminin vont peu faire appel au vocabulaire démocratique. Comme l'affirme Laura Nym Mayhall, les débats

*surrounding passage of the 1867 Reform Act emphasized voting rights as a privilege conferred upon those who possessed adequate virtue by nature to be citizens. [...] But citizenship in the mid-nineteenth-century British polity was conferred only upon certain kinds of virtue: rational masculinity; property ownership; white skin*¹⁴¹¹.

Le mouvement suffragiste met donc de l'avant, comme une partie de la mouvance réformiste, le caractère respectable et moralisateur du potentiel électorat féminin. Loin de revendiquer un droit universel et abstrait au suffrage, plusieurs autrices vont poser le vote comme un privilège et tenter de prouver que les femmes en sont dignes.

¹⁴⁰⁷ 1833-1884. Économiste, MP libéral de 1864 à sa mort, il épouse Millicent Garrett en 1867.

¹⁴⁰⁸ S.A. van Wingerden, *The Women's Suffrage Movement in Britain*, *op. cit.*, p. 10.

¹⁴⁰⁹ 1827-1891. Autrice, éditrice du *English Woman's Journal*, militante pour le droit des femmes.

¹⁴¹⁰ 1831-1907. Autrice et militante pour les droits des femmes. Fille adoptive de J.S. Mill.

¹⁴¹¹ L.E.N. Mayhall, *The Militant Suffrage Movement*, *op. cit.*, p. 14-15.

En octobre 1866, Bodichon prononce une conférence intitulée « *Reasons for the enfranchisement of women* », dans laquelle elle explicite les arguments prosuffragistes. Sans faire référence à la *democracy*, elle affirme que « *under a representative government, any class that is not represented is likely to be neglected*¹⁴¹². » Cette vision renvoie à celle des réformistes rencontrés précédemment : l'État britannique est représentatif et non démocratique ; le Parlement doit inclure en son sein toutes les classes (sociales ou de sexe) de la nation. Pour Bodichon, « *the exclusion of female freeholders and householders from the franchise is an anomaly [and] there is no class of persons having a fairer claim and title upon the ground of their fitness to exercise the privileges of electors*¹⁴¹³ ».

On retrouve une position semblable chez Helen Taylor dans un texte sur la « *Ladies' Petition* » présentée en 1865¹⁴¹⁴. Encore une fois, il n'y est fait aucune référence à la démocratie, mais on y lit une défense du droit au suffrage des femmes propriétaires, du fait de leur propriété. Selon Taylor

*if the representation in Parliament of those who are interested in property is a national good, [...] then the disfranchisement of any class of holders of property must be an evil proportioned to their numbers, and their enfranchisement an advantage in the same proportion*¹⁴¹⁵.

C'est une position qui sera reprise quelques mois plus tard par le père adoptif d'Helen Taylor, J. S. Mill, lors du premier débat parlementaire sur le suffrage féminin.

¹⁴¹² Barbara Leigh Smith Bodichon, *Reasons for the Enfranchisement of Women*, Londres, Chambers of the Social Science Association, 1866, p. 3.

¹⁴¹³ *Ibid.*, p. 12.

¹⁴¹⁴ Helen Taylor, « The Ladies' Petition », *The Westminster Review*, janvier 1867, vol. 87, n° 171, janv. 1867p. 63-79p. Réédité par la suite sous forme de pamphlet.

¹⁴¹⁵ Helen Taylor, *The Claim of Englishwomen to the Suffrage Constitutionally Considered*, Londres, Trübner, 1867, p. 14.

Le 20 mai 1867, dans le cadre des délibérations sur le *Reform Bill* de Disraeli, et un an après la pétition de 1866, J.S. Mill propose un amendement visant à remplacer le terme « *male* » par « *person* »¹⁴¹⁶. Pour Mill, en bon constitutionnaliste,

*the exclusion of women, merely as women, from any share in the representation [...] violates one of the oldest of our constitutional maxims – a doctrine dear to Reformers, and theoretically acknowledged by most Conservatives – that taxation and representation should be co-extensive*¹⁴¹⁷.

Ce principe — que l'exclusion des femmes payant des impôts est injustifiable au regard de la constitution — devient l'un des mantras du mouvement suffragiste jusqu'à sa victoire. Mais pour l'heure, il ne convainc que 73 parlementaires de voter en faveur de l'amendement de Mill, contre 123 qui s'y opposent.

Dès son origine, le discours des suffragistes britanniques est donc caractérisé par de fortes références au cadre constitutionnel et à une conception du suffrage comme privilège, et non comme droit. L'ouvrage de Mill, *The Subjection of Women*, publié en 1869, mais écrit en 1861, suit une logique similaire. Dans sa vision utilitariste du vote comme moyen de protection face aux gouvernants, J.S. Mill affirme que « *women require the votes as their guarantee of just and equal consideration*¹⁴¹⁸ », sans mentionner le terme *democracy*. On constate donc que c'est généralement sous la bannière de « *no taxation without representation* » que les premières suffragistes vont revendiquer le droit de vote. Certains des textes fondateurs du mouvement font explicitement référence à ce slogan et la plupart n'emploient pas le vocabulaire

¹⁴¹⁶ Evelyn L. Pugh, « John Stuart Mill and the Women's Question in Parliament, 1865–1868 », *The Historian*, 1980, vol. 42, n° 3, p. 399-418.

¹⁴¹⁷ HC Deb 20 mai 1867, vol. 187 cc818.

¹⁴¹⁸ John Stuart Mill, *The Collected Works of John Stuart Mill, Volume XXI - Essays on Equality, Law, and Education*, Toronto & Londres, University of Toronto Press & Routledge and Kegan Paul, 1984, vol. 33/21, p. 301.

démocratique¹⁴¹⁹. Le discours suffragiste est ainsi similaire à celui tenu par les réformistes à la même époque.

Or, à la fin des années 1860, l'argumentation suffragiste va muter pour se rapprocher encore plus du « *constitutional idiom* » cher aux radicaux du 19^e siècle¹⁴²⁰. Comme examiné dans le chapitre 2, dès les années 1770, les réformistes britanniques justifiaient leurs objectifs politiques en termes de restauration d'un équilibre constitutionnel perdu ou de droits anciens bafoués. Pour les whigs, c'était la Révolution de 1688 qui était le point de référence, mais pour certains, c'était le concept des droits des « *freeborn englishmen* » datant de l'invasion normande (1066), voire du règne d'Alfred le Grand (847-899)¹⁴²¹. Selon Joel Barnes, à partir de 1867, les suffragistes vont s'approprier cette optique juridique pour tenter de prouver que l'exclusion des femmes de la sphère électorale est un phénomène récent, et qu'il convient de restaurer leurs privilèges disparus suite au *Reform Act* de 1832. Ainsi, ces suffragistes cherchent à « *degender constitutional history, arguing that those political liberties open to some men had been equally open to some women, and that women should have the right to register and vote on the basis of existing property qualifications* »¹⁴²². »

L'argumentation juridique est ici moins importante que la manière dont cette perspective oriente les revendications du mouvement suffragiste. Des pamphlets et

¹⁴¹⁹ Barbara Leigh Smith Bodichon, *A Brief Summary, in Plain Language, of the Most Important Laws of England Concerning Women: Together with a Few Observations Thereon*, Londres, Chapman, 1854, 52 p ; William Thompson, *Appeal of One Half the Human Race, Women, Against the Pretensions of the Other Half, Men, to Retain Them in Political, and Thence in Civil and Domestic, Slavery*, Londres, Longman, Hurst, Rees, Orme, Brown and Green, 1825, 221 p ; M. Wollstonecraft, *A Vindication of the Rights of Woman*, *op. cit.*

¹⁴²⁰ J.A. Epstein, « The Constitutional Idiom », art cit.

¹⁴²¹ Glyn Burgess, *The Politics of the Ancient Constitution: An Introduction to English Political Thought, 1603–1642*, Londres, Basingstoke, 1992, 306 p ; J.G.A. Pocock, *The Ancient Constitution and the Feudal Law: A Study of English Historical Thought in the Seventeenth Century*, 2^e éd., Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

¹⁴²² Joel Barnes, « The British women's suffrage movement and the ancient constitution, 1867–1909 », *Historical Research*, 2018, vol. 91, n° 253, p. 507.

avis juridiques publiés à partir de 1867 se dégage un discours fortement constitutionnaliste, où la question de la *democracy* n'apparaît pas. Dans les travaux des juristes Thomas Chisholm Anstey¹⁴²³ et Sidney Smith¹⁴²⁴, les femmes — propriétaires — avaient, avant 1832, droit à une représentation politique, qu'il convient de restaurer¹⁴²⁵. Selon Barnes, ces arguments juridico-politiques seront développés par « *a small band of female political antiquarians*¹⁴²⁶ » dans les années 1880 (Helen Blackburn¹⁴²⁷, Charlotte Carmichael Stopes¹⁴²⁸ et Harriett McIlquham¹⁴²⁹) et popularisés par Elizabeth C. Wolstenholme Elmy¹⁴³⁰. Encore une fois, ce ne sont pas les éléments historiques avancés dans des ouvrages aux titres aussi explicites que *The Enfranchisement of Women : An Ancient Right, a Modern Need* (1892) de McIlquham ou *British Freewomen: Their Historical Privilege* (1894) de Stopes qui nous intéressent ici, mais bien le fait que le vocabulaire démocratique ne fasse pas partie de leur démonstration¹⁴³¹.

En fait, jusqu'en 1900, quand *democracy* apparaît dans le discours suffragiste, c'est souvent de manière négative. Par exemple, un article de 1883 intitulé « *How the Unrepresented Fare Under a Democracy* » dans la *Englishwoman Review*, compare la condition des femmes aux États-Unis et en Grande-Bretagne. On y apprend que «

¹⁴²³ 1816-1873. Avocat, MP libéral de 1847 à 1852, procureur général de Hong-Kong (1855-1859).

¹⁴²⁴ Auteur inconnu.

¹⁴²⁵ T.C. Anstey, *Plea of the Unrepresented Commons for Restitution of Franchise*, *op. cit.* ; T.C. Anstey, *On Some Supposed Constitutional Restraints upon the Parliamentary Franchise*, *op. cit.* ; Thomas Chisholm Anstey, *Notes Upon the « Representation of the People Act, 1867 »*, Londres, William Ridgway, 1867, 340 p ; Sidney Smith, *The Enfranchisement of Women: The Law of the Land*, Manchester, A. Ireland & Co., 1879.

¹⁴²⁶ J. Barnes, « The British women's suffrage movement and the ancient constitution », *art cit.*, p. 514.

¹⁴²⁷ 1842-1903. Militante pour les droits des femmes, éditrice de l'*Englishwoman's Review*.

¹⁴²⁸ 1840-1929. Autrice de plusieurs livres sur W. Shakespeare, militante suffragiste.

¹⁴²⁹ 1837-1910. Première femme élue en tant que gardienne des *Poor laws* en 1811, suffragiste.

¹⁴³⁰ 1833-1918. Pionnière du mouvement suffragiste, conférencière et autrice.

¹⁴³¹ Helen Blackburn, *Women's Suffrage: A Record of the Women's Suffrage Movement in the British Isles, with Biographical Sketches of Miss Becker*, Londres, Williams & Norgate, 1902, 373 p ; Harriett McIlquham, *The Enfranchisement of Women: An Ancient Right, a Modern Need*, Londres, Women's Emancipation Union, 1892 ; Charlotte Carmichael Stopes, *British Freewomen: Their Historical Privilege*, Londres, Swan Sonnenschein, 1894, 219 p ; Charlotte Carmichael Stopes, *The Sphere of « Man » in Relation to That of « Woman » in the Constitution*, Londres, T. Fisher Unwin, 1908, 64 p. p.

women are in some respects actually worse off under the rule of an unlimited democracy than in our own country, which is only tending towards that condition¹⁴³². » De manière générale, la *Englishwoman Review* (1866-1910) publiée par des femmes de la classe moyenne¹⁴³³ se tient à distance du terme *democracy* durant toute son existence. Quand le vocabulaire démocratique apparaît, c'est en référence aux démocrates étatsuniens ou au mouvement social-démocrate.

Cette vision de la *democracy* comme étant néfaste pour les femmes peut aussi s'appliquer à l'histoire britannique. En effet, dans la perspective constitutionnaliste, c'est souvent la démocratie elle-même qui est accusée d'être à l'origine de la perte de pouvoir des femmes puisque l'exclusion formelle des femmes est associée au *Reform Act* de 1832. C'est notamment la ligne tenue par Lydia Becker¹⁴³⁴, une des figures de proue du mouvement :

the idea of excluding women from political power is a notion of modern growth, and dates from the rise of so-called democratic institutions. In monarchical and aristocratic forms of government women who were heirs to thrones and lordships exercised the rights and duties appertaining to the same. [...] Under no form of government, therefore, are the political rights of women so absolutely ignored as under modern democracy. Whatever electoral rights Englishwomen enjoy are inherited from past ages, and not from recent reforms¹⁴³⁵.

On retrouve une position similaire chez Emmeline Pethick-Lawrence¹⁴³⁶, qui affirme qu'en 1832, « *Popular Government was given to the people in this country, or rather to the men of this country. The franchise was extended on a democratic basis, but at*

¹⁴³² Anon., « How the Unrepresented Fare Under a Democracy », *The Englishwoman's Review of Social and Industrial Questions*, 15 novembre 1883, n° 127, 15 nov. 1883p. 484-488p.485.

¹⁴³³ Janet Horowitz Murray, « Class vs. Gender Identification in the "Englishwoman's Review" of the 1880s », *Victorian Periodicals Review*, 1985, vol. 18, n° 4, p. 138-142.

¹⁴³⁴ 1827-1890. Botaniste, éditrice du *Women's Suffrage Journal* (1870-1890).

¹⁴³⁵ Lydia Ernestine Becker, *Words of a Leader: Being Extracts from the Writings of the Late Miss Lydia Becker*, 1904^e éd., Londres, Central Society for Women's Suffrage, 1897, p.3-7. Nous soulignons.

¹⁴³⁶ 1867-1954. Militante féministe, elle sera membre du WSPU et éditrice du journal *Votes for Women*.

*the very moment when this was done, women for the first time were expressly excluded on account of sex from the British Constitution*¹⁴³⁷ ».

Somme toute, le mouvement suffragiste mobilise peu l'idée de *democracy* entre 1860 et 1900 alors qu'il se développe de manière exponentielle sur le plan organisationnel et qu'il multiplie les pétitions, rassemblements et motions au Parlement. Les suffragistes privilégient une argumentation constitutionnaliste, revendiquant le droit de vote pour les femmes selon les mêmes critères censitaires qui permettent aux hommes de voter. Toutefois, dès les années 1900, un nouvel axe discursif émerge : les suffragistes demandent le droit de vote précisément au nom de la *democracy*. Elles accusent les antisuffragistes — et particulièrement les libéraux, au pouvoir à partir de 1905 — d'hypocrisie, car ils se posent en démocrates, mais refusent d'adopter le suffrage féminin. Cette transition illustre à merveille la légitimité grandissante du terme *democracy* dans l'imaginaire politique britannique en ce début de 20^e siècle et mérite que l'on s'y attarde.

L'historiographie du mouvement suffragiste à partir des années 1900 a longtemps été structurée par une opposition entre partisans constitutionnalistes (suffragistes) et militantes (suffragettes). D'un côté, la *National Union of Women's Suffrage Societies* (NUWSS, 1897-1919), héritière des organisations suffragistes fondées dans la foulée du *Reform Act* de 1867, proche du Parti libéral, aux tactiques lobbyistes (pétitions, lettres, rencontres), prête à accepter une extension du droit de vote aux femmes sur des bases censitaires, et dirigée par Millicent Garrett Fawcett¹⁴³⁸. De l'autre, la *Women's Social and Political Union* (WSPU, 1903-1917), aux actions militantes (manifestations, grèves de la faim, incendie), en faveur du suffrage adulte et mené par

¹⁴³⁷ Emmeline Pethick Lawrence, *The Meaning of the Woman's Movement*, Londres, Woman's Press, 1900, p. 8-9.

¹⁴³⁸ 1847-1929. Militante suffragiste de la première heure, longtemps présidente de la NUWSS.

Emmeline Pankhurst¹⁴³⁹ et ses filles, Christabel Pankhurst¹⁴⁴⁰ et Sylvia Pankhurst¹⁴⁴¹. Cependant, comme le démontrent les travaux de Holton et plus récemment ceux de Mayhall, une telle dichotomie obscurcit plus de choses qu'elle n'en éclaire¹⁴⁴². De nombreuses partisans du suffrage féminin étaient membres des deux ailes du mouvement et la coopération était encore possible jusqu'en 1911. Nos recherches tendent aussi à confirmer que la rupture est moins grande qu'il n'y paraît dans l'historiographie puisque les « constitutionnalistes » et « militantes » ne sont pas si différentes en ce qui concerne l'usage de *democracy*.

L'évolution du vocabulaire démocratique au sein du mouvement suffragiste est particulièrement visible dans ses journaux. Ainsi, le *Woman's Signal* (1894-1899), un hebdomadaire féministe généraliste, touchant souvent à la question du vote des femmes, n'utilise que peu *democracy*. Habituellement, quand le terme y est présent, c'est parce qu'un discours y est rapporté¹⁴⁴³. Parfois le mot apparaît encore avec un sens négatif, comme dans ce poème où l'auteure demande à être délivrée « *from tricks of selfish, rude democracy*¹⁴⁴⁴ ». Mais occasionnellement c'est aussi d'une manière positive et exaltée, tel cet autre poème où Charlotte Perkins Stetson¹⁴⁴⁵ traite les antisuffragistes de traîtres et s'exclame « *To great Democracy and Womanhood*¹⁴⁴⁶! »

En comparaison, on trouve dans le *Women Suffrage Record* (1903-1906), édité par Edith Palliser¹⁴⁴⁷ pour le compte de la NUWSS¹⁴⁴⁸, une vision de plus en plus

¹⁴³⁹ 1858-1928. Militante suffragiste de la première heure, surtout connue comme fondatrice du WSPU.

¹⁴⁴⁰ 1880-1958. Militante au WSPU, éditrice du journal *The Suffragette* (1912-1918).

¹⁴⁴¹ 1882-1960. Militante au WSPU (1903-1914), elle reste proche du mouvement socialiste.

¹⁴⁴² S.S. Holton, *Feminism and Democracy*, *op. cit.*, p. 2 ; L.E.N. Mayhall, *The Militant Suffrage Movement*, *op. cit.*

¹⁴⁴³ Reverend Canon Hick, *Woman's Signal*, Londres, 22/04/1894 ; John Morley, *Woman's Signal*, Londres, 30/06/1898.

¹⁴⁴⁴ « Deliverance », *Woman's Signal*, Londres, 14/06/1894.

¹⁴⁴⁵ 1860-1935. Aussi connue sous le nom de Perkins Gilman, autrice étatsunienne et réformatrice sociale.

¹⁴⁴⁶ « Antisuffragists », *Woman's Signal*, Londres, 10/03/1898.

¹⁴⁴⁷ 1859-1925 [?]. Militante suffragiste, membre de la NUWSS, éditrice du *Women Suffrage Record*.

¹⁴⁴⁸ E. Crawford, *The Women's Suffrage Movement*, *op. cit.*, p. 462.

méliorative du terme *democracy*. La démocratie devient un argument de plus pour conférer le droit de vote aux femmes. Pour le libéral Walter McLaren¹⁴⁴⁹, « *in a democratic age* », c'est aux antisuffragistes de prouver pourquoi les femmes ne devraient pas avoir le droit de vote¹⁴⁵⁰. De la même manière, comme l'exprime Adelaide M. Anderson

*There is no other way, in a democratic country with representative institutions, but this one way of the Suffrage to secure that the multitude of unattached, unrepresented, unorganised, heavily burdened women can impress their needs on the legislature amid the Government*¹⁴⁵¹.

Mais c'est surtout à partir de 1905, avec l'arrivée au pouvoir des libéraux, que ce type d'arguments va se multiplier. En effet, alors que le Parti libéral se présente de plus en plus comme le parti de la démocratie, les suffragistes vont considérer comme hypocrite de se dire démocrate, mais de refuser le droit de vote aux femmes.

Ainsi, en 1907, on peut voir Arnold Mathew¹⁴⁵², un prêtre catholique, défendre le suffrage féminin en affirmant que :

*At every election, and from every party, we hear ad nauseam the well-worn cry "No taxation without representation". We are told that this is the basis of our democratic government. Yet, how utterly hypocritical, in reality, is this cry! No party has yet had the honesty to correct this statement by altering it to "No taxation without representation for men; let women be taxed, but not represented"*¹⁴⁵³.

Une position qui reprend la rhétorique mise en avant par Bodichon et Taylor, mais qui illustre l'évolution du terme *democracy* : en 1907, le gouvernement britannique n'est plus seulement représentatif, il est aussi démocratique.

¹⁴⁴⁹ 1853-1912. Homme politique, MP libéral de Crewe de 1886 à 1896 et 1910-1912.

¹⁴⁵⁰ *Women's Suffrage Record*, Londres, 01/03/1904

¹⁴⁵¹ « Letter – Adelaide M. Anderson », *Women's Suffrage Record*, Londres, 01/12/1903.

¹⁴⁵² 1852-1919. Prêtre catholique, premier évêque de l'Église vieille-catholique en Grande-Bretagne.

¹⁴⁵³ Arnold Harris Mathew, *Woman Suffrage*, 2^e éd., Londres, T.C. & E.C. Jack, 1907, p. 112.

Ou, à tout le moins, se prétend-il démocratique, mais sans l'être réellement, car une vraie démocratie inclut hommes et femmes. C'est le point de vue avancé dans l'ouvrage édité par Brougham Villiers¹⁴⁵⁴, *The Case for Woman's Suffrage* (1907), qui réunit des contributions tant de Emmeline et Christabel Pankhurst que du leader du *Labour*, James Keir Hardie¹⁴⁵⁵. Dès l'introduction, Villiers affirme que « *the denial of citizen rights to women is more than a mistake in detail; it is a blasphemy against the spirit of democracy*¹⁴⁵⁶. » On s'éloigne donc d'un usage critique de *democracy*, pour aller vers une utilisation méliorative du terme : la revendication du suffrage féminin se fait au nom de la *democracy*. C'est aussi le point de vue de Charlotte Despard¹⁴⁵⁷, qui attaque dans la conclusion de l'ouvrage, l'hypocrisie politicienne et demande quel genre de *democracy* exclut de la nation la moitié de sa population :

*England, the official politician of to-day will tell us, for all that she has her ancient forms – the king, who is the dignified head of society; the landed and moneyed aristocracy; the lords of commerce and manufacture – is really a Democracy. She speaks through her own chosen representatives; these make the laws that govern the realm, and in obeying those laws, she is really obeying herself. If this were indeed so, if the whole nation – men and women – did really consent to the laws by which we are governed, we could not complain*¹⁴⁵⁸.

Au fur et à mesure que le mouvement suffragiste sera confronté aux manœuvres du Cabinet libéral, ces accusations d'hypocrisie iront en grandissant.

Avant d'examiner cet enjeu, on peut noter la présence, dans *The Case for Woman's Suffrage*, d'une contribution de Nellie Martel¹⁴⁵⁹, qui commente l'adoption du suffrage féminin au niveau national par la Nouvelle-Zélande (1893) et l'Australie

¹⁴⁵⁴ Pseudonyme de Frederick John Shaw (1863-1939), socialiste et auteur.

¹⁴⁵⁵ 1856-1815. MP travailliste (1892-1895 ; 1900-1915), leader parlementaire (1906-1908).

¹⁴⁵⁶ Brougham Villiers, « Introduction » dans Brougham Villiers (dir.), *The Case for Women's Suffrage*, Londres, T.F. Unwin, 1907, p. 21.

¹⁴⁵⁷ 1844-1939. Suffragiste anglo-irlandaise, socialiste, fondatrice de la *Women's Freedom League*.

¹⁴⁵⁸ Charlotte Despard, « Women in the New Era » dans Brougham Villiers (dir.), *The Case for Women's Suffrage*, Londres, T.F. Unwin, 1907, p. 192-193.

¹⁴⁵⁹ 1855-1940. Suffragiste née en Grande Bretagne, elle émigre en Australie en 1880. Elle l'est l'une des quatre femmes à se porter candidate en 1903. Elle retourne à Londres en 1904 et joins le WSPU.

(1902), affirmant que ces colonies britanniques sont à présent de réelles démocraties¹⁴⁶⁰. Plus encore que les débats sur la réforme parlementaire, la question du droit de vote des femmes est marquée par la comparaison. Tant partisan-e-s qu'adversaires du suffrage féminin vont mobiliser des exemples internationaux pour appuyer leurs idées. Cet aspect internationaliste, voire transnational, du mouvement suffragiste, a été souligné à plusieurs reprises¹⁴⁶¹. Mais il est intéressant de pointer la place qu'occupe le vocabulaire démocratique dans ces comparaisons. Ainsi, avant l'adoption du droit de vote féminin en Nouvelle-Zélande ou en Australie, l'un des arguments antisuffragistes avancés est précisément le fait que des pays plus démocratiques que la Grande-Bretagne n'aient pas jugé bon de conférer le suffrage aux femmes. À Westminster, on voit Bryce demander, à l'occasion d'un amendement suffragiste au *Reform Bill* de 1884 :

*Why are we of all nations to try an experiment, a great and perfectly novel experiment, never yet tried in any civilized country, and not so much as talked of in countries like France and Germany? It has not been tried in any of our Democratic self-governing Colonies, nor in any one of the 38 highly Democratic States of the American Union*¹⁴⁶².

Il réitérera presque mot à mot cette objection en 1892, encore une fois lors d'un débat sur un projet de loi visant à étendre le droit de vote aux femmes¹⁴⁶³.

Avec l'adoption du droit de vote féminin dans la périphérie (Nouvelle-Zélande, Australie), puis, de plus en plus vers le centre (Finlande en 1906 et Norvège en

¹⁴⁶⁰ Nellie Alma Martel, « Women votes in New Zealand and Australia » dans Brougham Villiers (dir.), *The Case for Women's Suffrage*, Londres, T.F. Unwin, 1907, p. 140, 151.

¹⁴⁶¹ Ian Christopher Fletcher, Philippa Levine et Laura E. Nym Mayhall (dir.), *Women's Suffrage in the British Empire: Citizenship, Nation and Race*, Londres, Routledge, 2000, 276 p ; Pamela Paxton, Melanie M. Hughes et Jennifer L. Green, « The International Women's Movement and Women's Political Representation, 1893–2003 », *American Sociological Review*, 2006, vol. 71, n° 6, p. 898-920 ; Irma Sulkunen, Seija-Leena Nevala-Nurmi et Pirjo Markkola, *Suffrage, Gender and Citizenship: International Perspectives on Parliamentary Reforms*, Cambridge, Cambridge Scholars Publishing, 2008, 485 p.

¹⁴⁶² HC Deb 12 juin 1884, vol. 289 col 170.

¹⁴⁶³ HC Deb 27 avril 1892, vol. 3 col 1500.

1913)¹⁴⁶⁴, le mouvement suffragiste britannique, va fréquemment mobiliser ces exemples. L'Australie en particulier, est souvent présentée comme une démocratie modèle¹⁴⁶⁵, voire comme l'avenir de la civilisation¹⁴⁶⁶. Cet internationalisme s'exprimera aussi de manière pratique, avec la création et la participation des suffragistes à des instances telles que l'*International Woman Suffrage Alliance* (fondée en 1904) ou la *British Dominions Woman Suffrage Union* (1914-1922)¹⁴⁶⁷.

Malgré tous ces transferts, ce sont toutefois les aléas de la politique intérieure britannique qui vont le plus influencer l'usage de *democracy* chez les suffragistes. Au 19^e siècle, les MPs suffragistes se gardent bien d'en appeler à la *democracy* lors des débats parlementaires sur le vote des femmes. Au contraire, dans un procédé qui nous est maintenant bien familier, ce sont plutôt les adversaires du suffrage féminin qui vont caractériser cette mesure de *democratic*. Ainsi, pendant les années 1870 et 1880, on retrouve fréquemment Charles Newdegate s'opposer à toute extension du droit de vote aux femmes, car il s'agirait là d'une « *extreme democratic notion*¹⁴⁶⁸ ». Cependant, un renversement de perspective s'opère au cours des années 1900 : tant dans les Communes qu'à l'extérieur, plusieurs acteurs politiques vont s'élever contre le suffrage féminin, mais au nom cette fois de la *democracy*.

¹⁴⁶⁴ John Markoff, « Margins, Centers, and Democracy: The Paradigmatic History of Women's Suffrage », *Signs*, 2003, vol. 29, n° 1, p. 85-116.

¹⁴⁶⁵ *Woman's Signal*, Londres, 03/06/1897 ; *Woman's Signal*, Londres, 14/04/1898 ; *Votes for Women*, Londres, 28/05/1908 ; *Conservative and Unionist Women's Franchise Review*, Londres, 01/05/1910 ; *The Vote*, Londres, 15/10/1910 ; *Votes for Women*, Londres, 02/06/1911.

¹⁴⁶⁶ *Common Cause*, Londres, 29/06/1911

¹⁴⁶⁷ Leila J. Rupp, « Transnational Women's Movements », *European History Online*, 2011 ; Kay Whitehead et Lynne Trethewey, « Aging and activism in the context of the British Dominions Woman Suffrage Union, 1914–1922 », *Women's Studies International Forum*, 1 janvier 2008, vol. 31, n° 1, p. 30-41.

¹⁴⁶⁸ HC Deb 19 juin 1878, vol. 240 col 1867-1869. Voir aussi HC Deb 12 mai 1870, vol. 201 col 618 ; HC Deb 30 avril 1873, vol. 215 col 1255 ; HC Deb 07 avril 1875, vol. 223 col 475 ; HC Deb 26 avril 1876 vol 228 cc1696 ; HC Deb 12 juin 1884, vol. 289 col 114.

6.3.2 Des antisuffragistes démocrates ?

Cette contestation du suffrage féminin au nom de la *democracy* nous semble particulièrement incongrue aujourd'hui. Néanmoins, elle illustre bien le caractère restreint que peut avoir le terme au tout début du 20^e siècle britannique, dans son sens politique. Deux tendances se dégagent alors. La première, résolument antisuffragiste, considère que si la démocratie est synonyme d'égalité, elle n'implique pas une égalité arithmétique. Ainsi, un régime démocratique doit garantir l'égalité politique des citoyens, mais les femmes étant naturellement différentes, on ne peut leur accorder les mêmes droits. La seconde est plus circonstancielle, mais aura un impact plus important sur le mouvement suffragiste. Pour ces antisuffragistes « modérés », le fait de donner le droit de vote aux femmes sur des bases censitaires va à l'encontre de l'esprit démocratique de l'époque.

Il faut rappeler que dans les années 1900, alors que près de 30 % des hommes adultes sont toujours exclus de la sphère électorale, il existe trois voies possibles dans le cas d'une extension du droit de vote : 1 — le *women's suffrage*, conférant le vote aux femmes sur les mêmes bases censitaires que celles des hommes ; 2— le *manhood suffrage*, le suffrage universel masculin adulte ; 3— l'*adult suffrage*, conférant le vote aux hommes et femmes majeur-e-s. Cette dernière étiquette comporte une certaine ambiguïté : certains *adulists* étaient surtout en faveur d'un élargissement du droit de vote aux hommes — ce qui pousse certaines suffragistes à préférer la bannière plus explicite de *women's suffrage*¹⁴⁶⁹. À l'inverse, des suffragistes pouvaient choisir de se dire *adulists*, car le terme offrait une perspective plus universaliste. C'est le caractère censitaire du *women's suffrage* qui est critiqué comme antidémocratique par cette seconde tendance antisuffragiste.

La première tendance antisuffragiste est clairement minoritaire dans l'imaginaire politique britannique de l'époque, mais mérite qu'on s'y attarde quelque peu. Pour

¹⁴⁶⁹ S.S. Holton, *Feminism and Democracy*, *op. cit.*, p. 3.

ces antisuffragistes, il y a incompatibilité entre l'inclusion politique des femmes et un gouvernement démocratique. Les arguments avancés varient, mais ils reviennent généralement à la question de la force physique et de l'incapacité politique des femmes qui en découle. Ces auteurs — et quelques autrices — considèrent qu'en démocratie, le pouvoir repose au final sur l'aptitude de la majorité à imposer — potentiellement — ses décisions par la force. L'inclusion des femmes viendrait fausser le jeu démocratique, en créant des majorités composées d'êtres physiquement incapables d'exiger la réalisation de leur volonté. On peut voir ce type de rhétorique apparaître dès les années 1880, alors que le mouvement antisuffragiste commence à émerger.

Par exemple, en 1889, dans un livre qui décrit le suffrage féminin comme un « *national danger* », le juriste Heber Hart¹⁴⁷⁰ affirme que « *the whole rationale of democracy must disappear if we repudiate presumable intellectual and moral fitness as the basis of the electoral Franchise*¹⁴⁷¹. » Il apparaît assez rapidement que cette « *intellectual and moral fitness* » ne peut être atteinte par les femmes, parce qu'au final, le gouvernement « *is grounded upon force, upon the power of the majority*¹⁴⁷². » Vingt ans plus tard, dans un pamphlet publié par la *Women's National Anti-Suffrage League*, Hart sera encore plus explicite. Dès les premières pages, il affirme que « *if the suffrage were granted to women, the majority of votes cast at an election would bear no ascertainable relation to physical power [...]. Democratic institutions would no longer be self-supported*¹⁴⁷³. » Dans les vingt ans qui séparent les deux textes de Hart, ce type d'argument s'est généralisé en Grande-Bretagne. Ainsi, en 1905, Labouchère s'oppose au suffrage féminin « *as a Radical and a Democrat* », car «

¹⁴⁷⁰ 1865-1948. Juriste et juge, auteurs d'ouvrages en droit bancaire.

¹⁴⁷¹ Heber L. Hart, *Women's Suffrage and National Danger: A Plea for the Ascendency of Men*, Londres, Alexander & Shephard, 1889, p. 38.

¹⁴⁷² *Ibid.*, p. 157.

¹⁴⁷³ Heber L. Hart, *Nature's Reason Against Woman Suffrage*, Londres, Women's National Anti-Suffrage League, 1908, p. 3. Souligné dans l'original.

*after all, women were different from men physically and intellectually*¹⁴⁷⁴. » Plus nuancé, Dicey, l'unioniste proréférendum rencontré précédemment, affirme que les démocraties sont trop « *emotionnal* » et qu'accorder le droit de vote aux femmes ne ferait qu'aggraver le problème, ce qui aurait pour effet de « *weaken English democracy*¹⁴⁷⁵ ».

Entre les années 1908 et 1914, au fur et à mesure que le mouvement suffragiste gagne en popularité et en intensité, les arguments antisuffragistes vont de plus en plus en appeler à la question de la force physique et des différences entre les hommes et les femmes. Ainsi, Alexander MacCallum Scott¹⁴⁷⁶, publie en 1912, *The Physical Force Argument Against Woman Suffrage*, où il affirme dès la préface

*instead of being a necessary consequence of Democracy and Justice, Woman Suffrage would undermine the stable foundation on which Democratic Government is based [because] the only stable form of government is one which secures that the balance of political power is in the same hands as the balance of physical power*¹⁴⁷⁷.

L'année suivante, Almroth Wright¹⁴⁷⁸ réitère le même argument. Selon lui la démocratie et « *the internal equilibrium of the State [...] would be endangered by the admission to the register of millions equilibrium of electors whose vote would not be endorsed by the authority of physical force*¹⁴⁷⁹. » Il est intéressant de constater que la réplique suffragiste à ce type de rhétorique se fait elle aussi au nom de la démocratie. Ainsi, Agnes Maude Royden¹⁴⁸⁰, répondant directement à Scott, affirme « *the vote is*

¹⁴⁷⁴ HC Deb, 12 mai 1905, vol. 146 col 226.

¹⁴⁷⁵ Albert Venn Dicey, *Letters to a Friend on Votes for Women*, Londres, John Murray, 1909, p. 91.

¹⁴⁷⁶ 1874-1928. Secrétaire de W. Churchill, MP libéral pour Glasgow Bridgeton de 1910 à 1920.

¹⁴⁷⁷ Alexander MacCallum Scott, *The Physical Force Argument Against Woman Suffrage*, Londres, National League for Opposing Woman Suffrage, 1912, 16 p.

¹⁴⁷⁸ 1861-1947. Bactériologiste et immunologiste, antisuffragiste notoire.

¹⁴⁷⁹ Almroth Edward Wright, *The Unexpurgated Case Against Woman Suffrage*, Londres, Constable, 1913, p. 33.

¹⁴⁸⁰ 1876-1956. Militante suffragiste, membre du comité exécutif de la NUWSS, prédicatrice.

*the democratic way of bringing that [spiritual and moral] force to bear on the problems of government and we are committed to democracy*¹⁴⁸¹. »

C'est cependant un socialiste que nous avons déjà rencontré qui offrira la plus grande défense « démocratique » de l'exclusion des femmes de la sphère électorale : Ernest Belfort Bax. Dès les années 1880, Belfort Bax s'impose comme une figure antiféministe et masculiniste notoire¹⁴⁸². Au début du siècle, il est toujours membre de *Social Democratic Federation*¹⁴⁸³. Bien que ses idées sur le suffrage féminin soient considérées comme « excentriques » au sein du mouvement socialiste, il profite de sa position pour les divulguer¹⁴⁸⁴. Ainsi, son *New Catechism of Socialism* (1904), écrit avec Harry Quelch¹⁴⁸⁵, avance que « *the relation of sex is largely unique in its character as implying an organic difference, and not a mere social one, and hence quite distinct from the relation of class or of race*¹⁴⁸⁶. » Et à partir de cette différence « *organic* », Belfort Bax justifie l'inégalité politique entre les sexes.

Son essai *The Fraud of Feminism*, publié en 1913, alors que le mouvement suffragiste est à son apogée, offre une synthèse de sa pensée sur la question. Selon lui, « *the illegitimate application of the modern democratic notion of the equality of classes and races, to that of sex, has contributed to the modern revolt against natural sex limitations*¹⁴⁸⁷. » Belfort Bax considère que l'extension du suffrage s'est toujours faite dans les démocraties par l'abolition des barrières sociales (la classe, la race), jamais des barrières biologiques (le sexe, l'espèce). Et cette distinction lui permet

¹⁴⁸¹ Agnes Maude Royden, *Physical Force and Democracy*, Londres, National Union of Women's Suffrage Societies, 1912, p. 13.

¹⁴⁸² Ernest Belfort Bax, *The Legal Subjection of Men*, Londres, Twentieth Century Press, 1896, 95 p.

¹⁴⁸³ Sur les rapports entre la SDF et le mouvement féministe, voir Karen Hunt, *Equivocal Feminists: The Social Democratic Federation and the Woman Question 1884-1911*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, 312 p.

¹⁴⁸⁴ Ernest Belfort Bax, *The Ethics of Socialism*, Londres, Swan Sonnenschein, 1889 ; Ernest Belfort Bax, *Essays in Socialism: New & Old*, Londres, Swan Sonnenschein, 1907, 336 p ; Ernest Belfort Bax, *Problems of Man, Mind and Morals*, Londres, Grant Richard, 1912, 304 p.

¹⁴⁸⁵ 1858-1913. Militant socialiste, trade unioniste, membre de la SDF.

¹⁴⁸⁶ E.B. Bax et H. Quelch, *A New Catechism of Socialism*, *op. cit.*

¹⁴⁸⁷ Ernest Belfort Bax, *The Fraud of Feminism*, Londres, Grant Richards, 1913, p. 28.

d'affirmer que « *this difference rules out the bare appeal to the principle of democracy per se as an argument in favour of the extension of the suffrage to women*¹⁴⁸⁸. » Démocrate *et* antisuffragiste, telle est la position tenue par Belfort Bax.

Cependant, si l'on s'intéresse au vocabulaire démocratique chez les suffragistes entre 1904 et 1914, on remarque que leurs adversaires principaux ne sont pas les antisuffragistes démocrates durs à la Scott ou Belfort Bax. Les énergies du mouvement visent plutôt à convaincre certains antisuffragistes, notamment des politiciens, que le *women's suffrage* peut être *democratic*. C'est sur cette seconde tendance d'antisuffragisme que nous allons maintenant nous pencher. Pour ces acteurs politiques, le suffrage féminin n'est pas en lui-même incompatible avec la *democracy*. Mais une extension du suffrage sur des bases censitaires le serait, car une telle mesure ne permettrait pas aux femmes des classes ouvrières, à la *democracy* au sens social, de s'exprimer. Pour les suffragistes, une pareille position relève au mieux de l'incompréhension, au pire de la mauvaise foi et elle génère plusieurs interrogations sur les sens du mot *democracy*.

Cette seconde tendance antisuffragiste est particulièrement visible dans les débats parlementaires. En février 1908, Henry York Stanger¹⁴⁸⁹ dépose un projet de loi d'initiative parlementaire visant à étendre le droit de vote aux femmes sur une base censitaire. Certains MPs libéraux vont alors justifier leur opposition à cette question au nom de la *democracy*. Pour eux, seul l'*adult suffrage* peut être vu comme démocratique, tout autre mesure ne faisant que renforcer le caractère élitiste de l'élection. Pour Maurice Levy¹⁴⁹⁰, ce projet « *was a retrograde measure going back to the old reactionary days of the property qualification. It would not democratise the House of Commons, but make it less representative than it was at the present*

¹⁴⁸⁸ *Ibid.*, p. 155-156.

¹⁴⁸⁹ 1849-1929. Avocat et juge, MP libéral de Kensington North de 1906 à 1910.

¹⁴⁹⁰ 1859-1933. Marchand de Londres, il est MP libéral pour Loughborough de 1900 à 1918.

*time*¹⁴⁹¹. » À l'extérieur de l'enceinte parlementaire, Emily Maud Simon¹⁴⁹² développe le même type d'arguments pour le compte de la *Women's National Anti-Suffrage League*, affirmant que la proposition sur la table ne donnerait pas le droit de vote aux travailleuses. Donc, selon elle, le mouvement suffragiste « *can in no sense be regarded as having a democratic basis*¹⁴⁹³ ».

Même si une majorité de MPs se prononce en faveur de cette mesure, le projet de loi sera délayé par le Président des *Commons* et le gouvernement. Cette opposition de la part des libéraux amènera le *Women's Franchise* à commenter :

*It is curious that the party which used to stand for democracy now contains the bitterest opponents of the enfranchisement of women, and that the party which was once supposed to stand for reaction and inaction is now the one to which women may reasonably look for the passing of a measure which is both just and democratic*¹⁴⁹⁴.

Ce type de remarques amènera aussi plusieurs suffragistes à se questionner sur le sens du terme *democracy*. Comme le note le *Daily Express* en juin 1908, dans une citation reprise dans le *Votes for Women* et le *Women's Franchise*, « *unless we are to find a new meaning for the word democracy, it is difficult to discover any effective argument for denying women the suffrage*¹⁴⁹⁵. »

Pourtant, c'est ce qu'essaiera de faire le gouvernement d'Asquith lors des débats sur le *Conciliation Bill* de 1910. Entre 1908 et 1910, les actions du mouvement suffragiste gagnent en intensité : manifestations, bris de fenêtres (juin 1908), piquetage devant les *Commons* (juillet 1909) et grèves de la faim pour les prisonnières (été 1909). Suite à l'élection de janvier 1910, un comité est mis en place sur la question du suffrage féminin, composé de MPs issu des quatre partis. Le

¹⁴⁹¹ HC Deb 28 février 1908, vol. 185 col 252. Voir aussi Clement Edwards, *ibid.*, col 262.

¹⁴⁹² Autrice inconnue.

¹⁴⁹³ Emily Maud Simon, *The Latest Phase of the Women's Suffrage Movement: A Reply to Mrs Henry Fawcett Lld*, Londres, Women's National Anti-Suffrage League, 1908, p. 3-4. Souligné dans l'original.

¹⁴⁹⁴ *Women's Franchise*, Londres, 05 /03/1908.

¹⁴⁹⁵ *Votes for Women*, Londres, 18/06/1908 ; *Women's Franchise*, Londres, 25/06/1908.

WUSP accepte de cesser ses moyens de pression un certain temps¹⁴⁹⁶. Le comité produit un *Conciliation Bill* qui est introduit en juin et vise à concilier d'un côté les aspirations au suffrage universel et de l'autre un droit de vote censitaire pour les femmes. Le critère retenu sera finalement « *the independent occupation of property*¹⁴⁹⁷ », permettant ainsi, selon ses partisans, de donner le droit de vote à un million de femmes indépendantes (veuves et célibataires), dont près de 80 % de travailleuses.

Mais c'est précisément sur le caractère démocratique de cette proposition qu'achoppent les débats. Pour le conservateur Frederick Edwin Smith¹⁴⁹⁸, puisque le projet vise à étendre le suffrage aux « *proprieted ladies* » et non aux « *working women* », il y a « *a profoundly undemocratic quality in the provisions of this particular measure*¹⁴⁹⁹ ». Le libéral Charles Lyell¹⁵⁰⁰ avance des arguments similaires : selon lui, « *so far from this Bill being a step along the democratic path, it will be erecting a barrier against which many friends of democracy will labour in vain for a great number of years*¹⁵⁰¹. » C'est donc bien au nom de la *democracy* que certains MPs refusent l'élargissement du droit de vote aux femmes propriétaires.

C'est d'ailleurs le discours que tiendront des figures importantes du Cabinet comme W. Churchill et Asquith. Pour le premier, « *it is not merely an undemocratic Bill; it is worse. It is an anti-democratic Bill. It gives an entirely unfair representation to property, as against persons*¹⁵⁰². » Le second sera encore plus explicite sur sa définition de *democracy*. Selon le premier ministre, « *by democratic I understand a measure which does not create but removes distinctions – a measure which, in granting new political rights, grants them upon some intelligible principle of equality*

¹⁴⁹⁶ S.A. van Wingerden, *The Women's Suffrage Movement in Britain*, op. cit., p. 118.

¹⁴⁹⁷ S.S. Holton, *Feminism and Democracy*, op. cit., p. 70.

¹⁴⁹⁸ 1872-1930. Avocat, MP Conservateur à partir de 1906, puis Lord Chancellor.

¹⁴⁹⁹ HC Deb, 11 juillet 1910, vol. 19 col 55-56.

¹⁵⁰⁰ 1875-1918. MP libéral de 1904 à 1917, alors Secrétaire parlementaire privé de Edward Grey.

¹⁵⁰¹ HC Deb, 11 juillet 1910, vol. col 138.

¹⁵⁰² HC Deb, 12 juillet 1910, vol. 19 col 224.

*as between the different classes of claimants*¹⁵⁰³. » La création de nouvelles électrices sur des bases censitaires est vue comme contraire à l'esprit égalitaire de la *democracy*. Asquith ira même plus loin, se rapprochant de la première tendance examinée, en évoquant le fait que la « *democracy wages war against artificial, and not against natural, discriminations*¹⁵⁰⁴. » Mais la plupart des parlementaires ne seront pas aussi draconiens, se contentant de justifier leur opposition au *Conciliation Bill* en affirmant qu'en établissant de nouvelles classes d'électeurs fondées sur la propriété, il n'est pas *democratic*, au sens social du terme¹⁵⁰⁵.

De manière quelque peu surprenante, on peut alors voir le chef conservateur, Balfour, attaquer le discours d'Asquith et défendre le suffrage féminin au nom même de la *democracy*. Pour Balfour, « *there is no use in manipulating the word 'democracy' and turning it round and round*¹⁵⁰⁶ ». Si les libéraux jouent aux démocrates et considèrent que la mesure présentée n'est pas démocratique, c'est pour permettre aux MPs « *who willingly or unwillingly have allowed themselves to become inconveniently pledged to women suffrage, to get out of those pledges on some broad ground*¹⁵⁰⁷. » Balfour, lui, n'est pas un hypocrite et se dit prêt à voter pour ce *Conciliation Bill*, notamment parce qu'il définit la *democracy* comme « *government by consent* » et que lorsque « *a class feels itself as a class excluded, and outraged by being excluded*¹⁵⁰⁸ », il est du devoir des démocrates de tenter de l'inclure dans l'arène politique. La veille, Keir Hardie, leader du *Labour*, avait lui aussi insisté sur le fait « *if anyone opposes this Bill on the ground that it is not democratic it shows he understands neither the question nor the terms of the Bill*¹⁵⁰⁹. » Plusieurs autres

¹⁵⁰³ HC Deb, 12 juillet 1910, vol. 19 col 253.

¹⁵⁰⁴ HC Deb, 12 juillet 1910, vol. 19 col 247.

¹⁵⁰⁵ Voir aussi Allen Baker, HC Deb, 12 juillet 1910, vol. 19 col 275 ; David Lloyd George, 12 juillet 1910, vol. 19 col 309. Le socialiste Quelch avance un argument similaire. Voir Harry Quelch, « Social-Democracy and Ladies' Suffrage », *The Social Democrat*, 15 juillet 1910, XIV, n° 7, 15 juill. 1910p. 291-294p.

¹⁵⁰⁶ HC Deb, 12 juillet 1910, vol. 19 col 256.

¹⁵⁰⁷ HC Deb, 12 juillet 1910, vol. 19 col 256.

¹⁵⁰⁸ HC Deb, 12 juillet 1910, vol. 19 col 258.

¹⁵⁰⁹ HC Deb 11 juillet 1910, vol. 19 col 142.

parlementaires relèveront également le caractère *democratic* de la mesure en affirmant que la majorité des nouvelles électrices appartiendrait aux classes ouvrières¹⁵¹⁰.

Ce débat sur l'aspect *democratic* du *Conciliation Bill* renvoie à ceux de la presse suffragiste. Dans les semaines antérieures et postérieures à la délibération, on retrouve plusieurs interrogations sur le sens du mot *democracy*, la plupart soulignant l'hypocrisie libérale¹⁵¹¹. L'année suivante, alors que deux figures du mouvement suffragiste publient une histoire à vif de cette mobilisation, tant Sylvia Pankhurst que Millicent Fawcett attaqueront aussi la duplicité libérale de W. Churchill et Asquith en ce qui concerne la qualité *democratic* du *Conciliation Bill*¹⁵¹². Comme le résume un éditorial de *Common Cause* en août 1910 : « *we wonder how long it will be before the male electors awake to the knowledge that those leaders who talk most about 'Democracy' are those who have in truth no respect whatever for representative government*¹⁵¹³. » Il ressort de ces articles que c'est de plus en plus au nom d'une égalité démocratique et du respect des principes du gouvernement représentatif que les suffragistes revendiquent le droit de vote. Si certain-e-s le font au nom d'une « *feminisation of democracy*¹⁵¹⁴ », selon laquelle les intérêts particuliers des femmes pour la santé, le logement et l'éducation bénéficieraient à l'ensemble de la nation, ce type d'argument reste minoritaire.

¹⁵¹⁰ David Shackleton, HC Deb, 11 juillet 1910, vol. 19 col 47 ; Walter McLaren, HC Deb, 12 juillet 1910, vol. 19 col 212 ; Henry Geogre, HC Deb, 12 juillet 1910, vol. 19 col 243 ; Alfred Mound, HC Deb, 12 juillet 1910, vol. 19 cc277

¹⁵¹¹ *Common Cause*, Londres, 02/06/1910 ; *The Vote*, Londres, 25/06/1910 ; *Common Cause*, Londres, 14/07/1910 ; *The Vote*, Londres, 23/07/1910 ; *Votes for Women*, Londres, 29/07/1910 ; *The Vote*, Londres, 30/07/1910 ; *Common Cause*, Londres, 18/08/1910 ; *The Vote*, Londres, 27/08/1910.

¹⁵¹² Millicent Garrett Fawcett, *Women's Suffrage: A Short History of a Great Movement*, Londres, T.C. & E.C. Jack, 1911, 108 p ; E. Sylvia Pankhurst, *The Suffragette: The History of the Women's Militant Suffrage Movement, 1905-1910*, New York, Sturgis & Walton Company, 1911, 614 p.

¹⁵¹³ *Common Cause*, Londres, 04/08/1910.

¹⁵¹⁴ Walter Lyon Blease, *The Emancipation of English Women*, Londres, Constable & Company, 1910, p. 219.

Quant au *Conciliation Bill* de 1910, bien qu'adopté à une majorité de 110 voix le 12 juillet, il sera mis de côté par le gouvernement, et abandonné suite à l'élection de décembre 1910. Celle-ci donne un résultat identique à la précédente, les libéraux d'Asquith se maintiennent au pouvoir grâce à l'appui du *Labour* et du *Irish Parliamentary Party*. Le WSPU renouvelle sa trêve en ayant l'assurance qu'un *Conciliation Bill* sera de nouveau introduit en Chambre¹⁵¹⁵. Durant l'automne 1910 et l'hiver 1911, les suffragistes vont multiplier les références au caractère *democratic* du *Conciliation Bill*¹⁵¹⁶, à l'hypocrisie libérale¹⁵¹⁷ et à l'importance du fait qu'une vraie démocratie doit inclure les femmes¹⁵¹⁸.

En mai 1911, un *Conciliation Bill* légèrement modifié est réintroduit en Chambre par George Kemp¹⁵¹⁹, « *to give the franchise to women who are householders*¹⁵²⁰. » Dans son discours d'ouverture, Kemp souligne que « *those who are responsible for this Bill believe that it is a democratic Bill* », notamment parce « *the vote would be granted in fair proportion to [women of] all classes in the country*¹⁵²¹. » Les pamphlets produits par le mouvement suffragiste détaillent eux aussi les différentes classes sociales d'où seraient issues les nouvelles électrices. La NUWSS appelle les Britanniques à soutenir cette mesure « *Because it is just. Because it is moderate. Because it is democratic*¹⁵²² ». Et à ceux qui défendent un suffrage adulte, elle rétorque qu'une

¹⁵¹⁵ S.A. van Wingerden, *The Women's Suffrage Movement in Britain*, op. cit., p. 125.

¹⁵¹⁶ *The Vote*, Londres, 08/10/1910 ; *Conservative and Unionist Women's Franchise Review*, Londres, 01/11/1910

¹⁵¹⁷ *Votes for Women*, Londres, 07/10/1910 ; *The Vote*, Londres, 08/10/1910 ; *Votes for Women*, Londres, 14/10/1910 ; *Votes for Women*, Londres, 02/12/1910 ; *Common Cause*, Londres, 15/12/1910 et 20/04/1911.

¹⁵¹⁸ *Common Cause*, Londres, 17/11/1910 ; *The Vote*, Londres, 03/12/1910 ; *The Vote*, Londres, 21/01/1911 ; *Votes for Women*, Londres, 27/01/1911 ; *The Vote*, Londres, 28/01/1911 ; *Common Cause*, Londres, 30/03/1911 ; *Conservative and Unionist Women's Franchise Review*, Londres, 01/04/1911 ; *Common Cause*, Londres, 13/04/1911 *The Vote*, Londres, 15/04/1911.

¹⁵¹⁹ 1866-1945. Homme d'affaires, MP libéral unioniste (1895-1906), puis libéral (1910-1912).

¹⁵²⁰ HC Deb, 5 mai 1911, vol. 25 col 738.

¹⁵²¹ HC Deb, 5 mai 1911, vol. 25 col 739.

¹⁵²² NUWSS, *The Conciliation Bill of Women's Suffrage*, Londres, National Union of Women's Suffrage Societies, 1911.

victoire partielle est mieux que rien au vu de la composition actuelle des *Commons* : « *the Conciliation Bill is small [but] it is democratic*¹⁵²³. »

À Westminster, les thèses des suffragistes semblent porter fruit, puisqu'aucun MP ne s'opposera à la mesure sur la base de son caractère démocratique. Cependant, on peut voir quelques parlementaires refuser le *Conciliation Bill* en mobilisant l'argument de la force physique. Ainsi, pour Halford Mackinder¹⁵²⁴, les femmes devraient se contenter d'exercer leur influence sur les hommes et non de voter attendu que « *a vote is a cheque or draft on power, and, ultimately, on physical power* » et que « *the whole history of democracy has consisted simply in that you recognise force [...] and that, by giving the vote, you seek to obtain the acquiescence of those who have power in the government of the country*¹⁵²⁵ ». MacCallum Scott défendra une position similaire à celle qu'il explicitera dans son pamphlet l'année suivante. De ce fait, l'infériorité physique des femmes les condamne à rester en dehors de la sphère électorale puisque « *democracy has built itself up by physical force; democracy maintains itself by physical force*¹⁵²⁶ ».

Mais ce type d'argument n'empêchera pas le *Conciliation Bill* d'être approuvé par plus de 288 MPs (contre 88) lors sa deuxième lecture. S'engage subséquemment un bras de fer entre le mouvement suffragiste et le gouvernement d'Asquith. À plusieurs reprises, les libéraux assurent aux suffragistes que du temps de débat parlementaire sera consacré au projet de loi en 1912. Et, en novembre 1911, Asquith annonce qu'il introduira en 1912 un *Manhood Suffrage Bill*, où la question du suffrage féminin pourra être librement discutée. Le gouvernement maintient aussi que le *Conciliation Bill* pourra être traité en Chambre en parallèle. La NUWSS aborde la situation avec

¹⁵²³ NUWSS, *All or Some or Some or None?*, Londres, National Union of Women's Suffrage Societies, 1911.

¹⁵²⁴ 1861-1947. Géographe, universitaire, MP unioniste pour Glasgow Camlachie de 1910 à 1920.

¹⁵²⁵ HC Deb, 5 mai 1911, vol. 25 col 763.

¹⁵²⁶ HC Deb, 5 mai 1911, vol. 25 col 793.

un certain optimiste¹⁵²⁷, tandis que la WSPU s'estime flouée par Asquith et renouvelle ses actions militantes¹⁵²⁸. Dans la presse suffragiste, les appels à une opposition au *manhood suffrage* au nom d'une « *complete democracy* » se multiplient¹⁵²⁹, notamment sous l'impulsion de l'aile gauche du *Labour*, qui refuse l'adoption d'une réforme sans l'inclusion du suffrage féminin¹⁵³⁰. En décembre, une réunion de la NUWSS, de la *Women's Liberal Federation* et de la *Conservative and Unionist Women's Franchise Association* amène la création d'un *Women's Suffrage Joint Campaign Committee* chargé de coordonner les travaux parlementaires¹⁵³¹. Les parties présentes s'entendent pour revendiquer « *a measure of enfranchisement on broad and democratic lines*¹⁵³². »

Ces efforts seront vains. Les dissensions au sein du Cabinet libéral font en sorte que la réforme promise est remise à l'année suivante. Le *Conciliation Bill*, maintenant vu comme une alternative, est soumis à la Chambre en mars 1912¹⁵³³. Les débats parlementaires sont une redite des précédents. On y retrouve des suffragistes défendant le caractère démocratique de la mesure proposée¹⁵³⁴, tandis que leurs opposants réitèrent qu'il ne l'est pas¹⁵³⁵, ou que seuls les hommes sont assez forts pour mériter le vote¹⁵³⁶. Dans un discours qui témoigne de l'acceptation grandissante du vocabulaire démocratique, le libéral Willoughby Dickinson¹⁵³⁷ se livre à un vibrant plaidoyer en faveur de la *British democracy* :

¹⁵²⁷ *Common Cause*, Londres, 25/01/1912.

¹⁵²⁸ L.E.N. Mayhall, *The Militant Suffrage Movement*, *op. cit.*, p. 104.

¹⁵²⁹ *Votes for Women*, Londres, 24/11/1911 ; *Common Cause*, Londres, 30/11/1911 ; *Common Cause*, Londres, 07/12/1911 ; *Votes for Women*, Londres, 08/12/1911 ; *Votes for Women*, Londres, 22/12/1911 ; *Votes for Women*, 12/01/1912 ; *Votes for Women*, Londres, 16/02/1912 ; *The Vote*, Londres, 24/02/1912 ; *Common Cause*, Londres, 28/03/1912

¹⁵³⁰ S.S. Holton, *Feminism and Democracy*, *op. cit.*, p. 73.

¹⁵³¹ *Ibid.*, p. 89.

¹⁵³² *The Vote*, Londres, 23/12/1911 ; *The Vote*, Londres, 13/01/1912

¹⁵³³ S.S. Holton, *Feminism and Democracy*, *op. cit.*, p. 71.

¹⁵³⁴ Alfred Moritz Mond, HC Deb, 28 mars 1912, vol. 36 col 624 ; Philip Snowden, HC Deb, 28 mars 1912, vol. 36 col 709.

¹⁵³⁵ Harold Baker, HC Deb, 28 mars 1912, vol. 36 col 633-634.

¹⁵³⁶ Alexander MacCallum Scott, HC Deb, 28 mars 1912, vol. 36 col 722.

¹⁵³⁷ 1859-1943. Fervent suffragiste, MP libéral pour St Pancras North de 1906 à 1918.

This country has led the way in the world in all questions of popular government. We have laid down the principle which has been accepted by many people all over the world, that the government of a country should depend upon the consent of the governed. That principle has made its way all around the globe, and has raised the aspirations of countless millions of people. It has been a success in every country in which it has been tried. Men have accepted and profited by that principle of government, and now women ask why should not they have the same right in a democracy that men have been allowed to exercise¹⁵³⁸?

Mais ces tirades ne parviendront pas à convaincre les *Commons*, car les MPs rejettent cette fois-ci la mesure à 222 contre 208. Plusieurs facteurs sont avancés pour expliquer cette défaite : la perspective d'une réforme plus large pour certains libéraux, l'absence de plusieurs travaillistes suite à une grève minière, la peur des nationalistes irlandais de voir le débat sur le suffrage féminin empiéter sur la question du *Home Rule*, mais aussi les actions militantes de la WSPU dans les semaines précédant le vote¹⁵³⁹.

L'échec du *Conciliation Bill* est généralement considéré comme un moment tournant pour le mouvement suffragiste. À partir de ce moment, la NUWSS abandonne tout espoir qu'un gouvernement libéral défende un jour une mesure permettant aux femmes de voter. S'opère alors un rapprochement avec le *Labour*, notamment via la création du *Election Fighting Fund*, qui met les ressources financières et matérielles de la *National Union* à disposition des candidats travaillistes lors d'élections partielles en 1912 et 1913¹⁵⁴⁰. Il semble aussi s'agir d'une période de transition pour les antisuffragistes, puisque leur rhétorique prodémocratique ira en diminuant. Ainsi, dans les débats sur le *Reform Bill* gouvernemental, en juin 1912 et janvier 1913, aucun MP se s'oppose à l'extension du droit de vote — et à un amendement visant à donner le suffrage aux femmes — sur la base de la *democracy*. Tant des libéraux¹⁵⁴¹

¹⁵³⁸ HC Deb, 28 mars 1912, vol. 36 col 720.

¹⁵³⁹ S.A. van Wingerden, *The Women's Suffrage Movement in Britain*, op. cit., p. 132 ; M. Pugh, *The March of the Women*, op. cit., p. 140-141.

¹⁵⁴⁰ S.S. Holton, *Feminism and Democracy*, op. cit., p. 4.

¹⁵⁴¹ Joseph Pease, HC Deb 17 juin 1912, vol. 39 col 1327 ; Joseph King, HC Deb 17 juin 1912, vol. 39 col 1398 ; William Byles, HC Deb 17 juin 1912, vol. 39 col 1425 ;

que des conservateurs¹⁵⁴² défendent l'importance, dans une démocratie, de conférer le vote de manière égale à tous les citoyens — et citoyennes. Cependant, le Président des *Commons* décidera que l'amendement concernant le suffrage féminin dénature la proposition initiale et le *Franchise and Registration Bill* sera abandonné¹⁵⁴³.

Ce nouvel échec alimentera de nouvelles actions militantes de la part de la WSPU, incluant le bris de fenêtres, le sabotage de lignes téléphoniques, l'incendie de bâtiments administratifs. Le gouvernement répond par la répression, notamment juridique, mais aussi avec l'interdiction aux Pankhurst d'organiser des rassemblements publics. Selon la littérature secondaire, ce militantisme renouvelé va mener à la marginalisation du WSPU, qui voit certaines de ses figures importantes, telles Emmeline Pethick-Lawrence et Sylvia Pankhurst, quitter le navire pour fonder respectivement les *United Suffragists* (1914-1918) et la *East Londres Federation of Suffragettes*¹⁵⁴⁴. La NUWSS continue pour sa part à se rapprocher du *Labour*, malgré les réticences d'une partie de ses effectifs libéraux¹⁵⁴⁵. Au niveau du discours suffragiste, l'année 1913 voit les références positives à la *democracy* au *Labour* se multiplier, tant dans ses ouvrages¹⁵⁴⁶, pamphlets¹⁵⁴⁷ que journaux¹⁵⁴⁸.

Durant le mois de mai, un nouveau projet de loi d'initiative parlementaire visant à conférer le droit de vote aux femmes propriétaires est introduit par Dickinson. Il est battu par 266 contre 219 voix. Il faudra alors attendre 1917 pour que la question du

¹⁵⁴² Alfred Lyttelton, HC Deb 24 janvier 1913, vol. 47 col 886 ; John Rolleston, HC Deb 24 janvier 1913, vol. 47 col 929 ; Hugh Cecil, HC Deb 27 janvier 1913, vol. 47 col 1086.

¹⁵⁴³ S.S. Holton, *Feminism and Democracy*, *op. cit.*, p. 92.

¹⁵⁴⁴ S.A. van Wingerden, *The Women's Suffrage Movement in Britain*, *op. cit.*, p. 136 ; L.E.N. Mayhall, *The Militant Suffrage Movement*, *op. cit.*, p. 109.

¹⁵⁴⁵ S.S. Holton, *Feminism and Democracy*, *op. cit.*, p. 115.

¹⁵⁴⁶ Charlotte Despard, *Theosophy and the Woman's Movement*, Londres, Theosophical Publishing House, 1913 ; Helena M. Swanwick, *The Future of the Women's Movement*, Londres, G. Bell & Sons, 1913, 240 p.

¹⁵⁴⁷ Gerald Gould, *The Democratic Plea*, Oxford, Oxford University Men's Political Union for Women's Enfranchisement, 1913, 15 p.

¹⁵⁴⁸ *Common Cause*, Londres, 17/01/1913 ; *The Suffragette*, Londres, 24/01/1913 ; *Common Cause*, Londres, 24/01/1913 ; *The Suffragette*, Londres, 31/01/1913 ; *The Suffragette*, Londres, 14/02/1913 ; *The Vote*, Londres, 28/03/1913 ; *The Suffragette*, Londres, 18/04/1913

suffrage féminin soit de nouveau évoquée à Westminster, dans le cadre des débats précédant l'adoption du *Reform Bill* de 1918¹⁵⁴⁹. En mai 1913, les partisans du suffrage féminin continuent de souligner l'importance, dans une société démocratique, de permettre aux femmes de voter¹⁵⁵⁰. Asquith réitère tout de même sa position, à savoir qu'il s'oppose à une telle mesure notamment parce la *democracy* « *aims at the obliteration of arbitrary and artificial distinctions. Democracy has no quarrel whatever with distinctions which nature has created and which experience has sanctioned*¹⁵⁵¹. » Mais ce genre de déclaration devient toujours plus marginal au sein de l'enceinte parlementaire. Si 1913 voit la publication des ouvrages antisuffragistes de Wright et Belfort Bax examinés précédemment, il est de plus en plus clair que c'est le mouvement suffragiste qui s'est approprié avec succès l'étiquette de *democrat*, laissant aux antisuffragistes celle d'antidémocrates.

Ainsi, Ethel Snowden¹⁵⁵², dans son histoire du mouvement féministe parue en 1913, affirme, dans une définition de la *democracy* qui ressemble à celle donnée par l'Encyclopédie Britannica en introduction, que :

*The real business of a democracy under a system of representative government is to select from amongst a number of candidates those they think best fitted to reflect their opinions and express their needs, whilst at the same time acting for them and in their interests on all those questions regarding which they have felt themselves unable to form opinions. The democracy reserves to itself the right, of course, to change its representatives if they fail in their duty, or if they cease to represent the views they were elected to support*¹⁵⁵³.

Dans un système représentatif, la *democracy* — au sens social de peuple — doit donc avant tout choisir ses représentants qui agissent pour elle, même si elle garde ultimement le dernier mot sur la manière dont ses intérêts sont représentés. Pour

¹⁵⁴⁹ P. Ihalainen, *The Springs of Democracy*, op. cit., p. 232-235.

¹⁵⁵⁰ James Parker, HC Deb 05 mai 1913, vol. 52 col 1749 ; Philp Snowden, HC Deb 05 mai 1913, vol. 52 col 1902 ; Edward Grey, HC Deb 06 mai 1913, vol. 52 col 1937 ; Athelstan Rendall, HC Deb 06 mai 1913, vol. 52 col 1960-1961 ; George Touche, HC Deb 06 mai 1913, vol. 52 col 1976.

¹⁵⁵¹ HC Deb 06 mai 1913, vol. 52 col 1911.

¹⁵⁵² 1881-1951. Militante suffragiste, socialiste, autrice, conférencière pour la NUWSS.

¹⁵⁵³ Ethel Snowden, *The Feminist Movement*, Londres, Collins' Clear-type Press, 1913, p. 182.

Snowden, une telle *democracy* inclut nécessairement les femmes, et c'est ce sens qui dominera dans l'imaginaire politique britannique lors de la Première Guerre mondiale. À quelques semaines du début du conflit, un article de *Common Cause* rappelle que seules les suffragistes et leurs allié-e-s veulent « *true democracy and equality*¹⁵⁵⁴ ».

6.4 Conclusion : *Democracy versus Democracy*

Durant l'été 1914, la Première Guerre mondiale éclate. Alors que les mois précédents avaient été marqués par une escalade des tensions en Irlande, la guerre va rapidement mobiliser toutes les énergies et les attentions¹⁵⁵⁵. Comme partout en Europe, toutes les forces politiques appuient l'effort de guerre et les appels au pacifisme sont rares. Symptomatique du climat est la trêve déclarée par les organisations suffragistes sur la question du suffrage féminin. Plus significative est la conversion du WUSP en organe patriotique, les Pankhurst renommant leur fameux journal, *The Suffragette* en *Britannica* en octobre 1915. Mis à part la *Women Freedom League*, tous les groupes suffragistes se lancent dans des campagnes pour la circonscription et encouragent les femmes à s'investir dans le service civil¹⁵⁵⁶.

Dès l'automne 1914, plusieurs auteurs n'hésiteront pas à poser le conflit en termes d'une lutte entre *democracy* britannique et *autocracy* germanique¹⁵⁵⁷. Mais c'est vers la fin de la guerre que cette opposition deviendra de plus en plus forte. Le processus de réforme parlementaire enclenché au printemps 1917, et qui aboutit au *Representation of the People Act* en 1918, est typique de cette transformation. Ainsi, tel que l'a démontré Ihalainen, tout comme les réformes de 1867 et 1885, cette extension du droit de vote, considéré comme nécessaire suite aux sacrifices consentis

¹⁵⁵⁴ *Common Cause*, Londres, 19/06/1914.

¹⁵⁵⁵ E. Evans, *The Shaping of Modern Britain*, *op. cit.*, p. 455.

¹⁵⁵⁶ J. Vernon, *Modern Britain, 1750 to the Present*, *op. cit.*, p. 329.

¹⁵⁵⁷ Robert William Seton-Watson et al., *The War and Democracy*, Londres, Macmillan, 1915, p. 345.

par la population, n'est pas tout de suite présentée comme démocratique par le Cabinet¹⁵⁵⁸. Il faut attendre l'entrée en guerre des États-Unis et la mise en avant d'une rhétorique démocratique par Woodrow Wilson¹⁵⁵⁹ pour voir les parlementaires britanniques adopter eux aussi une lecture de la guerre en termes d'opposition entre démocratie et autocratie. Une dynamique qui est commune au Canada, et plus largement à l'Europe¹⁵⁶⁰.

Mais cette lutte pour la démocratie n'est pas qu'externe : pour certains, il faut enfin compléter la transition démocratique britannique. Ainsi, en 1917, Hobson n'hésite pas à affirmer que face aux forces réactionnaires et militaristes, une plus grande participation populaire est nécessaire¹⁵⁶¹. Selon lui, la *democracy* est un régime politique caractérisé par un suffrage universel, mais aussi un contrôle de la population sur l'ensemble de l'appareil étatique et économique¹⁵⁶². Plus encore, *democracy* est un principe d'organisation sociale, un type de société basé sur la coopération et l'autonomie :

*I choose democracy as the expression of the wider aims because it makes the appeal to the power of a self-directing people, operative in industry, in government, and in all the institutions and activities of social life, as the goal of co-operative endeavour and the instrument for the attainment or support of all the special forms through which the common life finds expression*¹⁵⁶³.

La *democracy* est ici un régime politique, mais devient aussi une force émancipatrice, qui doit se retrouver dans toutes les sphères de l'activité humaine.

¹⁵⁵⁸ P. Ihalainen, *The Springs of Democracy*, *op. cit.*

¹⁵⁵⁹ 1856-1924. Président étatsunien de 1913 à 1921, partisan de la coopération internationale.

¹⁵⁶⁰ Francis Dupuis-Déri, « Histoire du mot « démocratie » au Canada et au Québec. Analyse politique des stratégies rhétoriques », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, juin 2009, vol. 42, n° 2, p. 321-343 ; P. Ihalainen, *The Springs of Democracy*, *op. cit.*

¹⁵⁶¹ John Atkinson Hobson, *Democracy after the War*, Londres, G. Allen & Unwin, 1917.

¹⁵⁶² John Atkinson Hobson, *The Fight for Democracy*, Manchester, Londres, The National Labour Press, 1917, 78 p.

¹⁵⁶³ *Ibid.*, p. 12.

Cette lecture de la *democracy* comme un ensemble de mesures politiques et sociales est typique du *Labour* de 1918, dont Hobson s'est par ailleurs rapproché. En témoigne l'affiche électorale suivante, produite pour l'élection de 1918 (Figure 6.2). On y encourage un soldat démobilisé et blessé — probablement un nouvel électeur — à voter pour le parti travailliste afin d'obtenir la « *Real Democracy* ». Une vision reprise dans le manifeste électorale du Labour, qui affirme proposer « *a programme of national and international justice, founded on permanent democratic principles*¹⁵⁶⁴. »

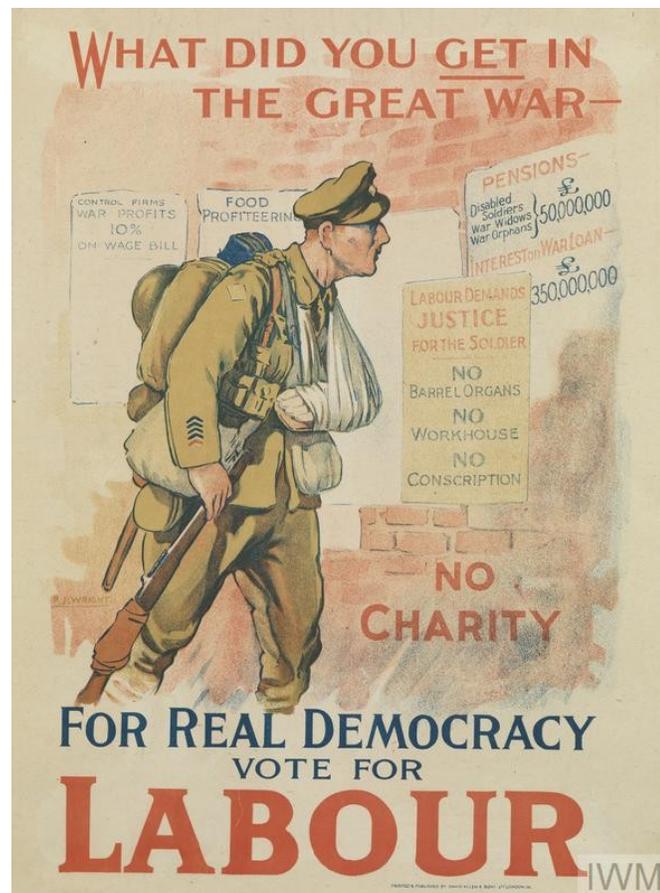


Figure 6.4 — « *For Real Democracy* », P.J. Wright, 1918, Imperial War Museum

¹⁵⁶⁴ Iain Dale (dir.), *Labour Party General Election Manifestos 1900-1997*, Londres, Routledge, 1999, p. 18.

Or, une telle vision de la *democracy*, comme sortant victorieuse de la guerre, mais toujours à réaliser et à protéger, n'est pas propre au mouvement travailliste. Ainsi, en 1918, F. J. C. Hearnshaw¹⁵⁶⁵, un professeur d'histoire conservateur¹⁵⁶⁶ publie *Democracy at Crossways*. Voyant lui aussi la Première Guerre mondiale comme un conflit entre « *national democracy and imperial autocracy* », il discerne un nouvel antagonisme émerger, à la suite d'octobre 1917, entre « *Bolshevism and Democracy*¹⁵⁶⁷ ». Plus intéressant encore à nos yeux, Hearnshaw affirme en conclusion que « *not only has the world to be made safe for democracy; democracy has to be made safe for the world* », car « *for along the road of democratic self-government lies the one and only political hope of the perfection of the human race*¹⁵⁶⁸. » La démocratie est donc ici un objectif politique légitime, voire l'unique principe d'organisation politique et sociale des sociétés humaines. Mais surtout, la *democracy* comme régime est devenue assez sûre pour la Grande-Bretagne et le monde – Occidental à tout le moins. Considérée incompatible avec la monarchie à la fin du 18^e siècle, inadaptée aux sociétés aristocratiques d'Europe au milieu du 19^e, corrompue par une élite ploutocratique au courant de l'ère victorienne, la *democracy*, tant dans ses sens de régime politique, de société et de groupe social, émerge de la Première Guerre mondiale à la fois comme une promesse d'émancipation, mais aussi comme un état réalisé.

¹⁵⁶⁵ 1869-1946. Professeur d'histoire médiévale dans plusieurs universités britanniques.

¹⁵⁶⁶ Reba N. Soffer, *History, Historians, and Conservatism in Britain and America: From the Great War to Thatcher and Reagan*, Oxford, Oxford University Press, 2009, chap. 2.

¹⁵⁶⁷ Fossey John Cobb Hearnshaw, *Democracy at the Crossways: A Study in Politics and History, with Special Reference to Great Britain*, Londres, Macmillan, 1918, p. 494.

¹⁵⁶⁸ *Ibid.*, p. 495.

CONCLUSION

Au terme de cette odysée temporelle et spatiale, où accostons-nous ? Retraçons brièvement les apports de la littérature secondaire, pour mieux exposer le chemin parcouru, avant de souligner les apports de cette thèse.

À la fin du 18^e siècle, selon la littérature secondaire, *democracy* est, en Grande-Bretagne, un terme peu commun, réservé aux élites politiques et intellectuelles. Comme démontré par Corinne Comstock Weston, le terme s'inscrit principalement dans la théorie du gouvernement mixte, qui domine l'imaginaire politique britannique. Cependant, pour Pasi Ihalainen, les débats parlementaires de cette période, surtout suite à la Révolution française, démontrent qu'il devient possible de conjuguer souveraineté populaire et régime mixte. Le peuple, comme entité distincte du Parlement, acquiert un rôle politique fort : il devient source de légitimité. En parallèle, Mark Philp constate l'émergence de l'étiquette de *democrat*, en opposition à *aristocrat*, comme marqueur d'identité politique fort et visant à rallier les forces politiques critiques de l'aristocratie et la monarchie.

Comme souligné par Joanna Innes, Mark Philp et Robert Saunders, c'est au cours du 19^e siècle, que trois sens de *democracy* s'imposent : le terme renvoie à la fois à un régime politique populaire, à un type de société égalitaire et au peuple social. Selon eux, le *Reform Act* de 1832 illustre à la fois l'attachement des élites au régime mixte, mais aussi l'adéquation croissante entre démocratie et élection. En parallèle, Peter J. Gurney démontre que la première force politique britannique à s'approprier sans

équivoque l'étiquette démocratique est le mouvement chartiste au cours des années 1840. Saunders, pour sa part, souligne que durant la seconde moitié du 19^e siècle, la *democracy* est de plus en plus reconnue comme un principe incontournable, tant au niveau politique que social. Ses travaux, ainsi que ceux d'Ihalancin sur la Première Guerre mondiale, démontrent que ce n'est qu'au début du 20^e siècle que *democracy* en vient à être accepté comme une étiquette positive, apposable au régime britannique.

Nos propres recherches confirment en effet que jusqu'aux années 1770, *democracy* est, à travers l'Europe, un terme savant et peu commun. Il fait principalement référence aux régimes antiques, au premier chef Athènes et Rome. Sa connotation, très négative, est associée aux débordements populaires et à l'instabilité politique. Toutefois en Grande-Bretagne, le triptyque du régime mixte lui accorde une place spécifique. Caractérisé par une articulation entre monarchie, aristocratie et démocratie — incarnés dans la *Crown*, *Lords* et *Commons* — ce régime est considéré comme source de la puissance britannique. Dans cette optique, les Communes, élues par une infime minorité de la population, sont vues comme « *a kind of democracy*¹⁵⁶⁹ ». De ce fait, alors que Manin et Dupuis-Déri avancent que pour la France et les États-Unis la démocratie est surtout associée à une assemblée populaire, ce n'est pas le cas dans le contexte britannique. Si certain-e-s auteur-e-s rapprochent démocratie et assemblée, pour d'autres la *democracy* est tout à fait compatible avec l'élection. Mais les débats sur la nature du régime mixte, particulièrement entre constitutionnalistes et républicains, portent principalement sur la présence ou non d'un élément monarchique.

Nous avons démontré qu'entre 1775 et 1800, *democracy* fait irruption dans le vocabulaire politique britannique. Le terme sort des ouvrages savants pour devenir, au premier chef, une insulte, alors que les mouvements réformistes s'inscrivent

¹⁵⁶⁹ W. Blackstone, *Commentaries on the Laws of England*, *op. cit.*, p. 41.

pleinement dans la théorie du gouvernement mixte. Durant la Révolution américaine, bien que les patriotes étatsuniens ne se définissent pas comme *democrats*, ils sont souvent accusés par les torys de vouloir créer une *democracy*. En parallèle, les partisans d'une réforme parlementaire reprochent à la Couronne d'exercer une influence indue au sein des Communes, étouffant l'équilibre qui devrait s'y retrouver. Si *democracy* — en référence aux Communes — est parfois utilisée positivement, cela reste rare. C'est au cours de la Révolution française que se cristallisent les trois usages majeurs du terme : la *democracy* comme régime populaire, comme société égalitaire ou comme groupe social. Si le premier sens tend à être le plus fréquent, les associations entre *democracy* et égalitarisme se font particulièrement prégnantes sous la plume des conservateur-trice-s, qui dominent largement en termes d'usages du vocabulaire démocratique. Certes, suite aux attaques de E. Burke sur la « *ferocious, bloody, and tyrannical democracy*¹⁵⁷⁰ » française, des auteurs tels que T. Paine, W. Godwin, J. Thelwall ou T. Spence défendent parfois la démocratie (surtout lorsqu'elle est couplée à la représentation), ils forment une exception. Après une répression étatique virulente, le mouvement réformiste, qui continuait d'avoir un rapport timoré avec la *democracy*, s'effondre. Au début du 19^e siècle, la démocratie est conçue comme le règne de la populace, à laquelle s'oppose la monarchie mixte, soutenue par le peuple légitime.

De 1800 à 1830, le mot *democracy* connaît une éclipse, bien que l'on voit quelques radicaux utilitaristes (J. Bentham et J. Mill) en faire un usage positif pour désigner un gouvernement représentatif électif. Dans un contexte marqué par les révolutions européennes de 1830, ainsi que des mobilisations intérieures, ce sont les débats sur le *Reform Act* de 1832 qui ramènent le mot sur le devant de la scène. Encore une fois, les acteurs politiques conservateurs tendent à monopoliser le terme. À travers différentes figures rhétoriques, ils accusent leurs adversaires de vouloir démocratiser

¹⁵⁷⁰ E. Burke, *Substance of the Speech of the Right Honourable Edmund Burke, in the Debate on the Army Estimates*, *op. cit.*, p. 12.

la constitution, c'est-à-dire de renverser le régime mixte au profit des *Commons*. Toutefois, certains whigs dénoncent ces manœuvres, tandis que des radicaux populaires s'approprient positivement le terme *democracy*, compris comme un régime électif populaire. La période voit aussi le mot acquérir un usage de plus en plus international, notamment avec les États-Unis appréhendés comme une société égalitaire et démocratique (A. de Tocqueville). Durant les années 1840, deux trajectoires différentes se dessinent. D'un côté, l'*Anti-Corn Law League*, organisation libérale, se positionne comme antiaristocratique, mais reste peu favorable à la démocratie, alors associée aux turbulences des couches populaires. De l'autre, le mouvement chartiste issu des classes travailleuses, qui après 1848, est influencé par l'exemple européen, embrasse la *democracy* dans ses trois sens. Les chartistes sont *the democracy*, revendiquant *a democracy*, politique et sociale, populaire et égalitaire. Finalement, c'est la première trajectoire qui prévaut : les années 1850 marquent un recul du vocabulaire démocratique, accolé aux forces républicaines et révolutionnaires.

C'est de nouveau la question de la réforme parlementaire qui ravive les usages de *democracy* à partir de 1865. Cette période voit l'effacement de la théorie du *mixed government* au profit d'une lecture en termes de gouvernement parlementaire (H.G. Grey), représentatif (J.S. Mill) ou du Cabinet (W. Bagehot). Ceci ne signifie pas que la *democracy* ait du succès : tant dans les traités qu'au Parlement, elle est associée à la tyrannie de la majorité (pauvre). Le pari de Disraeli est de faire accepter une réforme basée sur des « *popular privileges [not] democratic rights*¹⁵⁷¹ » — ce qui implique encore une fois de distinguer la masse irrationnelle du peuple légitime. C'est au cours des années 1880 que nous identifions plusieurs tournants importants dans les usages de *democracy*. Premièrement, à travers l'expression quelque peu opportuniste de *Tory Democracy*, désignant le peuple dans sa dimension conservatrice, le terme en vient à être utilisé positivement par certains conservateurs. Deuxièmement, la

¹⁵⁷¹ Benjamin Disraeli, HC Deb 18 mars 1867, vol. 186, col 6-7.

croissance du mouvement socialiste normalise le vocable *social-democracy* et nourrit pour la première fois en sol britannique une critique libertaire de la *democracy*. Finalement, après avoir été appliqué aux colonies blanches de peuplement, le mot en vient à incarner la Grande-Bretagne elle-même. Il est fréquemment admis que la société britannique est démocratique, car égalitaire. Mais ce n'est pas le cas de l'État britannique lui-même, qui au cours de cette période est de plus en plus vu comme un appareil ploutocratique — tant par les forces socialistes et radicales, qu'une partie des conservateurs.

C'est au début du 20^e siècle, que *democracy* en vient à être utilisé de manière positive par l'ensemble des forces politiques, afin d'indiquer à la fois un régime électif, une société sans privilège et le peuple social. Le terme est appliqué de façon plus générale à une variété de sujets (art, religion, sport, etc.) pour désigner un processus de popularisation. L'omniprésence de la démocratie est telle que tous et toutes se drapent de l'étiquette démocratique. Ainsi, suite au *New Liberalism* qui embrasse la *democracy* comme objectif politique légitime, les débats sur la Chambre des Lords voient des partisans de cette dernière défendre ses pouvoirs au nom de la démocratie. Face à des Communes de plus en plus sous la coupe du Cabinet et des partis extraparlimentaires, certains conservateurs justifient le rôle de temporisateurs des Lords, et considèrent qu'ils reflètent l'opinion populaire sur le long terme. En parallèle, le mouvement suffragiste britannique, qui émerge durant la seconde moitié du 19^e siècle, illustre à merveille les transformations du mot *democracy*. Alors que pendant les années 1860 les suffragistes réclament le droit de vote pour les femmes propriétaires sans mobiliser un vocabulaire démocratique, ceci change au tournant du siècle. Les références à la *democracy*, à la fois comme régime caractérisé par le suffrage universel, mais aussi comme société égalitaire, se font plus nombreuses dans l'argumentaire suffragiste. Mais, preuve de l'omniprésence du terme, certains antisuffragistes vont pour leur part contester le suffrage féminin au nom même de la *democracy*. Certes, il faut attendre la fin de la Première Guerre mondiale pour que la

victoire de la rhétorique démocratique soit complète — notamment sous l'influence de W. Wilson — mais la période 1904-1914 offre déjà de multiples exemples du fait que la *democracy* peut être revendiquée par des forces politiques aux optiques diamétralement opposées.

Avec cette brève synthèse en tête, nous allons à présent mettre en exergue les principaux résultats de cette recherche et leur apport à la littérature. Ils sont de trois types : méthodologiques, historiques et philosophiques.

1. Bricolage réussi : portée méthodologique

À l'heure des appels constants à l'interdisciplinarité, faire une thèse au croisement de l'histoire et de la science politique s'est révélé plus ardu que prévu. Naviguer entre les exigences de contextualisation de la discipline historique et les montées en généralité de la pensée politique n'est pas de tout repos. Néanmoins, nous sommes convaincus que notre bricolage personnel, mêlant *Begriffsgeschichte*, linguistique de corpus et philosophie politique, nous a permis d'atteindre des résultats concluants. Une telle combinaison était loin d'être évidente. Notamment parce que si l'histoire des idées politiques est depuis quelque temps bien engagée sur la voie du « tournant digital¹⁵⁷² », le chemin n'est pas sans embûches. Certes, alors que les différents projets de numérisation d'archives se multiplient et que les logiciels d'analyse de texte se perfectionnent de jour en jour, plusieurs équipes de chercheurs et chercheuses démontrent les riches potentialités d'une telle avenue¹⁵⁷³. Cette thèse se veut donc aussi une contribution à ce vaste renouveau méthodologique.

¹⁵⁷² Compris ici dans un sens restreint de double émergence de vastes corpus numérisés et d'outils d'analyse textuelle informatiques.

¹⁵⁷³ Justin Grimmer et Brandon M. Stewart, « Text as Data: The Promise and Pitfalls of Automatic Content Analysis Methods for Political Texts », *Political Analysis*, ed 2013, vol. 21, n° 3, p. 267-297 ; Jennifer A. London, « Re-imagining the Cambridge School in the Age of Digital Humanities », *Annual Review of Political Science*, 2016, vol. 19, n° 1, p. 351-373.

Alors que plusieurs appels à lier *Begriffsgeschichte* et tournant digital avaient été entendus dans les dernières années¹⁵⁷⁴, nous avons également choisi d'appliquer des outils issus de la linguistique de corpus aux sources retenues. Bien que d'autres options aient été possibles, cet assemblage s'est présenté à nous comme le plus intuitif et le plus accessible. Après tout, l'histoire conceptuelle allemande, comme le soulignait dès 2011 Jan Ifversen, peut plus facilement s'orienter vers l'aspect représentatif de la signification (c'est-à-dire la relation entre mot et concept), et donc vers l'histoire des mots¹⁵⁷⁵ — domaine dans lequel les différents projets de numérisation de corpus, ainsi que les logiciels d'analyse linguistique, ont leur importance. Ainsi, en se focalisant sur les concepts et plus spécialement sur certains termes clefs, la *Begriffsgeschichte* permet un usage particulièrement fructueux des programmes tels que *AntConc* ou *#LancsBox*. En effet, ceux-ci sont issus d'une discipline habituée à traiter de vastes ensembles de textes, tout en retraçant les évolutions diachroniques. De plus, la démarche longitudinale privilégiée par Koselleck est parfaitement compatible avec la durée moyenne caractéristique des changements linguistiques, qui sont l'objet de la linguistique de corpus.

Par ailleurs, si l'on peut considérer, avec Charles Taylor, qu'il existe une tension, voire une incompatibilité, entre les épistémologies empiriques et herméneutiques au sein des sciences humaines¹⁵⁷⁶, cette thèse appuie plutôt l'idée d'un dialogue salutaire entre ces deux axes. Selon Jennifer A. London, l'approche empirique peut pousser l'herméneutique à faire plus attention aux grandes tendances linguistiques et

¹⁵⁷⁴ Neil Foxlee, « From analogue to digital: conventional and computational approaches to studying conceptual change », Helsinki Collegium for Advanced Studies, 2015 ; Stephen Pumfrey, Paul Rayson et John Mariani, « Experiments in 17th century English: manual versus automatic conceptual history », *Literary and Linguistic Computing*, 1 décembre 2012, vol. 27, n° 4, p. 395-408 ; Rolf Reichardt, « For a socio-historical semantics as a middle course between “lexicometry” and “conceptual history” » dans Margrit Pernau et Dominic Sachsenmaier (dir.), *Global Conceptual History: A Reader*, Londres, Bloomsbury Academic, 2016, p. 75-104.

¹⁵⁷⁵ Jan Ifversen, « About Key Concepts and How to Study Them », *Contributions to the History of Concepts*, 6/1, 2011, p. 65-88.

¹⁵⁷⁶ Charles Taylor, « Interpretation and the Sciences of Man », *Review of Metaphysics*, 1971, vol. 25, n° 1, p. 3-51.

expliciter leurs implications. À l'inverse, une perspective herméneutique problématise certaines démarches propres à l'empirisme : la sélection et construction de corpus, le passage du texte aux données, et plus largement la relation entre rhétorique et politique¹⁵⁷⁷. En d'autres termes, l'usage d'outils numériques nous a aidés à souligner des évolutions des usages de *democracy* qu'il nous aurait été probablement impossible de repérer à l'œil nu, et de tenter d'en rendre compte. Quant au fait d'avoir chaussé nos lunettes d'historien conceptuel, elles nous ont permis — entre autres — un regard critique sur nos sources, ainsi qu'une attention aux moments particuliers de crises comme sites de reconceptualisations.

Preuve du pari réussi qu'a été cette fusion, plusieurs des résultats historiques et philosophiques évoqués précédemment n'auraient, à notre sens, pas été atteints sans elle. Ainsi, suite à la lecture de la littérature secondaire, nous étions loin de nous douter de la survivance de la théorie du gouvernement mixte jusque dans les débats du *Second Reform Act* (1867). Tel que mentionné, plusieurs auteur-e-s considèrent que celle-ci disparaît à la suite de 1832. C'est à travers l'analyse des cooccurrences de *democracy* dans les débats parlementaires que cette piste est apparue : la présence continue de termes associés au gouvernement mixte indiquait que cette idée n'était pas complètement dépassée. Une lecture rapprochée de Hansard nous a permis de saisir que, si le *mixed government* avait perdu en importance après le *First Reform Act*, il restait un cadre conceptuel structurant dans les usages de *democracy* au moins jusqu'en 1867. Et que, comme expliquée dans le chapitre 5, sa lente agonie ne signifiait par une adoption du vocable *democracy* par les parlementaires, mais plutôt l'émergence de concepts alternatifs, comme le gouvernement parlementaire ou représentatif.

¹⁵⁷⁷ J.A. London, « Re-imagining the Cambridge School in the Age of Digital Humanities », art cit, p. 370.

À l'inverse, nous avons remarqué la distinction entre peuple et populace, acteurs respectivement d'un régime constitutionnel et d'une *democracy*, suite à la déclaration du Earl de Moira en 1800 (citée dans le chapitre 3). Cette dichotomie nous a semblé une piste digne d'attention, mais ne nous était pas apparue au commencement puisque les termes *mob*, *populace* ou *plebs* ne faisaient alors pas partie des cooccurrences de démocratie. Plusieurs raisons peuvent expliquer ceci : les paramètres des tests choisis ont pour effet de favoriser les mots présents souvent autour de *democracy* à partir d'un certain seuil. Or, des mots comme *plebs* ou *populace*, peu fréquents dans le corpus, étaient aussi peu associés à démocratie et donc laissés de côté. À l'inverse, *mob* est un mot extrêmement fréquent dans les différents corpus et donc considéré comme peu spécifique au vocabulaire démocratique. Néanmoins, une fois la tension peuple/populace identifiée à travers une lecture rapprochée de certains débats, tracer son parcours devenait crucial. À l'aide d'outils informatiques, il s'est avéré possible de voir comment celle-ci évoluait à travers le temps et de constater qu'il s'agissait d'une opposition constante dans la durée, particulièrement dans l'arène parlementaire.

Finalement, l'ampleur du monopole conservateur sur les usages de *democracy*, bien que suspectée à travers la littérature secondaire, n'a vraiment été appréciée que par la combinaison d'une lecture rapprochée et distante. Ainsi, dans les débats sur la Révolution française, la littérature secondaire et nos propres analyses des œuvres dites canoniques en philosophie politique pointaient vers la faible présence du mot dans les discours réformistes — et son abondance dans les textes conservateurs. Cependant, ce n'est qu'en mesurant les occurrences du terme dans les différents périodiques selon leurs affiliations politiques que ces éléments ont été confirmés. L'analyse des cooccurrences est aussi venue attester de l'importance des usages conservateurs sur le champ sémantique de *democracy*. Sans une telle méthode, il est fort probable que ces emplois conservateurs du vocable auraient été sous-estimés. Après tout, l'histoire des idées politiques a parfois tendance à se focaliser sur les ruptures et les usages novateurs de concepts. En ce sens, il est plus typique de voir les

quelques phrases de T. Paine sur la démocratie et la représentation comme les « *foundations of modern democracy* », pour reprendre les termes de Christopher Hobson¹⁵⁷⁸, que de s'intéresser aux usages certes plus classiques de *democracy* dans l'*Anti-Jacobin Review*, mais plus fréquents. Ceci ne signifie pas que le texte de Paine n'est pas digne d'être analysé — nous l'avons d'ailleurs fait. Mais être en mesure d'évaluer à quel point le mot *democracy* fut l'apanage des forces conservatrices à la même époque, et pour une bonne partie du 19^e siècle nous paraît aussi important.

2. Offrir de nouvelles perspectives : résultats historiques

Cette investigation partait du constat du caractère fragmentaire des différents travaux portant sur le mot *democracy* en Grande-Bretagne. Bien que pionnières et pertinentes les études de Gurney, Ihalainen, Innes, Philp, Saunders et Weston laissaient de côté certains éléments décisifs. En adoptant à la fois un cadre temporel plus vaste, mais aussi des méthodes novatrices, ainsi qu'une perspective à la fois philosophique et historique, notre démarche était de pouvoir compléter et dans certains cas, corriger les recherches existantes. De manière plus générale, ce projet s'inscrit dans un ensemble de travaux visant à retracer les différentes histoires du mot *democracy* à travers différents pays, notamment afin d'identifier convergences et divergences. Cette section présente donc les éléments historiques de cette recherche peu soulignés par la littérature secondaire.

Commençons par le plus spécifique. Comme mentionné dans les chapitres 4 et 6, il existe peu d'analyses consacrées aux usages de *democracy* chez les libre-échangistes de l'*Anti-Corn Law League* ou les suffragistes britanniques. Ainsi, les résultats

¹⁵⁷⁸ C. Hobson, « Revolution, Representation and the Foundations of Modern Democracy », art cit.

présentés dans ces chapitres sont décisifs à plusieurs égards. Tout d'abord, parce que la position à la fois antiaristocratique et antidémocratique des libre-échangistes britanniques est particulièrement représentative du début de l'ère victorienne. Contrairement à certaines lectures libérales de l'histoire, cette thèse démontre explicitement la frilosité des acteurs politiques libéraux face à l'idée et au terme même de *democracy*. Ceci permet d'ailleurs de mieux souligner le caractère novateur de l'adoption du vocabulaire démocratique par le mouvement chartiste, tel qu'il a été analysé par Gurney¹⁵⁷⁹. Ensuite, cet élément met en exergue une particularité britannique qui vient complexifier fortement la thèse de Dupuis-Déri¹⁵⁸⁰. Alors qu'aux États-Unis et en France, le ralliement au mot *democracy* est selon lui le fait d'élites politiciennes, à la même époque, en Grande-Bretagne c'est un mouvement populaire qui est le premier à se l'approprier. En contrepartie, les élites politiques continueront de clamer leur attachement au gouvernement mixte, et par la suite au régime parlementaire, ainsi que leur peur et dédain de la démocratie.

Quant au mouvement suffragiste, s'il a fait l'objet de nombreuses études, aucune n'a démontré de manière aussi systématique l'évolution du vocabulaire démocratique au sein de son argumentaire. Or, celui-ci permet de mesurer la transition du terme *democracy* qui s'opère à la fin du 19^e siècle en Grande-Bretagne. Alors que celui-ci est peu utilisé dans l'argumentaire suffragiste entre 1860 et 1890, il y prend une place centrale à partir de 1900. La *democracy* devient donc un idéal politique au nom duquel des revendications politiques, particulièrement celles d'égalité, se construisent. Ceci indépendamment des différentes tendances du mouvement, qu'elles soient constitutionnalistes ou militantes, ce qui vient confirmer les travaux d'historien-ne-s visant à remettre en question la dichotomie entre ces deux courants¹⁵⁸¹. Mais peut-être encore plus intéressant pour notre propos — et, à notre connaissance, jamais relevée auparavant — est l'usage singulier de *democracy* chez

¹⁵⁷⁹ P.J. Gurney, « The Democratic Idiom », art cit.

¹⁵⁸⁰ F. Dupuis-Déri, *Démocratie, histoire politique d'un mot, op. cit.*

¹⁵⁸¹ L.E.N. Mayhall, *The Militant Suffrage Movement, op. cit.*

certaines antisuffragistes britanniques. Ici, c'est moins le caractère aujourd'hui incongru de leur argumentation qui nous préoccupe, que le fait qu'il annonce la nouvelle élasticité du terme du 20^e siècle. C'est au nom de la démocratie que certains acteurs politiques demandent une réforme, et c'est au nom du même principe qu'elle est refusée par d'autres. Ceci n'implique pas qu'une définition de la démocratie soit bonne et l'autre mauvaise, mais plutôt que la construction d'un vocabulaire politique par des forces partisans implique toujours un usage polémique et polysémique — et, en l'occurrence, que le mot devient presque synonyme de bon gouvernement.

À un niveau plus général, cette thèse apporte trois nouveaux éléments historiques concernant les trajectoires du mot *democracy*. Premièrement, elle prouve à quel point le lexique démocratique fut, durant une grande partie du 19^e siècle, l'apanage des conservateurs en Grande-Bretagne. Bien sûr, les travaux d'Innes, Philp et Saunders avaient mentionné ce point auparavant. Toutefois, en raison des méthodes utilisées, nous avons été à même de systématiser leurs arguments. De la même manière, cet élément permet de nuancer la thèse d'Ihalanein : s'il y a reconceptualisation des rapports entre peuple et Parlement à la fin du 18^e siècle, il ne faut pas surestimer le rôle joué par le terme *democracy* dans cette transformation. De manière plus générale, alors que l'époque étudiée est habituellement associée à la montée des discours démocratiques de la part de mouvements progressifs, cette thèse met en évidence l'usage quasi monopolistique de *democracy* par les forces conservatrices. Au moins jusqu'au *Second Reform Act* (1867), dans la presse périodique — et nous sommes prêts à avancer que c'est aussi le cas dans l'enceinte parlementaire — ce sont avant tout les emplois négatifs et conservateurs qui dominent¹⁵⁸². En contrepartie, ceci nous permet d'insister sur l'antidémocratie de la classe politique britannique, pourtant souvent présentée comme modernisatrice et libérale. Même au cours des années 1860, quand des acteurs politiques libéraux commencent à s'approprier le mot *democracy*, c'est généralement dans une perspective craintive et soucieuse de

¹⁵⁸² À l'exception de certaines forces politiques particulières, telles que les chartistes.

préservent la place de l'élite (sociale et intellectuelle) face aux masses. Ces résultats viennent donc appuyer les travaux mettant de l'avant la nature aristocratique et conservatrice du régime britannique durant le 19^e siècle. Ils déconstruisent le mythe aujourd'hui répandu sur l'association intime du libéralisme et de la démocratie.

Deuxièmement — et corolairement — ces résultats démontrent à quel point la théorie du gouvernement mixte, sous la forme de la tripartition *Commons/Lords/Crown*, joue un rôle important durant cette période. Si Weston identifiait 1832 comme moment de rupture et si l'intervalle 1830-1870 est habituellement considéré comme l'âge d'or du *parliamentary government*, cette thèse tend à modérer ces affirmations. Certes, nous pouvons reconnaître qu'institutionnellement, cet intervalle est caractérisé par la place prépondérante des Communes, avant l'avènement des partis de masse et de l'électorat comme faiseur de gouvernements. Cependant, en termes d'usages du mot *democracy*, le *mixed government* reste le cadre de référence au moins jusqu'aux années 1860. Le fait que les conservateurs soient particulièrement friands du terme explique en partie cette prévalence. Si l'argumentaire évolue quelque peu entre 1688 et 1866, il n'en reste pas moins que le principe sous-jacent de la nécessité d'un équilibre entre les différents éléments de la société politique structure les usages de *democracy* en Grande-Bretagne. Ceci confirme partiellement les recherches d'Henk Te Velde, qui avance que c'est le passage d'une norme de stabilité gouvernementale à une exigence de dynamisme étatique qui explique « *the strange death of mixed government* » en Europe à la fin du 19^e siècle¹⁵⁸³.

Finalement, au niveau historique, cette thèse exhume une distinction quelque peu oubliée aujourd'hui. Bien qu'étymologiquement associée au peuple, tout un pan de la pensée politique britannique rapprochait plutôt la démocratie de la foule ou de la populace. Ainsi, la différenciation entre le *people* et la *mob*, est revenue à plusieurs

¹⁵⁸³ H. te Velde, « Democracy and the Strange Death of Mixed Government in the Nineteenth Century », art cit.

reprises au cours de notre investigation. Le premier, souvent compris comme les classes moyennes, mais aussi comme les sujets loyaux, est considéré comme la base du régime constitutionnel. La seconde, interprétée à la fois dans sa dimension sociale de classes populaires, ainsi qu'en tant que foule s'insurgeant, est vue comme au cœur de la *democracy*. Bien sûr, le fait de délégitimer une couche sociale pour justifier son exclusion politique n'est pas nouveau. Toutefois, cette dichotomie nous indique que si la catégorie de peuple fait problème, son articulation avec la démocratie l'est aussi. Pour plusieurs acteurs politiques britanniques, il était tout à fait cohérent de reconnaître la souveraineté politique du peuple tout en rejetant la *democracy*. Un élément trop souvent oublié des histoires de la démocratie britannique, qui rappelle l'ampleur de la transformation sémantique du terme au cours du 19^e siècle.

3. Démocratie et régime mixte : bilan philosophique

Comme mentionné, nous inscrivons cette thèse dans le champ grandissant des études du mot démocratie, qui vise à retracer les différentes trajectoires prises par le terme selon les contextes culturels ou nationaux. Cependant, un tel projet a aussi une dimension philosophique plus large. À l'heure où les discours sur la crise de la démocratie et la montée des régimes dits illibéraux vont croissant, cette entreprise permet de remettre en question à la fois les visions téléologiques de la naissance des démocraties libérales, mais surtout plus fondamentalement d'interroger ce que l'on entend par *democracy* au 21^e siècle. Alors que la Grande-Bretagne est couramment — avec les États-Unis et la France — présentée comme un exemple de démocratisation réussie, voire comme un modèle à suivre, cette thèse rappelle que les institutions politiques britanniques ne furent pas construites dans une optique démocratique. Plus encore, comme nous l'avons vu, les différentes réformes parlementaires (1832, 1867,

1884, 1911) furent souvent présentées, défendues et décrétées dans une perspective visant à empêcher la Grande-Bretagne d'aller vers une *democracy*, et non de l'y conduire.

Certes, on pourrait rétorquer qu'à ce stade l'intention des acteurs compte peu, mais que les effets de ces réformes furent bel et bien la démocratisation de l'État britannique. Une telle position fausse l'analyse : elle ne dit pas tout des origines des régimes représentatifs modernes. En rappelant que durant les 18^e et 19^e siècles, l'idéal britannique — et l'on pourrait dire occidental — n'était pas la *democracy*, mais le régime mixte, plusieurs aspects de la vie politique actuelle s'éclaircissent. Comme l'écrit Velde « *if you want to understand modern democracy, you are well advised to review the arguments used for and against the mixed constitution*¹⁵⁸⁴. » Ainsi, une lecture du régime mixte mêlant éléments monarchiques, aristocratiques et démocratiques permet de repérer des dynamiques communes à nombre de régimes politiques contemporains. Par exemple, aujourd'hui l'émergence de dirigeants autoritaires est attribuée aux succès des partis qualifiés de « populistes ». Ce discours réactualise le trope voulant que la démocratie favorise les démagogues¹⁵⁸⁵. Or, ne serait-il pas plus judicieux de souligner le fondement monarchique de la plupart des régimes politiques occidentaux¹⁵⁸⁶ ? De la même façon, la persistance d'une élite politique relativement homogène à travers le temps peut être comprise comme le résultat des effets aristocratiques de l'élection, analysés par Manin, et de la permanence d'un principe aristocratique au sein du gouvernement représentatif, principe revendiqué et assumé par plusieurs, dont J.S. Mill. En d'autres mots, bien que comportant des variations importantes, la plupart des visions de la démocratie, libérales comme « populistes », mettent l'accent sur une dimension « démocratique » (souveraineté du peuple, et parfois son intervention active), « aristocratique » (le rôle

¹⁵⁸⁴ *Ibid.*, p. 56.

¹⁵⁸⁵ M. I. Finley, « Athenian Demagogues », *Past & Present*, 1962, n° 21, p. 3-24.

¹⁵⁸⁶ F. Dupuis-Déri, *La peur du peuple*, *op. cit.*, p. 5.

du parlement, des partis, et plus largement des élites politiques et technocratiques) et « monarchique » (le rôle du chef-fe d'État et/ou du gouvernement).

Alors, n'avons-nous pas affaire simplement à une question de changement d'étiquette ? Du régime mixte à la *democracy*, il n'y aurait pas de transformations fondamentales des institutions politiques. C'est la perspective de Manin, pour qui le gouvernement représentatif, bien qu'ayant différentes formes entre le 18^e et le 21^e siècle (le parlementarisme, la démocratie de parti et démocratie d'opinion), reste basé sur les mêmes principes. C'est aussi, dans une version plus radicale, la thèse de Dupuis-Déri pour la France et les États-Unis. Selon lui, l'étiquetage des régimes représentatifs modernes comme « démocraties », et plus largement l'adéquation entre démocratie et élection, n'est que le résultat de stratégies électoralistes des politiciens français et étatsuniens. Cependant, le cas britannique pousse à nuancer cette idée. En effet, la théorie du gouvernement mixte montre que l'association entre l'élection de représentants et l'élément démocratique est présente dès le 18^e siècle dans l'imaginaire politique britannique. De plus, comme l'a établi le chapitre 4, en Grande-Bretagne, les premiers acteurs politiques à s'approprier sans équivoque le vocabulaire démocratique sont les chartistes, qu'on ne saurait accuser de manœuvres électoralistes. Ainsi, on ne peut considérer que l'adéquation entre parlementarisme et démocratie est uniquement le fait de politiciens opportunistes.

Certes, des processus similaires à ceux analysés par Dupuis-Déri ont lieu, l'exemple de l'expression *Tory Democracy*, popularisée par R. Churchill pour des raisons électoralistes, le démontre. Mais le cas britannique tend à établir que la transformation moderne du mot *democracy* est plus complexe qu'il n'y paraît. Alors que pour Dupuis-Déri le nœud du problème se situe dans l'opposition entre agoraphobie et agoraphilie politique (respectivement la peur et l'amour du peuple assemblé et délibérant)¹⁵⁸⁷, cette thèse tend à montrer qu'il y a un enjeu sous-jacent

¹⁵⁸⁷ F. Dupuis-Déri, *La peur du peuple*, op. cit.

plus crucial, à savoir qui fait partie du peuple ? Les différentes luttes réformistes du 19^e siècle ne contestent pas le Parlement au nom d'un peuple assemblé qui s'opposerait aux députés. Au contraire, elles portent plutôt sur l'inclusion politique de ceux et celles qui se voient refuser leurs droits politiques, au prétexte qu'ils et elles ne font pas partie du peuple. S'il y a démocratisation, c'est dans le sens qu'au fur et à mesure que la période progresse, ces forces politiques en viennent à réclamer leur participation au nom de la *democracy*, et non plus seulement en vertu de droits constitutionnels oubliés.

Le cas des suffragistes analysé dans le sixième chapitre est ici typique : au début du mouvement, dans les années 1860, les références à la démocratie sont mineures et souvent négatives. L'inclusion politique des femmes est revendiquée au nom de l'égalité (civile et juridique), ou d'anciennes prérogatives perdues, mais sans référence à une idée de *democracy*. Au tournant du 20^e siècle, quand les forces suffragistes développent de nouvelles pratiques politiques, leur discours évolue lui aussi. Les suffragistes — qu'elles soient constitutionnelles ou militantes — en viennent à demander le vote au nom d'un idéal démocratique égalitaire. Malgré la diversité de leurs tactiques, les suffragistes ont en commun non pas de défendre le pouvoir d'un peuple assemblé en dehors des institutions parlementaires, mais de réclamer leur inclusion pour que soit finalement réalisée la promesse démocratique.

Par ailleurs, une contribution plus spécifique au niveau conceptuel, mais potentiellement porteuse, concerne les usages de *democracy* dans le mouvement socialiste britannique des années 1880, analysés au chapitre 5. Nous avons noté que le mot était utilisé pour signifier soit un régime politique à concrétiser à travers différents mécanismes (suffrage universel, référendum, initiative populaire, etc.), soit la direction des affaires économiques via un gouvernement représentatif ou au contraire comme un voile politique masquant l'exploitation capitaliste. Bien qu'ayant quelque peu évolué, on retrouve ces trois usages du terme *democracy* au sein des

mouvements socialistes et plus largement progressistes tout au long du 20^e siècle. Dans le cas britannique, les années 1950 voient le *Labour* mettre l'accent sur l'importance d'un contrôle de l'industrie par un gouvernement démocratique¹⁵⁸⁸. À l'inverse, à partir des années 1960, tant en pratique qu'au niveau théorique, les appels à un approfondissement de la *democracy*, à travers différents mécanismes de participation et de délibération, pointent vers un emploi de *democracy* comme forme politique ouverte¹⁵⁸⁹. Certes, suite à la Seconde Guerre mondiale, la critique libertaire de la *democracy* comme tyrannie capitaliste n'est plus aussi tranchée qu'à la fin du 19^e siècle¹⁵⁹⁰. Preuve du ralliement de l'ensemble des forces politiques au terme, ce n'est généralement plus la *democracy* qui est accusée, mais habituellement la *bourgeois/liberal/capitalist democracy*¹⁵⁹¹. Sans prétendre à l'exhaustivité, cette grille de lecture des usages de *democracy* au sein de la gauche politique permet de souligner que le « retour au politique¹⁵⁹² » s'effectue également dans les usages de *democracy* même.

4. Épilogue : du régime mixte à la démocratie libérale

Au commencement de cette thèse, nous mentionnons que W. Gladstone avait été passablement surpris de voir Homère décrire la mer comme rouge vin. D'une manière

¹⁵⁸⁸ F.W.S. Craig (dir.), *British General Election Manifestos, 1900-74*, op. cit., p. 127.

¹⁵⁸⁹ Carole Pateman, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970.

¹⁵⁹⁰ Carissa Honeywell, *A British Anarchist Tradition: Herbert Read, Alex Comfort, and Colin Ward*, Londres, Continuum, 2011, p.59. Selon Uri Gordon le ralliement d'une partie des anarchistes à la *democracy* est un phénomène principalement étatsunien qui date des années 1980, dû à l'influence de Murray Bookchin. Voir Uri Gordon, *Democracy: The Patriotic Temptation*, <https://crimethinc.com/2016/05/26/democracy-the-patriotic-temptation> , 25 mai 2016, (consulté le 3 septembre 2019).

¹⁵⁹¹ R. Miliband, *Capitalist Democracy in Britain*, op. cit.

¹⁵⁹² Martin Breugh et al. (dir.), *Thinking Radical Democracy: The Return to Politics in Post-War France*, Toronto, University of Toronto Press, 2015, 286 p.

similaire, les usages britanniques de *democracy* durant ce long 19^e siècle ont de quoi nous surprendre. L'expression *the democracy*, qui sert à désigner les classes populaires, le peuple social, nous apparaît aujourd'hui désuète. Le quasi-monopole des forces conservatrices sur un terme généralement associé aux courants progressistes peut aussi étonner — tout comme l'opposition libérale à la *democracy* durant une bonne partie de la période. Mais l'élément le plus frappant reste la transition d'un imaginaire politique marqué par la prédominance du gouvernement mixte à une valorisation de la souveraineté populaire, exprimée à travers le cadre électif et représentatif.

D'un élément du triptyque constitutionnel britannique, la *democracy* en vient à s'imposer comme modèle du « bon gouvernement ». Ce faisant, c'est une nouvelle configuration qui s'ouvre : le cœur du débat portant à présent sur les modalités de celle-ci et les conditions de sa réalisation. *Democracy* continue donc d'un côté à être un cri de ralliement, un terme autour duquel des forces politiques diverses se mobilisent. De l'autre, le mot devient le descriptif d'un état de fait qu'il convient de préserver. Ceci devient particulièrement évident avec l'émergence, face aux menaces fascistes et bolcheviques, de l'expression *liberal democracy*. Alors que durant le 19^e siècle l'opposition entre libéralisme et démocratie était évidente pour la plupart des forces politiques, au cours des années 1930, la démocratie libérale devient non plus un oxymore, mais bien une institution à défendre et à préserver.

En ce sens, les discours actuels sur la crise de la démocratie prennent une nouvelle tournure. Ils démontrent que le passage d'un imaginaire structuré par le régime mixte au parlementarisme et éventuellement à la démocratie libérale n'est peut-être pas aussi final qu'on pourrait le croire. Et que loin d'avoir résolu ces contradictions, le gouvernement représentatif n'a réussi qu'à les repousser pour un temps. La *democracy*, finalement adoptée comme étiquette positive par l'ensemble des forces politiques britanniques il y a près d'un siècle, reste à réaliser, tant dans sa dimension

politique que sociale. Et au vu des agissements de *the few*, il est clair que c'est une tâche qui reviendra à *the many*. Ou plutôt, *the democracy*.

ANNEXE A

CORPUS — DÉBATS PARLEMENTAIRES

Période	Nombre de mots	Sources
1775-1800	17 076 562	<i>Parliamentary Register</i> de John Almon (1774-1780) puis John Debrett (1780-1803)
1827-1852	75 512 270	Hansard
1865-1890	130 177 528	Hansard
1904-1914	102 445 442	Hansard

ANNEXE B

CORPUS — PRESSE PÉRIODIQUE

Dates	Titre	Parution	Distribution approximative¹⁵⁹³
1731-1922	<i>The Gentleman's Magazine</i>	Mensuel	4 550 (1797) 10 000 (1870)
1732-1785	<i>The Londres Magazine</i>	Mensuel	Inconnue
1739-1826	<i>The Scots Magazine</i>	Mensuel	Inconnue
1749-1845	<i>Monthly Review</i>	Mensuel	5 000 (1797) 2 500 (1820s)

¹⁵⁹³ Sauf mention contraire, tirée des sources suivantes: R.D. Altick, *The English Common Reader*, *op. cit.* ; S. Andrews, *The British Periodical Press and the French Revolution*, *op. cit.* ; Alvar Ellegård, « The Readership of the Periodical Press in Mid-Victorian Britain: II. Directory », *Victorian Periodicals Newsletter*, 1971, n° 13, p. 3-22.

1756-1817	<i>The Critical Review</i>	Mensuel	3500 (1797)
1758-2019	<i>The Annual Register</i>	Annuel	Inconnue
1770-1831	<i>The Lady's Magazine</i>	Mensuel	10 000 - 16 000 (1781) ¹⁵⁹⁴
1782-1826	<i>European Magazine</i>	Mensuel	3 250 (1797)
1783-1795	<i>The English Review</i>	Mensuel	Inconnue
1788-1798	<i>The Analytical Review</i>	Mensuel	1 500 (1797)
1793-1826	<i>The British Critic</i>	Mensuel	3 500 (1797)
1796-1843	<i>Monthly Magazine</i>	Mensuel	5 000 (1797) 3 000 à 4 000 (1822)

¹⁵⁹⁴ Jennie Batchelor, « “Connections, which are of service... in a more advanced age”: “The Lady’s Magazine”, Community, and Women’s Literary Histories », *Tulsa Studies in Women’s Literature*, 2011, vol. 30, n° 2, p. 247.

1798-1821	<i>Anti-Jacobin Review</i>	Mensuel	2 500 (1790s)
1802-1929	<i>Edinburgh Review</i>	Trimestriel	11 000 (1824-26) 9 000 (1850s) ¹⁵⁹⁵ 7 000 (1870)
1805-1868	<i>The Eclectic Review</i>	Trimestriel	Inconnue
1806-1838	<i>Monthly Repository</i>	Mensuel	5 000 (1820s) ¹⁵⁹⁶
1809-1967	<i>Quarterly Review</i>	Trimestriel	10 000 (1830) 9 000 (1850s) ¹⁵⁹⁷ 8 000 (1870)
1814-1884	<i>The New Monthly Magazine</i>	Mensuel	5 000 (1830s) 2 000 (1870)

¹⁵⁹⁵ Odile Boucher-Rivalain, « La Westminster Review comme outil de transmission et de démocratisation de culture savante, 1824-1857 », *Cahiers victoriens et édouardiens*, 18 juin 2010, 71 Printemps, p. 388-402.

¹⁵⁹⁶ Francis Edward Mineka, *The Dissidence of Dissent: The Monthly Repository, 1806-1838*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1944, 480 p.

¹⁵⁹⁷ A. Aspinall, « The Circulation of Newspapers in the Early Nineteenth Century », *The Review of English Studies*, 1946, vol. 22, n° 85, p. 29-43.

1817-1980	<i>Blackwood's Edinburgh Magazine</i>	Mensuel	7 000 (1831) 7 000 (1870)
1819-1868	<i>Christian Remembrancer</i>	Mensuel/Trimestriel	Inconnue
1823-1914	<i>The Westminster Review</i>	Trimestriel	3 000 (1820s) ¹⁵⁹⁸ 9 000 (1850s) ¹⁵⁹⁹ 4 000 (1870)
1830-1882	<i>Fraser's Magazine</i>	Mensuel	700 (1831) 6 000 (1870)
1836-1969	<i>Dublin Review</i>	Trimestriel	2 000 (1870)
1844-1871	<i>North British Review</i>	Trimestriel	2 000 (1870)
1845-1886	<i>British Quarterly Review</i>	Trimestriel	2 000 (1870)

¹⁵⁹⁸ Élie Halévy, *The Liberal Awakening*, New York, Barnes & Noble, 1961, p. 189.

¹⁵⁹⁹ O. Boucher-Rivalain, « La Westminster Review comme outil de transmission et de démocratisation de culture savante, 1824-1857 », art cit.

1859-1907	<i>Macmillan's Magazine</i>	Mensuel	8 000 (1870)
1860-1975	<i>Cornhill Magazine</i>	Mensuel	18 000 (1870)
1865-1954	<i>The Fortnightly Review</i>	Mensuel	2 500 (1870)
1869-1916	<i>The Academy</i>	Trimestriel	8 000 (1870)
1882-1905	<i>Longman's Magazine</i>	Mensuel	Inconnue

ANNEXE C

CORPUS — OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

Date	Titre	Type	Vol.
1676	<i>An English Dictionary</i>	Dictionnaire	1
1728	<i>Cyclopædia : or, An Universal Dictionary of Arts and Sciences.</i>	Encyclopédie	2
1755	<i>A Dictionary of the English language</i>	Dictionnaire	2
1756	<i>An Universal Etymological English Dictionary</i>	Dictionnaire	1
1766	<i>The Complete Dictionary of Arts and Sciences</i>	Dictionnaire	3
1768	<i>A Dictionary of the English Language</i> (3 ^e édition)	Dictionnaire	2
1768-1771	<i>Encyclopædia Britannica</i>	Encyclopédie	3
1775	<i>The New and Complete Dictionary of the English Language</i>	Dictionnaire	1
1778– 1784	<i>Encyclopædia Britannica</i> (2 ^e édition)	Encyclopédie	10
1780	<i>A General Dictionary of the English Language</i>	Dictionnaire	1
1783	<i>The New Spelling Dictionary</i>	Dictionnaire	1
1785	<i>A Classical Dictionary of the Vulgar Tongue</i>	Dictionnaire	1

1791	<i>A Critical Pronouncing Dictionary and Expositor of the English Language</i>	Dictionnaire	1
1797	<i>A Dictionary of the English Language</i> (11 ^e édition)	Dictionnaire	1
1797	<i>A Complete Dictionary of the English Language</i> (4 ^e édition)	Dictionnaire	1
1797-1801	<i>Encyclopædia Britannica</i> (3 ^e édition)	Encyclopédie	18
1799	<i>A Complete and Universal English Dictionary</i>	Dictionnaire	1
1806– 1807	<i>A Dictionary of Arts and Sciences</i>	Dictionnaire	3
1810	<i>A Portable Cyclopaedia</i>	Dictionnaire	1
1810-1829	<i>Encyclopædia Londinensis</i>	Encyclopédie	24
1813	<i>Pantologia : A New Cyclopaedia</i>	Encyclopédie	12
1816	<i>Encyclopædia Perthensis</i> (2 ^e édition)	Encyclopédie	23
1817-1845	<i>Encyclopædia Metropolitana</i>	Encyclopédie	30
1819	<i>The Cyclopædia</i>	Encyclopédie	39
1820-1823	<i>Encyclopædia Britannica</i> (6 ^e édition)	Encyclopédie	20
1827	<i>A Dictionary of the English Language</i> (édition inconnue)	Dictionnaire	1
1825-1828	<i>The Oxford Encyclopædia</i>	Encyclopédie	6
1829-1839	<i>London Encyclopædia</i>	Encyclopédie	22

1830-1842	<i>Encyclopædia Britannica (7^e édition)</i>	Encyclopédie	21
1834	<i>A Dictionary of the Arts of Life and Civilization</i>	Dictionnaire	1
1842	<i>A Comprehensive Dictionary of English Synonymes</i>	Dictionnaire	1
1842	<i>A Dictionary of Science, Literature, & Art</i>	Dictionnaire	1
1846	<i>The National Atlas of Historical, Commercial and Political Geography (3^e édition)</i>	Atlas	1
1848	<i>A Complete and Universal Dictionary of the English Language</i>	Dictionnaire	1
1850	<i>A Descriptive Atlas of Astrononmy</i>	Atlas	1
1850	<i>A Dictionary of the English Language (7^e édition)</i>	Dictionnaire	1
1856	<i>A New Dictionary of the English Language</i>	Dictionnaire	2
1860–1868	<i>Chambers's Encyclopædia</i>	Encyclopédie	10
1861	<i>A New and Comprehensive Dictionary of the English Language</i>	Dictionnaire	1
1861	<i>The Universal English Dictionary</i>	Dictionnaire	1
1862-1867	<i>The Royal Dictionary-Cyclopædia</i>	Encyclopédie	4
1866	<i>The Vocabulary of Philosophy, Mental, Moral, And Metaphysical (2^e édition)</i>	Dictionnaire	1
1866	<i>A Dictionary, Geographical, Statistical, and Historical</i>	Dictionnaire	1
1866–1873	<i>The English Cyclopaedia</i>	Encyclopédie	4

1867	<i>Our Constitution: An Epitome of our Chief Laws and System of Government</i>	Manuel scolaire	1
1868	<i>The Last Century of Universal History: A Reference Book</i>	Manuel scolaire	1
1877	<i>Walker And Webster Combined in a Dictionary of the English Language</i>	Dictionnaire	1
1882	<i>The Imperial Dictionnary of the English Language</i>	Dictionnaire	1
1884–1919	<i>A New English Dictionnary on Historical Principles</i>	Encyclopédie	9
1892	<i>A Concise English Dictionnary</i>	Dictionnaire	1
1898	<i>Pears' Shilling Cyclopeadia</i>	Dictionnaire	1
1901	<i>Chamber's Encyclopædia (3^e édition)</i>	Encyclopédie	10
1910-1911	<i>Encyclopædia Britannica (11^e édition)</i>	Encyclopédie	28
1919	<i>The Concise Oxford Dictionary of Current English</i>	Dictionnaire	1

ANNEXE D

POPULATION ET ÉLECTORAT

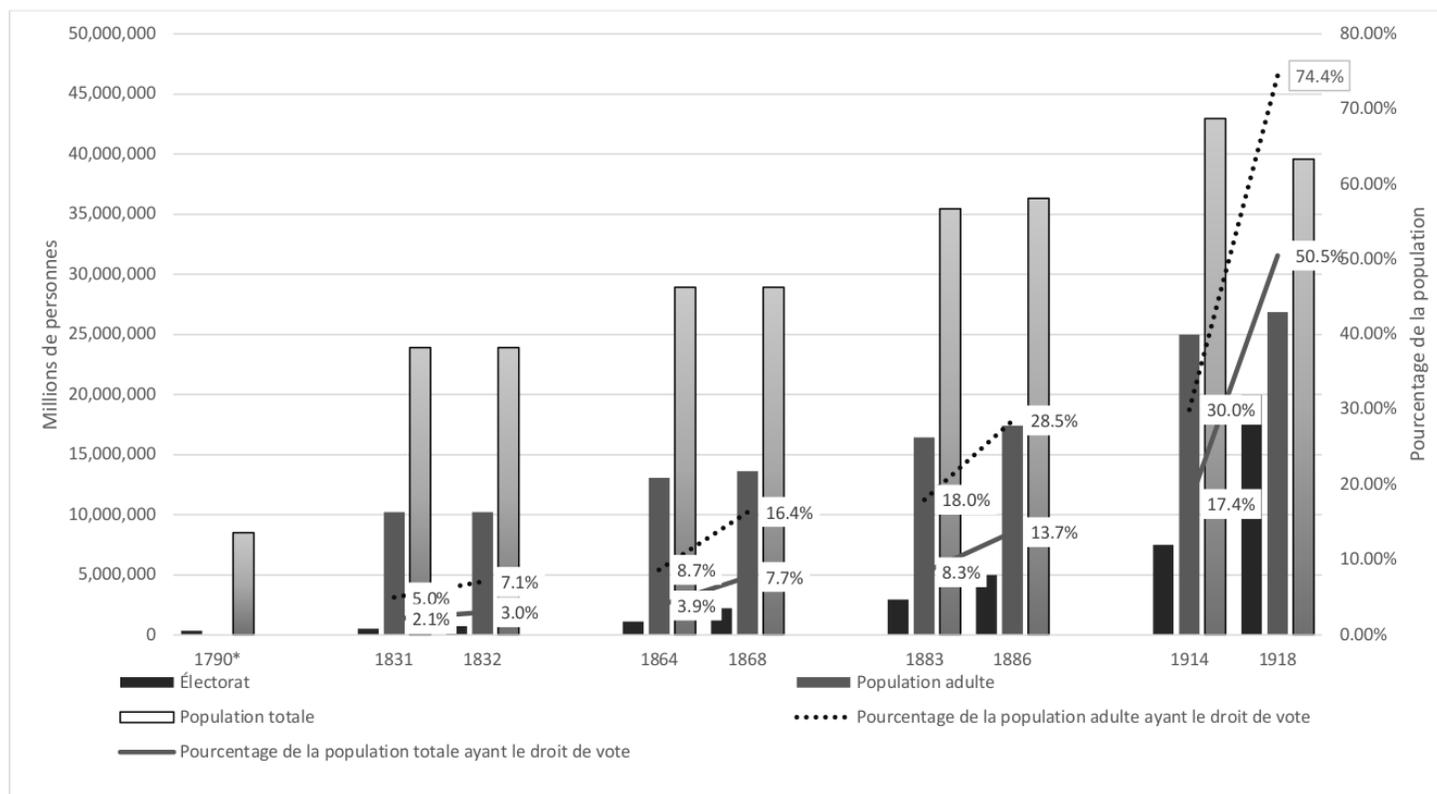


Figure C.1 – Évolution de la population et l'électorat britannique, 1790-1918

* : Seulement pour l'Angleterre et le Pays de Galles.

ANNEXE E

EMPIRE BRITANNIQUE

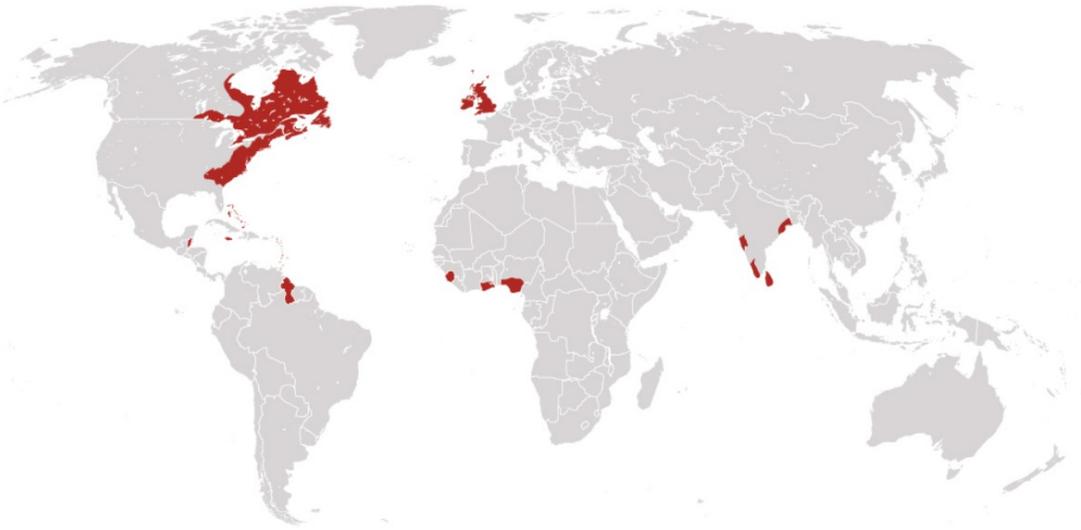
Représentation cartographique de l'évolution territoriale de l'Empire britannique, 1680 à 1919¹⁶⁰⁰.

1680



¹⁶⁰⁰ Tiré de Anon., *Mapping the rise and decline of the British Empire*, <http://www.washingtonpost.com/graphics/world/british-empire/>, 2015, (consulté le 19 août 2019).

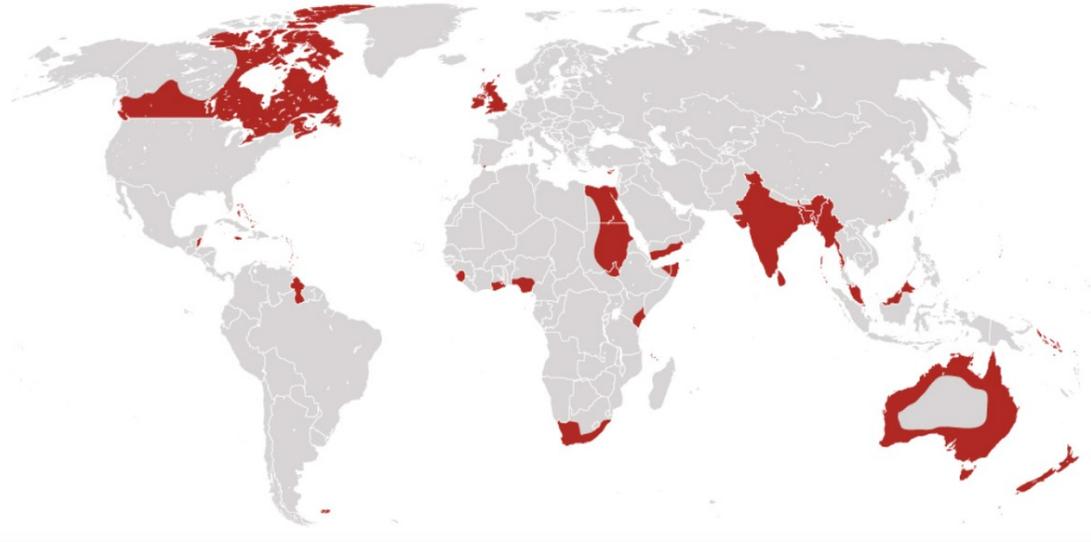
1750



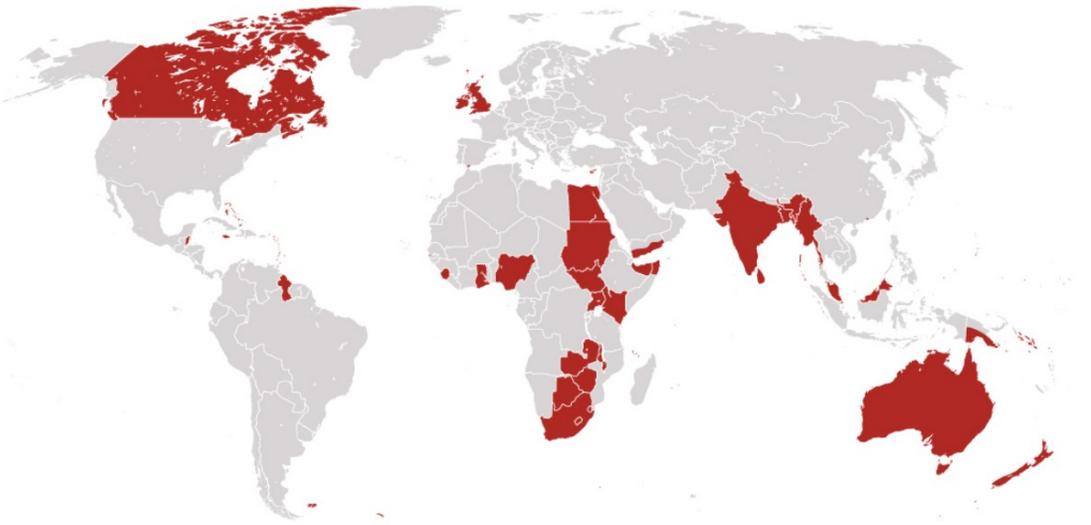
1820



1885



1901



ANNEXE F

COMPOSITION SOCIALE DES CHAMBRES BASSES

Secteur	1868		1892	
	Lib.	Con.	Lib.	Con.
Propriétaires terriens	26,1 %	45,9 %	9,0 %	24,1 %
Militaire	6,9 %	13,6 %	1,8 %	8,6 %

Finance, commerce	16,4 %	10,3 %	16,5 %	22,5 %
Services professionnels	17,3 %	9,4 %	29,5 %	18,3 %
Manufacturier	12,0 %	4,4 %	24,8 %	12,1 %
Transport	13,0 %	13,6 %	8,9 %	10,5 %

Tableau F.1 — Grande-Bretagne, intérêts économiques des MPs selon leur parti, élections de 1868 et 1892¹⁶⁰¹

Secteur	1861-1870	1891-1900
Éducation	0,6 %	1,9 %
Droit	62,1 %	60,3 %
Autres professions	7,9 %	7,8 %
Agriculture	5,1 %	8,2 %
Affaires	21,7 %	20,2 %
Autres	1,2 %	0,4 %
Inconnu	1,2 %	0,9 %

Tableau F.2 — États-Unis, antécédents professionnels des représentants étatsuniens, par décennie d'entrée à la Chambre des Représentants, 1860-1900¹⁶⁰²

¹⁶⁰¹ P.J. Cain et A.G. Hopkins, *British Imperialism, op. cit.*, p. 138.

¹⁶⁰² Allan G. Bogue et al., « Members of the House of Representatives and the Processes of Modernization, 1789-1960 », *The Journal of American History*, 1976, vol. 63, n° 2, p. 284.

Secteur	1871	1893
Noblesse	34 %	23 %
Haute bourgeoisie	36 %	32 %
Bourgeoisie moyenne	19 %	30 %
Petite bourgeoisie	8 %	10 %
Classe ouvrière	3 %	5 %

Tableau F.3 — France, origine sociale des députés, élections de 1871 et 1893¹⁶⁰³

¹⁶⁰³ Mattei Dogan, « Les filières de la carrière politique en France », *Revue française de sociologie*, 1967, vol. 8, n° 4, p. 469.

RÉFÉRENCES

ABBOTT Lyman, *The Spirit of Democracy*, 2^e éd., Londres, Constable & Company, 1910, 235 p.

ADAMS John, *Thoughts on Government: Applicable to the Present State of the American Colonies*, Philadelphia, John Dunlap, 1776.

ADDERLEY Charles Bowyer, *Europe Incapable of American Democracy: An Outline Tracing of the Irreversible Course of Constitutional History*, Londres, E. Stanford, 1867, 60 p.

ADELMAN Paul, *The Rise of the Labour Party 1880-1945*, Londres, Routledge, 1996, 156 p.

AGNÈS Benoît, « Pour la réforme: Les appels en faveur des avancées démocratiques en France et au Royaume-Uni (1840-1848) » dans Sylvie Aprile et Fabrice Bensimon (dir.), *La France et L'Angleterre au XIXe siècle: échanges, représentations, comparaisons*, Paris, Créaphis, 2006, p. 105-122.

ALEXANDER Marc et DAVIES Mark, *Hansard Corpus 1803-2005*, <http://www.hansard-corpus.org>, 2015.

ALEXANDER Sarah C., « The Residuum, Victorian Naturalism, and the Entropic Narrative », *Nineteenth-Century Contexts*, 1 mai 2013, vol. 35, n° 2, p. 99-120.

ALISON Archibald, « The Athenian Democracy », *Blackwood's Edinburgh Magazine*, juillet 1837, vol. 42, juill. 1837 p. 44-60.

ALLEN Joan et ASHTON Owen R. (dir.), *Papers for the People: A Study of the Chartist Press*, Londres, The Merlin Press, 2005, 240 p.

ALMON John, *The Parliamentary Register: Proceedings of the Sixth Session of the Fourteenth Parliament*, Londres, J. Almon, 1780, vol. 17/16, 448 p.

ALMON John, *The Parliamentary Register: Proceedings of the Sixth Session of the Fourteenth Parliament*, Londres, J. Almon, 1780, vol. 17/17, 412 p.

ALMON John, *The Parliamentary Register; Or, History of the Proceedings and Debates of the House of Commons: Proceedings of the First Session of the Fourteenth Parliament*, Londres, J. Almon, 1775, vol. 17/2, 504 p.

ALTICK Richard Daniel, *The English Common Reader: A Social history of the Mass Reading Public, 1800-1900*, 2^e éd., Columbus, Ohio State University Press, 1998, 448 p.

AMES Fisher, *The Influences of Democracy on Liberty, Property, and the Happiness of Society, Considered*, Londres, J. W. Parker, 1835, 231 p.

AMINI Babak, « A Brief History of the Dissemination and Reception of Karl Marx's Capital in the United States and Britain », *World Review of Political Economy*, 2016, vol. 7, n° 3, p. 334-349.

AN OLD WHIG, *Americanisation - a Letter to John Stuart Mill*, Londres, Robert John Bush, 1866, 16 p.

ANDERSON Andrew, *Sounding in Political Waters: An Inquiry into the Principles of Parliamentary Representation*, Londres, W. Blackwood, 1867, 31 p.

ANDERSON Andrew, *The Rock Ahead: A Few Thoughts on Parliamentary Reform; the Claims of the Working Classes; Democracy; Etc.*, Londres, W. Blackwood, 1867, 32 p.

ANDERSON Perry, *Lineages of the Absolutist State*, Londres, NLB, 1974, 573 p.

ANDREWS John, *An Essay on Republican Principles, and on the Inconveniencies of a Commonwealth in a Large Country, Concluding with Some Reflections on the Present Situation of Great Britain*, Londres, Richardson & Urquhart, 1783, 108 p.

ANDREWS Stuart, *The British Periodical Press and the French Revolution, 1789-99*, Basingstoke, Palgrave, 2000, 280 p.

ANON., *Mapping the rise and decline of the British Empire*, <http://www.washingtonpost.com/graphics/world/british-empire/>, 2015, consulté le 19 août 2019.

ANON., *Pears' Shilling Cyclopædia*, Londres, A. & F. Pears, 1898, 748 p.

ANON., « Names and Opinions », *Freedom*, février 1888, vol. 2, n° 17, févr. 1888 p. 2.

ANON., « Parliamentary Rule », *Freedom*, février 1887, vol. 1, n° 5, févr. 1887 p. 2.

ANON., « On Majority-Rule as Make-Shift: The Afternoon Talk », *Freedom*, décembre 1886, vol. 1, n° 3, déc. 1886 p. 12.

ANON., « North-Western Spindrift on the Ethics (?) of Majority-Rule », *Freedom*, novembre 1886, vol. 1, n° 2, nov. 1886 p. 3.

ANON., « How the Unrepresented Fare Under a Democracy », *The Englishwoman's Review of Social and Industrial Questions*, 15 novembre 1883, n° 127, 15 nov. 1883 p. 484-488.

ANON., *Reform: Look Before You Leap*, Londres, J. Ridgway, 1859, 60 p.

ANON., « Direct Legislation », *Westminster Review*, janvier 1852, vol. 57, n° 110, janv. 1852 p. 143-161.

ANON., « Monsieur Guizot's Democracy in France », *Edinburgh Review*, avril 1849, vol. 89, n° 180, avr. 1849 p. 554-581.

ANON., *A Plea for the Total and Immediate Repeal of the Corn Laws*, 4^e éd., Londres, Scott, Webster & Geary, 1842, 56 p.

ANON., *Facts for Farmers*, Manchester, National Anti-Corn-Law League, 1842, 4 p.

ANON., *Authorities Against the Corn Laws, Followed by the Anti-Corn-Law League to the Duke of Wellington*, Manchester, Haycraft, 1842, 8 p.

ANON., *Dialogue Between John and Thomas on the Corn Laws, the Charter, Teetotalism, and the Probable Remedy for the Present Distresses*, Paisley, Printer for the Author, 1842, 14 p.

ANON., « Democracy in America by Mons. A. de Tocqueville », *Blackwood's Edinburgh Magazine*, octobre 1840, vol. 48, oct. 1840 p. 463-478.

ANON., « De Tocqueville on Democracy in America », *The Eclectic Review*, juillet 1840, vol. 8, juill. 1840 p. 1-26.

ANON., « Tocqueville's Democracy in America », *The Monthly Review*, juin 1840, vol. 2, n° 2, juin 1840 p. 283-292.

ANON., « The Radicals, the Dissenters and the Papists », *Fraser's Magazine*, décembre 1836, vol. 14, LXXXIV, déc. 1836 p. 681-694.

ANON., « Tocqueville on the State of America », *Quarterly Review*, septembre 1836, vol. 57, n° 113, sept. 1836 p. 134-162.

ANON., « Miscellaneous Reviews », *The Gentleman's Magazine*, mai 1835, vol. 3, mai 1835 p. 519.

ANON., « Democracy in America by Mons. Alexis de Tocqueville », *Blackwood's Edinburgh Magazine*, mai 1835, vol. 37, mai 1835 p. 758-766.

ANON., « Essays of Fisher Ames », *Quarterly Review*, avril 1835, vol. 58, n° 106, avr. 1835 p. 548-573.

ANON., *The Reform Ministry and the Reformed Parliament*, 4^e éd., Londres, J. Ridgway, 1833, 108 p.

ANON., *Observations on the British Constitution, and on the Proposed Improvement of Our Parliamentary Representation*, Edinbg, William Tait, 1831, 124 p.

ANON., *Remarks on the Anti-Protestant and Democratic Tendency of the Reform Bill; in an Address to the Citizens of Bristol*, 2^e éd., Bristol, Wansbrough, 1831, 28 p.

ANON., *The Address of the Londres Radical Reform Association to the People of the United Kingdom*, Londres, W.E. Andrews, 1829, 48 p.

ANON., *The trial of Thomas Paine: for a libel, contained in The second part of rights of man, before Lord Kenyon, and a special jury, at Guildhall, December 18*, Londres, C. & G. Kearsley, 1792.

ANSTEY Thomas Chisholm, *On Some Supposed Constitutional Restraints upon the Parliamentary Franchise*, Londres, Office of the Social Science Association, 1867, 48 p.

ANSTEY Thomas Chisholm, *Notes Upon the « Representation of the People Act, 1867 »*, Londres, William Ridgway, 1867, 340 p.

ANSTEY Thomas Chisholm, *Plea of the Unrepresented Commons for Restitution of Franchise. An Historic Enquiry*, Londres, William Ridgway, 1866, 154 p.

ANTHONY Charles, *Popular Sovereignty: Being Some Thoughts on Democratic Reform*, Londres, Longman & Co, 1880, 230 p.

ARMITAGE David, « The American Revolution in Atlantic Perspective » dans Nicholas Canny et Philp Morgan (dir.), *The Oxford Handbook of the Atlantic World: 1450-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2011.

ASH John, *The New and Complete Dictionary of the English Language*, Londres, Vernon & Hood, 1775.

ASPINALL A., « The Circulation of Newspapers in the Early Nineteenth Century », *The Review of English Studies*, 1946, vol. 22, n° 85, p. 29-43.

AUSTIN John, *A Plea for the Constitution*, Londres, John Murray, 1859, 56 p.

AUSTIN John, *The Province of Jurisprudence Determined*, Londres, J. Murray, 1832, 496 p.

AUSTIN John L., *How to Do Things with Words*, Oxford, Clarendon Press, 1962, 190 p.

AYDELOTTE W. O., « The House of Commons in the 1840s », *History*, 1954, vol. 39, n° 137, p. 249-262.

BAER Marc, *The Rise and Fall of Radical Westminster, 1780–1890*, Londres, Palgrave MacMillan, 2012, 363 p.

BAGEHOT Walter, *The English Constitution*, Londres, Chapman and Hall, 1867, 348 p.

BAGEHOT Walter, *The History of the Unreformed Parliament and its Lessons*, Londres, Chapman and Hall, 1861, 43 p.

BAGEHOT Walter, *Parliamentary Reform: An Essay*, Londres, Chapman and Hall, 1859, 58 p.

BAILEY Nathan, *An Universal Etymological English Dictionary*, Londres, R. Ware, 1756, 662 p.

BAILEY Samuel, *The Rationale of Political Representation*, Londres, R. Hunter, 1835, 464 p.

BALL Stuart, « The Reform Act of 1918 – the Advent of Democracy », *Parliamentary History*, 2018, vol. 37, n° 1, p. 1-22.

BALL Terence, « Conceptual History and the History of Political Thought » dans Iain Hampsher-Monk, Karin Tilmans et Frank van Vree (dir.), *History of Concepts*:

Comparative Perspectives, 1^{re} éd., Amsterdam, Amsterdam University Press, 1998, p. 75-86.

BALL Terence, FARR James et HANSON Russell L (dir.), *Political Innovation and Conceptual Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, 366 p.

BALLINGER Chris, « Hedging and Ditching: The Parliament Act 1911 », *Parliamentary History*, 2011, vol. 30, n° 1, p. 19-32.

BANNET Eve Tavor, « History of Reading: The long Eighteenth Century », *Literature Compass*, 1 février 2013, vol. 10, n° 2, p. 122-133.

BARKER Hannah et CHALUS Elaine (dir.), *Women's History: Britain, 1700-1850, An Introduction*, Londres, Routledge, 2005, 288 p.

BARNES Joel, « The British women's suffrage movement and the ancient constitution, 1867–1909 », *Historical Research*, 2018, vol. 91, n° 253, p. 505-527.

BARNETT Canon et BARNETT Henrietta, *Towards Social Reform*, Londres, T. Fisher Unwin, 1909, 364 p.

BARNETT Samuel A., « A People's Church » dans *Practicable Socialism: Essays on Social Reform*, Londres, Longman, Green & Co, 1888, p. 142-156.

BARROW Logie et BULLOCK Ian, *Democratic Ideas and the British Labour Movement, 1880-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, 326 p.

BATCHELOR Jennie, « “Connections, which are of service... in a more advanced age”: “The Lady's Magazine”, Community, and Women's Literary Histories », *Tulsa Studies in Women's Literature*, 2011, vol. 30, n° 2, p. 245-267.

BAX Ernest Belfort, *The Fraud of Feminism*, Londres, Grant Richards, 1913, 196 p.

BAX Ernest Belfort, *Problems of Man, Mind and Morals*, Londres, Grant Richard, 1912, 304 p.

BAX Ernest Belfort, « Democracy », *Justice*, 20 août 1910 p. 4.

BAX Ernest Belfort, *Essays in Socialism: New & Old*, Londres, Swan Sonnenschein, 1907, 336 p.

BAX Ernest Belfort, *The Legal Subjection of Men*, Londres, Twentieth Century Press, 1896, 95 p.

- BAX Ernest Belfort, *The Ethics of Socialism*, Londres, Swan Sonnenschein, 1889.
- BAX Ernest Belfort, « The Ideal of the Future (Part 2) », *Modern Thought*, juin 1881, III, n° 6, juin 1881 p. 137-143.
- BAX Ernest Belfort, « Modern Socialism », *Modern Thought*, août 1879, I, n° 8, août 1879 p. 150-153.
- BAX Ernest Belfort et QUELCH Harry, *A New Catechism of Socialism*, Londres, Twentieth Century Press, 1903, 44 p.
- BAYLEY Paul, « Introduction: The whys and wherefores of analysing parliamentary discourse » dans Paul Bayley (dir.), *Cross-cultural Perspectives on Parliamentary Discourse*, Amsterdam, John Benjamins Publishing, 2004, p. 1-44.
- BAYNES Thomas Spencer et SMITH W. Robertson (dir.), *The Encyclopaedia Britannica; a Dictionary of Arts, Sciences, and General Literature*, 9^e éd., New York, Charles Scriber's Sons, 1880, vol. 25/11.
- BAYNES Thomas Spencer et SMITH W. Robertson (dir.), *The Encyclopaedia Britannica; a Dictionary of Arts, Sciences, and General Literature*, 9^e éd., New York, Charles Scriber's Sons, 1877, vol. 25/7.
- BECKER Lydia Ernestine, *Words of a Leader: Being Extracts from the Writings of the Late Miss Lydia Becker*, 1904^e éd., Londres, Central Society for Women's Suffrage, 1897, 25 p.
- BÉLIARD Yann, « Introduction: Revisiting the Great Labour Unrest, 1911-1914 », *Labour History Review*, 2014, vol. 79, n° 1, p. 1-17.
- BELL Duncan, « Democracy and Empire: J. A. Hobson, Leonard Hobhouse, and the Crisis of Liberalism » dans Ian Hall et Lisa Hill (dir.), *British International Thinkers from Hobbes to Namier*, New York, Palgrave Macmillan, 2009, p. 181-205.
- BELLOC Hilaire et CHESTERTON Cecil, *The Party System*, Londres, S. Swift, 1911, 246 p.
- BENNETT Jennifer, « The London Democratic Association 1837-41: A Study in London Radicalism » dans J Epstein et D Thompson (dir.), *Chartist Experience: Studies in Working Class Radicalism and Culture, 1830-60*, Londres, Macmillan, 1982, p. 87-119.
- BENTHAM Jeremy, *Constitutional Code*, Édimbourg, William Tait (coll. « The Works of Jeremy Bentham »), 1838, vol. 11/9, 662 p.

BENTHAM Jeremy, *Plan of Parliamentary Reform: In the Form of a Catechism*, St Paul, R. Hunter, 1817, 430 p.

BENTLEY Michael, *Politics Without Democracy, 1815-1914*, 2^e éd., Oxford, Blackwell Publishers, 1996, 356 p.

BENTLEY Michael, « British parliamentary institutions and political thought 1865–1914 », *Parliaments, Estates and Representation*, 1 juin 1983, vol. 3, n° 1, p. 35-46.

BERGER Stefan, « Democracy and Social Democracy », *European History Quarterly*, 2002, vol. 32, n° 1, p. 13-37.

BERGOUNIOUX Alain, « La crise populiste de la démocratie libérale », *Après-demain*, 10 juillet 2017, vol. 43, n° 3, p. 10-11.

BERLIN Brent et KAY Paul, *Basic Color Terms: Their Universality and Evolution*, Berkeley, University of California Press, 1969, 178 p.

BERLIN Isaiah, « Two Concepts of Liberty » dans Henry Hardy (dir.), *Liberty*, 2^e éd., Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 166-217.

BERNARD James Bernard, *Appeal to the Conservatives, on the Imminent Danger to Which the Nation Is Exposed from the Democratic Propensities of the House of Commons*, Londres, J. Ridgway, 1835, 68 p.

BERNARD James Bernard, *Theory of the Constitution Compared with Its Practice in Ancient and Modern Times*, Londres, J. Ridgway, 1834, 546 p.

BEVIR Mark, *The Making of British Socialism*, Princeton, Princeton University Press, 2011, 368 p.

BEVIR Mark, « Republicanism, Socialism, and Democracy in Britain: The Origins of the Radical Left », *Journal of Social History*, 2000, vol. 34, n° 2, p. 351-368.

BIBER Douglas et REPPEN Randi, « Introduction » dans Douglas Biber et Randi Reppen (dir.), *The Cambridge Handbook of English Corpus Linguistics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 1-8.

BISSET Robert, « The Rise, Progress, and Effects of Jacobinism [I] », *The Anti-Jacobin Review and Magazine*, juillet 1798, vol. 1, juill. 1798 p. 109-111 ; 223-229.

BISSET Robert, *Sketch of Democracy*, Londres, J. Smeeton, 1796, 352 p.

BLACKBURN Helen, *Women's Suffrage: A Record of the Women's Suffrage Movement in the British Isles, with Biographical Sketches of Miss Becker*, Londres, Williams & Norgate, 1902, 373 p.

BLACKIE John Stuart, *On Democracy: A Lecture Delivered to the Working Men's Institute, Edinburgh, on the 3d January, 1867*, Édimbourg, Edmonston & Douglas, 1867, 90 p.

BLACKIE John Stuart, *On Forms of Government: A Historical Review and Estimate of the Growth of the Principal Types of Political Organism in Europe*, Londres, Whittaker, 1867, 72 p.

BLACKSTONE William, *Commentaries on the Laws of England*, Oxford, Oxford University Press, 2016, vol. 4/1, 450 p.

BLACKSTONE William, *Commentaries on the Laws of England*, Oxford, Clarendon Press, 1765, vol. 4/.

BLATCHFORD Robert, *Merrie England*, Londres, Clarion Office, 1894, 222 p.

BLEASE Walter Lyon, *The Emancipation of English Women*, Londres, Constable & Company, 1910, 306 p.

BLUNTSCHLI Johann Caspar, *The Theory of the State*, Oxford, Clarendon Press, 1895, 588 p.

BÖDEKER Hans Erich, « Concept, Meaning, Discourse: Begriffsgeschichte reconsidered » dans Iain Hampsher-Monk, Karin Tilmans et Frank van Vree (dir.), *History of Concepts: Comparative Perspectives*, 1^{re} éd., Amsterdam, Amsterdam University Press, 1998, p. 51-64.

BODICHON Barbara Leigh Smith, *Reasons for the Enfranchisement of Women*, Londres, Chambers of the Social Science Association, 1866, 14 p.

BODICHON Barbara Leigh Smith, *A Brief Summary, in Plain Language, of the Most Important Laws of England Concerning Women: Together with a Few Observations Thereon*, Londres, Chapman, 1854, 52 p.

BOGDANOR Vernon, *The People and the Party System: The Referendum and Electoral Reform in British Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, 296 p.

BOGUE Allan G., CLUBB Jerome M., MCKIBBIN Carroll R. et TRAUGOTT Santa A., « Members of the House of Representatives and the Processes of Modernization, 1789-1960 », *The Journal of American History*, 1976, vol. 63, n° 2, p. 275-302.

BOLINGBROKE Henry, *Political Writings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 354 p.

BOOS Florence S., « William Morris's "Equality": A Critical Edition », *The Journal of Pre-Raphaelite Studies*, mars 2011, vol. 20, p. 51-70.

BOOTH Charles, *Life and Labour of the People in Londres*, Londres, Macmillan, 1889, vol. 2/1, 598 p.

BORCHERT Jens, « From Politik als Beruf to Politics as a Vocation: The Translation, Transformation, and Reception of Max Weber's Lecture », *Contributions to the History of Concepts*, 1 avril 2007, vol. 3, n° 1, p. 42-70.

BOUCHER Leigh, « Victorian liberalism and the effect of sovereignty: a view from the settler periphery », *History Australia*, 2016, vol. 13, n° 1, p. 35-51.

BOUCHER-RIVALAIN Odile, « La Westminster Review comme outil de transmission et de démocratisation de culture savante, 1824-1857 », *Cahiers victoriens et édouardiens*, 18 juin 2010, 71 Printemps, p. 388-402.

BOURKE Richard, « Popular sovereignty and political representation » dans Richard Bourke et Quentin Skinner (dir.), *Popular Sovereignty in Historical Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016, p. 212-235.

BOURKE Richard, « Enlightenment, Revolution and Democracy », *Constellations*, janvier 2008, vol. 15, n° 1, p. 10-32.

BOUSSAHBA-BRAVARD Myriam (dir.), *Suffrage Outside Suffragism: Women's Vote in Britain, 1880-1914*, New York, Palgrave Macmillan, 2007, 262 p.

BOWEN H. V., MANCKE Elizabeth et REID John G. (dir.), *Britain's Oceanic Empire: Atlantic and Indian Ocean Worlds, c.1550-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, 486 p.

BRADSHAW Frederick, *Self-Government in Canada, and How It Was Achieved: The Story of Lord Durham's Report*, Londres, P. S. King & Son, 1903, 444 p.

BRAKE Laurel, TURNER Mark et MUSSEL James, *Nineteenth-Century Serials Edition*, <https://ncse.ac.uk/cms>, consulté le 30 novembre 2018.

BRAS Gérard, *Les voies du peuple. Éléments d'une histoire conceptuelle*, Paris, Amsterdam, 2018, 354 p.

BREAUGH Martin, HOLMAN Christopher, MAGNUSSON Rachel, MAZZOCCHI Paul et PENNER Devin (dir.), *Thinking Radical Democracy: The Return to Politics in Post-War France*, Toronto, University of Toronto Press, 2015, 286 p.

BRETT Annabel, « What is Intellectual History Now? » dans David Cannadine (dir.), *What is History Now?*, Londres, Palgrave, 2002, p. 113-131.

BREWER John, *The Sinews of Power: War, Money and the English State, 1688–1783*, Londres, Routledge, 1989, 320 p.

BREZER John James, *Royal Offences: Seditious Words*, Old Bailey Court, t18480821-1934, 1848.

BREZINA Vaclav, MCENERY Tony et BAKER Helen, « Ireland in British parliamentary debates 1803–2005: Plotting changes in discourse in a large volume of time-series corpus data » dans Tanja Säily, Arja Nurmi, Minna Palander-Collin et Anita Auer (dir.), *Exploring Future Paths for Historical Sociolinguistics*, Amsterdam, John Benjamins Publishing Company, 2017, p. 83-107.

BRIGGS Asa, *Victorian People: A Reassessment of Persons and Themes 1851-1867*, Londres, Penguin Books, 1990, 320 p.

BRIGGS Asa, « The language of “Mass” and “Masses” in Nineteenth Century England » dans *The Collected Essays of Asa Briggs*, Brighton, Harvester Press, 1985, vol.1, p. 34-54.

BRIGGS Asa, « The Welfare State in Historical Perspective », *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie*, décembre 1961, vol. 2, n° 2, p. 221-258.

BRIGHT John, *Public Addresses*, Londres, Macmillan and Co., 1879, 572 p.

BRIGHT John, *Speeches on Parliamentary Reform*, Manchester, John Heywood, 1866, 80 p.

BRODRICK George Charles, « The Utilitarian Argument Against Reform, as Stated by Mr. Lowe » dans *Essays on Reform*, Londres, Macmillan, 1867, p. 1-26.

BROWN William Jethro, *The New Democracy: A Political Study*, Londres, Macmillan, 1899.

BRUSCHI Ugo et ROSSI Davide, « What is the English Constitution? The Answer of John James Park in the Crucial Year 1832 » dans , Trieste, EUT Edizioni Università di Trieste, 2012.

BRYCE James, *The American Commonwealth*, Londres, Macmillan, 1888, vol. 2/, 780 p.

BRYCE James, « The Historical Aspect of Democracy » dans *Essays on Reform*, Londres, Macmillan, 1867, p. 239-278.

BULLOCK Ian et REYNOLDS Siân, « Direct Legislation and Socialism: How British and French Socialists Viewed the Referendum in the 1890s », *History Workshop*, 1987, n° 24, p. 62-81.

BURGESS Glenn, « Introduction » dans Glenn Burgess et Matthew Festenstein (dir.), *English Radicalism, 1550-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 1-16.

BURGESS Glenn et FESTENSTEIN Matthew (dir.), *English Radicalism, 1550-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

BURGESS Glyn, *The Politics of the Ancient Constitution: An Introduction to English Political Thought, 1603–1642*, Londres, Basingstoke, 1992, 306 p.

BURGH James, « An Account of the First Settlement, Laws, Form of Government, and Police, of the Cessares » dans Gregory Claeys (dir.), *Utopias of the British Enlightenment*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 71-136.

BURGH James, *Political Disquisitions; or, an Enquiry into Public Errors, Defects, and Abuses*, Londres, Edward and Charles Dilly, 1775, vol. 3/.

BURKE Edmund, « Speech to the Electors of Bristol » dans Francis Canavan (dir.), *Select Works*, Indianapolis, Liberty Fund, 1999, vol. 4/4, p. 3-14.

BURKE Edmund, *A Letter to the Sheriffs of Bristol*, Philadelphia, Hinds, Noble & Eldridge, 1904, 146 p.

BURKE Edmund, *Substance of the Speech of the Right Honourable Edmund Burke, in the Debate on the Army Estimates*, Londres, J. Debrett, 1790.

BURKE Edmund, *Reflections on the Revolution in France*, Londres, J. Dodsley, 1790.

BURKE Edmund, *Thoughts on the Cause of the Present Discontents*, 3e éd., Londres, J. Almon, 1770.

BURKE Edmund, *A Vindication of Natural Society*, Londres, M. Cooper, 1756.

BURN W. L., « Property Qualifications in the House of Commons », *Parliamentary Affairs*, 1 juillet 1949, II, n° 3, p. 274-283.

BURTON Antoinette, « The Feminist Quest for Identity: British Imperial Suffragism and “Global Sisterhood” 1900-1915 », *Journal of Women’s History*, 1991, vol. 3, n° 2, p. 46-81.

BUTLER, Frances Anne, *Journal of Frances Anne Butler*, Londres, John Murray, 1835, vol. 2/1.

CAIN Peter J., *Hobson and Imperialism: Radicalism, New Liberalism and Finance, 1887-1938*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

CAIN Peter J. et HOPKINS Anthony G., *British Imperialism*, Londres, Routledge, 2016.

CALLENDER James Thomson, *The Political Progress of Britain*, 3^e éd., Philadelphia, J.T. Callender, 1795.

CAMUS Anaïs, « La critique de la «modernité» chez Alexis de Tocqueville, à mi-chemin entre un enthousiasme réservé et une méfiance aristocratique », *Revue Française d’Histoire des Idées Politiques*, 2 août 2018, N° 47, n° 1, p. 227-258.

CARBÓ Eduardo Posada, « Representación y democracia en las independencias hispanoamericanas, 1808-1830 », Valladolid, Universidad de Valladolid, 2011.

CAREY John, *The Intellectuals and the Masses: Pride and Prejudice Among the Literary Intelligentsia 1880-1939*, Main., Londres, Faber & Faber, 1992, 256 p.

CARLYLE Thomas, « The Present Times » dans *Latter-day Pamphlets*, Londres, Chapman and Hall, 1850, p. 1-60.

CARLYLE Thomas, *Past and Present*, 3^e éd., New York, William H. Colyer, 1844, 212 p.

CARLYLE Thomas, *Chartism*, 2^e éd., Londres, J. Fraser, 1840, 128 p.

CARNEGIE William Hartley, *Democracy and Christian Doctrine: An Essay in Reinterpretation*, Londres, Macmillan and Co, 1914, 200 p.

CARPENTER Edward, « The Word Democracy » dans *Towards Democracy*, Manchester, Labour Press, 1896, p. 263-265.

CARPENTER William, « A Political Olio », *Political Letters and Pamphlets*, 03 1831, n° 24, 03 1831 p.

CARRESE Paul O., *The Cloaking of Power: Montesquieu, Blackstone, and the Rise of Judicial Activism*, Chicago, University of Chicago Press, 2003, 349 p.

CARTWRIGHT John, *Take your choice! Representation and respect, imposition and contempt, annual parliaments and liberty, long parliaments and slavery*, Londres, J. Almon, 1776.

CASTELLS Manuel, *Rupture: The Crisis of Liberal Democracy*, Cambridge, Polity Press, 2018.

CASTIGLIONE Dario et HAMPSHER-MONK Ian, « Introduction: The history of political thought and the national discourses of politics » dans Dario Castiglione et Ian Hampsher-Monk (dir.), *The History of Political Thought in National Context*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

CESTRE Charles, *John Thelwall: A Pioneer of Democracy and Social Reform in England During the French Revolution*, Londres, Swan Sonnenschein, 1906, 220 p.

CHALUS Elaine, « Gender, Place and Power: Controverted elections in late Georgian England » dans James Daybell et Svante Norrhem (dir.), *Gender and Political Culture in Early Modern Europe, 1400-1800*, Londres, Routledge, 2016, p. 179-197.

CHALUS Elaine et MONTGOMERY Fiona, « Women and Politics » dans Hannah Barker et Elaine Chalus (dir.), *Women's History: Britain, 1700-1850, An Introduction*, Londres, Routledge, 2005, p. 219-259.

CHAMBERLAIN Joseph (dir.), *The Radical Programme*, Londres, Chapman and Hall, 1885, 263 p.

CHAMBERS Ephraim, *Cyclopædia: or, An Universal Dictionary of Arts and Sciences*, Londres, 1728, vol. 2/1.

CHAMBERS William et CHAMBERS Robert (dir.), *Chambers's Encyclopaedia: A Dictionary of Universal Knowledge for the People, with Maps and Numerous Wood Engravings*, Londres, W. and R. Chambers, 1862, vol. 10/3.

CHARLES BORGEAUD, *The Rise of Modern Democracy in Old and New England*, Londres, Swan Sonnenschein, 1894, 199 p.

CHARLOT Claire, « Autopsie d'une crise parlementaire, 1909-1911 », *Etudes anglaises*, 2010, vol. 63, n° 3, p. 318-332.

CHASE Malcolm, *The Chartists: Perspectives and Legacies*, Londres, Merlin Press, 2015, 260 p.

CHASE Malcolm, *Chartism: a new history*, Manchester, Manchester University Press, 2007, x, 421 p. p.

CHERRY Richard R., *Democratic Progress: An Address Delivered in the Dining Hall of Trinity College*, Dublin, Brown & Nolan, 1882.

CHEVAUCHERIE Eric, « Réflexions sur la pertinence d'une histoire politique comparée » dans Philippe Blanchard et Thomas Ribémont (dir.), *Méthodes et outils des sciences: innovation et renouvellement*, Paris, L'Harmattan, 2002.

CHIRIYANKANDATH James, « 'Democracy' under the Raj: Elections and separate representation in British India », *The Journal of Commonwealth & Comparative Politics*, mars 1992, vol. 30, n° 1, p. 39-63.

CHISHOLM Hugh (dir.), *The Encyclopaedia Britannica: A Dictionary of Arts, Sciences, Literature and General Information*, 11^e éd., Cambridge, Cambridge University Press, 1910, vol. 29/8.

CHRISTOPHERSEN Jens A., *The Meaning of «Democracy» as Used in European Ideologies from the French to the Russian Revolution*, Oslo, Universitetsforlaget Trykningsentral, 1968.

CHURCHILL Randolph, *Speeches of the Right Honourable Lord Randolph Churchill, M. P., 1880-1888*, Londres, Longmans Green and Co, 1889, vol. 2/2.

CHURCHILL Randolph, *The New Conservative Programme, Including the Standard-Reference Speeches of the Chancellor of the Exchequer at Dartford and Bradford*, Londres, J. and R. Maxwell, 1886, 192 p.

CHURCHILL Randolph, *Speeches of Lord Randolph Churchill, with a Sketch of His Life*, Londres, George Routledge and Sons, 1885, 282 p.

CHURCHILL Randolph, « Elijah's Mantle; April 19th 1883 », *Fortnightly Review*, mai 1883, vol. 33, CXCVII, mai 1883 p. 613-621.

CICÉRON, *La République*, Paris, Gallimard, 1994, 336 p.

CLAEYS Gregory, *Imperial Sceptics: British Critics of Empire, 1850–1920*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, 356 p.

CLAEYS Gregory, *The French Revolution Debate in Britain: The Origins of Modern Politics*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007.

CLAEYS Gregory (dir.), *The Chartist Movement in Britain, 1838-1850*, Londres, Pickering & Chatto, 2001, vol. 6/.

CLAEYS Gregory (dir.), *Utopias of the British Enlightenment*, Cambridge, Cambridge University Press (coll. « Cambridge Texts in the History of Political Thought »), 1994.

CLAEYS Gregory, *Thomas Paine: Social and Political Thought*, Boston, Unwin Hyman, 1989.

CLAEYS Gregory, « William Godwin's critique of democracy and republicanism and its sources », *History of European Ideas*, 1986, vol. 7.

CLAEYS Gregory, « A Utopian Tory Revolutionary at Cambridge: The Political Ideas and Schemes of James Bernard, 1834–1839 », *The Historical Journal*, septembre 1982, vol. 25, n° 3, p. 583-603.

CLARK Anna, *The Struggle for the Breeches*, Berkeley, University of California Press, 1995, 416 p.

CLARK Gregory, « Farm Wages and Living Standards in the Industrial Revolution: England, 1670-1869 », *The Economic History Review*, 2001, vol. 54, n° 3, p. 477-505.

CLARK J. C. D., *Our Shadowed Present: Modernism, Postmodernism, and History*, Stanford, Stanford University Press, 2004, 356 p.

CLARK J.C.D., *The Dynamics of Change: The Crisis of the 1750s and English Party Systems*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982.

CLARKE Hyde, *A New and Comprehensive Dictionary of the English Language*, Londres, John Weale, 1861, 466 p.

CLARKE Peter F., *Lancashire and the New Liberalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971, 488 p.

CLAYTON Joseph, *The Rise of the Democracy*, Londres, Cassel and Co, 1911.

CLAYTON Joseph, *Leaders of the People: Studies in Democratic History*, Londres, M. Secker, 1910, 364 p.

COBDEN Richard, *England, Ireland, and America*, 2^e éd., Londres, James Ridgway, 1835.

COLANTONIO Laurent, « “Democracy” and the Irish People, 1830-1848 » dans Joanna Innes et Mark Philp (dir.), *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 162-173.

COLE G.D.H. et FILSON A.W., *British Working Class Movements: Select Documents, 1789-1875*, Londres, Palgrave MacMillan, 1965.

COLE Matt, *Democracy in Britain*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2006.

COLES Elisha, *An English Dictionary*, Londres, Peter Parker, 1677.

COLLEY Linda, *Britons: Forging the Nation, 1707-1837*, 3^e éd., Londres, Pimlico, 2003.

COLLINI Stefan, *Liberalism and Sociology: L. T. Hobhouse and Political Argument in England 1880-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, 296 p.

COLLINI Stefan, WINCH Donald et BURROW John, *That Noble Science of Politics: A Study in Nineteenth-Century Intellectual History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

COLLINS John, *Two Essays on Constitutional Reform*, Londres, Longman, Green & Co, 1859, 72 p.

COLLINS Randall, *The Sociology of Philosophies*, Harvard, Mass., Harvard University Press, 2009.

COMMITTEE (dir.), *Report of the Conference of Ministers of All Denominations on the Corn Laws*, Manchester, J. Gadsby, 1841, 265 p.

CONDREN Conal, « Afterword: Radicalism Revisited » dans Glenn Burgess et Matthew Festenstein (dir.), *English Radicalism, 1550-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 311-337.

CONGRESS Late Member of the Continental, *The True Merits of a Late Treatise, Printed in America, Untitled, Common Sense: Clearly Pointed Out.*, Londres, W. Nicoll, 1776.

CONNOLLY Sean J., *Divided Kingdom: Ireland 1630-1800*, Oxford, Oxford University Press, 2008, 535 p.

CONSIDERANT Victor Prosper, *The Difficulty Solved; or, the Government of the People by Themselves*, Londres, James Watson, 1851, 74 p.

CONTI Gregory, *Parliament the Mirror of the Nation: Representation, Deliberation, and Democracy in Victorian Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019, 408 p.

COSSART Paula, « Initiative, référendum, recall: Progrès ou recul démocratique? (États-Unis, 1880-1940) » dans Marie-Hélène Bacqué et Yves Sintomer (dir.), *La démocratie participative: Histoire et généalogie*, Paris, La Découverte, 2011, p. 174-190.

COTLAR Seth, « Languages of Democracy in America from the Revolution to the Election of 1800 » dans Joanna Innes et Mark Philp (dir.), *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 13-27.

COUTURE Yves, « L'État et la démocratie - Hegel et Tocqueville interprètes de la modernité » dans Josiane Boulad-Ayoub et Jean-Marc Narbonne (dir.), *Reflets modernes de la démocratie athénienne*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2017, p. 83-105.

COUTURE Yves, « Tocqueville et les anciens », *La Revue Tocqueville*, 2002, XXIII, n° 2.

COWLING Maurice, *1867 Disraeli, Gladstone and Revolution: The Passing of the Second Reform Bill*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

COX Edward William, *Representative Reform: Proposal for a Constitutional Reform Bill*, Londres, Law Times Office, 1867, 38 p.

COXE William, *Sketches of the Natural, Civil, and Political State of Switzerland; in a Series of Letters*, Londres, J. Dodsley, 1779.

CRAHAY Roland, ISAAC Marie-Thérèse et LENGER Marie-Thérèse, *Bibliographie critique des éditions anciennes de Jean Bodin*, Bruxelles, Académie Royale de Belgique, 1991.

CRAIG David et THOMPSON James, « Introduction » dans David Craig et James Thompson (dir.), *Languages of Politics in Nineteenth Century Britain*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013, p. 1-20.

CRAIG F. W. S., *British Electoral Facts 1885-1975*, 3^e éd., Londres, Palgrave Macmillan, 1976, 192 p.

CRAIG Frederick Walter Scott (dir.), *British General Election Manifestos, 1900-74*, Londres, Macmillan, 1975, 495 p.

CRAIG John, *The Universal English Dictionary, Comprising the Etymology, Definition, and Pronunciation of All Known Words in the Language*, Londres, Routledge, Warne and Routledge, 1861, vol. 2/1.

CRAWFORD Elizabeth, *The Women's Suffrage Movement in Britain and Ireland: A Regional Survey*, Londres, Routledge, 2006, 320 p.

CRAWFORD Elizabeth, *The Women's Suffrage Movement: A Reference Guide 1866-1928*, Londres, Routledge, 2003, 800 p.

CRICK Bernard, *Democracy: A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

CROZIER John Beattie, *Lord Randolph Churchill: A Study of England Democracy*, Londres, Swan Sonnenschein, Lowrey & Company, 1887, 270 p.

CROZIER Michel, HUNTINGTON Samuel P. et WATANUKI Joji, *The Crisis of Democracy*, New York, New York University Press, 1975.

CRUMP Arthur, *A Short Enquiry into the Formation of Political Opinion from the Reign of the Great Families to the Advent of Democracy*, Londres, Longman, 1885, 294 p.

CUNNINGHAM Hugh, *The Challenge of Democracy: Britain, 1832-1918*, Harlow, Longman, 2001, 314 p.

CUTTICA Cesare et PELTONEN Markku (dir.), *Democracy and Anti-Democracy in Early Modern England 1603-1689*, Leiden ; Boston, Brill, 2019.

DALE Iain (dir.), *Labour Party General Election Manifestos 1900-1997*, Londres, Routledge, 1999, 404 p.

DANLEY Mark H. et SPEELMAN Patrick J. (dir.), *The Seven Years' War: Global Views*, Leiden, Brill, 2012, 644 p.

DAS Manmath Nath, *India Under Morley and Minto: Politics Behind Revolution, Repression and Reforms*, Londres, G. Allen and Unwin, 1964, 288 p.

DAVIS Michael T., « 'Reformers No Rioters': British Radicalism and Mob Identity in the 1790s » dans Michael T. Davis (dir.), *Crowd Actions in Britain and France from*

the Middle Ages to the Modern World, Londres, Palgrave Macmillan, 2015, p. 146-162.

DAY Henry C., *Catholic Democracy: Individualism and Socialism*, Londres, Longman, Green & Co, 1914.

DAY Richard B. et GAIDO Daniel (dir.), *Discovering Imperialism: Social Democracy to World War I*, Leiden, Brill, 2011, 964 p.

DEBRETT John, *The Parliamentary Register: Proceedings of the Third Session of the Eighteenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1799, vol. 12/8.

DEBRETT John, *The Parliamentary Register: Proceedings of the Third Session of the Eighteenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1798, vol. 12/7.

DEBRETT John, *The Parliamentary Register: Proceedings of the First Session of the Eighteenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1797, vol. 12/2.

DEBRETT John, *The Parliamentary Register: Proceedings of the First Session of the Seventeenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1791, vol. 44/29.

DEBRETT John, *The Parliamentary Register: Proceedings of the Second Session of the Sixteenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1785, vol. 44/18.

DEBRETT John, *The Parliamentary Register: Proceedings of the First Session of the Sixteenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1784, vol. 44/15.

DEBRETT John, *The Parliamentary Register: Proceedings of the Fourth Session of the Fifteenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1783, vol. 44/12.

DEBRETT John, *The Parliamentary Register: Proceedings of the Fourth Session of the Fifteenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1783, vol. 44/14.

DEBRETT John, *The Parliamentary Register: Proceedings of the Second Session of the Fifteenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1782, vol. 44/5.

DEBRETT John, *The Parliamentary Register: Proceedings of the Third Session of the Fifteenth Parliament*, Londres, J. Debrett, 1782, vol. 44/9.

DEMETRIOU Kyriacos, « In Defence of the British Constitution. Theoretical Implications of the Debate over Athenian Democracy in Britain, 1750-1850 », *History of Political Thought*, 1996, vol. 17, n° 2, p. 280-297.

DESPARD Charlotte, *Theosophy and the Woman's Movement*, Londres, Theosophical Publishing House, 1913.

DESPARD Charlotte, « Women in the New Era » dans Brougham Villiers (dir.), *The Case for Women's Suffrage*, Londres, T.F. Unwin, 1907, p. 190-199.

DEUTSCHER Guy, *Through the Language Glass: Why the World Looks Different in Other Languages.*, New York, Henry Holt and Company, 2010.

DEVINE Christine (dir.), *Nineteenth-Century British Travelers in the New World*, Londres, Routledge, 2016, 387 p.

DICEY Albert Venn, « The Referendum and its Critics », *Quarterly Review*, 1910, vol. 212, 1910 p.

DICEY Albert Venn, *Letters to a Friend on Votes for Women*, Londres, John Murray, 1909, 112 p.

DICEY Albert Venn, « Ought the Referendum to be Introduced into England? », *Contemporary Review*, 1890, vol. 57, 1890 p.

DICEY Albert Venn, « Democracy in Switzerland », *Nation*, 1886, vol. 42, 1886 p.

DICKENS Charles, *American Notes for General Circulation*, Londres, Chapman and Hall, 1842, 336 p.

DICKINSON H.T., *The Politics of the People in Eighteenth- Century Britain*, Londres, Macmillan, 1994.

DISRAELI Benjamin, *Parliamentary Reform: A Series of Speeches*, Londres, Longmans, Green, and Company, 1867, 500 p.

DISRAELI Benjamin, *A Vindication of the English Constitution in a Letter to a Noble and Learned Lord*, Londres, Saunders and Otley, 1835.

DOBELL Sydney, *Of Parliamentary Reform: A Letter to a Politician*, Londres, Chapman and Hall, 1866, 44 p. p.

DOGAN Mattei, « Les filières de la carrière politique en France », *Revue française de sociologie*, 1967, vol. 8, n° 4, p. 468-492.

DONISTHORPE Wordsworth, *Democracy: A Lecture on State Structure*, Londres, Liberty and Property Defence League, 1886.

DOW Douglas C., « Working with Concepts: Challenging the Language-Reality Dichotomy » dans Dvora Yanow et Peregrine Schwartz-Shea (dir.), *Interpretation and Method: Empirical Research Methods and the Interpretive Turn*, 2^e éd., Londres, Routledge, 2013.

DOYLE Don H., « Widely Noted and Long Remembered: The Gettysburg Address Around the World » dans Sean Conant (dir.), *The Gettysburg Address: Perspectives on Lincoln's Greatest Speech*, Oxford, Oxford University Press, 2015, p. 274-299.

DUPUIS-DÉRI Francis, *La peur du peuple: Agoraphobie et agoraphilie politique*, Montréal, Lux, 2017.

DUPUIS-DÉRI Francis, *Démocratie, histoire politique d'un mot aux États-Unis et en France*, Montréal, Lux, 2013.

DUPUIS-DÉRI Francis, « Qui a peur du peuple? Le débat entre l'agoraphobie politique et l'agoraphilie politique », *Variations. Revue internationale de théorie critique*, 1 mars 2011, n° 15.

DUPUIS-DÉRI Francis, « Histoire du mot « démocratie » au Canada et au Québec. Analyse politique des stratégies rhétoriques », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, juin 2009, vol. 42, n° 2, p. 321-343.

DUPUIS-DÉRI Francis, « Broyer du noir. Manifestations et répression policière au Québec. », *Les ateliers de l'éthique*, 2006, vol. 1, n° 1, p. 58-80.

DUPUIS-DÉRI Francis, *The Political Power of Words: 'Democracy' and Political Strategies in the United States and France (1776-1871)*, PhD thesis, University of British Columbia, 2003.

DUPUIS-DÉRI Francis, *The Political Power of Words: « Democracy » and Political Strategies in the United-States and France [1776-1871]*, Ph.D. Political Science, University of British Columbia, Vancouver, 2001, 366 p.

EARLY MODERN RESEARCH GROUP, « Commonwealth: The Social, Cultural, and Conceptual Contexts of an Early Modern Keyword », *The Historical Journal*, 2011, vol. 54, n° 3, p. 659-687.

EATON Daniel Isaac, *Politics for the People; or, a Salmagundy for Swine*, Londres, Printed for D. I. Eaton, 1794, vol. 2/2, 476 p.

EDWARDS William, *Junior British History Notes. Part 4, 1783-1901*, Londres, Rivingtons, 1911.

EISENSTEIN Elizabeth L., *Divine Art, Infernal Machine: The Reception of Printing in the West from First Impressions to the Sense of an Ending*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2012, 384 p.

EISENSTEIN Elizabeth L., *The Printing Revolution in Early Modern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

ELLEGÅRD Alvar, « The Readership of the Periodical Press in Mid-Victorian Britain: II. Directory », *Victorian Periodicals Newsletter*, 1971, n° 13, p. 3-22.

ENGELS Friedrich, *Anti-Dühring*, Chicoutimi, Les classiques des sciences sociales, 2002.

ENSOR Robert (dir.), *Modern Socialism: As Set Forth by Socialists in Their Speeches, Writings and Programmes*, Londres, Harper & Brother, 1910.

ENTICK John, *The new spelling dictionary, teaching to write and pronounce the English tongue with ease and propriety*, Londres, C. Dilly, 1783.

EPSTEIN J A, « The Constitutional Idiom: Radical Reasoning, Rhetoric and Action in Early Nineteenth-Century England », *Journal of Social History*, 1990, vol. 23, n° 3, p. 553-574.

ETHERINGTON Norman, *Theories of Imperialism: War, Conquest and Capital*, Londres, Routledge, 1984, 309 p.

EVANS Abel, « The Apparition » dans John Nichols (dir.), *A Select Collection of Poems*, Londres, J. Nichols, 1780, vol. 7/3, p. 118-144.

EVANS Eric, *The Shaping of Modern Britain: Identity, Industry and Empire 1780 - 1914*, 2° éd., Londres, Routledge, 2013, 568 p.

EVANS Eric J., *Britain before the Reform Act: Politics and Society 1815-1832*, 2° éd., Londres, Routledge, 2008, 208 p.

EVANS Eric J., *Parliamentary Reform in Britain, c. 1770-1918*, Londres, Routledge, 1999.

EWALD Alex Charles, *Our Constitution: An Epitome of Our Chief Laws and System of Government*, Londres, F. Warne and co., 1867, 352 p.

EWALD Alexander Charles, *The Last Century of Universal History*, Londres, F. Warne & Company, 1868, 644 p.

EWBANK Henry, « Introduction » dans *The Influences of Democracy on Liberty, Property, and the Happiness of Society, Considered*, Londres, J. W. Parker, 1835, p. 1-40.

FABIAN PARLIAMENTARY LEAGUE, *The True Radical Program*, Londres, George Standring, 1887.

FABIAN SOCIETY, *English Progress Towards Social Democracy*, Londres, George Standring, 1890, 15 p.

FABIAN SOCIETY, *What Socialism Is?*, Londres, George Standring, 1886, 12 p.

FABIAN SOCIETY, *A Manifesto*, Londres, George Standring, 1884, 2 p.

FARR James, « Understanding Conceptual Change Politically » dans Terence Ball, James Farr et Russell L Hanson (dir.), *Political Innovation and Conceptual Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, p. 24-49.

FAWCETT Millicent Garrett, *Women's Suffrage: A Short History of a Great Movement*, Londres, T.C. & E.C. Jack, 1911, 108 p.

FELLOWES Robert, *An Address to the People, on the Present Relative Situations of England and France: With Reflections on the Genius of Democracy*, Londres, F. & C. Rivington, 1799, 57 p.

FERGUSON Adam, *An Essay on the History of Civil Society*, Londres, T. Cadell, 1776, 430 p.

FERGUSON Henry, « The Birmingham Political Union and the Government 1831-32 », *Victorian Studies*, 1960, vol. 3, n° 3, p. 261-276.

FERGUSON Robert A., « The Commonalities of Common Sense », *The William and Mary Quarterly*, 2000, vol. 57, n° 3, p. 465-504.

FIDLER Rev Isaac, *Observations on Professions, literature, manners, and emigration, in the United States and Canada*, Londres, Whittaker, Treacher & Company, 1833, 456 p.

FINLEY M. I., « Athenian Demagogues », *Past & Present*, 1962, n° 21, p. 3-24.

FINN Margot C., *After Chartism: Class and Nation in English Radical Politics 1848-1874*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, 380 p.

FISHER David R., *Survey - 1820-1832 - The Members*, , 2009, consulté le 26 juillet 2018.

FLAHERTY Seamus, « H.M. Hyndman and the Intellectual Origins of the Remaking of Socialism in Britain, 1878–1881 », *The English Historical Review*, 29 juin 2019.

FLAHERTY Seamus, « Reappraising News from Nowhere: William Morris, J. S. Mill and Fabian Essays », *Modern Intellectual History*, octobre 2018, p. 1-30.

FLETCHER Ian Christopher, LEVINE Philippa et MAYHALL Laura E. Nym (dir.), *Women's Suffrage in the British Empire: Citizenship, Nation and Race*, Londres, Routledge, 2000, 276 p.

FLETCHER James, SMITH William, COOTE John, WILLIAMS Thomas, CLARK Samuel et CROKER Temple Henry, *The complete dictionary of arts and sciences.*, Londres, J. Wilson & J. Fell, 1766, [296] h., LV h. lam. p.

FOOT Paul, *The Vote: How it Was Won, and How it Was Undermined*, Londres, Viking, 2005.

FORWOOD Arthur B., « Democratic Toryism », *Contemporary Review*, février 1883, XLIII, févr. 1883 p. 295-304.

FOSTER R.F., « Tory Democracy and Political Elitism: Provincial Conservatism and Parliamentary Tories in the Early 1880s » dans Art Cosgrove et J.I. McGuire (dir.), *Parliament and Community: Historical studies XIV*, Belfast, Appletree Press, 1983, p. 147-175.

FOXLEE Neil, « From analogue to digital: conventional and computational approaches to studying conceptual change », Helsinki Collegium for Advanced Studies, 2015.

FRANCIS Francis, *An Imperial-Democratic Policy*, Londres, Constable & Company, 1911.

FREEDEN Michael, *The New Liberalism: An Ideology of Social Reform*, Oxford, Clarendon Press, 1986.

FREMONT-BARNES Gregory, *Encyclopedia of the Age of Political Revolutions and New Ideologies, 1760-1815*, Londres, Greenwood Press, 2007, vol.1.

FREMONT-BARNES Gregory, *Encyclopedia of the Age of Political Revolutions and New Ideologies, 1760-1815*, Londres, Greenwood Press, 2007, vol.2.

FROUDE James Anthony, *Oceana, Or, England and Her Colonies*, Londres, Longmans, Green, and Co., 1886, 437 p.

FROUDE James Anthony, *A Lesson on Democracy: An Address Delivered in the Town Hall, Birmingham, on the 3rd of November 1882*, Birmingham, Cund Brothers, 1882.

GABORIAUX Chloé et SKORNICKI Arnault (dir.), *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2017, 322 p.

GALLAGHER John et ROBINSON Ronald, « The Imperialism of Free Trade », *The Economic History Review*, 1953, vol. 6, n° 1, p. 1-15.

GALLENGA Antonio, *Democracy Across the Channel*, Londres, Chapman, 1883.

GALSTON William A., *Anti-Pluralism: The Populist Threat to Liberal Democracy*, New Haven, Yale University Press, 2018.

GARDINER Samuel Rawson, *A Student's History of England from the Earliest Times to the Death of Queen Victoria. Vol 3, A.d. 1689 - 1901*, Londres, Longman, Green & Co, 1907.

GARDNER Robert, *In the Heart of Democracy*, 2^e éd., Londres, New Age Press, 1909.

GASCOYNE-CECIL Robert, « Parliamentary Reform », *Quarterly Review*, avril 1865, vol. 117, n° 234, avr. 1865 p. 540-574.

GEE Austin, *The British Volunteer Movement, 1794-1814*, Oxford, Clarendon Press, 2003, 344 p.

GEIGER Lazarus, *Contributions to the History of the Development of the Human Race*, Londres, Trübner & Company, 1880, 240 p.

GELDEREN Martin VAN, « Between Cambridge and Heidelberg. Concepts, Languages and Images in Intellectual History » dans Iain Hampsher-Monk, Karin Tilmans et Frank van Vree (dir.), *History of Concepts: Comparative Perspectives*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 1998, p. 227-238.

GIBBON Edward, *The History of the Decline and Fall of the Roman Empire*, Londres, W. Strahan et T. Cadell, 1783.

GILLEN Ultán, « Constructing Democratic Thought in Ireland in the Age of Revolution, 1775–1800 » dans Joanna Innes et Mark Philp (dir.), *Re-imagining*

Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 149-161.

GILMARTIN Kevin, *Writing against Revolution: Literary Conservatism in Britain, 1790–1832*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, 43 p.

GLADSTONE William Ewart, *Gleanings of Past Years, 1843-1878*, Londres, J. Murray, 1879, vol.1, 272 p.

GLADSTONE William Ewart, *Speeches on Parliamentary Reform in 1866*, Londres, John Murray, 1866, 382 p.

GLADSTONE William Ewart, *Studies on Homer and the Homeric Age: Prolegomena. Achaeis or, The Ethnology of the Greek races*, Oxford, Oxford University Press, 1858, 644 p.

GLASSMAN Ronald M., *The Origins of Democracy in Tribes, City-States and Nation-States*, New York, Springer, 2017, 1721 p.

GLEADLE Kathryn, *The Early Feminists: Radical Unitarians and the Emergence of the Women's Rights Movement, 1831-51*, Londres, Springer, 1994, 275 p.

GODWIN William, *An Enquiry concerning Political Justice, and Its Influence on General Virtue and Happiness.*, Londres, G.G.J. and J. Robinson, 1793, vol. 2/2.

GOLDIE Mark, « The Unacknowledged Republic: Officeholding in Early Modern England » dans Tim Harris (dir.), *The Politics of the Excluded, c.1500–1850*, Londres, Palgrave (coll. « Themes in Focus »), 2001, p. 153-194.

GOLDSTEIN Robert Justin, *Political Repression in 19th Century Europe*, Totowa, N.J., Barnes & Noble Books, 1983, 423 p.

GOOCH George Peabody, *The History of English Democratic Ideas in the Seventeenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1898, 399 p.

GOODRICH Amanda, « Understanding a Language of “Aristocracy”, 1700-1850 », *The Historical Journal*, juin 2013, vol. 56, n° 02, p. 369–398.

GOODRICH Amanda, *Debating England's Aristocracy in the 1790s: Pamphlets, Polemics, and Political Ideas*, Woodbridge, Boydell & Brewer Ltd, 2005, 228 p.

GOODWAY David, *Anarchist Seeds Beneath the Snow: Left-Libertarian Thought and British Writers from William Morris to Colin Ward*, Liverpool, Liverpool University Press, 2006, 413 p.

GORDON Uri, *Democracy: The Patriotic Temptation*, <https://crimethinc.com/2016/05/26/democracy-the-patriotic-temptation> , 25 mai 2016, consulté le 3 septembre 2019.

GOSCHEN George, *Political Speeches, Delivered During the General Election, 1885.*, Édimbourg, A. Elliot, 1886.

GOTT Richard, *Britain's Empire: Resistance, Repression and Revolt*, Londres, Verso, 2012, 576 p.

GOULD Gerald, *The Democratic Plea*, Oxford, Oxford University Men's Political Union for Women's Enfranchisement, 1913, 15 p.

GRAHAM Harry, *The Mother of Parliaments*, Londres, Methuen, 1910, 418 p.

GREAT BRITAIN CENSUS OFFICE, « The British Empire » dans *1891 Census*, Londres, Routledge, 1891.

GREAT BRITAIN CENSUS OFFICE, « Area and Population of the British Empire » dans *1861 Census*, Londres, Routledge, 1861.

GREEN Georgina, *Majesty of the People: Popular Sovereignty and the Role of the Writer in the 1790s*, Oxford, Oxford University Press, 2014, 242 p.

GREENFIELD Liah, *Nationalism: Five Roads to Modernity*, Cambridge, Harvard University Press, 1992.

GREG William Rathbone, MORSE Arthur et HOPE George, *The Three Prize Essays on Agriculture and the Corn Law*, Manchester, J. Gadsby, 1842.

GREY Henry George, *Parliamentary Government Considered with Reference to a Reform of Parliament: An Essay*, Londres, R. Bentley, 1858, 244 p.

GRIMMER Justin et STEWART Brandon M., « Text as Data: The Promise and Pitfalls of Automatic Content Analysis Methods for Political Texts », *Political Analysis*, ed 2013, vol. 21, n° 3, p. 267-297.

GROLLIOS Vasilis, « J.S. Mill's Views on Democracy after 1848 », *Critical Sociology*, 1 novembre 2011, vol. 37, n° 6, p. 871-887.

GROTE George, *A History of Greece*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, vol. 12/.

GROTE George, *Essentials of Parliamentary Reform*, Londres, Bladwin and Cradock, 1831.

GUILHAUMOU Jacques, *Discours et événement. L'histoire langagière des concepts*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2006, 241 p.

GUIZOT François, *Democracy in France*, Londres, John Murray, 1849, 126 p.

GUIZOT François, *Of Democracy in Modern Societies*, Londres, Henry Hooper, 1843, 86 p.

GURNEY Joseph, *The Trial of John Horne Tooke for High Treason*, Londres, M. Gurney, 1795, vol. 2/1.

GURNEY Joseph, *The Trial of Thomas Hardy for High Treason*, Londres, M. Gurney, 1794, vol. 4/1.

GURNEY Joseph, *The whole proceedings on the trial of an information exhibited ex officio by the King's Attorney-General against Thomas Paine.*, Londres, M. Gurney, 1793.

GURNEY Peter J, « The Democratic Idiom: Languages of Democracy in the Chartist Movement », *Journal of Modern History*, septembre 2014, vol. 86, n° 3, p. 566–602.

GUTHRIE Sheriff, *The Democratic View of the Church Question*, Glasgow, William Hodge & Co, 1885.

HAJDENKO-MARSHALL Catherine, « Le républicanisme paradoxal de Walter Bagehot (1826-1877) », *E-rea*, 15 octobre 2003, 1.2.

HALDANE Richard Burdon, « Preface » dans *The Labour Movement*, Londres, T. Fisher Unwin, 1893, p. ix-xii.

HALÉVY Élie, *The Liberal Awakening*, New York, Barnes & Noble, 1961.

HALKETT Samuel et LAING John, *Dictionary of Anonymous and Pseudonymous Literature of Great Britain*, Édimbourg, W. Paterson, 1882, vol. 4/1.

HALL Basil, *Travels in North America in the Years 1827 and 1828*, Édimbourg, Cadell and Company, 1829, vol. 3/2, 480 p.

HAMILTON Thomas, *Men and manners in America*, Édimbourg, William Blackwood, 1833, vol. 2/1.

HAMPSHER-MONK Iain (dir.), *The Impact of the French Revolution: Texts from the 1790's*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

HAMPSHER-MONK Iain, « The historical study of “democracy” » dans Graeme Duncan (dir.), *Democratic Theory and Practice*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 25-36.

HAMPTON Mark, *Visions of the Press in Britain, 1850-1950*, Champaign, University of Illinois Press, 2004, 244 p.

HARDIE James Keir, *The I. L. P. and All About It*, Manchester, National Labour Press, 1909, 18 p.

HARE Thomas, *A Treatise on the Election of Representatives, Parliamentary and Municipal*, Londres, Longman, Brown, Green, Longmans & Roberts, 1859.

HARE Thomas, *The Machinery of Representation*, Londres, W. Maxwell, 1857, 54 p.

HARLEY John Hunter, *The New Social Democracy, a Study for the Times*, Londres, P.S. King & Son, 1911, 288 p.

HARLING Philip, *The Waning of « Old Corruption »: The Politics of Economical Reform in Britain, 1779-1846*, Oxford, Clarendon Press, 1996, 320 p.

HARNEY George Julian, *The Democratic Review of British and Foreign Politics, History, & Literature*, Londres, J. Watson, 1850, vol. 2/1, 476 p.

HARRIS George, *The True Theory of Representation in a State*, Londres, Longman, Brown, Green, Longmans, and Roberts, 1857, 152 p.

HARRISON Frederic, *National and Social Problems*, Londres, Macmillan, 1908, 488 p.

HART Heber L., *Nature's Reason Against Woman Suffrage*, Londres, Women's National Anti-Suffrage League, 1908, 4 p.

HART Heber L., *Women's Suffrage and National Danger: A Plea for the Ascendency of Men*, Londres, Alexander & Shephard, 1889, 216 p.

HARWOOD George, *The Coming Democracy*, Londres, Macmillan, 1882, 400 p.

HAW George (dir.), *The Religious Doubts of Democracy*, Londres, Macmillan and Co, 1904.

HAWKINS Angus, *Victorian Political Culture: « Habits of Heart and Mind »*, Oxford, Oxford University Press, 2015, 444 p.

HAY William Anthony, *The Whig Revival, 1808-1830*, New York, Springer, 2004, 252 p.

HAYAT Samuel, *Quand la République était révolutionnaire. Citoyenneté et représentation en 1848*, Paris, Le Seuil, 2014, 416 p.

HEARNSHAW Fossey John Cobb, *Democracy at the Crossways: A Study in Politics and History, with Special Reference to Great Britain*, Londres, Macmillan, 1918.

HEATH Richard, *The Captive City of God; or, the Churches Seen in the Light of the Democratic Ideal.*, 2^e éd., Londres, Headley Brothers, 1905.

HENDERSON Bernard Lionel Kinghorn, *The English Nation: Political and General History*, Londres, G. Bell & Sons, 1914.

HENNOCK E.P., *British Social Reform and German Precedents: The Case of Social Insurance 1880-1914*, Oxford, Clarendon Press, 1987.

HERRICK Francis H., « The Second Reform Movement in Britain 1850-1865 », *Journal of the History of Ideas*, 1948, vol. 9, n° 2, p. 174-192.

HEWITT Martin, *The Dawn of the Cheap Press in Victorian Britain: The End of the « Taxes on Knowledge », 1849-1869*, Édimbourg, A&C Black, 2013, 329 p.

HILL Bridget, *The Republican Virago: The Life and Times of Catharine Macaulay*, Oxford, Clarendon Press, 1992, 296 p.

HILTON Boyd, *A Mad, Bad, and Dangerous People?: England 1783-1846*, Oxford, Oxford University Press, 2006.

HIRSCHMAN Albert O., *The Rhetoric of Reaction*, Havard, Harvard University Press, 1991.

HITCHINGS Henry, *Defining the World: The Extraordinary Story of Dr Johnson's Dictionary*, Reprint edition., New York, Picador, 2006, 304 p.

HOBART Henry William, *Social-Democracy, or Democratic Socialism*, 1907^e éd., Londres, Twentieth Century Press, 1895, 16 p.

HOBBS Thomas, *Leviathan*, Londres, Penguin Books, 1985.

- HOBHOUSE Leonard Trelawny, *Liberalism*, Londres, Williams & Norgate, 1911.
- HOBHOUSE Leonard Trelawny, *Democracy and reaction*, Londres, T. Fisher Unwin, 1904, 264 p.
- HOBBSBAWM E. J., *Labouring Men: Studies in the History of Labour*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1964, 401 p.
- HOBBSBAWM Eric J., *The Age of Empire: 1875-1914*, New York, Vintage Books, 1989.
- HOBBSBAWM Eric J., *The Age of Capital: 1848-1875*, New York, Vintage Books, 1975.
- HOBBSBAWM Eric J., *The Age of Revolution: Europe 1789-1848*, New York, Vintage Books, 1962.
- HOBBSBAWM Eric J. et RUDÉ George F. E., *Captain Swing*, New York, Verso, 2014, 392 p.
- HOBBSBAWM Eric J. et SCOTT Joan Wallach, « Des cordonniers très politiques », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 1 décembre 2006, n° 53-4bis, p. 29-50.
- HOBSON Christopher, « Revolution, Representation and the Foundations of Modern Democracy », *European Journal of Political Theory*, octobre 2008, vol. 7, n° 4, p. 449-471.
- HOBSON John Atkinson, *Democracy after the War*, Londres, G. Allen & Unwin, 1917.
- HOBSON John Atkinson, *The Fight for Democracy*, Manchester, Londres, The National Labour Press, 1917, 78 p.
- HOBSON John Atkinson, *The Crisis of Liberalism: New Issues of Democracy*, Londres, P.S. King & Son, 1909, 316 p.
- HOBSON John Atkinson, *Imperialism: A Study*, Londres, J. Nisbet, 1902, 422 p.
- HOBSON John Atkinson, *John Ruskin, Social Reformer*, Londres, J. Nisbet & Company, 1898, 392 p.
- HODGSON E., *The genuine trial of Thomas Paine: for a libel contained in the second part of Rights of man*, Londres, J.S. Jordan, 1792.

HOLLAND Spencer L., *The National Church of a Democratic State*, Londres, Rivingtons, 1886.

HOLTON Sandra Stanley, *Feminism and Democracy: Women's Suffrage and Reform Politics in Britain, 1900-1918*, 2002^e éd., Cambridge, Cambridge University Press, 1986, 224 p.

HOLYOAKE George Jacob, *The Liberal Situation: Necessity for a Qualified Franchise*, Newcastle Upon Tyne, Daily Chronicle Office, 1865, 36 p.

HOME Henry, *Sketches of the History of Man*, Dublin, James Williams, 1775, vol. 4/3.

HONEY Samuel Robertson, *The Referendum Among the English: A Manual of « Submissions to the People » in the American States*, Londres, Macmillan, 1912, 166 p.

HONEYWELL Carissa, *A British Anarchist Tradition: Herbert Read, Alex Comfort, and Colin Ward*, Londres, Continuum, 2011.

HOUSE OF COMMONS, *Report from the Select Committee on Parliamentary Debate; Together with the Proceedings of the Committee, Minutes of Evidence, Appendix and Index.*, Londres, House of Commons, 1893, 113 p.

HOWE Frederic Clemson, *The British City: The Beginnings of Democracy*, Londres, T. Fisher Unwin, 1907, 409 p.

HOWE Frederic Clemson, *The City: The Hope of Democracy*, Londres, T. Fisher Unwin, 1905.

HUARD Raymond, « Histoire intellectuelle et histoire par en bas : les candidatures ouvrières de la Révolution à 1870 », *Romantisme*, 2007, n° 135, n° 1, p. 23-35.

HULME Obadiah, *An Historical Essay on the English Constitution*, Londres, Edward and Charles Dilly, 1771, 219 p.

HUME David, *Political Essays*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, 416 p.

HUME James Deacon, *Letters on the Corn Laws*, Londres, Henry Hooper, 1835, 56 p.

HUNT Karen, *Equivocal Feminists: The Social Democratic Federation and the Woman Question 1884-1911*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, 312 p.

HYNDMAN Henry Mayers, *The Future of Democracy*, Londres, G. Allen & Unwin, 1915, 236 p.

HYNDMAN Henry Mayers, *The Emancipation of India*, Londres, Twentieth Century Press, 1911.

HYNDMAN Henry Mayers, *Social-Democracy: The Bases of Its Principles and the Causes of Its Success*, Londres, Twentieth Century Press, 1904.

HYNDMAN Henry Mayers, *A Commune for Londres*, Londres, Justice Printery, 1887, 15 p.

HYNDMAN Henry Mayers, « The Radicals and Socialism », *Nineteenth Century*, novembre 1885, nov. 1885 p. 1-18.

HYNDMAN Henry Mayers, *Socialism and Slavery: Being an Answer to Mr. Herbert Spencer's Attack on the Social Democratic Federation*, Londres, Modern Press, 1884, 22 p.

HYNDMAN Henry Mayers, « Dawn of a Revolutionary Epoch », *Nineteenth Century*, janvier 1881, janv. 1881 p. 1-18.

HYNDMAN Henry Mayers, *The Text-Book of Democracy: England for All*, Londres, E.W. Allen, 1881, 218 p.

HYNDMAN Henry Mayers et BRADLAUGH Charles, *Will Socialism Benefit the English People? - A Debate*, Londres, Freethought, 1884, 52 p.

HYNDMAN Henry Mayers et MORRIS William, *A Summary of the Principles of Socialism*, Londres, Press Progress, 1884, 66 p.

IHALAINEN Pasi, *The Springs of Democracy: National and Transnational Debates on Constitutional Reform in the British, German, Swedish and Finnish Parliaments, 1917-1919*, Helsinki, Finnish Literature Society, 2017, 592 p.

IHALAINEN Pasi, *Agents of the People: Democracy and Popular Sovereignty in British and Swedish Parliamentary and Public Debates 1734-1800*, Leiden, Brill, 2010.

IHALAINEN Pasi et PALONEN Kari, « Parliamentary sources in the comparative study of conceptual history: methodological aspects and illustrations of a research proposal », *Parliaments, Estates and Representation*, janvier 2009, vol. 29, n° 1, p. 17-34.

INGLIS Robert Harry, *Parliamentary Reform*, Londres, J. Hatchard & Son, 1832, 46 p.

INNES Joanna, « Erskine May's Democracy in Europe (1877) », personal communication, 2017.

INNES Joanna, « People and Power in British Politics to 1850 » dans Joanna Innes et Mark Philp (dir.), *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 129-146.

INNES Joanna, « "Reform" in English public life: the fortunes of a word » dans Arthur Burns et Joanna Innes (dir.), *Rethinking the Age of Reform, Britain 1780-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 71-97.

INNES Joanna et PHILIP Mark, *Re-Imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

INNES Joanna et PHILIP Mark (dir.), *Re-Imagining Democracy in the Mediterranean, 1780-1860*, Oxford, Oxford University Press, 2018, 368 p.

INNES Joanna et PHILIP Mark, « Democracy from Book to Life: The Emergence of the Term in Active Political Debate to 1848 » dans Jussi Kurunmäki, Jeppe Nevers et Henk te Velde (dir.), *Democracy in Modern Europe: A Conceptual History*, New York, Berghahn Books, 2018, p. 16-41.

INNES Joanna et PHILIP Mark (dir.), *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

INNES Joanna et PHILIP Mark, « Introduction » dans Joanna Innes et Mark Philp (dir.), *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 1-12.

INNES Joanna et PHILIP Mark, « Synergies » dans Joanna Innes et Mark Philp (dir.), *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 191-212.

INNES Joanna, PHILIP Mark et SAUNDERS Robert, « The Rise of Democratic Discourse in the Reform Era: Britain in the 1830s and 1840s » dans Joanna Innes et Mark Philp (dir.), *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 114-128.

JANSE Maartje, « ‘Association Is a Mighty Engine’: Mass Organization and the Machine Metaphor, 1825–1840 » dans Maartje Janse et Henk te Velde (dir.), *Organizing Democracy: Reflections on the Rise of Political Organizations in the Nineteenth Century*, Londres, Palgrave Macmillan, 2017, p. 19-42.

JANSE Maartje et VELDE Henk te, « Introduction: Perspectives on Political Organizing » dans Maartje Janse et Henk te Velde (dir.), *Organizing Democracy: Reflections on the Rise of Political Organizations in the Nineteenth Century*, Londres, Palgrave Macmillan, 2017, p. 1-18.

JAUME Lucien, « Tocqueville et Guizot: L’Amérique et l’aristocratie (une controverse) », *Historia Constitucional*, 2014, vol. 15, p. 71-92.

JENNINGS Jeremy, « Masses, démocratie et aristocratie dans la pensée politique en Angleterre », *Mil neuf cent*, 1991, vol. 9, n° 1, p. 99–112.

JEPHSON Julie, *Christian Democracy: A Church for Our Day.*, Londres, T. Fisher Unwin, 1902.

JEYES Samuel Henry, *The Life of Sir Howard Vincent*, Londres, G. Allen, 1912, 456 p.

JOHNSON Graham, « Social Democracy and Labour Politics in Britain, 1892–1911 », *History*, 2000, vol. 85, n° 277, p. 67-87.

JOHNSON Samuel, *A Dictionary of the English Language*, 3^e éd., Dublin, W.G. Jones, 1768.

JOHNSON Samuel, *A Dictionary of the English Language*, 1^{re} éd., Londres, W. Strahan, 1756, vol. 2/2.

JOHNSON Samuel, *A Dictionary of the English Language*, 1^{re} éd., Londres, W. Strahan, 1756, vol. 2/1.

JOHNSTON Neil, *The History of the Parliamentary Franchise*, Londres, House of Commons Library, 2013.

JONES Benjamin T., *Republicanism and Responsible Government: The Shaping of Democracy in Australia and Canada*, Montreal; Kingston, McGill-Queen’s Press, 2014, 311 p.

JONES Clyve et BECKETT J.V., « The Peerage and the House of Lords in the Seventeenth and Eighteenth Centuries » dans Clyve Jones (dir.), *Pillar of the*

Constitution: The House of Lords in British Politics, 1640-1784, Londres, Hambledon, 1989, p. 1-20.

JONES Emily, *Edmund Burke and the Invention of Modern Conservatism, 1830-1914: A British Intellectual History*, Oxford, Oxford University Press, 2017, 284 p.

JONES Ernest Charles, *Democracy Vindicated: A Lecture Delivered in Reply to Professor Blackie's Lecture on Democracy*, Londres, Ridgway, 1867.

JONES Thomas C., *French Republican Exiles in Britain, 1848-1870*, PhD, University of Cambridge, Cambridge, 2010.

JONES Whitney, *The Tree of Commonwealth, 1450-1793*, Madison, NJ, Fairleigh Dickinson University Press, 2000.

JORDANOVA Ludmilla, *History in Practice*, 2^e éd., Londres, Hodder Arnold, 2006, 272 p.

JOYCE Patrick, *Democratic Subjects: The Self and the Social in Nineteenth-Century England*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, 260 p.

JOYNES James Leigh, *The Socialist Catechism*, Londres, Modern Press, 1885, 16 p.

JUDGE David, *Democratic Incongruities: Representative Democracy in Britain*, Londres, Palgrave MacMillan, 2014.

JUPP Peter, *The Governing of Britain, 1688–1848: The executive, Parliament and the people*, Londres, Routledge, 2006.

KALYVAS Andreas, « Whose crisis? Which democracy? Notes on the current political conjuncture », *Constellations*, 2019, vol. 26, n° 3, p. 384-390.

KAPLAN Temma, *Democracy: A World History*, Oxford, Oxford University Press (coll. « A World History »), 2015.

KEITH Arthur Berriedale, *Responsible Government in the Dominions*, Londres, Stevens and Sons, 1909, 364 p.

KELLY Paul J., « Philosophical Radicals » dans Mark Bevir (dir.), *Encyclopedia of Political Theory*, Londres, Sage Publications, 2010, p. 1042-1045.

KENNY Kevin, *Ireland and the British Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2006.

KENT Susan Kingsley, *Sex and Suffrage in Britain, 1860-1914*, 2005^e éd., Londres, Routledge, 1987.

KINCHELOE J L, « Describing the Bricolage: Conceptualizing a New Rigor in Qualitative Research », *Qualitative Inquiry*, décembre 2001, vol. 7, n° 6, p. 679–692.

KING Joseph, *Electoral Reform: An Inquiry into Our System of Parliamentary Representation*, Londres, T. Fisher Unwin, 1908, 201 p.

KNIGHTS Mark, « Participation and Representation Before Democracy: Petitions and Addresses in Premodern Britain » dans Ian Shapiro, Susan C. Stokes, Elisabeth Jean Wood et Alexander S. Kirshner (dir.), *Political Representation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 35-58.

KNIGHTS Mark, *Representation and Misrepresentation in Later Stuart Britain: Partisanship and Political Culture*, Oxford, New York, Oxford University Press, 2005, 448 p.

KNOX Vicesimus, *The Spirit of Despotism*, Londres, 1795.

KOSELLECK Reinhart, *Futures Past: On the Semantics of Historical Time*, New York, Colombia University Press, 2004.

KOSELLECK Reinhart, *The Practice of Conceptual History: Timing History, Spacing Concepts*, Stanford, Stanford University Press, 2002.

KOSELLECK Reinhart, « Social History and Conceptual History », *International Journal of Politics, Culture and Society*, avril 1989, vol. 2, n° 3, p. 308–325.

KUHNLE Stein et SANDER Anne, « The Emergence of the Western Welfare State » dans Francis G. Castles, Stephan Leibfried, Jane Lewis, Herbert Obinger et Christopher Pierson (dir.), *The Oxford Handbook of the Welfare State*, Oxford, Oxford University Press, 2010, p. 61-80.

KUMARASINGHAM Harshan (dir.), *Constitution-making in Asia: Decolonisation and State-Building in the Aftermath of the British Empire*, Londres, Routledge, 2016.

KURUNMÄKI Jussi, NEVERS Jeppe et VELDE Henk te (dir.), *Democracy in Modern Europe: A Conceptual History*, New York, Berghahn Books, 2018, 318 p.

LANE Joseph, *An Anti-Statist Communist Manifesto*, Londres, W.J. Ramsey, 1887, 36 p.

LANG Cosmo Gordon, *The Trial of Democracy*, Birmingham, Cornish Brothers, 1911.

LANGFORD John Alfred, *English Democracy: Its History and Principles*, Londres, R. Theobald 1855, 78 p.

LANIEL Bertlinde, *Le mot « démocratie » aux États- Unis de 1780 à 1856*, Saint Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 1995.

LAUTERBACH Frank, « British Travel Writing about the Americas, 1820-1840: Different and Differentiating Views », *CLCWeb: Comparative Literature and Culture*, 1 juin 2001, vol. 3, n° 2, p. 1-11.

LAWRENCE Emmeline Pethick, *The Meaning of the Woman's Movement*, Londres, Woman's Press, 1900, 14 p.

LAWRENCE Jon, « Class and Gender in the Making of Urban Toryism, 1880–1914 », *The English Historical Review*, 1 juillet 1993, CVIII, n° 428, p. 629-652.

LAWRENCE Jon, « Popular Radicalism and the Socialist Revival in Britain », *Journal of British Studies*, 1992, vol. 31, n° 2, p. 163-186.

LECKY William Edward Hartpole, *Democracy and Liberty*, Londres, Longmans, Green and Co., 1896, vol. 2/1, 656 p.

LEONHARD Jorn, « Translation as cultural transfer and semantic interaction: European variations of liberal between 1800 and 1830 » dans Martin Burke et Melvin Richter (dir.), *Why Concepts Matter: Translating Social and Political Thought*, Leiden, Brill, 2012, p. 93-108.

LEVITSKY Steven et ZIBLATT Daniel, *How Democracies Die*, New York, Crown, 2018, 320 p.

LEWIS Jane (dir.), *Before the Vote Was Won: Arguments for and Against Women's Suffrage*, New York, Routledge & K. Paul, 1987, 497 p.

LEWIS Sir George Cornwall, *Remarks on the Use and Abuse of Some Political Terms*, Londres, B. Fellows, 1832, 312 p.

LINDEN Marcel Van Der, *Transnational Labour History: Explorations*, Londres, Routledge, 2003, 240 p.

LINDEN Marcel van der et ROJAHN Jürgen (dir.), *The Formation of Labour Movements, 1870-1914: An International Perspective*, Leiden, Brill, 1990, 482 p.

LINEBAUGH Peter, *The Londres Hanged: Crime and Civil Society in the Eighteenth Century*, 2^e éd., Londres, Verso, 2006, 522 p.

LINEBAUGH Peter et REDIKER Marcus, *The Many-Headed Hydra: Sailors, Slaves, Commoners, and the Hidden History of the Revolutionary Atlantic*, 2^e éd., Londres, Verso, 2012, 433 p.

LLOYD Henry Demarest, *A Sovereign People: A Study of Swiss Democracy*, Londres, Doubleday, Page & company, 1907, 294 p.

LOFTUS Pierse Creagh., *The Conservative Party and the Future: A Programme for Tory Democracy*, Londres, Stephen Swift, 1912, 124 p.

LONDON CORRESPONDING SOCIETY, *Selections from the Papers of the London Corresponding Society 1792-1799*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, 520 p.

LONDON Jennifer A., « Re-imagining the Cambridge School in the Age of Digital Humanities », *Annual Review of Political Science*, 2016, vol. 19, n^o 1, p. 351-373.

LOPATIN Nancy D., *Political Unions, Popular Politics, and the Great Reform Act of 1832*, Londres, Macmillan, 1999, 236 p.

LORD BROUGHAM AND VAUX Henry, *Political Philosophy: Of Democracy & Mixed Monarchy*, Londres, Chapman and Hall, 1843, vol. 3/3, 454 p.

LORIMER James, *Constitutionalism of the Future; or, Parliament the Mirror of the Nation*, Londres, Longmans, Green, Reader & Dyer, 1865, 205 p.

LORIMER James, *Political Progress Not Necessarily Democratic: Or Relative Equality the True Foundation of Liberty*, Londres, Williams and Norgate, 1857, 330 p.

LOSURDO Domenico, *Liberalism: A Counter-History*, Londres, Verso, 2011.

LOVETT William et COLLINS John, *Chartism; a New Organization of the People*, Londres, J. Watson, 1841, 142 p.

LOWE Robert, « A New Reform Bill », *Fortnightly Review*, octobre 1877, CXXX, oct. 1877 p. 437-452.

LOWE Robert, *Speeches and Letters on Reform*, Londres, John Robert Bush, 1867, 216 p.

LOWELL Abbott Lawrence, *Public Opinion and Popular Government*, Londres, Longmans, Green & Co, 1913, 442 p.

LOWELL Abbott Lawrence, *The Government of England*, Londres, Macmillan, 1912, vol. 2/1, 619 p.

LOWELL James Russel, *On Democracy: Inaugural Address on Assuming the Presidency of the Birmingham and Midland Institute*, Londres, Macmillan, 1887.

LOY Mina, « Psycho-Democracy », *The Little Review*, 1921, vol. 8, n° 1, 1921 p. 14-19.

LUDOVICI Anthony Mario, *A Defence of Aristocracy: A Text Book for Tories*, Boston, LeRoy Phillips, 1915, 478 p.

LUSZTIG Michael, « Solving Peel's Puzzle: Repeal of the Corn Laws and Institutional Preservation », *Comparative Politics*, juillet 1995, vol. 27, n° 4, p. 393-408.

LYTTON Edward Bulwer Lytton, *A Letter to a Late Cabinet Minister on the Present Crisis*, 10^e éd., Londres, Saunders and Otley, 1834, 104 p.

MACAULAY Catharine, *Observations on the Reflections of the Right Hon. Edmund Burke, on the Revolution in France*, Londres, C. Dilly, 1790, 94 p.

MACAULAY Catharine, *Observations on a Pamphlet: Entitled, Thoughts on the Cause of the Present Discontents*, Londres, Edward and Charles Dilly, 1770, 20 p.

MACAULAY Catharine, *Loose Remarks on Certain Positions to be Found in Mr. Hobbes's Philosophical Rudiments of Government and Society, With a Short Sketch of a Democratical Form of Government, in a Letter to Signior Paol*, Londres, T. Davies, 1767.

MACAULAY Catharine, *History of England*, Londres, 1763, vol. 8/.

MACDONALD James Ramsay, *The Socialist Movement*, Londres, Independent Labour Party, 1911, 267 p.

MACDONALD James Ramsay, *Socialism and Government*, Londres, Independent Labour Party, 1909, vol. 2/.

MACDONALD James Ramsay, *Socialism and Government*, Londres, Independent Labour Party, 1909, vol. 2/1, 230 p.

MACDONALD James Ramsay, *Socialism and Society*, Londres, Independent Labour Party, 1905, 223 p.

MACFARQUHAR Colin et GLEIG George (dir.), *The Encyclopaedia Britannica: or, A Dictionary of Arts, Sciences, and Miscellaneous Literature*, 3^e éd., Édimbourg, 1797, vol. 18/5.

MACFARQUHAR Colin et GLEIG George (dir.), *The Encyclopaedia Britannica: or, A Dictionary of Arts, Sciences, and Miscellaneous Literature*, 3^e éd., Édimbourg, 1797, vol. 18/9.

MACFARQUHAR Colin et GLEIG George (dir.), *The Encyclopaedia Britannica: or, A Dictionary of Arts, Sciences, and Miscellaneous Literature*, 3^e éd., Édimbourg, 1797, vol. 18/16.

MACKAY Thomas, *The Dangers of Democracy: Studies in the Economic Questions of the Day*, Londres, John Murray, 1913.

MACKINDER Halford John, *The Modern British State: An Introduction to the Study of Civics*, Londres, G. Philip, 1914, 298 p.

MACKINNON William Alexander, *On the Rise, Progress and Present State of Public Opinion in Great Britain and Other Parts of the World*, Londres, Saunders and Otley, 1828, 370 p.

MACKNIGHT Thomas, *The Right Honourable Benjamin Disraeli, M.P.: A Literary and Political Biography. Addressed to the New Generation.*, Londres, R. Bentley, 1854.

MACLEAN John, « Democracy and the Coming Coronation », *Justice*, 13 mai 1911 p. 5.

MACLEOD Emma, *British Visions of America, 1775-1820: Republican Realities*, Londres, Routledge, 2015, 229 p.

MACPHERSON C.B., *The Life and Times of Liberal Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 1977, 144 p.

MAINE Henry Sumner, *Popular Government: Four Essays*, Londres, John Murray, 1885, 322 p.

MALLOCK William Hurrell, *The Limits of Pure Democracy*, Londres, Chapman and Hall, 1918, 436 p.

MALLOCK William Hurrell, *Aristocracy & Evolution: A Study of the Rights, the Origin and the Social Functions of the Wealthier Classes*, Londres, A. C. Black, 1898, 429 p.

MALSBERGER John W., « The Political Thought of Fisher Ames », *Journal of the Early Republic*, 1982, vol. 2, n° 1, p. 1-20.

MANDLER Peter, *The English National Character: The History of an Idea from Edmund Burke to Tony Blair*, New Haven, Yale University Press, 2006, 320 p.

MANIN Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, 4^e éd., Paris, Flammarion, 2012, 352 p.

MANN James Elliott Furneaux, SIEVERS Nowell Johnstone et COX Robert William Talbot, *The Real Democracy: First Essays of the Rota Club*, Londres, Longman, Green & Co, 1913, 298 p.

MANTON Kevin, « British Unionism, the constitution and the referendum, c.1907–14 », *Historical Research*, 1 août 2012, vol. 85, n° 229, p. 505-525.

MARKOFF John, « Margins, Centers, and Democracy: The Paradigmatic History of Women's Suffrage », *Signs*, 2003, vol. 29, n° 1, p. 85-116.

MARRYAT Frederick, *A Diary in America: With Remarks on Its Institutions*, Londres, W. H. Colyer, 1839, 270 p.

MARSHALL P J, « Britain Without America - A Second Empire? » dans P J Marshall et Alaine Low (dir.), *The Oxford History of the British Empire: Volume II: The Eighteenth Century*, Oxford, Oxford University Press, 1998, vol.2.

MARSON C. L., « The Church and the Democratic Idea » dans Andrew Reid (dir.), *The New Party Described by Some of Its Members*, Londres, Hodder Brothers, 1894, p. 73-90.

MARTEL Nellie Alma, « Women votes in New Zealand and Australia » dans Brougham Villiers (dir.), *The Case for Women's Suffrage*, Londres, T.F. Unwin, 1907, p. 140-153.

MARTINEAU Harriet, *Society in America*, Londres, Saunders and Otley, 1837, vol. 3/1, 426 p.

MARTINEAU Harriet, *Society in America*, Londres, Saunders and Otley, 1837, vol. 3/3, 388 p.

MARX Karl, *Selected writings*, Indianapolis, Hackett, 1994, 390 p.

MASTERMAN Charles F. G., *The Condition of England*, Londres, Methuen, 1909, 382 p.

MATHEW Arnold Harris, *Woman Suffrage*, 2^e éd., Londres, T.C. & E.C. Jack, 1907.

MATONTI F, « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2012.

MAURICE Frederick Denison, *The Workman and the Franchise: Chapters from English History on the Representation and Education of the People*, Londres, A. Strahan, 1866, 280 p.

MAXWELL John, *True Reform: Or Character a Qualification for the Franchise*, Édimbourg, Thomas Constable and Co.

MAY Thomas Erskine, *Democracy in Europe: A History*, Londres, Longman, Green & Co, 1877, vol. 2/1.

MAY Thomas Erskine, *The Constitutional History of England Since the Accession of George the Third: 1760-1860*, Londres, Longman, Green, Longman, Roberts & Green, 1863, vol. 2/2, 640 p.

MAYHALL Laura E. Nym, *The Militant Suffrage Movement: Citizenship and Resistance in Britain, 1860-1930*, Oxford, Oxford University Press, 2003, 232 p.

MCCANN Andrew, *Enquiry Concerning Political Justice and its Influence on Modern Morals and Manners*, <https://www.litencyc.com/php/sworks.php?rec=true&UID=5358>, janvier 2001, consulté le 6 février 2018.

MCCULLAGH TORRENS William, *The Corn Laws: Speech of W. Torrens McCullagh*, Manchester, J. Gadsby, 1842, 10 p.

MCCULLOCH J. R. et MARTIN Frederick, *A Dictionary, Geographical, Statistical, and Historical*, Londres, Longmans, Green, 1866, vol. 4/.

MCENERY Anthony et BAKER Helen, *Corpus Linguistics and 17th-Century Prostitution: Computational Linguistics and History*, Londres, Bloomsbury Publishing, 2016, 243 p.

MCILQUHAM Harriet, *The Enfranchisement of Women: An Ancient Right, a Modern Need*, Londres, Women's Emancipation Union, 1892.

MCKECHNIE William Sharp, *The Reform of the House of Lords*, Glasgow, MacLehose, 1909, 196 p.

MCLANE John R., *Indian Nationalism and the Early Congress*, Princeton, Princeton University Press, 1977, 418 p.

MCLELLAN David, *Karl Marx: His Life and Thought*, Londres, Macmillan, 1973, 525 p.

MCWILLIAM Rohan, *Popular politics in nineteenth-century England*, Londres, Routledge, 1998, 144 p.

MEADOWCROFT James et TAYLOR Michael W., « Liberalism and the Referendum in British Political Thought 1890–1914 », *Twentieth Century British History*, 1 janvier 1990, vol. 1, n° 1, p. 35-57.

MEADOWS Percival, *The English Nation: Constitutional History*, Londres, G. Bell & Sons, 1914.

MEDEARIS John, *Joseph Schumpeter's Two Theories of Democracy*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, 2001, 272 p.

MEE Jon, « 'The ablest head, with the blackest heart:' Charles Pigott and the scandal of radicalism » dans *Print, Publicity, and Popular Radicalism in the 1790s: The Laurel of Liberty*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016, p. 131-148.

MEE Jon, *Print, Publicity, and Popular Radicalism in the 1790s: The Laurel of Liberty*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016, 292 p.

MEIER Christian, « Demokratie » dans Otto Brunner, Werner Conze et Reinhart Koselleck (dir.), *Geschichtliche Grundbegriffe: Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, Stuttgart, Klett-Cotta Verlag, 1972, vol. 8/1, p. 821-861.

MEIKSINS-WOOD Ellen, *Citizens to Lords*, New York, Verso, 2008.

MEIKSINS-WOOD Ellen, *Empire of Capital*, Londres, Verso, 2002.

MICHEL Robert, *Political Parties: A Sociological Study of the Oligarchical Tendencies of Modern Democracy*, New York, Hearst's International Library Co., 1915, 416 p.

MIDDLETON Alex, « The Second Reform Act and the Politics of Empire », *Parliamentary History*, 2017, vol. 36, n° 1, p. 82-96.

MIGUEL Gonzalo Capellán De, « The concept of democracy: moments, meanings and images in the “long term” (a proposed rethinking of conceptual history in the Ibero-American world) », *Journal of Iberian and Latin American Studies*, 2 septembre 2018, vol. 24, n° 3, p. 415-441.

MILIBAND Ralph, *Capitalist Democracy in Britain*, Oxford, Oxford University Press, 1982, 184 p.

MILL James, « The Ballot », *The Westminster Review*, juillet 1830, vol. 13, n° 25, juill. 1830 p. 1-37.

MILL James, *Articles by James Mill: reprinted from the Supplement to the Encyclopaedia Britannica*, Londres, J. Innes, 1825.

MILL John Stuart, *The Collected Works of John Stuart Mill, Volume XXI - Essays on Equality, Law, and Education*, Toronto & Londres, University of Toronto Press & Routledge and Kegan Paul, 1984, vol. 33/21.

MILL John Stuart, *Considerations on Representative Government*, Londres, Parker, Son and Bourn, 1861.

MILL John Stuart, *Thoughts on Parliamentary Reform*, Londres, John W. Parker and Son, 1859.

MILL John Stuart, *On Liberty*, Londres, John W. Parker and Son, 1859.

MILL John Stuart, « De Tocqueville on Democracy in America [II] », *Edinburgh Review*, octobre 1840, vol. 72, n° 145, oct. 1840 p. 1-47.

MILL John Stuart, « De Tocqueville on Democracy in America [I] », *London Review*, octobre 1835, n° 1, oct. 1835 p. 85-129.

MILLER Henry, « Petition! Petition!! Petition!!!: Petitioning and Political Organization in Britain, 1800–1850 » dans Henk te Velde et Maartje Janse (dir.), *Organizing Democracy: Reflections on the Rise of Political Organizations in the Nineteenth Century*, Londres, Palgrave Macmillan, 2017, p. 43-61.

MILLER Henry, « Popular Petitioning and the Corn Laws, 1833—46 », *The English Historical Review*, août 2012, vol. 127, n° 527, p. 882-919.

MILTON John, *Paradis Regained*, Londres, 1671.

MINEKA Francis Edward, *The Dissidence of Dissent: The Monthly Repository, 1806-1838*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1944, 480 p.

MONNIER Raymonde, « Démocratie et Révolution française », *Mots*, 1999, vol. 59, n° 1, p. 47–68.

MONTESQUIEU Charles-Louis, *De l'Esprit des Lois*, Paris, Editions Flammarion, 1980, vol.1.

MOR Guy, « Whither the State? The Abolition of the State in Marx and Engels », Hebrew University of Jerusalem, 2017.

MORE Hannah, *Village Politics: Addressed to All the Mechanics, Journeymen, and Day Labourers, in Great Britain*, Manchester, J. Harrop, 1793.

MORGAN Simon, « The Anti-Corn Law League and British anti-slavery in transatlantic perspective, 1838-1846 », *The Historical Journal*, mars 2009, vol. 52, n° 1, p. 87-107.

MORRIS Andrew B., *Clericalism Versus Democracy: A Lecture*, Londres, Forbes & Co, 1910.

MORRIS R. J., « Voluntary Societies and British Urban Elites, 1780–1850: An Analysis », *The Historical Journal*, mars 1983, vol. 26, n° 1, p. 95-118.

MORRIS William, « Dawn of a New Epoch [1886] » dans May Morris (dir.), *The Collected Works of William Morris*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, vol.23, p. 121-142.

MORRIS William, « Whigs, Democrats, and Socialists (II) », *Commonweal*, 3 juill. 1886 p. 106-107.

MORRIS William, « Whigs, Democrats, and Socialists (I) », *Commonweal*, 26 juin 1886 p. 97-98.

MORRIS William, « The Manifesto of The Socialist League », *Commonweal*, févr. 1885 p. 1-2.

MORRIS William, « The Beauty of Life » dans *Hopes and Fears for Art: Five lectures delivered in Birmingham, Londres, and Nottingham, 1878-1881*, Londres, Ellis & White, 1882, p. 71-113.

MORRIS William, *News from Nowhere, or an Epoch of Rest Being Some Chapters from a Utopian Romance*, 10^e éd., Londres, Longmans Green and Co.

MORRIS William et BAX Ernest Belfort, *Socialism: Its Growth and Outcome*, Londres, Swan Sonnenschein, 1896.

MORRIS William et BAX Ernest Belfort, *The Manifesto of the Socialist League*, 2^e éd., Londres, Socialist League, 1885.

MOYN Samuel, « Imaginary Intellectual History » dans Darrin M McMahon et Samuel Moyn (dir.), *Rethinking Modern European Intellectual History*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

MUHLBERGER Steven, « Republics and Quasi-Democratic Institutions in Ancient India » dans Benjamin Isakhan et Stephen Stockwell (dir.), *The Secret History of Democracy*, Londres, Palgrave Macmillan UK, 2011, p. 49-59.

MUIR Ramsay, *Peers and Bureaucrats: Two Problems of English Government*, Londres, Constable, 1910, 262 p.

MÜLLER Jan-Werner, « On Conceptual History » dans Darrin M McMahon et Samuel Moyn (dir.), *Rethinking Modern European Intellectual History*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 74–93.

MURKENS Jo Eric Khushal, « Unintended Democracy: Parliamentary Reform in the UK » dans Kelly L. Grotke et Markus J. Prutsch (dir.), *Constitutionalism, Legitimacy, and Power: Nineteenth-Century Experiences*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 351-370.

MURRAY Bruce K., « The Politics of the ‘People’s Budget’ », *The Historical Journal*, 1973, vol. 16, n° 3, p. 555-570.

MURRAY James A.H. (dir.), *A New English Dictionary on Historical Principles: Founded Mainly on the Materials Collected by the Philological Society*, Oxford, Clarendon Press, 1897, vol. 9/3.

MURRAY Janet Horowitz, « Class vs. Gender Identification in the “Englishwoman’s Review” of the 1880s », *Victorian Periodicals Review*, 1985, vol. 18, n° 4, p. 138-142.

MUTCH Deborah, « The Merrie England Triptych: Robert Blatchford, Edward Fay and the Didactic Use of Clarion fiction », *Victorian Periodicals Review*, 18 mai 2005, vol. 38, n° 1, p. 83-103.

NAPIER Macvey (dir.), *The Encyclopaedia Britannica, or, Dictionary of Arts, Sciences, and General Literature.*, 7^e éd., Édimbourg, Adam and Charles Black, 1842, vol. 21/7.

NAPIER Macvey (dir.), *The Encyclopaedia Britannica, or, Dictionary of Arts, Sciences, and General Literature.*, 7^e éd., Édimbourg, Adam and Charles Black, 1842, vol. 21/10.

NATIONAL REFORM UNION, *Parliamentary Reform; Report of Proceedings Held in the Free Trade Hall, Manchester, May 15th and 16th, 1865.*, Manchester, Printed for the National Reform Union, 1865.

NELSON Eric, *The Royalist Revolution: Monarchy and the American Founding*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 2014, 400 p.

NEWMAN Francis William, *On the Philosophical Classification of National Institutions*, Londres, Trübner & Co., 1867, 24 p.

NEWSINGER John, *The Blood Never Dried: A People's History of the British Empire*, New Edition edition., Londres, Bookmarks, 2006, 256 p.

NICOLL W. Robertson, *The Christian Attitude Towards Democracy*, Londres, Hodder and Stoughton, 1912, 76 p.

NOEL Baptist W., *Corn Laws, Selections from A Plea For the Poors*, Manchester, Robert Wood, 1845, 8 p.

NORTHMORE Thomas, *Memoirs of Planetes: Or, a Sketch of the Laws and Manners of Makar*, Londres, V. Griffiths, 1795, 164 p.

NORTON Philip, « Resisting the Inevitable? The Parliament Act 1911 », *Parliamentary History*, 2012, vol. 31, n° 3, p. 444-459.

NUWSS, *The Conciliation Bill of Women's Suffrage*, Londres, National Union of Women's Suffrage Societies, 1911.

NUWSS, *All or Some or Some or None?*, Londres, National Union of Women's Suffrage Societies, 1911.

O'CONNELL Daniel, *Observations on Corn Laws, On Political Pravity and Ingratitude, and on Clerical and Personal Slander*, Dublin, Samuel J. Machen, 1842, 201 p.

O'FLAHERTY Niall, *Utilitarianism in the Age of Enlightenment: The Moral and Political Thought of William Paley*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018, 358 p.

OGILVIE John et ANNANDALE Charles (dir.), *The Imperial Dictionary of the English Language: A Complete Encyclopaedic Lexicon, Literary, Scientific and Technological.*, Londres, Blackie and Sons, 1898, vol. 4/1, 806 p.

O'GRADY Standish, *Toryism and the Tory Democracy*, Londres, Chapman and Hall, 1886, 290 p.

OLIPHANT-FERGUSON G. H. H., *An Aristocratic Church in a Democratic Age, its Patronage and its Parishioners*, Carlisle, Halstead & Beaty, 1886.

ONE OF THE MIDDLE CLASS, *A Few Practical Suggestions on Electoral Reform and the Ballot*, Londres, W. Tweedie, 1854, 18 p.

O'NEILL Daniel I, *The Burke-Wollstonecraft Debate: Savagery, Civilization, and Democracy*, University Park, Penn State Press, 2010, 292 p.

ORTH Samuel Peter, *Socialism and Democracy in Europe*, Londres, Williams & Norgate, 1913.

OSTROGORSKI Moisey, *Democracy and the Organization of Political Parties*, Londres, Macmillan, 1902, vol. 2/.

OSWALD John, *Le gouvernement du peuple, ou Plan de constitution pour la république universelle*, Paris, Imprimerie des révolutions de Paris, 1793.

OSWALD John, *The Government of the People, Or A Sketch of a Constitution for the Universal Commonwealth*, Paris, English Press, 1793, 16 p.

OSWALD John, *Review of the Constitution of Great Britain*, 3^e éd., Londres, 1793, 66 p.

PAGE Arthur, *Imperialism and Democracy: Unionist Principles Applied to Modern Problems*, Édimbourg, W. Blackwood and Sons, 1913, 384 p.

PAILLÉ Pierre et MUCCHIELLI Alex, *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Collin, 2008.

PAINE Thomas, *Political Writings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

PAINE Thomas, *Dissertation on First Principles of Government*, Paris, English Press, 1795.

PAINE Thomas, *Rights of man. Part the second. Combining principle and practice.*, Londres, J.S. Jordan, 1792.

PAINE Thomas, *Rights of man: being an answer to Mr. Burke's attack on the French revolution.*, 2^e éd., Londres, J.S. Jordan, 1791.

PAINE Thomas, *Common Sense*, Philadelphia, R. Bell, 1776.

PALEY William, *The Principles of Moral and Political Philosophy*, Indianapolis, Liberty Fund, 2002.

PALMER R. R., « Notes on the Use of the Word "Democracy" 1789-1799 », *Political Science Quarterly*, janvier 1953, vol. 68, n° 2, p. 203–226.

PALMER William Waldegrave, « The Referendum » dans *Rights of Citizenship: A Survey of Safeguards for the People*, Londres, F. Warne & Company, 1912, p. 198-232.

PALONEN Kari, *The Politics of Parliamentary Procedure: The Formation of the Westminster Procedure as a Parliamentary Ideal Type*, Opladen, Barbara Budrich Publishers, 2016, 276 p.

PALONEN Kari, *Politics and Conceptual Histories: Rhetorical and Temporal Perspectives*, Londres, Bloomsbury Publishing, 2016, 349 p.

PALONEN Kari, « Towards a history of parliamentary concepts », *Parliaments, Estates and Representation*, novembre 2012, vol. 32, n° 2, p. 123–138.

PANKHURST E. Sylvia, *The Suffragette: The History of the Women's Militant Suffrage Movement, 1905-1910*, New York, Sturgis & Walton Company, 1911, 614 p.

PARK John James, *The Dogmas of the Constitution*, Londres, B. Fellowes, 1832.

PARTHASARATHI Prasannan, *Why Europe Grew Rich and Asia Did Not: Global Economic Divergence, 1600–1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, 384 p.

PATEMAN Carole, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970.

PATRICK David (dir.), *Chambers's Encyclopaedia: A Dictionary of Universal Knowledge*, Londres, Édimbourg, W. & R. Chambers, 1901, vol. 10/4, 856 p.

PAXTON Pamela, HUGHES Melanie M. et GREEN Jennifer L., « The International Women's Movement and Women's Political Representation, 1893–2003 », *American Sociological Review*, 2006, vol. 71, n° 6, p. 898-920.

PEARSON Charles Henry, « On the Working of Australian Institutions » dans *Essays on Reform*, Londres, Macmillan, 1867, p. 239-278.

PEATMAN Jared, *The Long Shadow of Lincoln's Gettysburg Address*, Carbondale, Southern Illinois University Press, 2013, 267 p.

PEDERSEN Susan, *Family, Dependence, and the Origins of the Welfare State: Britain and France, 1914-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

PHILLIMORE Robert J., *The Constitution as It Is, or Democracy? Addressed to the Electors of Great Britain*, Londres, W.H. Dalton, 1837.

PHILLIPS Gordon Ashton, *The Rise of the Labour Party, 1893-1931*, Londres, Routledge, 1992.

PHILLIPS John A. et WETHERELL Charles, « The Great Reform Act of 1832 and the Political Modernization of England », *The American Historical Review*, avril 1995, vol. 100, n° 2, p. 411-436.

PHILP M., « English Republicanism in the 1790s », *Journal of Political Philosophy*, 1998, vol. 6, n° 3, p. 235-262.

PHILP Mark, « Talking about Democracy: Britain in the 1790s » dans *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 101-113.

PHILP Mark, *The French Revolution and British Popular Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

PHILP Mark et POSADA-CARBÓ Eduardo, « Liberalism and Democracy » dans Joanna Innes et Mark Philp (dir.), *Re-Imagining Democracy in the Mediterranean, 1780-1860*, Oxford, Oxford University Press, 2018, p. 179-204.

PICKERING Paul A., « “And Your Petitioners & c”: Chartist Petitioning in Popular Politics 1838-48 », *The English Historical Review*, 2001, vol. 116, n° 466, p. 368-388.

PICKERING Paul A. et TYRELL Alex, *The People's Bread: A History of the Anti-Corn Law League*, Londres, Leicester University Press, 2000, 318 p.

PICTON James Allanson, *The Conflict of Oligarchy and Democracy: Six Lectures*, Londres, Alexander & Shephard, 1885, 151 p.

PIGOTT Charles, *A Political Dictionary*, Londres, D.I. Eaton, 1795, 190 p.

PILKINGTON Colin, *Representative Democracy in Britain Today*, Manchester, Manchester University Press, 1997, 308 p.

PINCUS Steve, « Rethinking Mercantilism: Political Economy, the British Empire, and the Atlantic World in the Seventeenth and Eighteenth Centuries », *The William and Mary Quarterly*, 1 janvier 2012, vol. 69, p. 3-34.

PLASSART Anna, « A Scottish Jacobin: John Oswald on Commerce and Citizenship », *Journal of the History of Ideas*, 2010, vol. 71, n° 2, p. 263-286.

PLASSART Anna et BONIN Hugo, « Democratic struggle or national uprising? The Canadian rebellions in British political thought, 1835–1840 », *Global Intellectual History*, 7 janvier 2020, p. 1-19.

PLATON, *La République*, Paris, Gallimard, 1993, 560 p.

POCOCK J.G.A., *Political Thought and History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

POCOCK J.G.A., *The Ancient Constitution and the Feudal Law: A Study of English Historical Thought in the Seventeenth Century*, 2^e éd., Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

POCOCK J.G.A., *The Machiavellian Moment: Florentine Political Thought and the Atlantic Republican Tradition*, Princeton, Princeton University Press, 1975.

POLYBE, *Histoire*, Paris, Gallimard, 2003, 1512 p.

POMBENI Paolo, « Starting in reason, ending in passion: Bryce, Lowell, Ostrogorski and the problem of democracy », *The Historical Journal*, juin 1994, vol. 37, n° 2, p. 319-341.

POMERANZ Kenneth, *The Great Divergence: China, Europe, and the Making of the Modern World Economy*, Princeton, Princeton University Press, 2000, 382 p.

POPE LEO XIII, *Graves De Communi Re: On Christian Democracy*, 1901.

PORCUPINE Peter, *A Bone to Gnaw, for the Democrats*, 2^e éd., Londres, J. Wright, 1797.

PORTER Andrew, « Introduction » dans *The Oxford History of the British Empire: The Nineteenth Century*, Oxford, Oxford University Press, 1999, p. 1-28.

PORTER Bernard, « The Asylum of Nations: Britain and the Refugees of 1848 » dans Sabine Freitag et Rudolf Muhs (dir.), *Exiles from European Revolutions: Refugees in Mid-Victorian England*, New York, Berghahn Books, 2003, p. 43-58.

POSNER Richard A., *The Crisis of Capitalist Democracy*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2010, 409 p.

POWELL David, *The Edwardian Crisis: Britain 1901-14*, Londres, Macmillan, 1996, 223 p.

POWELL David, « The New Liberalism and the Rise of Labour, 1886-1906 », *The Historical Journal*, juin 1986, vol. 29, n° 2, p. 369-393.

PRICE Richard, *British Society 1680-1880: Dynamism, Containment and Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

PRICE Richard, *Observations on the Nature of Civil Liberty, the Principles of Government, and the Justice and Policy of the War with America*, Londres, Edward and Charles Dilly, 1776, 210 p.

PRIESTLEY Joseph, *Letters to the Right Honourable Edmund Burke: Occasioned by His Reflections on the Revolution in France.*, Birgmingham, T. Pearson, 1791, 200 p.

PRIESTLEY Joseph, *An Essay on the First Principles of Government*, Londres, J. Johnson, 1771, 326 p.

PROCHASKA Frank, *Eminent Victorians on American Democracy: The View from Albion*, Oxford, Oxford University Press, 2014, 184 p.

PROST Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Points, 1996, 384 p.

PROUDHON Pierre-Joseph, « Du principe d'autorité » dans *Idée générale de la Révolution au XIXe siècle*, Paris, Garnier frères, 1851, p. 109-191.

PUGH Evelyn L., « John Stuart Mill and the Women's Question in Parliament, 1865-1868 », *The Historian*, 1980, vol. 42, n° 3, p. 399-418.

PUGH Martin, *The March of the Women: A Revisionist Analysis of the Campaign for Women's Suffrage, 1866-1914*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

PUMFREY Stephen, RAYSON Paul et MARIANI John, « Experiments in 17th century English: manual versus automatic conceptual history », *Literary and Linguistic Computing*, 1 décembre 2012, vol. 27, n° 4, p. 395-408.

PYE Henry James, *The Democrat: Interspersed with Anecdotes of Well Known Characters*, 2^e éd., Londres, William Lane, 1796, vol. 2/1, 192 p.

QUAIL John, *The Slow Burning Fuse: The Lost History of the British Anarchists*, Londres, Flamingo, 1978, 368 p.

Catharine Macaulay et le projet constitutionnel néo-harringtonien d'une république démocratique pour la Corse paolienne, 2017.

QUELCH Harry, « Representation and Referendum », *The Social Democrat*, janvier 1911, XV, n° 1, janv. 1911 p. 1-6.

QUELCH Harry, « Social-Democracy and Ladies' Suffrage », *The Social Democrat*, 15 juillet 1910, XIV, n° 7, 15 juill. 1910 p. 291-294.

QUELCH Harry, « Socialism and Militarism », *The Social Democrat*, juillet 1905, IX, n° 7, juill. 1905 p. 395-401.

QUINAULT Roland, « Cobden and Democracy » dans Simon Morgan et Anthony Howe (dir.), *Rethinking Nineteenth-Century Liberalism: Richard Cobden Bicentenary Essays*, Londres, Routledge, 2017, p. 59-67.

QUINAULT Roland, *British Prime Ministers and Democracy: From Disraeli to Blair*, Londres, Bloomsbury, 2011.

QUINAULT Roland, « Gladstone and Parliamentary Reform » dans David William Bebbington et Roger Swift (dir.), *Gladstone Centenary Essays*, Liverpool, Liverpool University Press, 2000, p. 75-93.

QUINAULT Roland, « The French Revolution of 1830 and Parliamentary Reform », *History*, 1994, vol. 79, n° 257, p. 377-393.

QUINAULT Roland, « 1848 and Parliamentary Reform », *The Historical Journal*, décembre 1988, vol. 31, n° 4, p. 831-851.

QUINAULT Roland, « Lord Randolph Churchill and Tory Democracy, 1880-1885 », *The Historical Journal*, 1979, vol. 22, n° 1, p. 141-165.

QVORTRUP Mads, « A.V. Dicey: The Referendum as the People's Veto », *History of Political Thought*, 1999, vol. 20, n° 3, p. 531-546.

RAINBOW CIRCLE (dir.), *Second Chambers in Practice in Modern Legislative Systems Considered in Relation to Representative Government, the Party System & the Referendum*, Londres, P.S. King & Son, 1911, 192 p.

RAMIREZ Francisco O., SOYSAL Yasemin et SHANAHAN Suzanne, « The Changing Logic of Political Citizenship: Cross-National Acquisition of Women's Suffrage Rights, 1890 to 1990 », *American Sociological Review*, 1997, vol. 62, n° 5, p. 735-745.

RANA Aziz, *The Two Faces of American Freedom*, Cambridge, Harvard University Press, 2011, 432 p.

RANCIÈRE Jacques, *La nuit des prolétaires: Archives du rêve ouvrier*, Paris, Fayard, 2012, 480 p.

REICHARDT Rolf, « For a socio-historical semantics as a middle course between “lexicometry” and “conceptual history” » dans Margrit Pernau et Dominic Sachsenmaier (dir.), *Global Conceptual History: A Reader*, Londres, Bloomsbury Academic, 2016, p. 75-104.

REID Loren, « John Bright: Spokesman for America », *Western Speech*, 30 décembre 1974, vol. 38, n° 4, p. 233-243.

REITER Bernd, *The Crisis of Liberal Democracy and the Path Ahead: Alternatives to Political Representation and Capitalism*, Londres, Rowman & Littlefield International, 2017, 264 p.

RENNY James H., *Reflections Upon the Corn Laws, and Upon Their Effects on the Trade, Manufactures and Agriculture of the Country, and on the Condition of the Working Classes.*, Londres, Smith, Elder & Co, 1841, 125 p.

RICHTER Donald, « The Role of Mob Riot in Victorian Elections, 1865-1885 », *Victorian Studies*, 1971, vol. 15, n° 1, p. 19-28.

RICHTER Melvin, « Introduction: Translation, the History of Concepts and the History of Political Thought » dans Martin Burke et Melvin Richter (dir.), *Why Concepts Matter: Translating Social Political Thought*, Leiden, Brill, 2012, p. 1-40.

RICHTER Melvin, *The History of Political and Social Concepts: A Critical Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 1995.

RICHTER Melvin, « Conceptual History (Begriffsgeschichte) and Political Theory », *Political Theory*, janvier 1986, vol. 14, n° 4, p. 604-637.

RICHTER Melvin et RICHTER Michaela, « Introduction: Translation of Reinhart Koselleck's “Krise” », *Journal of the History of Ideas*, 2006, vol. 67, n° 2, p. 343-356.

RITTINGHAUSEN Moritz, *Three Letters on Direct Legislation by the People; or True Democracy*, Londres, James Watson, 1851.

RIVAGE Justin du, *Revolution Against Empire: Taxes, Politics, and the Origins of American Independence*, 1 édition., New Haven, Yale University Press, 2017, 392 p.

RIVERS David, *Literary Memoirs of Living Authors of Great Britain*, Londres, R. Faulder, 1798, vol. 2/1, 396 p.

ROBERTS Jennifer Tolbert, *Athens on Trial: The Antidemocratic Tradition in Western Thought*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1994.

ROBERTS Matthew, « Daniel O’Connell, Repeal, and Chartism in the Age of Atlantic Revolutions », *The Journal of Modern History*, 20 février 2018, vol. 90, n° 1, p. 1-39.

ROBERTS Matthew, « Popular Conservatism in Britain, 1832–1914 », *Parliamentary History*, 1 octobre 2007, vol. 26, n° 3, p. 387-410.

ROBERTSON John Mackinnon, *The Meaning of Liberalism*, Londres, Methuen & Co, 1912, 322 p.

ROBSON Ann, « No Laughing Matter: John Stuart Mill’s Establishment of Women’s Suffrage as a Parliamentary Question », *Utilitas*, mai 1990, vol. 2, n° 1, p. 88-101.

ROEBUCK John Arthur, « Democracy in America » dans John Arthur Roebuck (dir.), *Pamphlets for the People*, Londres, Charles Ely, 1835, p. 241-244.

ROGERS Helen, *Women and the People: Authority, Authorship and the Radical Tradition in Nineteenth-Century England*, Aldershot, Ashgate, 2000, 342 p.

ROGERS Nicolas, « Crowds and Political Festival in Georgian England » dans Tim Harris (dir.), *The Politics of the Excluded, c.1500–1850*, Londres, Palgrave, 2001.

ROPER Brian S., *The History of Democracy: A Marxist Interpretation*, Londres, Pluto Press, 2013, 310 p.

ROPER Jon, « Party and democracy in nineteenth-century Britain », *Parliaments, Estates and Representation*, 1 juin 1983, vol. 3, n° 1, p. 23-33.

ROSANVALLON Pierre, *Le Peuple introuvable: Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, 1998, 491 p.

ROSANVALLON Pierre, « The History of the Word “Democracy” in France », *Journal of Democracy*, août 1995, vol. 6, n° 4, p. 140–154.

ROSANVALLON Pierre, « L'histoire du mot démocratie à l'époque moderne » dans Marcel Gauchet, Pierre Manent et Pierre Rosanvallon (dir.), *Situations de la démocratie*, Paris, Seuil-Gallimard, 1993, p. 11-19.

ROSE John Holland, *The Rise of Democracy*, Londres, Blackie & Son, 1897, 266 p.

ROSEN Frederick, *Jeremy Bentham and Representative Democracy: A Study of the Constitutional Code*, Oxford, Oxford University Press, 1983, 258 p.

ROUSSEAU Jean-Jacques, *Le Contrat social*, Paris, Union Générale d'Éditions, 1963, 373 p.

ROWE D.J., « Rules of the National Union of the Working Classes » dans *Londres Radicalism 1830-1843: A Selection of the Papers of Francis Place*, Londres, Londres Record Society, 1970.

ROWNTREE Seebohm, *Poverty, A Study of Town Life*, Londres, Macmillan, 1901, 437 p.

ROYDEN Agnes Maude, *Physical Force and Democracy*, Londres, National Union of Women's Suffrage Societies, 1912, 13 p.

ROYLE Edward, *Modern Britain: A Social History 1750-2011*, Londres, A&C Black, 2012.

RUBINSTEIN W. D., « The End of "Old Corruption" in Britain 1780-1860 », *Past & Present*, 1983, n° 101, p. 55-86.

RUNCIMAN David, *How Democracy Ends*, New York, Basic Books, 2018, 256 p.

RUPP Leila J., « Transnational Women's Movements », *European History Online*, 2011.

RUSH Michael, *The Role of the Member of Parliament Since 1868: From Gentlemen to Players*, Oxford, Oxford University Press, 2001, 266 p.

SALVADORI Massimo L., *Karl Kautsky and the Socialist Revolution, 1880-1938*, Londres, Verso, 1990, 390 p.

SAMUEL Herbert, *Liberalism: An Attempt to State the Principles and Proposals of Contemporary Liberalism in England*, Londres, Grant Richards, 1902, 430 p.

SÄRKKÄ Timo, *Hobson's Imperialism: A Study in Late-Victorian Political Thought*, PhD, University of Jyväskylä, 2009, 211 p.

SAUNDERS Robert, « Introduction: Shooting Niagara and After? » dans Robert Saunders (dir.), *Shooting Niagara and After? The Second Reform Act and its World*, Oxford, Wiley-Blackwell, 2017, p. 1-13.

SAUNDERS Robert, « ‘Let America Be the Test’: Democracy and Reform in Britain, 1832–1867 » dans Ella Dzelzaniš et Ruth Livesey (dir.), *The American Experiment and the Idea of Democracy in British Culture, 1776–1914*, Londres, Routledge, 2016, p. 79-91.

SAUNDERS Robert, « God and the Great Reform Act: Preaching against Reform, 1831–32 », *Journal of British Studies*, avril 2014, vol. 53, n° 2, p. 378-399.

SAUNDERS Robert, « Tory Rebels and Tory Democracy: The Ulster Crisis, 1900-1914 » dans Bradley W. Hart et Richard Carr (dir.), *The Foundations of the British Conservative Party: Essays on Conservatism from Lord Salisbury to David Cameron*, New York, Bloomsbury Academic, 2013, p. 65-83.

SAUNDERS Robert, « Democracy » dans David Craig et James Thompson (dir.), *Languages of Politics in Nineteenth Century Britain*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013, p. 142-167.

SAUNDERS Robert, *Democracy and the Vote in British Politics, 1848-1867: The Making of the Second Reform Act*, Farnham, Ashgate, 2011, 302 p.

SAUNDERS Robert, « Chartism from above: British elites and the interpretation of Chartism », *Historical Research*, 1 août 2008, vol. 81, n° 213, p. 463-484.

SAUNDERS Robert, « Democracy » dans David Craig et James Thompson (dir.), *Languages of Politics in Nineteenth Century Britain*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

SCHAPIRO J.S., « John Stuart Mill, Pioneer of Democratic Liberalism in England » dans John Cunningham Wood (dir.), *John Stuart Mill: Critical Assessments*, Londres, Taylor & Francis, 1991, vol. 3/1, p. 78-102.

SCHNEPF Ariane, *Our Original Rights as a People: Representations of the Chartist Encyclopaedic Network and Political, Social and Cultural Change in Early Nineteenth Century Britain*, Berne, Peter Lang, 2006, 328 p.

SCHOFIELD Philip, *Utility and democracy: the political thought of Jeremy Bentham*, New York ; Oxford, Oxford University Press, 2006.

SCHOFIELD Philip, *Utility and Democracy: The Political Thought of Jeremy Bentham*, Oxford, Oxford University Press, 2006, 384 p.

SCHONHARDT-BAILEY Cheryl, *From the Corn Laws to Free Trade: Interests, Ideas, and Institutions in Historical Perspective*, Cambridge, MA, MIT Press, 2006.

SCOTT Alexander MacCallum, *The Physical Force Argument Against Woman Suffrage*, Londres, National League for Opposing Woman Suffrage, 1912, 16 p.

SEAL Anil, *The Emergence of Indian Nationalism: Competition and Collaboration in the Later Nineteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971, 436 p.

SEARLE John R., *Speech Acts: An Essay in the Philosophy of Language*, Cambridge, Cambridge University Press, 1969, 216 p.

SEELEY John Robert, *The Expansion of England: Two Courses of Lectures*, Londres, Macmillan, 1883, 309 p.

SEILER Daniel-Louis, *La politique comparée*, Paris, Armand Colin, 1982, 192 p.

SELDEN Anthony, « Cabinet Government », dans Vernon Bogdanor (dir.), *The British Constitution in the Twentieth Century*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

SETON-WATSON Robert William, WILSON J. Dover, ZIMMERN Alfred E. et GREENWOOD Arthur, *The War and Democracy*, Londres, Macmillan, 1915, 420 p.

SHAPIRO Ian, STOKES Susan C., WOOD Elisabeth Jean et KIRSHNER Alexander S. (dir.), *Political Representation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, 381 p.

SHARP Clifford D., *The Case Against the Referendum*, Londres, Fabian Society, 1911.

SHAW George Bernard, « Preface » dans George Bernard Shaw (dir.), *Fabian Essays in Socialism*, Londres, Fabian Society, 1889.

SHEETS Diana E., *British Conservatism and the Primrose League: The Changing Character of Popular Politics, 1883-1901*, PhD, Columbia University, 1986.

SHERIDAN Thomas, *A General Dictionary of the English Language*, 1^{re} éd., Londres, J. Dodsley, 1780.

SHPAYER-MAKOV Haia, « The Reception of Peter Kropotkin in Britain, 1886–1917 », *Albion*, 1987, vol. 19, n° 3, p. 373-390.

SIDGWICK Henry, *The Elements of Politics*, Londres, Macmillan, 1891, 632 p.

SIDNEY Algernon, *Discourses Concerning Government*, Indianapolis, Liberty Fund, 1996.

SIEGFRIED André, *Democracy in New-Zealand*, Londres, G. Bell & Sons, 1904.

SIEYÈS Emmanuel-Joseph, *Dire de l'abbé Sieyès, sur la question du Veto royal, à la séance du 7 septembre 1789*, Versailles, Baudouin, Imprimeur de l'Assemblée nationale, 1789, 30 p.

SIEYÈS Emmanuel-Joseph, *Quelques idées de constitution applicables à la ville de Paris*, Paris, Baudouin, Imprimeur de l'Assemblée nationale, 1789.

SIMON Emily Maud, *The Latest Phase of the Women's Suffrage Movement: A Reply to Mrs Henry Fawcett Lld*, Londres, Women's National Anti-Suffrage League, 1908, 4 p.

SINGH Oday Pertap, *Democracy Not Suited to India*, Allahabad, Pionner Press, 1888.

SINTOMER Yves, « Les sens de la représentation politique : usages et mésusages d'une notion », *Raisons politiques*, 27 juin 2013, n° 50, p. 13-34.

SKELTON John, *Benjamin Disraeli, the Past and the Future: A Letter to John Bull Esq.*, Londres, W. Blackwood, 1868, 35 p.

SKETCHLEY John, *A Review of European Society: With an Exposition and Vindication of the Principles of Social Democracy*, Londres, W. Reeves, 1884.

SKETCHLEY John, *The Principles of Social Democracy*, Londres, Social Democratic Party, 1879.

SKINNER Quentin, « Hobbes on Representation », *European Journal of Philosophy*, août 2005, vol. 13, n° 2, p. 155-184.

SKINNER Quentin, *Visions of Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, vol. 3/1.

SKORNICKI Arnault et TOURNADRE Jérôme, *La nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2015, 128 p.

SKRINE Francis Henry, *True Democracy Versus Government by Faction: A Plea for the Referendum and Initiative*, Londres, Longman & Co, 1911.

SMELLIE William (dir.), *Encyclopaedia Britannica; or, a Dictionary of Arts and Sciences*, 1^{re} éd., Édimbourg, 1771, vol. 3/3.

SMELLIE William (dir.), *Encyclopaedia Britannica; or, a Dictionary of Arts and Sciences*, 1^{re} éd., Édimbourg, 1768, vol. 3/2.

SMITH Adam I. P., « Victorian Radicalism and the Idea of America: Reynolds's Newspaper, 1850–1900 » dans Ella Dzelzanis et Ruth Livesey (dir.), *The American Experiment and the Idea of Democracy in British Culture, 1776–1914*, 2^e éd., New York, Routledge, 2016.

SMITH F. B., *The Making of the Second Reform Bill*, Cambridge, Cambridge University Press, 1966, 320 p.

SMITH Goldwin, « The Experience of the American Commonwealth » dans *Essays on Reform*, Londres, Macmillan, 1867, p. 217-238.

SMITH Samuel George, *Democracy and the Church*, New York and Londres, D. Appleton and Company, 1912, 392 p.

SMITH Sidney, *The Enfranchisement of Women: The Law of the Land*, Manchester, A. Ireland & Co., 1879.

SMITH William Compton, *Democracy: An Adress Delivered to the Stratford New Town Conservative Working Men's Club*, Londres, John Byland, 1887.

SNOWDEN Ethel, *The Feminist Movement*, Londres, Collins' Clear-type Press, 1913, 284 p.

SOCIAL-DEMOCRATIC FEDERATION, *Socialism Made Plain. Being the Social and Political Manifesto of the Democratic Federation*, Londres, W. Reeves, 1883.

SOFFER Reba N., *History, Historians, and Conservatism in Britain and America: From the Great War to Thatcher and Reagan*, Oxford, Oxford University Press, 2009, 356 p.

SOMERSET Edward Adolphus Seymour Duke of, *Monarchy and Democracy: Phases of Modern Politics*, Londres, J. Bain, 1880, 208 p.

SOSA David (dir.), *Bad Words: Philosophical Perspectives on Slurs*, Oxford, Oxford University Press, 2018, 244 p.

SPENCE Thomas, *The Political Works of Thomas Spence*, Newcastle Upon Tyme, Averro Publications, 1982, 180 p.

SPENCE Thomas, *The Rights of Infants*, Londres, Printed for the author, 1797.

SPENCE Thomas, *The Real Rights of Man*, 2^e éd., Londres, 1795.

SPENCE Thomas, *The End of Oppression*, Londres, Printed for the author, 1795.

STAPLETON Augustus Granville, *Suggestions for a Conservative and Popular Reform in the Commons House of Parliament*, Londres, Hatchard, 1850, 58 p.

STEAD William Thomas, *The Truth About Democracy*, Londres, Leadenhall Press, 1890.

STEDMAN JONES Gareth, *Languages of Class: Studies in English Working Class History 1832-1982*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

STEDMAN JONES Gareth, « Rethinking Chartism » dans *Languages of Class: Studies in English Working-Class History 1832-1982*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 90-178.

STEGER Manfred B., *The Quest for Evolutionary Socialism: Eduard Bernstein and Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 303 p.

STEINBACH Susie L., *Understanding the Victorians: Politics, Culture and Society in Nineteenth-Century Britain*, 2^e éd., Londres, Routledge, 2017, 331 p.

STEINMETZ Willibald, « A Code of its Own: Rhetoric and Logic of Parliamentary Debate in Modern Britain », *Redescriptions: Yearbook of Political Thought and Conceptual History*, 2002, n° 6, p. 87-106.

STEPHEN Reginald, *Democracy and Character*, Londres, Williams & Norgate, 1908, 302 p.

STICKNEY Albert, *Democratic Government: A Study of Politics*, Londres, Sampson Low & Co, 1885.

STIMSON S C et MILGATE M, « Utility, Property, and Political Participation: James Mill on Democratic Reform », *American Political Science Review*, 1993, vol. 87, n° 4, p. 901-911.

STODDART Jane T., *Against the Referendum*, Londres, Hodder and Stoughton, 1910, 140 p.

STOPES Charlotte Carmichael, *The Sphere of « Man » in Relation to That of « Woman » in the Constitution*, Londres, T. Fisher Unwin, 1908, 64 p. p.

STOPEs Charlotte Carmichael, *British Freewomen: Their Historical Privilege*, Londres, Swan Sonnenschein, 1894, 219 p.

STUBBS Charles William, *Christianity and Democracy, Socialism and Social Reform: Two Sermons Preached Before the University of Cambridge*, Cambridge, Macmillan and Bowes, 1881, 50 p.

SULKUNEN Irma, NEVALA-NURMI Seija-Leena et MARKKOLA Pirjo, *Suffrage, Gender and Citizenship: International Perspectives on Parliamentary Reforms*, Cambridge, Cambridge Scholars Publishing, 2008, 485 p.

SWANWICK Helena M., *The Future of the Women's Movement*, Londres, G. Bell & Sons, 1913, 240 p.

TAYLOR Antony, « "The Old Chartist": Radical Veterans on the Late Nineteenth- and Early Twentieth-Century Political Platform », *History*, 2010, vol. 95, n° 4, p. 458-476.

TAYLOR Charles, « Interpretation and the Sciences of Man », *Review of Metaphysics*, 1971, vol. 25, n° 1, p. 3-51.

TAYLOR Helen, « The Ladies' Petition », *The Westminster Review*, janvier 1867, vol. 87, n° 171, janv. 1867 p. 63-79.

TAYLOR Helen, *The Claim of Englishwomen to the Suffrage Constitutionally Considered*, Londres, Trübner, 1867, 22 p.

TAYLOR Ida Ashworth, *The Cardinal Democrat: Henry Edward Manning*, Londres, Kegan Paul, Trench, Trübner & Co., 1908, 280 p.

TAYLOR John Robert, *Registered residential Manhood Suffrage and the Ballot. In a series of letters addressed to the Public Press*, Londres, James George Taylor, 1865, 32 p.

TAYLOR Miles, *Ernest Jones, Chartism, and the Romance of Politics 1819-1869*, Oxford, Oxford University Press, 2003, 304 p.

TAYLOR MILL Harriet, « The Enfranchisement of Women », *The Westminster Review*, juillet 1851, vol. 55, n° 109, juill. 1851 p. 289-311.

TEMPLE Frederick, *Interest, Gold and Banking: A Discourse on Democratic Finance*, Londres, E. Wilson, 1914, 44 p.

TEUBERT Wolfgang, « La linguistique de corpus : une alternative », *Semen. Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, 1 juin 2009, n° 27, p. 185-211.

THANE Pat, *Divided Kingdom: An History of Britain, 1900 to the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018.

THELWALL John, *The Rights of Nature, Against the Usurpations of Establishments*, Londres, H.D. Symonds, 1796, 104 p.

THELWALL John, *The Tribune: A Periodical Publication, Consisting Chiefly of the Political Lectures of J. Thelwall*, Londres, Printed for the author, 1795, vol. 3/2, 320 p.

THELWALL John, *The Tribune: A Periodical Publication, Consisting Chiefly of the Political Lectures of J. Thelwall*, Londres, Printed for the author, 1795, vol. 3/1, 340 p.

THOMAS J.E., *Social Disorder in Britain 1750-1850: The Power of the Gentry, Radicalism and Religion in Wales*, Londres, I.B. Tauris, 2011.

THOMAS William, « James Mill's Politics: The "Essay on Government" and the Movement for Reform », *The Historical Journal*, 1969, vol. 12, n° 2, p. 249-284.

THOMPSON Dorothy, « Who Were "the People" in 1842? » dans Stephen Roberts (dir.), *The Dignity of Chartism*, Londres, Verso, 2015, p. 42-57.

THOMPSON Dorothy, *The Dignity of Chartism*, Londres, Verso, 2015, 240 p.

THOMPSON Edward Palmer, *William Morris: Romantic to Revolutionary*, 2^e éd., Oakland, PM Press, 2011, 848 p.

THOMPSON Edward Palmer, *The Making of the English Working Class*, New York, Vintage Books, 1967.

THOMPSON Thomas Perronet, *Catechism on the Corn Laws: With a List of Fallacies and the Answers*, 18^e éd., Londres, Mills & Jowett, 1834, 192 p.

THOMPSON William, *Appeal of One Half the Human Race, Women, Against the Pretensions of the Other Half, Men, to Retain Them in Political, and Thence in Civil and Domestic, Slavery*, Londres, Longman, Hurst, Rees, Orme, Brown and Green, 1825, 221 p.

THORNE R. G., *The House of Commons*, Londres, Boydell & Brewer, 1986, 3606 p.

TILLY Charles, *Popular Contention in Great Britain, 1758-1834*, 2^e éd., Boulder, Paradigm Publishers, 2005.

TILLY Charles, *Big Structures, Large Processes, Huge Comparisons*, New York, Russell Sage Foundation, 1984.

TOCQUEVILLE Alexis de, *Correspondance anglaise*, Jacob Peter Mayer et Gustave Rudler G (dir.), Paris, Gallimard, 1954, 354p.

TOCQUEVILLE Alexis de, *Democracy in America: Part the Second*, traduit par Henry Reeve, Londres, Saunders and Otley, 1840, vol. 2/1, 333 p.

TOCQUEVILLE Alexis de, *Democracy in America*, traduit par Henry Reeve, Londres, Saunders and Otley, 1835, vol. 2/1, 333 p.

TOCQUEVILLE Alexis de, *Democracy in America*, traduit par Henry Reeve, Londres, Saunders and Otley, 1835, vol. 2/2, 462 p.

TODD Alpheus, *Parliamentary Government in the British Colonies*, Londres, Longmans, Green, and Company, 1880, 632 p.

TOLAIN Henri-Louis, « Manifeste des Soixante », *L'Opinion Nationale*, 17 févr. 1864 p.

TOLBERT ROBERTS Jennifer, *Athens on Trial: The Antidemocratic Tradition in Western Thought*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

TOUT Thomas Frederick, *An Advanced History of Great Britain from the Earliest Times to the Death of Queen Victoria*, Londres, Longman, Green & Co, 1906.

TOUT Thomas Frederick et YORK POWELL Frederick, *History of England*, Londres, Longman, Green & Co, 1910.

TRAIL Thomas Stewart (dir.), *The Encyclopaedia Britannica; a Dictionary of Arts, Sciences, and General Literature*, 8^e éd., Édimbourg, Adam and Charles Black, 1854, vol. 21/7.

TROLLOPE Frances Milton, *Domestic Manners of the Americans*, Londres, Whittaker, Treacher & Company, 1832, 348 p.

TUCK Richard, « Democratic sovereignty and democratic government: the sleeping sovereign » dans Richard Bourke et Quentin Skinner (dir.), *Popular Sovereignty in Historical Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016, p. 115-141.

TUCKER John, *A Treatise Concerning Civil Government in Three Parts*, Londres, T. Cadell, 1781.

TUCKER John, *A Series of Answers to Certain Popular Objections Against Separating from the Rebellious Colonies and Discarding Them Entirely*, Gloucester, R. Raikes, 1776.

TUNICK Mark, « Tolerant Imperialism: John Stuart Mill's Defense of British Rule in India », *The Review of Politics*, 2006, vol. 68, n° 4, p. 586-611.

TYLER Colin, « T.H. Green, advanced liberalism and the reform question 1865–1876 », *History of European Ideas*, 1 décembre 2003, vol. 29, p. 437-458.

URBINATI Nadia, *Mill on Democracy: From the Athenian Polis to Representative Government*, Chicago, University of Chicago Press, 2002.

URBINATI Nadia et ZAKARAS Alex (dir.), *J. S. Mill's Political Thought: A Bicentennial Reassessment*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

VAROUXAKIS Georgios, « Guizot's Historical Works and J.S. Mill's Reception of Tocqueville », *History of Political Thought*, 1999, vol. 20, n° 2, p. 292-312.

VEITCH George Stead, *Empire and Democracy (1837-1913)*, Londres, T.C. & E.C. Jack, 1913, 106 p.

VELDE Henk te, « Democracy and the Strange Death of Mixed Government in the Nineteenth Century: Great Britain, France and the Netherlands » dans Jussi Kurunmäki, Jeppe Nevers et Henk te Velde (dir.), *Democracy in Modern Europe: A Conceptual History*, New York, Berghahn Books, 2018, p. 42-64.

VERNON James, *Modern Britain, 1750 to the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, 588 p.

VERNON James, « The history of Britain is dead; long live a global history of Britain », *History Australia*, 2 janvier 2016, vol. 13, n° 1, p. 19-34.

VESEY FITZGERALD William Foster, *Democracy in the Old World and the New*, Londres, Kegan Paul, Trench & Company, 1884, 214 p.

VETTER Lisa Pace, « Harriet Martineau on the Theory and Practice of Democracy in America », *Political Theory*, 1 juin 2008, vol. 36, n° 3, p. 424-455.

VILE Maurice J. C., *Constitutionalism and the Separation of Powers*, 2^e éd., Indianapolis, Liberty Fund, 1998, 467 p.

VILLIERS Brougham, « Introduction » dans Brougham Villiers (dir.), *The Case for Women's Suffrage*, Londres, T.F. Unwin, 1907, p. 9-21.

VOLNEY Constantin-François, *The Ruins, or, a Survey of the Revolutions of Empires*, 3^e éd., Londres, J. Johnson, 1796, 426 p.

WAHRMAN Dror, *Imagining the Middle Class: The Political Representation of Class in Britain, C.1780-1840*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, 448 p.

WAKEFIELD Edward Gibbon, *England and America. A Comparison of the Social and Political State of Both Nations*, Londres, Richard Bentley, 1833, vol. 2/1, 331 p.

WAKEFIELD Edward Gibbon, *Householders in Danger from the Populace*, Londres, E. Wilson, 1831, 28 p.

WALLACE Stuart, *John Stuart Blackie: Scottish Scholar and Patriot*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2006, 353 p.

WALSH John, *Observations on the Ministerial Plan of Reform*, 2^e éd., Londres, James Ridgway, 1831.

WALVIN James, « The Slave Trade, Abolition and Public Memory », *Transactions of the Royal Historical Society*, 2009, vol. 19, p. 139-149.

WARD William, *Brotherhood and Democracy*, Londres, PSA Brotherhood Publishing House, 1910.

WARWICK Frances Evelyn Maynard Greville, WELLS Herbert George et TAYLOR George Robert Stirling (dir.), *The Great State: Essays in Construction*, Londres, New York, Harper & Brothers, 1912, 396 p.

WEBB Sidney, « The Basis of Socialism: Historic » dans George Bernard Shaw (dir.), *Fabian Essays in Socialism*, Londres, Fabian Society, 1889.

WEBB Sidney et WEBB Beatrice Potter, *Industrial Democracy*, Londres, Longman, Green & Co, 1897, vol. 2/, 986 p.

WEBER Max, *Le savant et le politique*, Paris, Union générale d'éditions, 1963, 185 p.

WEINSTEIN David, *Utilitarianism and the New Liberalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

WEISSER Henry, *British Working-class Movements and Europe, 1815-48*, Manchester, Manchester University Press, 1975, 248 p.

WELLHOFER E Spencer, *Democracy, Capitalism and Empire in Late Victorian Britain, 1885–1910*, Londres, Palgrave MacMillan, 1996.

WESTON Corinne Comstock, *The House of Lords and Ideological Politics: Lord Salisbury's Referendal Theory and the Conservative Party*, Philadelphia, American Philosophical Society, 1995, 242 p.

WESTON Corinne Comstock, « Salisbury and the Lords, 1868–1895 », *The Historical Journal*, mars 1982, vol. 25, n° 1, p. 103-129.

WESTON Corinne Comstock, « The Liberal Leadership and the Lords' Veto, 1907–1910 », *The Historical Journal*, septembre 1968, vol. 11, n° 3, p. 508-537.

WESTON Corinne Comstock, *English Constitutional Theory and the House of Lords, 1556-1832*, Londres, Routledge, 1965, 320 p.

WHEDBEE Karen E., « Reclaiming rhetorical democracy: George Grote's defense of Cleon and the Athenian demagogues », *Rhetoric Society Quarterly*, 1 septembre 2004, vol. 34, n° 4, p. 71-95.

WHEDBEE Karen E., « The Tyranny of Athens: Representations of Rhetorical Democracy in Eighteenth-Century Britain », *Rhetoric Society Quarterly*, 1 septembre 2003, vol. 33, n° 4, p. 65-85.

WHITEHEAD Kay et TRETHERWEY Lynne, « Aging and activism in the context of the British Dominions Woman Suffrage Union, 1914–1922 », *Women's Studies International Forum*, 1 janvier 2008, vol. 31, n° 1, p. 30-41.

WILDE Oscar, « The Soul of Man under Socialism », *Fortnightly Review*, février 1891, févr. 1891 p. 292-319.

WILLIS Kirk, « The Introduction and Critical Reception of Marxist Thought in Britain, 1850–1900 », *The Historical Journal*, juin 1977, vol. 20, n° 2, p. 417-459.

WILSON Alexander, *The Chartist Movement in Scotland*, Manchester, Manchester University Press, 1970, 318 p.

WILSON James, *Influences of the Corn Laws, as affecting all classes of the community, and particularly the Landed Interests*, 3^e éd., Londres, Longman, Orme, Brown, Green and Longmans, 1840, 162 p.

WINGERDEN Sophia A. van, *The Women's Suffrage Movement in Britain, 1866-1928*, Londres, Palgrave Macmillan, 1999, 260 p.

WJ, *Suggestions on Reform, Manhood Suffrage Consistent with the Equal Representation of All Classes*, Londres, W. Macintosh, 1866.

WOLLOCH Nathaniel, « Alexis de Tocqueville, John Stuart Mill, and the Modern Debate on the Enlightenment », *The European Legacy*, 19 mai 2018, vol. 23, n° 4, p. 349-364.

WOLLSTONECRAFT Mary, *A Vindication of the Rights of Woman*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

WOLLSTONECRAFT Mary, *A Vindication of the Rights of Men*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

WOODHOUSE Arthur Sutherland Pigott (dir.), *Puritanism and Liberty, being the Army Debates (1647-9) from the Clarke Manuscripts with Supplementary Documents*, Chicago, University of Chicago Press, 1951.

WRIGHT Almroth Edward, *The Unexpurgated Case Against Woman Suffrage*, Londres, Constable, 1913, 113 p.

WRIGHT D. G., *Democracy and Reform, 1815-1885*, Londres, Longmans Green and Co, 1970.

WRIGHT Thomas (dir.), *The Royal Dictionary-Cyclopædia, for Universal Reference*, Londres, London Printing and Publishing Company, 1862, vol. 5/1.

WRIGHT Thomas (dir.), *The Royal Dictionary-Cyclopædia, for Universal Reference*, Londres, London Printing and Publishing Company, 1862, vol. 5/2.

WRIGLEY E. A., *Energy and the English Industrial Revolution*, Cambridge ; New York, Cambridge University Press, 2010, 288 p.

WYCLIFFE Thomas, *On Government*, Warrington, W. Eyres, 1779.

YOUNG Sir William, *The Rights of Englishmen; Or The British Constitution of Government, Compared with that of a Democratic Republic.*, Londres, John Stockdale, 1793, 64 p.

ZUBLY John Joachim, *An Humble Enquiry into the Nature of the Dependency of the American Colonies Upon the Parliament of Great-Britain*, Charleston, 1769.